ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

OCDE

PANORAMA DE L'**AIDE POUR LE COMMERCE** 2013

SE CONNECTER AUX CHAÎNES DE VALEUR



PANORAMA DE L'**AIDE POUR LE COMMERCE** 2013

SE CONNECTER AUX CHAÎNES DE VALEUR

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

OCDE

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des gouvernements de ses pays membres, ni celles de l'Organisation mondiale du commerce ou de ses membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et des limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE/OMC (2013), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 : Se connecter aux chaînes de valeur*

http://dx.doi.org/10.1787/aid_glance-2013-fr

ISBN OMC – 978-92-870-3869-2 ISBN OECD – 978-92-64-20220-7 (version imprimée); 978-92-64-20221-4 (PDF)

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : *www.oecd.org/publishing/corrigenda*

© OCDE, OMC 2013

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Web, Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source et du copyright OCDE et OMC. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devront être directement adressées au Copyright Clearance Center (CCC) à *info@copyright.com* ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) à *contact@cfcopies.com*.

AVANT-PROPOS

L'initiative Aide pour le commerce a fait beaucoup depuis son lancement en 2005. Elle a suscité une prise de conscience du rôle positif que le commerce peut jouer dans la croissance économique et le développement, ce qui a contribué à une meilleure intégration des priorités liées au commerce dans les stratégies de développement national des pays partenaires. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux et les prestataires de coopération Sud-Sud ont répondu à l'appel en augmentant les financements concessionnels et non concessionnels. Le secteur privé examine comment lui aussi peut contribuer à mettre le commerce au service du développement et de la réduction de la pauvreté. L'examen de l'Aide pour le commerce – qui est axé à la fois sur les progrès et sur les améliorations qui sont encore nécessaires – renforce la confiance en montrant que l'initiative donne des résultats tangibles.

La situation du commerce et du développement a changé depuis le lancement de l'Initiative. La recherche sur le commerce en valeur ajoutée – menée par l'OMC et l'OCDE – permet de mieux comprendre les réseaux complexes de production qui caractérisent désormais le commerce mondial. L'expansion – verticale et horizontale – des chaînes de valeur s'est traduite par une augmentation de la part des biens intermédiaires dans les échanges à mesure qu'un nombre plus important d'entreprises et de pays intègrent ces réseaux fragmentés. Le fait que les entreprises se concentrent plus sur le commerce de certaines tâches spécifiques et moins sur l'ensemble du processus de production accroît les possibilités qui s'offrent aux entreprises des pays en développement, y compris dans les pays les moins avancés, de faire partie de ces réseaux régionaux et mondiaux. De plus, il y a une plus grande interdépendance des performances commerciales des pays en développement à mesure que les échanges et l'investissement Sud-Sud augmentent.

Dans le domaine de la coopération au service du développement, l'optimisme cède le pas face aux nouvelles réalités budgétaires, c'est-à-dire aux pressions qui s'exercent sur les budgets alloués à l'aide dans les pays de l'OCDE. Malgré cette tendance à la baisse des dépenses consacrées à l'aide dans les pays de l'OCDE, dont on peut espérer qu'elle sera de courte durée, un financement substantiel reste disponible, y compris par le truchement de la coopération Sud-Sud, de la coopération triangulaire et du secteur privé.

La réponse très positive à la dernière enquête de suivi réalisée par l'OCDE/l'OMC montre que l'engagement des donateurs, des partenaires Sud-Sud, des pays en développement et du secteur privé ne faiblit pas s'agissant de réaliser les objectifs de l'initiative Aide pour le commerce. Des améliorations sont encore possibles, en ce qui concerne notamment les obstacles liés au commerce aux frontières et au-delà, dont on sait qu'ils risquent de nuire à la capacité des entreprises des pays en développement à établir des chaînes de valeur, à s'y connecter et à progresser dans ces chaînes. Cependant, les pays répondent à ces préoccupations en s'attaquant à bon nombre de contraintes importantes qui affectent la connectivité des pays en développement.

Le message encourageant de la présente publication est que nos efforts visant à promouvoir l'initiative Aide pour le commerce portent leurs fruits. Nous devons continuer à œuvrer dans la même direction tout en redoublant d'efforts pour parvenir à des résultats en matière de développement. Le rapport appelle aussi l'attention sur la nécessité d'associer davantage les prestataires de coopération Sud-Sud et le secteur privé, d'accorder plus d'importance à la question des qualifications, de développer le rôle du financement du développement et d'améliorer les conditions pour les projets transfrontières et l'intégration régionale.

Le *Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement* peut jouer un rôle catalyseur en faisant en sorte que les pays en développement exploitent les diverses formes de financement du développement pour promouvoir le commerce et le développement par le biais d'une approche « investissement pour le commerce ». La présente publication examine entre autres ces questions pour contribuer à garantir que l'initiative Aide pour le commerce reste pertinente dans un contexte de commerce et de développement en évolution. Le rapport fournira également une bonne base pour orienter la discussion lors de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Bali en décembre 2013.

L'Aide pour le commerce a fait beaucoup et fait partie intégrante des activités que mènent nos deux organisations. Mais le travail est loin d'être fini. Nous émettons le vœu commun que tous les membres de l'Initiative s'attaqueront aux défis qui restent à relever dans le cadre d'un engagement renouvelé au cours des années à venir.



Angel Gurria
Secrétaire général
OCDE



Pascal Lamy
Directeur général
OMC

REMERCIEMENTS

Le rapport *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 : se connecter aux chaînes de valeur* a été établi sous l'égide du Comité d'aide au développement et du Comité des échanges de l'OCDE, en étroite collaboration avec le Comité du commerce et du développement de l'OMC.

Les Secrétariats de l'OCDE et de l'OMC tiennent à exprimer leur gratitude à l'ensemble des gouvernements, des organisations internationales et des entreprises privées qui ont pris part à ce quatrième exercice de suivi.

Le rapport a été établi sous la direction générale de Frans Lammersen (OCDE) et de Michael Roberts (OMC).

Il est l'œuvre d'une équipe composée principalement de William Hynes, Richard Newfarmer et Michael Plummer, avec l'aide de Deborah Barker, Olivier Cattaneo, Michael Cornish, Maria Alvarez de Cozar, Rebecca A. Freeman, Ann Gordon, Marion Jansen, Rainer Lanz, Aime Murigande, Se Eun Park, Ben Shepherd, Alissa Tafti, Conor Trodden et Cristian Ugarte.

La maquette du rapport a été conçue par Peggy Ford-Fyffe King, qui a été assistée par John Smith pour la mise au point rédactionnelle. L'équipe a bénéficié du concours de Susan Hodgson.

Nous adressons aussi nos remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu revoir le rapport, notamment Evdokia Moïsé, Gregor Slokan et Trudy Witbreuk.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 3
REMERCIEMENTS 5
SIGLES ET ACRONYMES 15
RÉSUMÉ ANALYTIQUE 19

INTRODUCTION 27
COMMENT EST ASSURE LE SUIVI DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ? 29
QUI A PARTICIPE A L'ENQUÊTE DE SUIVI DE 2013 ? 30
STRUCTURE DU RAPPORT 32

CHAPITRE 1 L'AIDE POUR LE COMMERCE S'ADAPTE-T-ELLE AUX NOUVELLES RÉALITÉS ? 39
INTRODUCTION 39
COMMENT LES PAYS PARTENAIRES ADAPTENT-ILS LEURS STRATÉGIES ? 40
LES DONATEURS TIENNENT-ILS COMPTE DES NOUVELLES CARACTÉRISTIQUES DES ÉCHANGES ? 45
COMMENT LE SECTEUR PRIVE EST-IL ASSOCIE ? 49
CONCLUSIONS 57

CHAPITRE 2 FLUX ET FINANCEMENT DE L'AIDE POUR LE COMMERCE 61
INTRODUCTION 61
QUELLE EST LA PLACE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ? 62
QUELLE EST L'AMPLEUR DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ET A QUOI EST-ELLE DESTINÉE ? 66
QUELS SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ? 77
QUI SONT LES FOURNISSEURS DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ? 80
SOUS QUELLES FORMES L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE FOURNIE ? 83
QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DES FLUX D'AIDE POUR LE COMMERCE ? 88
CONCLUSIONS 90

CHAPITRE 3 LES CHAÎNES DE VALEUR ET LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT 95
INTRODUCTION 95
LES CHÂINES DE VALEUR COMME VOIE VERS LE DÉVELOPPEMENT 97
LES CHÂINES DE VALEUR SONT-ELLES PRIORITAIRES DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE ? 101
POINTS DE VUE DU SECTEUR PUBLIC SUR LES OBSTACLES A L'ENTRÉE DANS LES CHÂINES DE VALEUR 106
POINTS DE VUE DU SECTEUR PRIVE SUR LES OBSTACLES A L'ENTRÉE DANS LES CHÂINES DE VALEUR 109
ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ 123
CONCLUSIONS 126

CHAPITRE 4 STIMULER LES CHAÎNES DE VALEUR AU MOYEN DE L'AIDE POUR LE COMMERCE AU NIVEAU RÉGIONAL 133
INTRODUCTION 133
RÉGIONALISME, RÉGIONALISATION ET RÔLE DES CHÂINES DE VALEUR 134
RÉGIONALISME ET RÉSEAUX DE PRODUCTION DANS LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT 140
L'AIDE POUR LE COMMERCE RÉGIONALE : UN PUISSANT CATALYSEUR POUR LES CHÂINES DE VALEUR 148
CAS D'EXPÉRIENCE : UTILISER L'AIDE POUR LE COMMERCE RÉGIONALE AFIN DE PROMOUVOIR LES CHÂINES DE VALEUR 151
CONCLUSIONS 157

CHAPITRE 5 ÉVALUER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE 163
INTRODUCTION 163
QU'EST-CE QUE LE SUCCÈS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE ? 164
LES RÉSULTATS AU TRAVERS DU PRISME DE L'ÉVALUATION 167
RÉEXAMINER LA RELATION ENTRE L'AIDE POUR LE COMMERCE ET LE COMMERCE À LA LUMIÈRE DES NOUVELLES DONNÉES 173
ÉMERGENCE DES CHÂINES DE VALEUR MONDIALES : INCIDENCE SUR L'AIDE POUR LE COMMERCE 177
LES SYSTÈMES DE GESTION : UTILISER L'AIDE POUR LE COMMERCE EFFICACEMENT 179
CONCLUSIONS 184

CHAPITRE 6 LA VOIE À SUIVRE 195
INTRODUCTION 195
RÉSUMÉ 196
LA VOIE À SUIVRE 200

AIDE POUR LE COMMERCE – FICHES ANALYTIQUES PAR PAYS 205

Notes explicatives sur les fiches analytiques par pays 207
Afghanistan 210
Antigua-et-Barbuda 212
Bahamas 214
Bangladesh 216
Barbade 218
Belize 220
Bénin 222
Bhoutan 224
Botswana 226
Burkina Faso 228
Burundi 230
Cabo Verde 232
Cambodge 234
Colombie 236
Comores 238
Congo 240
Congo, Rép. dém. du 242
Costa Rica 244
Côte d'Ivoire 246
Djibouti 248
Dominique 250
El Salvador 252
Éthiopie 254
Fidji 256
Gabon 258
Gambie 260
Ghana 262
Grenade 264
Guatemala 266
Guinée 268
Häiti 270
Honduras 272
Inde 274
Indonésie 276
Jamaïque 278
Jordanie 280
Kenya 282
Lesotho 284
Libéria 286
Madagascar 288
Malawi 290
Mali 292
Maroc 294
Maurice 296
Mauritanie 298
Mexique 300
Mozambique 302
Népal 304
Nicaragua 306
Niger 308
Nigéria 310
Oman 312
Ouganda 314
Pakistan 316
Panama 318
Papouasie-Nouvelle-Guinée 320
Paraguay 322
Pérou 324
République centrafricaine 326
République dominicaine 328
Rwanda 330
Saint-Kitts-et-Nevis 332
Saint-Vincent-et-les Grenadines 334
Sainte-Lucie 336
Samoa 338
Sénégal 340
Soudan 342
Suriname 344
Tanzanie 346
Tchad 348
Togo 350
Trinité-et-Tobago 352
Tunisie 354
Turquie 356
Tuvalu 358
Uruguay 360
Vanuatu 362
Yémen 364
Zambie 366
Zimbabwe 368

NOTES STATISTIQUES SUR LES PRINCIPALES DONNÉES RELATIVES À L'AIDE POUR LE COMMERCE 371

ANNEXE A. PRINCIPALES DONNÉES RELATIVES À L'AIDE POUR LE COMMERCE 375

Tableau A.1 Aide pour le commerce par catégorie 375
Tableau A.2A Aide pour le commerce par donateur et par catégorie 376
Tableau A.2B Aide pour le commerce par donateur et par catégorie 378
Tableau A.3 Aide pour le commerce par donateur et par région 380
Tableau A.4 Aide pour le commerce par donateur et par groupe de revenu 384
Tableau A.5A Les 20 bénéficiaires principaux de l'Aide pour le commerce en 2011, par engagements 387
Tableau A.5B Les 20 bénéficiaires principaux de l'Aide pour le commerce en 2011, par versements 387
Tableau A.6A Aide pour le commerce par habitant : les 20 bénéficiaires principaux en 2011, par engagements 388
Tableau A.6B Aide pour le commerce par habitant : les 20 bénéficiaires principaux en 2011, par versements 388
Tableau A.7 Aide pour le commerce par bénéficiaire individuel 389
Tableau A.8A Aide pour le commerce : programmes multi-pays par région 392
Tableau A.8B Aide pour le commerce : programmes multi-pays par catégorie 392
Tableau A.9 Répartition de l'aide pour le commerce par région 393
Tableau A.10 Répartition de l'aide pour le commerce par groupe de revenu 394
Tableau A.11 Dons et autres apports accordés au titre de l'aide pour le commerce, par catégorie 395
Tableau A.12 Dons et autres apports accordés au titre de l'aide pour le commerce, par groupe de revenu 395
Tableau A.13A Dons accordés au titre de l'aide pour le commerce, par donateur 396
Tableau A.13B Autres apports au titre de l'aide pour le commerce, par donateur 397
Tableau A.14 Circuits d'acheminement de l'aide pour le commerce 398
Tableau A.15 Aide pour le commerce : APD ventilable par secteur et APD totale 398
Tableau A.16 AASP liés au commerce, AASP ventilables par secteur et AASP totaux 398
Tableau A.17 Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie 399
Tableau A.18 Autres apports du secteur public liés au commerce, par donateur 400
Tableau A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire individuel 401

ANNEXE B. LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR GROUPE DE REVENU 405

ANNEXE C. LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR RÉGION 407

ANNEXE D. CODES-OBJET SNPC LIÉS À L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE 409

ANNEXE E. ESTIMATIONS PAR RÉGRESSION 415

Tableau E.1 Effet de l'aide pour le commerce sur les exportations (sauf les minerais et le pétrole) des pays en développement 415
Tableau E.2 Effet de l'Aide pour le commerce sur les exportations, par groupe de revenu 417
Tableau E.3 Effet de chaque catégorie de l'Aide pour le commerce sur les exportations, par groupe de revenu. 418
Tableau E.4 Effet de l'Aide pour le commerce sur les exportations de parties et de composants des pays en développement 419
Tableau E.5 Effet de l'Aide pour le commerce dans les situations de bonne gestion sur les exportations des pays en développement, par groupe de revenu 421

ANNEXE F. MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE 423

Tableau F.1 Comparaison de l'analyse de l'OCDE avec d'autres études récentes 425
Tableau F.2 Définition des variables 426
Tableau F.3 Statistiques récapitulatives des principales variables, par groupe de pays classés selon leur revenu (1995) 428
Tableau F.4 Matrice de corrélation des variables d'intérêt. 429
Tableau F.5 Effet différé de l'Aide pour le commerce sur les exportations des pays en développement (1995) 430

TABLEAUX ET FIGURES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Figures

Figure 0.1 Participation des parties prenantes à l'initiative Aide pour le commerce 19
Figure 0.2 Aide pour le commerce par région 21
Figure 0.3 Points de vue du secteur public sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur 22
Figure 0.4 Points de vue du secteur privé sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur 23

INTRODUCTION

Tableaux

Tableau 0.1 Réponses au questionnaire sur l'Aide pour le commerce. 34
Tableau 0.2 Réponses des pays partenaires au questionnaire sur l'Aide pour le commerce 34
Tableau 0.3 Réponses des pays donateurs au questionnaire sur l'Aide pour le commerce 35
Tableau 0.4 Réponses des fournisseurs de coopération Sud-Sud au questionnaire sur l'Aide pour le commerce 35
Tableau 0.5 Réponses du secteur privé au questionnaire sur l'Aide pour le commerce 35

Figures

Figure 0.5 Auto-évaluations, par répondant 30
Figure 0.6 Questionnaire adressé au secteur privé 31

CHAPITRE 1

Figures

Figure 1.1 Nouvelles priorités de l'Aide pour le commerce . . . 41
Figure 1.2 Facteurs incitant les pays moins avancés à modifier leurs stratégies . . . 43
Figure 1.3 Secteurs et sous-secteurs identifiés comme porteurs de croissance dans les stratégies nationales de développement des pays moins avancés . . . 44
Figure 1.4 Le rôle des importations . . . 45
Figure 1.5 Les facteurs de changement les plus importants et les moins importants pour les donateurs bilatéraux . . . 47
Figure 1.6 Les facteurs de changement les plus importants et les moins importants pour les donateurs multilatéraux . . . 49
Figure 1.7 Consultation du secteur privé pour l'élaboration des stratégies d'Aide pour le commerce . . . 51
Figure 1.8 Association du secteur privé par les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud . . . 52
Figure 1.9 Avantages que les donateurs et les fournisseurs Sud-Sud voient dans les partenariats public-privé . . . 55
Figure 1.10 Difficultés éprouvées par les donateurs pour établir des partenariats public-privé . . . 55

CHAPITRE 2

Tableaux

Tableau 2.1 Estimation des apports bruts assortis de conditions libérales en faveur de la coopération pour le développement (« apports assimilables à l'APD ») en provenance des BRICS . . . 86

Figures

Figure 2.1 Flux de financement du développement dans les pays à faible revenu . . . 63
Figure 2.2 Flux de financement du développement dans les pays à revenu intermédiaire . . . 63
Figure 2.3 Principales sources de financement selon les pays partenaires . . . 64
Figure 2.4 Principales sources de financement pour les pays les moins avancés, selon les donateurs bilatéraux . . . 65
Figure 2.5 Principales sources de financement pour les pays les moins avancés, selon les fournisseurs de coopération Sud-Sud . . . 66
Figure 2.6 Engagements au titre de l'Aide pour le commerce . . . 67
Figure 2.7 Aide au renforcement de la capacité de production . . . 69
Figure 2.8 Marqueur du développement du commerce . . . 71
Figure 2.9 Aide à l'infrastructure économique . . . 71
Figure 2.10 Aide à la politique et à la réglementation commerciales . . . 74
Figure 2.11 Versements au titre de l'Aide pour le commerce . . . 76
Figure 2.12 Aide pour le commerce par région . . . 78
Figure 2.13 Aide pour le commerce par groupe de revenu . . . 79

Figure 2.14 Programmes multi-pays 80
Figure 2.15 Dix principaux fournisseurs de l'Aide pour le commerce 81
Figure 2.16 Engagements du G-20 en matière d'Aide pour le commerce 82
Figure 2.17 Répartition des prêts et des dons au titre de l'Aide pour le commerce 83
Figure 2.18 Autres apports du secteur public liés au commerce 84
Figure 2.19 Autres apports du secteur public liés au commerce par groupe de revenu 85
Figure 2.20 Évolution des dépenses au titre de l'Aide pour le commerce depuis le début de la crise économique 88
Figure 2.21 Évolution attendue de l'Aide pour le commerce sur les cinq prochaines années 89

CHAPITRE 3

Figures

Figure 3.1 Expérience des donateurs bilatéraux concernant le développement des chaînes de valeur 102
Figure 3.2 Expérience des donateurs multilatéraux concernant le développement des chaînes de valeur 103
Figure 3.3 Expérience des fournisseurs de coopération Sud-Sud concernant le développement des chaînes de valeur 105
Figure 3.4 Points de vue des pays partenaires sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur 106
Figure 3.5 Points de vue des donateurs bilatéraux sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur 107
Figure 3.6 Points de vue des donateurs multilatéraux sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur 107
Figure 3.7 Points de vue des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur 108
Figure 3.8 Types d'Aide pour le commerce considérés comme « très efficaces » par les pays partenaires 109
Figure 3.9 Facteurs qui influent le plus sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement dans les chaînes de valeur agroalimentaires 111
Figure 3.10 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des textiles et des vêtements 114
Figure 3.11 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur du tourisme 116
Figure 3.12 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des transports et de la logistique 119
Figure 3.13 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des technologies de l'information et de la communication 121
Figure 3.14 Initiatives des grandes entreprises pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur 123
Figure 3.15 Raisons pour les grandes entreprises de mieux connecter les fournisseurs des pays en développement à leurs chaînes de valeur 124

Figure 3.16 Évaluation par les grandes entreprises de l'impact des activités destinées à mieux connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur 124
Figure 3.17 Enseignements tirés de la connexion des fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur 125
Figure 3.18 Gestion public-privé des programmes d'Aide pour le commerce 126

CHAPITRE 4

Tableaux

Tableau 4.1 Vue d'ensemble des contraintes en matière de commerce intrarégional et extrarégional 147

Figures

Figure 4.1 Programmes régionaux et mondiaux par catégorie (versements) 149
Figure 4.2 Répartition géographique des programmes régionaux et mondiaux (versements) 149

CHAPITRE 5

Tableaux

Tableau 5.1 Augmentation des exportations totales associée à des augmentations de l'Aide pour le commerce 175
Tableau 5.2 Le système de gestion axée sur les résultats du Rwanda comprend des indicateurs de réalisations et de mise en œuvre des politiques à différents niveaux de l'administration 183

Figures

Figure 5.1 Impact escompté des augmentations de l'Aide pour le commerce sur les exportations (variation des exportations en %) 177
Figure 5.2 Impact des augmentations de l'Aide pour le commerce sur les exportations de pièces détachées et de composants (% d'Aide pour le commerce additionnelle) 179
Figure 5.3 Les sept phases d'une gestion efficace axée sur les résultats 180

SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACR	Accord commercial régional
ADC	Coopération autrichienne en faveur du développement
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
ADVANCE	Programme d'amélioration des chaînes de valeur pour le développement de l'agriculture
AFTA	Zone de libre-échange de l'ASEAN
AFTi	Initiative pour le libre-échange en Afrique
AGOA	Loi des États-Unis sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique
AITIC	Agence de coopération et d'information pour le commerce international
ALE	Accord de libre-échange
ALEAC	Accord de libre-échange d'Amérique centrale
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANI	*Agencia Nacional de infraestructura*
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATLC	Assistance technique liée au commerce
BADEA	Banque arabe de développement économique en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIsD	Banque islamique de développement
BMGF	Bill & Melinda Gates Foundation
BMZ	Ministère allemand de la coopération économique et du développement
CAD	Comité d'aide au développement
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CAREC	Conseil de coopération économique régionale pour l'Asie centrale

CARICOM	Communauté des Caraïbes
CARTFund	Fonds d'affectation spéciale pour l'intégration de l'Aide pour le commerce dans les Caraïbes
CBI	Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement
CCI	Chambre de commerce internationale
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CESAO-ONU	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
CESAP-ONU	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CI	Cadre intégré
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CTPSD	Programme caribéen de développement du commerce et du secteur privé
CVM	Chaîne de valeur mondiale
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
DPI	Droit de propriété intellectuelle
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
EPR	Examen des politiques commerciales
ETLS	Programme de libéralisation des échanges des États de l'Afrique de l'Est
ExPECT	Promotion des exportations et compétitivité des entreprises pour le commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds mondial pour l'environnement
FEM	Forum économique mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FIPPO	Programme suisse de promotion des importations
FODI	Fonds de l'OPEC pour le développement international
Fonds arabe	Fonds arabe
FTAAP	Zone de libre-échange Asie-Pacifique
G-7	Groupe des 7
G-20	Groupe des 20
GIZ	*Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (Allemagne)

HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HLF-4	Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'Aide
ICTSD	Centre international pour le commerce et le développement durable
IED	Investissement étranger direct
IFI	Institution financière internationale
IPRCC	Centre international pour la réduction de la pauvreté en Chine
ITC	Centre du commerce international
JK	Agence japonaise de coopération internationale
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	Institut du développement outre-mer
OEA	Organisation des États américains
OECO	Organisation des États des Caraïbes orientales
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
ONT	Obstacle non tarifaire
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OTC	Obstacles techniques au commerce
PACT	Programme de renforcement des capacités commerciales en Afrique
PAGE	Programme pour la croissance accélérée et l'emploi
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PEV	Petites économies vulnérables
PI	Propriété intellectuelle
PIB	Produit intérieur brut
PDD	Programme de Doha pour le développement
PIDA	Programme pour le développement de l'infrastructure en Afrique
PMA	Pays moins avancé
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé

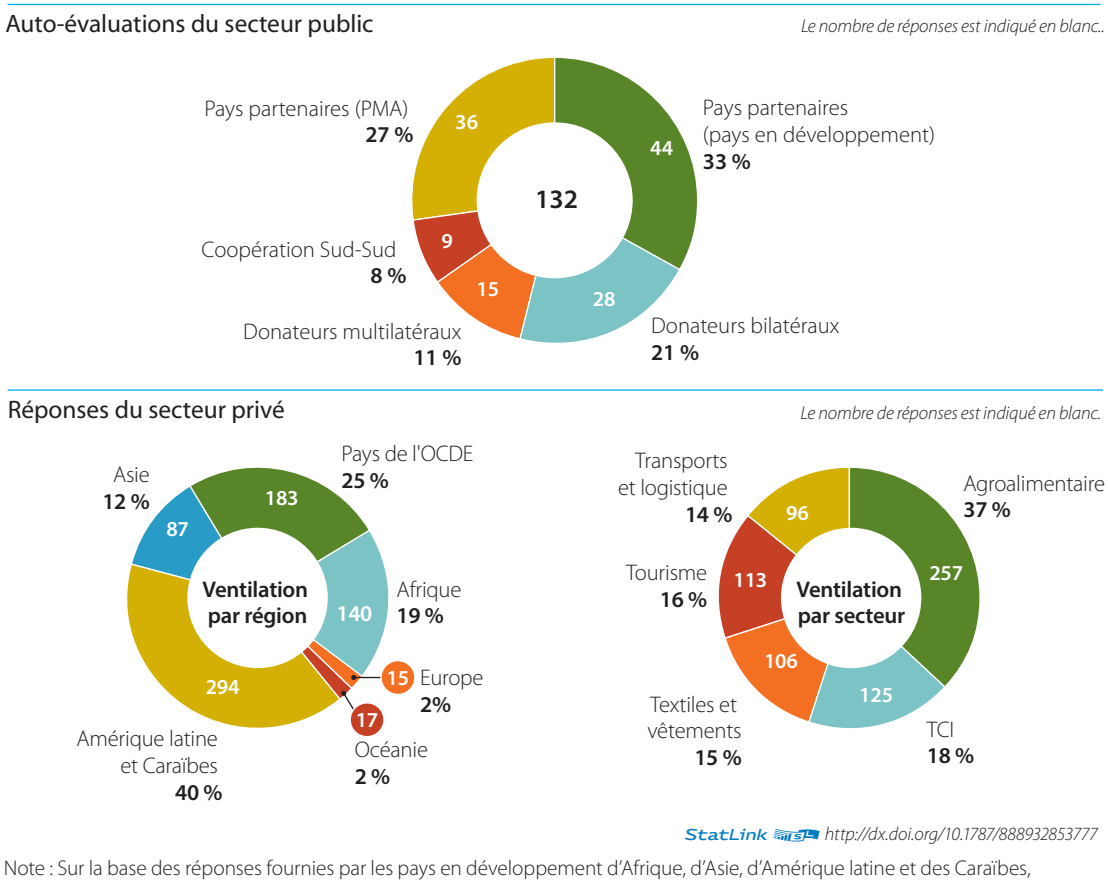
PPTE	Pays pauvres très endettés
PRI	Pays à revenu intermédiaire
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
RCEP	Partenariat économique régional global
RDP	République démocratique populaire
RECS	Communautés économiques régionales
RESW	Guichet électronique du Rwanda
RISDP	Plan de développement stratégique indicatif régional
RNB	Revenu national brut
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SDERP	Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté
SFI	Société financière internationale
SNPC	Système de notification des pays créanciers
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
TIC	Technologie de l'information et des communications
TMEA	*TradeMark East AFrica*
TPP	Partenariat transpacifique
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UIT	Union internationale des télécommunications
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNPBF	Fonds des Nations Unies pour le maintien de la paix
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le rapport *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 : se connecter aux chaînes de valeur* analyse les stratégies, les priorités et les programmes mis en œuvre par les secteurs public et privé dans les pays en développement et développés pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur. Il semble indiquer que la fragmentation de plus en plus grande des processus de production offre aux pays en développement de nouvelles possibilités commerciales, mais comporte également des risques. Les chaînes de valeur sont un argument de plus en faveur de l'ouverture des marchés et mettent en évidence les coûts de la lourdeur des procédures qui rend les frontières « hermétiques ».

L'Aide pour le commerce contribue dans une large mesure à alléger les principales contraintes liées aux politiques et au commerce qui empêchent les entreprises des pays en développement de se connecter aux chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Selon le rapport, on obtiendrait de meilleurs résultats encore à cet égard en favorisant une plus grande participation du secteur privé, l'amélioration de l'environnement commercial, le renforcement des qualifications, la création de conditions favorables aux projets régionaux, le ciblage de l'aide aux fins du commerce et du développement et l'utilisation de l'aide pour mobiliser l'investissement productif.

Figure 0.1 Participation des parties prenantes à l'initiative Aide pour le commerce



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853777

Note : Sur la base des réponses fournies par les pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Océanie, ainsi que par les pays de l'OCDE (certaines de ces catégories se chevauchent).

Toutes les parties prenantes continuent de participer activement à l'initiative Aide pour le commerce, comme le montrent les 132 auto évaluations réalisées par 80 pays en développement (dont 36 pays moins avancés), 28 donateurs bilatéraux, 15 donateurs multilatéraux et 9 fournisseurs de coopération Sud-Sud. En outre, 524 fournisseurs de pays en développement ont décrit les obstacles qu'ils rencontraient en essayant de se connecter aux chaînes de valeur, alors que 173 entreprises dominantes (implantées, pour la plupart, mais pas exclusivement, dans des pays de l'OCDE) mettent en évidence les obstacles qui les empêchent d'intégrer les entreprises de pays en développement dans les chaînes de valeur auxquelles elles participent.

L'Aide pour le commerce reste importante …

L'émergence de chaînes de valeur conforte le bien fondé de l'assistance liée au commerce et relance le débat sur l'Aide pour le commerce. Les pays en développement veulent participer aux chaînes de valeur pour atteindre leurs objectifs en matière de croissance économique, d'emploi et de réduction de la pauvreté.

… pour accroître la compétitivité, réduire les coûts des transactions commerciales et se connecter aux chaînes de valeur.

Les pays en développement, y compris les pays les moins avancés, consacrent des investissements publics (y compris au titre de l'APD) à la réalisation des objectifs suivants : rendre les frontières moins hermétiques, améliorer la compétitivité et créer les conditions qui permettent à leurs entreprises de se connecter aux chaînes de valeur. Les donateurs répondent à ces nouvelles priorités en axant leur soutien sur le développement du secteur privé et sur les programmes régionaux visant à réduire les coûts commerciaux.

Le secteur privé joue un rôle de plus en plus important.

On reconnaît de plus en plus l'importance du secteur privé comme partie prenante dans le dialogue sur l'Aide pour le commerce, comme partenaire dans la fourniture de l'Aide pour le commerce et, dans certains cas, comme fournisseur de soutien au renforcement des capacités. Toutefois, les partenariats public-privé restent complexes du point de vue des rôles et des attentes.

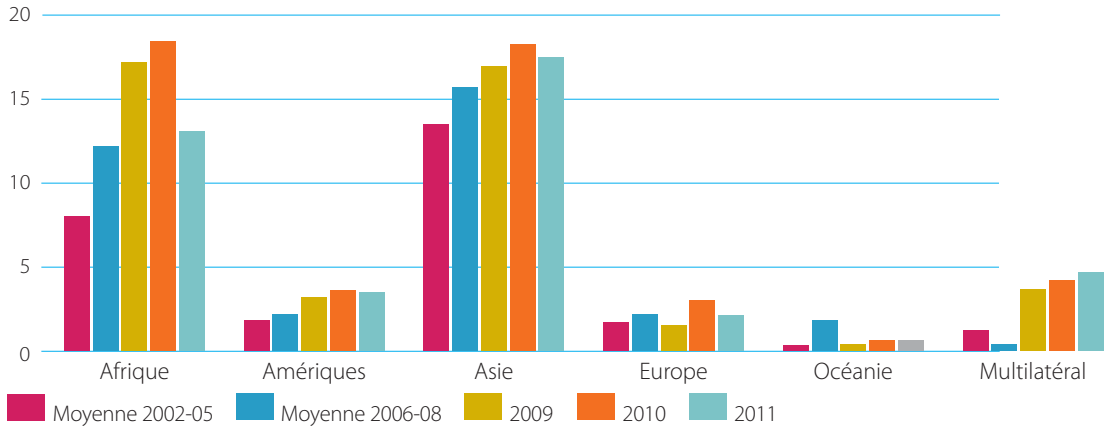
Les engagements pris au titre de l'Aide pour le commerce ont atteint 41,5 milliards de dollars EU en 2011, soit 57 % de plus que pour la période de référence 2002 2005.

Bien que l'aide au renforcement des capacités du côté de l'offre reste une priorité, le montant des engagements est tombé à 41,5 milliards de dollars EU en 2011 en raison de la crise financière qui a exercé une pression à la baisse sur les budgets des membres du CAD consacrés à l'aide. En 2011, le montant des engagements pris au titre de l'Aide pour le commerce est revenu aux niveaux de 2008 2009 ; toutefois, malgré la baisse de 14 %, il reste supérieur de 57 % au montant enregistré pour la période 2002 2005.

On constate une diminution du soutien à l'infrastructure économique, mais …

La baisse de 6,4 milliards de dollars EU enregistrée en 2011 s'est traduite par une diminution du soutien aux grands projets dédiés à l'infrastructure économique ; en effet, le montant des engagements dans les secteurs du transport et de l'énergie a chuté de 3,5 et 3,2 milliards de dollars EU, respectivement.

Figure 0.2 Aide pour le commerce par région
(Milliards de $EU constants de 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888932853796*

… une augmentation du soutien au renforcement des capacités productives, alors que …

Par contre, le montant des engagements destinés au renforcement des capacités productives a augmenté pour atteindre 18 milliards de dollars EU en 2011, ce qui montre que les pays partenaires et les donateurs accordent une priorité de plus en plus élevée au développement du secteur privé. L'aide a augmenté de 10 % dans les secteurs des services aux entreprises, de l'agriculture et de l'industrie.

… la part consacrée au développement du commerce et le financement alloué à l'ajustement lié au commerce ont doublé.

Le financement de programmes dont l'objectif explicite est de promouvoir le commerce a doublé depuis 2007 pour atteindre 5,4 milliards de dollars EU, tandis que le financement alloué à l'ajustement lié au commerce a plus que doublé par rapport à l'année précédente pour s'établir à 62,8 millions de dollars EU. Les engagements pris au titre de la facilitation des échanges ont atteint 380 millions de dollars EU en 2011.

L'Asie est la principale bénéficiaire et …

L'Asie est aujourd'hui la principale bénéficiaire de l'Aide pour le commerce, au titre de laquelle elle reçoit 17 milliards de dollars EU. La forte croissance de ce type d'aide enregistrée pour l'Afrique au cours des dernières années s'est tarie et le montant du soutien est tombé à 13,1 milliards de dollars EU. L'Aide pour le commerce consacrée aux économies européennes émergentes a également diminué, alors que d'autres régions continuent de recevoir des niveaux de soutien relativement stables, quoique en recul.

... les pays à faible revenu reçoivent la part la plus importante.

Le resserrement des budgets de l'APD et la diminution du montant global des engagements au titre de l'Aide pour le commerce qui en a découlé a touché tous les pays, quelle que soit leur catégorie de revenu. Toutefois, les PMA ont été les moins affectés et les pays à faible revenu reçoivent aujourd'hui la part la plus importante de l'Aide pour le commerce totale. Les pays en développement relativement plus riches comptent de plus en plus sur l'investissement intérieur et sur l'investissement étranger direct pour surmonter les principales contraintes liées au commerce.

Les pays du G-20 et du CAD risquent de ne pas pouvoir respecter leur engagement, …

Les pays du G-20 et du CAD doivent encore allouer 831 millions de dollars EU pour respecter leur engagement de maintenir, après 2011, des niveaux d'Aide pour le commerce équivalents aux niveaux moyens de l'aide accordée pendant la période 2006 2008.

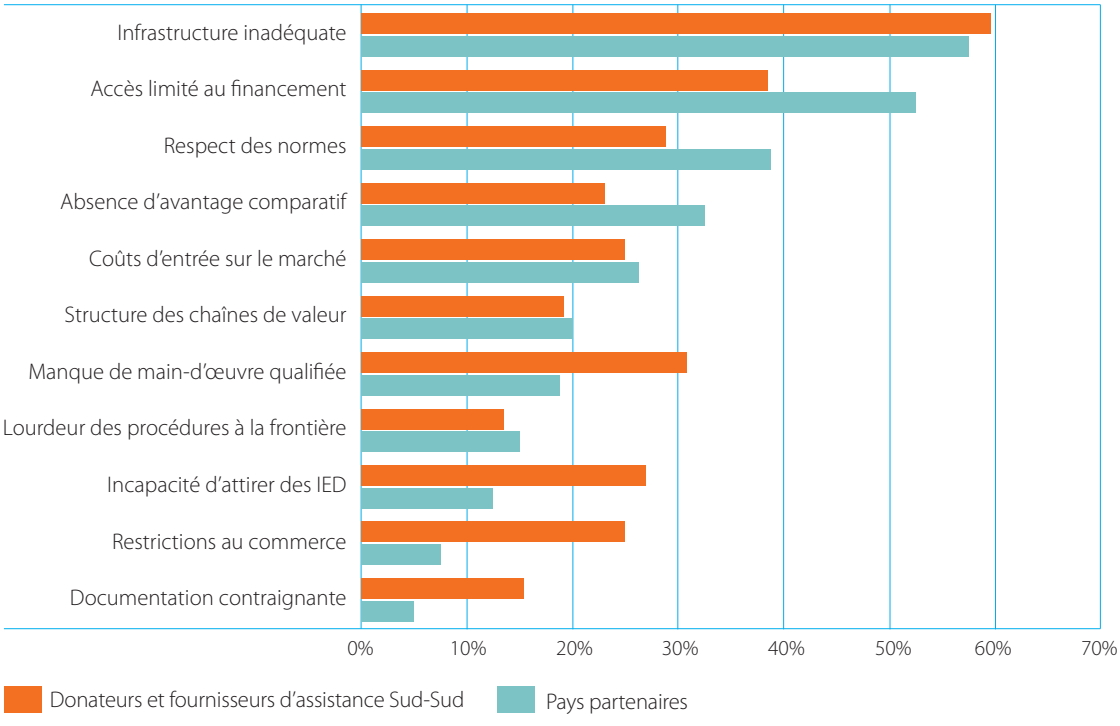
… mais la Chine et l'Inde ont augmenté leur soutien.

En 2011, en plus du soutien accordé à des conditions non concessionnelles, la Chine et l'Inde ont doublé leur aide de type APD pour la porter à 2,4 milliards et 730 millions de dollars EU, respectivement. Le soutien lié au commerce fourni par les partenaires Sud-Sud devient un complément de plus en plus important de l'Aide pour le commerce.

Les perspectives laissent attendre une légère diminution globale.

Les perspectives pour 2012 laissent attendre un léger fléchissement des engagements bilatéraux au titre de l'Aide pour le commerce, qui représentent 60 % de l'ensemble des engagements. Les donateurs multilatéraux sont plus optimistes tandis que le financement des fournisseurs de coopération Sud-Sud-Est en augmentation constante.

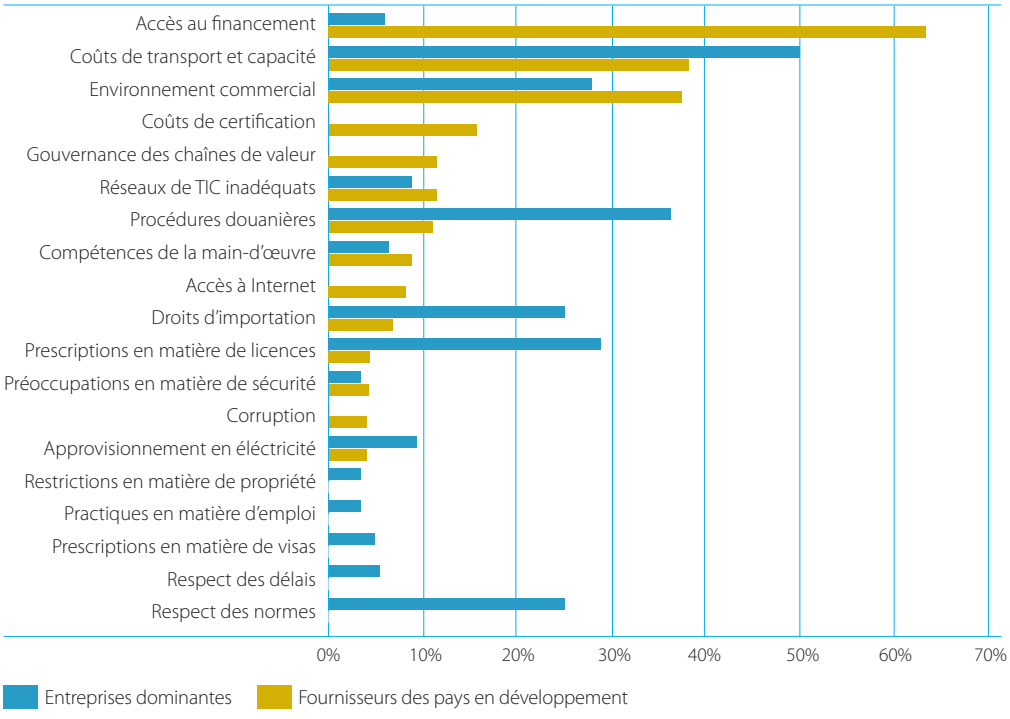
Figure 0.3 Points de vue du secteur public sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur
(Pourcentage de réponses)



Source : Questionnaire 2013 OMC/OCDE, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853815

Figure 0.4 Points de vue du secteur privé sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur
(Pourcentage de réponses)



Source : Questionnaire 2013 OCDE/OMC, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853834

Les chaînes de valeur peuvent ouvrir la voie du développement économique …

Depuis le lancement de l'initiative Aide pour le commerce en 2005, les chaînes de valeur sont devenues prépondérantes dans l'économie mondiale. En offrant un accès aux réseaux, aux marchés régionaux et mondiaux, aux capitaux, aux connaissances et aux technologies, les chaînes de valeur mènent plus facilement au développement économique que des processus de production pleinement intégrés.

… en particulier dans les secteurs agro-industriel, du tourisme et des textiles, mais …

Les fournisseurs des pays en développement sont bien intégrés dans les chaînes de valeur des secteurs agro-industriel, du tourisme et des textiles et du vêtement, tandis que les chaînes de valeur dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication ainsi que du transport et de la logistique offrent l'opportunité de rendre les frontières moins hermétiques.

… des obstacles demeurent en matière d'infrastructures, d'accès au financement et de respect des normes.

Les pays partenaires considèrent le caractère inadapté de l'infrastructure, l'accès limité au financement, la question du respect des normes, l'absence d'avantage comparatif et le niveau élevé des coûts d'entrée sur le marché comme les principaux obstacles à leur intégration dans les chaînes de valeur. Les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud montrent également du doigt le manque de main d'œuvre qualifiée, l'incapacité d'attirer des IED et les restrictions au commerce.

Les fournisseurs insistent sur le financement du commerce, l'infrastructure et l'incertitude réglementaire, alors que …

Les fournisseurs des pays en développement considèrent tous l'accès limité au financement du commerce comme le principal obstacle qui les empêche de s'intégrer aux chaînes de valeur, d'établir des chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Ils citent également comme obstacles les coûts de transport et d'expédition, l'environnement commercial et les prescriptions en matière de certification.

… les entreprises dominantes mettent l'accent sur les procédures douanières et les prescriptions en matière de licences.

Les entreprises dominantes considèrent les coûts de transport comme leur principal obstacle. Elles indiquent également que les procédures douanières, les prescriptions en matière de licences et l'environnement commercial les empêchent d'intégrer les fournisseurs des pays en développement dans leurs chaînes de valeur.

Les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sont potentiellement plus bénéfiques et ...

Les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sont généralement plus économiques que les programmes par pays pour appuyer les efforts visant à rendre les frontières moins hermétiques et à combler les insuffisances de l'infrastructure. Cet avantage est particulièrement important lorsque les budgets des donateurs sont serrés.

… attirent plus de fonds pour la réduction des obstacles en matière de facilitation des échanges et d'infrastructures.

Le fait que l'Aide pour le commerce régionale ait triplé, atteignant 7,7 milliards de dollars EU en 2011, montre que les partenaires et les donateurs sont de plus en plus conscients de l'incidence positive que peuvent avoir les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sur la réalisation des objectifs en matière de commerce et de développement.

L'Aide pour le commerce réduit les coûts du commerce, …

Il est maintenant amplement prouvé que l'Aide pour le commerce, en combinaison avec des politiques complémentaires, contribue à réduire les coûts du commerce – en permettant la création de nouvelles infrastructures, en renforçant les institutions telles que les douanes et les autorités de normalisation ou en favorisant des politiques et des réglementations plus propices au commerce ainsi que des procédures réglementaires propres à stimuler la concurrence et à abaisser les prix.

… améliore les résultats commerciaux et …

L'analyse économétrique semble révéler une corrélation au sens large entre l'Aide pour le commerce bilatérale et l'amélioration des résultats commerciaux. Selon des calculs effectués aux fins du présent rapport, chaque dollar EU versé au titre de l'Aide pour le commerce correspond à une augmentation des exportations de près de 8 dollars EU pour l'ensemble des pays en développement, de 9 dollars EU pour l'ensemble des pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure et de 20 dollars EU pour les pays de l'Association internationale de développement (IDA).

… accroît le commerce de pièces détachées et de composants.

L'analyse économétrique révèle également que l'Aide pour le commerce est liée encore plus étroitement et positivement à la croissance du commerce de pièces détachées et de composants.

Il ne s'impose pas de recentrage majeur de l'Aide pour le commerce, mais …

La multiplication progressive des chaînes de valeur modifie les courants d'échanges mondiaux et élargit les possibilités commerciales pour les fournisseurs des pays en développement. L'Aide pour le commerce intervient déjà dans le bon sens pour continuer à appuyer ce processus, de sorte qu'aucun recentrage majeur ne semble s'imposer.

… il faut accorder une plus grande attention à l'efficience à l'importation.

Cela étant, il semblerait qu'un domaine qui appelle une attention supplémentaire est celui de l'efficience des activités d'importation. Trop souvent, les programmes d'Aide pour le commerce ne se soucient pas suffisamment de cette dimension de la compétitivité, pourtant cruciale pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur.

Les principes d'efficacité de l'aide pourraient être mieux appliqués, et …

Toutes les parties prenantes soulignent qu'il faut mieux gérer l'aide pour parvenir à des résultats tangibles en matière de commerce et de développement. Les gouvernements qui collaborent avec les donateurs pour concevoir des programmes d'Aide pour le commerce comprenant des objectifs et des indicateurs de performance bien définis pour chaque phase de la chaîne de résultats ont les meilleures chances de voir leurs efforts couronnés de succès.

… les programmes d'Aide pour le commerce devraient tenir compte du cadre de politique au sens large.

Les programmes d'Aide pour le commerce devraient également tenir compte du cadre de politique au sens large, en particulier de la politique commerciale, mais aussi des politiques complémentaires.

Aujourd'hui, le plus important est que toutes les parties prenantes réaffirment leur volonté d'aider les pays en développement à renforcer les capacités du côté de l'offre et l'infrastructure dont ils ont besoin pour faire du commerce un moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce, en juillet 2013, et la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2013, sont pour les Membres des occasions importantes d'examiner les moyens de faire en sorte que l'initiative Aide pour le commerce conserve sa pertinence dans un environnement commercial et de développement en pleine évolution.

INTRODUCTION

Selon la littérature économique, il semble généralement établi que la réduction de la pauvreté est étroitement liée à l'expansion du commerce et à la croissance économique. Non seulement les pays qui ont mis l'ouverture et la libéralisation des échanges au cœur de leur stratégie de développement ont des taux de croissance globaux à long terme qui dépassent ceux des économies centrées sur le marché intérieur, mais ils ont aussi réussi à abaisser les taux de pauvreté et enregistré des améliorations au regard d'autres indicateurs sociaux. Les mécanismes par lesquels la croissance entraînée par le commerce permet de réduire la pauvreté sont nombreux. C'est, en effet, par le canal des exportations que les pays peuvent exploiter leur avantage comparatif et accroître globalement leur efficacité et leur productivité, et que les entreprises peuvent avoir une utilisation plus rationnelle et plus rentable de leurs ressources. Ces facteurs accroissent la demande, stimulent la consommation et réduisent les risques liés à la dépendance à l'égard du marché intérieur. Par ailleurs, ils favorisent l'emploi dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, la hausse des salaires et le relèvement du niveau de vie. Les importations permettent aux pays d'avoir accès à une gamme plus vaste de biens et de services et aux entreprises locales de profiter de technologies plus nombreuses, moins coûteuses et plus novatrices, qui augmentent la productivité et la compétitivité (OCDE, 2011).

Bien qu'il y ait matière à améliorer encore l'accès aux marchés des pays de l'OCDE et des pays émergents, les cycles successifs de négociations commerciales multilatérales, les accords régionaux de libre-échange et divers accords préférentiels ont élargi les perspectives commerciales des pays en développement. Il peut cependant être difficile pour ces pays, s'ils sont confrontés à des capacités limitées ou disposent d'infrastructures liées au commerce insuffisantes, de réaliser ce potentiel. Par ailleurs, du fait des contraintes intérieures affectant le commerce de ces pays, l'impact du développement des échanges sur la croissance économique et la pauvreté est moindre. L'initiative Aide pour le commerce a été lancée pour résoudre ces problèmes. Cette initiative a réussi à sensibiliser les partenaires et les pays donateurs au rôle qu'ils peuvent jouer pour promouvoir la croissance économique et le développement. De plus, les ressources (à caractère préférentiel ou non) destinées à atténuer les contraintes majeures affectant le commerce et à faire en sorte que celui-ci soit plus favorable aux pauvres se sont accrues.

Au fil des sessions de l'Examen global de l'Aide pour le commerce, les partenaires commerciaux, et plus particulièrement les pays les moins avancés (PMA), ont amélioré la formulation, l'intégration et la communication de leurs objectifs et de leurs stratégies en matière de commerce. Cela a eu un retentissement favorable sur l'alignement de l'aide publique au développement (APD), qui a augmenté régulièrement par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. L'Examen global de 2011 a dressé un tableau éloquent des résultats de l'Aide pour le commerce obtenus sur le terrain. Les cas d'expérience qui y ont été présentés indiquent que les actions menées dans ce cadre sont concrètes, qu'elles se sont implantées dans tout un éventail de pays et qu'elles occupent désormais une place plus importante dans les stratégies de développement. Ils décrivent avec une grande diversité de détails les efforts déployés par les gouvernements et la communauté internationale pour promouvoir le

commerce comme outil de développement. Bien qu'il ne soit pas toujours facile de mettre en évidence les liens de causalité, les cas d'expérience montrent aussi que les programmes d'Aide pour le commerce aident indiscutablement les pays en développement à renforcer les capacités humaines et institutionnelles et les infrastructures qui leur sont nécessaires pour s'intégrer dans les marchés régionaux et mondiaux et tirer parti des possibilités offertes par le commerce.

Depuis le lancement de l'initiative en 2005, les chaînes de valeur occupent une place de plus en plus centrale dans le commerce et l'investissement au niveau mondial. En donnant accès aux réseaux, aux marchés mondiaux, aux capitaux, au savoir et à la technologie, l'intégration dans une chaîne de valeur existante offre un tremplin vers le développement économique plus accessible que la création d'une chaîne de valeur entièrement intégrée. Avec le développement des flux commerciaux Sud-Sud, les chaînes de valeur mondiales (CVM) voient aussi se renforcer leur portée et leur dimension mondiale. Les économies en développement peuvent s'intégrer dans les chaînes de valeur en ouvrant leurs marchés au commerce et à l'investissement étranger direct, en améliorant le climat des affaires et de l'investissement et en renforçant leurs capacités en matière d'offre.

Le paysage du développement a aussi été modifié par le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Créé en 2012, ce partenariat doit constituer un nouveau cadre pour renforcer les actions visant à aider les pays en développement à tirer parti des diverses formes de financement du développement, à les améliorer et à faire en sorte qu'elles aient un effet de catalyseur pour le commerce et le développement. En même temps, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en matière de commerce ont pris une importance accrue et contribuent notablement à la réalisation des objectifs de l'initiative Aide pour le commerce. De plus en plus, le secteur privé aide lui aussi les pays à faible revenu à réduire leurs coûts commerciaux et à s'intégrer dans les CVM car il a compris que c'est dans son intérêt. Avec des budgets d'aide tendus dans les pays de l'OCDE, ces diverses formes de coopération publique et privée dans le domaine du commerce sont appelées à prendre davantage d'importance.

L'émergence des chaînes de valeur a, par ailleurs, des incidences importantes sur la manière de considérer et de fournir l'aide. Il convient maintenant d'avoir une vue plus intégrée du financement de l'aide, des dépenses nationales et de l'investissement privé (national et étranger). Si l'Aide pour le commerce a été définie en termes d'aide publique au développement, on voit maintenant se développer d'autres sources de financement susceptibles de contribuer au renforcement des capacités commerciales des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les autres apports du secteur public (AASP), par exemple, consistent en prêts pour le commerce, sans conditions de faveur, accordés principalement à des pays à revenu intermédiaire. L'aide publique au développement et les autres apports du secteur public contribuent à améliorer les conditions générales pour faciliter l'investissement étranger direct (IED) et inciter le secteur privé à participer au renforcement des capacités en matière de commerce, plus particulièrement en ce qui concerne les qualifications, les normes et la logistique.

Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce analysera les avantages pour le développement des chaînes de valeur, examinera les stratégies et les programmes devant permettre de relier les entreprises des pays en développement à des chaînes de valeur (y compris par le biais d'approches régionales) et évaluera les résultats de ces stratégies et programmes en termes de commerce et de développement. L'analyse s'appuie sur une auto-évaluation des pays partenaires, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et du secteur privé. Elle est complétée par des données extraites de la base de données du Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE, par des résultats d'évaluations, des études de cas et récits d'expériences, des études empiriques et par des références aux publications plus générales sur le commerce et le développement.

COMMENT EST ASSURÉ LE SUIVI DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Pour évaluer la progression vers les objectifs convenus de l'initiative Aide pour le commerce, l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont établi en commun un cadre de suivi. Ce cadre relie la responsabilité au niveau national (ou régional) et la responsabilité au niveau mondial. Comme l'indique la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, la responsabilité mutuelle est destinée à permettre la constitution de partenariats véritables, qui soient axés sur l'obtention de résultats. Trois éléments sont au cœur de la responsabilité mutuelle : un programme partagé assorti d'objectifs clairs et d'engagements réciproques ; le suivi et l'évaluation de ces engagements et actions ; et le dialogue et l'examen, étroitement liés. L'initiative Aide pour le commerce est l'un des meilleurs exemples, au plan international, du pouvoir d'incitation créé par ces trois éléments en ce qui concerne l'exécution des engagements pris et, en fin de compte, le changement des comportements.

Le cadre logique pour évaluer l'Aide pour le commerce est fondé sur quatre grands éléments identifiés par l'Équipe spéciale de l'OMC[1] :

- la demande (c'est-à-dire l'intégration du commerce en tant que priorité dans les stratégies de développement) ;
- la réponse (c'est-à-dire les projets et programmes d'Aide pour le commerce) ;
- les résultats (c'est-à-dire le renforcement des capacités commerciales) ; et
- les impacts (c'est-à-dire l'amélioration des résultats commerciaux et la réduction de la pauvreté).

Le suivi comporte un volet qualitatif et un volet quantitatif. Le suivi qualitatif s'appuie sur des questionnaires d'auto-évaluation remplis par les donateurs, les partenaires Sud-Sud et les bénéficiaires de l'Aide pour le commerce. En 2013, selon le thème choisi pour l'exercice de suivi, le secteur privé a été invité, en plus des donateurs et des partenaires Sud-Sud, à donner son avis. Les uns et les autres ont été interrogés sur les contraintes réelles auxquelles se heurte le secteur privé pour s'intégrer dans les chaînes de valeur et sur le retentissement que peut avoir le renforcement des capacités de production liées au commerce des pays en développement (ou les programmes de développement du secteur privé) sur les performances commerciales, la croissance économique, l'emploi et l'atténuation de la pauvreté. Les pays partenaires et les donateurs ont aussi été interrogés sur l'intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies de développement et sur les perspectives de financement de ces programmes de développement liés au commerce.

Le suivi quantitatif s'intéresse aux flux d'Aide pour le commerce aux niveaux mondial, régional et national. Les données renseignent en détail sur la « réponse » (c'est-à-dire le volume des engagements et des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce). Ces données sont extraites de la base de données du SNPC de l'OCDE en suivant les indicateurs de l'Aide pour le commerce les mieux adaptés pour mesurer les flux de l'Aide pour le commerce définis par l'Équipe spéciale de l'OMC, à savoir :

- l'assistance technique pour la politique et les réglementations commerciales ;
- l'infrastructure liée au commerce ;
- le renforcement des capacités de production (y compris le développement du commerce) ;
- l'ajustement lié au commerce ; et
- les autres besoins liés au commerce, s'ils sont identifiés comme priorités en matière de développement dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires.

Le SNPC (base de données couvrant environ 90 % de l'APD) est considéré par l'Équipe spéciale comme la meilleure source de données disponible pour suivre les apports d'aide pour le commerce au niveau mondial. La base de données sur les activités d'aide du SNPC, établie en 1967 est une source de données internationalement reconnue sur les activités d'aide, qui permet des ventilations géographiques et sectorielles et qui est largement utilisée par les gouvernements, les organisations et les chercheurs pour examiner les tendances de l'APD et des AASP dans le temps et entre les différents organismes.

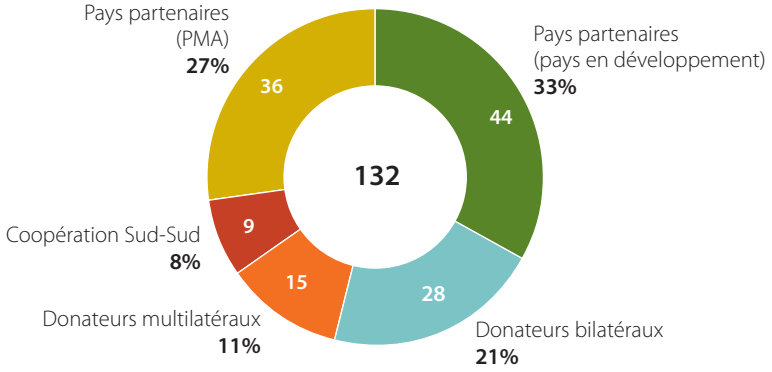
La nouveauté de l'édition 2013 du Panorama de l'Aide pour le commerce est la nouvelle conception des fiches de pays sur l'Aide pour le commerce. La méthode de gestion utilisée pour ces fiches, fondée sur les résultats, met en relief les apports (flux de moyens de financement du développement), les résultats (performances commerciales ; variation des principaux indicateurs commerciaux) et l'impact (économique et social) afin d'inciter le pays concerné à débattre des résultats. Ces fiches ont pour but de comparer les performances au regard des quatre catégories d'indicateurs sur la période 2005-2010. Il ne s'agit pas d'essayer d'établir une imputation au niveau macroéconomique des résultats de l'Aide pour le commerce. Des difficultés méthodologiques rendent impossible l'établissement de tels liens de causalité. En revanche, ces fiches peuvent inciter à mener une étude approfondie dans le pays concerné et fournir des indications utiles là où des contributions apparaissent, de sorte que celles-ci puissent être examinées sous un angle critique lors d'études plus approfondies.

QUI A PARTICIPÉ À L'ENQUÊTE DE SUIVI DE 2013 ?

En 2013, 80 pays partenaires (dont 36 PMA) ont présenté une auto-évaluation de l'Aide pour le commerce. Ce nombre est semblable à celui des pays partenaires ayant participé à l'exercice de suivi de 2011. En revanche, la participation des PMA était sensiblement plus forte que pour l'exercice précédent puisque, malgré la complexité du questionnaire, cinq réponses supplémentaires ont été obtenues. Les 80 pays partenaires ont reçu, au total, 22,8 milliards de dollars EU au titre de l'Aide pour le commerce en 2011. Cela représente 67,4 % de l'aide programmable totale pour le commerce attribuée aux pays (à l'exclusion des programmes couvrant plusieurs pays). En 2013, 43 donateurs bilatéraux et multilatéraux, soit le même nombre qu'en 2011, ont présenté une auto-évaluation de l'Aide pour le commerce. Pris conjointement, ces organismes ont fourni la quasi-totalité de l'Aide pour le commerce. Neuf fournisseurs de coopération Sud-Sud (dont la Chine) ont participé à l'enquête de suivi de 2013, un chiffre ici encore voisin de celui de 2011. Les partenaires Sud-Sud sont plus communicatifs sur leurs programmes que par le passé, mais les données sur les flux d'Aide pour le commerce restent parcellaires et sont obtenues par le biais de sources indirectes.

Figure 0.5 Auto évaluations, par répondant

Le nombre des réponses est indiqué en blanc.



Source : Auto évaluations et questionnaires OCDE/OMC 2013; *www.aidfortrade.org*.

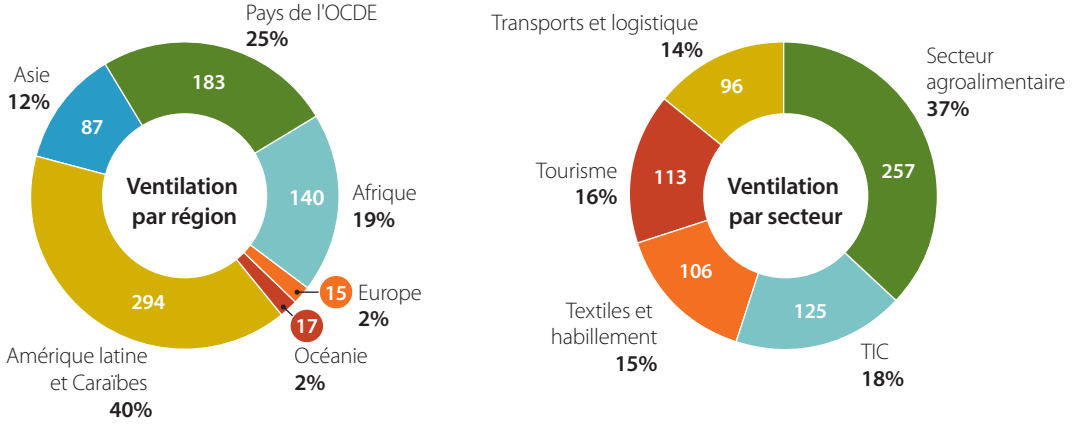
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853853

L'autre innovation de l'exercice de suivi 2013 a consisté à solliciter le point de vue du secteur privé sur la connexion aux chaînes de valeur et l'utilité que peut avoir l'Aide pour le commerce à cet égard. La nouveauté tenait non seulement à l'exercice en soi, inédit, mais aussi aux partenariats constitués pour le mener à bien. À l'OCDE et l'OMC se sont ajoutés *Grow Africa*, la Chambre de commerce internationale (CCI), le Centre du commerce international (ITC), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). L'élargissement du cercle des organisations collaborant au suivi a permis d'approcher les entreprises et les organisations professionnelles dans chacun des cinq secteurs ciblés.

Le questionnaire destiné au secteur privé portait sur les entreprises participant à des chaînes de valeur dans cinq grands secteurs : le secteur agroalimentaire, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les textiles et l'habillement, le tourisme, et le secteur des transports et de la logistique. Le grand nombre de réponses au questionnaire témoigne clairement de l'intérêt suscité par l'initiative Aide pour le commerce auprès du secteur privé. Les 524 réponses transmises par des entreprises et des associations professionnelles de pays en développement présentent des points de vue tranchés sur les contraintes inévitables auxquelles elles sont confrontées pour s'intégrer dans des chaînes de valeur, y progresser ou en créer, tandis que les 173 réponses émanant d'entreprises de premier plan (principalement, mais non exclusivement, de pays de l'OCDE) font apparaître les obstacles auxquels ces entreprises se heurtent pour entrer en contact avec des entreprises de pays en développement. Les réponses du secteur privé, 697 au total, font ressortir les domaines les plus prometteurs pour des partenariats entre secteurs public et privé aux fins de la réalisation des objectifs de l'initiative Aide pour le commerce.

Figure 0.6 Questionnaire adressé au secteur privé
(697 réponses)

Le nombre des réponses est indiqué en blanc.



Source : Auto évaluations et questionnaires OCDE/OMC 2013, *www.aidfortrade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853872

Note : D'après les réponses fournies par les pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et Caraïbes, d'Europe et d'Océanie et par les pays de l'OCDE (chevauchement de certaines catégories).

STRUCTURE DU RAPPORT

Le présent rapport examine les stratégies et programmes visant à aider les entreprises des pays en développement, surtout les moins avancés, à se connecter aux chaînes de valeur ; les possibilités qu'ont ces entreprises de progresser dans la chaîne de valeur ; et les avantages que cela entraîne pour le développement dans le contexte du débat mondial sur le programme de développement au-delà de 2015.

Le **chapitre 1** présente, en toile de fond, le commerce et le développement, et la façon dont leur évolution récente se répercute sur l'Aide pour le commerce. Sur la base des réponses au questionnaire OCDE/OMC, on examine comment évoluent les politiques, les priorités et les stratégies de l'Aide pour le commerce. On cherche à mesurer, en particulier, quelle résonnance ont les chaînes de valeur dans la détermination des objectifs des pays en développement, et dans quelle mesure elles sont prises en compte dans les programmes des organismes donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud.

Le **chapitre 2** souligne qu'il est de plus en plus nécessaire d'adopter une approche intégrée du financement, des dépenses nationales et des politiques publiques concernant l'aide, ainsi que de l'investissement privé. L'Aide pour le commerce a été définie en termes d'aide publique, mais d'autres sources de financement contribuent dans une mesure croissante à renforcer les capacités commerciales des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les AASP sont des prêts non préférentiels accordés généralement aux pays à revenu intermédiaire. L'APD et les AASP créent des conditions plus favorables à l'IED. Le secteur privé s'est lui aussi engagé dans le renforcement des capacités en matière de commerce.

Le **chapitre 3** analyse les perspectives de développement qu'ouvrent les chaînes de valeur. Seule la consolidation du secteur privé peut faciliter l'exploitation des possibilités offertes par les chaînes de valeur régionales et mondiales. Ce sont les entreprises qui commercent et organisent les flux de capitaux, de main-d'œuvre, de savoir et de technologie, dans des contextes qui sont évidemment plus ou moins fortement réglementés. Sur la base des réponses au questionnaire du secteur public et du secteur privé, des cas d'expérience et d'autres observations, ce chapitre donne des exemples d'investissements dans des chaînes de valeur qui fonctionnent, en expliquant pourquoi. L'importance des chaînes de valeur est examinée dans cinq grands secteurs (agroalimentaire, technologies de l'information et de la communication – TIC, textiles et habillement, tourisme, et transports et logistique). Ce chapitre présente une synthèse des principales constatations et établit des conclusions concernant ces cinq secteurs à partir des réponses au questionnaire fournies par les donateurs, les pays partenaires et, en particulier, le secteur privé. Des partenariats stratégiques conclus au niveau sectoriel/thématique avec des organisations internationales compétentes ont facilité la diffusion du questionnaire auprès du secteur privé et les réponses des entreprises.

Le **chapitre 4** étudie comment l'Aide pour le commerce régionale contribue au processus du développement ; il recense les difficultés actuelles auxquelles se heurtent les économies en développement en voulant accroître leur intégration régionale ; il souligne les possibilités qui s'ouvrent, en particulier grâce aux chaînes de valeur régionales ; et détermine quelle a été jusqu'ici l'efficacité de l'Aide pour le commerce régionale et plurilatérale. Il passe en revue les stratégies des pays partenaires permettant d'intégrer au mieux l'Aide pour le commerce régionale dans les programmes de développement, et la forme que devrait prendre la collaboration entre pays donateurs et pays partenaires pour assurer la meilleure conception possible des projets et des programmes d'Aide pour le commerce. Sont enfin examinées les questions de réglementation, particulièrement complexes dans le cas de l'Aide pour le commerce régionale, illustrées par des exemples d'initiatives prises récemment en Afrique, en Asie et en Amérique latine et aux Caraïbes.

Le **chapitre 5** traite des résultats des projets et programmes d'Aide pour le commerce. Quelle a été la contribution de l'Aide pour le commerce, dans le contexte plus large des flux financiers d'aide en faveur du développement, aux performances commerciales des pays en développement, et comment l'Aide pour le commerce peut répondre le plus efficacement aux divers problèmes de pays présentant des stades de développement différents sont les questions abordées ici. Le chapitre dresse un état récent des études empiriques, des évaluations d'impact et des dernières évaluations intéressant l'Aide pour le commerce, en mettant l'accent sur la contribution de l'Aide pour le commerce aux chaînes de valeur (y compris des évaluations du développement du secteur privé et des principaux secteurs de l'économie). Il propose enfin des moyens pour permettre aux pays partenaires et organismes donateurs de suivre plus efficacement les progrès accomplis et de mieux gérer les ressources pour obtenir des résultats dans le domaine du commerce et celui du développement.

Le **chapitre 6** porte sur la promesse que porte l'Aide pour le commerce. Celle-ci a réussi à améliorer l'image du commerce dans les stratégies de développement. Elle a aidé les pays en développement à surmonter les contraintes du côté de l'offre et les entreprises à s'insérer dans les chaînes de valeur. Les approches et modalités régionales de gestion de l'aide pour atteindre les objectifs en matière de commerce et de développement s'améliorent et l'Aide pour le commerce continue d'engranger des résultats. Toutefois, le parcours est semé d'embûches, les budgets d'aide restent tendus et l'efficacité de l'aide sera compromise si les donateurs et les partenaires Sud-Sud lient l'assistance qu'ils procurent. La communauté internationale doit continuer à plaider pour le renforcement et l'amélioration de l'Aide pour le commerce. Ce chapitre, qui conclut le rapport, se termine par des commentaires sur l'avenir de l'Aide pour le commerce et des suggestions quant à la voie à suivre pour que l'initiative conserve sa pertinence dans un environnement du commerce et du développement en constante évolution.

Le rapport contient en outre les fiches d'Aide pour le commerce des pays et toutes les données relatives à l'Aide pour le commerce qui ont été utilisées pour l'analyse.

Enfin, toute l'information utilisée dans ce rapport peut être consultée sur le site commun OCDE/OMC de l'Aide pour le commerce à l'adresse suivante : *www.aid4trade.org.* ■

Tableau 0.1 Réponses au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

	Total général	Pays partenaires	PMA	Donateurs (y compris OIG)	Sud-Sud
Réponses 2013	133	80	36	43	9
Réponses 2011	146	84	31	43	10

Tableau 0.2 Réponses des pays partenaires au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2013	Réponses au questionnaire 2011
Afrique (38)	Bénin ; Botswana ; Burkina Faso ; Burundi ; Cabo Verde ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Côte d'Ivoire ; Djibouti ; Éthiopie ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Guinée ; Kenya ; Lesotho ; Libéria ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Maroc ; Maurice ; Mauritanie ; Mozambique ; Niger ; Nigéria ; Ouganda ; République centrafricaine ; Rép. du Congo ; Rwanda ; Sénégal ; Soudan ; Tanzanie ; Tchad ; Togo ; Tunisie ; Zambie ; Zimbabwe	Angola ; Bénin ; Botswana ; Burkina Faso ; Burundi ; Cabo Verde ; Cameroun ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Côte d'Ivoire ; Éthiopie ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Guinée ; Kenya ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Maroc ; Maurice ; Mozambique ; Niger ; Nigéria ; Ouganda ; République centrafricaine ; Rép. du Congo ; Sénégal ; Sierra Leone ; Swaziland ; Tchad ; Togo ; Zambie ; Zimbabwe
Pays arabes et Moyen-Orient (3)	Jordanie ; Oman ; Yémen	Jordanie ; Liban ; Yémen
Asie et Pacifique (12)	Bangladesh ; Bhoutan ; Cambodge ; Fidji ; Inde ; Indonésie ; Népal ; Pakistan ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; Samoa ; Tuvalu[2] ; Vanuatu	Bangladesh ; Fidji ; Îles Salomon ; Inde ; Indonésie ; Maldives ; Mongolie ; Népal ; Pakistan ; RDP lao ; Sri Lanka ; Tonga ; Tuvalu[3]
Europe centrale et orientale et Asie centrale (2)	Afghanistan ; Turquie	Afghanistan ; Azerbaïdjan ; Croatie ; République kirghize ; Serbie
Amérique latine et Caraïbes (25)	Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Colombie ; Costa Rica ; Dominique ; El Salvador ; Grenade ; Guatemala ; Haïti ; Honduras ; Jamaïque ; Mexique ; Nicaragua ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; République Dominicaine ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint-Vincent-et-les Grenadines ; Sainte-Lucie ; Suriname ; Trinité-et-Tobago ; Uruguay	Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Chili ; Colombie ; Costa Rica ; Dominique ; El Salvador ; Grenade ; Guatemala ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Jamaïque ; Mexique ; Nicaragua ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; République Dominicaine ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint- Vincent-et-les Grenadines ; Sainte-Lucie Suriname ; Trinité-et-Tobago ; Uruguay
PMA (36)	Afghanistan ; Bangladesh ; Bénin ; Bhutan ; Burkina Faso ; Burundi ; Cambodge ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Djibouti ; Éthiopie ; Gambie ; Guinée ; Haïti ; Lesotho ; Libéria ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Mauritanie ; Mozambique ; Népal ; Niger ; Ouganda ; République centrafricaine ; Rwanda ; Samoa ; Sénégal ; Soudan ; Tanzanie ; Tchad ; Togo ; Tuvalu ; Vanuatu ; Yémen ; Zambie	Afghanistan ; Angola ; Bangladesh ; Bénin ; Burkina Faso ; Burundi ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Éthiopie ; Gambie ; Guinée ; Haïti ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Maldives ; Mali ; Mozambique ; Népal ; Niger ; Ouganda ; RDP lao ; République centrafricaine ; Sénégal ; Sierra Leone ; Îles Salomon ; Tchad ; Togo ; Tuvalu[4] ; Yémen ; Zambie

Tableau 0.3 Réponses des pays donateurs au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

	Réponses au questionnaire 2013	Réponses au questionnaire 2011
Donateurs bilatéraux (28)	Allemagne ; Australie ; Autriche ; Belgique ; Bulgarie ; Canada ; Corée ; Danemark, Espagne ; États-Unis ; Finlande ; France ; Grèce ; Irlande ; Italie ; Japon ; Lituanie ; Norvège ; Nouvelle-Zélande ; Pays-Bas ; Portugal ; République tchèque ; Royaume-Uni ; Singapour ; Suède ; Suisse ; Taipei chinois ; UE	Allemagne ; Australie ; Autriche ; Belgique ; Canada ; Corée ; Danemark ; Espagne ; États-Unis ; Finlande ; France ; Hongrie ; Irlande ; Israël ; Italie ; Japon ; Lituanie ; Luxembourg ; Norvège ; Nouvelle-Zélande ; Pays-Bas ; Portugal ; République tchèque ; Royaume-Uni ; Singapour ; Suède ; Suisse ; Taipei chinois ; UE
Donateurs multilatéraux (15)	BAfD ; BERD ; CIR ; FAO ; BID ; FMI ; BIsD ; ITC ; CNUCED ; PNUD ; CEA-ONU ; CEE-ONU ; ONUDI ; Banque mondiale ; OMC	BAfD ; BERD ; FAO ; BID ; FMI ; BIsD ; ITC ; CNUCED ; PNUD ; CEA-ONU ; CEE-ONU ; ONUDI ; Banque mondiale ; OMC

Tableau 0.4 Réponses des fournisseurs de coopération Sud-Sud au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2013	Réponses au questionnaire 2011
(10)	Chili ; Chine ; Colombie ; Costa Rica ; Indonésie ; Maroc ; Maurice ; Mexique ; Oman	Argentine ; Brésil ; Chili ; Chine ; Colombie ; Équateur ; Inde ; Indonésie ; Mexique ; Oman

Tableau 0.5 Réponses du secteur privé au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Secteur	Total	Entreprises de premier plan*	Fournisseurs de pays en développement*
Agroalimentaire	257	83	163
TIC	125	44	80
Textiles et habillement	106	37	63
Tourisme	113	23	86
Transports et logistique	96	32	63
TOTAL	697	219	455

** Certaines de ces catégories se chevauchent.*

NOTES

1. WT/AFT/1 (2006).
2. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.
3. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.
4. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.

RÉFÉRENCES

OCDE (2011), *Strengthening Accountability in Aid for Trade*, The Development Dimension, OECD, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264123212-en*.

CHAPITRE 1 : L'AIDE POUR LE COMMERCE S'ADAPTE-T-ELLE AUX NOUVELLES RÉALITÉS ?

On verra dans ce chapitre comment les changements dans la toile de fond du commerce et de l'environnement façonnent l'Aide pour le commerce et comment les pays partenaires, les donateurs et les fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud aident, par ce biais, les pays en développement à entrer dans les chaînes de valeur (et à créer les leurs). Sur la base des réponses au questionnaire OCDE/OMC, ce chapitre présente un panorama de l'évolution intervenue dans les politiques, les priorités et les stratégies de l'Aide pour le commerce et s'interroge sur la résonnance qu'ont les chaînes de valeur dans l'établissement des objectifs des pays en développement et sur la mesure dans laquelle ces chaînes de valeur sont prises en considération dans les programmes des organismes donateurs et des fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud. Les pays partenaires ont principalement pour objectifs de rendre leurs frontières moins hermétiques, d'améliorer l'environnement des entreprises et de créer des conditions propices pour que leurs entreprises puissent se relier aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Les donateurs s'adaptent à ces priorités. Ils renforcent la coopération public-privé et orientent leurs programmes vers des secteurs et des chaînes d'approvisionnement ciblés. Les fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud continuent d'accroître leur soutien pour développer les échanges Sud-Sud.

INTRODUCTION

Le commerce mondial se caractérise de plus en plus par des transactions s'inscrivant dans des chaînes de valeur complexes. L'essor mondial des chaînes de valeur crée de nouvelles possibilités pour de nombreux pays en développement. Les chaînes de valeur ne sont plus seulement Nord-Sud, mais font intervenir des interactions commerciales de plus en plus complexes au niveau régional et Sud-Sud ; elles ne se limitent plus en outre aux seules marchandises mais gagnent aussi les services. Pourtant, certains pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux (PMA), restent en marge du commerce mondial, attirent peu les investissements nationaux ou étrangers et sont cantonnés dans la fourniture d'une étroite gamme de biens et de services. L'Aide pour le commerce peut jouer un rôle important en levant les contraintes qui empêchent les entreprises des pays en développement de se connecter aux chaînes de valeur internationales. Les chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales, tout en leur ouvrant de nouvelles perspectives, présentent des risques pour les pays en développement. Elles renforcent les raisons de maintenir l'ouverture des marchés et soulignent les coûts entraînés par des frontières hermétiques. Elles imposent aussi de nouvelles manières de voir la coopération en faveur du développement.

On verra dans ce chapitre comment les changements dans la toile de fond du commerce et de l'environnement façonnent l'Aide pour le commerce et comment les pays partenaires, les donateurs et les fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud aident, par ce biais, les pays en développement à entrer dans les chaînes de valeur (et à créer les leurs). Sur la base des réponses au questionnaire OCDE/OMC, ce chapitre brosse un panorama de l'évolution intervenue dans les politiques, les priorités et les stratégies de l'Aide pour le commerce et s'interroge sur la résonnance qu'ont les chaînes de valeur dans l'établissement des objectifs des pays en développement et sur la mesure dans laquelle ces chaînes de valeur sont prises en considération dans les programmes des organismes donateurs et des fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud.

Dans de nombreux cas, la pénétration des pays à faible revenu dans les chaînes de valeur est très limitée et ces pays restent « tout en bas » des chaînes de valeur auxquelles ils participent. Beaucoup de donateurs n'ont qu'une expérience limitée des chaînes de valeur. D'autres comme l'Allemagne et le Danemark ont fait de la promotion des chaînes de valeur une priorité stratégique. Les principaux donateurs comme les États-Unis et le Royaume-Uni ont créé de nombreux programmes mettant directement en avant les avantages pour le développement de l'intégration dans les chaînes de valeur.

Ce chapitre commence par passer en revue les priorités des pays partenaires. Il explore ensuite comment les donateurs réagissent à ces priorités, et évalue le rôle du secteur privé dans l'Aide pour le commerce. Plusieurs conclusions sont présentées à la fin du chapitre.

COMMENT LES PAYS PARTENAIRES ADAPTENT-ILS LEURS STRATÉGIES ?

Depuis le lancement de l'Aide pour le commerce en 2006, des pays partenaires ont pris l'initiative de concevoir et d'appliquer de nouvelles stratégies commerciales qui sont adaptées aux nouvelles tendances et modèles du commerce international. Qui plus est, le commerce a été intégré dans la planification, les politiques et les activités de développement en général. Cette intégration a été possible grâce à une solide analyse des perspectives commerciales et des interventions stratégiques, à l'engagement de toutes les parties prenantes et à une action coordonnée (PNUD, 2011). Les exercices de suivi de 2009 et 2011 indiquent que des améliorations ont été apportées à tous les aspects de la planification et de la fourniture de l'Aide pour le commerce et que les programmes commencent à donner des résultats tangibles (OCDE/OMC 2011). Néanmoins, des difficultés subsistent pour formuler des stratégies opérationnelles en matière de commerce qui soient axées sur les résultats, assorties de priorités et dotées de ressources réalistes (PNUD, 2011). Le nombre important de réponses au questionnaire OCDE/OMC 2013 (80 pays partenaires) montre que les pays partenaires maintiennent leur engagement et restent déterminés à améliorer l'efficacité de l'Aide pour le commerce. Pour être efficace, celle-ci doit être ciblée sur les priorités qui se dessinent en matière de commerce. Les réponses des pays partenaires permettent de penser que, de l'avis de beaucoup d'entre eux, ces priorités continuent d'évoluer. Le soutien apporté par le biais de l'Aide pour le commerce doit, lui aussi, évoluer.

La facilitation des échanges, les chaînes de valeur et la compétitivité s'imposent comme de nouvelles priorités pour les pays partenaires.

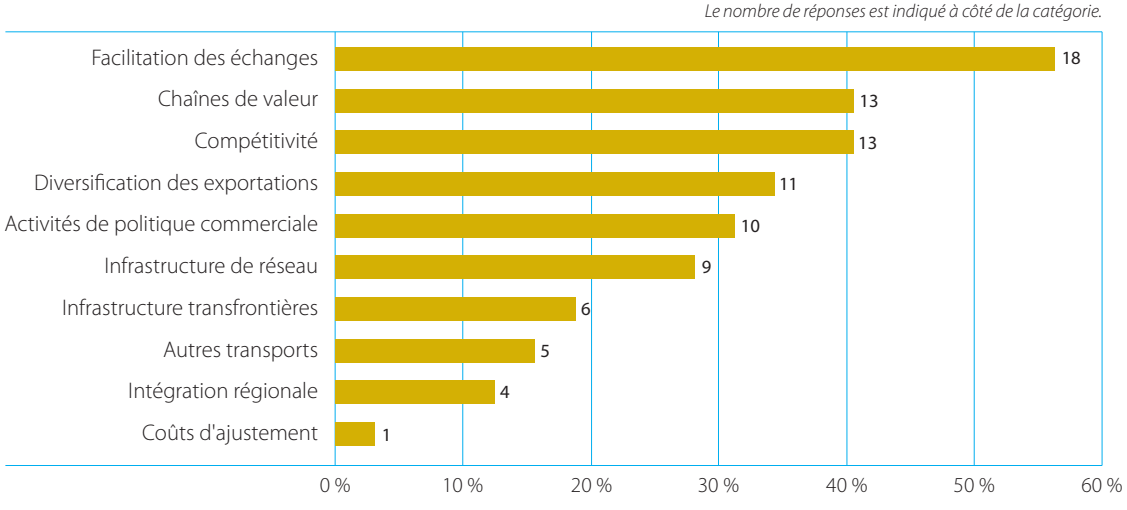
Depuis 2010, près de 40 % des pays partenaires (31 pays) ont modifié leurs priorités en matière de commerce. La figure 1.1 montre que la facilitation des échanges a pris beaucoup de relief (citée parmi les premières priorités par 18 pays). Moïsé et Sorescu (2013) observent qu'une meilleure information en matière commerciale, la simplification et l'harmonisation des documents, des procédures plus rationnelles et l'automatisation des processus pourraient permettre de réduire sensiblement le coût des transactions commerciales, dans des proportions pouvant atteindre

14,5 % pour les pays à faible revenu. Les chaînes de valeur et la compétitivité se classent aussi parmi les priorités les plus hautes (pour 13 pays chacune). Les chaînes de valeur sont, en fait, devenues la priorité absolue des PMA qui ont modifié leur stratégie après 2011. Les pays partenaires estiment que la participation accrue aux chaînes de valeur est bonne pour la croissance économique et le développement social. Cela contraste fortement avec les réponses au questionnaire de 2011, qui plaçaient la facilitation des échanges au cinquième rang et les chaînes de valeur au septième rang parmi sept priorités. Selon l'observation formulée par le Niger, les questions traditionnelles d'Aide pour le commerce telles que les problèmes en matière d'offre, le manque de compétitivité et le déficit d'infrastructures restent importantes mais que de nouvelles s'y sont récemment ajoutées ou les ont supplantées. Le Maroc rapporte que, même s'il a formulé de nouvelles priorités, l'infrastructure économique et la politique et la réglementation en matière de commerce gardent toute leur importance.

La compétitivité demeure une priorité dominante. Les priorités sont étroitement liées : pour se connecter aux chaînes de valeur et diversifier les exportations, les entreprises et les pays doivent être compétitifs, ce qui, en soi, exige de rendre les frontières plus perméables. Il faut aussi réaliser de nouveaux investissements pour améliorer l'environnement des entreprises, rendre accessibles le crédit et l'information sur les marchés, et réduire les coûts du transport et de l'énergie. Ces questions restent prioritaires pour l'Aide pour le commerce.

Bien que les chaînes de valeur et la facilitation des échanges aient pris de l'importance, les priorités n'ont pas changé dans beaucoup de pays partenaires. La diversification des exportations, l'infrastructure et la politique et la réglementation commerciales sont aussi des questions dominantes pour les pays partenaires qui ont actualisé leurs priorités concernant l'Aide pour le commerce. Les coûts d'accession à l'OMC et d'ajustement du commerce sont considérés comme beaucoup moins importants.

Figure 1.1 Nouvelles priorités de l'Aide pour le commerce
(Réponses des pays partenaires en pourcentage, classements 1-3 regroupés)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853891

Les pays partenaires qui ont modifié leurs priorités en matière d'Aide pour le commerce l'ont souvent fait après avoir redéfini leurs grandes priorités et stratégies de développement. C'est le cas pour 24 pays sur 31. La République dominicaine, par exemple, a adopté par loi, début 2011, une Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030. La Gambie a achevé la formulation de son Programme d'accélération de la croissance et de l'emploi (PAGE) en 2011 et de sa Stratégie nationale pour l'exportation (NES) en 2012. Dans le programme comme dans la stratégie, les chaînes de valeur et la facilitation des échanges sont considérées comme des domaines importants pour la compétitivité et la croissance. La nouvelle étude diagnostique sur l'intégration du commerce de ce pays souligne aussi le rôle des processus d'ajout de valeur pour promouvoir le développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et des exportations et faire reculer la pauvreté.

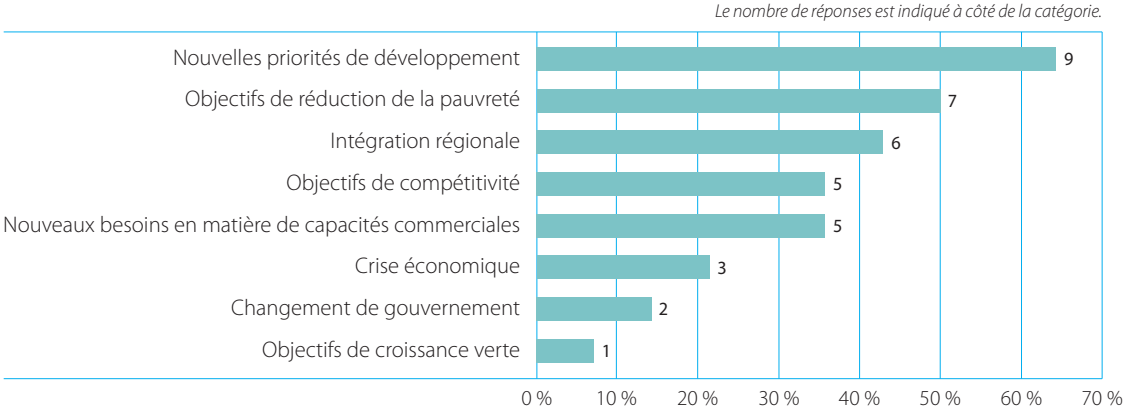
Comme on l'a souligné, le souci d'améliorer la compétitivité (13 pays) ressort nettement des réponses au questionnaire. C'est la volonté d'améliorer la compétitivité par la facilitation des échanges et l'infrastructure transfrontières qui a poussé le Rwanda, par exemple, à modifier ses priorités en matière d'Aide pour le commerce. Dans ce but, le pays a mis en place en 2012 un guichet électronique unique, l'un des systèmes de dédouanement les plus avancés d'Afrique. *TradeMark East Africa* (TMEA), un programme financé par plusieurs donateurs, a contribué à la mise en place du guichet unique informatisé (Rwanda Electronic Single Window, RESW). Sous une même adresse électronique sont réunis tous les organismes chargés de dédouaner et d'approuver les importations et les marchandises en transit, et de prélever des droits correspondants, et ce en toute transparence. La mise en service de ce système a réduit de 40 % le délai de dédouanement des marchandises, ce qui équivaut à une journée entière, représentant une économie directe d'environ 8 à 12 millions de dollars EU par an (TMEA, 2012).

Grâce à l'amélioration du dialogue avec les donateurs sur les questions commerciales dont il a été fait état dans l'édition précédente du Panorama de l'Aide pour le commerce (OCDE/OMC, 2011), la plupart des pays en développement indiquent qu'ils intègrent ces nouvelles priorités dans leur plan de développement national et dans le dialogue avec les donateurs. De ce fait, 30 des 31 pays partenaires ont inclus de nouvelles priorités dans leur stratégie nationale de développement (26 ayant actualisé leur stratégie et 4 ayant entrepris de le faire). En outre, 28 pays ont fait part de leurs priorités dans leur dialogue avec les donateurs.

Les PMA considèrent le commerce comme un mécanisme de transmission important pour réduire la pauvreté …

Indépendamment de leurs nouvelles priorités générales en matière de développement, la réduction de la pauvreté a été la raison principale ayant incité les PMA à revoir leurs priorités dans le domaine du commerce. Ces pays reconnaissent ainsi le rôle majeur du commerce, agissant comme une courroie de transmission pour réduire la pauvreté (figure 1.2). Cela concorde avec le but de l'Aide pour le commerce défini par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce, qui est de « permettre aux pays en développement, en particulier aux PMA, d'utiliser le commerce plus efficacement pour promouvoir la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté et atteindre leurs objectifs de développement, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement » (OMC, 2006). En général, les projets d'Aide pour le commerce ne visent pas nécessairement et directement les pauvres ; ils servent plutôt à renforcer le rôle que joue le commerce en contribuant à réduire la pauvreté. Les réponses au dernier questionnaire OCDE/OMC montrent bien l'importance que les pays partenaires attachent au commerce comme instrument de réduction de la pauvreté. De même, c'est son potentiel de renforcement des économies et de réduction de la pauvreté qui constitue, pour les donateurs, une bonne raison de fournir une Aide pour le commerce.

Figure 1.2 Facteurs incitant les pays moins avancés à modifier leurs stratégies
(Pourcentage des réponses des PMA, classements 1-3 regroupés)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888932853910

Pour démontrer la validité des structures de planification mises en place dans les PMA grâce au Cadre intégré renforcé (CIR), tous les PMA ayant répondu au questionnaire ont inclus (ou prévoient d'inclure) de nouvelles priorités pour le commerce dans leur stratégie nationale de développement, ainsi que dans les consultations et le dialogue avec les donateurs. La plupart des stratégies nationales de développement définissent les secteurs considérés comme porteurs. L'agriculture est le secteur le plus souvent cité, les produits agricoles l'étant par 28 PMA. Les industries manufacturières sont beaucoup moins souvent mentionnées expressément dans les plans de développement, mais lorsqu'elles le sont, elles concernent généralement les textiles (14 PMA) et les vêtements (10 PMA). Les marchandises autres que les combustibles ont aussi de l'importance à cet égard (16 PMA), contrairement aux combustibles (6 PMA) (figure 1.3). Le poids accordé par les PMA aux services est inattendu, puisque 80 % d'entre eux y voient un secteur de croissance.

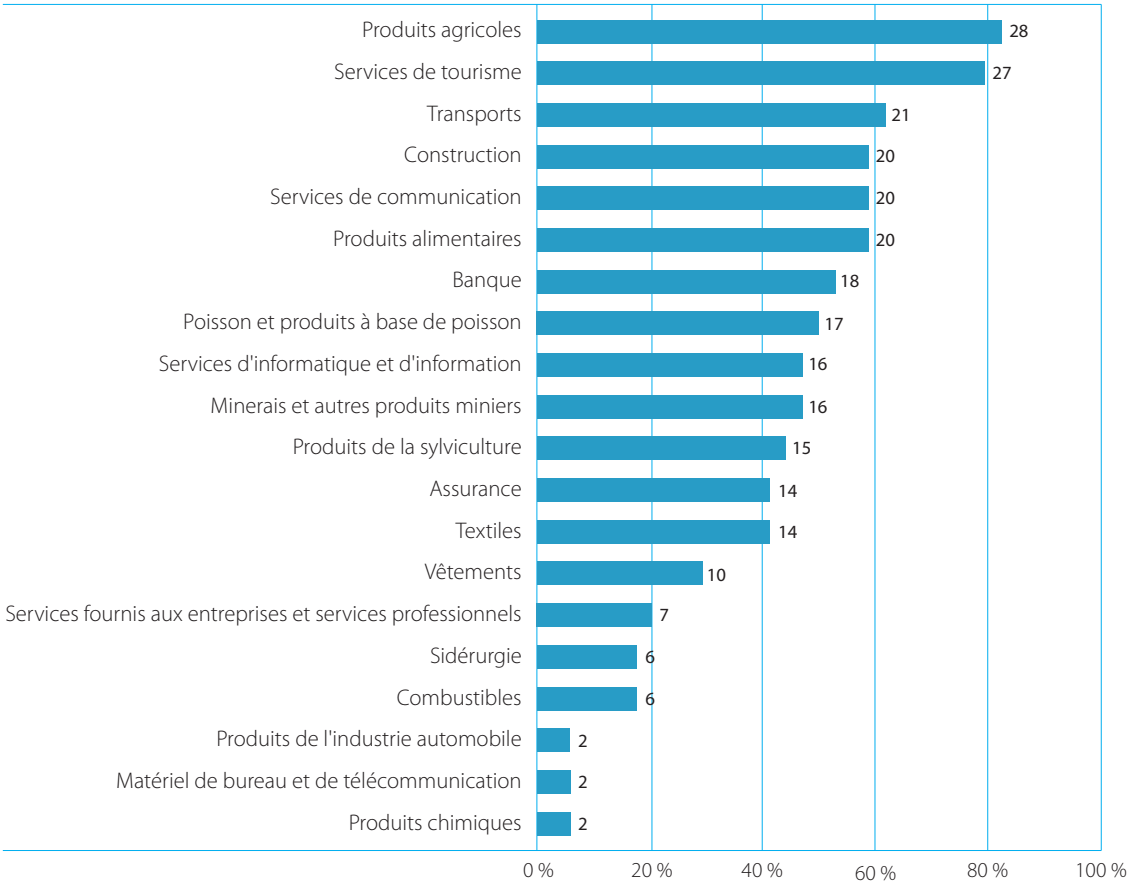
… et les chaînes de valeur sont au premier rang des facteurs de changement des stratégies commerciales …

Les chaînes de valeur sont évoquées par les PMA comme étant le principal poste appelant une Aide pour le commerce supplémentaire. Plusieurs PMA mentionnent les produits qu'ils fabriquent spécifiquement pour l'exportation comme les objets d'artisanat et les tapis, le cuir et les articles en cuir, les chaussures et articles en matières plastiques, les biens et services culturels et récréatifs, les produits pharmaceutiques, la transformation de la gomme arabique, la petite mécanique et la construction navale. Ces exemples soulignent la diversité des activités exercées dans les PMA et l'accroissement de la valeur ajoutée et de la production de biens intermédiaires. La plupart de ces pays produisent des produits finis dans le secteur alimentaire (39 PMA), les vêtements (39 PMA) les textiles (32 PMA) et la chimie (24 PMA). Il semble que la plupart d'entre eux progressent dans la chaîne de valeur. Dans le domaine des textiles, par exemple, 24 PMA produisent des biens intermédiaires plus élaborés. En outre, la plupart des PMA ont des stratégies spécifiques pour se connecter aux chaînes de valeur dans leurs secteurs prioritaires. La Gambie, par exemple, indique que son programme national d'investissement dans l'agriculture souligne l'importance de l'agriculture commerciale et la nécessité de l'encourager pour accroître la production, ainsi que le développement des chaînes de transformation alimentaire et la promotion du commerce intérieur, régional et extrarégional. Pour la Gambie, le développement des activités manufacturières passe par l'amélioration de la compétitivité et l'ajout de valeur pour permettre un meilleur

accès au marché régional dans le cadre du Schéma de libéralisation des échanges (SLEC) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Malgré l'absence, pour le moment, de stratégie sectorielle concernant les services et la propriété intellectuelle, la stratégie commerciale en phase d'élaboration finale inclura les biens et les services.

Figure 1.3 Secteurs et sous-secteurs identifiés comme porteurs de croissance dans les stratégies nationales de développement des pays moins avancés
(En pourcentage des réponses données par les pays partenaires)

Le nombre de réponses est indiqué à côté de la catégorie.



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

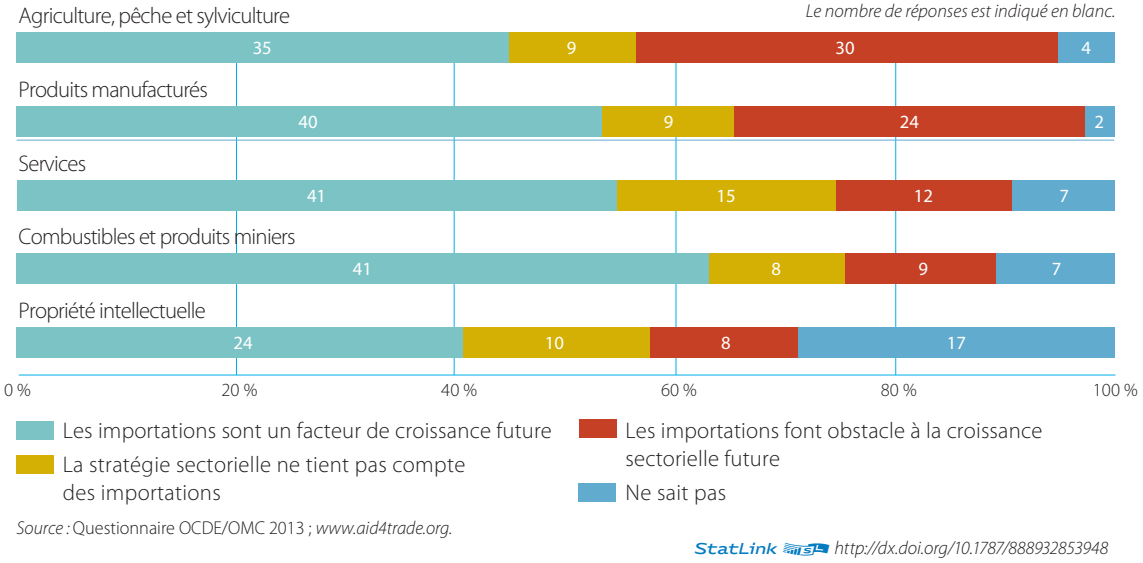
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888932853929

… tandis que les importations prennent de l'importance comme facteur de la croissance future.

Hallaert, Cepeda et Kang (2011) pensent que la contribution décisive des importations à la croissance économique « est mal comprise en dehors du cercle des spécialistes du commerce ». Ils affirment aussi que les importations ont, au mieux, une place marginale dans le débat public, les décisions publiques et la conception des projets et programmes d'aide. Les réponses au questionnaire OCDE/OMC (figure 1.4) permettent de penser que les choses sont en train de changer. Les importations sont perçues comme un facteur important pour la croissance future, surtout dans les activités manufacturières, les services, les combustibles et produits miniers (40 ou 41 pays chacun). Or, de nombreux

pays partenaires continuent de voir dans les importations un obstacle à la croissance dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture (30 pays) et, dans une moindre mesure, dans les activités manufacturières (24 pays). Bien que les services soient perçus comme importants, les pays partenaires indiquent qu'ils ont moins de chances d'être pris en considération dans les stratégies sectorielles que les autres types d'importations. Moins de dix pays partenaires ne tiennent pas compte des importations dans les autres stratégies sectorielles, ce qui laisse penser que, dans la plupart des cas, les importations ne sont plus marginales dans le débat sur la politique commerciale et le développement. Dans le contexte des chaînes de valeur, elles sont de plus en plus considérées comme une composante des exportations. Compte tenu de l'importance accrue accordée aux chaînes de valeur, les pays partenaires mettent davantage l'accent sur les importations dans leur stratégie commerciale.

Figure 1.4 Le rôle des importations
(En pourcentage des réponses données par les pays partenaires)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853948

LES DONATEURS TIENNENT-ILS COMPTE DES NOUVELLES CARACTÉRISTIQUES DES ÉCHANGES ?

Certains donateurs ont adopté de nouvelles stratégies d'Aide pour le commerce. Presque tous les fournisseurs d'aide et de financement dans le domaine du commerce ont répondu à l'enquête d'auto-évaluation. Selon que les donateurs sont des organismes bilatéraux ou multilatéraux, les réponses au questionnaire sont très contrastées. Seulement 40 % des organismes bilatéraux ont modifié leur stratégie contre 60 % des organismes multilatéraux. Les donateurs bilatéraux les plus importants en volume, le Japon et les États-Unis, n'ont rien changé à leur stratégie. Le Japon estime que le moyen le plus efficace pour les pays en développement de tirer davantage parti du système commercial multilatéral est d'attirer l'investissement étranger direct. L'Aide pour le commerce apportée par ce pays contribue donc sensiblement à améliorer le cadre d'investissement.[1] Les États-Unis mettent plus l'accent sur la facilitation des échanges et les normes. Ils ont, par ailleurs, créé la Standards Alliance dans le but d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités pour pouvoir adopter les normes de produits reconnues au niveau international ; cela aidera ces pays à clarifier et à rationaliser leurs processus de réglementation.

Le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) a publié une nouvelle stratégie d'Aide pour le commerce en 2011.[2] La politique allemande d'aide au développement en matière de commerce a pour objectif prioritaire d'aider les pays partenaires à s'intégrer dans le système économique mondial et dans les communautés économiques régionales, de diversifier leur économie et leurs exportations et d'utiliser le commerce des biens et des services et l'investissement étranger direct pour lutter plus efficacement contre la pauvreté dans le contexte d'un développement durable. Les nouveaux domaines prioritaires sont l'intégration économique régionale, la facilitation des échanges, une infrastructure de qualité et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et internationales (agriculture et autres secteurs, y compris commerce des services).

Même en l'absence de nouvelles stratégies, les instruments ont évolué et influent sur l'orientation des programmes.

La France n'a pas modifié sa stratégie d'Aide pour le commerce depuis 2009, mais les instruments financiers utilisés ont évolué. Le programme français de renforcement des capacités commerciales accorde une place plus grande qu'auparavant au changement climatique et à la croissance verte. Par ailleurs, une initiative de 2008 en faveur du développement du secteur privé a fait l'objet d'une mise en œuvre accélérée en 2010 et 2011. La Coopération autrichienne pour le développement (OEZA) maintient le cap sur l'amélioration du « cadre des activités économiques » et l'accès aux services d'infrastructure, notamment en ce qui concerne l'énergie. La stratégie danoise de coopération pour le développement est fondée sur le « droit à une vie meilleure » et met l'accent sur « la lutte contre la pauvreté et la promotion des droits de l'homme, de la croissance économique et de la croissance verte ayant trait au commerce ».

La Nouvelle-Zélande n'a pas modifié sa stratégie d'Aide pour le commerce de 2012, mais son programme d'aide comporte l'application d'une nouvelle politique centrée sur le développement économique durable, en particulier dans la région Pacifique. « En soutenant un développement économique durable, nous mettons l'accent sur l'agriculture, la pêche et le tourisme, des secteurs productifs qui sont la clé de voûte des perspectives de croissance de nos partenaires, et sur l'infrastructure et l'énergie, des facteurs importants qui facilitent la croissance. »

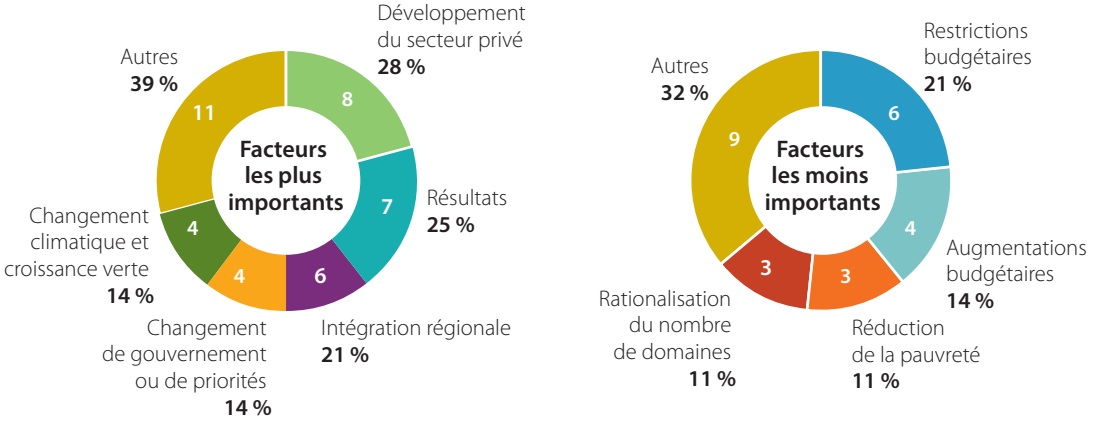
Dans les grandes lignes, l'Aide pour le commerce du Royaume-Uni reste constante depuis 2010. Les priorités ont été redéfinies dans un livre blanc de 2011 intitulé *Trade and Investment for Growth* et dans le Plan de réforme structurel du Département du développement international (DFID), ainsi que dans l'Examen de l'aide bilatérale et l'Examen de l'aide multilatérale. Les objectifs prioritaires sont d'aider les pays en développement à s'intégrer plus pleinement dans le système commercial mondial ; de faciliter les échanges ; de soutenir le commerce éthique et durable ; de renforcer les capacités de négociation commerciale ; et de soutenir les initiatives d'intégration régionale. Rien de cela ne change radicalement la stratégie d'Aide pour le commerce du Royaume-Uni, mais l'orientation et la conception des nouveaux programmes s'en trouvent modifiées. L'Examen de l'aide bilatérale a recentré l'aide du Royaume-Uni sur un plus petit nombre de pays « où l'action du DFID pourrait être la plus efficace et où les besoins sont les plus grands ». Le DFID soutient l'intégration commerciale et régionale en Afrique subsaharienne par le biais de l'initiative africaine de libre-échange, Africa Free Trade (AFT), qui compte parmi les actions prioritaires du Royaume-Uni. En Asie du Sud, le Royaume-Uni s'efforce d'améliorer le commerce intrarégional par la facilitation des échanges et une meilleure logistique. Dans les Caraïbes, il aide à mettre en place une base économique plus résiliente en apportant son concours pour la mise en œuvre des accords commerciaux, la création d'un environnement plus favorable pour les entreprises et la réduction des coûts et des délais liés à l'importation et l'exportation. Le Royaume-Uni s'efforce également d'améliorer les conditions du commerce et de l'investissement dans les régions touchées par les conflits et dans les États fragiles de par le monde.

Les donateurs bilatéraux mettent davantage l'accent sur le développement du secteur privé et l'intégration régionale …

D'une manière générale, les donateurs bilatéraux s'orientent davantage vers le développement du secteur privé (DSP) et l'intégration régionale (figure 1.5). Dans le cas des Pays-Bas, les programmes de DSP et, dans une moindre mesure, l'intégration régionale prennent une place plus grande. Toutefois, la figure 1.5 montre aussi que les contraintes budgétaires n'exercent pas une influence décisive sur les stratégies et qu'aucun donateur n'a modifié son approche à la suite de réductions budgétaires. On peut donc penser que le choix de soutenir le développement du secteur privé n'est pas lié à des considérations budgétaires mais qu'il s'agit d'un choix stratégique dû à une évolution des conceptions concernant l'aide publique au développement en général plutôt que la seule Aide pour le commerce. Il est néanmoins probable que les restrictions budgétaires actuelles accélèrent l'évolution dans ce sens. Le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, établi en 2011, confirme ce changement d'orientation.

Figure 1.5 Les facteurs de changement les plus importants et les moins importants pour les donateurs bilatéraux

Le nombre de réponses est indiqué en blanc.



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853967

… et sur les résultats, qui conserveront leur importance à l'avenir …

Les donateurs attachent une importance accrue à l'évaluation, aux résultats et à l'impact des interventions d'Aide pour le commerce. Pour sept donateurs bilatéraux, il s'agit du changement le plus important et, pour quatre, d'un changement important (figure 1.5). Le Japon a évalué son Aide pour le commerce et noté les améliorations apparentes des performances économiques (croissance économique et croissance des exportations) dans les principaux pays bénéficiaires.[3] L'une des principales conclusions d'une évaluation de l'Aide pour le commerce apportée par la Finlande est que le commerce n'est pas intégré dans les projets et programmes sectoriels/thématiques classés parmi les programmes d'Aide pour le commerce. Une proportion importante des projets ou programmes sont dépourvus d'objectifs ou de résultats en termes de commerce. L'une des raisons principales est que les liens potentiels entre des projets ou programmes qui pourraient être définis comme de l'Aide pour le commerce au sens large et avoir des résultats attendus dans le domaine du commerce sont soit mal compris, soit considérés comme peu importants.

Cette conclusion confirme les résultats de la méta-évaluation réalisée par l'OCDE sous le titre *Strengthening Accountabilty in Aid for Trad*e (OCDE, 2011), qui montre que les évaluations des projets et programmes d'Aide pour le commerce ont généralement peu à dire sur le commerce et moins encore sur les liens qui importent le plus pour les décideurs. Le fait que les évaluations ne mentionnent pas de résultats spécifiques concernant le commerce s'explique, au moins en partie, par l'absence d'objectifs s'y rapportant dans le mandat initial de ces projets et programmes.

… ainsi que sur la croissance verte.

Pour l'avenir, les donateurs indiquent que l'importance accordée aux résultats se maintiendra au cours des cinq années à venir. En fait, 20 donateurs considèrent cette question comme le principal changement attendu dans les stratégies futures. Les autres facteurs pouvant avoir de l'influence dans les 5 prochaines années devraient inclure le changement climatique et la croissance verte (14 donateurs), le développement du secteur privé (12 donateurs), la réduction de la pauvreté (12 donateurs), et l'intégration régionale (10 donateurs).

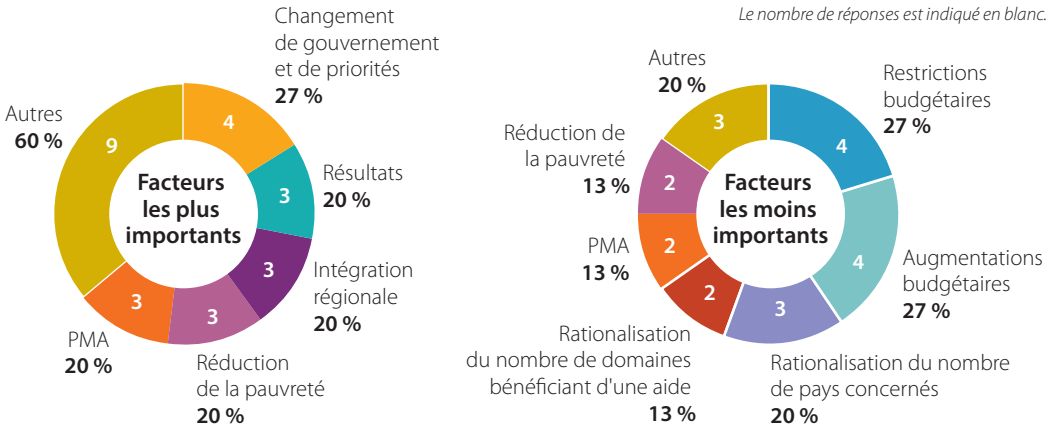
Les donateurs considèrent la croissance verte comme une priorité pour l'avenir, mais les pays partenaires lui attribuent moins d'importance. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux s'attendent à ce que la croissance verte et le changement climatique tiennent une place plus importante dans l'Aide pour le commerce au cours des cinq années à venir. Quatorze donateurs y voient le changement le plus important. Cela fait écho à l'appel lancé par le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, qui expliquait que l'Aide pour le commerce pouvait appuyer des objectifs de politique générale tels que l'adaptation au changement climatique, la production d'énergie et le développement durable. L'OCDE (2012) évoque le changement climatique, les mesures prises pour en atténuer les effets, et les répercussions que cela aura sur la configuration des avantages comparatifs. Ces changements potentiels de la configuration des échanges, avec les nouvelles perspectives qu'ouvrira l'introduction de normes de sobriété en carbone, doivent être intégrés dans le programme de l'Aide pour le commerce. Les donateurs indiquent qu'ils y sont favorables.

Comme indiqué plus haut, les pays partenaires ne voient pas dans la croissance verte ou le changement climatique des facteurs importants pour leur stratégie. L'étude de Resnick *et al.* (2012) fait valoir que la croissance verte, comme beaucoup d'autres types de réforme, entraîne des coûts d'adaptation à court terme que la perspective de gains à long terme pousse à accepter. Dans leur réponse au questionnaire de 2011, les Maldives, par exemple, disaient craindre que les donateurs ne fassent du changement climatique et de la croissance verte des priorités qui ne l'étaient pas forcément pour un grand nombre de pays partenaires.

Les donateurs multilatéraux aussi mettent davantage l'accent sur les résultats, ainsi que sur la réduction de la pauvreté …

La majorité des donateurs multilatéraux (9 sur 15, soit 60 %) ont modifié leur approche de l'Aide pour le commerce. Les donateurs multilatéraux tendent à être plus spécialisés et disposent par ailleurs de nombreux programmes de promotion du développement du secteur privé et de l'intégration régionale. Aucun facteur de changement de leurs stratégies ne se dégage nettement. Pour certains, ce sont les changements institutionnels plus vastes tels que le changement de dirigeants ou de priorités générales (quatre organismes) (figure 1.6). Il est intéressant de noter que les variations budgétaires, augmentations ou diminutions, ne constituent pas un facteur de changement et sont considérés par huit organismes comme le facteur le moins important. Certains organismes multilatéraux (trois) s'intéressent davantage aux PMA et d'autres (deux) au développement du secteur privé ; d'autres enfin mettent l'accent sur l'intégration régionale (trois) et sur le suivi rapproché des résultats (trois).

Figure 1.6 Les facteurs de changement les plus importants et les moins importants pour les donateurs multilatéraux



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932853986

…et sur des instruments et partenariats nouveaux pour atteindre les objectifs.

Le plus gros donateur multilatéral, le Groupe de la Banque mondiale, cherche à « rendre le commerce plus inclusif et à promouvoir ses effets sur la réduction de la pauvreté et des inégalités » (Banque mondiale, 2011).[4] La stratégie commerciale de la Banque mondiale a pour but de l'aider à atteindre ses objectifs par de nouveaux instruments, notamment en utilisant mieux les partenariats externes avec les organismes d'aide au développement et le secteur privé, et par de nouveaux mécanismes de coordination et de collaboration permettant d'exploiter plus efficacement les synergies entre les différentes parties du Groupe de la Banque mondiale, dont la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

Récemment, la Banque islamique de développement a adopté une Nouvelle stratégie à moyen terme, pour les trois années à venir, mettant en exergue « l'obtention de résultats, la connectivité et l'intégration régionale ». La Banque africaine de développement a dernièrement achevé la formulation du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), qui contribuera à remédier au déficit infrastructurel qui grève lourdement la compétitivité de l'Afrique sur les marchés mondiaux. Lancé au premier semestre de 2013, le PIDA est un programme de planification stratégique à long terme pour l'infrastructure régionale de l'Afrique (2012-2040). L'OMC « insiste sur une gestion fondée sur les résultats et sur une stratégie d'apprentissage progressif dans l'assistance technique liée au commerce qu'elle fournit ».

COMMENT LE SECTEUR PRIVÉ EST-IL ASSOCIÉ ?

Le secteur privé joue un rôle de plus en plus largement reconnu dans le développement …

Les OMD reconnaissent la nécessité de créer des partenariats pour le développement et le rôle que le secteur privé pourrait jouer en faisant en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous. Le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement reconnaît aussi le rôle essentiel que joue le secteur privé « dans la promotion de l'innovation, la création de richesses, de revenus et d'emplois, et dans la mobilisation des ressources intérieures, ce qui contribue à la réduction de la pauvreté ». Bien que le secteur privé ait un rôle mieux reconnu dans le développement, il s'avère difficile, dans la réalité, d'atteindre ces objectifs.

Le Centre du commerce international (ITC) considère que, dans l'Aide pour le commerce, le secteur privé joue le rôle d'avocat de la réforme des politiques ; de bénéficiaire de l'Aide pour le commerce, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) des pays en développement et des PMA ; et de partenaire apportant des compétences, des technologies et des marchés pour les produits et services des PME. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) souligne tout le potentiel qu'il y aurait à mobiliser les connaissances, les ressources et la capacité d'innovation du secteur privé pour relever les défis et saisir les opportunités du développement, ce qui devient une priorité pour de nombreux donateurs. Pour ce faire, il faudrait notamment encourager l'investissement responsable, faciliter l'intégration des entreprises locales dans des chaînes de valeur plus vastes et stimuler le dialogue entre secteur public et secteur privé.

…et participe au dialogue et aux activités de promotion de l'Aide pour le commerce.

Le secteur privé participe de multiples façons aux programmes de développement. Il est invité à donner son point de vue dans le dialogue d'orientation sur les politiques et la sensibilisation pour l'identification des goulets d'étranglement liés au commerce, la fixation des priorités nationales et les réformes à engager afin d'améliorer les conditions de l'activité commerciale et économique. Dans les pays partenaires, selon les réponses au questionnaire OCDE/OMC, le secteur privé participe à l'élaboration des stratégies nationales. Plus de 90 % des organismes ayant répondu au questionnaire ont indiqué qu'ils associaient le secteur privé à l'élaboration des stratégies nationales de développement, des stratégies sectorielles et des stratégies nationales de développement du commerce.

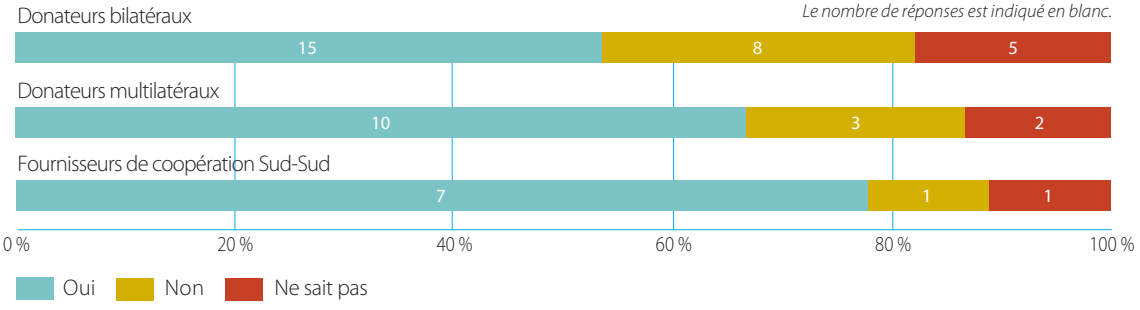
Il ressort des réponses au questionnaire que toute une série de structures sont mises en place pour associer plus étroitement le secteur privé à la conceptualisation, l'élaboration et la mise en œuvre de ces différentes stratégies. Néanmoins, le dialogue varie sur le plan quantitatif et qualitatif. Certains organismes indiquent que le secteur privé a été associé, mais qu'il « n'a pas les capacités de formuler efficacement les problèmes ». D'autres évoquent des difficultés pour mettre en œuvre les recommandations du secteur privé.

Tous les fournisseurs d'assistance ont tendance à consulter le secteur privé, mais parfois dans les pays donateurs seulement …

Tous les fournisseurs d'aide ont tendance à consulter le secteur privé pour concevoir leurs programmes d'aide et de coopération concernant le commerce : c'est le cas pour 78 % des fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud, les deux tiers des donateurs multilatéraux et plus de la moitié des donateurs bilatéraux (figure 1.7). Toutefois, le secteur privé est généralement constitué d'entreprises ou d'organisations professionnelles du pays donateur. En outre, la plupart des incitations qui financent les investissements initiaux et remédient aux asymétries d'information sont accordées à des entreprises des pays donateurs. Les fonds d'encouragement du DFID, par exemple, proposent un financement aux entreprises, sur une base concurrentielle, pour les aider à couvrir leurs frais de démarrage. Finpartnership, un régime créé par la Finlande, distribue des capitaux d'amorçage et des services de conseil aux entreprises finlandaises pour démarrer et mettre en place des opérations commerciales dans les pays en développement. Lors de la création du Fonds néo-zélandais des partenariats pour le développement international, un fonds d'encouragement a été ouvert aux organismes néo-zélandais des secteurs caritatif et associatif, du secteur privé et du secteur public. La Nouvelle-Zélande est constamment à la recherche de solutions, notamment pour remédier aux problèmes liés à l'offre, par une approche de collaboration associant le secteur privé.

Les donateurs aussi font appel aux compétences et à l'expérience du secteur privé. Sept donateurs multilatéraux, sept donateurs bilatéraux et sept fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud consultent le secteur privé pour définir leurs programmes. Les donateurs l'ont fait pour établir leurs stratégies globales de développement. L'Espagne a mené de vastes consultations auprès du secteur privé, des employeurs, de sociétés privées et de coopératives, pour développer son Plan directeur de coopération 2009-2012. Selon la nature de leurs programmes, les donateurs multilatéraux discutent aussi avec le secteur privé des pays partenaires (dix organismes) tandis que trois donateurs bilatéraux seulement et un fournisseur Sud-Sud le font.

Figure 1.7 Consultation du secteur privé pour l'élaboration des stratégies d'Aide pour le commerce
(Pourcentage de réponses)



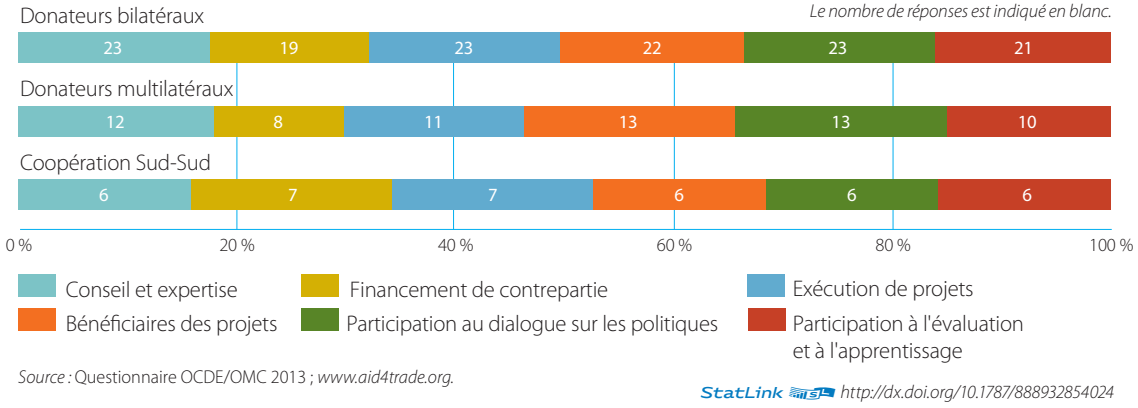
Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854005

La participation du secteur privé prend de multiples formes. En général, les donateurs associent le secteur privé à des degrés divers, dans le cadre d'un dialogue sur les politiques ou à titre consultatif, en tant que bénéficiaire et fournisseur de financement, et pour la mise en œuvre des programmes et l'échange d'informations. Globalement, le secteur privé participe dans une mesure égale à chacune de ces fonctions (figure 1.8). Ici encore, les donateurs multilatéraux ont tendance à fortement solliciter le secteur privé. Pour de nombreux organismes, le secteur privé est le bénéficiaire de l'assistance qu'ils fournissent (« toujours » dans sept cas, « parfois » dans six). Pour les autres, le secteur privé participe à la mise en œuvre (« toujours » dans six cas, « parfois » dans cinq). Les donateurs multilatéraux indiquent toutefois qu'ils font appel au secteur privé pour obtenir des conseils ou solliciter ses compétences ou sa participation en ce qui concerne l'évaluation ou l'apprentissage (deux ont répondu « toujours », huit « parfois »). En ce qui concerne les donateurs bilatéraux, la situation est moins claire. La plupart associent parfois le secteur privé aux dialogues sur les politiques (4 « toujours », 19 « parfois »), à la mise en œuvre (3 « toujours », 20 « parfois »), lui demandent des avis et sollicitent ses compétences (3 « toujours », 20 « parfois »). Le Canada, par exemple, mène des activités centrées sur le secteur privé, dont le Programme de renforcement des capacités commerciales en Afrique ou le Programme d'entrepreneuriat pour l'innovation dans les Caraïbes. Ces programmes mettent les entrepreneurs des pays en développement en relation avec les acheteurs canadiens et internationaux et les relient aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

Les fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud maintiennent un contact avec le secteur privé par un dialogue (quatre « toujours », deux « parfois ») et, comme les autres fournisseurs d'assistance, le considèrent comme un partenaire important pour la mise en œuvre (trois « toujours », quatre « parfois »). Certains donateurs ont peu de relations avec le secteur privé en raison de la nature des services qu'ils fournissent dans les pays bénéficiaires. Certains utilisent des modalités de financement qui ne font pas appel au secteur privé ou au financement de contrepartie. Enfin, l'expérience de la participation du secteur privé à l'évaluation des projets et des programmes paraît limitée.

Figure 1.8 Association du secteur privé par les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud
(Pourcentage de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854024

… tandis que les programmes de développement du secteur privé donnent des résultats mitigés.

Schulpen et Gibbon (2002) ont fait une analyse critique des politiques de développement du secteur privé, faisant valoir qu'elles dépendaient principalement de la nature et des intérêts du secteur privé dans les pays donateurs, qu'elles comportaient une forte proportion d'aide liée et qu'elles ne répondaient pas à certains critères de cohérence élémentaires. Les analyses plus récentes sont plus positives. Une évaluation des programmes de développement du secteur privé (DSP) réalisée par l'UE montre, par exemple, que si l'on s'accorde généralement à reconnaître l'importance du DSP pour la création d'emplois, la distance reste grande entre le soutien apporté par l'UE dans ce domaine et la création d'emplois (CE, 2013). Cette évaluation montre aussi que l'UE a utilement contribué au développement du secteur privé dans les pays à revenu intermédiaire, notamment grâce au dialogue sur les politiques, à l'alignement et à la clarté de son rôle dans ce domaine.

Une méta-évaluation du développement du secteur privé (Danemark, 2009) réalisée par DANIDA, l'agence danoise pour le développement international, montre que les interventions visant à soutenir les fournisseurs et producteurs organisés en chaînes de valeur ont pris de l'importance parmi les donateurs. Par ailleurs, les méthodes d'intervention se sont améliorées avec l'expérience et la diffusion des bonnes pratiques. Les évaluations de l'impact à long terme et de la durabilité sont peu nombreuses, mais donnent des indications positives. Il est possible, avec ces interventions, d'obtenir un impact systémique positif sur les parties prenantes et les acteurs opérant dans des chaînes de valeur.

De nombreux donateurs font partie de partenariats public-privé (PPP) …

S'agissant de renforcer les capacités commerciales, les donateurs sont nettement incités à faire participer le secteur privé et nombreux sont ceux qui participent à des programmes de coopération public-privé. Le programme de PPP de la *Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbei*t (GIZ), par exemple, cofinance des projets privés ayant un fort impact sur le développement. Il soutient également l'intégration de partenaires privés dans des projets de coopération technique de la GIZ avec les pays partenaires. L'UE étudie de nouvelles possibilités d'utiliser les fonds pour mobiliser des ressources du secteur privé en faveur du développement en élargissant la portée et l'échelle de fonds mixtes et en créant des mécanismes de partage des risques et de garantie pour les investisseurs privés en association

avec les institutions européennes de financement du développement. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) encourage les projets visant à renforcer la coordination entre le secteur public et le secteur privé. Dans des travaux de recherche menés en 2010 en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement, le STDF analyse la création, le fonctionnement et les résultats de certains partenariats dans le domaine sanitaire et phytosanitaire associant les services gouvernementaux responsables de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des animaux et des végétaux et/ou du commerce et le secteur privé.

L'OCDE (2008) fait valoir qu'il faut, pour que les PPP obtiennent des résultats, que les gouvernements en définissent clairement le cadre juridique et l'encadrement politique, et qu'ils s'assurent d'avoir les capacités nécessaires pour engager et diriger ces partenariats. La création de tels cadres d'habilitation a des répercussions sur la gouvernance publique, car le secteur public doit prouver qu'il est un partenaire crédible doté des mécanismes appropriés de réglementation et de supervision. La concurrence assurée par la procédure d'appel d'offres améliore la position de négociation du gouvernement et empêche les comportements opportunistes (monopolistiques) de la part de soumissionnaires privés. Pour réduire les risques, le United States Public Interest Research Group, PIRG (2011) propose dix principes pour la protection de l'intérêt public, notamment : être guidé, dans la constitution de PPP, par les « bonnes » raisons, avec « une valeur ajoutée identifiable » ; « l'alignement des incitations du secteur privé avec les buts du secteur public » ; la conclusion de PPP dans les seuls cas « où il existe une concurrence active » ; « assumer clairement les responsabilités publiques » ; garder le contrôle public sur les décisions du système ; limiter la durée des contrats ; et garantir la transparence des procédures de passation de marchés.

L'acceptabilité publique et sociale de tels partenariats est souvent un élément clé. L'engagement politique de haut niveau est indispensable pour garantir que les acteurs du secteur privé honoreront leurs engagements dans la durée et pour minimiser le risque politique. L'engagement politique peut aussi contribuer à convaincre le public de la valeur des PPP comme mode de fourniture de services. L'IFC (2012:48-51) montre qu'une analyse des coûts et avantages économiques permet aux gouvernements d'évaluer les avantages nets d'un projet pour la société et de choisir le projet qui produit les plus grands avantages. L'analyse coûts-avantages réduit aussi l'opposition du public en montrant que les avantages pour la société sont le critère qui emporte la décision de réaliser un projet. Cette analyse doit porter sur les éléments suivants : dans quelle mesure le projet facilitera l'acheminement de la production des agriculteurs jusqu'aux marchés et leur permettra ainsi de passer d'une agriculture de subsistance à une exploitation commerciale ? Combien de nouveaux emplois seront créés pour les personnes vivant loin des centres économiques ? En quoi le projet profitera-t-il aux populations, par exemple quels modes de transport leur seront effectivement accessibles et à quelles conditions ? (IFC, 2012:8).

… en particulier dans l'agriculture et dans les transports et la logistique …

Les réponses au questionnaire donnent une image très parlante de la coopération public-privé et de nombreux exemples, en particulier dans l'agro-industrie et la transformation alimentaire, les transports et la logistique. Dans le domaine agricole, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aide les agriculteurs et l'agro-industrie à développer leurs méthodes de gestion et leurs techniques pour améliorer la production, les activités post-récolte, l'infrastructure, la commercialisation et les opérations financières des entreprises agricoles et alimentaires afin de les rendre plus économiques, plus efficaces, plus compétitives et plus rentables. Dans le domaine des transports et de la logistique, le Partenariat mondial pour la facilitation du transport et du commerce (GFP) vise à rassembler toutes les parties intéressées du secteur public et du secteur privé, au niveau national et international, désireuses d'améliorer sensiblement le transport et le commerce dans les pays membres de la Banque mondiale. Les partenaires sont convenus de concevoir et de réaliser des programmes spécifiques répondant à cet objectif, en utilisant d'une façon coordonnée leurs avantages comparatifs respectifs dans ces domaines.

Neuf donateurs multilatéraux ont des activités dans le domaine agro-industriel et huit dans celui des transports et de la logistique. Certaines banques multilatérales ont établi des partenariats dans tous les secteurs, dont celui des technologies de l'information et de la communication (six), des textiles et des vêtements (cinq) et du tourisme (cinq). Les études du STDF font ressortir l'intérêt des partenariats pour renforcer les mesures, améliorer les résultats et faciliter l'accès aux marchés dans le domaine SPS. Trois donateurs multilatéraux seulement indiquent ne faire partie d'aucun partenariat public-privé.

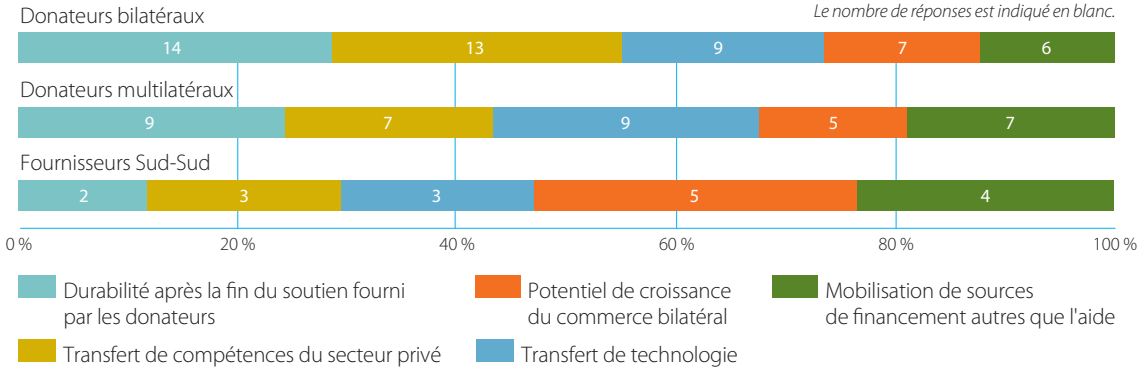
De même, six donateurs bilatéraux indiquent qu'ils ne font partie d'aucun partenariat public-privé. Sur les neuf qui en font partie, sept réalisent des programmes dans le domaine des transports et de la logistique et six dans l'agro-industrie. Le projet de construction de l'infrastructure portuaire de Lach Huyen (Viet Nam), par exemple, est en partie financé par le Japon mais aussi par des fonds publics pour ce qui est des travaux de génie civil nécessaires pour la construction de l'infrastructure portuaire et connexe (notamment les routes d'accès et ponts), l'achat de matériel et fournitures et les services de conseil. L'aménagement de ce port de haute mer a pour objectif de répondre à une demande de tonnage supplémentaire et à l'accroissement du nombre de navires de plus gros tonnage utilisés dans le transport maritime, et ce afin d'améliorer la compétitivité du Viet Nam.

Dans le domaine agricole, une étude de cas de l'Initiative pour le cajou africain (iCA) associant plusieurs parties prenantes, a mis en évidence les progrès à accomplir à l'horizon 2013 : augmenter de 50 % la productivité ; fournir à 150 000 producteurs de cajou un supplément de revenu annuel d'au moins 100 dollars EU ; tripler les quantités actuellement transformées ; et créer 5 500 emplois dans l'industrie de transformation. En collaboration avec la Fondation Bill et Melinda Gates, principal pourvoyeur de fonds du programme, l'organisme qui dirige l'exécution du projet, la GIZ, reconnaît que le succès de l'opération tient principalement à la méthode novatrice de cofinancement et de réalisation qui a mobilisé de multiples gros contributeurs privés et des acteurs de la chaîne de valeur. Outre les incitations pour les entreprises, les participants du secteur privé considèrent le soutien accordé par les organismes donateurs et les partenaires de réalisation comme le facteur qui les a convaincus de faire cet investissement (Heinrich, 2012).

… tandis que la coopération Sud-Sud utilise ces partenariats pour exploiter des possibilités de commerce bilatéral …

Selon les fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud, la répartition sectorielle est voisine de celle des autres donateurs. Deux fournisseurs ne font état d'aucune coopération public-privé, cinq opèrent dans le domaine des transports et de la logistique et quatre dans l'agro-industrie et les technologies de l'information et de la communication. Pour la coopération Sud-Sud, l'avantage le plus important des partenariats public-privé est le potentiel de développement des échanges bilatéraux, suivi de la mobilisation de sources de financement autres que l'aide. Pour les donateurs multilatéraux, les avantages les plus importants sont le transfert de technologie (le plus important pour neuf, important pour cinq) et la durabilité des résultats une fois terminé le soutien du donateur. Les donateurs bilatéraux attachent eux aussi beaucoup d'importance à la pérennité des résultats, ainsi qu'au transfert de compétences du secteur privé. Les deux avantages perçus par les fournisseurs Sud-Sud comme étant décisifs sont considérés comme les moins importants par les donateurs bilatéraux et les donateurs multilatéraux (figure 1.9).

Figure 1.9 Avantages que les donateurs et les fournisseurs Sud-Sud voient dans les partenariats public-privé
(Pourcentage des réponses « les plus importants »)



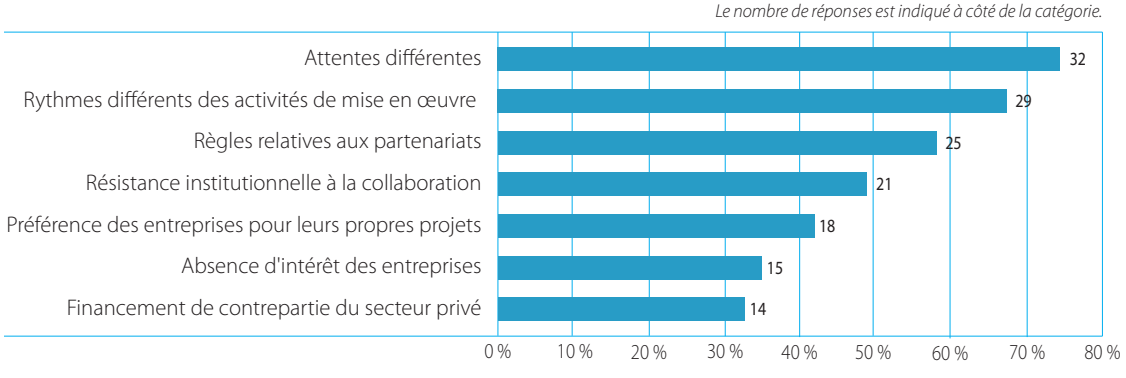
Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854043

Les compétences et le savoir-faire pour créer et diriger des PPP font souvent défaut …

Si les donateurs considèrent que l'intérêt des partenariats public-privé réside dans l'amélioration des résultats attendus (figure 1.9), ils pointent aussi les principales difficultés dont s'accompagnent concrètement la réalisation et la gestion des PPP (structures organisationnelles différentes, manque de confiance, problèmes de communication, attentes divergentes, rotation du personnel …). Les compétences et le savoir-faire pour créer et diriger des PPP font souvent défaut. L'Allemagne énumère plusieurs autres difficultés liées aux PPP telles que le scepticisme, côté public, quant aux avantages attendus des PPP (il ne suffit pas qu'ils soient rentables, ils doivent avant tout être politiquement réalistes), une méconnaissance du fait qu'ils constituent une méthode d'achat différente, et des conditions rendant leur fonctionnement difficile.

Figure 1.10 Difficultés éprouvées par les donateurs pour établir des partenariats public-privé
(Pourcentage des réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854062

Selon les donateurs multilatéraux et bilatéraux, les principales difficultés sur lesquelles achoppent les partenariats sont les attentes différentes dans le secteur public et le secteur privé, les rythmes différents de mise en œuvre et le manque de consensus sur les règles appropriées (figure 1.10). Cela laisse penser qu'il y a encore beaucoup à faire pour que les partenariats public-privé soient satisfaisants pour les deux côtés.

D'après l'IFC (2012:43), la gestion des PPP a évolué et progressé en Colombie. L'*Agencia Nacional de Infraestructura* (ANI) a été créée en 2011 pour donner au pays la force institutionnelle nécessaire pour accélérer le développement de l'infrastructure. Un changement important a consisté à donner au secteur privé la possibilité de présenter des propositions spontanées. La Colombie en a reçu 13 concernant des routes et 4 concernant des voies ferrées, représentant un investissement total de 8 milliards de dollars EU.[5] Cette approche contribue incontestablement à résoudre certaines des difficultés évoquées plus haut.

… mais le renforcement de la coopération public-privé ne devrait pas conduire à lier l'aide.

L'association du secteur privé aux programmes des donateurs ne devrait pas réintroduire la pratique de l'aide liée. La question de savoir si l'aide est versée à condition que les partenaires l'utilisent pour acheter des biens, des travaux ou des services à des fournisseurs situés dans un pays donateur a toujours été l'élément révélateur de la volonté réelle des donateurs d'apporter une aide. Il est clairement attesté que lier l'aide majore de 15 à 30 % en moyenne le coût de nombreux produits, travaux et services.[6] Il s'agit d'une estimation prudente des coûts globaux, qui ne comprend pas les coûts indirects. L'aide liée entraîne souvent des hausses de coût des transactions pour les pays partenaires et est au moins en partie motivée par des considérations commerciales qui ne coïncident pas nécessairement avec les priorités et les besoins locaux.

Afin d'éliminer les distorsions des échanges créées par l'octroi de financements à des conditions de faveur, les disciplines de l'OCDE concernant l'aide liée (1992) limitent l'octroi des financements concessionnels liés aux projets qui devraient permettre le remboursement d'un financement accordé aux conditions du marché. Ces règles réorientent également l'aide liée des pays en développement plus riches (c'est-à-dire ceux dont le PNB par habitant ne leur donne pas droit aux prêts de la Banque mondiale sur 17 et 20 ans), lesquels devraient être en mesure d'attirer des crédits aux taux du marché, vers les pays en développement moins fortunés. En 2002, l'OCDE a recommandé de délier toute l'aide (à l'exception de la coopération technique et de l'aide alimentaire) destinée aux pays les moins avancés et d'étendre la couverture aux pays pauvres fortement endettés en 2006.

À la suite de ces initiatives, la proportion de l'aide déclarée non liée accordée par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a augmenté dans une mesure appréciable, passant de 40 % environ en 2000 à 76 % en 2009 avant de redescendre à 73 % en 2011. Bien qu'une période de deux ans ne permette pas de dégager une tendance, il faut préserver ces progrès considérables accomplis dans l'élimination de la distorsion des échanges commerciaux créée par l'argent de l'aide. On risquerait, à ne pas le faire, d'entamer encore la valeur d'une aide qui a déjà tendance à diminuer.

CONCLUSIONS

Comme le montrent les réponses au questionnaire OCDE/OMC 2013, l'Aide pour le commerce évolue. Les pays partenaires, y compris les moins avancés (PMA), s'attachent à trouver des moyens de rendre leurs frontières plus perméables, d'améliorer l'environnement des entreprises et de créer des conditions propices pour leur permettre de s'intégrer dans des chaînes de valeur régionales et mondiales. Les donateurs s'adaptent à ces priorités. Ils accordent davantage d'importance à la coopération public-privé et orientent leurs programmes vers des secteurs et des chaînes d'approvisionnement ciblés. Les fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud continuent d'accroître leur soutien et de développer les échanges Sud-Sud.

Toutes les parties prenantes sont résolument attachées au suivi de l'initiative Aide pour le commerce et l'attention qui est accordée aux chaînes de valeur a relancé le débat sur l'Aide pour le commerce. Toutefois, des difficultés subsistent. Le recours plus large à des instruments tels que les partenariats public-privé pose des problèmes tant aux pays partenaires qu'aux organismes donateurs. En outre, le renforcement de la coopération avec le secteur privé ne devrait pas conduire à ce que l'aide soit à nouveau liée. Les chaînes de valeur posent des problèmes pour la conception des programmes d'Aide pour le commerce. Pour certains partenaires et donateurs, cette notion même reste problématique. On ne s'attend plus néanmoins à voir augmenter les ressources de l'Aide pour le commerce. Bien que l'octroi de cette aide ne semble pas avoir une influence directe importante sur les orientations des stratégies et des politiques des pays partenaires, donateurs ou fournisseurs de coopération commerciale Sud-Sud, les contraintes budgétaires rendent plus impérieuse la nécessité de montrer des résultats. Les ressources de l'Aide pour le commerce ont augmenté au cours des cinq dernières années, mais l'avenir est moins prometteur, notamment du côté des donateurs bilatéraux. Si l'investissement intérieur et étranger est un élément décisif pour le renforcement des capacités commerciales, l'APD reste un instrument essentiel, surtout pour les pays les moins avancés. On verra en détail, au chapitre suivant, comment évolue le paysage du financement du développement et quel est l'avenir des ressources affectées à l'Aide pour le commerce. ■

NOTES

1. Déclaration du Japon au Comité du commerce et du développement de l'OMC (27ème session sur l'Aide pour le commerce).
2. *www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/strategies/Strategiepapier308_07_2011.pdf.*
3. L'Aide pour le commerce a été effectivement déployée au Viet Nam et en République populaire démocratique lao (RPD lao), les pays visités durant l'enquête sur le terrain menée pour l'évaluation.
4. La première stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de commerce, créée en 2011, comporte quatre piliers : la compétitivité commerciale et la diversification, pour aider les pays à mettre en place un cadre de politiques propice au développement du secteur privé, à la création d'emploi et à la réduction durable de la pauvreté ; la facilitation des échanges, la logistique des transports et le financement du commerce afin de réduire le coût de l'acheminement international des marchandises tant en termes de temps et d'argent que de fiabilité ; l'aide à l'accès aux marchés et la coopération commerciale internationale afin de créer des marchés intégrés plus vastes pour les biens et les services ; la gestion des chocs externes et la promotion de l'inclusion afin que les ménages pauvres et les régions en retard de développement profitent davantage de la mondialisation (Banque mondiale, 2011).
5. La Ruta del Sol, une autoroute reliant Bogota et l'intérieur du pays aux ports de Santa Marta et Cartagena sur la mer des Caraïbes, dont le coût s'élève à 2,6 milliards de dollars EU, est devenue un exemple de bonnes pratiques internationales pour les futures concessions routières. En 2010, le projet a obtenu la distinction « *Transportation Deal of the Year* » de *Private Finance International* pour son approche d'avant-garde. Lorsqu'elle sera achevée, la Ruta del Sol permettra de diminuer le nombre d'accidents, le temps de trajet et le coût du transport. Elle stimulera aussi les industries manufacturières, le tourisme, l'agro-industrie et l'aménagement du territoire (IFC, 2012:39).
6. Voir C.J. Jepma (1991).

RÉFÉRENCES

Banque mondiale (2011), *Leveraging Trade for Development and Inclusive Growth: The World Bank Group Trade Strategy,* 2011-2021, Banque mondiale, Washington, D.C.

CE (Commission européenne) (2013), *Evaluation of the European Union's Support to Private Sector Development in Third Countries: Final Report,* Vol. 1, CE, Bruxelles, « *http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/evaluation_reports/reports/2013/1317_vol1_en.pdf* ».

Danemark (2009), *Synthesis of Evaluations on Support to Business Development*, *DANIDA Evaluation Study* 2009/5, Ministère des affaires étrangères du Danemark, *www.oecd.org/derec/Denmark/44006517.pdf.*

Hallaert, J., Cavazos Cepeda R. et Kang G. (2011), *Estimating the Constraints to Trade of Developing Countries*, OECD Trade Policy Papers, n° 116, OCDE, Paris, « *www.oecd-ilibrary.org/trade/estimating-the-constraintsto-trade-of-developing-countries_5kg9mq8mx9tc-en* ».

Heinrich, M. (2012), *Case study of the African Cashew Initiative – Focus: Ghana: Lessons from Working with New et Multiple Partners – Emerging Results*, Donor Committee on Enterprise Development, Cambridge, Royaume-Uni, *www.value-chains.org/dyn/bds/docs/detail2/824/3.*

IFC (International Finance Corporation) (2012), *Road & Rail PPPs*, *Handshake: IFC's quarterly journal on public-private partnerships,* Issue 7, IFC, Washington, D.C., *http://viewer.zmags.com/publication/1c3342e7#/1c3342e7/1.*

Jepma C.J. (1991), *The Tying of Aid*, Centre de développement de l'OECD, Paris, *www.oecd.org/dev/pgd/29412505.pdf.*

Moïsé, E. et S. Sorescu (2013), *Trade Facilitation Indicators: The Potential Impact of Trade Facilitation on Developing Countries' Trade*, OECD Trade Policy Papers, n° 144, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5k4bw6kg6ws2-en.*

OCDE (2008), *Public-Private Partnerships: In Pursuit of Risk Sharing and Value for Money,* OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264046733-en.*

OCDE (2011), *Strengthening Accountability in Aid for Trade*, The Development Dimension, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264123212-en.*

OCDE (2012), *Aid for Trade and Green Growth: State Of Play*, COM/DCD/TAD(2012)2/REV1, OCDE, Paris, *www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/a4t_e/wkshop_feb12_e/hynes.pdf.*

OCDE/OMC (Organisation mondiale du commerce) (2011), *L'Aide pour le commerce – Panorama 2011: Montrer les résultats*, OCDE, Paris, et OMC, Genève, « *http://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce-2011_aid_glance-2011-fr*».

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce*, WT/AFT/1, *http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/implementing_par57_f.htm*

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2011), *Trade and Human Development: A Practical Guide to Mainstreaming Trade*, COM/DCD/TAD(2013)2/CHAP1, PNUD, New York.

Resnick, D., Tarp F. et Thurlow J. (2012), *The Political Economy of Green Growth: Cases from Southern Africa*, Public Administration and Development, Vol. 32, 215-228.

Schulpen, L. et Gibbon P. (2002), *Private Sector Development: Policies, Practices and Problems*, World Development, Vol. 30(1), 1-15.

TMEA (TradeMark East Africa) (2012), *Rwanda Opens Wide an Electronic Window for Trade*, *www.trademarkea.com/ rwanda-opens-wide-an-electronic-window-for-trade.*

United States Public Interest Research Group (PIRG) Education Fund (2011), *High-Speed Rail: Public, Private or Both? Assessing the Prospects, Promise and Pitfalls of Public-Private Partnerships*, The Federation of State PIRGs, Boston, *www.uspirg.org/sites/pirg/files/reports/HSR-PPP-USPIRG-July-19-2011.pdf*

CHAPITRE 2 :
FLUX ET FINANCEMENT DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

Le présent chapitre offre un aperçu général des apports d'Aide pour le commerce, des engagements et décaissements au titre de l'APD, des autres apports du secteur public (AASP) liés au commerce et de la coopération Sud-Sud liée au commerce, en se fondant sur les données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (SNPC) ainsi que sur les conclusions de l'enquête de suivi OCDE/OMC. Il s'intéresse aux bénéficiaires et prestataires de l'assistance, aux conditions financières appliquées, et aux perspectives de l'Aide pour le commerce. Dans un contexte de crise économique affectant de nombreux pays membres de l'OCDE, l'Aide pour le commerce (qui avait progressé à partir de 2005) s'est maintenue pour l'essentiel. Les apports ont fléchi en 2011, au détriment de l'infrastructure, notamment en Afrique. Les pays les moins avancés (PMA) ont vu les financements diminuer, mais ils n'ont pas été les plus touchés. Les chiffres montrent une évolution du soutien en faveur du développement du secteur privé et de la promotion de la chaîne de valeur. En conséquence, les apports destinés à servir les objectifs du commerce dans des secteurs comme l'agriculture, l'industrie et les services fournis aux entreprises continuent de croître.

INTRODUCTION

En 2011, l'APD globale (hors allégement de dette) a diminué pour la première fois depuis 1997, pour connaître une nouvelle baisse en 2012. Après plusieurs années d'augmentation, la crise financière et les difficultés économiques qui en ont découlé pour les pays de l'OCDE ont mis à mal les budgets consacrés à l'aide. Avec la baisse des engagements au titre de l'Aide pour le commerce de 2011, les donateurs membres du CAD[1], et en particulier les pays du G-7[2], ont réduit leur soutien, notamment en faveur de l'infrastructure dans les pays africains. Les institutions multilatérales ont maintenu le niveau de 2010. La légère progression du soutien apporté au renforcement des capacités de production dans des secteurs comme l'agriculture, l'industrie et la banque donne à penser que les donateurs voient de plus en plus dans le développement du secteur privé un important moyen de mieux tirer parti de l'aide et de promouvoir le commerce. S'ils ont certes enregistré une baisse des financements, les pays les moins avancés (PMA) n'ont pas été les plus touchés par la baisse globale, puisque c'est dans ce groupe de revenu que le recul a été le moins marqué. L'aide aux programmes régionaux a atteint son plus haut niveau. Bien qu'il faille sans doute s'attendre à une stagnation ou à une nouvelle baisse modérée des apports, les pays du G-20 se sont engagés à maintenir le niveau des ressources affectées à l'Aide pour le commerce au-delà de 2011. Les conclusions de l'enquête de suivi OCDE/OMC montrent que la plupart des acteurs de la coopération Sud-Sud liée au commerce envisagent d'accroître leurs apports. Par ailleurs, les initiatives de coopération du secteur privé et les investissements dans la chaîne de valeur augmentent en nombre et en efficacité, et ouvrent une voie nouvelle à la participation des milieux d'affaires au renforcement des capacités en matière commerciale.

Le présent chapitre offre un aperçu général des apports d'Aide pour le commerce, des engagements et décaissements au titre de l'APD, des autres apports du secteur public (AASP) et de la coopération Sud-Sud liés au commerce, en se fondant sur les données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (SNPC) ainsi que sur les conclusions de l'enquête de suivi OCDE/OMC. Il décrit la place de l'Aide pour le commerce au regard des autres modalités de financement du développement. On y trouve un exposé des tendances récentes ainsi que des renseignements détaillés sur ce que l'Aide pour le commerce apporte et sur ses différents bénéficiaires – par région, pays et groupe de revenu. Le chapitre s'intéresse aussi aux prestataires de l'aide : donateurs bilatéraux, donateurs multilatéraux et fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce. Les modalités financières de l'aide sont examinées – sous l'angle des dons, des prêts au titre de l'APD et des autres apports du secteur public non assortis de conditions libérales. Les perspectives de l'Aide pour le commerce sont étudiées et un certain nombre de conclusions sont avancées.

QUELLE EST LA PLACE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ?

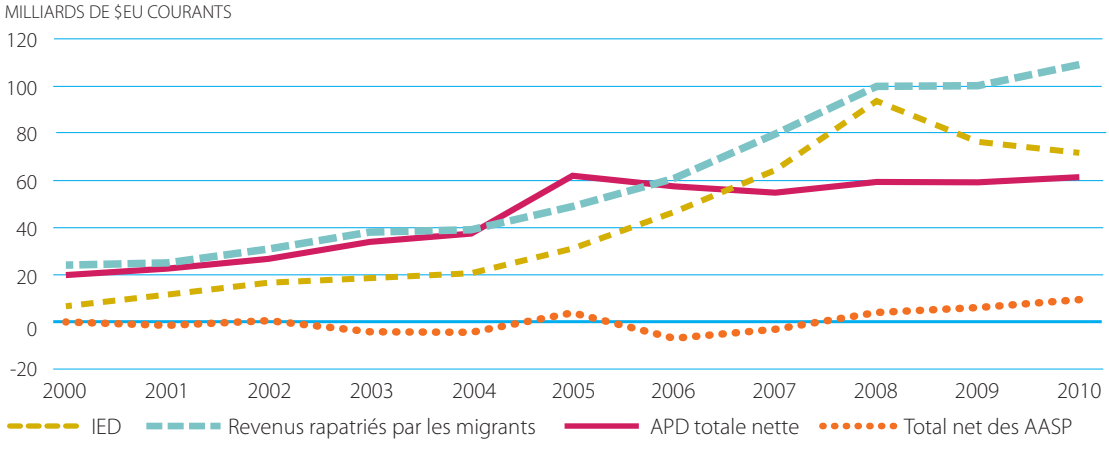
Comme il est souligné dans le Consensus de Monterrey sur le financement du développement, les échanges commerciaux sont bien souvent la seule source extérieure importante de financement du développement. L'essor du commerce et de l'investissement étranger direct (IED), appuyé par des politiques d'accompagnement, peut favoriser la croissance économique et créer de nombreux emplois. Mais pour qu'ils puissent tirer parti des possibilités offertes par les marchés régionaux et mondiaux, les pays en développement doivent être aidés à gagner en compétitivité, à réduire leurs coûts de transport et leurs coûts commerciaux, et à s'intégrer pleinement dans le système commercial international. Beaucoup d'entre eux sont confrontés à une série de difficultés du côté de l'offre et à des problèmes d'infrastructure qui limitent leur aptitude à participer au commerce international. Grâce à l'Aide pour le commerce, les pays en développement, et les PMA en particulier, peuvent plus facilement utiliser le commerce comme un moteur de croissance et de réduction de la pauvreté.

Pour faire face aux contraintes touchant au commerce, on dispose de toute une gamme d'instruments financiers. Basnet *et al.* (2012) ont étudié tout particulièrement les prêts, les dons, les fonds communs et les fonds d'affectation spéciale, et l'acheminement des crédits par le biais des institutions financières internationales. Ils ont constaté que les mécanismes de financement combinés et l'approche par « couloir » étaient particulièrement efficaces en ce qui concerne l'Aide pour le commerce. Outre l'Aide pour le commerce, les autres financements du secteur public liés au commerce sont surtout apportés par des donateurs multilatéraux à des pays à revenu intermédiaire ; les pays à faible revenu n'en reçoivent en fait que 3 %. Ces prêts non assortis de conditions libérales financent essentiellement des projets d'infrastructure, mais aussi certains programmes de renforcement des capacités de production. Pour une bonne part, le soutien au commerce est apporté par des entreprises privées à des entreprises privées. Par exemple, la Société financière internationale (SFI), qui fait partie du groupe de la Banque mondiale, finance des entreprises et des projets du secteur privé dans des pays en développement, tout en ayant un rôle de conseil. Certains donateurs contribuent aussi à la mise en place de partenariats entre des producteurs locaux et des sociétés d'envergure mondiale telles que WalMart et Danone. Des sociétés internationales de logistique s'associent à la Banque mondiale pour faciliter les échanges commerciaux. Ces formes de collaboration et d'investissement dans la chaîne de valeur sont de plus en plus fréquentes et ont un impact croissant ; elles ouvrent aussi une voie nouvelle à la participation des milieux d'affaires au renforcement des capacités en matière commerciale.

Le paysage du financement du développement évolue.

Le paysage du commerce et du développement évolue. De plus en plus, le financement de l'aide, les dépenses nationales et les politiques publiques, ainsi que l'investissement privé, doivent être considérés comme un tout. Alors que l'Aide pour le commerce a été définie en termes d'APD, d'autres sources de financement peuvent contribuer au renforcement de la capacité commerciale dans les pays à revenu faible et dans les pays à revenu intermédiaire. Les AASP offrent des prêts non assortis de conditions libérales aux pays à revenu intermédiaire essentiellement. Le secteur privé commence aussi à participer au renforcement des capacités commerciales.

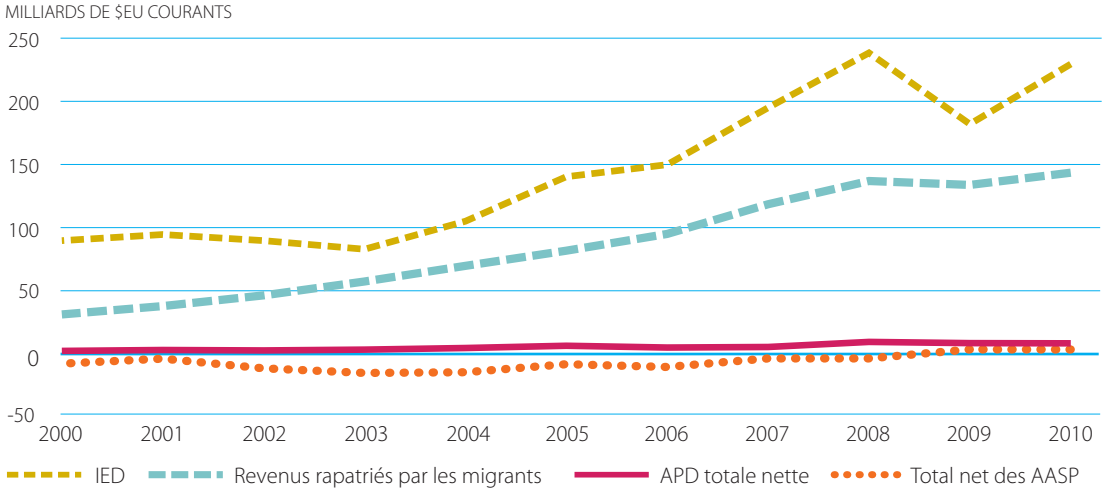
Figure 2.1 Flux de financement du développement dans les pays à faible revenu



Source : UNCTADStat

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854081

Figure 2.2 Flux de financement du développement dans les pays à revenu intermédiaire



Source : UNCTADStat

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854100

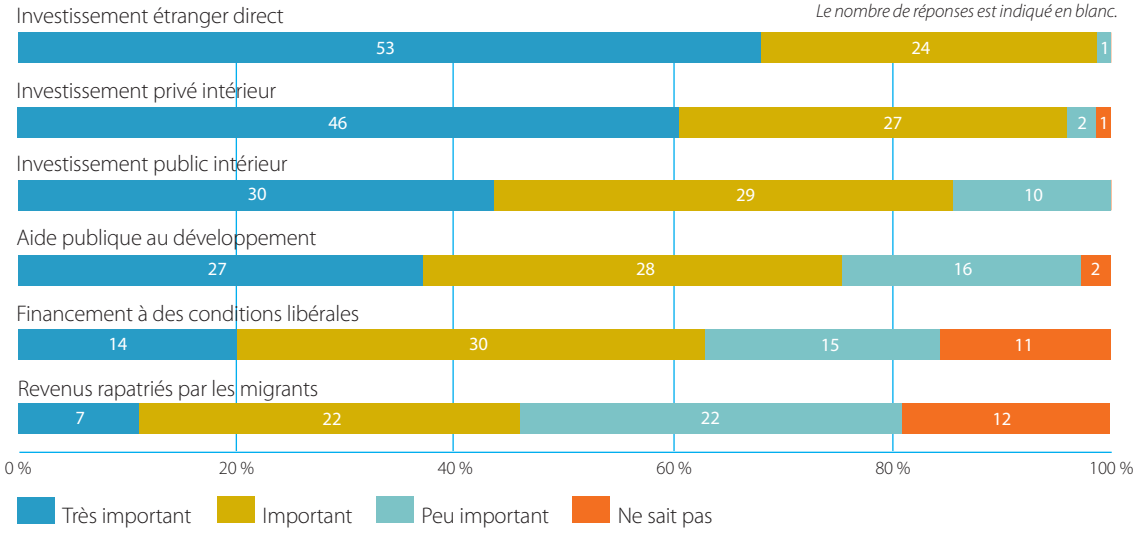
Un regain d'attention est accordé aux modes de financement du développement autres que l'aide traditionnelle. Les figures 2.1 et 2.2 confirment que l'IED et d'autres sources de capitaux privés se sont accrues depuis le début du millénaire, ce qui indique que les investisseurs voient une possibilité de rendements élevés dans les pays en développement. La figure 2.2 montre que les entrées d'IED dans les pays à revenu intermédiaire ont repris après la crise financière mondiale et que l'IED constitue pour ces pays la principale source de financement du développement, alors que l'APD n'y joue plus un rôle de premier plan. Dans les pays à faible revenu, si les envois de fonds représentent l'apport le plus important, l'APD constitue encore une part substantielle des entrées totales de capitaux. Contrairement aux pays à revenu intermédiaire, l'IED n'assure pas aujourd'hui un gros apport financier aux pays à faible revenu.

Ces flux doivent être interprétés avec discernement. Bhinda et Martin (2009) insistent sur le fait qu'il ne serait pas prudent de partir du principe que les apports privés sont nécessairement bons pour le développement. Tout d'abord, ces flux sont instables et peu prévisibles lorsqu'on les compare à l'aide. Ces auteurs font également remarquer que même avant la crise, dans de nombreux secteurs en pleine expansion, l'IED ne constituait pas un facteur durable de croissance et de réduction de la pauvreté en termes de création d'emplois, de recettes budgétaires et de transfert de technologie et de compétence.

L'investissement étranger direct est la principale source de financement du renforcement des capacités commerciales …

La principale source de financement dont disposent les pays pour se connecter aux chaînes de valeur régionales et mondiales (figure 2.3) est l'investissement étranger direct, selon 53 pays partenaires. L'IED est suivi par l'investissement privé intérieur (46 pays) et l'investissement public intérieur (30 pays). Les donateurs bilatéraux voient également l'IED comme première source de financement (neuf pays), devant l'APD (sept pays). Les acteurs de la coopération Sud-Sud liée au commerce s'accordent sur l'importance primordiale de l'IED, sept d'entre eux y voyant la principale source de financement et six attribuant ce rôle à l'aide apportée par les partenaires Sud-Sud. En fait, pour la plupart, les donateurs tendent à mettre en avant les mérites de leurs propres instruments, les donateurs multilatéraux considérant le financement non assorti de conditions libérales comme le principal moyen de répondre aux besoins de renforcement des capacités commerciales.

Figure 2.3 Principales sources de financement selon les pays partenaires
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854119

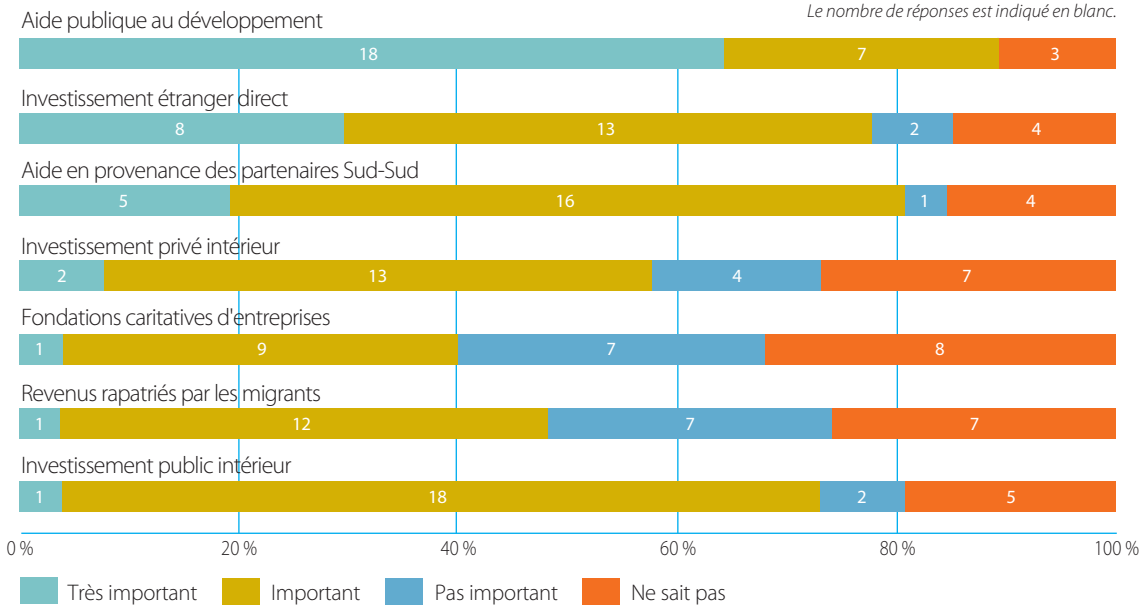
… tandis que l'APD demeure indispensable …

Conformément aux principes qui régissent le financement du développement, la mobilisation des ressources intérieures devrait jouer un rôle majeur pour ce qui est de répondre aux besoins de financement des pays en développement, y compris en matière de renforcement des capacités commerciales, mais les partenaires comme les donateurs considèrent que l'APD présentera un grand intérêt à cet égard au cours des cinq prochaines années. Les donateurs multilatéraux aussi bien que les donateurs bilatéraux y voient la seconde source de financement. La question posée aux pays partenaires concernait non pas tant le soutien au climat des affaires, à l'infrastructure ou à d'autres biens publics que le financement permettant aux entreprises de se connecter aux chaînes de valeur. Sous cet angle, l'APD a été jugée très importante par 27 pays partenaires, et importante par 28, et sans importance par 16 (figure 2.3). S'agissant des cinq années à venir, les partenaires ont par ailleurs accordé un peu moins de poids à l'APD qu'à l'investissement étranger et qu'à l'investissement intérieur.

… en particulier pour les PMA …

En l'absence d'un investissement public intérieur et d'une formation de capital significatifs, l'APD reste une source de financement majeure pour les entreprises des PMA. Tous les donateurs lui attribuent un rôle indispensable pour ces pays (figures 2.4 et 2.5) Les donateurs multilatéraux (10) aussi bien que les donateurs bilatéraux (18) considèrent que c'est la source de financement la plus importante. Sept fournisseurs Sud-Sud jugent qu'il s'agit de la source principale, avant l'assistance entre pays en développement.

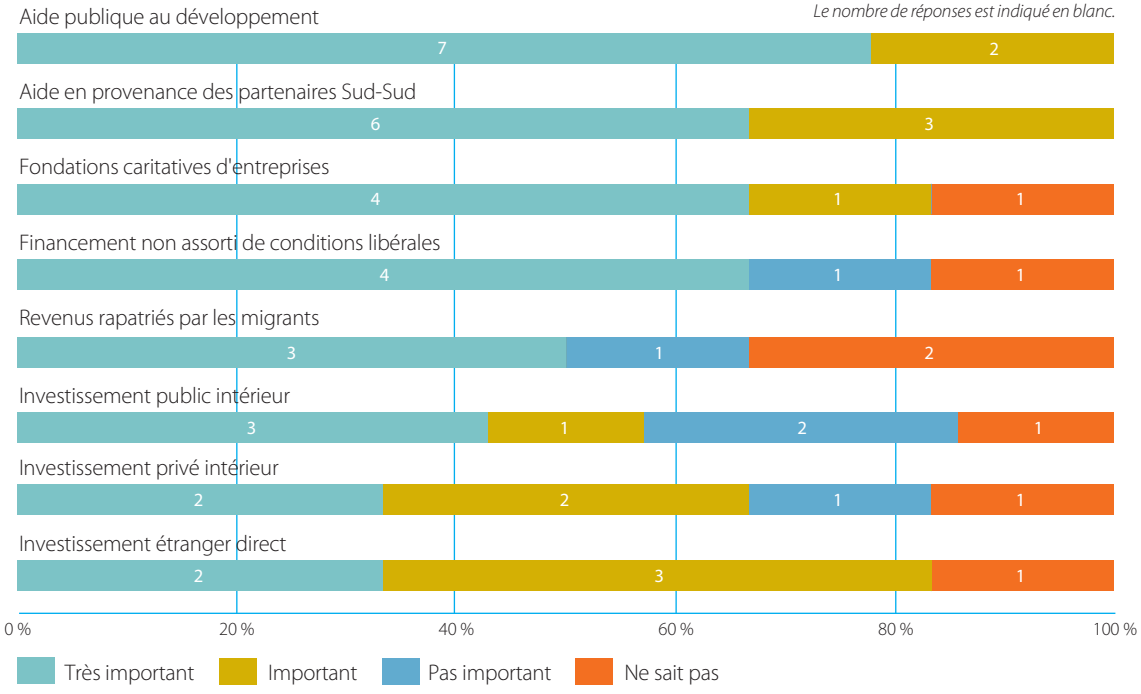
Figure 2.4 Principales sources de financement pour les pays les moins avancés, selon les donateurs bilatéraux
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888932854138

Figure 2.5 Principales sources de financement pour les pays les moins avancés, selon les fournisseurs de coopération Sud-Sud
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854157

… mais elle devrait être mieux ciblée.

Comme cela s'est vérifié récemment, les apports d'APD peuvent être tout aussi incertains que variables ; ils devraient donc être ciblés de façon à permettre la mobilisation d'autres sources de financement (OCDE, 2012). Le Programme pour le changement récemment adopté par l'Union européenne souligne que l'aide au développement de l'UE devrait désormais cibler, en sus des États fragiles, les pays qui ont le plus grand besoin de financement extérieur et où l'aide au développement peut vraiment faire la différence. La coopération pour le développement devrait adopter une approche différente à l'égard des pays qui bénéficient déjà d'une croissance soutenue ou qui disposent de ressources propres suffisantes (CE, 2011).

QUELLE EST L'AMPLEUR DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ET À QUOI EST-ELLE DESTINÉE ?

L'Aide pour le commerce a été affectée par la baisse de l'APD en 2011 …

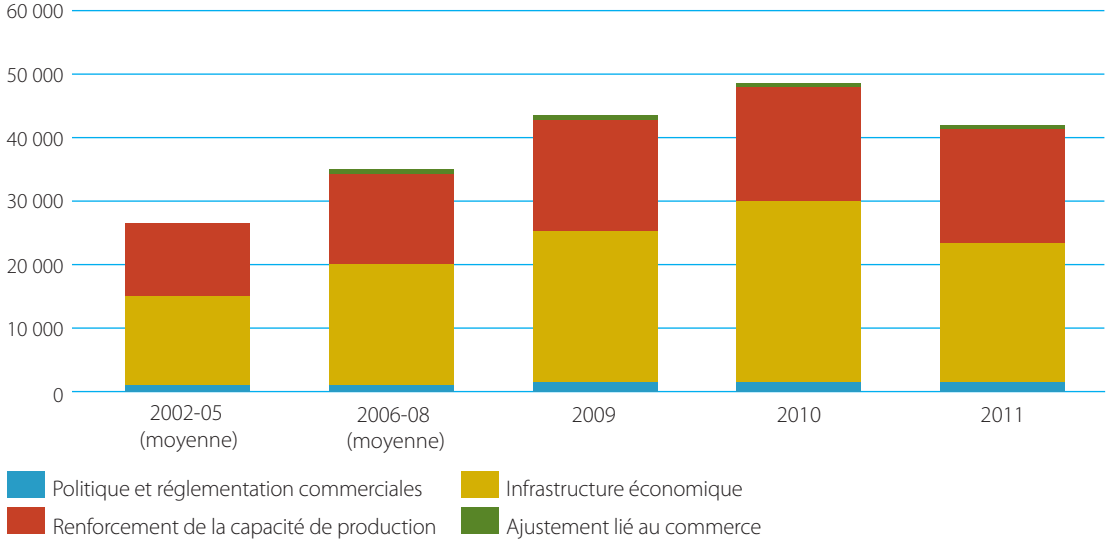
L'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce a indiqué qu'un financement additionnel prévisible, durable et effectif était indispensable pour exécuter le mandat relatif à l'Aide pour le commerce (OMC, 2006:1). Les donateurs ont apporté des ressources additionnelles et l'Aide pour le commerce s'est accrue de 57 % depuis l'adoption de la base d'évaluation des progrès en la matière (à savoir la moyenne de l'Aide pour le commerce fournie entre 2002 et 2005). De plus, l'Aide pour le commerce a conservé sa part de l'APD ventilable par secteur (33 % environ), mettant ainsi fin à des décennies de baisse pour ce qui est des branches d'activité économique concernées. Cette importante augmentation a bénéficié à l'ensemble des catégories d'Aide pour le commerce ; elle a été de

61 % pour la politique et la réglementation, de 58 % pour le renforcement de la capacité de production et de 55,5 % pour l'infrastructure économique. L'aide à l'ajustement lié au commerce, l'un des moteurs de l'initiative Aide pour le commerce, s'est également accrue.

Par ailleurs, des progrès ont été réalisés pour ce qui est de rendre l'aide plus prévisible. C'est là un aspect important car l'aide est plus efficace quand on dispose à intervalles réguliers et en temps utile de renseignements détaillés sur les volumes et les allocations. De nombreux donateurs ont commencé à communiquer aux pays en développement des prévisions de décaissement et des plans d'exécution détaillés et fiables sur trois à cinq ans. Toutefois, une étude récente a indiqué que plusieurs donateurs se heurtent à des contraintes juridiques et administratives ainsi qu'à l'incertitude des allocations futures et qu'ils éprouvent par conséquent des difficultés pour améliorer la prévisibilité de leur aide (OCDE, 2012). Néanmoins, plusieurs travaux (OCDE, 2011 ; Basnet *et al.*, 2012 ; Helbe *et al.*, 2012) montrent que l'Aide pour le commerce est bien ciblée et efficace. La question clé pour la communauté de l'Aide pour le commerce est maintenant de savoir si les résultats obtenus et le niveau actuel de l'aide pourront s'inscrire dans la durée.

En termes réels, le total des engagements au titre de l'APD a reculé en 2011. Par voie de conséquence, les engagements ventilables par secteur ont baissé de 11 % cette année-là par rapport à 2010 (tombant de 138 milliards de dollars EU à 122 milliards de dollars EU). L'Aide pour le commerce a été encore plus gravement touchée, avec une perte de 14 % qui l'a ramenée à 41,5 milliards de dollars EU (figure 2.6). C'est la première fois que les engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont reculé par rapport à la période de référence. Une année ne saurait toutefois constituer une tendance, et la baisse des chiffres agrégés dissimulent d'importants changements au niveau sectoriel qui traduisent l'évolution des priorités des donateurs. De plus, il se trouve que les chiffres pour 2011 sont comparables aux engagements pour 2008 et 2009, ce qui indique peut-être que les engagements pour 2010, d'un montant de 48 milliards de dollars EU, étaient exceptionnellement élevés.

Figure 2.6 Engagements au titre de l'Aide pour le commerce
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

… mais l'aide au renforcement de la capacité de production continue de croître …

Du fait du rang de priorité de plus en plus élevé que les donateurs assignent au développement du secteur privé (voir chapitre 1), en 2011, l'aide allouée au renforcement de la capacité de production a augmenté de 171 millions de dollars EU pour atteindre 18,2 milliards de dollars EU (figure 2.6). La figure 2.7 montre que l'agriculture, la pêche et la sylviculture ont reçu près de 60 % (10,6 milliards de dollars EU) du total, ce qui représente un doublement par rapport à la période de référence (5,3 milliards de dollars EU). De 17 % environ au début des années 1980, la part de l'APD affectée à l'agriculture a décliné pour tomber à 3 % en 2005. Devant la crise alimentaire de 2007-2008, toutefois, les donateurs ont réagi en accroissant leur soutien au secteur agricole (OCDE, 2010a). Les projets d'aide dans le domaine agricole se sont distingués par l'importance de la place faite à la pauvreté rurale et à la sécurité alimentaire. C'est ainsi que dans le cadre de l'un des plus grands projets notifiés en 2011, la Banque mondiale a engagé 1 milliard de dollars EU pour des prêts à l'Inde en faveur du développement agricole au titre d'un programme national de garantie des moyens de subsistance des populations rurales. Le gouvernement des États-Unis a fourni un soutien à l'Afghanistan pour l'amélioration des pratiques dans les domaines de la technologie et de la gestion, l'idée étant de promouvoir la résistance des systèmes de production et de subsistance par une meilleure efficacité organisationnelle et commerciale. En matière de sécurité alimentaire, l'UE consacre 139 millions de dollars EU à l'aide aux populations pauvres et vulnérables en situation de fragilité dans des pays comme l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, la République populaire démocratique de Corée, Haïti, le Libéria, Madagascar, le Pakistan et le Soudan.

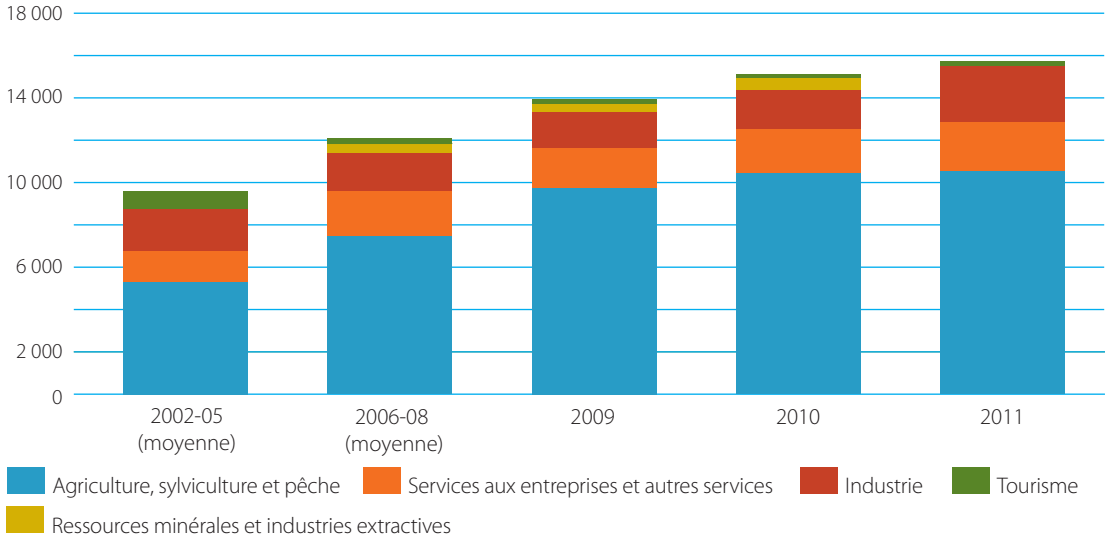
… au profit d'un ensemble de secteurs économiques, dont l'agriculture et les services fournis aux entreprises …

Nombre de projets ont une finalité commerciale clairement définie. C'est ainsi que l'UE s'est engagée à apporter à la Tanzanie 21 millions de dollars EU pour l'aider à faire reculer durablement la pauvreté par une meilleure participation des petits paysans et producteurs aux échanges commerciaux. Au Mozambique, la Suisse encourage un essor du secteur privé en faveur des populations pauvres par une action de promotion de l'investissement et du commerce axée sur certaines niches. En Ouzbékistan, l'Autriche soutient la certification de commerce équitable de fruits et légumes. Avec l'appui de la Finlande, la Namibie étudie la possibilité d'élargir les débouchés de ses produits carnés. L'Espagne, quant à elle, soutient un certain nombre de projets de certification de commerce équitable de produits agricoles en Amérique latine.

L'accès aux services financiers est indispensable au développement du secteur privé. En 2011, les donateurs ont apporté 2,65 milliards de dollars EU pour épauler le développement des institutions bancaires et des services financiers dans les pays en développement, ce qui représente une part de 6 % du total de l'Aide pour le commerce qui est allée aux banques centrales, aux intermédiaires financiers du secteur formel, aux lignes de crédit et aux coopératives de microcrédit et de crédit.

En plus du crédit, un climat des affaires et de l'investissement favorable passe par des associations professionnelles, une réforme du cadre juridique et réglementaire, le renforcement des capacités institutionnelles du secteur privé et des conseils, une information relative à l'activité commerciale, et un réseautage des secteurs public et privé lors de foires commerciales. Ces services aux entreprises ont bénéficié en 2011 d'un financement de 2,2 milliards de dollars EU, en hausse régulière sur ces dernières années, soit 55 % de plus que pour la période de référence (1,4 milliard de dollars EU). Les États-Unis, par exemple, ont fait à la Jordanie des dons d'un montant total de 82 millions de dollars EU pour aider les entreprises du pays à prendre pied sur les marchés intérieur et international grâce à un gain de productivité, une meilleure gouvernance et un recours à des technologies et des méthodes de commercialisation modernes.

Figure 2.7 Aide au renforcement de la capacité de production
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

Les programmes de renforcement de la capacité entrepreneuriale prévoient des activités qui visent à aider les entreprises et les associations professionnelles à s'ouvrir au marché international. Le Centre du commerce international (ITC) a décaissé plus de 64 millions de dollars EU pour renforcer la capacité de production des entreprises et les aider à prendre part au commerce international, et il a lancé en outre une initiative majeure destinée à favoriser l'approvisionnement auprès de fournisseurs et de prestataires femmes.

… et le soutien des petites et moyennes entreprises des pays en développement …

Du fait de l'essor des chaînes de valeur, l'aide au développement industriel s'est accrue plus fortement que celle apportée à d'autres secteurs de la production. L'aide à l'industrie a ainsi totalisé 2,2 milliards de dollars en 2011. L'essentiel de cette aide vise à promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME). La croissance rapide des PME constitue un puissant moteur de création d'emplois dans un grand nombre d'économies différentes ; pourtant, plus des deux tiers des PME des pays en développement n'ont pas accès aux services du secteur financier formel. Cette défaillance du marché (mesurée par l'importance de l'écart entre la demande et l'offre de services financiers pour les PME) contrarie grandement les efforts déployés en vue de faciliter une reprise forte et durable au plan mondial. Le G-20 a récemment abordé le problème en lançant une opération en faveur du financement des PME afin de trouver des moyens de permettre aux gouvernements et institutions publiques de favoriser le financement privé en faveur des PME des pays en développement. En 2011, cette initiative a bénéficié d'engagements de la part du Canada, de la Corée, des États-Unis et de la Banque interaméricaine de développement.[3]

Certains donateurs soutiennent la réalisation de conditions-cadres propices à la croissance des PME et à l'emploi, à l'exemple de l'Allemagne qui, dans ce domaine, a accordé 24 millions de dollars EU de dons au Nigéria. De même, le Japon a octroyé au secteur financier du Bangladesh un prêt de 63 millions de dollars EU destiné au développement des PME. D'autres contribuent à renforcer la compétitivité des PME. Le Japon a un projet de 376 millions de dollars EU qui se propose d'encourager les PME indiennes à économiser l'énergie. D'autres initiatives ont des objectifs sectoriels.

C'est ainsi que l'UE aide la Jordanie à renforcer son secteur tertiaire par la création d'entreprises durables génératrices de valeur afin qu'il devienne plus efficace et plus en prise sur le marché mondial. Le Canada contribue à reconstruire le secteur privé haïtien par le biais du développement des exportations, l'objectif principal étant d'encourager la fabrication artisanale de cadeaux et d'éléments de décoration intérieure destinés à l'exportation. L'aide au renforcement du secteur privé apportée dans le cadre de nombre de ces projets vise clairement à réaliser une série d'objectifs de développement tels que la réduction de la pauvreté.

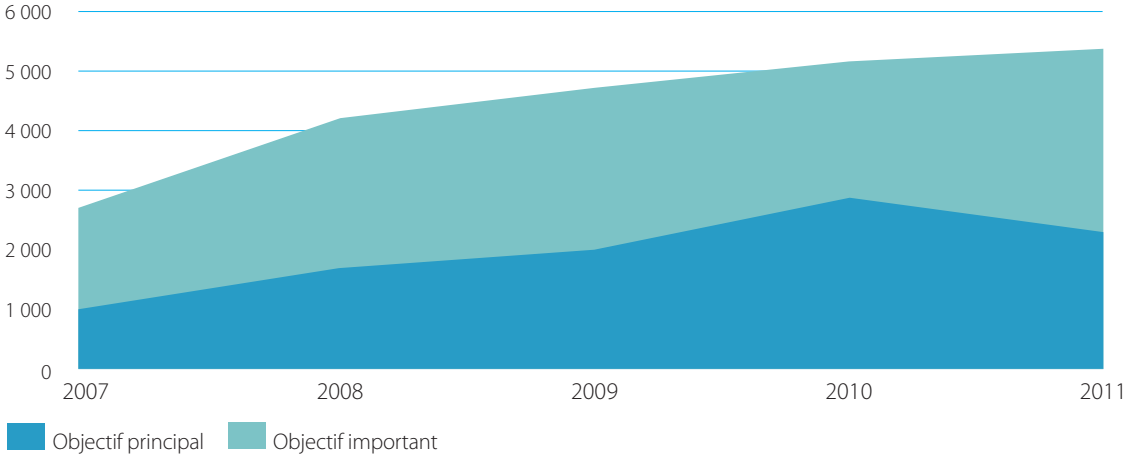
D'autres domaines d'activité, comme l'industrie extractive et le tourisme, attirent beaucoup moins les donateurs. Le soutien au secteur minier a connu un déclin progressif, tombant de 852,8 millions de dollars EU (période de référence) à 416 millions de dollars EU en 2011. Il faut sans doute y voir l'effet de la disponibilité d'autres sources de financement et du degré de viabilité commerciale des activités minières. L'aide à la politique et à la gestion administrative du tourisme a elle aussi diminué progressivement au cours des années écoulées ; elle n'a atteint que 121 millions de dollars EU en 2011, soit une progression de seulement 6 % par rapport à la période de référence. Le tourisme est l'un des trois principaux secteurs d'exportation dans la plupart des pays en développement et c'est le premier secteur d'exportation pour au moins 11 PMA. Ce secteur emploie une main-d'œuvre abondante et a des effets d'entraînement sur de nombreuses composantes de l'économie.

… et l'aide au développement du commerce a doublé au cours des quatre dernières années.

Lorsque l'OCDE et l'OMC ont commencé à suivre l'évolution de l'Aide pour le commerce, le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE a été modifié pour permettre aux composantes des projets de renforcement de la capacité de production d'être identifiées comme relevant du développement du commerce (au moyen du « marqueur du développement du commerce »). Ce marqueur permet d'identifier les activités dont le développement du commerce constitue « l'objectif principal » ou un « objectif important ». Les derniers chiffres (figure 2.8) montrent que l'aide au renforcement de la capacité de production visant à développer le commerce a doublé entre 2007 et 2011, passant de 2,6 milliards de dollars EU à 5,4 milliards de dollars EU. S'il y a eu une baisse (de 2,9 milliards de dollars EU à 2,25 milliards de dollars EU en 2011) du financement des programmes ayant pour objectif principal le développement du commerce, le mouvement a été intégralement compensé par l'augmentation du financement pour lequel le développement du commerce constituait un objectif important. Cela veut dire que la part de l'aide affectée aux activités de renforcement de la capacité de production ayant pour objectif principal ou important de développer le commerce a atteint près de 30 %, contre 23 % en 2007.

Dans le secteur des services fournis aux entreprises, une forte proportion des programmes d'aide vise à développer le commerce. En fait, sur la période 2010-2011, en moyenne, les sommes allouées sont allées, pour une bonne moitié, à des activités ayant le développement du commerce pour principal objectif, et pour dix autres pour cent à des activités pour lesquelles le développement du commerce était un objectif important. Toujours en 2010-2011, la moitié de l'aide à l'industrie a servi à promouvoir le commerce et près du tiers de l'aide au tourisme a eu pour principal objectif de développer le commerce, dix autres pour cent étant destinés à développer le commerce à titre d'objectif important. Le développement du commerce est une préoccupation bien moins présente en ce qui concerne l'agriculture. Six pour cent seulement de l'aide à l'agriculture avaient pour finalité principale de favoriser le commerce en 2010-2011, même si pour 12 autres pour cent, le développement du commerce était un objectif important. Dans l'ensemble, les chiffres montrent que l'essor du secteur privé et le renforcement de la capacité de production retiennent de plus en plus l'attention des donateurs et que, dans ce contexte, le volet développement du commerce occupe une place de plus en plus grande.

Figure 2.8 Marqueur du développement du commerce
(Millions de $EU constants, 2011)

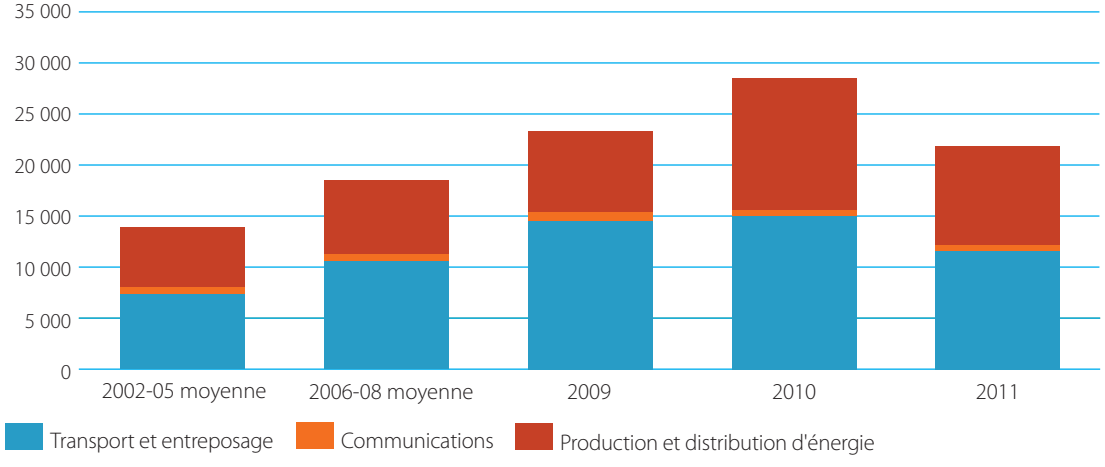


Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

L'aide à l'infrastructure économique diminue …

Le recul de l'Aide pour le commerce en 2011 a surtout concerné l'infrastructure économique. Dans ce domaine, l'aide tend à être plus instable en raison de l'importance des engagements liés aux investissements ponctuels dans les grands projets d'infrastructure. Bien que l'infrastructure économique ait encore reçu la plus large part de l'Aide pour le commerce (53 %), sa dotation est tombée de 28,6 milliards de dollars EU en 2010 à 22 milliards de dollars EU en 2011, soit une perte de 6,6 milliards de dollars EU (23 %). Ce recul s'explique par la baisse du soutien aux secteurs du transport (ferroviaire) et de l'énergie (transport de l'électricité), bien que tous deux aient attiré d'importants investissements en 2010, portant alors le montant de l'aide globale à l'infrastructure économique à un niveau record de 28,6 milliards de dollars EU. Ces secteurs continuent de bénéficier de la plus grande partie des financements, un peu plus de la moitié (11,5 milliards de dollars EU) allant aux transports, et 44 % (9,7 milliards de dollars EU) à l'énergie, mais seulement 3 % (617,5 millions de dollars EU) aux communications (figure 2.9).

Figure 2.9 Aide à l'infrastructure économique
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

… en particulier pour le transport de l'électricité et le chemin de fer …

Les apports d'aide au transport de l'électricité (construction de l'infrastructure de distribution depuis la source jusqu'à l'abonné) ont été exceptionnellement élevés en 2010, avec un montant de 4,3 milliards de dollars EU. Y ont contribué plusieurs grands projets, dont un prêt de 454 millions de dollars EU du Japon à l'Indonésie pour le « renforcement de la fiabilité de la distribution de l'électricité » et un prêt de 286 millions de dollars EU du Japon au Pakistan pour « l'amélioration de la qualité de la distribution d'électricité ». La Banque mondiale a également accordé un prêt au Kenya, de 211 millions de dollars EU, pour lui permettre d'accroître la capacité, l'efficacité et la qualité de la distribution de l'électricité et d'élargir l'accès à l'énergie, ce prêt s'inscrivant dans un plan à plus long terme de financement de la construction d'une centrale thermique de 280 mégawatts. De même, le Bangladesh, l'Égypte, l'Éthiopie, la Tanzanie et le Viet Nam ont bénéficié d'importants engagements. Alors que 12 projets avaient donné lieu à des engagements de plus de 100 millions de dollars EU en 2010, on n'en comptait plus que 4 en 2011, pour un total de ressources affectées au transport réduit pratiquement de moitié (2,5 milliards de dollars EU). Au titre des projets, il convient de citer un prêt de 232 millions de dollars EU du Japon à l'Inde pour le projet de modernisation du réseau de transport de l'électricité de l'État du Madhya Pradesh et un prêt du même montant, toujours du Japon à l'Inde, pour l'amélioration du réseau de distribution à haute tension en milieu rural. La Banque mondiale a accordé des prêts d'un montant de 148 millions de dollars EU au Bangladesh pour l'électrification de zones rurales et l'énergie renouvelable, et de 106 millions de dollars EU à la Bolivie pour l'infrastructure électrique.

De la même façon, en 2010, l'aide apportée à l'infrastructure ferroviaire, à l'équipement des voies, à l'achat de locomotives, au transport ferroviaire léger (trams) et aux réseaux souterrains s'est élevée à plus de 4,2 milliards de dollars EU, dont 2,5 milliards de dollars EU sous forme de prêts du Japon à l'Inde pour la construction d'un corridor réservé au fret, l'extension du réseau de transport rapide de masse de New Delhi et la construction d'autres réseaux de transport.[4] D'autres prêts d'un demi-milliard de dollars EU ont été consentis par le Japon à la Turquie pour la construction du tunnel ferroviaire sous le Bosphore, qui reliera pour la première fois les parties asiatique et européenne d'Istanbul.[5] En 2011, par contre, les apports au chemin de fer atteignaient à peine 833 millions de dollars EU. Le Japon a fourni 249 millions de dollars pour soutenir la construction du métro de Bangalore en Inde. La France a aussi été un des principaux donateurs dans le domaine ferroviaire, avec des prêts pour le projet urbain intégré du centre-est de Medellin, en Colombie (187 millions de dollars EU) et la construction de la seconde ligne de métro de Saint-Domingue en République dominicaine (155 millions de dollars EU).

…. mais on constate un soutien accru au transport routier …

Côté positif, le soutien au transport routier a atteint son niveau le plus élevé en 2011 avec 8,8 milliards de dollars EU, soit 40 % de l'aide totale à l'infrastructure économique. Buys, Deichmann et Wheeler (2006) et Shepherd et Wilson (2008) ont estimé que l'amélioration du réseau routier peut avoir une incidence très positive sur le volume des échanges. Le Japon a accordé des prêts de 454 millions de dollars EU aux Philippines pour l'entretien du réseau national et de 395 millions de dollars EU à Sri Lanka pour la construction d'une voie rapide à Colombo. En Afghanistan, la Banque asiatique de développement (BAsD) a accordé un prêt de 340 millions de dollars EU pour l'amélioration du réseau routier, dont la réfection du tronçon Qaisar-Bala Murghab (90 km) de la route Herat-Andkhoy, l'opération couvrant aussi la gestion du projet et du marché, la supervision et le suivi des travaux, le dispositif de sécurité, et les travaux connexes de développement communautaire ; ce projet contribuera à restaurer le réseau routier primaire, endommagé par deux décennies de conflit et d'absence d'entretien.

Toutefois, le niveau global du soutien au transport routier pourrait être surestimé eu égard aux difficultés que connaît actuellement le plus grand des projets engagés en 2011 – la construction d'un pont polyvalent au-dessus du fleuve Padma au Bangladesh – pour un montant de 2,9 milliards de dollars EU, destiné à relier les régions sud-ouest aux régions nord et est du pays. Après que la Banque mondiale eut engagé 660 millions de dollars EU pour ce projet en 2011, en février 2013, le gouvernement bangladais a informé la Banque mondiale qu'il retirait sa demande de financement auprès de l'Association internationale de développement (IDA). L'Agence japonaise de coopération pour le développement (JICA) et la BAsD ont aussi engagé, respectivement, 429 millions de dollars EU et 76 millions de dollars EU pour ce projet en 2011.

… et pour les centrales électriques alimentées au charbon …

Parallèlement à une baisse générale de l'aide au secteur énergétique, on a assisté à un retour du soutien aux centrales électriques alimentées au charbon, à contre-courant de la tendance antérieure qui avait vu l'intérêt des donateurs évoluer en faveur des sources d'énergie renouvelable. Le Japon a fourni pratiquement la totalité des 1,2 milliard de dollars EU alloué à la construction de centrales électriques au charbon. Sur ce montant, le projet de construction de la centrale thermique de Nghi Son[6] au Viet Nam et le projet d'installation d'un système de désulfurisation des émissions de la centrale thermique Nikola Tesla, la plus grande de ce type en Serbie, se sont élevés, respectivement, à 880,5 millions de dollars EU et 354 millions de dollars EU ; ce dernier projet doit réduire les émissions de polluants et améliorer l'efficacité énergétique.[7]

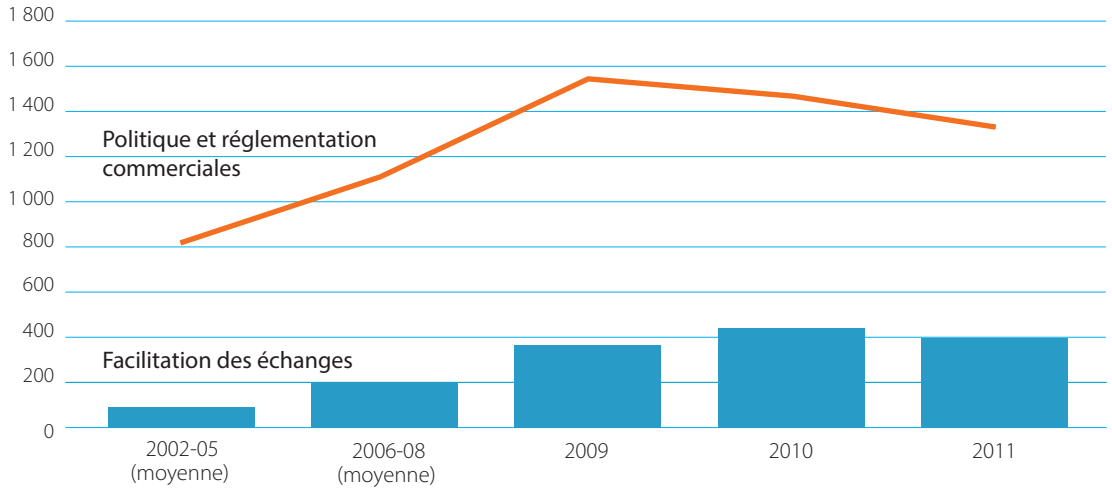
… l'aide à la politique et à la réglementation commerciales s'est réduite …

L'Aide pour le commerce, dans son acception étroite de soutien à la politique et à la réglementation commerciales, a attiré 1,3 milliard de dollars EU en 2011, soit 3 % de la totalité de l'Aide pour le commerce (figure 2.10). En dépit de plusieurs années de croissance impressionnante, cette composante a reculé de 18,4 % entre 2010 et 2011. La politique et la planification commerciales comprennent le soutien aux ministères et administrations chargés de la politique commerciale, la réforme de la législation et de la réglementation en matière commerciale, l'analyse de la politique commerciale et la mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux – obstacles techniques au commerce (OTC) et mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), par exemple. Elles couvrent aussi les coûts liés à l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement (études stratégiques sur la réduction de la pauvreté, par exemple). La politique et la planification commerciales constituent le sous-secteur qui a bénéficié du plus gros apport en 2011 (697 millions de dollars EU).

Seize millions de dollars EU ont été engagés pour appuyer la participation effective des pays en développement aux négociations commerciales multilatérales, y compris la formation des négociateurs, l'étude d'impact des négociations et le financement du coût de l'accession à l'OMC. La composante éducation/formation, qui couvre à la fois la mise en valeur des ressources humaines et des programmes universitaires d'enseignement commerciale, s'élève à 39 millions de dollars EU. Le soutien à tous les domaines de la politique commerciale a progressé depuis la période de référence, à l'exception des négociations multilatérales. En raison sans doute de l'impasse dans laquelle se trouve le Cycle de Doha, l'aide aux négociations a reculé de 15 % en 2011 par rapport à 2010 et de 4 % par rapport à la période de référence.

En 2011, le plus vaste projet de soutien à la politique et à la réglementation commerciales à fait l'objet d'un engagement de 125 millions de dollars EU de la part des Pays-Bas pour le financement de l'Initiative pour le commerce international durable, qui encourage des filières commerciales mises en œuvre par le biais d'organisations non gouvernementales (ONG). Les Pays-Bas apportent par ailleurs 41 millions de dollars EU à une initiative de soutien

Figure 2.10 Aide à la politique et à la réglementation commerciales
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

des producteurs à l'échelle mondiale, un partenariat public-privé qui vise à mettre en place et à soutenir des chaînes d'approvisionnement agricoles. L'Union européenne a apporté 28 millions de dollars EU à l'Égypte pour aider le Ministère de l'industrie et du commerce à appliquer (de 2011 à 2013) des réformes clés destinées à améliorer l'intégration du pays dans l'économie régionale et mondiale ; elle a de même fourni 21 millions de dollars EU pour aider les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à faire face aux obstacles techniques au commerce. Le Canada finance une série d'études par pays dont l'objet est de mieux cerner la nature et l'ampleur du piratage des supports optiques au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud.[8]

… et l'aide à la facilitation des échanges a faibli après des années de croissance régulière.

L'aide à la facilitation des échanges couvre le soutien apporté à la simplification et à l'harmonisation des procédures d'importation et d'exportation au plan international (évaluation en douane, procédures de licence, paiements et assurance), à la modernisation des services douaniers et à la réforme tarifaire. Les engagements à ce titre ont beaucoup progressé ces dernières années, de 365 % depuis la période de référence 2002-2005, pour se chiffrer à 381 millions de dollars EU en 2011. La baisse de 10 % enregistrée en 2010 a toutefois été inférieure au recul de 14 % de l'ensemble des engagements au titre de l'Aide pour le commerce (figure 2.10). L'Afrique a largement bénéficié de l'augmentation des engagements pour l'aide à la facilitation des échanges. En 2011, les engagements pour ce continent s'élevaient à 200 millions de dollars EU, soit un facteur d'accroissement de 17 par rapport à la période de référence. La même année, les apports aux Amériques atteignaient 62 millions de dollars en raison du soutien de l'UE aux pays des Caraïbes. Les montants destinés à l'Asie ont fluctué au fil des années, pour n'être plus que de 39 millions de dollars en 2011, alors que l'Europe bénéficiait d'apports en hausse (35 millions de dollars EU) par rapport aux années précédentes. Enfin, l'aide à l'Océanie perdait près de 40 millions de dollars EU pour tomber à 6 millions de dollars EU en 2011, après que l'UE eut engagé 40 millions de dollars EU en 2010 pour un projet destiné à renforcer l'intégration économique de la région Pacifique au moyen du commerce.

Les donateurs ont alloué 168 millions de dollars EU (44 % du total) à des programmes régionaux de facilitation des échanges et 40 millions de dollars EU à des programmes multi-pays en 2011.[9] Le Danemark a apporté 24 millions de dollars EU pour un programme destiné, au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Rwanda,

Tanzanie et Ouganda), à encourager l'intégration économique par la création d'un marché commun susceptible de promouvoir la croissance économique. Cinq donateurs (Danemark, Japon, Suisse, UE et Groupe de la Banque mondiale) ont fourni 86 % de l'aide totale à la facilitation des échanges. L'UE a financé le programme le plus ambitieux – près de 95 millions de dollars EU –, visant à mettre en place un marché régional concurrentiel dans le cadre des accords de partenariat économique en Afrique.[10] La contribution de 52 millions de dollars EU de la Banque mondiale à la facilitation des échanges est allée pour l'essentiel au Cameroun (11,2 millions de dollars EU), au Ghana (20 millions de dollars EU) et au Rwanda (plus de 17,5 millions de dollars EU). La Suisse a apporté 33,2 millions de dollars EU et le Danemark 30 millions de dollars EU pour des programmes à l'échelle mondiale. Le Japon a fourni 26 millions de dollars EU, dont 20 ont servi à financer des activités de coopération technique dans la région Asie.

Les donateurs fournissent une information et une assistance pour les importations sur leurs propres marchés …

Page (2011) a fait remarquer que l'insuffisance des renseignements sur les marchés créait des difficultés aux producteurs des pays en développement et a affirmé qu'une poignée seulement de donateurs bilatéraux offrait une information et une assistance spécifiques en ce qui concerne les importations sur leurs propres marchés. L'auteur y a vu là une importante lacune, car les donateurs sont parmi les mieux placés pour communiquer ce type de renseignements. Des signes montrent toutefois que le comportement des donateurs à cet égard commence à évoluer. Le Canada et la Suisse ont accru leur appui en matière d'information sur leurs marchés en 2011 et ont offert des renseignements et une assistance spécifiques pour ce qui est des importations sur leurs propres marchés.

La Suisse a engagé 31 millions de dollars EU en faveur du Programme suisse de promotion des importations (SIPPO) dans le cadre de sa coopération pour le développement économique. Le SIPPO aide les importateurs de la Suisse et de l'UE à trouver des partenaires appropriés et des produits de qualité supérieure dans certains pays en développement ou en transition. Les services consultatifs du SIPPO, qui sont axés sur les importations de produits des secteurs alimentaire et non alimentaire et de produits du tourisme durable, sont assurés dans 14 pays sur 4 continents. Les Pays-Bas ont apporté 208 millions de dollars EU au Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement (CBI) aux fins de la promotion du commerce en Afrique. Le CBI est un organisme du Ministère néerlandais des affaires étrangères qui aide les producteurs/exportateurs à prendre pied sur le marché des Pays-Bas. Le CBI apporte aussi son appui aux organismes de soutien aux entreprises pour qu'ils puissent renforcer leurs moyens et il agit comme intermédiaire entre fournisseurs et acheteurs. Ouvert depuis 2004, l'Export Helpdesk (bureau pour l'aide à l'exportation) de l'UE est le point d'accès unique à l'information en ligne destinée aux entreprises des pays en développement qui souhaitent exporter vers l'Europe.

… et renforcent leur aide à l'ajustement lié au commerce.

Grâce à l'aide à l'ajustement lié au commerce, les pays peuvent mieux faire face aux coûts liés à la libéralisation des échanges tels que les réductions tarifaires, l'érosion des préférences ou la détérioration des termes de l'échange. En 2007, un code-objet spécifique a été ajouté au SNPC pour le suivi des ressources consacrées à l'ajustement. Alors qu'à l'origine seuls deux membres communiquaient des renseignements, on en compte aujourd'hui trois fois plus. Les apports au titre de l'ajustement lié au commerce se sont chiffrés à près de 63 millions de dollars EU en 2011.

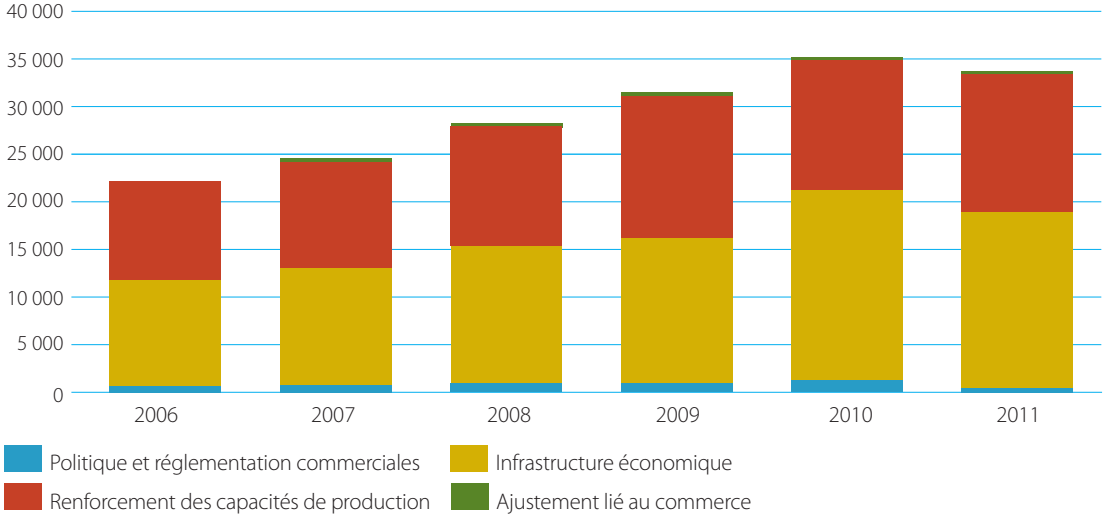
L'Union européenne est le premier fournisseur d'aide à l'ajustement lié au commerce. La réforme du régime sucrier de l'UE de 2006 a entraîné la suppression des contingents de production et la baisse progressive du prix garanti par l'UE. En conséquence, les pays signataires du protocole sur le sucre de l'UE ont dû prendre des mesures pour améliorer la compétitivité de leurs filières de la canne à sucre et atténuer les conséquences socio-économiques de

la réforme. En 2006, la Commission européenne a annoncé la mise en place d'un plan d'aide sur huit ans : les Mesures d'accompagnement en faveur des pays signataires du Protocole sur le sucre (MAS), au titre duquel, en 2011, 43 millions de dollars EU ont été engagés en faveur du secteur sucrier jamaïcain afin de développer et maintenir une industrie de la canne à sucre durable portée par le secteur privé.[11] Ce soutien représente près de 70 % de l'aide à l'ajustement lié au commerce, encore que la Finlande et la Suisse apportent aussi leur contribution pour des montants respectifs de 10,7 millions de dollars EU et 7,5 millions de dollars EU.

Cent soixante-quatorze milliards de dollars EU d'Aide pour le commerce ont été mobilisés depuis 2006.

Les versements au titre de l'Aide pour le commerce ont été moins touchés par le recul de l'APD enregistré en 2011. Ces versements, d'un montant de 33,5 milliards de dollars EU, ont perdu 3,7 % en termes réels (figure 2.11). Du fait d'engagements plus élevés les années précédentes, l'infrastructure économique s'est taillé la part du lion des décaissements, avec 17,7 milliards de dollars EU. Toutefois, comme pour les engagements, les versements en faveur de l'infrastructure ont été particulièrement affectés par la baisse des dépenses, avec un recul de 1 milliard de dollars EU par rapport à 2010. Avec une légère progression, l'aide au renforcement des capacités de production (14,8 milliards de dollars EU), s'est pratiquement maintenue à son niveau de 2010. Les versements concernant la politique et la réglementation commerciales ont fléchi de 300 millions de dollars EU, tombant de 1,2 milliard de dollars EU en 2010 à 982 millions de dollars EU en 2011.

Figure 2.11 Versements au titre de l'Aide pour le commerce
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#*.

Les versements ont augmenté de 53 % de 2006 à 2011. Au total, 174 milliards de dollars EU ont été décaissés durant la période. Dix pays se sont partagé 35 % du montant ; il s'est agi en particulier de pays du continent asiatique, qui a été généralement le plus grand bénéficiaire régional des engagements. L'Inde arrive en tête, avec 11 milliards de dollars EU (6,4 % du total), suivie par le Viet Nam avec un peu plus de 9 milliards de dollars EU (5,3 %) et l'Afghanistan avec

8,2 milliards de dollars EU (4,7 %). Certains versements peuvent correspondre à des priorités du passé ; l'Iraq, par exemple, a ainsi reçu 6,9 milliards de dollars EU, principalement pour la reconstruction post-conflit, mais les engagements en faveur de ce pays ont diminué depuis. Les engagements à l'égard de la Chine et de l'Indonésie ont également baissé, mais ces pays ont bénéficié de versements de 5,8 milliards de dollars EU (3 %) et de 4,4 milliards de dollars EU (2,5 %), respectivement. L'Afrique du Nord a aussi reçu d'importants versements. L'Égypte et le Maroc ont figuré parmi les dix principaux bénéficiaires, avec 4 milliards de dollars EU (2,3 %) et 3,8 milliards de dollars EU (2,2 %), respectivement. L'Éthiopie est le seul pays d'Afrique sub-saharienne à être parmi les dix premiers, avec 3,96 milliards de dollars EU (2,2 %), suivi par la Turquie, le seul pays d'Europe, avec 3,35 milliards de dollars EU (1,9 %). Cinq donateurs ont apporté 66 % du total des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce entre 2006 et 2011. Le Japon a été le premier de ces donateurs, avec 36 milliards de dollars EU (21 % du total), suivi par les États-Unis avec 24 milliards de dollars EU (13,8 %), la Banque mondiale avec 24 milliards de dollars EU (13,7 %), l'UE avec 16,3 milliards de dollars EU (9,4 %) et l'Allemagne avec 14 milliards de dollars EU (8 %).

QUELS SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

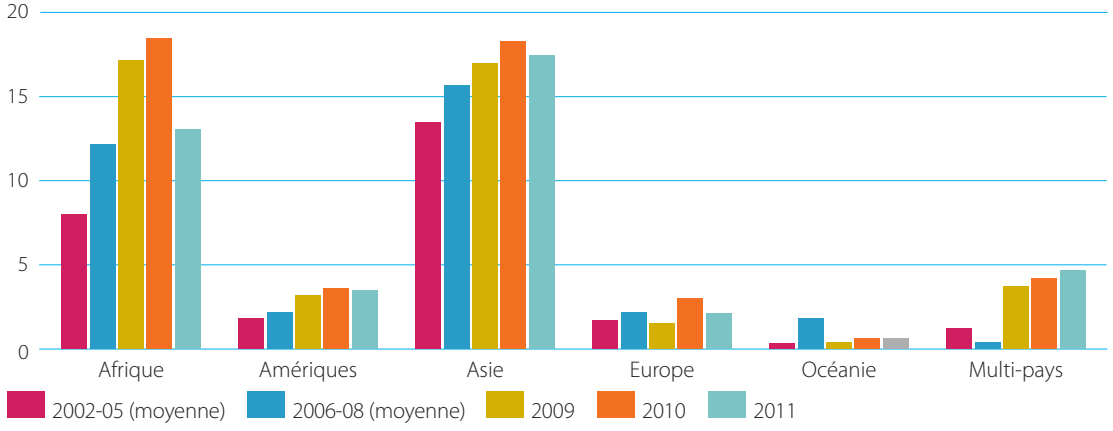
Des engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont été pris pour 146 pays en 2011. Plusieurs pays ont cessé de recevoir une aide de cette nature – parmi lesquels Anguilla, la Barbade, la Croatie, Mayotte, Oman et Trinité-et-Tobago – et ont tous été retirés de la liste des bénéficiaires. Le Soudan du Sud, devenu indépendant en 2011, a figuré sur la liste pour la première fois. Le volume d'Aide pour le commerce subit d'importantes fluctuations ; la présente section en analyse la répartition – par région, groupe de revenu et pays.

Les flux à destination de l'Afrique ont cessé de croître …

L'Afrique a grandement bénéficié de l'accroissement de l'Aide pour le commerce ces dernières années, avec une hausse des engagements en sa faveur de 64 % par rapport à la période de référence 2002-2005, mais ce mouvement s'est maintenant interrompu. Après avoir subi une baisse de 5,4 milliards de dollars EU, soit 29 % par rapport à 2010, les engagements en faveur du continent n'étaient plus que de 13,1 milliards de dollars EU en 2011 (figure 2.12). Ce recul a touché de la même manière les pays du Nord (Égypte et Maroc notamment) et les pays du Sud du Sahara (Éthiopie, Kenya et Tanzanie, entre autres) et s'explique par des engagements plus faibles dans les domaines de l'énergie et du transport. D'autres régions ont été bien moins affectées : pour l'Asie, premier bénéficiaire régional avec 17,5 milliards de dollars EU, la réduction a été de 5 % par rapport à 2010.

Troisième plus grand bénéficiaire régional avec 3,5 milliards de dollars EU, l'Amérique latine et les Caraïbes n'ont guère été touchées, les apports demeurant à leur niveau de 2010. De plus, le gros du flux est allé à l'Amérique centrale et aux Caraïbes, dont la dotation totale a pratiquement doublé (progression de 93 %) par rapport à la période de référence 2002-2005. La part de l'Amérique centrale et des Caraïbes dans le total des engagements en faveur des Amériques a atteint 57 %, la plus élevée depuis le début du suivi statistique. Ce chiffre inclut les 779 millions de dollars EU apportés à Haïti, le seul PMA de l'hémisphère occidental. Les économies émergentes d'Europe ont reçu 2,1 milliards de dollars EU en 2011, soit 28 % de plus que durant la période de référence, mais 29 % de moins qu'en 2010. La Serbie (673 millions de dollars EU) et la Turquie (422 millions de dollars EU) ont représenté la moitié de tous les engagements pour l'Europe en 2011. L'Océanie est la seule région pour laquelle l'aide a augmenté de 2010 à 2011 : les engagements ont atteint 644,5 millions de dollars EU, en hausse de 12 % par rapport à 2010 et de 121 % par rapport à la période de référence 2002-2005. Kiribati (110,4 millions de dollars EU), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (183 millions de dollars EU) et les Tonga (79 millions de dollars EU) ont reçu 58 % du total des apports à l'Océanie en 2011.

Figure 2.12 Aide pour le commerce par région
(Milliards de $EU constants, 2011)



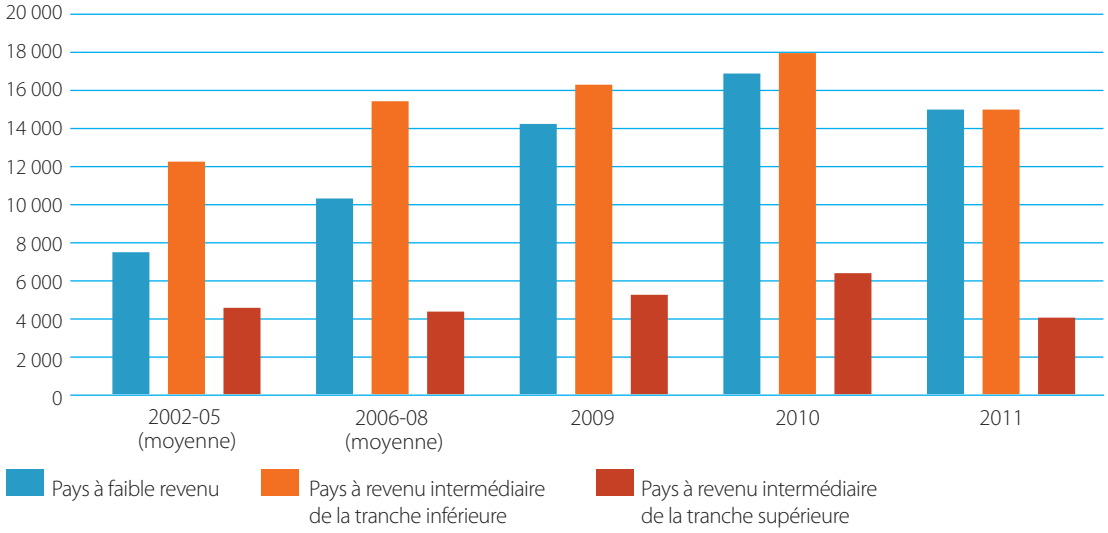
Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

… mais les PMA n'ont pas été les plus touchés …

Pour la première fois depuis le début du suivi statistique, les pays à faible revenu ont reçu la plus grosse partie de l'Aide pour le commerce, loin devant les pays à revenu intermédiaire. Toutefois, le resserrement des budgets de l'APD en 2011 a touché tous les groupes de revenu. Si les PMA ont été moins affectés que les autres groupes, les engagements en leur faveur ont subi une baisse de 7 % par rapport à 2010. Plus de 13 milliards de dollars EU ont été engagés pour les PMA en 2011, et ceux-ci ont reçu 32 % de l'Aide pour le commerce. Cette part a progressivement augmenté et le total des apports a doublé par rapport à la période de référence, durant laquelle les PMA n'avaient reçu que 26 % du total de l'Aide pour le commerce (figure 2.13).

On compte seulement six autres pays à faible revenu (APFR), pour lesquels un montant de 1,45 milliard de dollars EU a été engagé en 2011. Les APFR ont reçu 169 % d'Aide pour le commerce de plus que durant la période de référence. Le Kenya a reçu 57 % de cet apport, la République kirghize 13 %, le Soudan du Sud (pays pour lequel des données sont disponibles pour la première fois) 8,6 %, le Tadjikistan 16 % et le Zimbabwe 5,3 %. La République démocratique populaire de Corée a reçu un montant négligeable de 0,24 million de dollars EU – sur lequel la France, l'Italie et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont fourni 0,23 million de dollars EU. La baisse de l'Aide pour le commerce destinée aux APFR s'explique par la contraction de 50 % de la dotation du Kenya, tombée de 1,75 milliard de dollars EU en 2010 à 0,85 milliard de dollars EU en 2011. L'Aide pour le commerce allouée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) demeure élevée (14,9 milliards de dollars EU), mais elle a progressé beaucoup plus lentement que celle destinée aux pays à faible revenu (de seulement 22 % par rapport à la période de référence 2002-2005). L'Aide pour le commerce apportée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) a fléchi de 6,3 milliards de dollars EU en 2010 à 4 milliards de dollars EU en 2011, pour se situer en fait en deçà du niveau de référence. Conformément à leur catégorie de revenu, ces pays reçoivent moins d'APD mais davantage d'autres AASP et d'IED. En fait, s'ils ont reçu seulement 4 milliards de dollars EU d'Aide pour le commerce en 2011, les PRITS ont bénéficié d'autres apports publics liés au commerce d'un montant de 18,5 milliards de dollars EU.

Figure 2.13 Aide pour le commerce par groupe de revenu
(Millions de $EU constants, 2011)



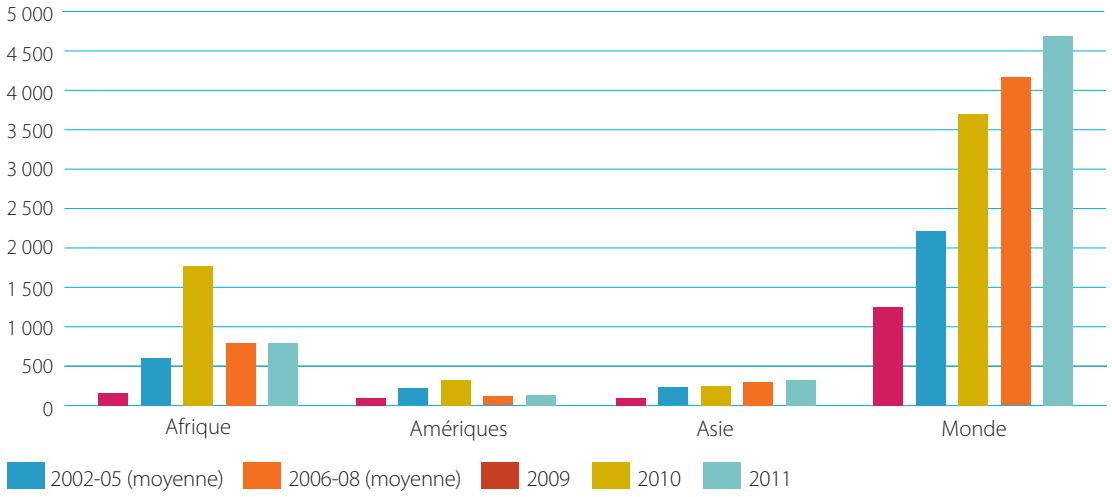
Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

... et les programmes multi-pays ont atteint un niveau sans précédent.

L'Équipe spéciale de l'OMC a qualifié de lacune majeure « le soutien limité aux programmes et projets régionaux, sous-régionaux et transfrontières liés au commerce » (OMC, 2006:3). Il a été remédié à cette situation au fil des années jusqu'à ce que l'Aide pour le commerce destinée aux programmes multi-pays atteigne le niveau sans précédent de 7,7 milliards de dollars EU (figure 2.14). L'Afrique a reçu la plus grosse partie de l'aide régionale pour le commerce, soit 782 millions de dollars EU en 2011, ce qui représente quatre fois plus que durant la période de référence 2002-2005 et 1,5 % seulement de moins que pour 2010. Le Fonds africain de développement a apporté un soutien pour l'infrastructure régionale et un certain nombre de donateurs bilatéraux ont fourni une Aide pour le commerce par le biais de la Banque africaine de développement (BAfD). C'est ainsi que par cet intermédiaire le Japon a apporté 105 millions de dollars EU pour l'industrie et le Danemark 48 millions de dollars EU pour l'énergie. L'Allemagne vient en aide à la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) avec une contribution de 6,6 millions de dollars EU destinée au renforcement de la capacité économique et de la politique commerciale afin d'accélérer l'intégration économique dans le cadre des priorités du Plan de développement stratégique indicatif régional (RISDP).[12]

Plus modestes, les programmes régionaux en Asie (336 millions de dollars EU) et dans les Amériques (125,7 millions de dollars EU) ont vu leur dotation progresser légèrement par rapport à 2010 mais considérablement par rapport à 2002-2005 (de 310 % pour l'Asie et de 60,5 % pour les Amériques). L'UE a apporté près de 20 millions de dollars EU à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sous forme de projets conçus pour renforcer le cadre institutionnel de gestion de l'intégration économique. L'Australie s'est engagée à verser 20 millions de dollars EU en 2013-2014 pour épauler le Programme de soutien à la coopération économique (AECSP) de la zone de libre-échange ASEAN/Australie et Nouvelle-Zélande (AANZFTA), qui aide les pays en développement de l'ASEAN à mettre en œuvre leurs engagements au titre de l'AANZFTA et tirer ainsi profit des avantages de la libéralisation du commerce et de l'intégration économique régionale. L'Allemagne a financé 72 % de l'ensemble des programmes régionaux dans les Amériques, à hauteur de

Figure 2.14 Programmes multi-pays
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

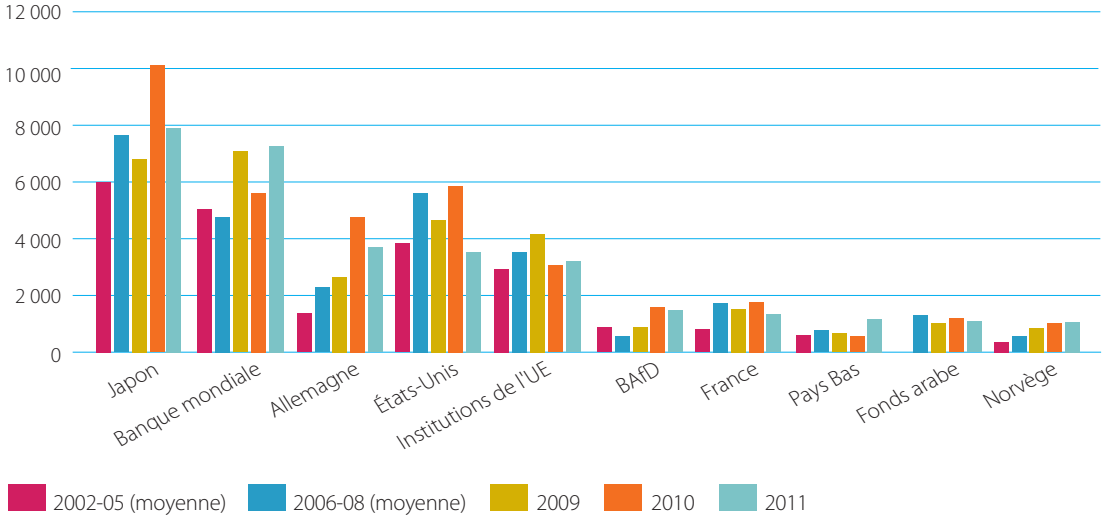
47,6 millions de dollars EU pour renforcer les institutions financières et de 25 millions de dollars EU pour améliorer la distribution de l'énergie. En forte hausse depuis 2002-2005, la dotation des programmes mondiaux a atteint 4,7 milliards de dollars EU en 2011, le programme mondial le plus ambitieux faisant l'objet d'un engagement de 572,5 millions de dollars EU de la part des Pays-Bas en faveur d'investissements du secteur privé destinés à soutenir des projets pilotes dans des pays en développement. Ces projets pilotes encouragent les investissements (néerlandais) sur les marchés émergents et l'établissement de relations commerciales avec des entreprises locales opérant sur ces marchés.

QUI SONT LES FOURNISSEURS DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

L'aide bilatérale pour le commerce a reculé, mais elle reste la source principale …

Les donateurs bilatéraux fournissent encore la plus grande partie de l'Aide pour le commerce, à hauteur de 60 % du soutien total pour 2011, contre toutefois 65 % pour 2010 (figure 2.15). Les 24 membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont apporté 28 milliards de dollars EU en 2011, soit 19 % de moins qu'en 2010. Chacun des membres du G-7 a fourni moins d'Aide pour le commerce en 2011 ; ce recul de près de 6,4 milliards de dollars EU explique presque à lui seul la contraction de 6,6 milliards de dollars EU subie par l'Aide pour le commerce. Le Japon est resté le plus grand donateur en 2011 avec 7,9 milliards de dollars EU, montant en retrait de 22 % par rapport à 2010 mais de 30 % supérieur à celui de la période de référence 2002-2005. Au sein du CAD, ce pays est celui qui contribue le plus en faveur de l'Aide pour le commerce, avec 60 % de son APD identifiable par secteur. L'Allemagne est le deuxième donateur bilatéral avec 3,7 milliards de dollars EU, soit 176 % de plus par rapport à la période de référence mais 20 % de moins par rapport à 2010, mais pas à 2009. Cela peut s'expliquer par la hausse de l'Aide pour le commerce en 2011 consécutive à l'engagement, pris au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de Copenhague, de mettre en place rapidement un financement de la lutte contre le changement climatique, notamment en faveur des activités faisant appel aux énergies renouvelables.

Figure 2.15 Dix principaux fournisseurs de l'Aide pour le commerce
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#*.

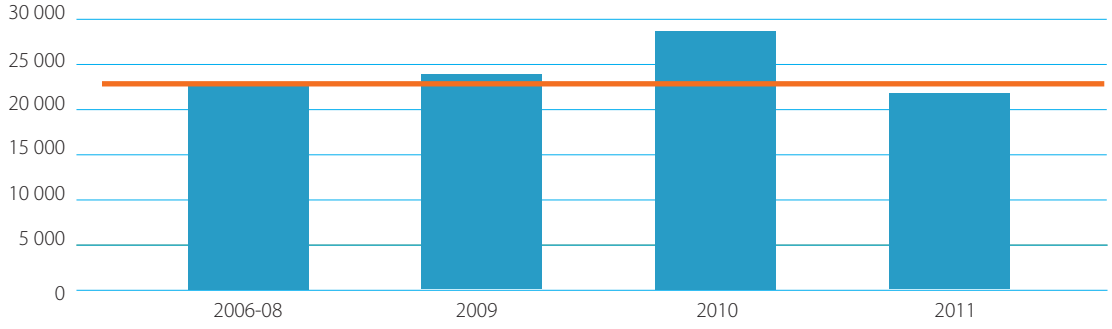
La forte réduction de l'Aide pour le commerce provenant des États-Unis a vu les engagements chuter de 40 %, pour tomber de 5,9 milliards de dollars EU en 2010 à 3,6 milliards de dollars EU en 2011, ce niveau étant inférieur de 8,5 % à celui de la période de référence, ce qui indique la préférence que le pays a décidé d'accorder aux programmes sociaux. De plus, seulement 19 % du total de son APD ventilable par secteur est allée à l'Aide pour le commerce. L'UE a apporté 3,2 milliards de dollars EU, soit une baisse de seulement 2 % par rapport à 2010 et une augmentation de 8 % par rapport à la période de référence. Avec 1,3 milliard de dollars EU, la contribution de la France a certes reculé de 29 % par rapport à 2010 mais elle a toutefois été supérieure de près de 60 % à ce qu'elle était en 2002-2005. Les engagements bilatéraux du Royaume-Uni ont perdu 22 % par rapport à 2010, encore que le pays continue d'apporter un soutien important par l'entremise d'institutions multilatérales (voir section ci-dessous).

S'agissant des pays non membres du G-7, les engagements de l'Espagne en matière d'Aide pour le commerce ont chuté de près de moitié (tombant à 54 %) par rapport à 2010, tandis que le Danemark, l'Italie et le Portugal ont moins contribué en 2011 que durant la période de référence. Cela n'a toutefois pas été le cas d'autres donateurs. Les Pays-Bas ont doublé leur Aide pour le commerce en 2010, pour la porter à 1,2 milliard de dollars EU. Avec un peu plus de 1 milliard de dollars EU, soit un montant similaire à celui de 2010, la Norvège se maintient parmi les dix principaux donateurs. Les 187 millions de dollars déboursés par la Nouvelle-Zélande représentent une hausse de 165 % par rapport à 2010 et de 720 % par rapport à la période de référence 2002-2005. L'apport de la Belgique a progressé de 7 % entre 2010 et 2011, pour s'établir à 478 millions de dollars EU. Il est à noter que la Grèce et l'Irlande ont accru leurs engagements en 2011, de 3 % et de 2,7 %, respectivement. D'autres donateurs bilatéraux, comme la République tchèque et les Émirats arabes unis, ont apporté un complément de 204 millions de dollars EU.

… et le G-20 est légèrement en deçà de ses engagements en matière d'Aide pour le commerce …

Réunis à l'occasion du Sommet de Séoul les 11 et 12 novembre 2010, les dirigeants du Groupe des 20 se sont engagés à (au moins) maintenir au-delà de 2011 les niveaux moyens d'Aide pour le commerce enregistrés de 2006 à 2008 et ont chargé l'OCDE et l'OMC de suivre les progrès en la matière. Les derniers chiffres pour 2011 montrent que le G-20 n'est plus en mesure d'honorer cet engagement (figure 2.16). Les engagements du G-20 au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 23,3 milliards de dollars EU en 2011, soit une baisse de 24 % en termes réels (7,3 milliards de dollars EU) par rapport à 2010 et de 3,4 % par rapport à la période de référence 2006-2008. Aux PMA, le G-20 a continué d'apporter un soutien représentant 22,5 % de l'Aide pour le commerce totale. Les PMA ont reçu 5,2 milliards de dollars EU en 2011, soit une augmentation en termes réels de 3,4 % par rapport à la moyenne de 2006-2008 ; pour autant, les ressources destinées aux PMA ont chuté de 24 % par rapport à 2010.

Figure 2.16 Engagements du G-20 en matière d'Aide pour le commerce
(Millions de $EU constants, 2011)

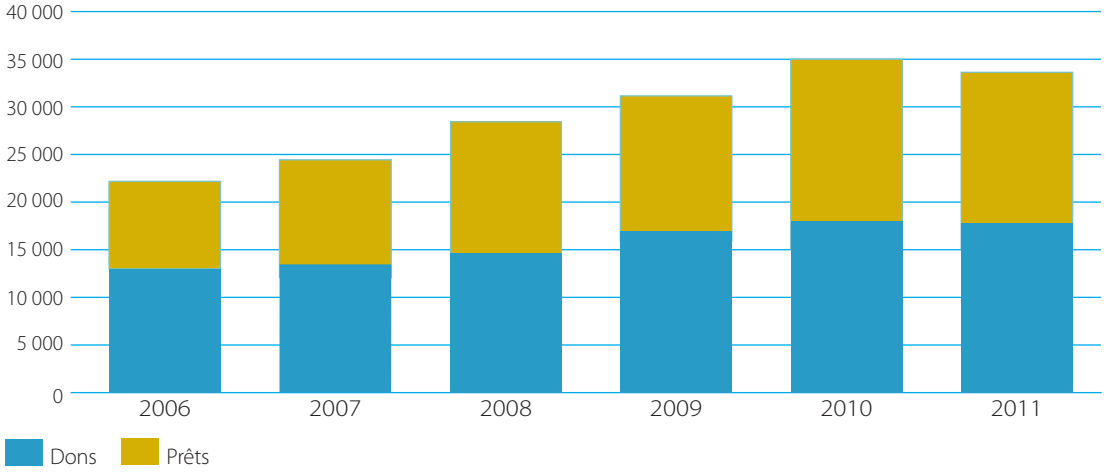


Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

… tandis que les donateurs multilatéraux maintiennent leur niveau de financement.

En 2011, les donateurs multilatéraux ont maintenu leur apport d'Aide pour le commerce à son niveau de 2010 (soit 16,6 milliards de dollars EU, ou 40 % de l'Aide pour le commerce totale).[13] La Banque mondiale est le plus gros contributeur multilatéral et le deuxième donateur toutes sources confondues, avec un montant de 7,3 milliards de dollars EU. Elle a augmenté son apport de 46 % par rapport à la période de référence et de 29 % (1,6 milliard de dollars EU) par rapport à 2010. Au titre de ses fonds spéciaux, la Banque asiatique de développement a engagé 1,45 milliard de dollars EU en 2011 ; c'est là une baisse de 10 % qui a suivi la forte augmentation enregistrée en 2010. L'accroissement de l'Aide pour le commerce assurée par la Banque mondiale compense le recul de celle provenant d'autres donateurs multilatéraux, parmi lesquels le Fonds africain de développement (moins 851 millions de dollars EU) et les donateurs arabes, tout particulièrement le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes (moins 540 millions de dollars EU) et le Fonds de l'OPEC pour le développement international (moins 194 millions de dollars EU). Le Fonds arabe pour le développement économique et social apporte régulièrement plus de 1 milliard de dollars EU par an depuis 2008.

Figure 2.17 Répartition des prêts et des dons au titre de l'Aide pour le commerce
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#*.

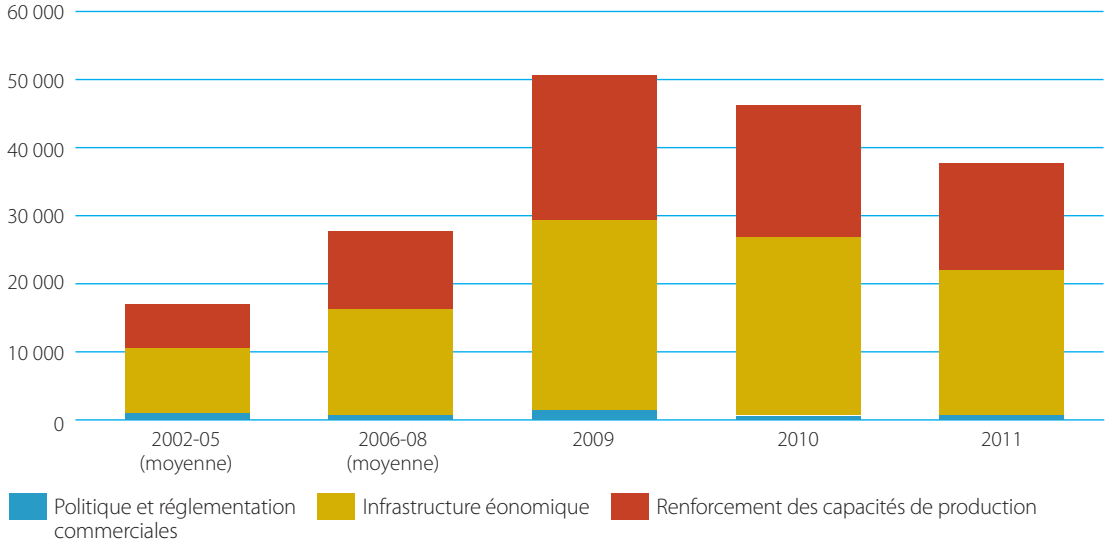
SOUS QUELLES FORMES L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE FOURNIE ?

Les dons et les prêts assortis de conditions libérales sont également répartis …

L'Aide pour le commerce fait partie intégrante de l'APD proprement dite, qui se compose de dons et de prêts répondant à certains critères (les opérations doivent avoir un caractère libéral et comporter une partie de don d'au moins 25 %, par exemple). L'Aide pour le commerce se compose pour moitié de dons et pour moitié de prêts consentis à des conditions libérales. Cette répartition a été plus ou moins respectée ces dernières années (figure 2.17). Les dons ont été moins touchés par la contraction de 2011 tombant à 20,3 milliards de dollars EU après une perte de 10 %, tandis que le montant total des prêts accordés a diminué de 16 %. Vingt-deux fournisseurs d'aide ont engagé 21,3 milliards de dollars EU de prêts en 2011, sur lesquels 16,6 % provenaient des cinq principaux prêteurs : la France, l'Allemagne, le Japon, la Banque mondiale et le Fonds arabe pour le développement économique et social. Les pays pauvres bénéficient de plus en plus de formes de financement à des conditions libérales. Le soutien accordé aux PMA était constitué de dons à 60 % alors que les PRITS n'ont reçu que 23,8 % de l'Aide pour le commerce sous forme de dons. Cependant, le choix de l'instrument de financement tend à être de plus en plus tributaire du type de projet. Pratiquement tous les projets (97 %) concernant la politique et la réglementation commerciales sont financés par voie de dons, tandis que les projets d'infrastructure économique le sont de cette manière à hauteur de seulement 36,5 %. Pour le renforcement des capacités de production, 60 % de l'aide est fournie sous forme de dons et 40 % sous forme de prêts. Le volet ajustement lié au commerce reste limité, mais il se compose lui aussi principalement de dons (83 %).

Les États-Unis, qui n'ont accordé aucun prêt, ont été le premier fournisseur de dons en 2011, pour un montant de 3,6 milliards de dollars EU. L'Union européenne a fourni 3,2 milliards de dollars EU de dons et ne fait actuellement pas état de prêts APD dans ses notifications. D'autres grands donateurs recourent très souvent aux prêts pour financer leurs programmes. Le Japon fournit l'essentiel de son assistance sous forme de prêts, pour un montant de 6,5 milliards de dollars EU, les dons totalisant quant à eux 1,43 milliard de dollars EU. De même, via l'Association internationale de développement (IDA), la Banque mondiale a apporté 5,7 milliards de dollars EU de prêts et 1,66 milliard de dollars EU de dons. La majeure partie du soutien de la France et de l'Allemagne en 2011 revêtait aussi la forme de prêts. Les deux pays accordent traditionnellement davantage de prêts que de dons dans le cadre de leurs programmes d'Aide pour le commerce.

Figure 2.18 Autres apports du secteur public liés au commerce
(Millions de $EU constants, 2011)



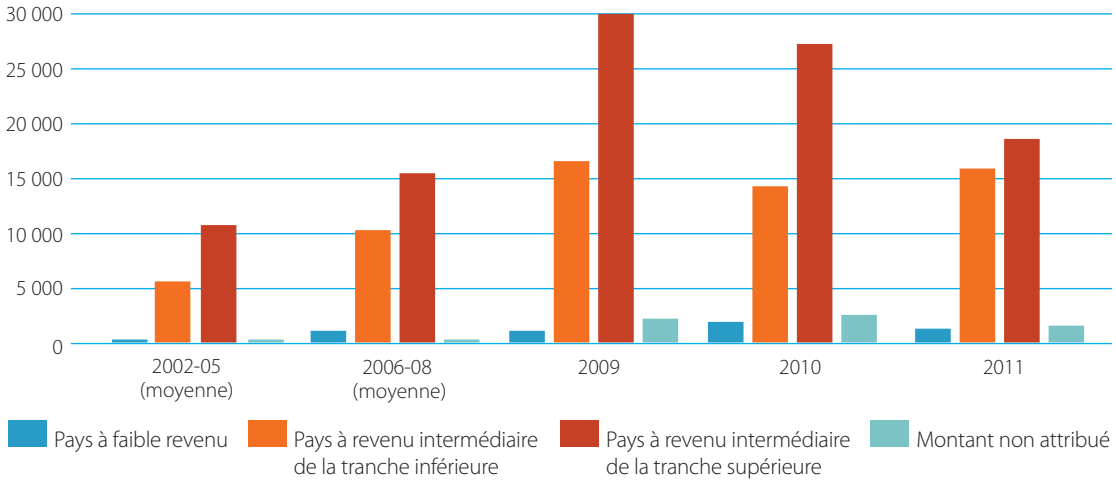
Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

Du fait que les remboursements viennent en déduction des prêts APD, les dons représentent la plus grosse part des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce. Les dons ont constitué 54 % en moyenne du total des versements entre 2006 et 2011, et 52,6 % cette dernière année. Ils ont augmenté de seulement 36 % par rapport à 2006, tandis que les prêts progressaient de 76 % (en raison de la hausse des engagements à titre de prêts observée ces dernières années). Ces prêts étant généralement assortis d'une période de grâce de dix ans, la progression des versements au titre des prêts se ralentira dans les années à venir au fur et à mesure des remboursements.

… et les autres apports non assortis de conditions libérales du secteur public se sont réduits.

Les prêts assortis de conditions libérales ne sont pas les seules sources de financement mobilisées par le secteur public. Les autres apports provenant du secteur public résultent d'opérations qui ne satisfont pas aux critères voulus pour être comptabilisées dans l'aide publique au développement, en général parce que l'élément de don est inférieur à 25 % (prêts assortis de conditions faiblement libérales). Comme indiqué dans les rapports précédents *Panorama de l'Aide pour le commerce*, ces apports peuvent jouer un rôle crucial dans le financement des activités liées au commerce (notamment dans le domaine de l'infrastructure économique et du renforcement des capacités de production). L'année 2009 a vu une augmentation des autres apports du secteur public liés au commerce parce que les donateurs multilatéraux ont eu davantage recours aux prêts pour faire face à la crise. Une fois atteint le pic de 50 milliards de dollars EU, ces apports ont perdu 9 % en 2010 et de nouveau 18 % en 2011, pour n'être plus que de 37,7 milliards de dollars EU en 2011, la diminution affectant tous les secteurs (figure 2.18). Les autres apports du secteur public affectés à l'infrastructure économique représentaient 57 % du total en 2011 et s'élevaient à 21,4 milliards de dollars EU. Le renforcement des capacités de production captait 42,5 % du total alors que moins de 1 % allait à la politique et à la réglementation commerciales.

Figure 2.19 Autres apports du secteur public liés au commerce par groupe de revenu
(Millions de $EU constants, 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

Les pays à revenu intermédiaire sont les principaux destinataires des autres apports du secteur public …

Depuis 2002, seulement 3 % en moyenne des autres apports du secteur public sont allés aux pays les moins avancés, tandis que les autres pays à faible revenu en ont reçu moins de 1 %. Ces parts contrastent avec celles des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, qui ont été en moyenne de 57 %, et celles des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont la moyenne a été de 37 % (figure 2.19). Cinq pays (Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Turquie) ont reçu à eux seuls 41 % du total des autres apports du secteur public.

… fournis essentiellement par des institutions multilatérales.

En 2011, les institutions multilatérales ont continué d'assurer beaucoup plus de financements non assortis de conditions libérales que leurs homologues bilatéraux. La Banque mondiale a été le premier fournisseur d'autres apports du secteur public liés au commerce, pour un montant de 9,4 milliards de dollars EU correspondant à 25 % du total. Toutefois, l'importante réduction des fonds de la Banque mobilisés par l'entremise de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a été à l'origine d'un recul de 9 milliards de dollars EU par rapport à 2010. La Banque mondiale n'a pas été la seule institution multilatérale à avoir réduit ses AASP. Les ressources apportées par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont baissé de 1,2 milliard de dollars EU. Cependant, la diminution des AASP provenant de la Banque mondiale est manifestement la principale raison du recul des ASSP liés au commerce. En 2011, le recours accru à cet instrument non libéral s'est poursuivi, comme en témoigne le fait que la Corée a porté ses financements à 5,9 milliards de dollars EU, soit une progression de 1,8 milliard de dollars EU par rapport à 2010. La banque coréenne Exim a fourni plus de 1,45 milliard de dollars EU pour le développement industriel en Chine, ainsi que 933 millions de dollars EU pour le développement industriel en Indonésie, 675 millions de dollars EU pour les minerais et l'extraction minière au Brésil et 500 millions de dollars EU pour l'exploitation du pétrole et du gaz en Iran. L'Allemagne a affecté 58 % de ses AASP au système bancaire et financier (730 millions de dollars EU sur un total de 1,25 milliard de dollars EU). Les États-Unis ont été le seul autre grand fournisseur bilatéral d'AASP liés au commerce avec des prêts d'un montant de 574 millions de dollars EU, dont 192 millions pour l'énergie en Inde et 90 millions pour les services aux entreprises et autres services au Libéria.

La coopération Sud-Sud liée au commerce est importante et en progression …

Le monde est devenu de plus en plus intégré et multipolaire. Le dynamisme des économies émergentes et de nombreux pays en développement, en particulier, a provoqué ces dernières années un basculement de la puissance économique de l'Ouest à l'Est et du Nord au Sud. L' « essor du Sud » est devenu l'un des moteurs du resserrement des liens économiques Sud-Sud, surtout dans le domaine commercial, mais aussi en ce qui concerne l'IED, l'aide et les envois de fonds. Selon le rapport de l'OCDE *Perspectives du développement mondial 2010 : Le basculement de la richesse*, les pays en développement représentaient 40 % du PIB mondial en 2000 ; en 2010, cette part était de 49 % et elle passera à 57 % d'ici à 2030 (après ajustement en fonction de la parité du pouvoir d'achat) (OCDE, 2010b). La contribution de ces pays à la croissance de l'économie internationale sur les cinq dernières années représente 65 % du total. Ce changement a tout particulièrement marqué la structure mondiale des échanges. « Entre 1990 et 2008, le volume des échanges mondiaux a quadruplé, tandis que celui des échanges Sud-Sud a été multiplié par plus de 20 au cours de la même période » (ONU, 2011:3). Le commerce Sud-Sud représente 37 % des échanges mondiaux (OCDE, 2010b:18) et plus de 50 % du commerce extérieur de tous les pays en développement.

TABLEAU 2.1 Estimation des apports bruts assortis de conditions libérales en faveur de la coopération pour le développement (« apports assimilables à l'APD ») en provenance des BRICS

	Pays	2007	2008	2009	2010	2011	Source
APD communiquée au CAD	Brésil[2]				472,3	479	Notification au CAD
Estimations des flux assimilables à l'APD tels qu'indiqués dans les publications nationales	Chine	291,9	336,8	362,2	n.d.	n.d.	Bureau de la Présidence
	Inde[3]	1 466,9	1 807,6	1 947,7	2 010,6	2 468,1	Annuaire financier, Ministère des finances
	Afrique du Sud[3]	392,6	609,5	488	639,1	730,7	Rapports annuels, Ministère des affaires étrangères
		82,3	86	82,5	87,7	95,1	Estimations des dépenses publiques (2010-2012), Trésor national

1. C'est en 2011 que la Fédération de Russie a commencé à communiquer au CAD des chiffres sur les apports d'APD, portant sur 2010.

2. Le Brésil n'a pas publié de chiffres complets sur sa coopération pour le développement en 2010 et 2011.

3. Les chiffres pour l'Inde et l'Afrique du Sud sont fondés sur leurs exercices financiers, l'année 2011 correspondant à l'exercice financier 2011/2012.

Source : OECD.Stat, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx.*

Une des caractéristiques de l'initiative Aide pour le commerce est l'importance qu'elle accorde à la coopération Sud-Sud entre pays en développement « en tant qu'outil précieux pour obtenir des résultats effectifs » en matière de renforcement des capacités commerciales « en raison de leur expérience et de leur compréhension communes des difficultés auxquelles ils sont confrontés » (Hayashikawa, 2012). L'OCDE établit une estimation des apports bruts à des conditions libérales en faveur de la coopération pour le développement (« apports assimilables à l'APD ») à partir de sources officielles (tableau 2.1). Selon ces chiffres, la Chine et l'Inde sont les deux plus grands fournisseurs d'aide. Elles ont recours à divers instruments tels que des financements non assortis de conditions libérales, des accords commerciaux préférentiels et des types d'investissement qui ne sont pas considérés comme relevant de l'APD mais qui servent toutefois à aider les pays partenaires à renforcer leur capacité d'auto-développement. Ces deux pays sont à la tête d'une

coopération Sud-Sud qui combine généralement aide, investissement et renforcement des possibilités d'accès aux marchés, et qui apporte « une expertise et un soutien financier destinés à améliorer le bien-être économique et social d'autres pays en développement » (Zimmermann et Smith, 2011:726). L'essor de la coopération Sud-Sud est synonyme d'apport additionnel de ressources financières et, pour les pays en développement, d'un choix plus large quant aux moyens de répondre à leurs besoins de développement.

… la Chine utilise l'aide pour soutenir des activités conjointes entre ses entreprises et celles de pays partenaires …

Le gouvernement chinois a innové en matière de coopération secteur public-secteur privé et a utilisé les crédits de l'aide pour soutenir des coentreprises associant des sociétés chinoises et des sociétés de pays bénéficiaires. Avec les autorités de plusieurs PMA (Cambodge, Éthiopie et Zambie), elle a aussi collaboré au développement du commerce extérieur et de zones économiques (Hayashikawa, 2012). De plus, le gros de l'aide chinoise pourrait être considéré comme de l'Aide pour le commerce. Selon l'examen de la politique commerciale de la Chine de 2010, ses décaissements au titre de l'aide se sont élevés en 2008 à environ 3,4 milliards de dollars EU, dont 1,9 milliard sous forme de dons et de prêts sans intérêts et 1,5 milliard de dollars EU sous forme de prêts à des conditions libérales (OMC, 2010:23). Une part importante de l'aide chinoise relève des catégories d'Aide pour le commerce définies par l'OCDE. Le Conseil d'État de la Chine (RPC, 2011) a analysé la répartition sectorielle des prêts assortis de conditions libérales sur la même période et a indiqué que la Chine avait octroyé de tels prêts à 76 pays à l'appui de 325 projets.

… l'essentiel de son soutien allant à l'infrastructure, à l'industrie et à l'agriculture.

Le soutien aux secteurs de l'infrastructure et de l'industrie absorbe l'essentiel de l'aide en volume, fournie par la Chine, mais celle-ci fait aussi un effort en ce qui concerne le développement agricole afin de renforcer la capacité productive et commerciale des pays bénéficiaires et les aider à tirer profit de l'ouverture du marché chinois à leurs produits. Parmi les domaines visés se trouvent la planification agricole, le transfert et la diffusion de technologie (pour la culture du riz hybride, par exemple), l'aquaculture, la conservation de l'eau dans le secteur de l'agriculture, et la mise au point de machines agricoles. Dans un souci de durabilité, la Chine a par ailleurs adopté une approche commerciale de la coopération qui confère à ses entreprises agro-industrielles un rôle important, s'appuyant sur les compétences managériales et les savoir-faire techniques existants (OCDE/IPRCC, 2010:11). Sur le total des prêts accordés par la Chine à des conditions libérales, plus de 90 % (environ 9,7 milliards de dollars EU) ont été consacrés au développement de l'infrastructure économique, de l'énergie et des ressources naturelles, de l'industrie et de l'agriculture.

L'Inde offre une assistance technique et des lignes de crédit liées au commerce.

Il n'existe pas de sources officielles qui donnent une ventilation des activités de coopération pour le développement de l'Inde mais, d'après Agrawal (2007:7), 60 % de cette aide sert à former des fonctionnaires, des ingénieurs et des administrateurs du secteur public dans d'autres pays en développement ; 30 % prennent la forme de crédits à l'exportation assortis de conditions libérales (lignes de crédit) permettant aux gouvernements étrangers d'acquérir des équipements et des services en provenance de l'Inde ; et 10 % financent des activités liées à des projets, telles que des études de faisabilité et le déploiement de techniciens indiens. L'aide indienne s'inscrit souvent dans un cadre plus large d'investissements et d'accords commerciaux. En conséquence, des considérations commerciales peuvent être au centre de son programme de coopération pour le développement. Le pays participe aussi au développement des infrastructures en accordant des prêts à des conditions libérales et une assistance technique. En 2010, son organisme

de financement des exportations, la Banque Exim, a octroyé une nouvelle ligne de crédit de 3 milliards de dollars EU, dont 1 milliard était destiné au seul Bangladesh ; il s'est agi du montant le plus élevé jamais accordé ponctuellement par l'Inde à un pays. En 2011, Exim a approuvé 12 nouvelles lignes de crédit d'une valeur de 473,30 millions de dollars EU au profit de 10 pays pour financer des projets dans divers domaines allant de l'agriculture et de l'agro-industrie (activité sucrière, plantation de manioc et transformation du lait) à la construction d'installations de radiodiffusion et d'un hôpital polyvalent en passant par l'extraction minière (pierres à chaux) et l'énergie (électrification en milieu rural, énergie solaire, biogazole et production d'électricité) (GOI, 2012).

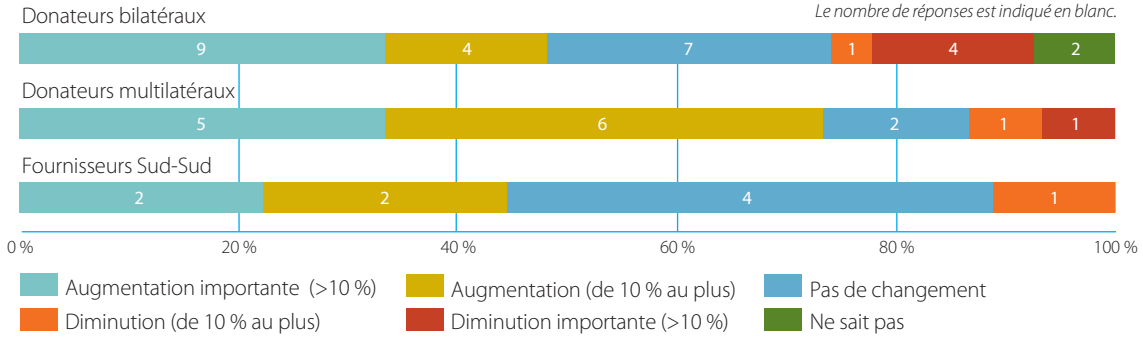
Le Conclave sur les projets de partenariat Inde-Afrique organisé en 2013 par la Confédération de l'industrie indienne (CII) a examiné les nouvelles possibilités d'intensifier la coopération bilatérale par l'investissement. L'objet premier de la rencontre était d'encourager les entreprises indiennes à exporter vers les pays africains et à renforcer leur présence dans la région – le but étant d'atteindre un montant de vente de 100 milliards de dollars EU à l'horizon 2015. En 2010, les acquisitions indiennes, en valeur, ont représenté un tiers du total des acquisitions en Afrique subsaharienne. Traditionnellement, les investissements indiens ont privilégié les régions méridionale et orientale de l'Afrique, mais les milieux d'affaires indiens sont attirés aujourd'hui par l'Afrique de l'Ouest. Le développement de l'activité manufacturière en Afrique signifiera davantage d'investissements dans des projets d'infrastructure. Au total, 475 projets d'une valeur de 64 milliards de dollars EU, principalement dans les domaines de l'infrastructure et du renforcement des capacités, ont été débattus lors du Conclave de la CII.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DES FLUX D'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Les donateurs ont considérablement accru leur Aide pour le commerce …

Comme on l'a vu dans le présent chapitre, nombre de donateurs ont beaucoup accru leurs engagements au titre de l'Aide pour le commerce ces dernières années. D'après les conclusions de l'enquête OCDE/OMC sur l'Aide pour le commerce, neuf donateurs bilatéraux (soit un tiers des répondants) avaient considérablement augmenté leurs engagements tandis que quatre autres avaient augmenté leur soutien de moins de 10 % depuis 2009. Sept donateurs n'avaient pas modifié le niveau de leurs engagements, et cinq avaient réduit leur soutien (figure 2.20).

Figure 2.20 Évolution des dépenses au titre de l'Aide pour le commerce depuis le début de la crise économique
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854176

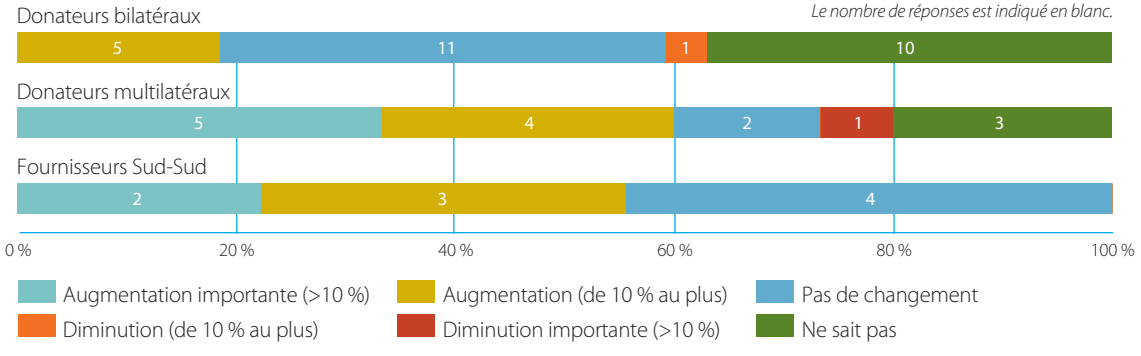
… mais les donateurs bilatéraux jugent les perspectives moins favorables …

Les donateurs bilatéraux sont moins optimistes quant à l'avenir que les donateurs multilatéraux et les fournisseurs Sud-Sud, aucun des premiers ne prévoyant une augmentation sensible de l'Aide pour le commerce au cours des cinq prochaines années (figure 2.21). Pour la plupart, ces donateurs ne sont pas en mesure d'évaluer précisément les crédits qu'ils consacreront dans l'avenir à l'Aide pour le commerce. Dix donateurs (37 %) ne savent pas très bien comment évolueront leur budget d'aide. Onze (41 %) n'envisagent pas de changement dans le niveau actuel de leur financement, tandis que cinq (18,5 %) prédisent une augmentation modérée. Un seul anticipe un recul des apports. Dans l'ensemble, les donateurs bilatéraux indiquent qu'ils maintiendront leur soutien au titre de l'Aide pour le commerce en dépit de leurs difficultés budgétaires. Mais ils s'attendent à un resserrement des budgets, et à devoir continuer à mettre en avant le rapport coût-résultats pour pouvoir justifier les dépenses publiques ; 32 d'entre eux, en effet, indiquent que ce sera là un impératif pour les 5 prochaines années (20 disent que les résultats constitueront un facteur déterminant de la poursuite de l'Aide pour le commerce).

Des statistiques sur une seule année ne font pas une tendance, mais en 2013 les perspectives de l'Aide pour le commerce ne sont pas rassurantes. À la lumière des chiffres agrégés de l'APD pour 2012, un nouveau recul de l'Aide pour le commerce est probable, avec une APD globale perdant 4 % en termes réels après avoir subi une baisse de 2 % en 2011. Qui plus est, les chiffres les plus récents montrent que les donateurs délaissent les pays les plus pauvres du monde, y compris ceux de l'Afrique subsaharienne, pour préférer les pays à revenu intermédiaire tels que la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Viet Nam, traditionnellement grands bénéficiaires de l'Aide pour le commerce. Le soutien bilatéral au continent africain s'est contracté de près de 10 % et l'aide à l'Afrique saharienne de 7,9 % en termes réels par rapport à 2011. Cela donne à penser que le recul de l'Aide pour le commerce à l'Afrique enregistré en 2011 devrait se poursuivre en 2012. Si les pays les moins avancés n'ont pas été les plus touchés par la réduction de l'Aide pour le commerce en 2011, l'APD bilatérale nette destinée aux PMA a baissé de 12,8 % en termes réels en 2012.

Le soutien global du Japon, le premier fournisseur d'Aide pour le commerce, a reculé de plus de 2 % en 2012 du fait de la baisse des dons bilatéraux et de la diminution des contributions versées aux organisations internationales. L'Allemagne a apporté 0,7 % de moins, mais principalement en diminuant ses contributions multilatérales. Les États-Unis sont restés le plus grand donateur en volume en 2012, encore que leur aide ait perdu 2,8 % essentiellement du fait d'une réduction de l'allégement bilatéral net de la dette, de sorte que l'Aide pour le commerce pourrait ne pas être affectée.

Figure 2.21 Évolution attendue de l'Aide pour le commerce sur les cinq prochaines années (% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013 ; *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854195

… les donateurs multilatéraux sont quant à eux plus optimistes …

Les donateurs multilatéraux voient les choses plus positivement. Plus de 70 % d'entre eux ont augmenté leur Aide pour le commerce depuis 2009, et cinq (un tiers) de façon sensible. Pour ce qui est des cinq années à venir, les institutions multilatérales ont de leur contribution future une vision plus claire que la plupart des donateurs bilatéraux et, à plus de 60 %, ils continueront à accroître leurs apports (figure 2.21). Une seule organisation multilatérale a annoncé une baisse de ses financements. De surcroît, au cours des cinq prochaines années, les donateurs multilatéraux continueront de s'attacher aux résultats alors que l'intégration régionale, le développement du secteur privé, la lutte contre la pauvreté et la croissance verte occuperont toujours une place importante. Ces thèmes transversaux appellent un essor des initiatives et projets conjoints et un effort de collaboration entre institutions.

Selon le Rapport sur l'aide multilatérale 2012 de l'OCDE, les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont porté le niveau de leur aide multilatérale à 38 milliards de dollars EU en 2011, ce qui devrait conduire à une augmentation des décaissements du système multilatéral en faveur des pays partenaires en 2012 (OCDE, 2013). Toutefois, les donateurs bilatéraux sont plus regardants en ce qui concerne l'affectation de leurs ressources. C'est ainsi qu'à la lumière des conclusions d'une étude de l'aide multilatérale, le Département britannique du développement international (DFID) veillera à travailler avec les organisations internationales jugées les plus efficaces, dans l'optique des priorités de développement fixées par le Royaume-Uni.

… et les fournisseurs de la coopération Sud-Sud continueront d'accroître les ressources disponibles.

Les acteurs de la coopération Sud-Sud sont les plus optimistes quant à l'avenir : cinq indiquent qu'ils augmenteront leurs apports (dont deux sensiblement) et quatre qu'ils ne modifieront pas le niveau actuel de leur contribution (figure 2.21). La lutte contre la pauvreté, le développement du secteur privé et, avant tout, l'intégration régionale, figureront parmi les domaines privilégiés dans les années à venir. Les fournisseurs Sud-Sud font aussi une place importante à la croissance verte.

CONCLUSIONS

Le présent chapitre a dressé un tableau qui fait apparaître un bilan mitigé de l'Aide pour le commerce en 2011. Dans le contexte de crise économique que connaît nombre de membres de l'OCDE, l'aide globale pour le commerce (qui avait progressé depuis 2005), s'est en majeure partie maintenue. Les apports d'Aide pour le commerce ont diminué en 2011, au détriment de l'infrastructure, notamment en Afrique. Mais les flux témoignent d'une évolution de la notion même d'Aide pour le commerce en faveur du développement du secteur privé et de la promotion de la chaîne de valeur. En conséquence, les apports continuent d'augmenter pour répondre aux objectifs commerciaux dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des services aux entreprises et du tourisme. Si le recul global est décevant, les pays les plus pauvres sont les moins touchés. Les donateurs font face à des difficultés, mais ils doivent continuer à s'efforcer d'honorer leurs engagements, à commencer par les pays du G-20.

Au-delà de 2012, les plans prévisionnels de dépenses du CAD annoncent une reprise modérée de l'aide en 2013. Toutefois, ce type de prévisions n'avait pu anticiper les baisses qui se sont avérées par la suite en 2011 et 2012. Certes, le soutien pour le commerce provient de nombreuses sources en dehors du CAD – dont les institutions multilatérales, les donateurs arabes et les acteurs de la coopération Sud-Sud liée au commerce, pour laquelle l'horizon est moins sombre. La coopération Sud-Sud liée au commerce est importante et en augmentation. Le quatrième Examen global portera également sur la façon dont le secteur privé peut soutenir les chaînes de valeur et les efforts de renforcement de la capacité commerciale. L'Aide pour le commerce a donc subi avec succès l'épreuve de l'additionalité ; elle continue d'évoluer ; et, à en croire les éléments d'information disponibles, il est vraisemblable que la progression du soutien enregistrée ces dernières années se maintiendra. ■

NOTES

1. Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, République tchèque et Union européenne.
2. Le G-7 se compose de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.
3. Le but de l'opération est de solliciter des propositions novatrices et modulables auprès du secteur privé concernant la façon dont les gouvernements et les institutions publiques pourraient mieux favoriser le financement privé en faveur des PME des pays en développement. Le Canada a contribué à cette initiative pour un montant de 20 millions de dollars EU en 2011. Le Canada, la Corée, les États-Unis et la Banque interaméricaine de développement (BID) sont convenus de mettre en place un fonds pour un financement novateur des PME et ont engagé à cet effet 528 millions de dollars EU au total. Voir: *www.changemakers.com/g20media/pressrelease11-12-10*.
4. Le suivi global des flux d'Aide pour le commerce repose sur des indicateurs indirects tirés des catégories d'assistance du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE. L'Inde a fait savoir que, sur la base de sa propre définition de l'Aide pour le commerce, elle avait reçu en 2010 un financement de 1,38 milliard de dollars EU, montant inférieur à celui donné par les indicateurs tirés du SNPC.
5. Ce projet devrait être achevé en 2013. voir : « *www.railjournal.com/index.php/signalling/istanbuls-bosphorus-rail-link-to-open-next-year.html* ».
6. *www.jica.go.jp/english/news/press/2011/pdf/111102_04.pdf*.
7. *www.jica.go.jp/balkan/english/office/topics/press111123.html*.
8. La Fondation Ford finance d'autres études par pays en Russie et aux États-Unis. Le projet devrait jeter les bases d'un débat plus rationnel sur la question de la piraterie des supports optiques et donner aux acteurs du Sud les moyens d'exercer une plus grande influence dans les négociations commerciales Nord-Sud concernant l'accès aux produits de la connaissance, et en particulier aux logiciels.
9. Pour près d'un tiers, l'aide à la facilitation des échanges (125 millions de dollars EU) a transité par des institutions multilatérales en 2011, notamment le Groupe de la Banque mondiale, l'OMC, les institutions du système des Nations Unies et les banques régionales de développement. Par exemple, l'Australie et d'autres donateurs ont apporté un financement par l'intermédiaire de la Banque asiatique de développement pour le projet de facilitation des échanges et des transports dans la sous-région du Grand Mékong. Le projet vise à remédier aux principales contraintes qui s'opposent à un commerce transfrontières efficace dans la sous-région. L'aide à la facilitation des échanges a aussi permis d'intéressantes collaborations entre pays partenaires et donateurs. Bien que les Caraïbes n'aient jamais figuré parmi les grands bénéficiaires de l'Aide pour le commerce, l'UE a fourni 32 millions de dollars EU à la République dominicaine et 26 millions de dollars EU à Haïti dans le cadre d'un programme d'extension du marché de Dajabon sur la frontière entre les deux pays, qui a vu la construction de nouvelles infrastructures pour les douanes dominicaine et haïtienne.
10. Les accords de partenariat économique visent à créer une zone de libre-échange entre l'UE et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

11. *http://ec.europa.eu/europeaid/documents/aap/2011/af_aap_2011_sugar_jam.pdf.*

12. Le Plan de développement stratégique indicatif régional (RISDP) offre un cadre général devant inspirer l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'intégration régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour une période de 15 ans (2005-2020). Il est conçu de façon à donner une orientation stratégique claire aux projets et activités de la CDAA conformément à son programme commun et à ses priorités, tel que le prévoit le Traité établissant la CDAA de 1992.

13. Les pays membres du CAD ont versé plus de 40 milliards de dollars EU aux institutions multilatérales en 2011. C'est le Royaume-Uni qui a le plus contribué (5,4 milliards de dollars EU), suivi par l'Allemagne (5,4 milliards de dollars EU), la France (4,5 milliards de dollars EU), le Japon (4,2 milliards de dollars EU) et les États-Unis (3,7 milliards de dollars EU). L'UE a été le principal bénéficiaire des contributions multilatérales du CAD en 2011, pour un montant de 13,1 milliards de dollars EU, suivie par le Groupe de la Banque mondiale (10,7 milliards de dollars EU). Les versements aux banques régionales de développement se sont chiffrés à 4 milliards de dollars EU. La Banque africaine de développement a reçu un peu plus de 2 milliards de dollars EU, alors que la moitié de la contribution totale du Japon au CAD (1,6 milliard de dollars EU) est allée à la Banque asiatique de développement. Les organismes des Nations Unies ont reçu 6,5 milliards de dollars EU avec, en tête de ceux-ci, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1 milliard de dollars EU), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (685 millions de dollars EU) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (450 millions de dollars EU). Le soutien accordé par les pays du CAD aux autres institutions multilatérales (dont le Fonds mondial et GAVI Alliance) s'est monté à 5,6 milliards de dollars EU.

RÉFÉRENCES

Agrawal, S. (2007), L*es économies émergentes et l'aide au développement international: le cas de l'Inde*, Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, *www.idrc.ca/FR/Documents/cas-de-l-inde.pdf*

Basnett, Y., J. Engel, J. Kennan, C. Kingombe, I. Massa et D.W. Te Velde (2012), *Increasing the effectiveness of Aid for Trade: The circumstances under which it works best,* Overseas Development Institute (ODI), Working Paper, n° 353, Londres, *www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7793.pdf.*

Bhinda, N. et M. Martin (2009), *Private Capital Flows to Low-Income Countries: Dealing with Boom and Bust*, *Foreign Private Capital Capacity Building Programme* (FPC CBP), Debt Relief International Ltd, Londres.

Buys, P., U. Deichmann et D. Wheeler (2006), *Road Network Upgrading and Overland Trade Expansion in Sub-Saharan Africa*, Banque mondiale, Washington (D.C.), *http://elibrary.worldbank.org/content/workingpaper/10.1596/1813-9450-4097.*

CE (Commission européenne) (2011), *Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changemen*t, CE, Bruxelles, *http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/documents agenda_for_change_fr.pdf*

Gouvernement indien (2012), Déclaration de l'Inde, 23ème réunion sur l'Aide pour le commerce du Comité du commerce et du développement, 29 mars 2012, OMC, Genève.

Hayashikawa, M. (2012), *Trade-Related South-South Co-Operation: China*, COM/DCD/TAD(2012)9, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dac/aft/South-South_China.pdf.*

Helble, M., C. Mann et J. Wilson (2012), « *Aid-for-trade facilitation* », *Review of World Economics,* Vol. 148(2), pages 357-376.

OCDE (2010a), *Measuring Aid to Agriculture*, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dac/stats/44116307.pdf.*

OCDE (2010b), *Perspectives du développement mondial 2010 : Le basculement de la richesse*, OCDE, Paris, « *http://www.oecd-ilibrary.org/development/perspectives-du-developpement-mondial-2010_9789264084742-fr* ».

OCDE (2011), *Strengthening Accountability in Aid for Trade, The Development Dimension*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264123212-en.*

OCDE (2012), *2012 DAC Report on Aid Predictability: Survey on Donors' Forward Spending Plans 2012-2015 and efforts since HLF-4*, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dac/aid-architecture/2012_DAC_Report_on_Aid_Predictability.pdf.*

OCDE (2013), *2012 DAC Report on Multilateral Aid 2012*, DCD/DAC(2012)33, OCDE, Paris.

OCDE/IPRCC (Centre international pour la réduction de la pauvreté en Chine) (2010), *Agricultural Transformation, Growth and Poverty Reduction*, Groupe d'étude Chine-CAD, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dacpovertyreduction/46767135.pdf.*

OMC (2010), Rapport du Secrétariat, Examen de la politique commerciale de la Chine, WT/TPR/S/230/Rev.1, OMC, Genève.

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2006), Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce, WT/AFT/1, page 1, OMC, Genève, *http://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/implementing_par57_f.htm.*

ONU (Organisation des Nations Unies) (2011), État de la coopération Sud-Sud : Rapport du Secrétaire général (A/66/229), New York, *http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/66/229&Lang=F.*

Page, S. (2011), *The achievements and risks of Aid for Trade, Trade Negotiations Insights*, Vol. 10(7), Centre international du commerce et du développement durable (CICDD), Genève.

RPC (République populaire de Chine) (2011), *China's Foreign Aid*, Bureau d'information du Conseil d'État, Beijing.

Shepherd, B. et J.S. Wilson (2008), « *Trade Facilitation in ASEAN Member Countries: Measuring Progress and Assessing Priorities* », *Policy Research Working Paper 4615, Development Research Group Trade Team*, Banque mondiale, Washington (D.C.), *https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/6715/wps4615.pdf?sequence=1*.

UNCTAD Stat, *http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx*.

Zimmermann, F. et K. Smith (2011), « More Actors, More Money, More Ideas for International Development Co-operation », *Journal of International Development*, Vol. 23(5), pages 722-738.

CHAPITRE 3 : LES CHAÎNES DE VALEUR ET LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT

Le présent chapitre explique de quelle manière les chaînes de valeur offrent une voie au développement économique. Basé sur les constatations issues de l'enquête OCDE/OMC de 2013, il examine la résonance des chaînes de valeur dans les priorités et stratégies en matière d'Aide pour le commerce des pays partenaires, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce. L'analyse qui y est présentée des chaînes de valeur dans les secteurs de l'agroalimentaire, des TIC, des textiles et des vêtements, du tourisme et des transports et de la logistique montre que les fournisseurs des pays en développement font partie intégrante de ces chaînes de valeur – et que les pays en développement se servent de leur participation pour atteindre des objectifs en matière de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté. Les réponses au questionnaire OCDE/OMC soulignent que la participation de ces pays pourrait être grandement améliorée. La compétitivité de nombreux pays en développement est pénalisée par des procédures inefficaces à la frontière, des droits de douane élevés et des obstacles non tarifaires qui restreignent de façon non nécessaire le commerce des marchandises ou des services, par des limitations à la circulation de l'information, par des entraves à l'investissement étranger direct (IED) et par des restrictions au mouvement des personnes. Le défi pour les pays en développement est de concevoir et de mettre en œuvre de larges stratégies permettant de surmonter ces obstacles essentiels à l'entrée et à la progression dans les chaînes de valeur.

INTRODUCTION

Au cours des 30 dernières années, l'intégration des marchés mondiaux a progressé à grands pas. La libéralisation des échanges au niveau multilatéral, régional et unilatéral a considérablement élargi l'accès aux marchés, ce qui, ajouté à une forte baisse du coût des transports et des communications, a facilité l'apparition des chaînes de valeur. La production, qui autrefois se situait surtout à proximité des principaux fournisseurs d'intrants (ou des consommateurs sur les marchés finals), a désormais lieu de plus en plus là où les compétences et les matières nécessaires sont disponibles à une qualité et à un coût compétitifs. Cette fragmentation de la production a créé pour les pays en développement de nouvelles possibilités de s'implanter sur les marchés mondiaux en tant que fournisseurs de composants ou de services sans avoir à mettre en place la chaîne de valeur tout entière. En offrant un accès aux réseaux, aux marchés mondiaux, au capital, aux connaissances et à la technologie, l'intégration dans une chaîne de valeur existante peut constituer un premier pas vers le développement économique – voie souvent plus facile à emprunter que la mise en place d'une chaîne de valeur complète (OCDE, 2013a:10).

L'émergence des chaînes de valeur a de larges incidences sur les politiques des pays en développement quant à la croissance économique. Dans de nombreux secteurs, la dissémination de segments de production intégrés sur différents pays à travers le monde a permis d'abaisser les coûts de production des biens finals et d'accroître la productivité du travail et du capital qui s'y rapportent. Comme le fait remarquer Baldwin (2011), cela a eu deux conséquences pour les pays en développement. Premièrement, ils ont pu s'industrialiser à un stade de développement beaucoup plus précoce, car les entreprises de production choisissent de délocaliser des fragments de la chaîne de valeur de la production dans les pays où la main-d'œuvre est moins chère ou dans des lieux qui, pour d'autres raisons, confèrent un avantage compétitif en matière de coût sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Cette participation aux chaînes de valeur offre des avantages considérables. Elle peut permettre aux fournisseurs de se conformer aux normes et réglementations qui leur ouvriront l'accès aux marchés des pays riches ; elle peut permettre d'importer des produits sous un régime tarifaire privilégié pour le commerce intragroupe ; elle peut permettre l'utilisation de technologies de réseau qui ne seraient pas accessibles sans cela ; et enfin, elle peut donner accès à de nouvelles sources de capital. Toutefois, la deuxième conséquence d'un monde dans lequel la production peut être délocalisée là où le coût est le plus faible est que les pays qui cherchent à s'industrialiser grâce à des politiques de remplacement des importations telles que celles pratiquées avant les années 1990 ont peu de chances de réduire leurs coûts au point de devenir compétitifs sur les marchés mondiaux. Pour dire les choses autrement, les chaînes de valeur pénalisent les pays qui cherchent à développer leurs exportations en utilisant leur marge de manœuvre pour créer des réseaux de production nationaux concurrents ; la présence d'obstacles élevés à la frontière et dans le domaine de la réglementation aura pour seul effet un coût élevé de la production locale et une faible connectivité avec le marché mondial.

En un mot, les chaînes de valeur semblent créer des possibilités d'accélération de la croissance économique, mais elles rendent aussi plus pénalisants les procédures inefficaces à la frontière, les droits de douane élevés, les obstacles non tarifaires qui restreignent de façon non nécessaire le commerce des marchandises ou des services, les limitations à la circulation de l'information, les entraves à l'IED et les restrictions au mouvement des personnes. Les participants aux chaînes de valeur ont un même intérêt politique à réduire les retards et les inefficacités liés aux politiques dans les chaînes de valeur – et peuvent être, dans ce sens, de puissants alliés en faveur de la réduction des coûts commerciaux.

Le présent chapitre explique de quelle manière les chaînes de valeur offrent une voie au développement économique. Basé sur les constatations issues de l'enquête OCDE/OMC de 2013, il examine la résonance des chaînes de valeur dans les priorités et stratégies en matière d'Aide pour le commerce des pays partenaires, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce. Comme on l'a souligné dans le chapitre d'introduction, l'une des innovations de l'exercice de suivi OCDE/OMC de 2013 a consisté à recueillir l'avis du secteur privé sur les contraintes qui limitent les possibilités pour les fournisseurs des pays en développement de se connecter aux chaînes de valeur. Une attention particulière a été portée aux contraintes spécifiques présentes dans les chaînes de valeur les plus importantes pour les fournisseurs des pays en développement, c'est-à-dire celles de l'agroalimentaire, des technologies de l'information et de la communication (TIC), des textiles et des vêtements, du tourisme et des transports et de la logistique. Le présent chapitre propose des moyens d'associer plus étroitement le secteur privé à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des programmes d'Aide pour le commerce.

LES CHAÎNES DE VALEUR COMME VOIE VERS LE DÉVELOPPEMENT

Motivés par la réussite des économies émergentes dans les chaînes de valeur, les pays en développement sont de plus en plus nombreux à vouloir s'intégrer davantage dans les réseaux de production internationaux.[1] Les chaînes de valeur comme nouvelle forme de mondialisation leur permettent de s'intégrer plus rapidement dans l'économie mondiale. Mais, malgré les avantages importants dont ils jouissent, par exemple un coût de la main-d'œuvre faible en valeur absolue, les pays en développement sont désavantagés à d'autres égards tels que les coûts commerciaux élevés dus à de multiples facteurs, parmi lesquels des obstacles tarifaires et non tarifaires, le coût de la logistique et du transport, mais aussi les distances géographiques et les différences culturelles. Comme le montre un nouvel ensemble de données mondiales sur les coûts du commerce bilatéral, les pays en développement sont confrontés à des coûts commerciaux plus élevés et à des contraintes plus grandes en matière de connectivité, qui accroissent directement le coût de la délocalisation sur leur territoire.[2]

Selon une étude récente, la réduction des obstacles aux chaînes d'approvisionnement, qui nuisent en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME), pourrait augmenter le PIB mondial six fois plus que ne le ferait l'élimination de tous les droits de douane (FEM *et al.*, 2013). La même étude révèle que si chaque pays améliorait son administration des frontières ainsi que son infrastructure de transport et de communication, même à mi-chemin des meilleures pratiques mondiales, le PIB mondial pourrait augmenter de 4,7 % et les exportations de 14,5 %. En conséquence, les auteurs estiment que la communauté internationale devrait s'occuper en urgence des obstacles aux chaînes d'approvisionnement en raison de leur importance. La Banque interaméricaine de développement (BID, 2013) partage cette analyse. Elle souligne aussi le rôle vital joué par les réseaux de transport et par une logistique efficace dans la réduction des coûts commerciaux et l'amélioration de la compétitivité.

L'un des thèmes communs à ces contraintes est la rapidité : chaque jour de retard dans le mouvement des marchandises à l'intérieur de la chaîne de valeur diminue la compétitivité et augmente les prix pour le consommateur final. Cela veut dire que l'importation doit être aussi efficace que l'exportation et que les services doivent être compétitifs. La « connectivité » peut être de mauvaise qualité parce que l'accès aux marchés mondiaux est entravé par des obstacles naturels (par exemple, dans un pays sans littoral, parce que l'infrastructure de mauvaise qualité rend les transports coûteux, parce que les institutions fonctionnent mal ou parce que les politiques ont imposé des obstacles tels que des restrictions au commerce). Les améliorations en matière de facilitation des échanges et de logistique ont joué un rôle clé dans la réussite des chaînes de valeur mondiales (CVM) en Asie de l'Est et dans l'apparition de l'« usine Asie » (OMC/IDE-JETRO, 2011). En raison de la nécessité de coordonner les délais de livraison et les multiples facteurs de production à un stade donné, il faut des services publics et privés très divers pour relier le processus de production à travers un ensemble de pays (OCDE, 2013a).

Les coûts commerciaux jouent un plus grand rôle dans le commerce vertical à l'intérieur des chaînes de valeur que dans le commerce ordinaire car, du fait de la spécialisation verticale, les marchandises traversent plusieurs fois les frontières nationales avant de parvenir au consommateur final (Yi, 2003 ; Ma et Van Assche, 2010). Les droits de douane, par exemple, peuvent s'ajouter jusqu'à atteindre un niveau élevé lorsque le produit fini parvient au consommateur, ce qui inhibe la demande et nuit à la production et à l'investissement à tous les stades de la chaîne de valeur. La protection contre les importations de biens et services intermédiaires accroît les coûts de production et réduit la compétitivité d'un pays sur les marchés d'exportation : les obstacles tarifaires et autres à l'importation reviennent en fait à taxer les exportations. Les politiques qui limitent l'accès aux produits intermédiaires et aux services étrangers ont aussi un effet néfaste sur la position d'un pays dans les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales.

L'intégration dans les chaînes de valeur dépend pour une large part de la facilité et du coût des flux internationaux de marchandises, de services, de capitaux, de connaissances, de personnes, etc. Pour accroître l'engagement dans les chaînes de valeur, il faut des politiques efficaces à la frontière ainsi qu'à l'intérieur des frontières. La réduction des obstacles au commerce a été très favorable au remplacement des politiques de substitution des importations par des politiques de promotion des exportations et elle a, par exemple, favorisé considérablement l'intégration économique de l'Asie de l'Est (Hummels *et al.*, 2001). Les obstacles au commerce dépendent du niveau des droits de douane et de l'existence d'obstacles non tarifaires ; l'efficacité des procédures à la frontière et des pratiques douanières est également un déterminant important du coût et des délais d'exportation et d'importation. Par ailleurs, les réglementations intérieures et les formalités administratives liées au commerce sont d'importants facteurs de coût pour les entreprises qui doivent opérer de façon compétitive et en temps opportun dans les chaînes de valeur (OMC/IDE-JETRO, 2011).

L'investissement étranger direct est un déterminant important de la capacité d'exportation. L'effet cumulatif de plusieurs coûts apparemment faibles peut décourager les entreprises d'investir ou de maintenir leurs investissements dans un pays – et les conduire à relocaliser les installations de production, les technologies et les emplois ailleurs. Comme pour les obstacles au commerce, la réduction des obstacles à l'investissement facilite l'intégration des pays dans les réseaux de production internationaux en attirant les investissements des grandes entreprises. Outre les règles ou les restrictions qui concernent spécifiquement l'investissement, les obstacles à l'investissement couvrent un large éventail de domaines qui déterminent l'attractivité d'un pays pour l'investissement international : politique de l'investissement, politique commerciale, politique de la concurrence, politique fiscale, ressources humaines, infrastructure, gouvernement d'entreprise, comportement commercial responsable, gouvernance publique, promotion et facilitation (OCDE, 2013a:159).

La qualité de l'infrastructure est de plus en plus considérée comme un facteur déterminant de la réussite des pays dans les réseaux de production internationaux. Des transports de grande qualité ont une influence importante sur l'intégration des pays dans les chaînes de valeur. Les ports de transbordement, les centres d'échange et leurs connexions avec les transports intérieurs sont indispensables au transfert international de marchandises, de services et de personnes. Le transport maritime a retiré des avantages considérables de la conteneurisation : la normalisation, l'automatisation et l'intermodalité du fret ont permis d'accélérer le mouvement des produits intermédiaires et finals dans les chaînes de valeur. Le transport aérien a gagné en importance, notamment pour le transfert (international) des produits de valeur élevée et de faible volume, ainsi que des produits sensibles au facteur temps en raison de la production sur commande et des autres processus de production en flux tendu dans les chaînes de valeur (OCDE, 2013a:160).

Rapidité et souplesse sont indispensables non seulement pour les échanges de marchandises physiques et de services, mais aussi en particulier pour les flux d'information entre les pays à l'intérieur des chaînes de valeur. Le respect des normes internationales est devenu plus important pour la production de marchandises physiques de plus en plus modulaires, ainsi que pour l'échange d'informations à travers les frontières. Les chaînes de valeur sont très tributaires de l'existence de flux d'information homogènes et ininterrompus entre les entreprises et entre les pays ; les réseaux de TIC véhiculent les renseignements et les données nécessaires à une coordination efficace des activités entre les différents lieux. Il faut donc une infrastructure bien développée en matière de TIC pour connecter les pays aux activités des entreprises dans les chaînes de valeur (OCDE, 2013a:161). Globalement, la baisse des coûts effectifs de transport et de communication peut être considérée comme équivalant à la libéralisation des échanges pour ce qui est de réduire le coût des échanges et d'accroître le commerce entre les pays (Globerman, 2011).

Outre les investissements dans l'infrastructure « matérielle » de transport et de communication, le développement d'une infrastructure « de services » (c'est-à-dire des politiques, procédures et institutions de facilitation) est au moins aussi important pour l'intégration des pays dans les chaînes de valeur. Des recherches récentes ont montré que la qualité du cadre institutionnel était une source d'avantage comparatif (Grossman et Helpman, 2005). Comme les chaînes de valeur comportent un grand nombre d'activités sous-traitées entre différentes entreprises, c'est-à-dire des grandes entreprises et des fournisseurs indépendants, il est essentiel de pouvoir faire respecter les contrats pour assurer le bon fonctionnement des chaînes de valeur. On constate en effet que les pays qui ont un meilleur système juridique exportent davantage dans les secteurs plus complexes (Levchenko, 2007 ; Costinot, 2009). Par ailleurs, les tâches qui exigent des contrats plus complexes (par exemple la R-D, la conception et la valorisation de la marque) reviennent moins cher dans les pays où les institutions contractuelles fonctionnent bien (Acemoglu *et al.*, 2007). Les pays caractérisés par une mauvaise gouvernance et une instabilité politique n'ont pas réussi à attirer les investisseurs étrangers dans leurs zones industrielles d'exportation malgré le fait que ces zones spécialisées garantissaient la protection des investisseurs contre les règles locales (Cadot *et al.*, 2011).

La compétitivité dans les chaînes de valeur est très tributaire de l'apport de services efficaces. Les services intégrés représentent une part importante du « liant » entre les infrastructures des pays et les activités des entreprises dans la connexion commerce-investissement-services des chaînes de valeur. On constate que l'investissement dans les services logistiques (c'est-à-dire les services et les processus qui assurent la circulation des marchandises d'un pays à l'autre) a un puissant effet d'accroissement des échanges ; c'est par exemple le cas pour l'organisation et la gestion des opérations de transport international, le suivi et le traçage, et la qualité des infrastructures en matière de transport et de technologies de l'information. Une logistique de qualité a relativement plus d'effet sur le commerce que des déterminants du commerce moins dépendants de la politique tels que la distance et les coûts de transport. Une étude récente de l'OCDE indique que toute journée supplémentaire nécessaire pour préparer les marchandises à l'exportation et à l'importation réduit les échanges d'environ 4 % (Korinek et Sourdin, 2011).

Enfin et surtout, la capacité d'offre des entreprises nationales (souvent des PME) est essentielle pour leur permettre de mieux se connecter aux chaînes de valeur. Dans leur recherche de fournisseurs indépendants sur les marchés étrangers, les grandes entreprises sont attirées par les marchés « profonds » : si le marché est vaste, les entreprises auront plus de chance de trouver le fournisseur approprié et, dans le cas où celui-ci ne respecte pas le contrat, il y aura d'autres solutions (OMC, 2008).

Récolter les gains

La connexion aux chaînes de valeur est une première étape vers le développement économique, mais le principal objectif des pays partenaires est toujours de recueillir une plus grande part de la valeur ajoutée dans chaque chaîne. En effet, le lien entre la participation aux chaînes de valeur et le développement reste contesté (Ismail, 2013) et, si la participation aux chaînes de valeur peut procurer des avantages, elle présente aussi des risques.

Maximiser les avantages

Les chaînes de valeur n'entraînent pas toutes une augmentation du transfert de compétences et de technologies entre les grandes entreprises et les fournisseurs locaux des pays en développement. Staritz *et al.* (2011) ont analysé le rôle des chaînes de valeur dans le progrès socioéconomique et ont remarqué que la littérature était souvent centrée sur la dimension économique plutôt que sur la dimension sociale de ce progrès (c'est-à-dire l'amélioration des conditions de travail et la création d'emplois plus qualifiés et mieux payés). Bien que les dimensions économique et sociale du progrès soient souvent liées, l'une ne mène pas nécessairement à l'autre. Winkler (2013) a analysé de façon plus systématique

les retombées de l'investissement étranger dans les chaînes de valeur en utilisant des données d'enquêtes sur les liens directs entre fournisseurs et grandes entreprises au Chili, au Ghana, au Kenya, au Lesotho, au Mozambique, au Swaziland et au Viet Nam. S'appuyant sur un examen de la littérature, il estime que les retombées dépendent des caractéristiques de l'investisseur étranger (par exemple, le degré et la structure des capitaux étrangers, la durée de la présence étrangère, l'intensité de technologie, le pays d'origine de l'investisseur étranger, la stratégie d'approvisionnement et les motivations de l'IED), de la capacité d'absorption du pays bénéficiaire (par exemple, le décalage technologique, la R-D, le niveau de qualification, la taille des entreprises, la capacité d'exportation et le lieu) et des canaux de transmission (par exemple, l'effet de demande, l'effet d'assistance, l'effet de diffusion et les effets de disponibilité et de qualité). Par conséquent, la promotion de l'investissement n'est pas suffisante pour bénéficier des retombées de l'IED. L'auteur souligne au contraire que l'intégration des investisseurs étrangers dans l'économie locale est importante pour accroître la quantité et la qualité des liens et donc le potentiel de retombées de l'IED à long terme.

Pour permettre aux pays en développement de recueillir davantage de valeur ajoutée dans la chaîne de production, il faut renforcer les relations en amont avec l'économie locale. Toutefois, des politiques mal conçues peuvent créer de nouveaux obstacles à l'interconnectivité, compromettre la participation du pays aux chaînes de valeur et l'exposer à des contestations au titre des règles de l'OMC (notamment celles relatives à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)). C'est le cas, par exemple, des règles relatives au contenu national qui visent à recueillir davantage de valeur ajoutée en réservant certaines activités aux entreprises nationales ou en créant une préférence pour les intrants nationaux par rapport aux intrants importés. En général, ces règles ont un effet néfaste sur la compétitivité des entreprises locales et l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers. D'autres considèrent cependant que ces politiques sont essentielles pour promouvoir les relations en amont et font valoir que les règles de l'Accord sur les MIC sont, au mieux, une erreur et, au pire, une « hypocrisie organisée » (Adhikari, 2008). Il est donc essentiel que les gouvernements déterminent les politiques qui sont compatibles avec la participation aux chaînes de valeur, telles que les programmes qui récompensent l'approvisionnement local ou les politiques de renforcement des capacités locales qui répondent aux besoins des grandes entreprises.

Les programmes relevant de l'Aide pour le commerce tels que le soutien au renforcement des capacités d'offre des PME locales ou l'aide apportée à ces entreprises pour respecter les normes internationales aident déjà les pays en développement à atteindre ces objectifs.[3] Les grandes entreprises apportent en outre aux fournisseurs locaux un soutien qui peut avoir des retombées importantes. Ainsi, les employés qui sont formés par les grandes entreprises peuvent diversifier leurs ventes, par exemple en fournissant d'autres produits intermédiaires à des grandes entreprises acheteuses sur des marchés différents et à d'autres grandes entreprises dans la même chaîne de valeur ; ou bien l'acquisition de nouvelles technologies peut contribuer à la création d'un groupement de production local. Ces transferts publics et privés et leurs retombées contribuent à renforcer les capacités locales en matière d'offre et à accroître les gains retirés de la participation aux chaînes de valeur.

Réduire au minimum les risques

Les chaînes de valeur mondiales ont contribué à exposer davantage les pays en développement aux chocs économiques extérieurs en raison d'une plus grande élasticité des échanges (Escaith *et al.*, 2010). Les difficultés de l'industrie automobile aux États-Unis, par exemple, se sont immédiatement transmises au travers de la chaîne de valeur, affectant les revenus des récolteurs de caoutchouc du Libéria qui fournissaient les matières premières nécessaires aux pneumatiques (Jansen et von Uexkull, 2010). D'une manière générale, les courants d'échanges sont devenus plus volatiles : des changements de stratégies et de pratiques commerciales peuvent entraîner des déplacements rapides de la demande et une reconfiguration de la chaîne de valeur. Ainsi, la crise économique de 2008-2009 s'est traduite par la consolidation ou la réduction de la longueur de plusieurs chaînes de valeur (c'est-à-dire le raccourcissement de la segmentation de la chaîne, voire l'exclusion de certains pays de la chaîne).

Les chaînes de valeur sont parfois critiquées en raison du comportement prédateur de certaines grandes entreprises qui exploitent les ressources humaines et naturelles des pays en développement de manière irresponsable ou non durable, ou qui ne partagent pas suffisamment leurs profits avec les fournisseurs locaux. Ce problème concerne probablement plus les activités non extractives (manufacturières), qui n'existent que grâce aux chaînes de valeur mondiales, car l'investissement étranger direct dans les activités extractives et pétrolières est antérieur de plusieurs décennies, voire de plusieurs siècles, à l'émergence des CVM. En fait, la simple existence d'entreprises sans usines, qui misent principalement sur leur marque et leur réputation auprès des consommateurs, offre de nouveaux moyens de résoudre cette question, tels que les codes de conduite et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Il est donc important de suivre attentivement l'ensemble grandissant des codes et directives des fournisseurs[4] ainsi que des codes de responsabilité sociale des entreprises et d'offrir aux grandes entreprises des incitations à se conformer aux grands principes de l'investissement et du commerce responsables tels que les Principes pour l'investissement responsable de l'ONU ou le Pacte mondial de l'ONU. L'OCDE a également élaboré des Principes directeurs pour les entreprises multinationales. Outre l'investissement responsable, les relations verticales dans les chaînes de valeur peuvent poser des problèmes de concurrence. Les gouvernements doivent mettre en place des cadres adéquats en matière de concurrence pour éviter d'avoir des relations de « satellite » et de perdre leur liberté économique dans les chaînes de valeur.

LES CHAÎNES DE VALEUR SONT-ELLES PRIORITAIRES DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

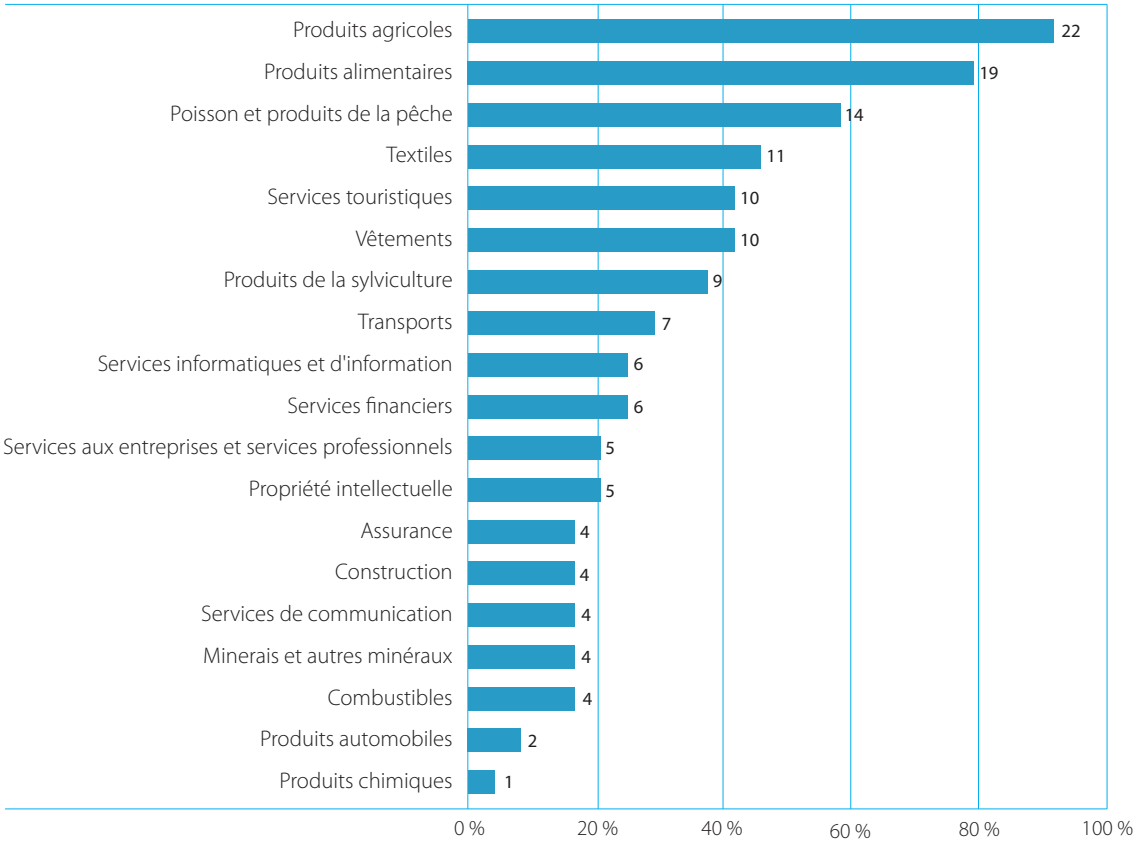
La difficulté pour les économies en développement est de concevoir et de mettre en œuvre de larges stratégies qui permettent de surmonter les principaux obstacles à l'entrée et au progrès dans les chaînes de valeur. Pour alléger ces difficultés et aider les pays en développement à entrer et à avancer dans les chaînes de valeur, la communauté du développement peut apporter son soutien, surtout lorsque celui-ci est étayé par des politiques intérieures appropriées. Le soutien fourni au travers des programmes d'Aide pour le commerce dépend de l'intégration des questions relatives aux chaînes de valeur dans les stratégies de développement national et sectoriel et du fait que ces questions sont soulevées dans le dialogue avec la communauté des donateurs. La présente section examine si les chaînes de valeur constituent une priorité dans les stratégies des pays partenaires, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce. Elle indique ensuite comment les pays partenaires considèrent les obstacles spécifiques que rencontrent leurs entreprises lorsqu'elles tentent de se connecter aux chaînes de valeur.

Expérience des donateurs concernant le développement des chaînes de valeurt

Les réponses au questionnaire OCDE/OMC indiquent que les chaînes de valeur ont de plus en plus d'influence sur la programmation des donateurs. L'expérience des donateurs dans le domaine des chaînes de valeur est très avancée dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Les donateurs bilatéraux signalent un fort engagement dans ces secteurs, en plus des chaînes de valeur du poisson et des produits de la pêche, des textiles et des vêtements et du tourisme. Les donateurs multilatéraux indiquent qu'ils ont plus d'expérience en ce qui concerne le développement des chaînes de valeur dans les secteurs du transport et des services financiers ainsi que des services aux entreprises et services professionnels. Pour les fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce, c'est le développement des chaînes de valeur concernant les textiles et les vêtements ainsi que les produits automobiles qui prédomine (figures 3.1, 3.2 et 3.3).

Figure 3.1 Expérience des donateurs bilatéraux concernant le développement des chaînes de valeur
(% de réponses)

Le nombre de réponses figure à côté de la catégorie.



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

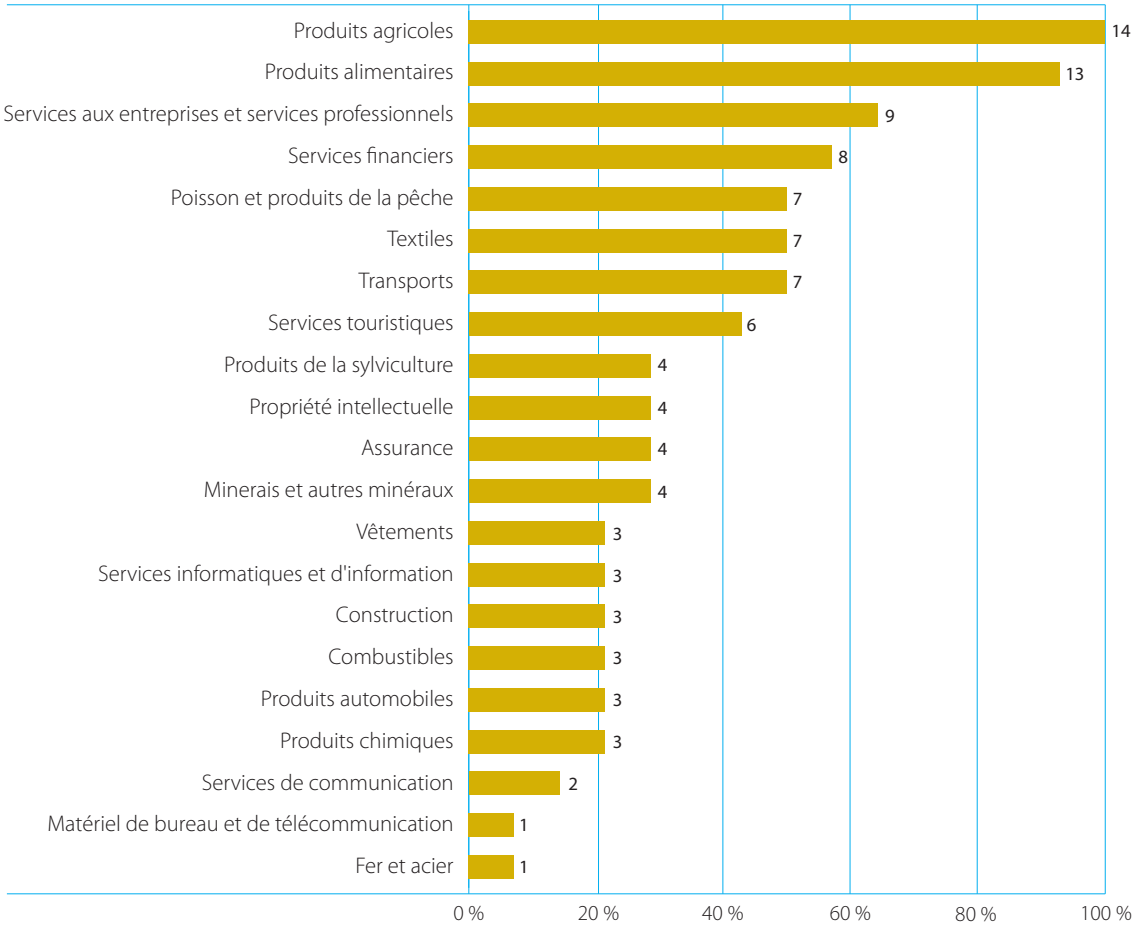
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888932854214*

Il y a de nombreux exemples de donateurs qui apportent un soutien aux pays partenaires afin de promouvoir les chaînes de valeur associées aux exportations – surtout pour les produits de l'agriculture et de la pêche. Bon nombre de ces projets agissent à la « marge intensive » en soutenant les courants d'échanges existants, c'est-à-dire en améliorant la qualité ou en réduisant les coûts de livraison aux grandes entreprises. Les donateurs apportent en outre un soutien pour renforcer le secteur privé dans les pays en développement grâce à l'instauration d'un environnement favorable à l'activité des entreprises, y compris en ce qui concerne les questions et les politiques de gouvernance ainsi que les cadres juridiques et réglementaires. L'aide au secteur privé comporte également des activités destinées à remédier aux défaillances du marché et aux asymétries d'information et à offrir des services de développement des entreprises tels que la R-D, la normalisation et la certification, ainsi que des services financiers (OCDE/OMC, 2013).

Certaines activités des donateurs visent des entreprises individuelles dans des chaînes de valeur spécifiques en fournissant une assistance technique, des services d'information et de consultation et des financements. Il y a eu ainsi des projets au Cameroun pour promouvoir les exportations de bananes et de plantain, en Afrique de l'Ouest pour améliorer la culture du coton et du riz, au Rwanda pour améliorer la qualité du thé, en Éthiopie et en Tanzanie pour améliorer la qualité du café, au Bangladesh pour améliorer la qualité dans le secteur du prêt-à-porter, au Guatemala pour améliorer les cultures biologiques, au Honduras pour améliorer les légumes orientaux, à la Grenade pour

Figure 3.2 Expérience des donateurs multilatéraux concernant le développement des chaînes de valeur
(% de réponses)

Le nombre de réponses figure à côté de la catégorie.



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854233

améliorer les pêcheries, au Pérou pour améliorer la qualité du lait, au Mozambique pour relancer les exportations de noix de cajou transformées, et aux Tonga pour lutter contre la mouche des fruits, ainsi qu'en Indonésie pour améliorer le bétail laitier. Les donateurs ont financé plusieurs projets destinés à aider les producteurs à respecter les normes de qualité sur les marchés intérieurs et extérieurs. Il y a eu, par exemple, une aide de l'UE à la production de poisson aux Fidji, au Honduras et au Mozambique, et une aide en faveur de la production d'huile de palme au Ghana (OCDE/OMC, 2013).

Les principaux donateurs, parmi lesquels les États-Unis et le Royaume-Uni, exécutent de nombreux programmes axés directement sur la question des chaînes de valeur. L'Initiative en faveur du libre-échange sur le continent africain (AFTi), appuyée par le Royaume-Uni, a pour objet d'aider 3 millions de personnes supplémentaires à retirer un avantage direct des chaînes de valeur nationales et internationales d'ici à 2015, par exemple au travers du Fonds d'appui africain pour le développement de l'entreprise, qui mène plusieurs projets visant à aider les bénéficiaires à mettre à profit les chaînes de valeur dans l'agro-industrie en Afrique. Les États-Unis, dans le cadre de leur programme ADVANCE au Ghana (programme de renforcement et de développement des chaînes de valeur dans l'agriculture), ont mis en place

un programme de 32 millions de dollars EU destiné à accroître la compétitivité des principales chaînes de valeur pour les produits de base agricoles sur les marchés intérieurs et régionaux. L'Initiative en faveur du commerce et des chaînes de valeur mondiales vise à accroître et à améliorer les possibilités d'emploi ainsi qu'à améliorer les revenus et les conditions de travail dans les chaînes de valeur des secteurs de l'horticulture et des vêtements en Afrique du Sud, au Bangladesh et au Kenya. L'Initiative en faveur d'un secteur des vêtements responsable a pour objet d'améliorer les conditions de travail dans la chaîne de valeur des vêtements dans les pays pauvres. Le Fonds de promotion de l'industrie alimentaire de détail accorde des dons à l'issue d'un processus de sélection par voie de concours ouvert aux entreprises européennes pour mettre au point et essayer de nouveaux moyens de faire parvenir au consommateur les exportations africaines de produits alimentaires.

Avec sa Stratégie sur la croissance économique durable, qui oriente les activités au titre de l'Aide pour le commerce, le Canada soutient activement divers efforts visant à accroître l'accès aux chaînes de valeur mondiales. Ces efforts ont essentiellement porté sur les chaînes de valeur de l'agro-industrie au Bangladesh, en Ukraine et au Viet Nam et sur les chaînes de valeur du secteur extractif, notamment au Pérou. Le développement des chaînes de valeur est une priorité stratégique pour le Danemark depuis 2010, tandis que l'Aide pour le commerce fournie par la Nouvelle-Zélande a surtout pour objet d'aider les îles du Pacifique à s'engager dans les chaînes de valeur et de favoriser un accès plus large au marché néo-zélandais. La priorité de l'Allemagne est d'améliorer l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et internationales ainsi que le respect des normes sociales et environnementales (BMZ, 2011: 6). L'Allemagne aide également les PME et les petites exploitations agricoles à améliorer leurs exportations et leurs capacités de commercialisation, de façon à utiliser les chaînes de valeur au niveau microéconomique pour accroître la proportion de valeur ajoutée.

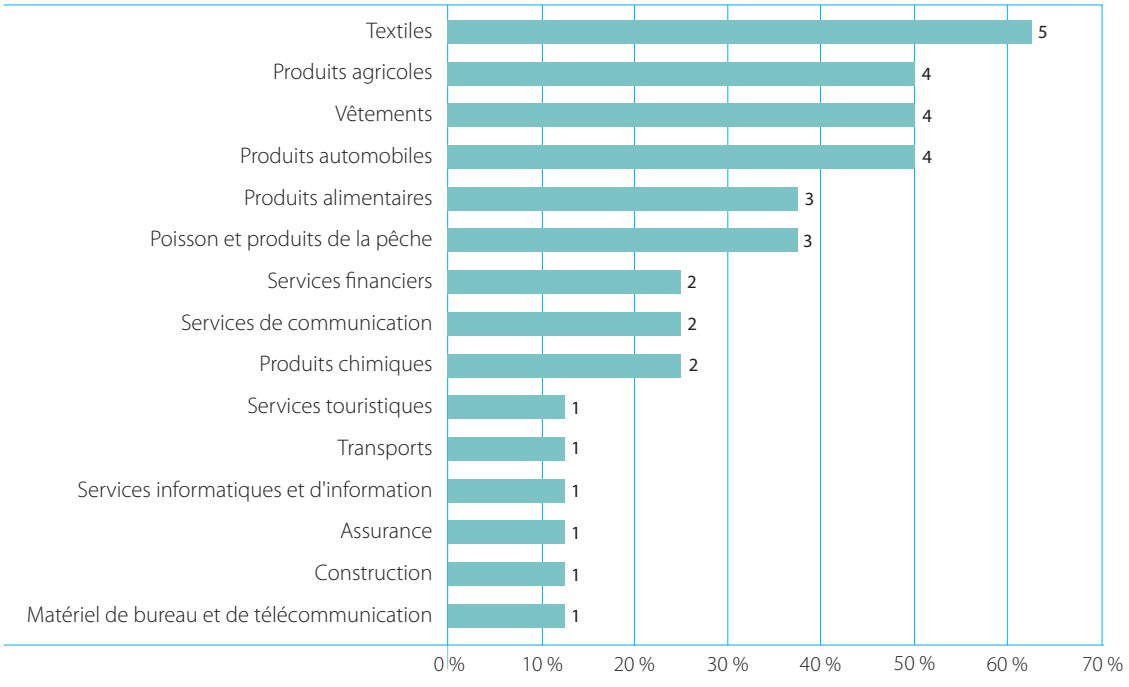
Pour donner aux PME des pays en développement les moyens d'exporter, ce qui est un objectif fondamental du Centre du commerce international (ITC), il faut souvent développer les segments nationaux et internationaux de la chaîne de valeur. Cela consiste, par exemple, à tenter d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies régionales concernant les chaînes de valeur dans le secteur des produits de base en Afrique (par exemple, l'initiative en faveur du coton). De nombreux projets ont pour objectif d'améliorer la qualité et le respect des normes afin de répondre aux exigences des grandes entreprises (par exemple, l'amélioration de la qualité du café éthiopien) ou de créer des produits d'appel pour ces entreprises (par exemple, l'Initiative de mode éthique). L'ITC dispense également une formation spécifiquement axée sur la gestion des chaînes d'approvisionnement et la participation aux chaînes de valeur internationales et explore de nouveaux domaines de coopération avec les grandes entreprises pour améliorer la gestion des chaînes d'approvisionnement par les pays en développement et mieux connecter les PME dirigées par des femmes aux chaînes de valeur.[5] De même que le dialogue public-privé est un élément essentiel pour développer les chaînes de valeur nationales dans les pays en développement, de même la coopération public-privé relative à la conception et à la fourniture de l'assistance aux communautés et aux autres bénéficiaires est indispensable à la réussite.

Jusqu'à présent, seuls quelques-uns de ces programmes bilatéraux ont été évalués, mais ceux qui l'ont été affichent des résultats concrets. Par exemple, le suivi intérimaire par le Royaume-Uni de ses activités relatives aux chaînes de valeur et de ses projets en matière d'Aide pour le commerce révèle une amélioration des revenus, des conditions de travail et de l'emploi pour les travailleurs des pays partenaires. Récemment, les Pays-Bas ont également évalué leurs programmes relatifs aux chaînes de valeur pour le thé, le coton et le cacao, constatant une augmentation des revenus des ménages et une amélioration de la durabilité.

Depuis de nombreuses années, plusieurs organisations internationales spécialisées interviennent dans les pays les moins avancés (PMA) pour promouvoir le développement des chaînes de valeur locales et internationales en faveur des petits producteurs et entrepreneurs locaux, qui créent des emplois et des revenus. Comme exemple récent, la Déclaration d'Abuja 2010[6] demandait à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Figure 3.3 Expérience des fournisseurs de coopération Sud-Sud concernant le développement des chaînes de valeur
(% de réponses)

Le nombre de réponses figure à côté de la catégorie.



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854252

(FAO), au Fonds international de développement agricole (FIDA), à la Banque africaine de développement (BAfD) et à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) d'engager des actions conjointes dans le domaine des chaînes de valeur de l'agro-industrie africaine. Ces organisations ont répondu en lançant l'Initiative pour le développement (accéléré) de l'agrobusiness et des agro-industries en Afrique (3ADI). Elles indiquent que cette initiative s'appuie sur l'engagement politique existant de promouvoir un secteur agricole qui portera la proportion des produits différenciés de valeur élevée à 50 % des produits alimentaires du continent. L'Initiative 3ADI est financée grâce à un accroissement des investissements du secteur privé et à la mobilisation de ressources auprès des donateurs. Par ailleurs, l'ONUDI a conçu et mis en œuvre des programmes d'assistance technique et fourni un soutien intégral en matière de politique. Ses interventions se concentrent sur les principaux piliers du développement de l'agro-industrie : améliorer l'ensemble des chaînes de valeur, renforcer la technologie, promouvoir des sources innovantes de financement et stimuler la participation du secteur privé.[7] Le gouvernement haïtien a également demandé officiellement à l'ONUDI une assistance technique pour accélérer le développement des filières agricoles porteuses (banane et tubercule).[8]

Pour certains donateurs, les questions relatives aux chaînes de valeur ne sont pas traitées spécifiquement dans leur stratégie en matière d'Aide pour le commerce (par exemple, la Suède n'a pas institutionnalisé l'analyse et l'identification des chaînes de valeur dans sa programmation), alors que, pour d'autres, elles sont implicitement incluses. Ainsi, bien que l'expression « chaîne de valeur » ne soit pas employée dans la stratégie de la France en matière d'Aide pour le commerce, les actions qui font partie de cette stratégie portent précisément sur les activités menées par les entreprises pour créer de la valeur.

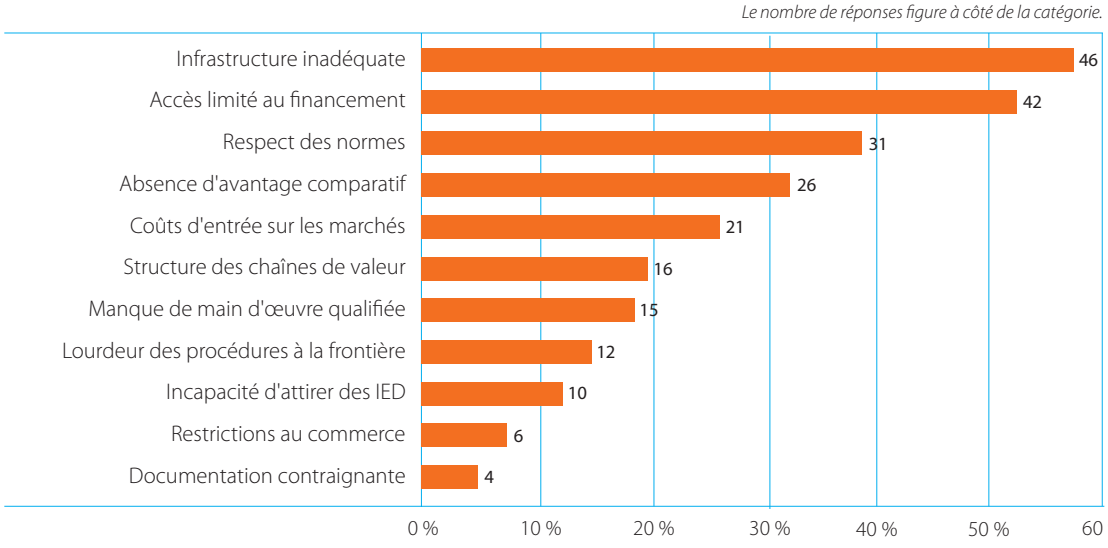
POINTS DE VUE DU SECTEUR PUBLIC SUR LES OBSTACLES À L'ENTRÉE DANS LES CHAÎNES DE VALEUR

Alors que de nombreux producteurs des pays en développement sont compétitifs au niveau de l'exploitation ou de l'usine, une série de contraintes vient affaiblir cette compétitivité sur les marchés régionaux et mondiaux, limitant ainsi leur potentiel de croissance. La présente section met en relief les obstacles rencontrés par les fournisseurs des pays en développement lorsqu'ils entrent dans les chaînes de valeur, tels qu'ils ont été mentionnés par les partenaires, les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud dans leurs réponses au questionnaire OCDE/OMC. Enfin, sur la base des réponses des pays partenaires, une évaluation est faite de l'efficacité du soutien des donateurs pour ce qui est d'alléger les obstacles à l'entrée.

Pour les pays partenaires et les fournisseurs d'assistance liée au commerce, la contrainte la plus importante est l'infrastructure inadéquate (figures 3.4, 3.5, 3.6 et 3.7). Ainsi, 68 % des pays partenaires ont signalé que la principale contrainte était l'électricité, confirmant les constatations de l'OCDE (2013b) selon lesquelles l'accès au réseau électrique et la fiabilité de ce réseau sont un obstacle majeur aux résultats des entreprises des pays en développement dans le domaine commercial. L'importance de cet obstacle est également soulignée de façon régulière dans les *enquêtes sur les entreprises* réalisées par la Banque mondiale.

Pour les partenaires, les donateurs multilatéraux et les fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce, le deuxième obstacle majeur est l'accès au financement du commerce (les donateurs bilatéraux le considèrent comme le troisième obstacle le plus important). Le financement du commerce est le poumon du commerce international, puisque plus de 90 % des transactions comportent une forme de crédit, d'assurance ou de garantie. Ce sont surtout les petits exportateurs qui n'ont pas suffisamment accès à ce financement (ITC, 2009: 2).[9]

Figure 3.4 Points de vue des pays partenaires sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeurs
(% de réponses)

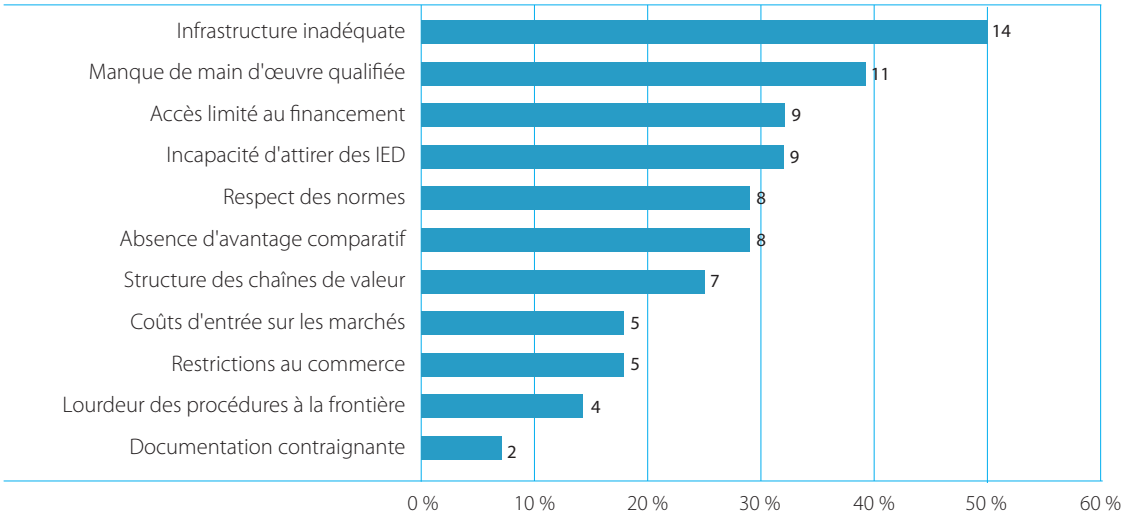


Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854271

Figure 3.5 Points de vue des donateurs bilatéraux sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur
(% de réponses)

Le nombre de réponses figure à côté de la catégorie.

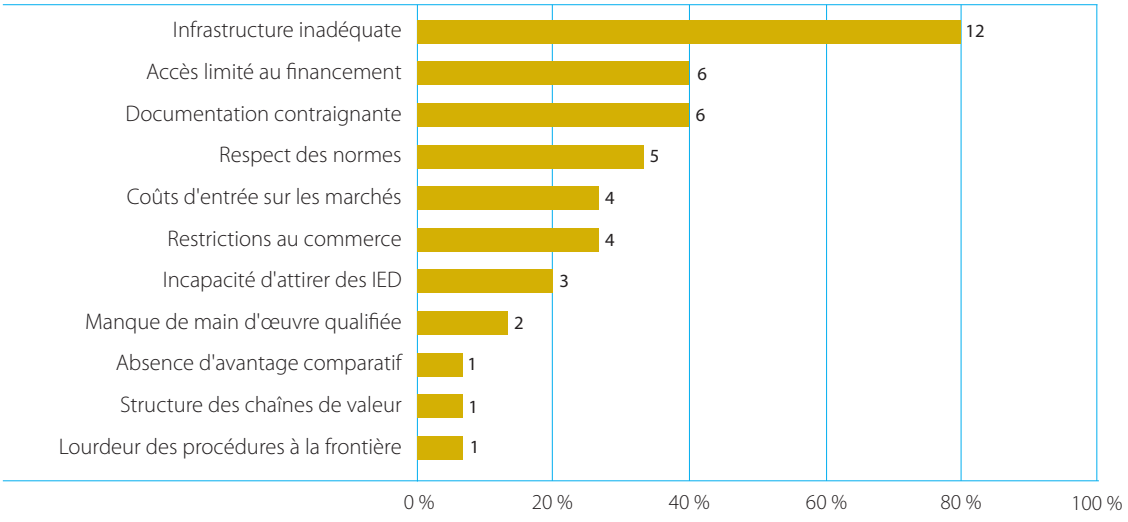


Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854290

Figure 3.6 Points de vue des donateurs multilatéraux sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur
(% de réponses)

Le nombre de réponses figure à côté de la catégorie.



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

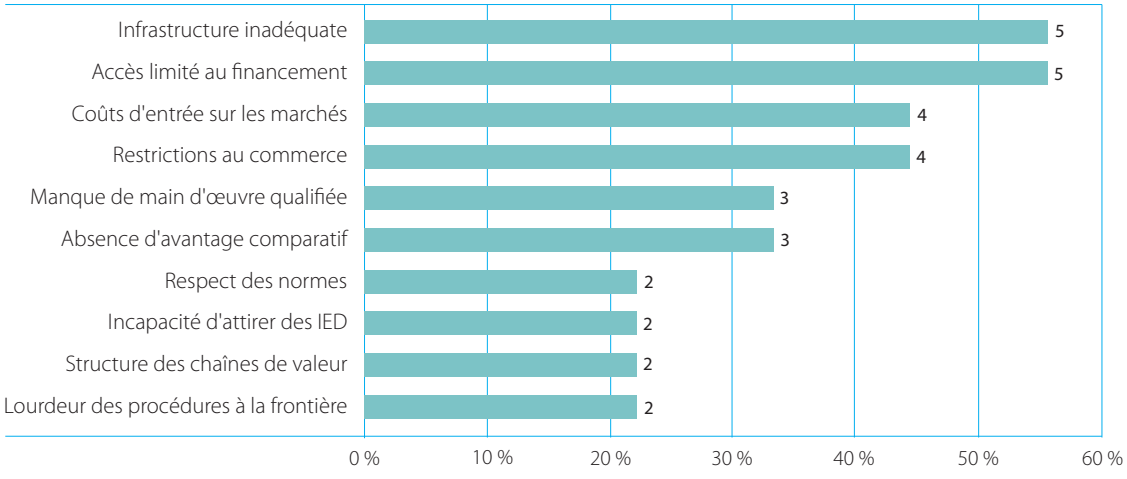
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854309

Une autre contrainte majeure soulignée par les pays partenaires, les donateurs bilatéraux et multilatéraux et, dans une moindre mesure, les fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce est la conformité aux normes techniques, sanitaires et de sécurité et la certification de cette conformité qui sont nécessaires pour accéder aux marchés matures et participer aux chaînes de valeur. Des normes élevées constituent une garantie pour le commerce en donnant confiance aux acheteurs et aux consommateurs, mais elles peuvent parfois aussi agir comme un obstacle au commerce arbitraire et injustifié qu'il est difficile de contester et de faire disparaître.

Les donateurs bilatéraux soulignent le manque de qualifications et de capital humain, ainsi que l'incapacité des pays partenaires d'attirer des IED. Les donateurs multilatéraux s'attachent davantage aux problèmes liés aux conditions de l'activité des entreprises et signalent que la lourdeur des formalités administratives, des règlements et des prescriptions en matière de documentation constituent un obstacle majeur à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur. Ce type d'obstacle n'est pas classé aussi haut par les pays partenaires, les donateurs bilatéraux et les fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce. Les coûts d'entrée sur les marchés et les restrictions au commerce sont également considérés comme une entrave, notamment par les donateurs multilatéraux et les fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce, mais beaucoup moins par les pays partenaires et les donateurs bilatéraux. Toutes les réponses s'accordent sur l'importance relative des obstacles tels que l'absence d'avantage comparatif et la structure des chaînes de valeur.

Figure 3.7 Points de vue des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur
(% de réponses)

Le nombre de réponses figure à côté de la catégorie.



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854328

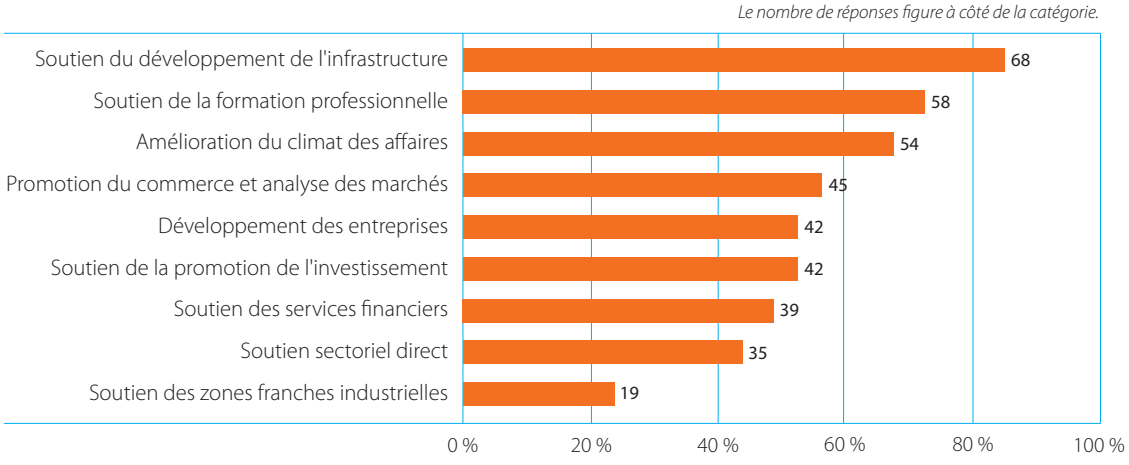
Quelle est l'efficacité du soutien des donateurs ?

Les pays partenaires considèrent que l'Aide pour le commerce est efficace pour surmonter leurs contraintes liées au commerce. Ils indiquent que le soutien du développement de l'infrastructure est très efficace (68 pays) ou efficace (10 pays) pour aider les entreprises à entrer et à avancer dans les chaînes de valeur (figure 3.8). Bien que les pays partenaires, comme indiqué ci-dessus, ne considèrent pas la qualification de la main-d'œuvre comme un des obstacles majeurs à l'entrée et à la progression dans les chaînes de valeur, ils estiment que les programmes de formation de la main-d'œuvre sont efficaces pour surmonter les contraintes liées au commerce. Le soutien des donateurs destiné à améliorer le climat des affaires figure également parmi les trois premiers programmes d'aide les plus efficaces pour

aider les entreprises à se connecter aux chaînes de valeur. Les constatations faites par Chang *et al.* (2009) confirment en grande partie que le commerce a plus d'impact sur la croissance s'il s'accompagne d'une amélioration de l'infrastructure économique, d'un relèvement des niveaux d'éducation et de qualification et d'un approfondissement des marchés financiers, mais aussi de réformes institutionnelles et réglementaires. Les pays partenaires jugent ce type de programme particulièrement efficace.

Le soutien sectoriel direct n'est pas considéré comme aussi efficace que le soutien ciblé à la promotion du commerce et à l'analyse des marchés, au développement des entreprises et à la promotion de l'investissement. Le soutien aux zones industrielles d'exportation est jugé sensiblement moins efficace. En effet, ces zones ne sont pas toutes une réussite, et les investissements dans l'infrastructure ainsi que les incitations fiscales généreuses n'ont pas nécessairement entraîné un accroissement de l'IED. Même dans le cas où il y a eu des IED, la valeur ajoutée a souvent été faible et les relations en amont et les transferts de technologie ont été passablement limités (Engman *et al.*, 2007). Globalement, la plupart de ces zones ont eu un impact pour le moins ambigu en Afrique, notamment sur le développement économique local.

Figure 3.8 Types d'Aide pour le commerce considérés comme « très efficaces » par les pays partenaires
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854347

POINTS DE VUE DU SECTEUR PRIVÉ SUR LES OBSTACLES À L'ENTRÉE DANS LES CHAÎNES DE VALEUR

L'enquête OCDE/OMC sur le secteur privé s'adressait aux entreprises de cinq secteurs particulièrement importants pour les fournisseurs des pays en développement : agroalimentaire, textiles et vêtements, tourisme, technologies de l'information et de la communication et transports et logistique. Elle a été réalisée en collaboration avec Grow Africa, la Chambre de commerce internationale (CCI), le Centre du commerce international (ITC), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Cette enquête, qui a permis de recueillir près de 700 réponses émanant de plus de 120 pays, ne peut peut-être pas être considérée comme statistiquement significative en raison des contraintes méthodologiques liées à ce type d'exercice. Mais l'étendue et la profondeur des réponses donnent une bonne indication des obstacles rencontrés par le secteur privé pour élargir les chaînes de valeur aux fournisseurs des pays en développement, surtout si l'on considère ces réponses dans le contexte des autres recherches menées sur les mêmes questions (OCDE, 2013a).

Les entreprises étaient invitées à se ranger elles-mêmes dans une des deux catégories d'entreprises interrogées : les fournisseurs des pays en développement ou les grandes entreprises. Il leur était demandé de classer les principaux obstacles à la participation des entreprises des pays en développement en tant que fournisseurs aux chaînes de valeur et les principaux facteurs qui amènent les grandes entreprises à décider de s'approvisionner auprès des fournisseurs des pays en développement et d'y investir pour les relier à leurs chaînes de valeur. La présente section s'inspire en grande partie des études sectorielles plus approfondies sur les chaînes de valeur dans l'agroalimentaire, les textiles et les vêtements, le tourisme, les TIC et les transports et la logistique qui ont été publiées en tant que rapports d'information distincts pour le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce.

Principales constatations

Les fournisseurs des pays en développement qui appartiennent aux secteurs de l'agroalimentaire, des textiles et des vêtements, du tourisme, des TIC et des transports et de la logistique ont tous déclaré que le manque d'accès au financement (notamment le financement du commerce) était le principal obstacle qui les empêchait de s'intégrer aux chaînes de valeur, d'établir des chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Ils ont également indiqué comme obstacles majeurs les coûts de transport et d'expédition, l'infrastructure inadéquate et l'incertitude réglementaire (souvent liée à un environnement économique complexe). Le manque de main-d'œuvre qualifiée a été cité comme un obstacle particulier du côté de l'offre par les fournisseurs des pays en développement appartenant aux cinq secteurs.

Les grandes entreprises des cinq secteurs considèrent les procédures douanières comme un obstacle particulièrement important pour intégrer les fournisseurs des pays en développement dans leurs chaînes de valeur. Parmi les autres préoccupations majeures, elles ont mentionné l'incertitude réglementaire (qui correspond aux problèmes des fournisseurs des pays en développement dus à la complexité de leur environnement économique) et le respect des normes. Elles ont également cité les pratiques informelles et les demandes de paiement comme particulièrement préoccupantes dans leurs relations avec les fournisseurs.

Parmi les facteurs mentionnés comme ayant une influence sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement figurent les coûts de production et de main-d'œuvre, le respect des normes, le volume de production, les délais d'exécution (problème qui se pose particulièrement pour les textiles) et les aides à l'investissement et les incitations fiscales. La qualification de la main-d'œuvre est également citée comme un facteur important qui influence les décisions d'investissement (notamment dans les secteurs des TIC, des textiles et des vêtements et du tourisme). Les mauvaises conditions de l'activité des entreprises, les retards liés aux formalités douanières, l'incertitude réglementaire et la corruption et les pots-de-vin ont tous été cités comme des facteurs ayant une influence négative sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement.

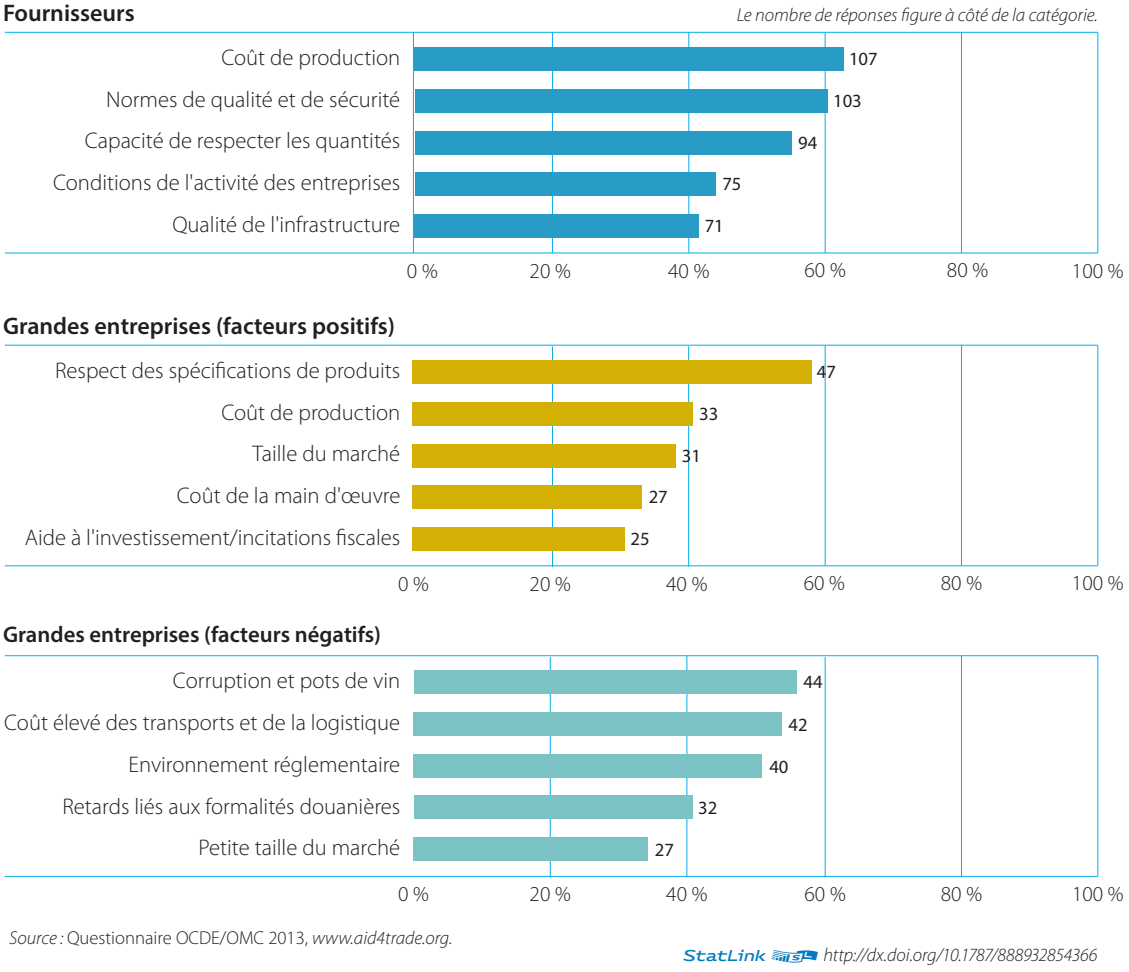
Les fournisseurs des pays en développement et les grandes entreprises considèrent tous deux que le soutien futur devrait viser principalement à améliorer les conditions de l'activité des entreprises. De même, ils indiquent qu'un meilleur accès aux marchés les aiderait à s'intégrer dans les chaînes de valeur, à établir des chaînes de valeur ou à progresser dans ces chaînes. Les fournisseurs des pays en développement mettent davantage l'accent sur le financement (accès et aides à l'investissement intérieur et étranger) en tant que soutien efficace. Les grandes entreprises insistent plus particulièrement sur la facilitation des échanges et l'amélioration du dialogue public-privé. La formation de la main-d'œuvre est également considérée comme un moyen efficace d'accroître les capacités du côté de l'offre.

Constatations issues des études sectorielles

Agroalimentaire

Le secteur agroalimentaire est en mutation. L'urbanisation rapide et l'augmentation des revenus dans les pays en développement, le changement des habitudes alimentaires, les TIC, la transformation structurelle des marchés de détail et les débouchés à l'exportation sont les catalyseurs de cette évolution rapide. Collectivement, ces facteurs contribuent à un changement de paradigme dans la manière dont les aliments sont produits, transformés et vendus – quoique à des rythmes différents selon les marchés des pays développés, des pays en développement et des pays les moins avancés et à l'intérieur de ces marchés. Les nouveaux marchés d'exportation, notamment les pays asiatiques très peuplés qui connaissent une croissance rapide, sont également une caractéristique essentielle de cette tendance. Il en est de même pour la pénétration du commerce de détail moderne dans les pays en développement, y compris les pays à faible revenu.

Figure 3.9 Facteurs qui influent le plus sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement dans les chaînes de valeur agroalimentaires
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854366

L'apparition des chaînes de valeur locales, régionales et mondiales sert de catalyseur à une participation accrue du secteur privé dans l'agriculture et rend incontournables le développement et l'amélioration des chaînes de valeur agricoles quant à la qualité, à la productivité, à l'efficacité et à la profondeur. Avec la demande croissante de qualité, de sécurité et de commodité de la part des consommateurs (urbains), le rythme des changements sur les marchés de produits alimentaires s'accélère. De ce fait, le secteur privé joue un rôle plus actif et plus affirmé vis-à-vis de l'État sur de nombreux marchés agricoles.

Des réponses au questionnaire OCDE/OMC ont été reçues de 250 entreprises du secteur agroalimentaire situées dans 79 pays, de 160 fournisseurs des pays en développement et de 89 grandes entreprises.[10] Elles soulignent que les coûts (de transport et de main-d'œuvre, par exemple) jouent un rôle important dans les décisions de relier les fournisseurs aux chaînes de valeur. La capacité de respecter les normes et les spécifications de produits est également jugée importante, ainsi que d'autres facteurs tels que l'environnement réglementaire et la qualification de la main-d'œuvre. L'accès au financement et l'absence d'infrastructure préoccupent surtout les fournisseurs des pays en développement qui souhaitent se joindre aux chaînes de valeur. Certains autres facteurs tels que la taille et la proximité du marché intérieur sont importants pour les grandes entreprises et les investisseurs.

Les fournisseurs des pays en développement considèrent que les facteurs qui influent le plus sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement dans les chaînes de valeur agroalimentaires sont les suivants : coût de production (64 % des réponses), capacité de se conformer aux normes de qualité et de sécurité (60 %), conditions de l'activité des entreprises (44 %), qualité de l'infrastructure (42 %) et qualifications et productivité de la main-d'œuvre (38 %). Les grandes entreprises considèrent qu'un pays en développement offre des possibilités attractives d'approvisionnement et d'investissement, dans le contexte du développement des chaînes de valeur, s'il est capable de respecter régulièrement les spécifications de produits (58 %), s'il a des coûts de production et de main-d'œuvre faibles (41 % et 33 % respectivement), s'il a un vaste marché intérieur (38 %) et s'il offre des incitations intéressantes en matière d'investissement ou de fiscalité (31 %).

Parmi les autres facteurs figurent la confiance dans l'environnement réglementaire (27 %), la qualification de la main-d'œuvre (26 %), la profondeur du marché local de produits et de services (26 %), l'ouverture du marché et la participation à des accords commerciaux (25 % chacun), la langue (25 %), la proximité des marchés (21 %) et les délais rapides d'exécution des commandes (16 %). Un pays ne sera pas attractif s'il y a de la corruption et des pots-de-vin (53 %), si les coûts de transport et de logistique sont élevés (51 %), si les conditions de l'activité des entreprises et l'environnement réglementaire sont précaires (48 %), s'il y a des retards liés aux formalités douanières (38 %), si le marché est de petite taille avec un faible pouvoir d'achat (33 %) et si la main-d'œuvre est peu qualifiée (27 %).

Interrogés au sujet du soutien dont ils ont besoin pour rejoindre les chaînes de valeur et y progresser, les fournisseurs des pays en développement ont indiqué que leurs priorités étaient un meilleur accès au financement (59 % des réponses), des incitations à l'investissement (57 %), un meilleur accès aux marchés (56 %), des investissements dans l'infrastructure (46 %), des normes reconnues au niveau international (38 %) et des programmes de formation de la main-d'œuvre (36 %). Cela correspond en grande partie aux souhaits exprimés par les grandes entreprises, qui citent un meilleur accès aux marchés (52 %), les investissements dans l'infrastructure (46 %), un meilleur dialogue public-privé avec les autorités nationales (44 %), les mesures de facilitation des échanges (42 %), une meilleure infrastructure en matière de normes et une meilleure capacité de certification (37 %) et une aide à l'amélioration des conditions de l'activité des entreprises (36 %).

Parmi les 160 fournisseurs de pays en développement qui ont répondu, 70 % ont bénéficié d'une initiative du gouvernement, 50 % d'une initiative d'un organisme de développement et 20 % d'une initiative d'une entreprise étrangère. Pour les entreprises qui ont bénéficié d'une aide, les principaux effets ont été l'amélioration des renseignements sur les marchés d'exportation (46 % des réponses), la diversification des exportations sur le plan géographique et en matière de produits (46 % ont exporté vers de nouveaux marchés et 25 % ont exporté de nouveaux produits), un meilleur respect des normes (33 %) et une meilleure compétitivité (28 %). Moins de 5 % des entreprises interrogées considéraient que les projets d'Aide pour le commerce étaient sans effet ou contre-productifs.

Textiles et vêtements

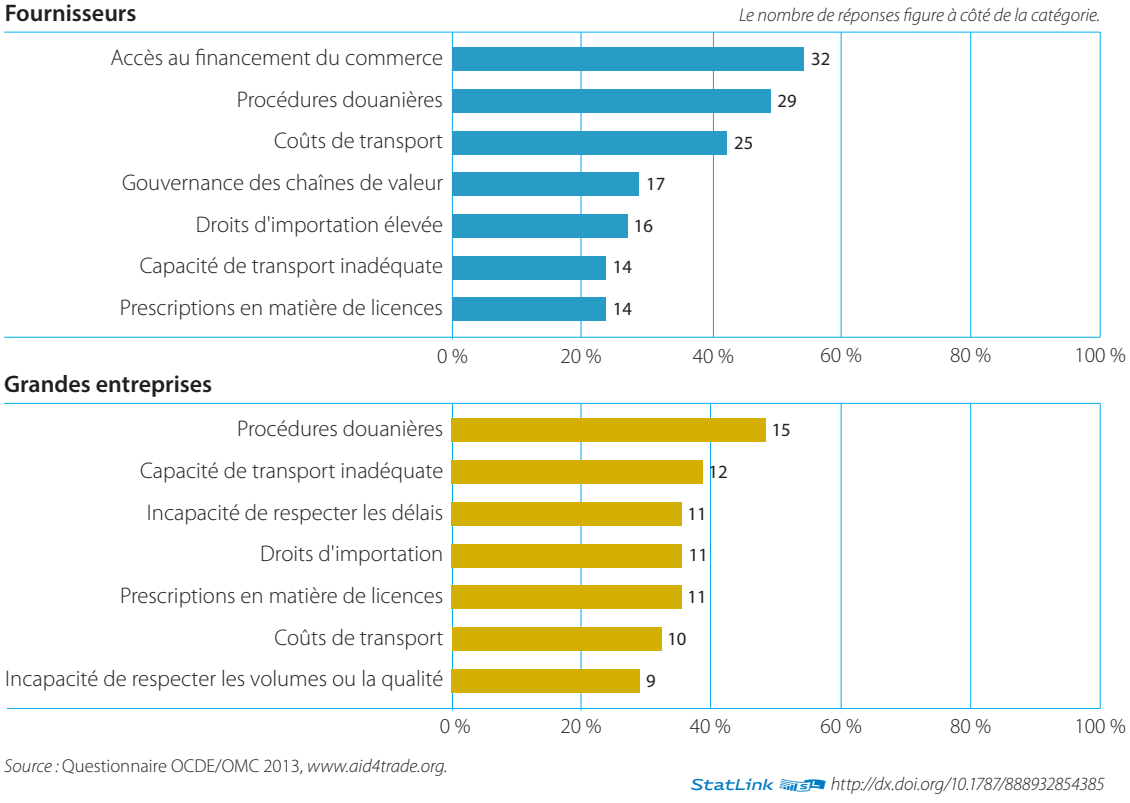
L'industrie des textiles et des vêtements joue un rôle central dans le développement industriel de nombreux pays à faible revenu et autres pays parmi les moins avancés. En raison de faibles besoins en capitaux, d'une forte intensité de main-d'œuvre et de techniques de production relativement simples, ce secteur se prête à une industrialisation précoce (Gereffi et Memedovic, 2003). Il représente une part importante des exportations totales de produits manufacturés, notamment en ce qui concerne les vêtements, pour certains PMA tels que le Lesotho (70 %), le Bangladesh (71 %), le Cambodge (85 %) et Haïti (86 %) (Frederick et Staritz, 2012). Il a également créé de nombreux emplois pour les travailleurs non qualifiés, dont la plupart sont des femmes. L'un des avantages manifestes que les pays en développement ont à s'intégrer aux chaînes de valeur des textiles et des vêtements est qu'elles créent des emplois pour de nombreuses femmes, notamment celles qui sont jeunes et moins éduquées (la proportion des femmes employées dans ce secteur est, par exemple, de 80 % au Bangladesh, de 82 % à Sri Lanka et de 89 % au Cambodge) (OIT, 2005).

Avec l'expiration de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements le 1er janvier 2005, le commerce mondial des vêtements est passé d'une structure administrée à une concurrence mondiale plus ouverte. Des distorsions du marché subsistent cependant sous la forme de progressivité des droits, de crêtes tarifaires et de maintien des subventions à l'exportation. La question de l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les exportations des PMA n'est toujours pas résolue dans les négociations menées dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, qui sont au point mort – bien que des progrès aient été enregistrés en ce qui concerne les régimes maintenus et améliorés et les nouveaux régimes établis par des économies développées ou émergentes. Les régimes d'accès préférentiel, notamment l'initiative Tout sauf les armes de l'UE, la Loi des États-Unis sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique et les schémas SGP de ces deux Membres de l'OMC, jouent un rôle majeur dans la détermination des conditions globales d'accès aux marchés pour les pays à faible revenu. L'UE (avec 44 %) et les États-Unis (avec 23 %) ont représenté ensemble les deux tiers de la valeur des importations mondiales de vêtements en 2011 – un marché de 431 milliards de dollars EU. Plusieurs marchés émergents revêtent également une importance grandissante. Entre 2009 et 2011, le Brésil, le Chili, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et la Thaïlande ont enregistré une croissance de leurs importations comprise entre 65 % et 132 %. Pris ensemble, ces six marchés ont représenté 17,1 milliards de dollars EU d'importations de vêtements en 2011, contre 3,9 milliards en 2005.

L'évolution des politiques commerciales et des conditions d'accès aux marchés s'est accompagnée d'une nouvelle dynamique sur le marché des vêtements. Les chaînes d'approvisionnement ont été profondément restructurées pour répondre à la nouvelle demande de « mode rapide » sur le marché, qui se caractérise par l'expédition rapide des marchandises, des exigences de qualité plus élevées et un faible niveau de stock dans le commerce de détail. Cette restructuration en faveur de nouveaux styles et de nouveaux modèles donne la priorité à des circuits de distribution plus courts, à une main-d'œuvre plus qualifiée et à la gestion des chaînes d'approvisionnement, y compris la fabrication du tissu, l'approvisionnement en matières et le processus de finition. À l'échelle mondiale, les acheteurs et les intermédiaires se sont tournés de plus en plus vers des fournisseurs capables de se procurer les matières, de coordonner la

Figure 3.10 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des textiles et des vêtements

(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854385

logistique, d'inciter à un développement créatif et d'opérer dans des lieux géographiquement dispersés qui permettent des cycles de livraison plus courts. La rapidité et la fiabilité des réseaux de transport ainsi que les délais de dédouanement minimaux sont devenus aussi essentiels que le coût de la main-d'œuvre et des matières.

Il en est résulté un regroupement notable des chaînes d'approvisionnement, avec moins de pays et des fournisseurs plus grands, ainsi que l'apparition de relations d'approvisionnement stratégiques. Les principaux acheteurs ne se fournissent plus comme avant auprès d'une multitude de petites entreprises et tournent le dos aux anciens ateliers de coupe, de confection et d'assemblage par couture pour établir des relations avec un nombre plus restreint de fournisseurs stratégiques, gérer une production répartie sur de multiples usines dans différents endroits du monde, partager la responsabilité financière, offrir des services ayant une plus grande valeur ajoutée et, au bout du compte, réaliser une plus grande part de profits dans le commerce des textiles et des vêtements. La confection de vêtements a fortement reculé depuis 2005 en République dominicaine (-194 %), au Costa Rica (-174 %), aux Philippines (-63 %), au Mexique (-57 %), au Taipei chinois (-57 %), au Swaziland (-51 %) et en Afrique du Sud (-45 %), alors qu'elle a connu une forte expansion en valeur au Bangladesh (+192 %), au Viet Nam (+181 %), en Chine (+106 %), en Malaisie (+84 %), au Cambodge (+82 %), au Pakistan (+79 %) et en Inde (+64 %).

Les réponses au questionnaire OCDE/OMC soulignent ces changements dans la dynamique du marché. Au total, 106 réponses ont été reçues de 47 pays, y compris 39 grandes entreprises de 27 pays (dont 19 étaient des pays ou territoires en développement) et 63 fournisseurs de 35 pays en développement. Cinq grandes entreprises et un des fournisseurs des pays en développement ont indiqué un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars EU.

Les fournisseurs des pays en développement aussi bien que les grandes entreprises (figure 3.10) accordent une large priorité aux procédures douanières (32 et 15 respectivement). L'efficacité des procédures douanières est extrêmement importante dans une chaîne de valeur caractérisée par de faibles stocks au niveau du commerce de détail, de gros volumes de commande et des processus de fabrication en flux tendu répondant à des tendances de la mode qui changent rapidement. Le besoin de rapidité apparaît également dans la forte priorité accordée aux contraintes liées aux coûts et aux délais de transport (25 réponses de fournisseurs et 10 de grandes entreprises) et à l'inadéquation des capacités ou des liaisons aéroportuaires, maritimes ou de transport (12 réponses de grandes entreprises). Dans les chaînes de valeur des textiles et des vêtements plus que dans aucune autre, les politiques commerciales constituent encore un obstacle important : 16 fournisseurs et 11 grandes entreprises ont cité les droits d'importation élevés ainsi que les accords en matière d'exportation et de licences.

Les fournisseurs indiquent que l'accès au financement est l'obstacle le plus important à l'entrée dans les chaînes de valeur des textiles et des vêtements (52 %). La crise économique de 2008-2009 a attiré l'attention de tous les acheteurs sur l'importance de la stabilité financière des fournisseurs. Elle a rendu l'accès au crédit beaucoup plus difficile et, à l'avenir, les entreprises devront faire la preuve de leur stabilité financière pour devenir des fournisseurs. Pour ne rien arranger, certains clients retardent leurs paiements, et les banques deviennent plus strictes sur les conditions de crédit. La contraction générale de l'accès au crédit affecte tous les fournisseurs, mais les plus durement touchés sont les PME et les entreprises à capitaux locaux (c'est-à-dire celles qui ont le moins de fonds de roulement), car les fournisseurs de crédit hésitent plus à prendre des risques dans leur décision de prêts (Barrie et Ayling, 2009 ; Driscoll et Wang, 2009).

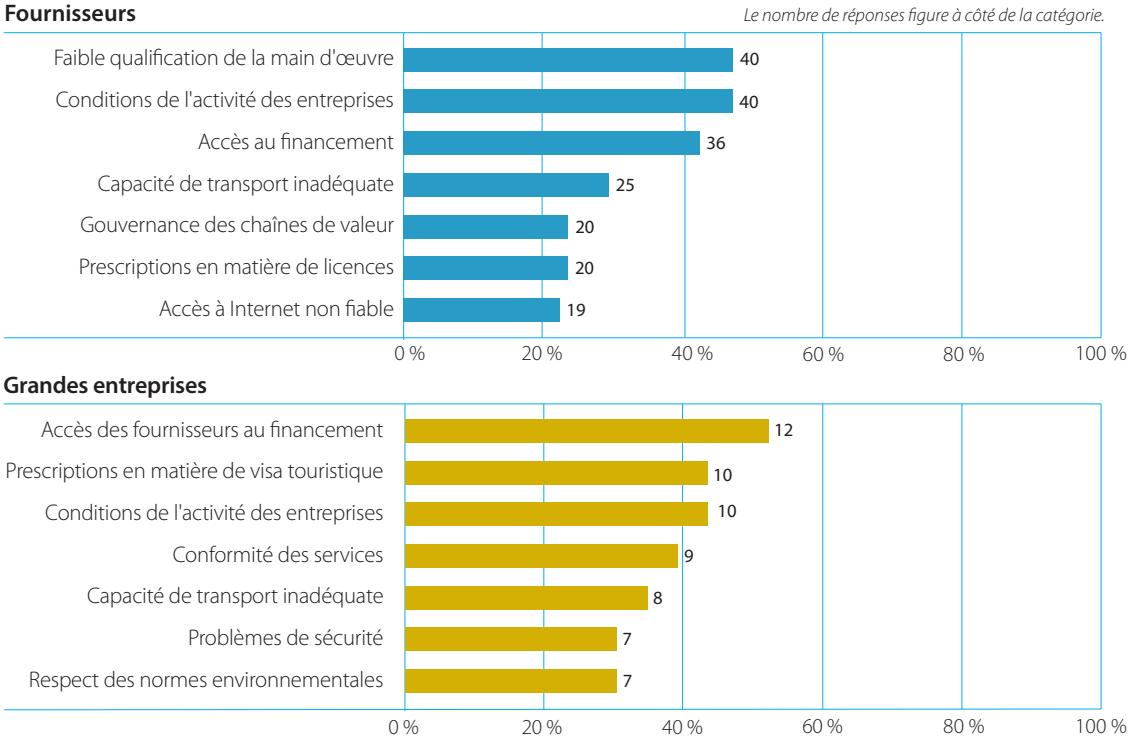
Interrogés au sujet des facteurs qui influent sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement dans les chaînes de valeur, les fournisseurs et les grandes entreprises citent les coûts de production (70 % et 48 % respectivement) et la capacité de respecter les normes (50 % et 48 % respectivement). L'accord est beaucoup moins grand au sujet de la qualification de la main-d'œuvre, que les fournisseurs considèrent comme un obstacle majeur (55 %), mais à laquelle les grandes entreprises attachent moins d'importance (19 %). Cela tient probablement aux points de vue différents des entreprises interrogées. S'il est vrai que les quotas aident au démarrage d'une industrie des textiles et des vêtements dans les pays en développement, le maintien ou l'amélioration de la position d'un pays dans la chaîne de valeur mondiale des vêtements exige un processus continu de formation de la main-d'œuvre. À long terme, la capacité d'innovation dépend d'un capital humain adéquat (Gereffi et Frederick, 2010).

Tourisme

Les arrivées de touristes ont dépassé 1 milliard pour la première fois en 2012. Malgré des chocs occasionnels, les arrivées internationales affichent une croissance presque ininterrompue : elles sont passées de 277 millions en 1980 à 528 millions en 1995 et 1,035 milliard en 2012.[11] Les pays en développement occupent une place grandissante dans ce secteur en expansion. Le tourisme fait partie des trois principaux secteurs d'exportation pour la majorité des pays en développement. Principal secteur d'exportation pour au moins onze PMA, c'est aussi un secteur d'activité économique important dans tous les pays qui ont réussi à sortir de la catégorie des PMA ou sont sur le point d'en sortir.

Le secteur du tourisme contribue à la croissance économique des pays en développement et offre de vastes possibilités. Il emploie beaucoup de main-d'œuvre et est lié à de nombreux autres secteurs de l'économie. Il contribue directement à la réduction de la pauvreté, notamment chez les femmes. Cela a été reconnu par les responsables politiques aux niveaux national et international. Les stratégies de développement mises en œuvre dans les PMA et les autres pays à faible revenu mettent souvent l'accent sur le secteur du tourisme et sur sa capacité importante à stimuler la croissance et la réduction de la pauvreté. La majorité des études diagnostiques sur l'intégration du commerce des PMA définissent le tourisme comme un secteur prioritaire en termes de croissance et d'exportations.

Figure 3.11 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur du tourisme
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854404

La présente section examine les chaînes de valeur du tourisme et le rôle des entreprises des pays en développement dans ce secteur de dimension mondiale. Elle vise en particulier à identifier les obstacles qui empêchent ces entreprises de se connecter aux chaînes de valeur du tourisme ou qui font que les pays en développement ont du mal à tirer profit du tourisme. Elle est centrée sur les 113 réponses reçues des grandes entreprises et des opérateurs de tourisme des pays en développement de 46 pays dans le cadre d'une enquête de suivi réalisée conjointement par l'OCDE, l'OMC et l'OMT, en collaboration avec la Chambre de commerce internationale (CCI), le Centre du commerce international (ITC) et Grow Africa. Des réponses ont été reçues de 23 grandes entreprises de 17 pays (dont 6 pays en développement) et de 83 opérateurs de 34 pays en développement. Parmi les grandes entreprises, trois avaient un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars EU par an. Les résultats de l'enquête (figure 3.11) soulignent les points suivants :

- La qualité de l'environnement économique dans son ensemble et l'accès au financement jouent un rôle crucial pour permettre aux fournisseurs des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'agir efficacement et de se connecter aux chaînes de valeur mondiales. C'est aussi ce qu'indiquent les constatations tirées de la littérature empirique et des observations ponctuelles.
- La qualification de la main-d'œuvre est également un élément essentiel de la réussite des fournisseurs de services dans le secteur du tourisme. Bien que la littérature se soit moins penchée sur ce facteur déterminant, le rôle des qualifications n'est pas surprenant étant donné la fréquence et l'importance des contacts personnels entre les fournisseurs de services et les clients dans le secteur du tourisme.

- L'ouverture aux importations, la sécurité et le bon fonctionnement du régime des visas sont d'autres éléments essentiels pour permettre au secteur du tourisme de s'engager sur la voie d'une croissance solide et durable.
- L'existence d'infrastructures de qualité est indispensable au développement du tourisme puisqu'elles ont pour rôle d'attirer les touristes dans le pays et de leur permettre de s'y déplacer.

Pour maximiser les retombées du secteur touristique sur les autres secteurs de l'économie, les interrelations sont importantes, par exemple la possibilité de se procurer localement des produits alimentaires, d'offrir d'autres services de loisirs ou de vendre des produits locaux aux voyageurs. On essaie de plus en plus d'orienter la croissance du secteur vers une utilisation efficiente des ressources, notamment en ce qui concerne l'eau et l'énergie, afin de contrôler son impact sur l'environnement.

Pour que le potentiel de développement du tourisme soit pleinement exploité, il faut une gestion attentive de ses liens avec le reste de l'économie. Dans le cadre de l'élaboration des politiques nationales, cela nécessiterait une coordination entre les différents ministères – en particulier les ministères du tourisme et du commerce – et les autres organismes compétents, les milieux d'affaires et les autorités locales. Dans le contexte de l'Aide pour le commerce, cela nécessiterait une coordination entre les donateurs et les organismes partenaires chargés de la mise en œuvre dans les différents secteurs visés par cette initiative (notamment les infrastructures et le tourisme) et peut-être une augmentation de la dimension habituelle des projets d'aide destinés au secteur du tourisme.

Différents éléments montrent que les donateurs et les organismes de mise en œuvre reconnaissent la nécessité d'une approche coordonnée des projets d'assistance technique dans le secteur du tourisme. Plusieurs projets récents visent à renforcer simultanément le secteur du tourisme et les secteurs d'amont, comme l'artisanat et l'agriculture. L'amélioration de la coordination entre les organismes internationaux, notamment dans le cadre du Comité directeur des Nations Unies sur le tourisme pour le développement, facilite la mise en œuvre de ces projets.[12]

Transports et logistique

Les transports et la logistique constituent un secteur dans lequel les chaînes de valeur jouent un rôle vital pour relier les pays, diffuser les technologies et promouvoir les meilleures pratiques dans le monde. La chaîne de valeur des transports et de la logistique se distingue par la variété des grandes entreprises qui y participent – dont de grandes sociétés de transport maritime, de livraison exprès et de transit – et par la gamme des opérateurs locaux avec lesquels elles sont en partenariat. Les chaînes de valeur des transports et de la logistique s'étendent de plus en plus aux pays en développement, y compris certains pays à faible revenu et pays parmi les moins avancés.

Outre son rôle de chaîne de valeur à part entière, le secteur des transports et de la logistique est essentiel au bon fonctionnement d'autres secteurs de l'économie. Le secteur manufacturier et l'agriculture dépendent tous deux de la capacité d'expédier les produits vers les consommateurs de manière rapide, économique et fiable. Le modèle des chaînes de valeur qui est devenu si important dans des secteurs tels que l'électronique ou l'agroalimentaire est impossible à appliquer en l'absence d'un secteur des transports et de la logistique solide dans chaque pays concerné. D'après les données disponibles, les pays les plus efficaces en termes de logistique tendent à se spécialiser davantage dans les chaînes de valeur manufacturières.

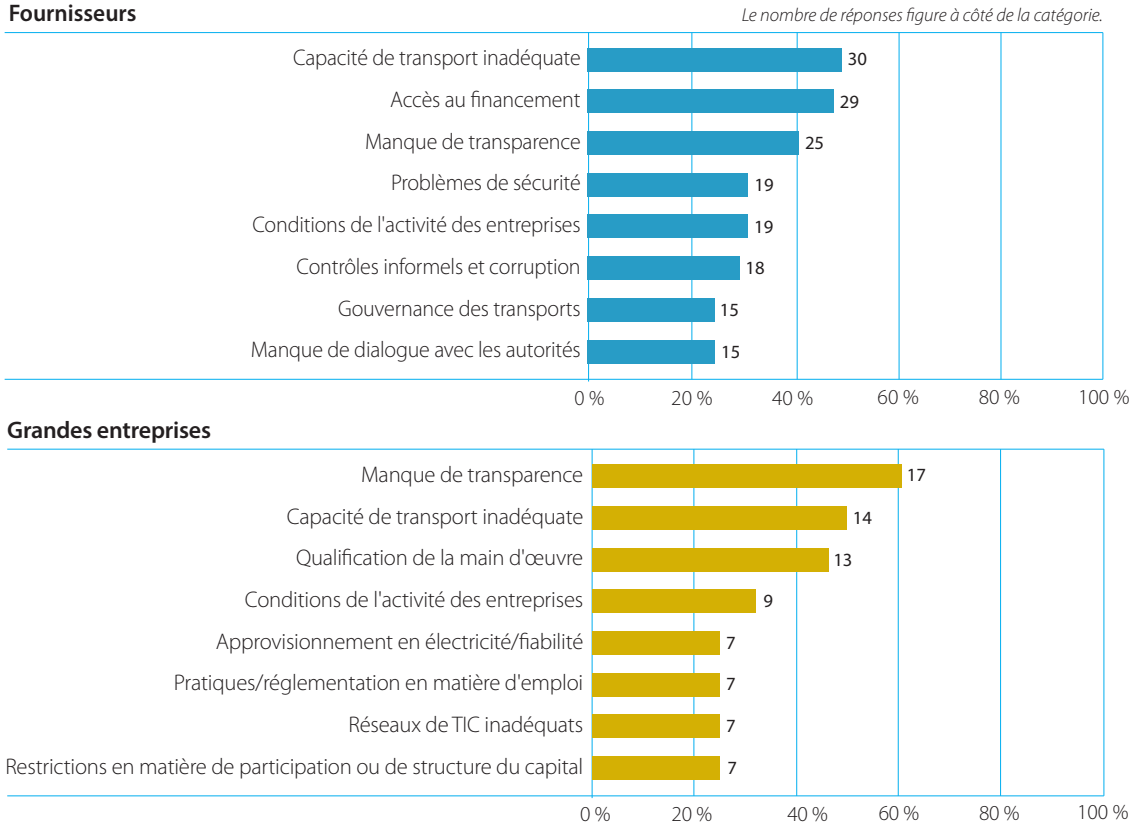
Les transports et la logistique entretiennent plusieurs liens directs et indirects avec des objectifs importants de développement économique et social. D'une part, ils peuvent doper les résultats commerciaux, ce qui, dans les circonstances appropriées, entraîne une hausse des revenus, crée des emplois et fait reculer la pauvreté. D'autre part, le bon fonctionnement de ce secteur détermine en grande partie la capacité d'un gouvernement de faire parvenir des biens importants pour le développement humain – tels que des produits alimentaires de base et des vaccins – à la population, en particulier dans les zones éloignées, et cela à des coûts aussi bas que possible.

Les données disponibles semblent indiquer que, dans le monde en développement, de nombreux aspects du secteur des transports et de la logistique évoluent de façon encourageante. Bien sûr, les résultats varient considérablement d'une région à l'autre, ce qui laisse entrevoir d'importantes possibilités d'échanges de connaissances Sud-Sud en la matière. Pour ce qui est des principaux facteurs qui influent sur le bon fonctionnement de la chaîne de valeur des transports et de la logistique, les données issues de l'enquête menée auprès du secteur privé par l'OCDE et l'OMC[13] révèlent les tendances suivantes :

- *Infrastructure :* L'infrastructure en matière de commerce et de transport demeure un obstacle majeur dans de nombreux pays en développement. Une amélioration semble toutefois se dessiner depuis quelques années en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.
  Mais la tendance la plus frappante est la diffusion rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la plupart des régions en développement. La téléphonie mobile, en particulier, offre un immense potentiel pour combler la fracture des communications, surtout dans les zones rurales. L'existence de dispositifs de communication bon marché et faciles à utiliser offre un intérêt particulier lorsqu'il s'agit de développer des pôles agricoles ou écotouristiques dans les pays en développement. Dans ce secteur en particulier, les donateurs (multilatéraux et bilatéraux), les gouvernements des pays partenaires et le secteur privé ont tous contribué de façon importante à une avancée significative en termes de développement.
- *Procédures douanières et autres procédures à la frontière :* Des améliorations évidentes ont été apportées aux procédures à la frontière dans la plupart des régions, mais elles concernent plus les douanes que les autres domaines. Cette dynamique témoigne en partie de la diffusion mondiale des bonnes pratiques grâce aux instruments internationaux, ainsi que de l'engagement actif des donateurs et des pays partenaires en faveur de la modernisation des douanes. Toutefois, pour améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement, il faut également prêter attention à d'autres organismes présents aux frontières, tels que les organismes de santé et de quarantaine et ceux qui administrent les mesures sanitaires et phytosanitaires. Ces organismes sont particulièrement importants pour les pays en développement présents dans les chaînes de valeur agroalimentaires émergentes.
- *Les services du secteur privé et leur réglementation :* Les données tendent à montrer que la qualité des fournisseurs de services de transport et de logistique privés s'améliore d'une manière générale sur le plan mondial. Il semblerait donc que les efforts déployés pour développer le secteur privé dans ce domaine portent leurs fruits. Par contre, l'amélioration des mesures réglementaires qui appuient et déterminent le bon fonctionnement du secteur privé est plus lente. Il importe que les décideurs et les organismes de réglementation sectorielle veillent à ce que l'amélioration ultérieure du secteur privé ne soit pas inhibée par un environnement réglementaire inutilement restrictif.
- *Formalités administratives :* Les données issues du projet *Doing Business* de la Banque mondiale montrent que, malgré une amélioration évidente de l'efficacité dans de nombreux domaines de la chaîne de valeur des transports et de la logistique, les lourdeurs administratives restent un problème important pour les importateurs et exportateurs de nombreux pays en développement. Les formalités documentaires n'ont été que très peu allégées au cours des dernières années, et les coûts ont même augmenté dans de nombreux pays. Bon nombre de pays pourraient encore réduire les délais et améliorer l'efficacité des chaînes de valeur en rationalisant les formalités administratives.

Figure 3.12 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des transports et de la logistique

((% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854423

- *Gouvernance :* Face aux lourdeurs administratives, les opérateurs se résignent souvent à des paiements informels destinés à accélérer les formalités, ce qui nuit à l'amélioration de la gouvernance. Les données tendent à montrer que la gouvernance demeure une entrave importante dans nombre de pays en développement. L'incertitude liée à la mauvaise gouvernance des chaînes de valeur peut se traduire par des coûts indirects supplémentaires pour les opérateurs. Les fournisseurs de services de transport et de logistique préfèrent souvent un délai déterminé, même s'il n'est pas aussi court qu'il pourrait l'être, à un délai très incertain. La gouvernance devrait donc être un aspect important de l'amélioration des chaînes de valeur dans le monde.

Les pays partenaires considèrent tous l'investissement privé national et étranger ainsi que l'aide publique au développement comme d'importantes sources de financement pour le développement de la chaîne de valeur des transports et de la logistique. Selon eux, les domaines ci-après demeureront essentiels pour le programme relatif au secteur des transports et de la logistique : *Infrastructure « matérielle » :* de nombreux pays en développement ont encore besoin d'investissements importants dans l'infrastructure de base telle que les ports, les aéroports, les routes et les liaisons ferroviaires. Cependant, il ne suffit pas de mobiliser de l'argent pour un investissement initial, il faut aussi veiller à ce que

des fonds soient disponibles pour l'entretien en continu des installations, de sorte qu'elles restent opérationnelles pour les années à venir. *Infrastructure « de services » :* le développement de l'infrastructure matérielle n'apporte des avantages optimaux que s'il est associé à une réglementation du secteur des transports, car celle-ci détermine les conditions dans lesquelles les opérateurs peuvent accéder aux principales voies d'accès internationales. Les procédures douanières et à la frontière ont également leur importance, car elles peuvent avoir de fortes incidences sur les délais et l'incertitude auxquels les négociants sont confrontés. Enfin, il est également primordial de développer le secteur privé, qui est le moteur de la modernisation technologique des transports et de la logistique, un rôle appelé à se renforcer à mesure que les chaînes de valeur continueront de se développer dans ce secteur.

Technologies de l'information et de la communication

Les chaînes de valeur dans le secteur des TIC englobent une large gamme d'activités exercées tant par des entreprises manufacturières que par des entreprises de services. En raison des normes techniques ainsi que de la normalisation en matière de conception et d'interfaces, les chaînes de valeur manufacturières dans le secteur des TIC sont de nature modulaire, les fournisseurs produisant des composants suivant les plans des grandes entreprises. Conséquence de cette modularité, la fabrication de produits des TIC compte parmi les secteurs dont le processus de production est le plus fragmenté au niveau international, avec une large proportion d'intrants importés.

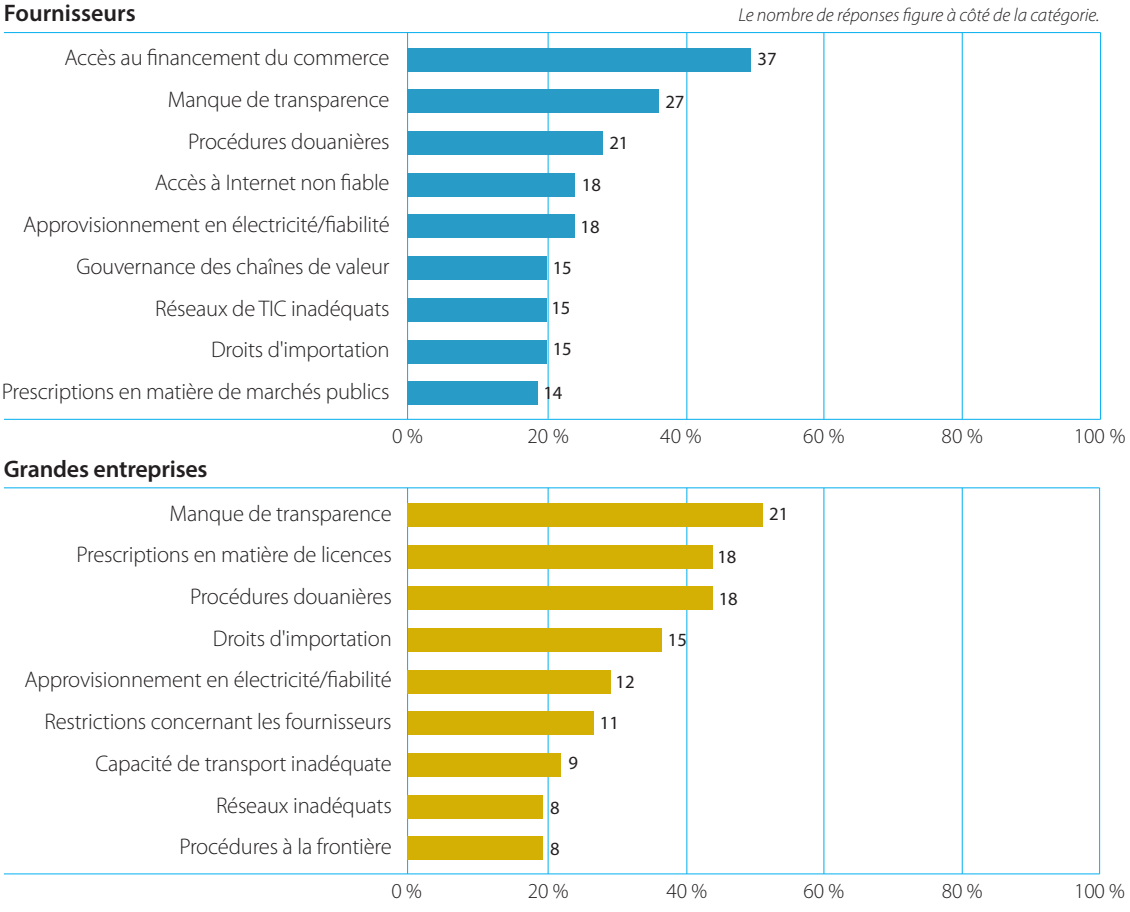
Les chaînes de valeur manufacturières dans le secteur des TIC sont concentrées dans l'« usine Asie ». La Chine, la Corée et le Japon sont les plus grands producteurs, la Chine représentant à elle seule 37 % des exportations mondiales de TIC. Les PMA et les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire n'ont qu'une importance marginale dans la production et le commerce au sein des chaînes de fabrication des TIC, à l'exception de l'Inde, de l'Indonésie et des Philippines. La possibilité pour un pays en développement de s'intégrer avec succès dans les chaînes de valeur manufacturières du secteur des TIC dépend, entre autres choses, de sa proximité par rapport à un grand marché ou à un réseau de production régional tel que l'« usine Asie ».

Les services relatifs aux TIC pourraient offrir plus de possibilités aux pays en développement de s'intégrer dans les chaînes de valeur des TIC, car les questions de distance et d'économies d'échelle sont moins importantes que pour les activités manufacturières. En outre, les services tels que les télécommunications et les services informatiques sont des intrants essentiels pour d'autres secteurs et revêtent donc une importance décisive pour la productivité des entreprises nationales et pour le développement économique global d'un pays. Les résultats du questionnaire OCDE/OMC destiné aux partenaires confirment que les services relatifs aux TIC revêtent une plus grande priorité pour les pays en développement que les activités manufacturières dans le secteur des TIC. Plus de 55 % des bénéficiaires d'APD ont inclus les services de communication et les services informatiques et d'information dans leur stratégie de développement, alors que 12 % seulement l'ont fait pour la fabrication de matériel de bureau et de télécommunication.

La réglementation des télécommunications joue un rôle important pour la productivité des entreprises et le développement économique en favorisant l'accès universel et en garantissant la concurrence. Depuis le milieu des années 1990, des pays en développement ont privatisé les opérateurs historiques appartenant à l'État, établi des organismes de réglementation indépendants et ouvert le secteur à la concurrence. La plupart des pays d'Amérique latine ont entièrement ouvert leurs marchés des télécommunications à la concurrence, tandis que quelques monopoles ou une concurrence limitée subsistent en Afrique et dans les États arabes. Tout comme les pays développés, les pays en développement sont confrontés, sur le plan de la réglementation, à des difficultés telles que la gestion du spectre ou l'interconnexion IP (Protocole Internet). Si les pays en développement ont accompli d'importants progrès pour ce qui est de libéraliser leur marché des télécommunications, quelques pays continuent d'appliquer des restrictions à la participation étrangère ou conservent un pouvoir discrétionnaire concernant l'octroi de licences aux sociétés étrangères et leur implantation sur le marché.

Figure 3.13 Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des technologies de l'information et de la communication

(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854442

L'accès à l'infrastructure des TIC et son utilisation sont des conditions nécessaires au développement économique et peuvent jouer un rôle important de catalyseur pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Depuis 2005, les pays en développement ont beaucoup progressé dans le développement de leur infrastructure. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile dans les PMA est passé de 7 % en 2005 à 46 % en 2011. Malgré cette évolution, la fracture numérique entre les pays développés et les pays en développement, notamment les PMA, est encore large. Seuls 7 % des habitants des PMA utilisent Internet, et le taux de pénétration des services fixes à large bande est inférieur à 1 %. Il y a cependant une croissance rapide de l'accès aux services mobiles à large bande ; le taux d'abonnement en Afrique devrait ainsi passer de 4 % en 2011 à 11 % d'ici à la fin de 2013.

Après la diffusion de la téléphonie mobile, le défi auquel sont confrontés les pays en développement est d'assurer l'accès des particuliers et des entreprises aux services à large bande, ce qui favoriserait la croissance économique et le développement. Bien que les investissements dans l'infrastructure de câblage sous-marin soient dans une large mesure issus du secteur privé, le financement du développement et les partenariats public-privé peuvent les encourager et en amplifier les effets. En plus de faciliter les investissements dans l'infrastructure, les décideurs et les organismes de réglementation doivent intensifier la concurrence en matière d'accès aux câbles sous-marins, afin de faire baisser les prix de l'accès et d'accélérer ainsi la diffusion des services à large bande.

Les TIC favorisent le développement économique et social des entreprises et des ménages. Internet et la téléphonie mobile ont permis l'essor du commerce électronique, qui offre aux entrepreneurs un meilleur accès aux marchés nationaux et étrangers et permet la fourniture de nouveaux types de services tels que l'argent mobile. Toutefois, les pays en développement restent confrontés à des problèmes de taille en ce qui concerne le commerce électronique, notamment le manque d'accès à Internet, l'insécurité des systèmes de paiement, la maîtrise insuffisante des outils numériques et l'inadéquation des réseaux de distribution, ainsi que les procédures douanières applicables à l'expédition des produits vendus en ligne.

L'analyse des réponses données par 80 fournisseurs de 41 pays et par 44 grandes entreprises de 30 pays (dont 9 avaient un chiffre d'affaires annuel supérieur à 1 milliard de dollars EU) au questionnaire OCDE/OMC destiné au secteur privé donne des indications sur les principales difficultés auxquelles les entreprises des pays en développement sont confrontées lorsqu'elles tentent d'entrer ou de progresser dans les chaînes de valeur des TIC ou d'établir de telles chaînes.

Les difficultés liées au commerce le plus souvent mentionnées par les fournisseurs sont l'accès au financement du commerce et les procédures douanières, également mis en avant par les grandes entreprises (figure 3.13). Ces dernières indiquent en outre que les demandes de paiements informels sont un problème lié au commerce qui apparaît fréquemment dans leurs interactions avec les fournisseurs des pays en développement. L'accès au financement et le manque de main-d'œuvre qualifiée dans les TIC sont les principales contraintes du côté de l'offre pour les fournisseurs des pays en développement. L'absence de conditions favorables à l'activité des entreprises et le manque de transparence de l'environnement réglementaire sont les obstacles auxquels les grandes entreprises sont le plus fréquemment confrontées lorsqu'elles établissent une présence commerciale dans un pays en développement.

Ainsi, dans bien des cas, les entreprises du secteur des TIC rencontrent des problèmes analogues à ceux des fournisseurs dans d'autres chaînes de valeur et elles retireraient des avantages d'interventions au titre de l'Aide pour le commerce axées sur des contraintes horizontales importantes telles que l'accès au crédit et au financement du commerce, les conditions de l'activité des entreprises et l'environnement réglementaire ainsi que les procédures douanières et les retards qui y sont liés. D'autre part, les interventions au titre de l'Aide pour le commerce jouent un rôle important pour surmonter trois obstacles sectoriels : le manque de main-d'œuvre qualifiée dans les TIC, l'infrastructure inadéquate dans ce secteur et la réglementation des marchés des télécommunications.

Les réponses au questionnaire OCDE/OMC révèlent par ailleurs que, si l'infrastructure en matière de TIC est aussi importante que l'approvisionnement en électricité pour de nombreux fournisseurs des pays en développement, cet approvisionnement constitue la principale contrainte du côté de l'offre pour les fournisseurs des PMA. Le volume de l'aide fournie pour les projets relatifs aux TIC est bien inférieur à celui de l'aide en faveur de l'infrastructure relative aux transports et à l'énergie. Cela peut s'expliquer par le fait que les investissements dans l'infrastructure en matière de TIC relèvent davantage du secteur privé et exigent moins de capitaux. Cependant, la fracture numérique entre pays en développement et pays développés existe toujours et s'élargit dans le cas des PMA.

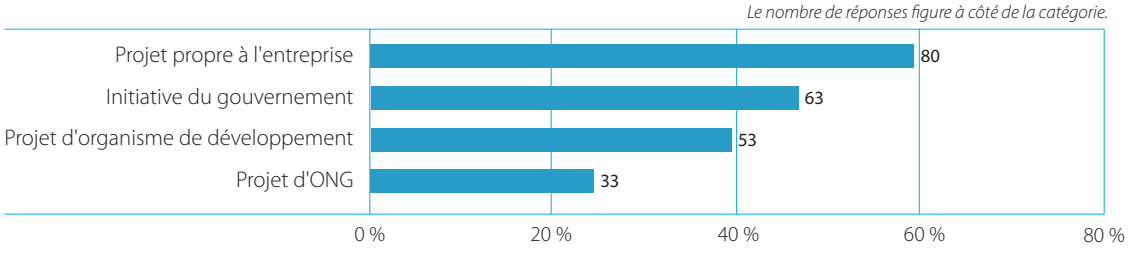
ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

L'initiative d'Aide pour le commerce a toujours reconnu le rôle central du secteur privé. Les cas d'expérience recueillis durant la préparation du troisième Examen global de l'Aide pour le commerce ont livré quelques éléments sur la convergence des programmes du secteur public et du secteur privé (Banque mondiale, 2011 ; OCDE/OMC, 2013). Par ailleurs, les donateurs et les pays partenaires indiquent qu'ils ont intensifié leur dialogue avec le secteur privé (voir le chapitre 2).

La présente section porte sur les principaux facteurs qui déterminent l'engagement du secteur privé dans les activités de renforcement des capacités en faveur des pays en développement et indique l'évaluation faite par ce secteur de l'efficacité des programmes des donateurs pour ce qui est de connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur. Enfin, elle souligne les enseignements retirés des initiatives destinées à relier les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur.

L'enquête OCDE/OMC donne davantage de renseignements sur cette convergence et sur les partenariats public-privé dans la pratique de l'Aide pour le commerce. Plus de 65 % des 219 grandes entreprises interrogées ont déclaré qu'elles étaient engagées dans des actions destinées à mieux connecter les pays en développement à leurs chaînes de valeur. Ces actions sont principalement menées par les entreprises elles-mêmes, mais bon nombre d'entre elles sont exécutées en association avec des gouvernements et des organismes donateurs, puisque plus de 40 % des grandes entreprises participent à des projets dirigés par des organismes de développement (figure 3.14).

Figure 3.14 Initiatives des grandes entreprises pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur
(% de réponses)

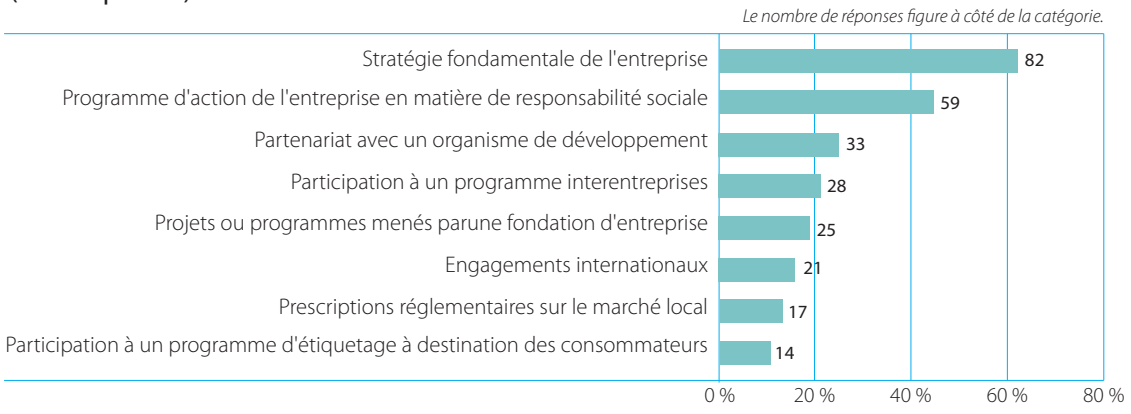


Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854461

Une nouvelle génération de programmes destinés à mieux connecter les pays en développement aux chaînes de valeur se met actuellement en place, incluant des donateurs, des pays partenaires, des entreprises privées et des organisations de la société civile. Le programme *Grow Africa*, par exemple, est une plate-forme de partenariat établie par la Commission de l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Forum économique mondial, destinée à accélérer les investissements du secteur privé, à permettre des partenariats entre de multiples acteurs et à élargir les connaissances sur les meilleures pratiques et les initiatives existantes, afin d'encourager la transformation de l'agriculture africaine sur la base des priorités agricoles nationales.

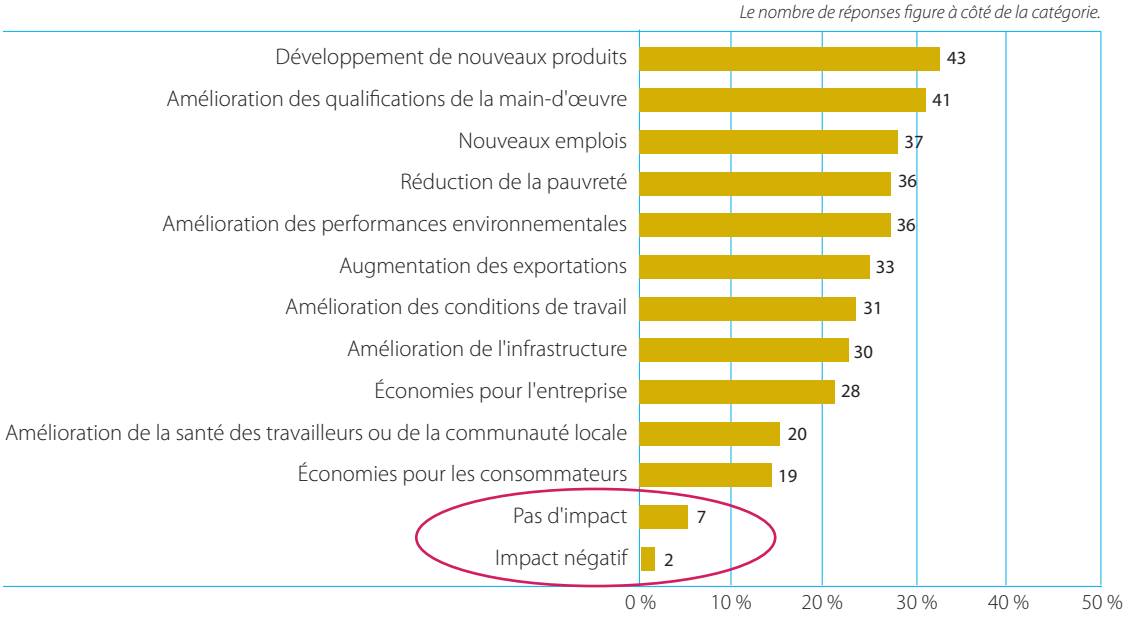
Figure 3.15 Raisons pour les grandes entreprises de mieux connecter les fournisseurs des pays en développement à leurs chaînes de valeur
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854480

Figure 3.16 Évaluation par les grandes entreprises de l'impact des activités destinées à mieux connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

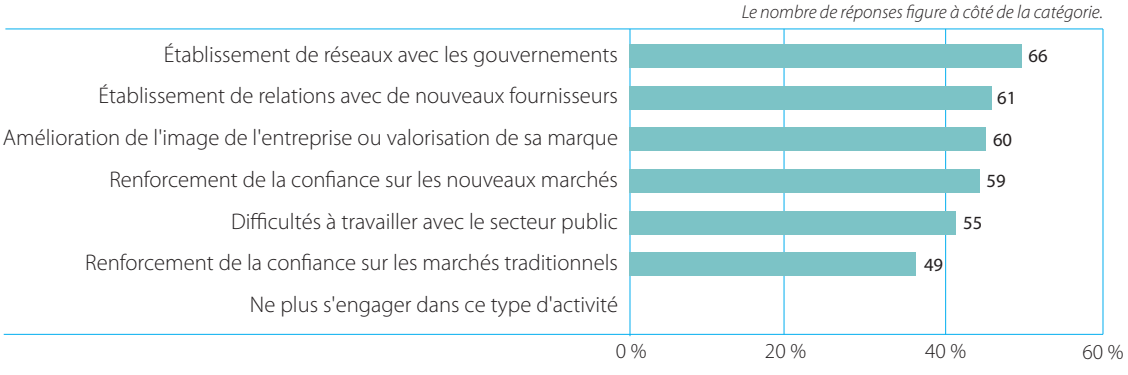
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854499

Les principaux facteurs qui déterminent l'engagement des grandes entreprises dans des actions destinées à mieux connecter les fournisseurs des pays en développement à leurs chaînes de valeur sont propres à l'entreprise. Le plus important d'entre eux est lié aux stratégies fondamentales de ces entreprises (figure 3.15). En outre, le programme de responsabilité sociale des entreprises (RSE) explique plus de 40 % des actions des grandes entreprises dans ce domaine. Sont également importants la participation aux programmes de commerce interentreprises (par exemple, les codes de conduite des fournisseurs) et le mécénat. Pour une grande entreprise sur quatre, les actions s'inscrivent principalement dans des programmes spécifiques menés en partenariat avec des organismes de développement.

Selon les grandes entreprises, ces actions ont eu un impact essentiellement positif : seule une part minime (moins de 5 %) des entreprises participantes estiment qu'elles ont eu un impact nul ou négatif. Les efforts déployés par les grandes entreprises pour mieux connecter les pays en développement à leurs chaînes de valeur les ont aidées à développer de nouveaux produits, à accroître leurs exportations et à économiser sur leurs coûts. En outre, ces actions ont eu des résultats parfaitement conformes aux objectifs de la communauté du développement tels que l'amélioration des qualifications de la main-d'œuvre, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des performances environnementales, la création d'emplois, l'amélioration de l'infrastructure, l'amélioration des conditions de travail et l'amélioration de la santé des travailleurs ou de la communauté locale. Les consommateurs ont également bénéficié des baisses de prix (figure 3.16).

Les enseignements tirés de ces expériences sont tout aussi positifs. Aucune des entreprises interrogées n'a exclu de participer à de telles activités à l'avenir (figure 3.17). Les grandes entreprises ont constaté que leurs activités de développement des chaînes de valeur dans les pays en développement étaient utiles pour leurs affaires : elles ont notamment contribué à instaurer de nouvelles relations avec les fournisseurs et les consommateurs, ainsi qu'à améliorer l'image de l'entreprise. Toutefois, près de 40 % des entreprises qui ont participé à l'enquête avaient encore des difficultés à travailler avec le secteur public, ce qui laisse penser que les partenariats public-privé peuvent encore s'améliorer (figure 3.17).

Figure 3.17 Enseignements tirés de la connexion des fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur
(% de réponses)



Source : Questionnaire OCDE/OMC 2013, *www.aid4trade.org.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854518

Le renforcement de la collaboration avec le secteur privé dans le domaine de l'Aide pour le commerce pourrait se faire à quatre stades différents du cycle de vie des projets menés au titre de l'Aide pour le commerce : au stade de l'identification des projets destinés à alléger les contraintes majeures liées au commerce, où l'avis du secteur privé pourrait être sollicité pour obtenir des renseignements sur les obstacles à éliminer ou les incitations à améliorer (OCDE, 2013c) ; au stade de la conception des projets, où le secteur privé pourrait partager les meilleures pratiques qu'il a observées à l'occasion d'autres programmes au titre de l'Aide pour le commerce ou de programmes qu'il a mis en œuvre lui-même ; au stade de la mise en œuvre des projets, où les gouvernements, les donateurs et les entreprises privées peuvent unir leurs forces pour intensifier leurs actions et en maximiser l'impact ; et au stade de la gestion et de l'évaluation des projets, où le secteur privé peut fournir des données démontrant la réussite ou l'échec (figure 3.18).

Figure 3.18 Gestion public-privé des programmes d'Aide pour le commerce



Source : OCDE (2013c)

CONCLUSIONS

Les chaînes de valeur créent des possibilités de croissance économique dans les pays en développement. L'analyse des chaînes de valeur dans les secteurs de l'agroalimentaire, des TIC, des textiles et des vêtements, du tourisme et des transports et de la logistique montre que les pays en développement font partie intégrante de ces chaînes – et qu'ils peuvent se servir de leur participation pour atteindre des objectifs en matière de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté. Les réponses au questionnaire OCDE/OMC soulignent aussi que la participation de ces pays peut être grandement améliorée ; la compétitivité de nombreux pays en développement est en effet pénalisée par des procédures inefficaces à la frontière, des droits de douane élevés et des obstacles non tarifaires qui restreignent de façon non nécessaire le commerce des marchandises ou des services, par des limitations à la circulation de l'information, par des entraves à l'IED et par des restrictions au mouvement des personnes. Le défi pour les économies en développement est de concevoir et de mettre en œuvre de larges stratégies qui permettent de surmonter ces obstacles essentiels à l'intégration et à la progression dans les chaînes de valeur.

Les réponses au questionnaire OCDE/OMC indiquent que les chaînes de valeur influencent de plus en plus la programmation des donateurs. L'expérience des donateurs bilatéraux en matière de chaînes de valeur se situe plutôt dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, en plus du poisson et des produits de la mer, des textiles et des vêtements et du tourisme. Les donateurs multilatéraux ont plus d'expérience dans les secteurs des transports, des services financiers et des services aux entreprises et services professionnels, tandis que les fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce sont plus présents dans le secteur des textiles et des vêtements et dans celui des produits automobiles.

Les principales priorités des gouvernements des pays en développement quant à l'accroissement de leurs exportations de marchandises et de services sont d'ajouter de la valeur à leurs exportations et de résoudre les problèmes de compétitivité à l'exportation. Les principaux obstacles mentionnés dans ce contexte sont l'infrastructure intérieure inadéquate, l'accès au financement du commerce et les questions de respect des normes. Les donateurs et les partenaires Sud-Sud ont également signalé l'incapacité d'attirer des investissements étrangers directs et l'absence d'avantage comparatif. Les effets de la connexion des pays en développement aux chaînes de valeur qui ont été signalés comme les plus importants sont l'augmentation des exportations et la croissance économique, ainsi que la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

Les fournisseurs des pays en développement ont tous indiqué que le manque d'accès au financement (notamment le financement du commerce) était le principal obstacle qui les empêchait de s'intégrer aux chaînes de valeur, d'établir des chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Ils ont également cité comme obstacles majeurs les coûts de transport et d'expédition, l'infrastructure inadéquate et l'incertitude réglementaire (souvent liée à un environnement économique complexe), ainsi que le manque de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les grandes entreprises, les procédures douanières sont mentionnées comme un obstacle particulièrement important dans les cinq secteurs pour intégrer les fournisseurs des pays en développement dans leurs chaînes de valeur. Autres préoccupations majeures, l'incertitude réglementaire (qui correspond aux problèmes des fournisseurs des pays en développement dus à la complexité de leur environnement économique) et le respect des normes. Les grandes entreprises ont également cité les pratiques informelles et les demandes de paiement comme particulièrement préoccupantes dans leurs relations avec les fournisseurs.

Parmi les facteurs cités par les fournisseurs et les grandes entreprises comme ayant une influence sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement figurent les coûts de production et de main-d'œuvre, le respect des normes, le volume de production, les délais d'exécution (problème qui se pose particulièrement pour les textiles) et les aides à l'investissement et les incitations fiscales. La qualification de la main-d'œuvre occupe également une place importante, notamment dans les secteurs des TIC, des textiles et des vêtements et du tourisme. Les mauvaises conditions de l'activité des entreprises, les retards liés aux formalités douanières, l'incertitude réglementaire et la corruption et les pots-de-vin ont été cités comme des facteurs ayant une influence négative sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement.

Ces résultats donnent aussi des indications claires sur les domaines dans lesquels l'Aide pour le commerce pourrait aider les pays en développement à se connecter aux chaînes de valeur. Il y a une correspondance manifeste entre les perceptions des gouvernements, des donateurs et du secteur privé quant aux difficultés à surmonter. Les priorités révélées par l'enquête pourraient favoriser l'intensification de la coopération et la mise en place de synergies entre le secteur public et le secteur privé en ce qui concerne l'identification des projets d'Aide pour le commerce, le financement de leur mise en œuvre, l'amélioration de leur suivi et de l'évaluation de leur impact et, en fin de compte, l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Une telle approche serait tout à fait dans la ligne de la Déclaration de Paris (2005), du Programme d'action d'Accra (2008) et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement (2011). ■

NOTES

1 . Les chaînes de valeur ne sont pas toutes identiques. Elles diffèrent, entre autres choses, quant à l'importance de la concurrence sur le marché à l'intérieur de la chaîne, des obstacles à l'accès au marché final et du contrôle exercé par la grande entreprise (sur la technologie, les spécifications de produits et la valorisation de la marque). Gereffi *et al.* (2005) distinguent cinq grands types de chaînes de valeur, où la « gouvernance » et le rôle des entreprises sont à chaque fois différents : i) les chaînes *déterminées par le marché*, où les acheteurs et les fournisseurs ont de multiples sources de transactions, où le prix est entièrement déterminé par le marché et où le coût du changement en faveur de nouveaux partenaires est faible ; c'est par exemple le cas pour les marchés de produits de base ; ii) les chaînes *modulaires*, où les fournisseurs se conforment au cahier des charges des acheteurs en utilisant des technologies génériques ; l'industrie électronique en est un exemple ; iii) les chaînes de valeur *relationnelles*, où les interactions entre acheteurs et vendeurs sont mutuellement dépendantes, comportent généralement un engagement durable dans le temps et reposent sur des liens familiaux ou ethniques qui tendent à cimenter les relations commerciales ; c'est le cas de nombreuses chaînes dans le secteur des vêtements ; iv) les chaînes *captives*, où la grande entreprise a le contrôle sur un produit très différencié, sur les principales technologies et/ou sur les normes de produits et où les fournisseurs sont peu incités à sortir de la chaîne de production pour travailler avec des concurrents ; les grandes entreprises d'électronique telles qu'Apple ont ce type de relations avec leurs fournisseurs ; v) les chaînes *hiérarchiques*, où la relation entre acheteurs et fournisseurs est interne à l'entreprise ; les fabricants automobiles ont de nombreux fournisseurs internes ; le commerce entre sociétés d'un même groupe relève entièrement de cette catégorie.

2. Données élaborées par la Banque mondiale et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU (CESAP).

3. Voir, par exemple, le programme de partage de connaissances *Capturing the Gains* à l'adresse suivante : *www.capturingthegains.org/.*

4. Le Centre du commerce international (ITC) a entrepris un examen des normes volontaires. Voir : *www.standardsmap.org*.

5. Voir : *www.intracen.org*.

6. La Déclaration d'Abuja (2010) figure à l'adresse suivante : *http://www.hlcd-3a.org/fr/conference-declaration-1.htm*.

7. *www.unido.org/businesspartnerships.html*.

8. *www.3adi.org/haiti*.

9. L'ITC a publié un guide qui donne un aperçu des questions de financement du point de vue des petits exportateurs, analyse les instruments financiers les plus adaptés et indique les fournisseurs de services les plus adéquats et la manière de les approcher.

10. Sur les 89 grandes entreprises qui ont répondu, il y en avait 54 de 36 pays en développement ; les entreprises d'Argentine, de la Barbade, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Nigéria et du Pakistan ont soumis chacune 3 réponses au moins. Sur les 89 grandes entreprises, 10 ont répondu que leur chiffre d'affaires dépassait 1 milliard de dollars EU par an.

11. *Faits Saillants OMT du tourisme,* édition 2012, *http://mkt.unwto.org/fr/publication/faits-saillants-omt-du-tourisme-edition-2012*.

12. *http://icr.unwto.org/fr/node/35184*.

13. L'enquête OCDE/OMC a recueilli des réponses de 96 participants appartenant à divers pays en développement et pays développés. Bien qu'il s'agisse d'un petit échantillon et que les résultats soient à prendre avec précaution, elle offre une indication utile du sentiment du secteur privé dans la chaîne de valeur des transports et de la logistique.

RÉFÉRENCES

Acemoglu, D., P. Antràs et E. Helpman (2007), « *Contracts and technology adoption* », *The American Economic Review*, vol. 97, 916-943.

Adhikari, R. (2008), « *The Local Content Paradox at the WTO: A Minor Lapse or Lapse or Organised Hypocrisy?* », *Bridges Weekly*, vol. 12 (3), Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), Genève.

Baldwin, R. (2011), *Trade and Industrialisation after globalisation 2nd unbundling: How building and joining a supply chain are different and why it matters*, NBER Working Paper Series, n° 17716, Cambridge, MA, *www.nber.org/papers/w17716*.

Banque interaméricaine de développement (BID) (2013), Assessment of Port Performance and Port Connectivity Study in Belize, Central America and the Dominican Republic, P. Guerrero et J. Abad (eds.), IDB Department of Infrastructure and Environment, IDB-TN-512, Washington D.C.

Banque mondiale (2011), *The Role of International Business in Aid for Trade: Building Capacity for Trade in Developing Countries*, Banque mondiale, Washington D.C.

Barrie, L. et J. Ayling (2009), *Apparel industry outlook for 2009, Management Briefing*, Aroq Limited, Bromsgrove, Royaume-Uni.

BMZ (Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement) (2011), *Aid for Trade in German Development Policy, BMZ Strategy Paper* n° 7, « *http://www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/strategies/Strategiepapier308_07_2011.pdf* ».

Cadot, O. *et al.* (2011), *Where to Spend the Next Million? Applying Impact Evaluation to Trade Assistance,* Centre for Economic Policy Research (CEPR), Londres, *www.cepr.org/pubs/books/cepr/next_million_WB.pdf*.

Centre du commerce international (ITC) (2009), *How to Access Trade Finance: A guide for exporting SMEs*, ITC, Genève.

Chang, R., L. Kaltani et N. Loayza (2009), « *Openness Can be Good for Growth: The Role of Policy Complementarities* », *Journal of Development Economics*, vol. 90(1), 33-49.

Costinot, A. (2009), « *On the origins of comparative advantage* », *Journal of International Economics*, vol. 77, 255-264.

Driscoll, M. et P. Wang (2009), *Apparel & footwear: retailers & brands*, Standard & Poor's (S&P), New York.

Engman, M., O. Onodera et E. Pinali (2007), *Zones franches d'exportation : leur rôle passé et futur dans les échanges et le développement*, OCDE, Paris, « *http://www.oecd-ilibrary.org/trade/zones-franches-d-exportation_034675306778;jsessinid=7o1rb0mf3iq9o.x-oecd-live-01* ».

Escaith, H., N. Lindinberg et S. Miroudot (2010), « *Global Value Chains and the Crisis: Reshaping Trade Elasticity?* » in O. Cattaneo, G. Gereffi et C. Staritz (eds.), *Global Value Chains in a Postcrisis World. A Development Perspective*, Banque mondiale, Washington D.C.

Forum économique mondial (FEM), Bain & Company et Banque mondiale (2013), *Enabling Trade Valuing Growth Opportunities*, FEM, Genève, *www.weforum.org/reports/enabling-trade-valuing-growth-opportunities*.

Frederick, S. et C. Staritz (2012), « *Developments in The Global Apparel Industry after the MFA Phaseou*t » in G. Lopez-Acevedo et R. Robertson (eds.), *Sewing Success? Employment, Wages, and Poverty following the End of the Multi-fibre Arrangement,* Banque mondiale, Washington D.C.

Gereffi, G. et O. Memedovic (2003), *The Global Apparel Value Chain: What Prospects for Upgrading by Developing Countries?,* Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Genève.

Gereffi, G. et S. Frederick (2010), « *The Global Apparel Value Chain, Trade and the Crisis: Challenges and Opportunities for Developing Countries* » in O. Cattaneo, G. Gereffi et C. Staritz (eds.), *Global Value Chains in a Postcrisis World. A Development Perspective*, Banque mondiale, Washington D.C.

Gereffi, G., J. Humphrey et T. Sturgeon (2005), « *The governance of global value chains* », *Review of International Political Economy*, vol. 12(1), 78-104.

Globerman S. (2011), « Les chaînes de valeur mondiales : Enjeux économiques et stratégiques », *Western Washington University – Center for International Business,* Bellingham, Washington.

Grossman, G. et E. Helpman (2005), « *Outsourcing in a Global Economy* », *Review of Economic Studies*, vol. 72(1), 135-159.

Hummels, D., J. Ishiib et K.-M. Yic (2001), « *The nature and growth of vertical specialization in world trade* », *Journal of International Economics*, vol. 54(1), 75-96.

Ismail, F. (2013), « *Towards an alternative narrative for the multilateral trading system* », *Bridges Africa Review*, 2(2).

Jansen, M. et E. Von Uexkull (2010), *Trade and Employment in the Global Crisis*, Organisation internationale du travail, Genève, *www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_141911/lang--en/index.htm*.

Korinek, J. et P. Sourdin (2011), *To What Extent Are High-Quality Logistics Services Trade Facilitating?, OECD Trade Policy Papers*, n° 108, OCDE, Paris, *www.oecd-ilibrary.org/content/workingpaper/5kggdthrj1zn-en*.

Levchenko, A.A. (2007), « *Institutional quality and international trade* », *Review of Economic Studies*, vol. 73(3), 791-819.

Ma, A.C. et A. Van Assche (2010), *The Role of Trade Costs in Global Production Networks: Evidence from China's Processing Trade Regime*, *World Bank Policy Research Working Paper* n° 5490, Banque mondiale, Washington D.C.

OCDE (2013a), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains* (version préliminaire), OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264189560-en*.

OCDE (2013b), *Succeeding with Trade Reforms: The Role of Aid for Trade*, OECD Development Series, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264201200-en*.

OCDE (2013c), *Aid for Trade and Development Results: A Management Framework*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264112537-en*.

OCDE/OMC (2013), *Aid for Trade in Action*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264201453-en*.

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2008), *Rapport sur le commerce mondial*, OMC, Genève.

OMC/IDE-JETRO (L'Institut des économies en développement-Organisation japonaise du commerce extérieur) (2011), *La structure des échanges et les chaînes de valeur mondiales en Asie de l'Est : Du commerce des marchandises au commerce des tâches*, OMC et IDE-JETRO, Genève et Tokyo.

Organisation internationale du travail (OIT) (2005), *Promouvoir une mondialisation juste dans le secteur des textiles et de l'habillement dans un environnement « post AMF »*, OIT, Genève.

Staritz, C., G. Gereffi et O. Cattaneo (2011), « *Shifting End Markets and Upgrading Prospects in Global Value Chains* », *International Journal of Technological Learning, Innovation and Development*, vol. 4(1/2/3), 1-12.

Winkler, D. (2013), *Potential and Actual Spillovers in Global Value Chains: The Role of Foreign Investor Characteristics, Absorptive Capacity and Transmission Channels*, Policy Research Working Paper, n° 6424, Banque mondiale, Washington D.C.

Yi, K.M. (2003), « *Can Vertical Specialisation Explain the Growth of World Trade?* », *Journal of Political Economy*, vol. 111(1), 52-102.

CHAPITRE 4 : STIMULER LES CHAÎNES DE VALEUR AU MOYEN DE L'AIDE POUR LE COMMERCE AU NIVEAU RÉGIONAL

Ce chapitre montre que l'Aide pour le commerce régionale a un rôle essentiel à jouer pour favoriser la participation des pays – et en particulier des pays à faible revenu et des pays les moins avancés – dans les réseaux de production régionaux, et pour permettre à ces pays de se connecter aux chaînes de valeur et de progresser dans ces chaînes. Il met en évidence que l'une des motivations principales de la tendance en faveur de l'intégration régionale est la nécessité de réduire les obstacles auxquels se heurtent les réseaux de production régionaux. Les obstacles au commerce, les contraintes administratives et l'insuffisance des infrastructures réduisent l'attrait de ces pays en tant que relais des réseaux de production. Les programmes régionaux d'Aide pour le commerce – dont le nombre a fortement augmenté par rapport à la période de référence 2002-2005 – sont un moyen efficace pour faire face à ces contraintes. Nous verrons dans ce chapitre que, si les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sont intrinsèquement complexes en raison de la nécessité d'associer et de coordonner plusieurs gouvernements, leurs divers organismes et une multitude de parties prenantes du secteur privé, ils constituent un moyen efficace et rentable pour aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de commerce et de développement.

INTRODUCTION

La mise en œuvre du programme commercial des pays en développement passe de plus en plus par un effort d'intégration économique et de coopération à l'échelle régionale, comme il ressort du troisième Examen global de l'Aide pour le commerce mené en 2001. À cet effet, l'Aide pour le commerce régionale peut contribuer à stimuler le commerce et à faciliter la progression dans les chaînes de valeur. En Asie, la coopération régionale est mue par les avantages qui en découlent pour les réseaux de production régionaux ; on peut désormais établir que les deux tiers des exportations de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sont attribuables à une participation à ces réseaux de production (Banque asiatique de développement et Institut de la Banque asiatique de développement, 2013). En Afrique, où les petits marchés fragmentés freinent le commerce et la compétitivité, la coopération régionale est l'un des moyens d'élargir les marchés nationaux, de favoriser les spécialisations et de partager les risques. En Amérique latine, où la coopération économique est une tradition bien établie, les pays ont largement recours aux forums régionaux pour réduire le coût de l'activité commerciale au sein et en dehors de la région.

Ce chapitre montre que l'Aide pour le commerce régionale a un rôle essentiel à jouer pour favoriser la participation des pays – et en particulier des pays à faible revenu et des pays les moins avancés (PMA) – dans les réseaux de production régionaux, et pour permettre à ces pays de progresser dans les chaînes de valeur. L'une des motivations principales de la tendance en

faveur de l'intégration régionale, composante désormais essentielle du cadre de politique général dans lequel évolue le commerce international, est la nécessité de réduire les obstacles auxquels se heurtent les réseaux de production régionaux. Les obstacles au commerce, les contraintes administratives et l'insuffisance des infrastructures réduisent l'attrait de ces pays en tant que relais des réseaux de production.

Ce chapitre aborde dans un premier temps les liens qui existent entre régionalisme et intégration régionale du point de vue des réseaux de production ; il présente ensuite une analyse du rôle que joue la tendance actuelle en faveur du régionalisme dans les stratégies de développement et des incidences de cette tendance sur le développement des chaînes de valeur. Ce chapitre résume en outre les résultats des études menées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Union africaine (UA) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) qui sont pertinents au regard des questions liées à l'Aide pour le commerce régionale et de ses incidences. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous verrons que l'Aide pour le commerce régionale peut contribuer de manière efficace et rentable à réduire les lourdes contraintes qui s'exercent sur l'intégration régionale et la création de réseaux de production régionaux. Des cas d'expérience seront présentés afin de mettre en exergue la façon dont l'Aide pour le commerce régionale a, de manière directe et/ou indirecte, soutenu les chaînes de production et l'intégration régionales. Des observations d'ordre général viendront clore ce chapitre.

RÉGIONALISME, RÉGIONALISATION ET RÔLE DES CHAÎNES DE VALEUR

Comme il ressort de cet ouvrage, de précédentes publications du *Panorama sur l'Aide pour le commerce* et de l'abondante littérature consacrée à ce sujet, le commerce joue un rôle de plus en plus important pour la mise en œuvre des stratégies de développement, et l'Aide pour le commerce a contribué de manière efficace et rentable à remédier aux lourdes contraintes pesant sur l'intégration internationale. La section ci-après analyse la façon dont les programmes plurinationaux et régionaux d'Aide pour le commerce peuvent appuyer l'intégration régionale (ou « régionalisation ») et les chaînes de valeur, et fournit un bref exposé des incidences qu'a la coopération économique bilatérale et régionale (ou « régionalisme ») dans les pays émergents et les pays en développement du point de vue de la politique générale. Cette section s'ouvre sur un examen de la coopération et du développement à l'échelle régionale dans le cadre du système commercial multilatéral, suivi d'un tour d'horizon des effets économiques intrinsèques de la coopération régionale pertinents pour les réseaux de production. Nous verrons ensuite comment la coopération régionale peut offrir de nouvelles perspectives pour l'intégration et les réseaux de production à l'échelle régionale. Enfin, l'accent sera mis sur les éléments complémentaires qui doivent être réunis pour que les programmes régionaux d'intégration économique puissent porter leurs fruits.

Régionalisme et mondialisation

Quelques 546 accords commerciaux régionaux (ACR), définis par l'OMC comme des accords commerciaux réciproques conclus par deux pays ou plus, ont été notifiés à l'OMC. On compte 354 accords en vigueur à l'heure actuelle[1], contre 300 à la fin de l'année 2005 et 130 au début de l'année 1995. Les ACR sont l'un des faits saillants qui ont marqué l'évolution de la politique internationale depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce. Les pays en développement, en particulier en Afrique et en Asie mais aussi en Amérique latine et ailleurs, participent de plus en plus activement au mouvement en faveur du régionalisme.[2] À l'origine de ce processus, on retrouve bien souvent la volonté de promouvoir les réseaux de production régionaux, comme c'est clairement le cas en Asie par exemple. Ce processus, qui ne semble pas près de prendre fin (malgré les préoccupations exprimées quant à la façon dont s'articulent les règles commerciales multilatérales et bilatérales), peut être un facteur plus positif que négatif si les réseaux de production prospèrent grâce à l'ouverture et à l'efficacité, en ne créant pas de blocs discriminatoires (Plummer, 2007).

Aspects économiques des réseaux de production régionaux

La coopération régionale peut apporter des bénéfices considérables aux pays en développement et aux pays émergents, pour autant que les pouvoirs publics mettent en place un cadre de politique favorable et préparent l'économie en conséquence. Les accords de libre-échange (ALE) suppriment les discriminations entre pays partenaires et entreprises nationales : ils ont ainsi un effet positif sur la productivité (« création d'échanges ») et peuvent entraîner un accroissement des flux d'investissement pour tirer parti de l'abaissement des obstacles aux échanges entre les partenaires et des synergies potentielles (« création d'investissements »). Toutefois, dans la mesure où les préférences octroyées aux partenaires dans le cadre des ALE sont supérieures à celles accordées aux pays qui ne sont pas membres du groupe, ils créent une distorsion entre les entreprises partenaires et les entreprises non partenaires en favorisant les premières au détriment des secondes (« détournement des échanges »). En définitive, le détournement des échanges a des effets négatifs sur les termes de l'échange, ce qui peut conduire un pays à importer à un coût plus élevé, entraînant une perte d'efficience. Ainsi, le détournement des échanges est particulièrement problématique du point de vue des réseaux de production, lesquels sont tributaires des sources d'approvisionnement les moins coûteuses. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le mouvement du régionalisme, appuyé par les réseaux de production, devrait rester ouvert et tourné vers l'extérieur : le détournement des échanges peut permettre d'éviter cette situation qui est paradoxale pour ceux qui préconisent une organisation efficace des chaînes de valeur. En outre, cela encourage nettement les parties prenantes à faire en sorte que les règles d'origine – qui sont essentielles dans le cadre des ALE pour éviter un « déplacement des échanges »[3] – restent libérales, simples et symétriques.

En outre, plus le degré de discrimination inhérent à une ALE est élevé, plus grand est le risque de « détournement des investissements » par lequel l'investissement étranger direct (IED) entrant dans un pays a essentiellement pour but de tirer parti d'un accès régional protégé. Par le passé, cet IED « visant à contourner les droits de douane » a été largement encouragé tant dans les pays développés que dans les pays en développement afin d'attirer davantage de flux d'investissement. Mais cette façon de procéder pose de plus en plus de problèmes à l'heure actuelle pour les réseaux de production, qui prospèrent non pas lorsque les marchés sont fermés mais lorsqu'ils sont ouverts. En effet, l'importance croissante des réseaux de production pourrait expliquer non seulement pourquoi les ALE et d'autres formes de coopération régionale sont de plus en plus ouverts, mais aussi pourquoi les obstacles au commerce et aux investissements disparaissent dans toutes les régions du monde. L'isolement des économies du marché international a toujours eu un coût élevé, mais c'est d'autant plus vrai dans une économie véritablement mondialisée (OCDE, 2012).[4]

En outre, les chaînes de valeur augmentent le coût des obstacles tarifaires. Même lorsque les obstacles tarifaires à l'échelle d'une région sont faibles, ils peuvent pénaliser les chaînes de valeur car ils sont cumulatifs. En effet, les entreprises en aval doivent payer des droits de douane non seulement sur leurs intrants mais aussi sur la valeur de leurs exportations, ce qui entraîne une augmentation géométrique des coûts du réseau de production (OCDE, 2013). Ce degré de protection plus élevé le long de la chaîne de valeur vaut aussi pour les obstacles non tarifaires et les obstacles à l'intérieur des frontières (voir aussi le chapitre 3). Aussi, l'effet des ALE régionaux sur l'efficience est généralement plus important du point de vue des réseaux de production. L'OCDE (2013) souligne à quel point diverses dispositions profondes contenues dans les ALE peuvent entraîner un net accroissement des échanges par l'intermédiaire des chaînes d'approvisionnement. À cet égard, le rôle de l'Aide pour le commerce régionale pour faciliter le fonctionnement des réseaux de production et permettre aux pays d'atteindre les objectifs de la coopération régionale est évident.

Outre les gains d'efficience distributifs et l'augmentation des flux d'IED, les avantages pour la coopération régionale comprennent également : la possibilité de réaliser des économies d'échelle plus importantes grâce à un accès à un marché plus large ; le transfert de technologie via l'IED et d'autres aspects de l'intégration ; et la possibilité de renforcer l'efficacité du cadre de politique générale grâce aux mesures à l'intérieur des frontières et aux mesures de facilitation des

échanges prévues dans les ALE les plus récents (par exemple en ce qui concerne les normes de qualité, les mesures complexes spécifiques au secteur des services, les lois concernant la gouvernance des entreprises et la gouvernance publique, les procédures douanières et la politique de la concurrence). Tous ces domaines contribuent à créer de nouveaux réseaux de production régionaux et à renforcer les réseaux existants tout au long de la chaîne de valeur, comme cela sera expliqué en détail dans ce chapitre.

Stimuler les réseaux de production régionaux

Aussi, la création d'échanges et d'investissements qui résulte de la coopération régionale joue un rôle très important pour les réseaux de production. En réduisant les obstacles au commerce et à l'investissement dans la région, les entreprises de tête peuvent organiser la production en fonction des avantages comparatifs de chaque pays. Elles créent ces réseaux de diverses façons : IED, octroi de licences et passation de marchés notamment. Ainsi, elles contribuent à la fragmentation des échanges le long des chaînes de valeur, ce qui renforce la régionalisation. L'accroissement des flux entrants d'IED en provenance de la région et de l'extérieur de la région peut avoir une multitude d'effets positifs pour les pays récepteurs, notamment en favorisant l'emploi, le recours au capital à risques partagés, les entrées de devises, les retombées technologiques, et d'autres effets d'entraînement sur la productivité. Une présence régionale permet aux entreprises de tête de réduire leurs coûts de transport au minimum et de bénéficier de coûts commerciaux plus faibles dans un cadre de coopération régionale. Ce cadre, à son tour, ouvre la voie à une plus grande libéralisation multilatérale.

Les réseaux de production régionaux stimulent les résultats commerciaux d'un pays et créent une demande de mesures favorisant le commerce en vue de renforcer l'efficience grâce, par exemple, à la facilitation des échanges et à l'amélioration des infrastructures immatérielles et matérielles. La participation à ces réseaux régionaux offre des débouchés « tout prêts » aux entreprises de production locales et leur permet de bénéficier d'un apprentissage par la pratique à mesure que l'économie s'ouvre aux marchés régionaux et mondiaux. Les flux entrants d'IED et d'autres formes d'interaction avec les entreprises de tête ont d'importantes retombées économiques qui, de manière générale, accélèrent la progression dans les chaînes de valeur. En d'autres termes, les réseaux de production tirent parti des avantages comparatifs de chaque économie afin de renforcer la productivité et de réduire les coûts tout en stimulant les investissements et le transfert de technologie, ce qui permet aux pays en développement de s'intégrer à l'économie mondiale d'une façon qui n'aurait pas été possible il y a 20 ans. Dans le cadre de la fragmentation de la production, les entreprises de tête implantent les segments à forte densité de main-d'œuvre dans les économies à bas salaires, ce qui entraîne une croissance rapide des échanges intrasectoriels de pièces et de composants dans la chaîne de valeur.

La coopération régionale offre des possibilités particulièrement intéressantes pour les petits pays à faible revenu, lesquels, comme indiqué précédemment, n'ont généralement pas été concernés par le lien IED-commerce. La coopération régionale constitue donc un véritable tremplin pour une meilleure intégration dans des marchés régionaux et mondiaux plus larges et facilite la progression dans les chaînes de valeur. Le Viet Nam, par exemple, a tiré profit de son accession à l'ASEAN en 1995 en mettant en place un régime de commerce et d'investissement de plus en plus libéral dans le cadre des programmes de la Zone de libre-échange (AFTA) et de la Zone d'investissement de l'ASEAN et a ainsi pu prendre part à différents réseaux de production avec ses partenaires plus développés, processus renforcé par l'accession du pays à l'OMC en 2007. Cela a entraîné une mondialisation accrue de l'économie, une augmentation des flux entrants d'IED, des retombées technologiques et de l'emploi, et une diminution de la pauvreté. Au fil des années, le Viet Nam a commencé à progresser dans la chaîne de valeur et est passé au rang de pays à revenu intermédiaire en 2012. Le pays espère récolter de nouveaux succès en participant à des accords de coopération économique mégarégionaux au sein de la région Asie-Pacifique, comme on le verra plus loin. Ces bons résultats ont eu un effet de démonstration

important dans d'autres pays en transition de la région : le Cambodge a enregistré des résultats similaires ces dernières années, et le Myanmar, dont l'ouverture politique en 2012 a été suivie de l'adoption de nombreuses réformes économiques orientées vers l'extérieur, espère que l'intégration dans les réseaux de production constituera une source cruciale d'IED et d'emplois et un moyen de lutter contre la pauvreté dans le secteur des ressources naturelles et le secteur manufacturier.

En effet, l'Asie du Sud-Est a particulièrement bien réussi à attirer les réseaux de production régionaux en raison des différences de niveaux de salaires et de productivité de la main-d'œuvre entre les États membres, ce qui permet de mieux tirer parti des chaînes de valeur ; facilite la libéralisation régionale des échanges et des investissements dans le cadre notamment de l'initiative de l'AFTA et de la Communauté économique de l'ASEAN (AEC) ; renforce la compétitivité des infrastructures commerciales matérielles et immatérielles, notamment des ports maritimes, des « guichets uniques » nationaux pour les procédures douanières dans le cadre du programme « guichets uniques » de l'ASEAN, et de plusieurs « triangles de croissance » industriels (similaires à plusieurs égards aux zones franches industrielles) ; et renforce les liens intrarégionaux et internationaux, ce qui se traduit par une baisse des coûts de production et de logistique (Plummer et Chia, 2009 ; Athukorala, 2010).

À titre d'exemple, l'ASEAN a commencé à mettre sur pied un secteur commercial dynamique au début des années 1980 en libéralisant les échanges et l'IED et en investissant dans les infrastructures liées au commerce. Le programme de réforme a profondément modifié la structure des échanges, dans laquelle les ressources naturelles et les produits agricoles ont cédé la place aux produits manufacturés. Dans le secteur manufacturier, les changements les plus significatifs ont concerné les machines et le matériel de transport (Section 7 de la Classification type pour le commerce international – CTCI). Dans ce secteur, le changement le plus marquant concerne les valves électroniques à cathode chaude (code 776 de la CTCI), dont la valeur des exportations est passée de 12 milliards de dollars EU en 1990 à 120 milliards de dollars EU en 2006, représentant 16 % des exportations totales de l'ASEAN, qui s'élèvent à 759 milliards de dollars EU (Plummer et Chia, 2009). L'ASEAN exporte près du tiers des valves électroniques à cathode chaude dans le monde (379 milliards de dollars EU), qui comprennent les tubes cathodiques ; d'autres valves et tubes électriques ; les diodes, transistors et semi-conducteurs similaires ; les microcircuits électroniques ; ainsi que les cristaux piézo-électriques. En d'autres termes, ces exportations s'inscrivent dans une chaîne de valeur des produits électroniques dont l'AEC est un acteur clé. Parmi les objectifs principaux qu'elle s'est fixés, l'AEC entend attirer des chaînes de valeur dans d'autres secteurs avec autant de succès.

Facteurs complémentaires pour promouvoir l'intégration économique régionale

Pour que la coopération régionale (ou tout autre type de changement novateur en matière de politique commerciale) puisse véritablement stimuler l'intégration régionale, certaines conditions préalables doivent être réunies. Premièrement, l'impact sera fonction de la solidité des politiques économiques appliquées dans les pays membres. Peu d'entreprises pourront tirer parti du commerce régional dans une situation d'instabilité macroéconomique, de protection insuffisante de la propriété intellectuelle, de corruption ou opacité des lois fiscales et des réglementations commerciales. De manière générale, les ALE encouragent les réformes de la politique économique nationale ; étant donné que les ALE tendent à être beaucoup plus profonds que les accords conclus habituellement dans le cadre multilatéral, le régionalisme présente des avantages importants en tant que stratégie de politique commerciale complémentaire. Par exemple, le Mexique a pu se servir des engagements qu'il avait pris au titre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) dans le cadre d'un programme de réforme économique national touchant tous les secteurs, et la libéralisation des mesures à l'intérieur des frontières qui a suivi a été optimale.

Deuxièmement, la réussite du processus visant à attirer des réseaux de production par l'intermédiaire d'une ALE sera également fonction de l'efficacité des transports et d'autres infrastructures, des mesures de facilitation des échanges et d'autres mesures de politique générale. À titre d'exemple, pour pouvoir tirer parti d'une ALE, les réseaux de transport et de logistique entre pays membres doivent pouvoir prendre en charge de plus gros volumes d'échanges. Les pays enclavés, en particulier, sont fortement tributaires de la qualité des infrastructures dans les pays voisins.

Aussi, pour que le processus de libéralisation des échanges puisse porter ses fruits, les pays en développement doivent souvent procéder à des améliorations dans divers domaines qui correspondent habituellement aux thèmes centraux de l'Initiative Aide pour le commerce : les infrastructures liées au commerce, la facilitation des échanges et la création d'un environnement propice aux échanges sont des points essentiels pour que les pays en développement puissent tirer parti de la libéralisation des échanges, et ce quel que soit le contexte. Les accords commerciaux régionaux permettent de réaliser des progrès dans ces domaines, puisqu'il est plus simple de régler ces questions (souvent délicates sur le plan politique) au sein d'un petit groupe de pays animés par des préoccupations semblables et appartenant à la même région que dans le cadre multilatéral par exemple. Nous étudierons plus loin les politiques complémentaires qui contribuent à la réussite du processus de libéralisation et de facilitation des échanges, puis nous analyserons la façon dont la tendance en faveur du régionalisme qui est en train de voir le jour dans l'économie mondiale favorise les réseaux de production et des échanges fragmentés dans la chaîne de valeur.

Couloirs de transit/de transport

Les couloirs de transit/de transport illustrent parfaitement les avantages qui découlent des ALE et autres formes de coopération économique régionale pour les pays en développement membres, puisque, par définition, leur portée est régionale. Ils sont couramment définis comme des voies matérielles reliant deux localités ou plus et permettant la circulation des personnes et des marchandises entre les voies ou le long de celles-ci. Ces couloirs peuvent servir à relier deux localités d'un même pays, mais aussi des sous-régions ou des régions. Ils comprennent les routes, les voies ferrées, les ponts et les accès portuaires. Ils peuvent être développés pour augmenter les échanges au sein d'une région, offrir un accès à des pays enclavés et créer une voie d'accès international au commerce de marchandises en reliant une région à des ports. Les couloirs de transit/de transport jouent un rôle particulièrement important pour les échanges et les perspectives de croissance des pays sans littoral.

Des coûts de transport élevés sapent les avantages potentiels de la libéralisation des échanges et peuvent réduire à néant les effets sur les prix qui découlent de la réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires allant de pair avec les ALE. Ils limitent ainsi les possibilités de participation des pays aux réseaux de production. Leur poids sur le commerce est un thème que l'on retrouve dans l'ensemble de la littérature spécialisée. C'est ainsi que Limao et Venables (2001) ont estimé que la qualité de l'infrastructure dans les pays en développement était responsable d'une variation de 40 à 60 % des coûts de transport, et qu'une réduction des coûts de transport de 10 % engendrait une augmentation des échanges de près de 25 %. Aussi, l'attention consacrée aux couloirs de transit dans le cadre des programmes d'Aide pour le commerce en particulier est tout à fait justifiée.

Dans les premiers temps, l'intérêt porté aux questions de transport était essentiellement axé sur le développement et l'amélioration des infrastructures matérielles telles que les routes, les voies ferrées et les ponts. Plus récemment, la portée des projets et programmes visant à améliorer les couloirs de transport a été élargie pour inclure des mesures dont l'objet est de supprimer les goulets d'étranglement aux postes frontière et de réduire le temps et les coûts de transit directement et indirectement grâce, par exemple, à l'harmonisation des contrôles aux frontières, l'amélioration de la technologie et de la communication, la diminution des formalités administratives, et l'amélioration de l'efficience des organismes publics et des agents aux frontières.

L'approche régionale du développement des couloirs de transit est efficace mais pose bien souvent des difficultés sur le plan politique (OCDE, 2009). Les pays supportent une part différente du coût des projets, de sorte qu'ils n'ont pas les mêmes incitations à affecter les fonds et ressources limités dont ils disposent aux couloirs ou à d'autres projets nationaux, en particulier si les projections concernant « le pays qui a le plus à gagner » sont souvent très contestées. Dans ce sens, la présence d'un médiateur impartial tel qu'une banque de développement multilatérale ou régionale peut contribuer à résoudre le problème. À titre d'exemple, la Banque asiatique de développement a joué ce rôle et a beaucoup investi dans la sous-région du Grand Mékong (GMS) ainsi que dans le cadre du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC), comme nous le verrons plus loin.

Adopter une démarche régionale en lieu et place d'une série d'approches nationales peut notamment avoir comme avantages concrets une normalisation de la construction des voies ferrées, permettant aux trains de chaque pays de la région d'utiliser ces voies tout au long du couloir, ainsi que l'élaboration de normes régionales en matière de poids. L'OCDE (2009 : chapitre 2) expose les travaux que les organisations régionales de coopération ont menés avec les donateurs et les gouvernements partenaires pour améliorer les liaisons de transport transfrontières dans le cadre d'un plan stratégique visant à stimuler l'intégration économique régionale. En outre, comme le relèvent Kuroda *et al.* (2007) : « Les routes, aussi bonnes soient-elles, sont de peu d'utilité si le trafic est bloqué aux frontières ».[5] Pour faire en sorte que l'infrastructure ait le plus grand impact possible sur le commerce, il est également nécessaire d'harmoniser les différentes réglementations et les différents systèmes et d'assurer une coopération entre les pouvoirs publics afin de garantir un passage rapide aux frontières.

Facilitation des échanges

Dans la mesure où la facilitation des échanges touche à un grand nombre de mesures à l'intérieur des frontières qui sont complexes et parfois sensibles du point de vue politique, il est généralement plus simple d'aborder la question à l'échelle régionale que dans le cadre de négociations multilatérales. La facilitation des échanges se distingue des autres questions liées au commerce international en ce sens qu'elle est axée sur *l'efficience* des procédures (PNUD, 2007). Les mesures axées sur l'amélioration de la facilitation des échanges sont essentielles pour les stratégies des pays en matière de commerce et de développement : elles rendent possible une expansion du commerce qui serait autrement difficile en raison des obstacles non tarifaires et à l'intérieur des frontières. Ces entraves au commerce diminuent les possibilités de gains d'efficacité et d'améliorations de la productivité et de la croissance qui découlent d'une augmentation des exportations et des importations. Elles nuisent également à la création de réseaux de production et sont souvent à l'origine de l'exclusion de certains pays des chaînes de valeur.

La facilitation des échanges, abordée au niveau régional, contient de nombreux éléments qui ne permettent tout simplement pas d'établir une discrimination entre les partenaires commerciaux et entraînent donc une plus grande efficience non seulement du commerce régional mais aussi du commerce mondial. À titre d'exemple, le Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a accompli de réels progrès dans le domaine de la facilitation des échanges de manière entièrement volontaire et non discriminatoire, en se fondant sur un ensemble de principes de facilitation des échanges mis au point en étroite collaboration avec le secteur privé (il en sera question plus loin dans ce chapitre).

L'argument le plus évident en faveur des initiatives régionales de facilitation des échanges est peut-être lié à la géographie, dans le sens où la proximité régionale permet une meilleure circulation de l'information entre négociants, le partage des pratiques culturelles et la mise en place au fil du temps de systèmes communs (Maur, 2008). Dans la mesure où de nombreux obstacles non tarifaires et à l'intérieur des frontières qui entravent le commerce sont géographiquement définis, les solutions régionales s'imposent de manière logique. Les initiatives régionales de facilitation

des échanges axées spécialement sur les aspects géographiques peuvent notamment porter sur le partage des installations aux frontières, l'harmonisation et la coopération régionales en vue d'éviter les chevauchements (dus aux différences de normes entre les pays) et les coûts de friction (par exemple lorsque le temps est utilisé d'une manière inefficace du fait de chargements et de déchargements répétés de marchandises).

Deuxièmement, la facilitation des échanges à l'échelle régionale peut engendrer des gains d'efficacité grâce à la suppression de procédures et de services coûteux. À cet égard, les solutions régionales sont parfois plus faciles à mettre en œuvre que les mesures multilatérales en raison de la complexité des accords de facilitation des échanges et du fait que la mise en œuvre de mesures visant à faire baisser les coûts nécessite souvent une coopération régionale sur le terrain. La suppression de procédures coûteuses permet aux entreprises de réaliser des gains d'efficacité et aux petits opérateurs d'avoir accès aux marchés d'exportation, un problème majeur dans les pays en développement. Les solutions régionales consistent notamment en l'harmonisation, l'entraide des autorités chargées de l'évaluation en douane, et la reconnaissance mutuelle des décisions, de la certification et des essais (OCDE, 2009).

Troisièmement, la facilitation des échanges à l'échelle régionale peut aussi stimuler la concurrence dans les activités liées au commerce. Les accords régionaux qui entraînent une plus grande transparence de la réglementation peuvent à leur tour déboucher sur une gestion plus efficace des frontières. Les services liés au commerce qui sont tributaires de la coopération en matière de réglementation en tirent également parti.

En résumé, l'expérience a montré que les couloirs de transit et la facilitation des échanges jouent un rôle important dans la réussite de toute stratégie de politique commerciale, et qu'il est généralement plus facile et plus efficace de traiter les questions connexes dans le cadre de la coopération économique régionale que dans d'autres contextes.

RÉGIONALISME ET RÉSEAUX DE PRODUCTION DANS LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

L'analyse qui précède met en exergue l'importance du rôle que joue la coopération régionale pour faciliter la participation des pays en développement aux chaînes de valeur, ainsi que les politiques complémentaires qu'il est nécessaire de mettre en œuvre pour appuyer ce processus. La diminution des obstacles au commerce et aux investissements grâce aux accords commerciaux régionaux entraîne une baisse des coûts de transaction liés à la fragmentation des échanges et permet ainsi la création de chaînes de valeur régionales (OCDE, 2013). À cet égard, Orefice et Rocha (2011) ont utilisé un modèle de gravitation pour rendre compte des effets qu'ont les accords de coopération économique approfondis sur les échanges liés aux réseaux de production. Les auteurs ont estimé que ces accords engendrent un accroissement des échanges entre les pays partenaires de près de 35 points de pourcentage. Il est en outre plus simple de promouvoir des réformes profondes dans le cadre d'accords régionaux, dans la mesure où ceux-ci regroupent habituellement un nombre moins important de pays, qui partagent les mêmes valeurs, et empêchent généralement les pays de jouer les passagers clandestins. Même le traitement spécial et différencié appliqué au sein des ALE prend de plus en plus la forme de périodes de transition plus longues plutôt que de dérogations aux exigences de réformes des politiques.

Cette section examine succinctement l'expérience acquise par la région dans laquelle le processus de création de chaînes de valeur a connu le plus franc succès, l'Asie, et par la région dans laquelle ce processus a connu le moins de succès, l'Afrique. Les efforts déployés dans la sous-région des Caraïbes, qui s'est particulièrement employée à promouvoir les chaînes de valeur, seront également passés en revue. Cette section présente en outre des contributions qui ont mis en évidence les points forts et les points faibles de l'Aide pour le commerce régionale comme catalyseur pour l'intégration régionale, en utilisant à cette fin les résultats des enquêtes menées en 2013 par l'OMC, l'UA et la CEA

auprès des donateurs et des pays partenaires en Afrique ainsi que les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce régionale mené en 2011 par l'OCDE et l'OMC.[6] La section suivante se penchera sur les raisons pour lesquelles l'Aide pour le commerce régionale constitue un moyen efficace pour promouvoir les chaînes de valeur et contribuer à la réussite des accords régionaux.

Coopération régionale en Asie : un instrument efficace pour promouvoir les chaînes de valeur

La région de l'Asie de l'Est est de loin celle qui a le plus – et le mieux – mobilisé la coopération régionale pour promouvoir la fragmentation du commerce et les réseaux de production. La plupart des ALE en Asie sont bilatéraux de nature et sont de ce fait généralement plus simples à négocier que les formes de coopération regroupant plusieurs membres ou les accords plus profonds tels que les unions douanières. En outre, la majorité de ces ALE ont été formés avec des pays situés en dehors de l'Asie. Par exemple, l'ASEAN, en tant qu'organisation régionale, a mis en place sept ALE (avec l'Australie, la Chine, la Corée, la Corée du Sud, l'Inde, le Japon et la Nouvelle-Zélande), et ses pays membres ont conclu dix accords distincts avec des pays de l'Asie de l'Est extérieurs à l'ASEAN et neuf accords avec des pays tous situés en dehors de l'Asie de l'Est, dont plusieurs sont plus complets que les accords de coopération conclus entre les pays de l'ASEAN eux-mêmes (Petri *et al.*, 2012). Un très grand nombre de travaux empiriques ont été menés sur les réseaux de production et la fragmentation du commerce au sein de la région et en dehors.[7]

La coopération en Asie de l'Est est mue par le marché : les parties prenantes cherchent à former des ALE principalement pour accroître les flux d'IED en vue de renforcer les chaînes de production existantes et de favoriser la création de nouvelles chaînes. Comme cela a été souligné plus haut, la région a obtenu d'excellents résultats à cet égard : les échanges et les flux d'investissements intrarégionaux ont fortement augmenté au fil des ans, à tel point que le commerce régional compte désormais pour plus de la moitié du commerce total. Toutefois, lorsque l'on calcule le commerce en termes de valeur ajoutée, on s'aperçoit que le commerce intrarégional représente bien moins que la moitié du total (BAsD, 2008). En d'autres termes, le rôle de plus en plus important que jouent les réseaux de production régionaux entraîne un « double comptage » des flux commerciaux intrarégionaux (en termes nominaux). C'est également la conclusion que l'on peut tirer de la base de données de l'OMC et de l'OCDE sur les échanges en valeur ajoutée (EVA) pour certains pays ; par exemple, en termes nominaux, la Chine est devenue le principal partenaire commercial du Japon en 2007, mais cela tient en partie à l'importance croissante du rôle que joue la Chine dans les réseaux de production tirés par le Japon. D'après cette base de données, en termes de valeur ajoutée, les États-Unis restent le principal partenaire commercial du Japon.

Si la grande majorité des études empiriques menées au sujet des ALE bilatéraux en Asie donnent à entendre que ceux-ci ont eu (ou auront) un effet positif sur la prospérité des pays membres, ces accords présentent d'importants inconvénients : puisque le développement des réseaux de production régionaux est le moteur du régionalisme en Asie, les ALE bilatéraux tendront toujours à être bien en deçà du potentiel. Il serait nécessaire de mettre en place des ALE régionaux afin de tirer au mieux parti des chaînes de valeur et de la baisse des coûts associés par exemple aux règles d'origine (grâce au « cumul »), d'élaborer des normes régionales en matière de propriété intellectuelle, d'adopter des mesures régionales de facilitation des échanges, et ainsi de suite. Il est important de relever que ces politiques sont optimales dans la mesure où tous les pays sont gagnants, et pas uniquement les pays partenaires.

Les pouvoirs publics asiatiques ont pris acte de ces contraintes et ont lancé des négociations en vue de créer des accords mégarégionaux, à savoir l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) et l'Accord de partenariat économique régional global (RCEP), donnant ainsi naissance au courant désormais connu sous le nom de « nouveau régionalisme » en Asie (Petri *et al.*, 2012). Comme chacun de ces accords représenterait à peu près 40 % du commerce mondial, ils constitueraient de nouveaux acteurs de poids dans l'économie mondiale et contribueraient à résoudre un grand nombre des problèmes très préjudiciables associés à l'écheveau d'ALE en Asie.

Les négociations concernant l'Accord de partenariat transpacifique ont débuté en 2008 et le 17ème cycle de négociations a eu lieu en mai 2013. Cet accord fait fond sur un ALE de qualité formé entre quatre petites économies ouvertes (le Brunei Darussalam, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour), connu sous le nom de « P4 ». Outre les parties aux négociations, l'Accord TPP regroupe également l'Australie, les États-Unis, la Malaisie, le Pérou et le Viet Nam depuis peu le Canada et le Mexique. Le Japon a confirmé son intention de rejoindre le partenariat en mars 2013 et y participera probablement en tant que membre à part entière à compter du mois de juillet.

L'Accord de partenariat transpacifique se distingue des autres accords non seulement en raison des grandes différences du point de vue des niveaux de développement, mais aussi de par l'objectif fixé qui est de devenir un accord moderne du « XXIe siècle » couvrant des domaines très variés, y compris les obstacles aux échanges de marchandises et de services à la frontière et autres qu'à la frontière, l'IED, la protection de la propriété intellectuelle, la facilitation des échanges et la politique en matière de concurrence. Il comprend même des sections consacrées aux sciences et à la technologie, ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises : autant de domaines clés pour les réseaux de production.

Lancée en novembre 2012, l'initiative relative à l'Accord RCEP est bien plus récente. Il s'agit de la première grande initiative menée sous l'égide de l'ASEAN dans le cadre d'une stratégie fondée sur la « primauté de l'ASEAN ». Dans un premier temps, cet accord sera négocié uniquement par l'ASEAN et les partenaires avec lesquels elle a formé des ALE (l'Australie, la Chine, la Corée, l'Inde, le Japon et la Nouvelle-Zélande). Toutefois, en vertu des principes directeurs relatifs à la négociation du RCEP, qui ont été adoptés par l'ASEAN et les dirigeants des pays avec lesquels elle a formé des ALE, les partenaires économiques de la région pourraient à terme devenir parties à l'accord. L'Accord RCEP se veut de « qualité », bien que le fait qu'il vise à être plus « souple » que le TPP et sa composition donnent à penser qu'il sera moins global. En mai 2013, les dirigeants ont achevé leur premier cycle de négociations, lors duquel ils ont examiné des questions concernant la portée et la méthodologie, et une deuxième réunion est prévue pour le mois de septembre. Ils se sont fixé comme objectif d'achever l'élaboration de cet accord d'ici la fin de 2015.[8]

Des études empiriques indiquent que ces accords régionaux auront des effets considérables sur la croissance économique régionale, du fait en particulier de leurs retombées sur les entrées et les sorties d'IED, et, partant, sur le renforcement des réseaux de production. À cet égard, Petri *et al.* (2012) ont utilisé un modèle d'ECG pointu pour évaluer les retombées économiques du RCEP et du TPP, lesquels ouvriront la voie à la création de la Zone de libre-échange Asie-Pacifique (FTAAP) en 2025.[9] D'après leurs prévisions, ces deux accords auraient des retombées considérables : si les effets sur l'économie mondiale ne se feraient que peu sentir dans un premier temps, d'ici 2025, les gains de prospérité pourraient se chiffrer à 223 milliards de dollars EU pour le TPP, à 499 milliards de dollars EU pour les deux accords, et à 1 900 milliards de dollars EU pour la Zone de libre-échange Asie-Pacifique, soit près de 2 % du PIB mondial, un impact très net qui tient en grande partie à l'association de la Chine et des États-Unis au sein du même ALE.

Coopération régionale en Afrique : essais de mise en place de nouveaux réseaux d'intégration

L'Afrique s'est employée tout autant que l'Asie à établir des ALE et d'autres formes d'intégration plus profondes encore, telles que des unions douanières (par exemple l'Union douanière d'Afrique australe, la SADC, et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO) et même des unions monétaires (par exemple l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'UEMOA). De nombreuses études concernant ces initiatives et ces projets pour l'avenir ont été publiées par la Banque africaine de développement dans des *documents de stratégie d'intégration régionale* pour différentes régions.[10] À l'instar de l'Asie, l'Afrique étudie la possibilité de regrouper les nombreuses ALE de la région au sein d'un ALE « continental » ou « panafricain » . Les discussions à cet égard ont débuté lors de la 6ème session ordinaire de la conférence des Ministres du commerce de l'Union africaine en 2010. Toutefois, il existe une différence de taille entre l'Asie et l'Afrique : l'Asie a beaucoup mieux réussi à stimuler le commerce intrarégional, alors que celui-ci ne représente en Afrique que 10 % environ du commerce total.

Le fait que l'Asie ait mieux réussi à accroître son commerce intrarégional tient en partie à la structure de la production : de manière générale, les pays africains ont plus tendance à pratiquer le commerce interproduits (par exemple exportations de ressources naturelles contre importations de produits manufacturés), tandis que la structure des exportations de l'Asie est beaucoup plus diversifiée et se caractérise de plus en plus par des échanges intrasectoriels, y compris les échanges fragmentés dans le cadre des réseaux de production. Cependant, aux premiers stades de leur développement, la plupart des économies asiatiques ont aussi pratiqué les échanges intrasectoriels ; la diversification se poursuit à mesure que l'économie se développe et que les pays progressent dans les chaînes de valeur. De plus, comme en Afrique, le commerce intrarégional en Asie a été freiné dans le passé par des problèmes de connectivité. Les pays de l'Asie du Sud-Est ont donné un ordre de priorité élevé et ont consacré des ressources considérables à l'amélioration des liaisons routières et ferroviaires transfrontières, des ponts et des infrastructures « immatérielles », afin de faire baisser le coût des échanges intrarégionaux grâce à des couloirs de transit et autres initiatives, avec beaucoup de succès.

À titre d'exemple, le Fonds de l'ASEAN pour les infrastructures a été créé à cette fin en 2012 et la sous-région du Grand Mékong (GMS), dont la BAsD assure le secrétariat, a très bien réussi depuis sa création en 1992 à remédier aux principaux goulets d'étranglement dans le secteur du commerce qui touchaient la région du Mékong. Il est important de relever que ces initiatives répondent souvent à la nécessité de réduire le coût des échanges intrarégionaux, non *pas* dans le but en soi de relever la part des échanges intrarégionaux, mais plutôt pour attirer les réseaux de production, ce qui entraîne généralement à son tour une augmentation du commerce intrarégional (bien qu'au sein de l'ASEAN, la part du commerce intrarégional dans le commerce total soit seulement passée de 20 % au moment de la signature de l'Accord instituant l'ALE à environ 25 % à l'heure actuelle). Toutefois, la réussite de ce point de vue devrait être évaluée d'après les effets sur la baisse des coûts, l'amélioration de la compétitivité et l'IED entrant, qui caractérisent le succès de l'ASEAN depuis une génération.

En outre, la coopération régionale « profonde », qui prévoit notamment la suppression des obstacles à la frontière et autres qu'à la frontière dans le domaine du commerce, a favorisé le processus d'intégration dans toute l'Asie de l'Est pour répondre aux besoins des réseaux de production. De surcroît, l'accent mis sur la libéralisation des services dans le cadre de l'AEC et du RCEP témoigne de cette priorité accordée au développement des chaînes de valeur ; comme il ressort clairement de la base de données EVA, le commerce international de services est beaucoup plus important en termes de valeur ajoutée (50 %) que cela semblait être le cas en termes nominaux (quelque 30 %). La différence tient en grande partie au rôle important que joue le secteur des services pour appuyer les réseaux de production internationaux. Les décideurs de l'Asie de l'Est accordent un degré de priorité élevé au secteur des services.

Aussi, les mauvais résultats enregistrés en Afrique en ce qui concerne l'intégration régionale s'expliquent notamment par le fait que la région n'a pas été en mesure de créer des chaînes de production régionales. Le manque d'échanges intrasectoriels ainsi que l'insuffisance du développement de réseaux de production, qui ont freiné le renforcement de l'intégration régionale, ont été mis en exergue dans les *documents de stratégie d'intégration régionale* publiés par la Banque africaine de développement.

Les dirigeants africains sont bien sûr pleinement conscients de ces problèmes et cherchent des moyens de les résoudre. Par exemple, le Plan d'action de l'Union africaine pour l'intensification du commerce intrarégional (Union africaine, 2012) recense les obstacles qui freinent le commerce intrarégional et contient des propositions de projets concrets visant à supprimer ces contraintes. Il ressort de ce plan d'action que « Le commerce entre les pays africains s'intensifiera s'ils renforcent leurs capacités de production dans les secteurs de l'économie en plein essor, et s'ils appuient la création d'entreprises et de chaînes de valeur régionales » (page 8). En outre, un degré de priorité élevé est donné aux programmes visant à accroître l'IED ainsi qu'à créer des entreprises et des chaînes de valeur régionales.

Les donateurs se sont eux aussi attaqués à ces obstacles majeurs au commerce intrarégional en Afrique. En 2013, l'OMC, l'UA et la CEA ont mené des enquêtes dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation en vue du 4ème Examen global de l'Aide pour le commerce. L'OMC, en collaboration avec l'UA et la CEA, a mis au point un questionnaire en ligne dans le but de déterminer la façon dont l'Aide pour le commerce peut appuyer de manière optimale l'objectif d'augmentation du commerce intra-africain poursuivi par l'UA. L'UA et la CEA ont fait parvenir le questionnaire aux pays africains et aux organisations régionales de coopération économique, ainsi qu'aux donateurs et aux partenaires Sud-Sud. Au total, 51 réponses ont été reçues, dont 30 de la part de pays africains, 5 de la part d'organisations régionales de coopération économique et 16 de la part de donateurs (8 donateurs bilatéraux et 8 donateurs multilatéraux).

En ce qui concerne la coopération et l'intégration régionales, il ressort de l'enquête réalisée auprès des donateurs que :

- Les trois quarts des donateurs ayant répondu au questionnaire investissent dans les couloirs de transit en Afrique, et les trois quarts d'entre eux ont indiqué fonder leurs activités sur une stratégie régionale ou une stratégie relative aux couloirs.
- Plus des trois quarts des donateurs ont indiqué que la demande d'assistance de la part des pays partenaires concernant des programmes commerciaux régionaux a fortement augmenté depuis 2005, ce qui révèle un intérêt grandissant pour la mise en place de programmes de coopération régionale en association avec des donateurs (« coopération triangulaire »). La quasi-totalité des donateurs ont indiqué que l'appui qu'ils avaient fourni était aligné sur différentes initiatives commerciales de l'UA, en particulier l'Initiative pour le renforcement des capacités productives en Afrique (environ 90 %) et le Programme de développement des infrastructures en Afrique (deux tiers).
- Plus de 80 % des donateurs ont participé à des projets panafricains visant à encourager la coopération et l'intégration régionales, et plus de la moitié d'entre eux ont indiqué prendre part également à différentes initiatives sous-régionales, notamment la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) (63 %), la CEDEAO (56 %) et la SADC (50 %).
- L'évaluation des programmes des donateurs consacrés à la coopération commerciale régionale met en évidence que ces programmes ont été hautement bénéfiques : environ deux tiers des donateurs ont estimé que ces programmes avaient entraîné une augmentation des exportations et des échanges, plus des deux-cinquièmes ont indiqué que ces programmes avaient entraîné une accélération de la croissance économique et une réduction de la pauvreté, et un peu plus du tiers ont souligné qu'ils avaient contribué à la diversification des exportations.

Les résultats de l'enquête effectuée auprès des donateurs indiquent donc que l'Aide pour le commerce régionale : a été axée sur la suppression des contraintes pesant sur l'intégration régionale et l'amélioration de la coopération économique régionale grâce au renforcement des infrastructures matérielles et immatérielles ; a été consacrée à des initiatives sous-régionales et régionales et définie en étroite collaboration avec les partenaires de développement ; et a permis d'accroître la croissance, de réduire la pauvreté et de diversifier l'économie (qui sont les objectifs essentiels de la coopération régionale).

L'enquête parallèle OMC-UA-CEA/ONU menée en 2013 auprès des partenaires a également souligné nombre de ces thèmes.[11] Il en ressort que l'infrastructure liée au commerce et le transport sont des domaines clés dans les stratégies commerciales régionales, de même que l'agriculture, le commerce de services et les services visant à soutenir les exportations. Les partenaires ayant répondu à l'enquête ont en outre indiqué que leurs stratégies de coopération

régionale avaient été élaborées en consultation avec les partenaires donateurs et les partenaires régionaux, et au moyen d'une évaluation des besoins, et ont par ailleurs mentionné que les consultations avec le secteur privé (national et étranger) avaient occupé une place importante dans ce processus. D'après cette enquête, l'UE se détache comme la principale source d'assistance pour l'intégration commerciale régionale.[12] Toutefois, l'idée selon laquelle le soutien reçu pour les programmes commerciaux régionaux aurait fortement augmenté depuis 2005 n'a été confirmée que par moins de 10 % des partenaires ayant répondu, et moins de la moitié d'entre eux ont indiqué qu'il avait légèrement augmenté. Ce résultat peut donner à penser que la demande d'assistance régionale n'est pas satisfaite.

Les secteurs prioritaires pour la coopération régionale relevés par les partenaires étaient similaires aux secteurs cités par les donateurs, mais les pays bénéficiaires semblaient être d'avis que l'appui fourni par les donateurs était moins aligné sur leurs propres stratégies : seul un dixième des pays partenaires estimaient que l'appui était bien aligné et deux tiers ont estimé qu'il était moyennement aligné. Deux tiers des partenaires ont indiqué ne pas avoir demandé d'aide concernant les initiatives de l'UA. Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des stratégies commerciales régionales et/ou sectorielles mentionnées étaient le manque de mise en œuvre par les autres pays partenaires au sein de la région – soulignant ainsi les problèmes associés aux biens publics régionaux – et les contraintes de capacité au sein du ministère responsable de la mise en œuvre.

L'évaluation des programmes effectuée par les partenaires a donné des résultats analogues à celle effectuée par les donateurs, l'accélération de la croissance économique, l'augmentation des échanges et la réduction de la pauvreté figurant parmi les plus grandes réussites. L'augmentation des fonds de l'Aide pour le commerce régionale a par ailleurs été mentionnée parmi les résultats importants des évaluations. La moitié des partenaires ayant répondu au questionnaire ont estimé que l'Aide pour le commerce régionale avait augmenté en conséquence, tandis que moins de 20 % des donateurs étaient de cet avis.

Pour résumer, la coopération régionale peut donner une nette impulsion au commerce régional en Afrique, comme cela a été relevé dans ce chapitre, mais il est nécessaire de mettre en place des mesures d'appui pour les infrastructures immatérielles et matérielles ainsi que d'autres mesures de politique complémentaires afin que des résultats puissent être obtenus. Il s'agit de l'une des principales raisons pour lesquelles les initiatives de coopération économique conventionnelle n'ont pas encore eu d'effets significatifs sur l'intégration régionale. De ce fait, l'Aide pour le commerce régionale est un moyen particulièrement efficace pour créer un meilleur environnement du point de vue des chaînes de valeur. Les enquêtes menées en 2013 par l'OMC, l'UA et la CEA/ONU indiquent que l'Aide pour le commerce régionale a porté ses fruits, mais qu'il est possible de faire bien plus encore.

Les Caraïbes : l'Aide pour le commerce régionale au service de l'intégration

La Communauté des Caraïbes (CARICOM) est une organisation qui regroupe 15 États membres et membres associés. La coopération économique s'exerce depuis très longtemps au sein de cette région. La Communauté des Caraïbes de 1973 a été remplacée par l'Espace commercial et économique unique de la CARICOM, qui est entré en vigueur en 2006. Il s'agit d'une petite sous-région, qui compte seulement 17 millions d'habitants environ, mais ses objectifs en matière d'intégration sont ambitieux : fondamentalement, l'Espace commercial et économique unique de la CARICOM est un marché unifié dont les membres appliquent un tarif extérieur commun et au sein duquel les marchandises, les services, la main-d'œuvre et le capital circulent librement.[13] En association avec la République dominicaine, la CARICOM est liée à l'UE dans le cadre d'un Accord de partenariat économique qui a pris effet en 2013. Elle a également formé un ALE spécial avec les États-Unis (Initiative concernant le Bassin des Caraïbes, IBC).

La CARICOM a déjà recours à l'Aide pour le commerce régionale pour promouvoir l'intégration régionale et renforcer la coopération. En décembre 2012, la CARICOM a lancé la stratégie régionale d'Aide pour le commerce de la Communauté des Caraïbes pour 2013-2015 (CARICOM, 2012), qui énonce ses priorités et objectifs régionaux en matière d'Aide pour le commerce pour ces prochaines années. Elle a fait savoir que, malgré tous les efforts consentis en matière de coopération économique, ses échanges économiques intrarégionaux se situaient à moins de la moitié du niveau auquel ils pourraient – et devraient – s'établir. La CARICOM (2012) a fait observer que « les efforts déployés par la région pour façonner des perspectives de croissance économique tirées par le commerce se sont heurtés à des infrastructures économiques insuffisantes, une compétitivité faible et en recul, des institutions faibles, des systèmes de production fragmentés et une capacité de production limitée », ce qui correspond à de nombreux points évoqués plus haut qui peuvent être traités en ciblant correctement l'Aide pour le commerce. En effet, le recours à l'Aide pour le commerce régionale afin d'ajouter de la valeur au niveau de la production est une priorité majeure dans le cadre de cette stratégie.

Quelles sont les principales difficultés relevées par les partenaires ?

Les réponses à l'enquête de suivi effectuée en 2011 par l'OCDE et l'OMC auprès des organisations régionales ont mis en exergue les points qui, selon elles, constituent les obstacles les plus importants au commerce à la fois intrarégional et extrarégional. Les résultats sont résumés dans le tableau 4.1. De manière générale, la compétitivité, la diversification limitée des exportations et les liaisons de transport inadéquates sont considérées comme les principales entraves au commerce intrarégional et extrarégional et se retrouvent sensiblement dans les deux catégories. Les problèmes liés aux infrastructures immatérielles et matérielles ont été mentionnés dans toutes les régions, et l'accès limité au financement du commerce ainsi que la diversification limitée des exportations constituent également des contraintes majeures dans plusieurs régions. Les problèmes liés aux normes et au respect de celles-ci ont également été fréquemment cités, en particulier pour ce qui touche au commerce extérieur de la plupart des organisations sous-régionales africaines et de la CARICOM.

En outre, les réponses ont mis en évidence des divergences de vues parmi les organisations d'une même région. Par exemple, les trois communautés économiques régionales qui comptent parmi leurs membres les États de l'Afrique de l'Ouest ont fourni des réponses assez différentes en ce qui concerne les principales contraintes en matière de commerce intrarégional. L'environnement réglementaire était un obstacle majeur au commerce intrarégional selon la CEDEAO, et au commerce extrarégional selon l'Autorité de coordination du transport de transit du Corridor Nord (TTCA-NC), mais ne représentait pas un obstacle majeur pour la SADC (ni pour l'Organisation des États des Caraïbes orientales, l'OECO). L'accès limité au financement du commerce constituait un obstacle important au commerce intrarégional pour la SADC et l'OECO mais aussi au commerce extrarégional pour l'OECO. La compétitivité revêtait une haute importance pour toutes les organisations, à l'exception de la CEDEAO. Enfin, le coût des services de transport était un obstacle important pour la CEDEAO mais pas pour les autres groupes régionaux. Il est difficile d'apporter une explication à ces divergences de vues, mais on peut peut-être y voir un problème d'interprétation : par exemple, les coûts des services de transport font grimper les dépenses et freinent la compétitivité.

En tout état de cause, d'après les réponses fournies au questionnaire, les obstacles qui entravent le plus le commerce intrarégional et extrarégional sont à mettre en lien avec les politiques liées au commerce et la facilitation des échanges, le financement du commerce, les liaisons de transport inadéquates, la diversification limitée des exportations et la faible demande régionale. Comme le montrent clairement les enquêtes menées en 2013 par l'OMC, l'UA et la CEA et les cas d'expérience régionaux (voir plus loin dans ce chapitre), l'Aide pour le commerce régionale a donné de bons résultats pour remédier à tous ces problèmes, à l'exception de la question du financement du commerce.

Tableau 4.1 Vue d'ensemble des contraintes en matière de commerce intrarégional et extrarégional

Organisations régionales	Principales contraintes en matière de commerce intrarégional	Principales contraintes en matière de commerce extrarégional
CARICOM	■ Compétitivité ■ Diversification limitée des exportations	■ Compétitivité ■ Diversification limitée des exportations ■ Liaisons de transport inadéquates ■ Respect des normes
CEN-SAD	■ Faible demande régionale ■ Compétitivité ■ Diversification limitée des exportations	■ Faible demande régionale ■ Compétitivité ■ Coût des exportations
CEDEAO	■ Environnement réglementaire de l'activité commerciale ■ Liaisons de transport inadéquates ■ Coûts des services de transport ■ Accès limité au financement du commerce	■ Compétitivité ■ Diversification limitée des exportations ■ Respect des normes
OECO	■ Compétitivité ■ Liaisons de transport inadéquates ■ Accès limité au financement du commerce ■ Respect des normes	■ Compétitivité ■ Liaisons de transport inadéquates ■ Accès limité au financement du commerce ■ Respect des normes
SADC	■ Faible demande régionale ■ Compétitivité ■ Diversification limitée des exportations ■ Liaisons de transport inadéquates ■ Procédures douanières et frontalières ■ Restrictions informelles	■ Compétitivité ■ Diversification limitée des exportations ■ Coûts des exportations ■ Procédures douanières et frontalières ■ Restrictions informelles
TTCA-NC	■ Compétitivité ■ Environnement réglementaire de l'activité commerciale ■ Liaisons de transport inadéquates ■ Respect des normes ■ Procédures douanières et frontalières ■ Restrictions informelles	■ Compétitivité ■ Diversification limitée des exportations ■ Liaisons de transport inadéquates ■ Coût des exportations ■ Accès limité au financement du commerce ■ Respect des normes ■ Procédures douanières et frontalières ■ Restrictions informelles

Source: Questionnaire 2011 OCDE/OMC, *www.aid4trade.org*.

L'AIDE POUR LE COMMERCE RÉGIONALE : UN PUISSANT CATALYSEUR POUR LES CHAÎNES DE VALEUR

Pour que les pays en développement puissent récolter les fruits de l'intégration et de la coopération régionales, ils doivent remédier à différentes sortes de dysfonctionnements du marché et supprimer diverses contraintes. L'Aide pour le commerce plurinationale et régionale peut jouer un rôle important à cet égard. Comme le montrent clairement les cas d'expérience régionaux sur l'Aide pour le commerce (OCDE/OMC, 2011) ainsi que les enquêtes menées en 2013 par l'OMC, l'UA et la CEA/ONU, l'Aide pour le commerce régionale permet de résoudre de manière effective et efficace des obstacles qui freinent le renforcement de l'intégration bilatérale et régionale – et ce dans de nombreux domaines – dans le cadre d'un accord régional officiel ou par d'autres moyens.

L'Aide pour le commerce régionale peut contribuer à appuyer l'intégration et la coopération régionales de manière efficace par rapport au coût. Dans ce domaine clé, les donateurs et les pays bénéficiaires peuvent rentabiliser leur investissement de manière optimale. Dès lors, on peut s'interroger sur la mesure dans laquelle les pays bénéficiaires et les pays donateurs ont répondu jusqu'à présent au besoin manifeste d'Aide pour le commerce régionale. Quels résultats a donné l'Aide pour le commerce régionale en termes de croissance des flux globaux ? Comment ces flux se situent-ils par rapport au total des flux d'Aide pour le commerce ? Quels sont les secteurs qui reçoivent le plus de flux d'Aide pour le commerce régionale ? Et existe-t-il des différences nettes entre les régions en ce qui concerne la répartition des flux d'Aide pour le commerce régionale ?

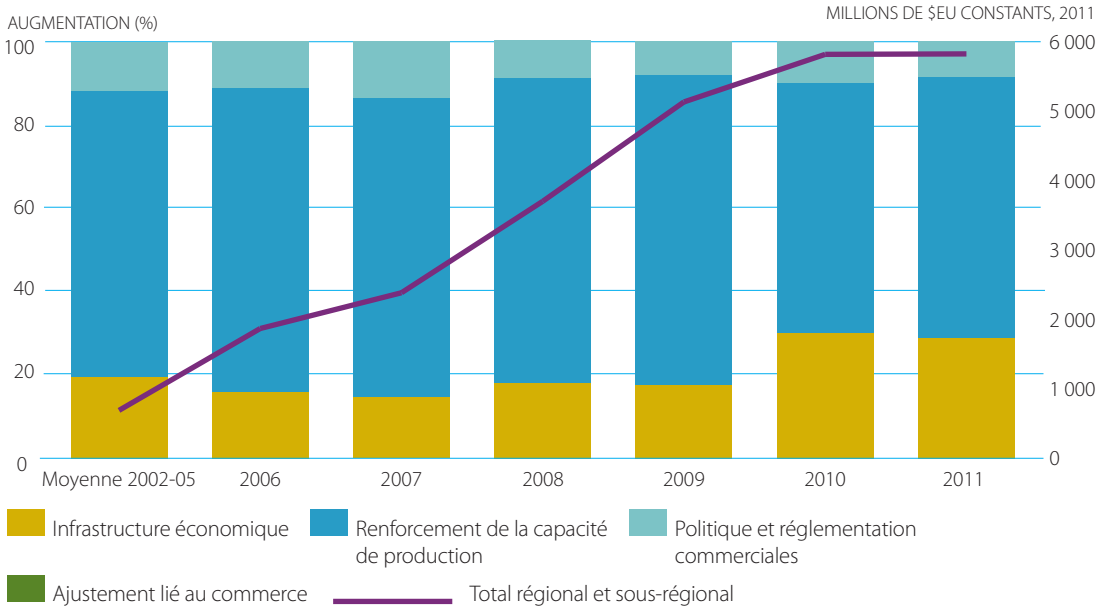
Le deuxième chapitre indique que les engagements au titre de l'Aide pour le commerce restent élevés par rapport à la période de référence 2002-2005 mais reculent ces derniers temps, à l'instar de l'aide pour le développement en général. Si l'Aide pour le commerce a évolué de manière relativement positive au cours de cette période difficile, un certain repli était peut-être inévitable. Cela montre bien à quel point il importe de veiller à ce que l'Aide pour le commerce soit aussi efficace et efficiente que possible. La dernière partie de cette section porte sur l'évolution de l'Aide pour le commerce plurinationale et régionale au niveau sectoriel. La section suivante illustre l'impact de l'Aide pour le commerce régionale sur le terrain. Ces expériences mettent en exergue le rôle bénéfique que joue l'Aide pour le commerce régionale pour appuyer le processus de coopération économique.

Évolution des flux d'Aide pour le commerce régionale

Le deuxième chapitre examine de façon approfondie l'évolution du total des flux d'Aide pour le commerce par rapport aux flux globaux d'aide publique au développement (APD). L'Aide pour le commerce régionale et sous-régionale, telle qu'elle est décrite dans le Système de notification des pays créanciers (SNPC), représente une part relativement faible du total des flux d'Aide pour le commerce, mais elle est en augmentation. En 2006, le montant total des versements au titre de l'Aide pour le commerce régionale et sous-régionale s'élevait à 2,6 milliards de dollars EU. En 2011, ce montant est passé à environ 6,2 milliards de dollars EU. Aussi, la part qu'occupe l'Aide pour le commerce régionale et sous-régionale dans l'Aide pour le commerce totale est passée d'environ 12 % en 2006 à 19 % en 2011. Le total des flux d'Aide pour le commerce s'est accru d'environ 50 % entre 2006 et 2011, mais l'augmentation de l'Aide pour le commerce régionale et sous-régionale a été 2,5 fois plus élevée.

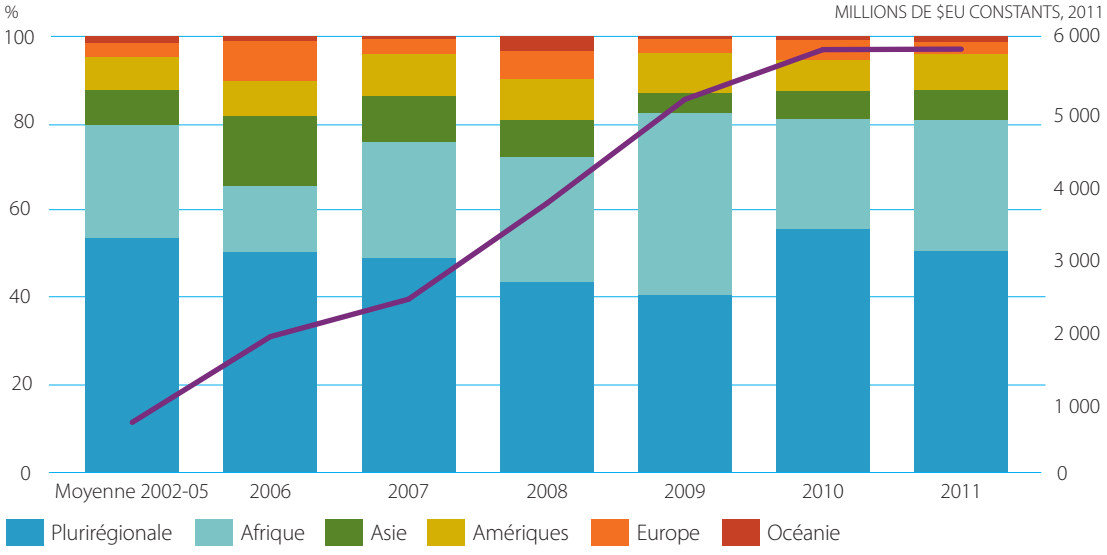
Au niveau sectoriel, il existe de nettes différences entre les flux d'Aide pour le commerce régionale et sous-régionale et les flux d'Aide pour le commerce totale. Depuis 2006, le renforcement de la capacité de production est de loin la principale composante de l'Aide pour le commerce régionale et sous-régionale (figure 4.1). La part des versements en faveur de cette catégorie est restée assez stable au cours de la période 2006-2009, entre 69 et 74 %. Néanmoins, elle a reculé de près de 7 % entre 2009 et 2011, principalement au bénéfice de l'infrastructure économique et, dans une moindre mesure, de la politique et de la réglementation commerciales (figure 4.1).

Figure 4.1 Programmes régionaux et mondiaux par catégorie (versements)
Part en % et valeur totale



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.*

Figure 4.2 Répartition géographique des programmes régionaux et mondiaux (versements)
Part en % et valeur totale



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#.

La figure 4.2 donne une représentation graphique des données agrégées concernant l'Aide pour le commerce totale et régionale et sous-régionale pour l'Afrique, l'Asie, les Amériques, l'Europe et l'Océanie, et inclut une catégorie « mondiale (plurirégionale) ». La répartition des versements au titre de l'Aide pour le commerce varie grandement selon qu'il s'agit de la catégorie « totale » ou « régionale et sous-régionale », ce qui semble logique compte tenu de la nature des flux régionaux et sous-régionaux. La catégorie « mondiale » est la plus conséquente et comprend les projets liés à la coopération Sud-Sud, qui n'a cessé de prendre de l'ampleur ces dernières années, ainsi que les flux d'Aide pour le commerce plurinationale affectés à des pays ayant des besoins similaires mais non déterminés par la situation géographique.

À l'échelle régionale et sous-régionale, la part de l'Aide pour le commerce versée à l'Afrique est près de quatre fois supérieure à celle versée à l'Asie : si l'on ne tient pas compte des flux globaux, la part de l'Afrique a pratiquement doublé et est passée de 31 % en 2006 à 61 % en 2011, tandis que la part de l'Asie a diminué de plus de moitié, tombant de 32 % à 14 % au cours de la même période. Cette évolution reflète de toute évidence le degré de priorité élevé accordé par les dirigeants africains à l'intégration régionale.

En résumé, la part des flux d'Aide pour le commerce régionale et sous-régionale s'est accrue depuis 2006, malgré une très légère baisse du montant des flux totaux et régionaux qui ont reculé de 6,3 milliards de dollars EU en 2010 à 6,2 milliards de dollars EU en 2011. Néanmoins, l'Aide pour le commerce régionale reste relativement faible, en particulier au regard de son potentiel, comme cela a été souligné précédemment, et de son efficacité avérée, comme il en sera question dans la prochaine section.

Bien que la composition de ces flux ait quelque peu changé au fil des années, les catégories « renforcement de la capacité de production » et « infrastructure économique » occupent invariablement une place prépondérante dans les flux régionaux. La littérature consacrée aux obstacles au commerce indique que cette place est tout à fait justifiée, et les cas d'expérience examinés ci-après présentent un certain nombre de projets ayant obtenu de bons résultats. Toutefois, pour que les stratégies de développement en général et la coopération et l'intégration régionales en particulier portent leurs fruits, il est de plus en plus important de faciliter les échanges, de faire en sorte que les politiques d'accompagnement soient plus efficaces et plus pratiques, et de faciliter les changements structurels. De ce fait, ces domaines pourraient avoir un fort impact dans le cadre des futurs programmes d'Aide pour le commerce régionale.

CAS D'EXPÉRIENCE : UTILISER L'AIDE POUR LE COMMERCE RÉGIONALE AFIN DE PROMOUVOIR LES CHAÎNES DE VALEUR

Les sections précédentes mettent en avant des arguments de poids en faveur du rôle que joue l'Aide pour le commerce régionale pour lever les obstacles à la création et à l'expansion des réseaux de production et faciliter la participation aux chaînes de valeur. Cependant, afin de réaliser le potentiel de l'Aide pour le commerce régionale, une planification du développement efficace dans le cadre de laquelle les projets régionaux sont intégrés efficacement aux programmes de développement nationaux est nécessaire. C'est surtout là que réside le problème ; il est souvent difficile pour les pouvoirs publics de consacrer des ressources financières qui sont rares à des projets à fortes externalités et dont les retombées ne sont pas à proprement parler nationales. De ce fait, l'Initiative Aide pour le commerce est en grande partie centrée sur le niveau national, les instruments visant à soutenir les programmes plurinationaux et régionaux étant beaucoup moins développés. Conjuguée à la contraction des ressources au titre de l'APD à l'échelle mondiale, l'augmentation de l'Aide pour le commerce régionale soulève de nombreux problèmes. Néanmoins, l'analyse qui précède appuie fermement l'idée selon laquelle l'augmentation de l'Aide pour le commerce régionale sera grandement bénéfique ; l'Aide pour le commerce régionale bien ciblée peut faire beaucoup pour offrir aux entreprises des pays en développement un tremplin vers les réseaux de production internationaux, l'intégration régionale et la compétitivité à l'échelle mondiale.

De nombreuses données empiriques vont dans ce sens. En juillet 2010, l'OCDE et l'OMC ont invité les parties prenantes intéressées à soumettre des cas d'expérience en vue de l'Examen global de l'Aide pour le commerce de 2011 (OCDE/OMC, 2011). Environ 10 % des cas d'expérience présentés pourraient entrer dans la catégorie des projets d'Aide pour le commerce plurinationaux ou régionaux, soit un peu moins que la part qu'occupe l'Aide pour le commerce régionale dans le total des flux d'Aide pour le commerce. Certains cas d'expérience clés ainsi que d'autres projets intéressants pour illustrer la façon dont l'Aide pour le commerce régionale peut contribuer aux réseaux de production et au renforcement de la participation dans les chaînes de valeur sont résumés ci-après.[14]

Indications concernant les cas d'expérience régionaux

Afin de présenter les cas d'expérience ci-après de manière structurée, les projets sont répartis en plusieurs catégories : infrastructure économique, facilitation des échanges, politiques liées au commerce, renforcement de la capacité de production, et promotion des chaînes de valeur. Cependant, il convient de noter que cette répartition tient plus à un souci de lisibilité qu'à un objectif ou une priorité d'ordre économique. En effet, de nombreux projets pourraient tout à fait entrer dans plus d'une catégorie et tous les projets présentés ci-après ont joué un rôle important pour remédier à certains obstacles pesant sur l'intégration et les réseaux de production régionaux.

Infrastructure économique

Comme indiqué plus haut, une infrastructure économique insuffisante est un obstacle majeur à l'intégration économique régionale et à la création de chaînes de valeur dans les pays émergents et en développement, en particulier les pays à faible revenu. Les cas d'expérience soulignent que l'Aide pour le commerce régionale destinée aux projets et programmes d'infrastructure économique doivent impérativement reposer sur une coordination plurinationale étroite, créant ainsi un véritable réseau composé de divers organismes publics et parties prenantes externes dont les rapports doivent être étroitement gérés, ce qui implique un bon équilibre entre les intérêts politiques et économiques de chacun.

Comme il est difficile de créer et de maintenir une dynamique lorsque les parties prenantes sont aussi nombreuses, l'importance d'un engagement et d'un soutien politique de haut niveau est primordiale. Il est nécessaire de mettre en place une forme de financement continu de même que des mesures d'accompagnement pour le renforcement des capacités afin de faire en sorte que les projets d'infrastructure économique puissent être gérés de manière efficace et durable, mais aussi pour concrétiser pleinement les avantages qui peuvent découler de la suppression des goulets d'étranglement, du développement de couloirs de transport qui jouent un rôle crucial, et du renforcement des dorsales technologiques dans les secteurs de l'information et de la communication. Tous ces éléments sont déterminants pour promouvoir les réseaux de production et favoriser la progression dans la chaîne de valeur.

Le projet sur les *stratégies de développement économique du Corridor de Nacala*, financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en étroite collaboration avec le gouvernement du Mozambique, a pour but l'élaboration de stratégies de développement destinées à orienter le développement et les investissements appropriés. Il pourrait également être bénéfique pour les chaînes de valeur et pour appuyer la création de valeur ajoutée dans la région grâce aux services aux entreprises.[15] Le Corridor de Nacala est depuis toujours un couloir de transit important dans l'Afrique du Sud-Est, mais son utilisation a été interrompue par la guerre civile au Mozambique qui a pris fin en 1992. La guerre civile ayant laissé les infrastructures en ruines, le Corridor est devenu une priorité majeure pour les donateurs internationaux. L'objectif de ce programme est d'élaborer une stratégie de développement intégrée pour le Corridor de Nacala et de créer un cadre de planification efficace. La démarche adoptée est à la fois régionale, dans la mesure où elle couvre différentes régions du Mozambique et établit des liens avec le Malawi, la Tanzanie et la Zambie voisins, et sectorielle puisqu'elle porte sur les secteurs de la logistique, du tourisme, des industries extractives, de l'industrie, de la sylviculture, de l'agriculture, de l'eau, de l'électricité, de la communication, de l'infrastructure sociale et de l'infrastructure de transport, favorisant ainsi l'adoption d'une approche intégrée de l'élaboration de projets et de l'attribution des priorités. Ce programme a permis non seulement d'améliorer les bases de données disponibles dans des domaines pertinents à la fois pour le développement social et le commerce, mais aussi de revoir les plans de développement, de donner un degré de priorité élevé aux projets de développement et aux investissements publics et privés, d'analyser les contraintes qui s'exercent sur la capacité, et de mettre en évidence les obstacles au développement du Corridor de Nacala, en vue d'apporter des éléments d'information pour le choix et la planification des projets.

Créé en 2001, le Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC), qui regroupe dix pays d'Asie centrale (y compris la Chine) et est appuyé par six institutions multilatérales, a pour objectif le renforcement du développement économique grâce à la coopération régionale.[16] Il a à son actif des projets régionaux dans le domaine du transport, du développement de couloirs économiques, de la facilitation des échanges, de l'énergie et de la politique commerciale, et totalise à ce jour 140 projets pour un montant de 21 milliards de dollars EU. Jusqu'à présent, l'amélioration de la connectivité, la réduction du coût des transactions commerciales dans le pays et au sein de la région couverte par le programme CAREC, et l'intensification des échanges sont sans doute les retombées les plus importantes de ce programme.[17]

Facilitation des échanges

Comme il est indiqué ailleurs dans ce chapitre, la facilitation des échanges a des incidences importantes sur la création de réseaux de production. Le secteur privé souligne régulièrement que la baisse des coûts de l'intégration économique grâce à la facilitation des échanges est une priorité de premier ordre pour faciliter l'activité des réseaux de production et stimuler le commerce international, de même que les efforts visant à faire en sorte que les améliorations en termes d'efficacité de l'infrastructure matérielle se traduisent par une baisse des coûts. L'Aide pour le commerce régionale peut jouer un rôle de catalyseur pour réduire ces obstacles aux échanges.

Diverses initiatives de facilitation des échanges entreprises dans le cadre de l'APEC constituent d'excellents exemples de la façon dont la coopération régionale peut réduire le coût des interactions économiques et promouvoir les chaînes de valeur.[18] Grâce à deux plans d'action pour la facilitation des échanges mis en œuvre au cours de la période 2002-2010, les pays de l'APEC ont pu faire baisser de 10 % les coûts des opérations commerciales dans la région. Par ailleurs, un plan d'action pour un guichet douanier unique (2007) est entré en vigueur, et une page Web consacrée aux droits de douane et aux règles d'origine (« WebTR ») a été créée par l'APEC. En outre, une carte de voyages d'affaires de l'APEC a été lancée dans le but de réduire le coût des voyages d'affaires en permettant aux hommes et aux femmes d'affaires de se déplacer sans visa et d'emprunter des voies rapides qui leur sont réservées dans les aéroports.

Dans la région des Amériques, l'ALE établi par les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine a mis en évidence l'importance de la facilitation des échanges et des ministres ont lancé une initiative sur la facilitation des échanges en 2011 dans le but d'identifier les principaux obstacles aux échanges économiques dans la région.[19] Les trois thèmes centraux étaient : la facilitation des procédures douanières et des échanges ; la logistique et la chaîne d'approvisionnement ; et les normes techniques, y compris sanitaires et phytosanitaires (SPS). Les enquêtes réalisées auprès des parties prenantes ont révélé que les domaines dans lesquels il était nécessaire d'apporter le plus d'améliorations étaient : l'administration des douanes, y compris la gestion du risque ; la logistique et l'infrastructure liée à la logistique ; la gestion des frontières de manière intégrée ; et les formalités administratives aux frontières. Une telle coopération régionale permet aux régions d'accorder un degré de priorité élevé aux obstacles majeurs à l'intégration régionale.

En outre, le programme pour le transit international de marchandises, lancé en 2008 par la Banque interaméricaine de développement (BID) a consisté à mettre en place un document électronique unique qui est utilisé à El Amatillo, localité située à la frontière entre El Salvador et le Honduras qui enregistre le plus fort volume d'échanges en Amérique centrale, dans le but de simplifier et d'harmoniser les procédures à la frontière.

Un autre projet concernant la facilitation des échanges et la réduction des coûts a été réalisé sous l'égide du programme *TradeMark Southern Africa* (TMSA). Au poste frontière de Chirundu, le premier guichet unique à la frontière en Afrique situé le long du Corridor Nord-Sud, les améliorations en matière de facilitation des échanges s'observent dans la réduction des coûts de transit pour le secteur privé et les augmentations des recettes fiscales perçues par les pouvoirs publics. Entre juin 2010 et juin 2012, le temps de passage de la frontière a reculé de 36 % pour s'établir à 25 heures en moyenne, tandis que, au cours de la même période, le trafic s'intensifiait et que le nombre de véhicules augmentait de 65 %. Du fait de la diminution de la durée du transit, le secteur privé a pu réaliser des économies qui s'élevaient à environ 20 millions de dollars EU par mois en moyenne à la fin du premier semestre 2012. Sans qu'il soit nécessaire de relever les niveaux d'imposition, l'amélioration de l'efficacité des opérations douanières a permis au gouvernement de la Zambie de doubler le montant des taxes sur les échanges perçues entre 2009 et 2012.

Politiques liées au commerce

Comme indiqué ailleurs dans ce chapitre, la catégorie « politique et réglementation commerciales » est relativement faible par rapport à l' « infrastructure économique » et au « renforcement de la capacité de production ». Elle regroupe les projets liés aux domaines suivants : politique commerciale et gestion administrative ; facilitation du commerce ; accords commerciaux régionaux ; négociations commerciales multilatérales ; éducation/formation dans le domaine du commerce ; et politique du tourisme et gestion administrative.[20] En d'autres termes, cette catégorie couvre une partie de l'infrastructure « immatérielle » pour la coopération et l'intégration régionales. Néanmoins, les enquêtes menées par l'OCDE et l'OMC ainsi que celles menées par l'OMC, l'UA et la CEA examinées précédemment soulignent combien il importe d'améliorer les politiques liées au commerce afin de stimuler l'intégration et la compétitivité régionales.

Aussi, l'Aide pour le commerce régionale fournie dans la catégorie « politique et réglementation commerciales » peut jouer un rôle important pour faciliter l'intégration intrarégionale et renforcer la capacité « immatérielle » des organismes publics. Si, à l'heure actuelle, l'Aide pour le commerce régionale affectée à cette catégorie n'est pas élevée, les perspectives pour l'avenir sont excellentes au vu des nouvelles structures d'accords commerciaux régionaux qui sont en train de voir le jour (par exemple la proposition de création d'un ALE panafricain et l'accord RCEP mentionnés précédemment). En outre, compte tenu des avantages qui peuvent découler d'une amélioration en termes de facilitation des échanges entre plusieurs pays et dans le cadre régional, cette catégorie attirera de plus en plus de flux d'Aide pour le commerce.

Mis en place en 2009, le programme du Fonds d'affectation spéciale pour l'Aide pour le commerce et l'intégration régionale en faveur des Caraïbes (CARTFund) : un mécanisme de soutien d'Aide pour le commerce à la CARICOM et aux États du CARIFORUM, appuyé par le Royaume-Uni et administré par la CARICOM et le CARIFORUM, constitue un mécanisme fondé sur la demande dont l'objet est d'appuyer la mise en œuvre dans les Caraïbes des APE conclus avec l'Europe et l'Espace commercial et économique unique de la CARICOM. En 2011, 18 projets avaient été approuvés dans 8 États du CARIFORUM (5 projets régionaux et 13 projets nationaux), qui représentaient à peu près 70 % du financement disponible, la demande dépassant les ressources existantes. Ce fonds est particulièrement remarquable car il est véritablement le fruit d'un effort conjoint entre donateurs et organisations régionales bénéficiaires.

D'après la littérature économique (par exemple Park et Lippoldt, 2008), le lien entre l'IED, la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) et la progression dans la chaîne de valeur est évident. Toutefois, l'intérêt que présente la protection des DPI est souvent mal compris, ce qui s'est parfois traduit par la mise en œuvre de politiques ayant eu pour effet de réduire les possibilités d'attirer des réseaux de production régionaux. La stratégie d'exploitation de la valeur de la propriété intellectuelle des exportations de l'Organisation des États américains (OEA), financée par l'OEA, a pour objectif de mieux faire connaître aux acteurs nationaux et régionaux les possibilités d'augmentation des recettes d'exportation qui résultent du recours à des stratégies en matière de propriété intellectuelle. La réussite de ce programme tient essentiellement : au fait que les parties prenantes à la fois locales et régionales prennent part à la sélection des produits ; à la place donnée au secteur privé dans ce processus et dans le module de formation ; à l'ordonnancement des travaux à chaque étape du programme ; ainsi qu'au résultat final de la méthode qui peut être utilisé au sein de la région des Caraïbes pour appuyer d'autres produits et dans d'autres régions.

Le manque d'harmonisation des politiques liées aux normes et à la conformité avec les normes peut également freiner l'activité des réseaux de production régionaux. Le projet de création d'infrastructures qualité régionales dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), financé par l'Allemagne, a pour objectif l'amélioration des infrastructures qualité dans cette région. Les travaux portent sur la normalisation, l'assurance de la qualité, l'accréditation et les essais. Dans le cadre de ce projet, mis en œuvre entre 2004 et 2013, des travaux ont été menés pour commencer à mettre sur pied des infrastructures qualité régionales qui soient compatibles avec les prescriptions de l'OMC. La Loi sur la normalisation, l'assurance de la qualité, la métrologie et les essais, adoptée par la CAE en 2007, a établi un cadre pour l'harmonisation des normes et la coordination des activités. Un système d'infrastructures qualité régionales a été pour ainsi dire créé de toutes pièces : 1 100 normes ont été harmonisées, bien qu'elles n'aient pas été entièrement adoptées par les différents pays ; une équipe d'évaluateurs formés pour l'accréditation des laboratoires médicaux, d'essai et d'étalonnage a été mise sur pied et l'Office d'accréditation de l'Afrique de l'Est a été établi en 2009 ; les capacités en matière d'harmonisation régionale des procédures d'inspection et de certification des produits ont été renforcées ; et les laboratoires de métrologie ont été améliorés dans tous les pays de la CAE.

Le système tripartite de notification des obstacles non tarifaires (ONT) et de règlement des plaintes relatives aux ONT COMESA/CAE/SADC est basé sur Internet mais est accessible à tous les négociants, grâce à une fonctionnalité pour téléphone mobile. Ce système a été pleinement incorporé dans les structures et démarches institutionnelles des communautés économiques régionales, des pouvoirs publics et du secteur privé. À la fin du mois de mars 2013, 73 % des plaintes relatives à des ONT avaient été réglées, souvent en l'espace de quelques jours ou de quelques semaines alors que les délais étaient beaucoup plus longs auparavant (plusieurs mois voire plusieurs années). Les plaintes déposées le plus fréquemment concernent la lenteur et le coût des procédures douanières dans l'ensemble de la région tripartie, les problèmes liés à l'application des règles d'origine, la tarification des usagers de la route, et les problèmes liés à l'application des normes sanitaires et phytosanitaires. La suppression de l'interdiction faite aux autobus et aux véhicules lourds de traverser le poste frontière de Kariba a entre autres permis une intensification du commerce à petite échelle, une augmentation du volume des échanges transfrontières, une diminution de la durée du transport et du transit, ainsi qu'un accroissement du nombre d'emplois et de la capacité de dédouanement.

Renforcement de la capacité de production

Il apparaît clairement dans les cas d'expérience que la participation et la mobilisation du secteur privé est un défi majeur qui doit être relevé en permanence pour pouvoir renforcer la capacité de production régionale.[21] Toutefois, le secteur privé est l'élément central de l'intégration et des réseaux de production internationaux et régionaux. Les projets régionaux d'Aide pour le commerce donnent d'assez bons résultats pour remédier à certaines difficultés majeures auxquelles est confronté le secteur privé dans les régions en développement.

Par exemple, la phase II (volet Agence caribéenne de développement des exportations) du Programme caribéen de développement du commerce et du secteur privé (CTPSD), financé par l'UE, a permis d'appuyer les efforts déployés par l'Agence caribéenne de développement des exportations – un organisme régional de promotion des exportations et du commerce – pour apporter un appui au secteur privé dans le cadre de la signature de l'Accord de partenariat économique conclu entre le CARIFORUM et l'UE. L'objectif du programme est d'intervenir au niveau régional pour faire un meilleur usage des organisations régionales afin de parvenir à renforcer les capacités d'exportation dans la région. L'on considère que la participation de l'Agence caribéenne de développement des exportations en tant que partenaire a joué un rôle clé dans la réussite de ce programme, puisque cette organisation régionale était déjà bien établie avant que le programme ne soit mis en œuvre et qu'elle avait déjà noué des partenariats importants avec des participants des secteurs public et privé au niveau régional.

La participation d'un pays en développement plus développé, le Chili, au programme de renforcement du système public de sécurité sanitaire des produits agricoles destinés à l'exportation dans les États membres de la CARICOM, financé par l'OEA, constitue un exemple intéressant de mise en commun des expériences acquises par un pays pour promouvoir les meilleures pratiques au niveau régional. Par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OEA, les pouvoirs publics chiliens ont mis en commun leurs règles et pratiques en matière de gestion des normes SPS avec les pays de la CARICOM. La réussite de ce programme témoigne de l'efficacité de la coopération Sud-Sud.

Le Programme de renforcement des capacités commerciales en Afrique (PACT), financé par le Canada, a été conduit conjointement par l'ITC, le Bureau de promotion du commerce Canada (TOFC) et différentes organisations africaines, dans le but de développer et diversifier les exportations dans les pays d'Afrique bénéficiaires et de renforcer la capacité d'exportation des PME. Ce programme a essentiellement consisté à dispenser des formations dans les domaines de la capacité d'exportation et de la fourniture de renseignements sur les marchés basée sur les technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'à offrir des conseils d'experts sur la préparation des marchés, et des missions sur

l'accès aux marchés. Grâce à ce programme, les exportations à destination de l'Europe se sont accrues et de petites exploitations agricoles africaines ont pu avoir accès à des marchés en Europe et au Canada. En outre, le programme PACT a permis à la marque Design Africa de se faire une place dans le secteur de la décoration intérieure et d'exporter ses produits vers le Canada, les États-Unis et l'UE. Par ailleurs, dans le cadre du volet « Accès! au commerce international pour les femmes d'affaires africaines », des formations dans le domaine des exportations ainsi que des conseils ont été fournis à des femmes d'affaires. Au moins 100 femmes entrepreneurs ont suivi des séminaires sur deux ans consacrés à la capacité d'exportation dans les quatre pays initiaux et ont été retenues pour participer à des missions et/ou à des foires commerciales. L'étude indique que 50 % à 60 % d'entre elles ont établi des liens commerciaux avec un distributeur dans le pays importateur, et que 20 % recevaient déjà des commandes ou étaient sur le point d'en recevoir.

Promotion des chaînes de valeur

Chacun des cas d'expérience ci-dessus a eu des incidences directes ou indirectes sur l'amélioration des perspectives d'intégration dans les chaînes de valeur. Toutefois, dans plusieurs cas d'expérience, la promotion des chaînes de valeur apparaissait comme le principal objectif poursuivi.

Par exemple, l'initiative Promotion des exportations et compétitivité commerciale des entreprises (ExPECT), lancée en 2010 sous l'égide de la CEDEAO, a pour but de développer et de promouvoir les chaînes de valeur ayant un fort potentiel d'exportation. Ce programme a été créé pour faire en sorte que la région adhère au programme PACT II (Programme de renforcement des capacités commerciales en Afrique) et que celui-ci s'inscrive dans la durée. L'objectif poursuivi est la création des structures et capacités techniques, de gestion et institutionnelles nécessaires et le renforcement des structures et capacités existantes pour aider la région à atteindre ses objectifs en matière de développement du commerce en ce qui concerne les chaînes de valeur. Jusqu'à présent, le projet a débouché sur : un engagement financier conséquent de la part de la Commission de la CEDEAO et de l'ITC/PACT II pour appuyer la mise en œuvre sur la période 2011-2013 ; l'élaboration par la CEDEAO-10 d'un plan de travail pour 2011 fondé sur les résultats ; ainsi qu'une analyse de la chaîne de valeur de la mangue à laquelle ont participé le secteur privé et le secteur public de la région en vue notamment de mettre au point une stratégie régionale pour le secteur de la mangue. En 2011, le programme a été élargi pour inclure la mise en œuvre de volets visant à augmenter la compétitivité des PME dans les chaînes de valeur retenues dans le cadre du programme ExPECT pour les secteurs de la mangue, de la noix de cajou et de l'huile de palme ; la validation de la stratégie régionale pour le secteur de la mangue au niveau national et la finalisation du processus pour un deuxième produit ; et le premier forum des acteurs de l'exportation au sein de la CEDEAO pour débattre des priorités pour le développement des chaînes de valeur et de la compétitivité dans le secteur des exportations.

CONCLUSIONS

L'analyse qui précède permet de tirer les conclusions générales suivantes : les réseaux de production régionaux jouent un rôle de plus en plus important dans la réussite du programme commercial des pays en développement ; outre l'amélioration des résultats commerciaux et l'obtention d'une grande partie des avantages qui découlent d'une plus grande ouverture de l'environnement commercial et d'investissement, la participation aux réseaux de production régionaux peut aussi contribuer à réduire la pauvreté, à créer des emplois et, en définitive, à faire en sorte que les pays puissent progresser dans la chaîne de valeur ; la coopération économique régionale orientée vers l'extérieur peut constituer une stratégie efficace pour favoriser l'intégration dans les chaînes de valeur et améliorer l'intégration régionale ; et l'Aide pour le commerce régionale peut faciliter l'intégration régionale et l'activité des chaînes de valeur. La part croissante qu'occupe l'Aide pour le commerce régionale dans le total des flux d'Aide pour le commerce conjuguée aux réponses fournies aux enquêtes menées en 2013 par l'OMC, l'UA et la CEA/ONU mettent en évidence que les partenaires et les donateurs ont de plus en plus conscience du fait que l'Aide pour le commerce régionale constitue un moyen efficace pour aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de commerce et de développement.

Dans la publication *Panorama 2009 de l'Aide pour le commerce*, l'OCDE et l'OMC ont souligné non seulement l'impact considérable que les projets régionaux d'Aide pour le commerce peuvent avoir mais aussi les problèmes liés à ces projets. En particulier, l'OCDE et l'OMC ont identifié deux défis majeurs pour l'avenir : la nécessité d'améliorer la coordination au niveau régional et la nécessité de renforcer les capacités humaines et institutionnelles. S'agissant du premier défi, ce chapitre a mis en évidence trois problèmes majeurs : la faiblesse de la demande d'Aide pour le commerce régionale ; le manque de cohérence entre les priorités nationales et régionales ; et l'absence de coordination effective au niveau régional. En ce qui concerne la nécessité de renforcer les capacités, ce chapitre souligne que les capacités institutionnelles et humaines des CER varient considérablement, ce qui peut avoir une forte incidence sur la capacité d'absorption de l'Aide pour le commerce régionale. En outre, l'existence de multiples accords et organismes d'intégration régionale qui se chevauchent peut rendre difficile l'établissement d'une relation stable entre donateurs et bénéficiaires.

Il ressort des enquêtes menées en 2013 par l'OMC, l'UA et la CEA/ONU auprès des donateurs et des pays partenaires en Afrique ainsi que des cas d'expérience examinés plus haut que des progrès considérables ont été accomplis depuis 2009 en ce qui concerne la formulation des demandes d'Aide pour le commerce régionale et les mesures destinées à promouvoir une coopération plus étroite entre les donateurs et les pays partenaires, même si des améliorations sont encore nécessaires. L'amélioration de la cohérence entre les priorités nationales et régionales reste toutefois un défi à moyen et long termes. Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles est également un défi à moyen et long termes dans le processus de développement. Cependant, les donateurs et les organisations régionales se sont employés à réduire cet obstacle par un gros effort qui a porté ses fruits, et le mouvement en faveur de la mise en œuvre d'accords mégarégionaux, en particulier en Asie et en Afrique, devrait permettre de réduire les problèmes de chevauchement entre les accords.

Il est difficile de généraliser à partir des expériences tirées de projets et programmes régionaux tant ces derniers diffèrent de par leurs objectifs, leur contexte, les pays qui les composent et leur envergure. Toutefois, les recherches et les enquêtes menées par l'OCDE, l'OMC et d'autres organisations internationales permettent de dégager un certain nombre de facteurs indispensables à la réussite de ces projets et programmes :

- L'accent sur l'*appropriation* des projets par les parties prenantes est une priorité absolue et une clé du succès.
- En rapport avec le point précédent, l'« adhésion » active des parties prenantes est indispensable pour faire en sorte que les projets reçoivent un appui tout au long de leur mise en œuvre. Ce point est particulièrement important pour les projets régionaux et ceux qui font intervenir plusieurs pays.
- Des systèmes de suivi et d'évaluation cohérents permettant de remédier aux problèmes doivent être incorporés dans la conception des projets afin que des comparaisons puissent être effectuées entre les différentes situations régionales/nationales. La CAREC est un bon exemple de meilleures pratiques à cet égard.
- Les projets doivent être assortis d'objectifs clairs et réalistes. Les délais doivent être raisonnables et réalistes, mais pas excessivement prudents. Il faut cependant prévoir une souplesse suffisante pour gérer les événements imprévus.
- S'il est vrai que les projets poursuivent des objectifs différents, la question de la durabilité devrait toutefois être une considération importante pour la plupart des projets, en particulier ceux qui relèvent de la catégorie « infrastructure économique ».
- Il est important d'associer le secteur privé et d'autres partenaires qui ne sont pas affiliés aux pouvoirs publics dans les projets régionaux d'Aide pour le commerce et en particulier ceux qui relèvent des catégories « infrastructure économique » et « renforcement de la capacité de production », comme cela a été souligné dans l'enquête menée par l'OMC, l'UA et la CEA/ONU auprès des partenaires.

Si les projets régionaux d'Aide pour le commerce sont intrinsèquement complexes en raison de la nécessité d'associer et de coordonner de multiples gouvernements ainsi que les divers organismes qui leur sont rattachés et une multitude de parties prenantes du secteur privé, ils constituent un moyen efficace et rentable d'aider les pays en développement à atteindre leurs objectifs en matière de commerce et de développement. Alors que les budgets des pays donateurs sont mis à rude épreuve, l'Aide pour le commerce régionale est un excellent exemple de solution où chaque investissement se traduit par d'importants avantages. ■

NOTES

1. *http://www.wto.org/french/tratop_f/region_f/region_f.htm.*
2. La liste mise à jour au 13 janvier 2013 peut être consultée à l'adresse *http://www.wto.org/french/tratop_f/region_f/region_f.htm.*
3. Le « déplacement des échanges » fait référence à un éventuel détournement des exportations par les pays non membres d'une zone de libre-échange vers le pays appliquant le droit de douane le plus faible dans cette zone.
4. Une approche théorique de cette évolution a été élaborée dans la littérature consacrée aux « droits de douane endogènes ».
5. Voir H. Kuroda, M. Kawai et R. Nangia (2007).
6. Les enquêtes menées en 2013 par l'OMC, l'UA et la CEA/ONU sont examinées en détail plus loin dans cette section.
7. Kimura et Obashi (2011) proposent un tour d'horizon complet de la documentation spécialisée.
8. Voir la « Déclaration conjointe concernant le lancement de négociations pour un Partenariat économique intégral régional », *www.meti.go.jp/press/2012/11/20121120003/20121120003-2.pdf.*
9. Dans l'ouvrage de Petri *et al.* (2012), les calculs concernant le RCEP ne tiennent compte que des pays de l'« ASEAN+3 » (l'ASEAN, la Chine, la Corée et le Japon), tandis que les simulations concernant le TPP ne comprennent pas les trois membres qui ont rejoint les négociations l'année passée (le Canada, le Japon et le Mexique). Cependant, le site Web qui vient étayer cet ouvrage (*www.asiapacifictrade.org*) présente les chiffres relatifs au RCEP (« ASEAN+6 ») et aux 12 pays participant au TPP.
10. *www.afdb.org/fr/.*
11. Le taux de réponse au questionnaire destiné aux partenaires est assez bon (30 pays ayant répondu) mais les réponses à un grand nombre de questions ont été fournies par une faible partie de ces pays seulement, la plupart provenant d'environ 5 partenaires uniquement.
12. OCDE (2009) : le deuxième chapitre de cet ouvrage donne un bon aperçu de l'assistance fournie par l'UE aux pays africains pour mettre en œuvre des accords de partenariat économique (APE).
13. Pour en savoir plus sur l'Espace commercial et économique unique de la CARICOM, veuillez consulter l'adresse *www.caricom.org/jsp/single_market/single_market_ index.jsp?menu=csme.*
14. Avant toute chose, il convient de noter qu'il ne s'agit pas ici d'*études de cas* mais de *cas d'expérience*, qui sont de manière générale plus descriptifs et informatifs qu'analytiques. Ils ne comprennent pas d'analyse coûts-avantages par exemple.
15. *www.jica.go.jp/project/english/mozambique/002/outline/index.html.*
16. *www.carecprogram.org/index.php?page=carec-development-effectiveness-review.*
17. Pour faire le point sur les progrès accomplis depuis dix ans, consulter le document « *www.carecprogram.org/uploads/events/2010/9th-MC/Draft¬10Year-Commemorative-Study-Main-Text.pdf* ».
18. *www.apec.org/About-Us/About-APEC/Achievements-and-Benefits.aspx.*
19. *www.iadb.org/intal/intalcdi/PE/2013/11612.pdf.*

20. Dans la base de données SNPC, cette catégorie couvre également les projets concernant l'ajustement lié au commerce, mais l'ampleur de ce volet est négligeable en termes de flux d'Aide pour le commerce régionale.
21. Dans la base de données SNPC, le renforcement de la capacité de production comprend les projets relatifs aux services bancaires et financiers ; les services aux entreprises et autres services ; ainsi que l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

RÉFÉRENCES

Banque asiatique de développement (BAsD) (2008), *Emerging Asian Regionalism: Partnership for Shared Prosperity*, BAsD, Manille, *http://aric.adb.org/emergingasianregionalism/pdfs/Final_ear_chapters/final%20report.pdf.*

Banque asiatique de développement et Institut de la Banque asiatique de développement, 2013, *Connecting South and Southeast Asia: Interim Report*, disponible à l'adresse *www.adbi.org/book/ 2013/05/05/5632.connecting.south.asia.southeast.asia/.*

Union africaine (2012), *Action Plan for Boosting Intra-Regional Trade*, « *http://www.au.int/en/sites/default/files/Action%20 Plan%20for%20boosting%20intra-African%20trade%20F-English.pdf* ».

Athukorala, P. (2010), *Production Networks and Trade Patterns in East Asia: Regionalization or Globalization?*, *Asian Development Bank (ADB) Working Paper Series on Regional Economic Integration* n° 56, BAsD, Manille, « *www.adb.org/publications/production-networks-and-trade-patterns-east-asia-regionalization-or-globalization* ».

CARICOM (Communauté des Caraïbes) (2012), *Caribbean Community Regional Aid for Trade Strategy* 2013-2015, *www.caricom.org/.*

Kimura, F. et A. Obashi (2011), *Production Networks in East Asia: What We Know So Far, Asian Development Bank Institute (ADBI) Working Paper* n° 320, Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo.

H. Kuroda, M. Kawai et R. Nangia (2007), « *Infrastructure and Regional Cooperation* », dans F. Bourguignon et B. Pleskovic (éds.), *Rethinking Infrastructure for Development*, Banque mondiale, Washington, D.C., page 246.

Limao, N. et A. Venables (2001), « *Infrastructure, Geographical Disadvantage, Transport Costs and Trade* », *World Bank Economic Review*, Vol. 15(3), pages 451 à 479.

Maur, J.-C. (2008), *Regionalism and Trade Facilitation: A Primer, World Bank Policy Research Working Paper* 4464, « *http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2008/01/03/000158349_20080103113436/Rendered/PDF/wps4464.pdf* ».

OCDE (2009), *Surmonter les obstacles à la frontière : Coûts et bénéfices de la facilitation des échanges*, Études de l'OCDE sur la politique commerciale, OCDE, Paris, « *http://www.oecd-ilibrary.org/fr/trade/surmonter-les-obstacles-a-la-frontiere_9789264056978-fr* ».

OCDE (2012), *Reducing the Thickness of Borders to Promote Trade and Participation in Global Value Chains*, COM/DCD/TAD/RD(2012)2/RD4, OCDE, Paris, *http://www.ocde.org/dac/aft/ReducingtheThicknessofBorders.pdf.*

OCDE (2013), *Trade Policy Implications of Global Value Chains. Contribution to the Report on Global Value Chains*, TAD/TC/WP(2012)31/FINAL, OCDE, Paris.

OCDE/OMC (Organisation mondiale du commerce) (2011), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2011 : Montrer les résultats*, OCDE et OMC, Paris et Genève, *http://dx.doi.org/10.1787/aid_glance-2011-fr.*

Orefice, G. et N. Rocha, (2011), *Deep Integration and Production Networks*, Staff Working Paper ERSD-2011-11, Organisation mondiale du commerce, Division de la recherche économique et des statistiques, Genève.

Park, W.G., et D.C. Lippoldt (2008), *Technology Transfer and the Economic Implications of the Strengthening of Intellectual Property Rights in Developing Countries, OCDE Trade Policy Working Papers*, n° 62, OCDE, Paris.

Petri P.A., M.G. Plummer et F. Zhai (2012), « The *Economic Impact of the ASEAN Economic Community: An Applied General Equilibrium Approach* », *Asian Economic Journal*, Vol. 26(2), pages 93 à 118.

Plummer, Michael G. (2007), « *Best Practices in Regional Trading Agreements: An Application to Asia*, » *The World Economy*, Vol. 30, n° 12, décembre, pages 1771 à 1796.

Plummer, Michael G., et Chia Siow Yue (éds.) (2009), *Realizing the ASEAN Economic Community: A Comprehensive Assessment*, Singapour, ISEAS, novembre.

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2007), *Trade Facilitation Beyond the Multilateral Trade Negotiations: Regional Practices, Customs Valuation and Other Emerging Issue*s, PNUD, Genève, *www.unescap.org/tid/artnet/pub/ tipub2466.pdf.*

CHAPITRE 5 :
ÉVALUER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

Ce chapitre étudie l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour ce qui est de favoriser le commerce – aussi bien les exportations que les importations – et les conditions qui tendent à la rendre la plus efficace. L'examen avance nombre d'éléments attestant effectivement une corrélation au sens large entre l'Aide pour le commerce et l'amélioration des résultats commerciaux. L'Aide pour le commerce est la plus efficace lorsqu'elle a vocation à réduire les coûts des transactions en facilitant les échanges et en améliorant l'infrastructure, les institutions publiques liées au commerce (par exemple en agissant sur les douanes, l'administration des normes et la promotion des exportations) et les politiques (notamment en éliminant les obstacles à la concurrence qui en résultent). L'Aide pour le commerce – sous différentes formes – destinée aux pays à faible revenu est particulièrement utile pour stimuler le commerce. L'analyse livrée dans ce chapitre tend à indiquer que l'Aide pour le commerce destinée aux pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure est susceptible d'avoir un rendement élevé. En général, 1 dollar investi dans l'Aide pour le commerce est associé à une augmentation moyenne des exportations de près de 8 dollars EU pour l'ensemble des pays en développement – tandis que 1 dollar d'Aide pour le commerce destiné aux pays les plus pauvres admis à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA) se traduit par 20 dollars EU de nouvelles exportations et 9 dollars EU pour tous les pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure.

INTRODUCTION

L'Aide pour le commerce, qui constitue toujours une composante importante de l'aide au développement, a nettement augmenté depuis la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en décembre 2005. Les engagements au titre de l'Aide pour le commerce sont passés de 19 milliards de dollars EU en 1995 à 23 milliards en 2005 et s'élevaient à 41,7 milliards de dollars EU en 2011. L'accélération observée entre 2006 et 2010 semble s'être quelque peu atténuée sous l'effet de la crise économique mondiale après qu'un pic de 44,9 milliards de dollars EU a été atteint en 2010. Quoi qu'il en soit, il fait peu de doute que les gouvernements donateurs ont beaucoup investi dans le renforcement des capacités commerciales (voir chapitre 2). Dans le même temps, le commerce des pays en développement a sensiblement augmenté, suivant une accélération semblable à celle de l'Aide pour le commerce au cours de cette même période 1995-2011. Les exportations des pays en développement sont passées d'environ 4 000 milliards à plus de 15 000 milliards de dollars EU.

Depuis le début de la crise économique en 2008, les budgets des donateurs ont été soumis à des tensions croissantes. Par conséquent, toutes les dépenses, y compris l'aide au développement, sont surveillées de plus près et doivent donner des résultats. L'OCDE et l'OMC ont travaillé intensivement pour analyser les données concernant l'effet qu'a eu l'Aide pour le commerce sur les résultats commerciaux en tant que moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté (OCDE, 2011c). Ce chapitre étudie les éléments qui attestent l'existence de liens entre l'Aide pour le commerce et la croissance du commerce dans les pays en développement bénéficiaires. Il examine des études qui ont pour objet de répondre à trois questions :

- L'Aide pour le commerce est-elle efficace pour accroître les échanges et favoriser ainsi une croissance économique plus rapide et des réductions plus importantes de la pauvreté et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances est-elle la plus efficace ?
- Alors que les chaînes de valeur mondiales et régionales prennent une place de plus en plus centrale dans le monde du commerce, quels changements supposent-elles pour l'Aide pour le commerce, et celle-ci a-t-elle contribué, dans le passé, à favoriser la participation effective aux chaînes de valeur mondiales et régionales ?
- Les systèmes de gestion des pouvoirs publics, en partenariat avec les donateurs, améliorent-ils l'efficacité de l'Aide pour le commerce ?

En réponse à ces questions, ce chapitre fait valoir que, pour obtenir une image d'ensemble de l'effet de l'aide sur le commerce, il faut observer cette relation à travers différents prismes méthodologiques, dont les études transnationales globales, les examens des programmes et les évaluations des projets. La première section passe en revue les constatations générales sur la relation entre l'Aide pour le commerce et la création d'échanges. La deuxième actualise certaines constatations empiriques passées et applique l'analyse transnationale à de nouveaux domaines, examinant l'incidence des différents types d'Aide pour le commerce sur certaines catégories de pays en développement. La troisième section met en lumière le rôle que les chaînes de valeur commencent à jouer et en analyse les incidences pour l'Aide pour le commerce. L'avant-dernière section examine le rôle des systèmes de gestion des pouvoirs publics et étudie leur interaction avec les donateurs d'Aide pour le commerce, afin de comprendre quels modèles semblent les plus efficaces. À partir de cette analyse, la dernière section tire certaines conclusions et certains enseignements sur les politiques à mener.

QU'EST-CE QUE LE SUCCÈS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Comme toute aide au développement, l'Aide pour le commerce a pour objectif ultime de relever les niveaux de vie et de réduire la pauvreté en agissant sur la croissance économique. Comme l'indique l'OCDE (2011b), trois propositions générales relient l'Aide pour le commerce à la croissance et à la réduction de la pauvreté : l'Aide pour le commerce conduit à une croissance plus rapide des exportations et des importations ; une croissance plus rapide du commerce entraîne une hausse de la productivité et accroît les revenus ; et une hausse des revenus, associée à la croissance, met fin au cycle de la pauvreté. Bien qu'elle soit valable dans une certaine mesure aux fins de généralisations pour plusieurs pays sur de longues périodes[1], cette chaîne de cause à effet n'est pas nécessairement vraie pour tout pays à tout moment. Par exemple, de nombreux facteurs influent sur le lien entre croissance du commerce et croissance des revenus : les conflits, l'endettement, la gouvernance ou l'absence de politiques complémentaires en matière de finance, d'enseignement et/ou d'investissement. De façon similaire, dans le dernier maillon de cette chaîne, qui relie la croissance à la réduction de la pauvreté, la structure de base de l'économie – la distribution initiale des revenus, des terres ou des ressources naturelles, les compétences de la main-d'œuvre ou l'intensité de main-d'œuvre de la production – influe fortement sur le rythme de la réduction de la pauvreté et la distribution des avantages issus de la croissance des revenus.

Parmi les ouvrages publiés sur l'efficacité de l'Aide pour le commerce, cette section analyse principalement les données attestant que l'Aide pour le commerce favorise une croissance plus rapide des exportations et des importations. L'objectif est d'identifier les types de projets liés au commerce et les circonstances nationales les plus propices au succès de l'Aide pour le commerce.

Élargir le champ d'action

Pour les négociateurs commerciaux des pays en développement présents à la Conférence ministérielle tenue par l'OMC à Hong Kong en 2005, le succès de l'Aide pour le commerce se mesurait par l'expansion des exportations et la création de capacités productives nationales permettant de tirer parti de l'élargissement de l'accès aux marchés prévu dans le cadre du Cycle de Doha. L'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce mise sur pied en 2006 à la suite de la Conférence ministérielle de Hong Kong a résumé les objectifs comme suit :

> L'Aide pour le commerce vise à aider les pays en développement à accroître leurs exportations de biens et de services, à s'intégrer dans le système commercial multilatéral et à tirer parti de la libéralisation du commerce et de l'élargissement de l'accès aux marchés. Si elle est effective, l'Aide pour le commerce améliorera les perspectives de croissance et réduira la pauvreté dans les pays en développement ; de plus, elle viendra compléter les réformes commerciales multilatérales et elle en répartira plus équitablement les avantages entre les pays en développement et à l'intérieur de ces pays.[2]

Outre l'expansion des exportations pour stimuler la croissance, d'autres objectifs, bien que largement absents du rapport de l'Équipe spéciale, visaient à modifier progressivement la composition du commerce. Il s'agissait notamment de diversifier les exportations pour les rendre moins tributaires de quelques produits primaires bruts aux prix volatiles, d'accroître la valeur ajoutée nationale des exportations et d'élargir le commerce intrarégional et Sud-Sud.

Autres indicateurs de succès : réduire les coûts du commerce

Dans ce contexte, les négociateurs ont compris que l'expansion et la diversification des exportations nécessitaient une Aide pour le commerce qui vise spécialement à *accroître les capacités de faire du commerce*. Il y a à cela deux dimensions qui se recoupent partiellement d'un point de vue conceptuel. La première consiste à accroître les investissements destinés à élargir l'offre d'exportations en investissant dans de nouvelles capacités productives et dans les nouvelles infrastructures sur lesquelles elles reposent. La seconde consiste à réduire les coûts du commerce en améliorant l'efficacité d'utilisation des infrastructures modernes, en adoptant de nouvelles technologies pour accroître la productivité et en améliorant les institutions, réglementations et politiques liées au commerce.[3]

Il ressort des analyses de l'OCDE (par exemple, OCDE, 2012 ; Moïsé et Le Bris, 2013) que la médiocrité de l'*infrastructure* contribue considérablement aux coûts élevés qui entravent le commerce, y compris les exportations agricoles des pays en développement (Moïsé *et al.*, 2013), et constitue donc une cible appropriée pour l'Aide pour le commerce. Limão et Venables (2001) ont été parmi les premiers à étudier la relation entre, d'une part, les routes et les télécommunications et, d'autre part, les coûts du transport, puis la relation entre les coûts du transport et les volumes des échanges. Les pays sans littoral font face à des coûts de transport plus élevés, puisque leur capacité de faire du commerce dépend de l'infrastructure des pays de transit voisins. Par exemple, en Afrique de l'Est, il fallait aux marchandises à destination des pays sans littoral un temps équivalant à au moins trois procédures de dédouanement dans les pays côtiers. Les auteurs concluent : « La mauvaise qualité de l'infrastructure est responsable à 40 % des coûts de transport prévus pour les pays côtiers et jusqu'à 60 % pour les pays sans littoral » (Limão et Venables, 2011). Plusieurs études ultérieures ont confirmé cette idée selon laquelle l'infrastructure serait une cause profonde des coûts élevés du commerce.

De manière similaire, l*es institutions liées au commerce* ainsi que les *politiques et réglementations* (par exemple, l'administration portuaire, les autorités douanières, les politiques de taux de change, les taxes à l'exportation ou les obstacles politiques à l'entrée dans des secteurs de services essentiels) ont également une incidence de taille sur les coûts du commerce et peuvent nuire à l'efficacité de l'Aide pour le commerce. Hummels et Schaur (2012), par exemple, ont montré (à l'aide de données des États-Unis sur les importations transportées par voie aérienne) que chaque jour de retard de transit équivalait à une hausse tarifaire de 0,6 à 2,3 %. Les retards peuvent causer d'importantes pertes de bien-être. Selon les estimations de l'OCDE, les pertes de revenu causées par l'inefficacité des procédures à la frontière dans certains pays africains dépasseraient 5 % du PIB (Moïsé et Sorescu, 2013).

Tous ces éléments tendent à montrer que les programmes et projets d'Aide pour le commerce qui visent à accroître l'investissement dans les capacités commerciales et à réduire les coûts du commerce en agissant sur l'infrastructure, les institutions et les politiques, s'ils sont convenablement conçus et mis en œuvre, ont de bonnes chances de porter leurs fruits en accélérant la croissance du commerce. Les réglementations qui restreignent la concurrence dans la chaîne logistique du commerce peuvent donner lieu à de fortes majorations et à un service inefficace ; le processus risque en outre de s'autorenforcer, les opérateurs en place pouvant faire pression pour le maintien des restrictions à l'entrée ou l'adoption de règlements techniques qui deviennent des obstacles à l'entrée (Portugal et Wilson, 2009). Raballand *et al.* (2010) constatent que les prix des services de camionnage ont augmenté en raison de réglementations des marchés restreignant la concurrence. Ces problèmes liés aux politiques sont particulièrement importants pour les pays sans littoral. Arvi *et al.* (2010) soulignent que, pour ces pays, ce n'est pas seulement la réglementation du pays exportateur, mais aussi celle des pays de transit, qui est importante. Teravaninthorn et Raballand (2008) montrent que les restrictions de l'accès aux marchés en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ont maintenu le niveau élevé des prix, tandis que la concurrence en Afrique de l'Est a fait baisser les prix pour les utilisateurs. Les couloirs du sud sont les plus efficaces d'Afrique, en grande partie parce qu'ils sont les moins régulés et les plus concurrentiels.

En outre, les économistes spécialistes du commerce et les organisations de développement ont longtemps souligné que des politiques complémentaires étaient nécessaires pour compenser les éventuelles conséquences négatives des ajustements commerciaux ou de la croissance fondée sur le commerce. Ils citent en particulier les politiques destinées à améliorer le climat d'investissement pour attirer de nouveaux investissements en assurant une meilleure garantie des droits de propriété et une plus grande stabilité macroéconomique, et celles qui visent à accroître les investissements publics dans l'enseignement ainsi que d'autres biens publics propres à améliorer la compétitivité (OCDE, 2011b). Les politiques qui conjuguent réformes commerciales et climat d'investissement sain, protection des travailleurs, maintien de bonnes conditions de travail et facilitation des transitions du travail peuvent jouer un rôle important dans la réalisation des gains potentiels associés au commerce sur le plan des salaires, de l'emploi et des revenus (Newfarmer et Sztajerowska, 2012).

Ces constats ont un corollaire important pour l'évaluation de l'Aide pour le commerce : étant donné que les politiques complémentaires peuvent renforcer ou affaiblir l'efficacité d'un programme d'Aide pour le commerce donné, toute évaluation finale de l'Aide pour le commerce devrait accorder une place centrale à l'analyse du contexte politique.

LES RÉSULTATS AU TRAVERS DU PRISME DE L'ÉVALUATION

Lorsqu'il s'agit d'évaluer l'incidence de l'Aide pour le commerce, la plus grande difficulté est d'établir un lien de causalité permettant d'attribuer les impacts en termes de hausse de revenu et de réduction de la pauvreté aux intrants de cette aide. Étant donné la diversité des objectifs en matière de commerce, des objectifs intermédiaires, des instruments ainsi que des secteurs et des activités concernés (sans parler des conditions initiales de chaque pays), il est impossible d'établir des conclusions formelles sur les réalisations et les impacts de l'Aide pour le commerce en n'employant qu'une seule méthode.[4] Pour évaluer de façon complète l'efficacité de l'Aide pour le commerce, il faut donc en observer les effets sur le commerce à travers plusieurs lentilles – c'est-à-dire un prisme reflétant les différentes méthodes d'évaluation (Cadot et Newfarmer, 2011). Cette section passe brièvement en revue les conclusions d'études récentes concernant les effets de l'Aide pour le commerce, en les classant dans trois catégories : les approches transnationales globales, les examens sectoriels et les évaluations au niveau des projets. L'analyse porte principalement sur l'objectif déclaré de l'Équipe spéciale de l'OMC qui consiste à développer les exportations des pays en développement.

Évaluations transnationales globales

Pour analyser les effets de l'Aide pour le commerce sur la croissance du commerce, l'une des méthodes possibles consiste à appliquer des techniques économétriques à des données de panel se rapportant à plusieurs pays.[5] Ces techniques visent généralement à résoudre le problème de l'attribution des effets en isolant l'Aide pour le commerce des autres facteurs déterminants probables des résultats (ou des coûts) du commerce.

À l'aide d'un modèle gravitaire, Cali et te Velde (2010) examinent les effets synergiques de l'Aide pour le commerce aussi bien sur l'exportateur que sur l'importateur qui est son partenaire commercial bilatéral. Ils montrent que, globalement, l'Aide pour le commerce a une incidence positive notable sur les exportations – un effet presque entièrement déterminé par l'infrastructure économique. Ils démontrent également que l'Aide pour le commerce consacrée à l'infrastructure donne lieu à une expansion des exportations, en particulier dans les industries extractives et le secteur manufacturier, les effets étant les plus marqués en Afrique. En revanche, l'Aide pour le commerce consacrée aux capacités productives (par opposition à l'infrastructure ou à la facilitation des échanges) n'a, statistiquement, aucun effet notable sur les exportations.

Trois cas d'expérience présentés à l'OCDE et à l'OMC en 2011 donnaient également des conclusions économétriques. Les rapports du Secrétariat du Commonwealth indiquent qu'un doublement de l'Aide pour le commerce à l'infrastructure économique ferait augmenter les exportations de marchandises de 3,5 %, tandis qu'un doublement de l'aide à la facilitation des échanges réduirait les coûts des importations de 5 %. De façon similaire, des études économétriques sur l'Afrique réalisées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/ONU) montrent qu'une hausse de l'Aide pour le commerce de 10 % est associée à une augmentation de 0,4 % de l'indice de diversification économique (OCDE, 2011a:144-145). Dans leur évaluation de leur programme d'Aide pour le commerce, portant sur 265 projets durant la période 2002-2006, les États-Unis ont conclu que « chaque dollar EU investi rapport[ait] 42 dollars EU en exportations originaires de pays en développement deux années plus tard » (USAID, 2010).

D'autres études globales portent sur l'aide destinée à réduire les coûts du commerce. L'aide au développement consacrée à la *facilitation des échanges* a été largement étudiée, quoiqu'en utilisant des définitions très différentes. Il est généralement conclu que l'amélioration des mesures de facilitation des échanges est associée à des flux commerciaux plus importants (Basnett *et al.*, 2012). Les réformes des douanes destinées à en améliorer l'efficacité, la diminution des coûts des transactions à la frontière, l'élimination des interventions bureaucratiques sources de corruption et l'adoption de procédures propres à accélérer le passage des marchandises à la frontière peuvent réduire les coûts

du commerce pour les importateurs comme pour les exportateurs. Helble *et al.* (2012) analysent ces gains potentiels à l'aide d'estimations gravitaires issues de régressions transnationales, en s'intéressant principalement à l'Aide pour le commerce. Ils comparent en particulier les effets sur les flux d'échanges bilatéraux de l'aide au développement liée au commerce (c'est-à-dire le renforcement des capacités productives), de l'aide portant sur la politique commerciale et de l'aide consacrée à l'infrastructure et concluent que l'Aide pour le commerce destinée à des projets de réforme de la politique commerciale et de la réglementation a un taux de rendement élevé. Ils estiment que 1 dollar EU d'Aide pour le commerce consacré à des réformes de la politique commerciale et de la réglementation peut rapporter 1,3 dollar EU de commerce supplémentaire.[6] Cali et te Velde (2010) constatent également une corrélation étroite entre l'aide et la diminution des coûts du commerce : une hausse de 1 million de dollars EU de l'Aide pour le commerce consacrée à la facilitation des échanges est associée à une baisse de 6 % des coûts liés au conditionnement des marchandises, à leur chargement dans un conteneur, au transport de la cargaison jusqu'au port de départ et à son chargement à bord d'un navire ou d'un camion.

Les approches économétriques transnationales globales ont l'avantage d'établir clairement une relation générale statistiquement significative entre, d'une part, l'Aide pour le commerce et, d'autre part, les flux d'échanges ou la baisse des coûts du commerce, tout en éliminant d'autres facteurs susceptibles d'expliquer les chiffres du commerce. En outre, les résultats sont en principe généralisés pour des contextes divers car ils font apparaître des relations *moyennes* en tenant compte de plusieurs autres facteurs économiques. Toutefois, cette approche comporte trois limites. Premièrement, il convient de nuancer l'identification des liens de causalité en rappelant que même les méthodes économétriques les plus sophistiquées ne parviennent pas toujours à filtrer de nombreux facteurs sources de confusion, à prendre en considération toutes les variables omises ou à tenir compte de manière adéquate d'une possible causalité inverse. Deuxièmement, pour de simples raisons de parcimonie, ces études économétriques peinent à intégrer les effets sur les maillons ultérieurs de la chaîne de résultats, ou les effets simultanés sur des questions transversales telles que le sexe, la répartition des revenus et l'environnement. Pour ce faire, l'analyste doit s'en remettre aux ouvrages existants. Enfin, les moyennes par pays sont rarement utiles pour donner des orientations politiques précises pour un pays donné. Pour obtenir un tableau plus complet de l'Aide pour le commerce, il nous faut l'observer à travers une autre lentille du prisme de l'évaluation.

Évaluations par secteur et par programme

Plusieurs donateurs ont évalué leurs programmes d'Aide pour le commerce. Leurs évaluations comprennent généralement un examen approfondi d'une série de projets visant à estimer l'impact cumulatif qu'ils ont dans le temps sur le commerce, la croissance et la pauvreté et, souvent, les effets produits sur des questions transversales. En 2006, l'OCDE a entrepris un examen de la première génération d'évaluations liées au commerce.[7] Elle a souligné qu'il était « souvent difficile de déterminer l'efficacité et l'impact à long terme de l'aide des donateurs liée au commerce » et a constaté que, selon les évaluations, « un certain nombre de » programmes de développement du commerce auraient … « rendu l'environnement plus favorable » (OCDE, 2006:10). La moitié des évaluations visées par l'examen aboutissaient à la conclusion selon laquelle l'assistance liée au commerce avait permis aux pays partenaires de mieux comprendre l'importance du commerce pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Le rapport évitait de tirer des conclusions formelles des évaluations faites par les donateurs des effets de l'Aide pour le commerce sur la croissance, les coûts ou la composition du commerce. Il mettait plutôt en évidence plusieurs difficultés qui nuisaient parfois à l'efficacité de l'Aide pour le commerce.

Il ne fait aucun doute que la situation au regard de certaines de ces difficultés s'est améliorée depuis l'examen effectué par l'OCDE en 2006. Par exemple, il a été au moins en partie remédié au caractère jugé peu systématique et incomplet des évaluations des besoins grâce aux dizaines d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) entreprises depuis 2003 et aux nombreuses études sectorielles menées au sujet de pays en développement plus avancés (ces études sont en elles-mêmes une forme précieuse d'Aide pour le commerce). Qui plus est, les discussions sur l'Aide pour le commerce lancées à Hong Kong à la fin de 2005 et traduites depuis en mesures concrètes via les travaux de l'OCDE et de l'OMC ont attiré l'attention sur le commerce et l'assistance liée au commerce, influençant non seulement le montant de l'Aide pour le commerce, mais aussi son « intégration » dans les politiques. Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder un exemple simple concernant l'Ouganda : une analyse des exposés budgétaires annuels présentés depuis 2000 par le Ministre ougandais des finances, ainsi que des documents sur la planification nationale, montrent que l'attention accordée au commerce, mesurée par le nombre de mots s'y rapportant, avait connu un accroissement soutenu et important (Banque mondiale, 2013). De façon similaire, l'analyse du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) réalisée par Cossack (2008) pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a montré que le commerce occupait une place toujours plus importante dans les programmes des pouvoirs publics. Les études de cas réalisées pour le Dialogue de l'OCDE sur l'Aide pour le commerce de janvier 2013 confirment que le commerce figure désormais en meilleure place qu'auparavant parmi les préoccupations politiques de la plupart des pays. Qui plus est, les systèmes de gestion axée sur les résultats, qui font l'objet de l'une des recommandations essentielles de l'étude de l'OCDE de 2006, se sont multipliés, si bien que la gestion des projets s'est vraisemblablement améliorée (même si elle reste certainement problématique dans plusieurs pays à faible revenu). De même, si elle laisse encore à désirer dans certains pays, la coordination des donateurs s'est améliorée grâce à l'établissement de groupes de travail au sein des pays, dont certains pays les moins avancés (PMA), à l'initiative du Cadre intégré renforcé (CIR).

D'autres évaluations ont été entreprises depuis 2006, après la Conférence de Hong Kong, notamment par la Suède (Goppers et Lindahl, 2009), la Finlande (Bird *et al.*, 2011), l'UE, l'USAID (2011), la Banque mondiale (2009), le Japon (Mizuhu, 2012) et le Royaume-Uni (Basnett *et al.*, 2012). L'OCDE a entrepris une méta-évaluation de 162 programmes d'aide liés au commerce au Ghana, au Viet Nam et dans les secteurs du transport et de l'entreposage (OCDE, 2011a). Ces examens offrent une vision généralement plus optimiste, quoique nuancée, de l'efficacité de l'Aide pour le commerce. Par exemple, l'évaluation du Royaume-Uni aboutit à la conclusion suivante :

D'une manière générale, la littérature empirique existante tend à confirmer que l'Aide pour le commerce peut être efficace tant au niveau macroéconomique qu'au niveau microéconomique. Toutefois, ses effets peuvent varier considérablement selon le type d'intervention, le niveau de revenu et la région du pays bénéficiaire ainsi que le secteur vers lequel les flux d'aide sont dirigés (Basnett *et al.*, 2012: 25).

Plus précisément, les conclusions sont les suivantes :

- Si les résultats concernant différents types de flux d'aide sont mitigés, il apparaît que l'aide ciblée sur des domaines précis liés au commerce, tels que la facilitation des échanges et l'infrastructure, est la plus efficace pour favoriser les exportations.
- Certaines données laissent entendre que l'aide à l'infrastructure, en particulier à l'infrastructure de transport, est plus efficace dans les pays à faible revenu, tandis que les flux d'aide destinés aux entreprises sont plus efficaces dans les pays en développement à revenu supérieur.
- L'Afrique subsaharienne serait l'une des régions les plus susceptibles de retirer des avantages de l'Aide pour le commerce (Basnett *et al.*, 2012:24).

Les auteurs de l'examen japonais partagent l'avis général selon lequel l'Aide pour le commerce favorise le commerce : « Au vu des améliorations manifestes des résultats économiques (croissance économique et croissance des exportations) constatées dans les principaux pays bénéficiaires de l'Aide pour le commerce japonaise, des conclusions positives pourraient être établies quant à « l'efficacité des résultats » … » (Mizuho, 2012).

L'examen suédois corrobore globalement ces idées, mais déplore l'incapacité d'évaluer de façon systématique l'ensemble de la chaîne des résultats, jusqu'aux impacts finals :

> D'une manière générale, il semble que les projets soient bien mis en œuvre en termes d'intrants fournis et de produits attendus. Un enseignement de qualité a été dispensé dans le domaine du commerce, des systèmes de normes et de certification ont été établis, des institutions d'accréditation ont été créées, des systèmes de marché ont été développés, etc. Pour le reste, les réalisations auxquelles les projets d'assistance technique liée au commerce ont abouti au regard de leurs objectifs de développement, tels que l'influence sur la politique commerciale, la fourniture de services au secteur commercial, l'amélioration de la compétitivité et l'accroissement des échanges, sont bien moins aisées à établir au vu des résultats rapportés (Goppers et Lindahl, 2009:9).

Les premiers rapports issus des études de cas par pays réalisées par le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) attestent également de l'efficacité de l'Aide pour le commerce vis-à-vis des résultats commerciaux, quoique leurs conclusions diffèrent quelque peu pour chacun des quatre pays étudiés (Cambodge, Malawi, Maurice et Népal) (ICTSD, 2012:4).

Ces évaluations récentes montrent que certaines difficultés subsistent et qu'il en est apparu de nouvelles, notamment :

- Si la quasi-totalité des programmes ont conclu que l'Aide pour le commerce avait, pour l'essentiel, été efficace pour aider les pays en développement à tirer parti des possibilités du commerce international, il reste difficile de discerner le lien complexe entre les fonds des donateurs en tant qu'intrants dans la chaîne des résultats et l'accroissement du commerce et de la croissance tirée par le commerce, sans parler de la réduction de la pauvreté.
- Certaines évaluations ont mis en évidence le peu d'attention que les donateurs accordent aux politiques complémentaires nécessaires pour éviter que les réformes et la libéralisation du commerce n'aient des effets négatifs et ne fassent des perdants (voir par exemple Banque mondiale, 2006).
- Il faut veiller à établir des objectifs mesurables, des niveaux de référence quantitatifs et des groupes de comparaison raisonnables par rapport auxquels le succès puisse être évalué, un point qui laisse encore souvent à désirer.[8]
- Trop souvent, les donateurs prêtent attention à une question dans l'évaluation d'un pays ou d'un secteur, mais la négligent en ce qui concerne un autre pays ou un autre secteur, un défaut relevé par l'OCDE (2011c) dans son examen des projets concernant le Ghana, le Viet Nam et les secteurs du transport et de l'entreposage.
- En outre, dans leurs évaluations, les donateurs ont accordé trop peu d'attention au contexte politique général et à son influence possible sur un programme ou sur un projet. Par exemple, des droits de douane élevés et/ou d'autres restrictions au commerce pourraient influer (positivement ou négativement) sur le taux de rendement social de nombreux projets, mais les évaluations en ont rarement tenu compte – et même rarement fait mention (OCDE, 2011c:49).

- Le manque de connaissances spécialisées des donateurs sur les questions liées au commerce, en particulier dans le cas des missions sur le terrain, fait qu'il reste difficile de tenir un dialogue constructif sur les questions liées au commerce.
- Le manque de coordination des donateurs entre les sièges centraux et le personnel sur le terrain continue de créer un décalage, un problème relevé dans les récents examens de la Finlande et du Japon (Bird *et al.*, 2011 ; Mizuho, 2012).
- Les discussions sur l'Aide pour le commerce qui ont lieu à Paris et à Genève ne sont pas nécessairement en phase avec les processus nationaux, dont beaucoup sont organisés autour du développement du secteur privé, du développement de l'infrastructure ou de l'agriculture. Certaines études de cas par pays[9] ont montré que les groupes de travail consacrés au développement du secteur privé, généralement composés de représentants des donateurs et des gouvernements, s'étaient souvent reposés sur les indicateurs « *Doing Business* » de la Banque mondiale pour mesurer le succès des programmes, alors que seule une partie de ces indicateurs a trait au commerce.

Étant donné la définition large de l'Aide pour le commerce, il serait sans doute utile d'inclure d'autres éléments dans le prisme de l'évaluation, à savoir les évaluations sectorielles des programmes des donateurs portant sur ce que l'on pourrait appeler les « secteurs d'Aide pour le commerce » tels que l'infrastructure de transport, les infrastructures agricole et énergétique et le développement du secteur privé. Dans ces évaluations, l'analyse porte peu, voire pas du tout, sur le commerce – et ce à juste titre, puisque des facteurs autres que le commerce peuvent davantage contribuer à déterminer les résultats. Comme exemple d'évaluation faisant mention du commerce (quoique brièvement), on citera celle (sévère) faite par la Banque mondiale des activités consacrées à l'agriculture en Afrique :

> L'un des principaux domaines d'analyse actuellement … dans ce domaine a été réalisé pour soutenir les efforts de la Banque à l'appui d'un Cycle de Doha véritablement favorable au développement et de l'élimination des subventions agricoles dans les pays de l'OCDE. À cet égard, les derniers travaux analytiques de la Banque liés au commerce n'ont pas eu de grande influence sur les prêts ou le dialogue entre les pays.[10]

En revanche, l'étude des activités de transport réalisée par la Banque mondiale est plus représentative, le lecteur n'y trouvant aucune mention du commerce si ce n'est par sa propre interprétation du passage suivant :

> … par le passé, les résultats ont été … probants, en particulier pour la construction et la réfection des grandes routes interurbaines, et l'approche des transports adoptée par la Banque a contribué au développement du secteur privé. … Toutefois, le secteur des transports doit maintenant s'employer davantage à affronter des questions transversales telles que l'encombrement des routes, la dégradation de l'environnement, la sécurité et l'efficacité.[11]

En résumé, ces évaluations donnent l'image inversée des forces et des faiblesses décrites dans les études transnationales. Elles sont très utiles pour fournir un contexte national détaillé et les enseignements qui en découlent, mais tendent à n'être que vaguement quantitatives, les généralisations reposant souvent sur des déductions qualitatives. Si les études transnationales ont généralement une portée étroite (par exemple, l'expansion des exportations), les évaluations entreprises par les donateurs adoptent souvent un point de vue si large – englobant plusieurs pays, secteurs, instruments et variables dépendantes – qu'il est parfois impossible d'en tirer des conclusions utiles.

Les évaluations au niveau des projets – et le potentiel évaluations d'impact

Les évaluations au niveau des projets sont courantes pour les activités liées au commerce. Si la plupart des organismes de développement effectuent des évaluations élémentaires *a posteriori* à la fin de chaque projet, il existe de nombreuses formes d'évaluation des projets (OCDE, 2011a). Par exemple, la Banque mondiale en effectue plusieurs types : un exercice d'assurance qualité à différents stades du projet, appliqué à un sous-ensemble de projets ; un rapport de fin de mise en œuvre, établi conjointement avec les gouvernements bénéficiaires, dans lequel sont évaluées les réalisations du projet en matière de développement ainsi que son efficacité financière ; des évaluations formelles indépendantes pour certains projets et programmes (notamment pour le commerce) ; et des évaluations d'impact menées par l'initiative DIME (Development Impact Evaluation), de création relativement récente, pour certains projets (quoique relativement peu de projets liés au commerce aient été concernés à ce jour). Malgré ces efforts, l'intégration des informations nécessaires à une évaluation quantitative des projets n'est pas encore ancrée dans la culture de la communauté commerciale. D'ailleurs, sur les 269 cas d'expérience présentés à l'OCDE et à l'OMC en 2011, seuls 44 % comprenaient, sous une indication quantitative, des produits obtenus, et seuls 22 % comprenaient une réelle mesure quantitative, même partielle, des réalisations, qui était, au mieux, rudimentaire et de portée limitée.[12]

Les données limitées qui sont disponibles montrent que les projets d'Aide pour le commerce ont plutôt des résultats positifs. Dans son examen des projets liés au commerce ayant pris fin entre 2002 et 2008, la Banque mondiale a constaté que 83 % d'entre eux avaient été jugés satisfaisants. Les projets liés au commerce avaient un taux de rendement économique moyen de 32,4 %, contre 23,7 % pour les autres (Banque mondiale, 2009). Néanmoins, un examen plus approfondi de ces projets incite à la prudence. Cadot *et al.* (2011) ont examiné 85 projets d'investissement liés au commerce réalisés par la Banque mondiale entre 1995 et 2005 et ont constaté que les évaluations étaient trop souvent partielles, voire totalement absentes. La plupart des projets reposaient sur des calculs simples de rentabilité économique (31 %), parfois combinés à des ateliers et/ou enquêtes organisés à l'intention des parties prenantes pour l'évaluation d'éléments qualitatifs (26 % de plus), tandis que 10 % des projets examinés ne comprenaient aucune évaluation. Même lorsqu'elles étaient de nature quantitative, nombre d'évaluations *a posteriori* n'avaient pas tenu compte d'influences extérieures et avaient attribué aux projets des effets bénéfiques liés à des conditions favorables ; à l'inverse, lorsque les réalisations des projets étaient en deçà des espérances, cela était parfois attribué aux conditions extérieures.

Adopter des techniques issues de méthodes formelles d'évaluation d'impact pourrait rendre les évaluations au niveau des projets plus instructives et faciliter l'établissement des liens de causalité. Les techniques en question consistent généralement à comparer les résultats d'un groupe (le « groupe expérimental ») avant et après qu'une politique lui ait été appliquée avec ceux d'un groupe de comparaison non exposé à l'intervention (le « groupe témoin »), ces deux groupes étant choisis au hasard parmi leurs sous-populations respectives. Ces techniques sont largement employées dans les domaines de la santé et de l'enseignement ainsi que dans d'autres domaines liés au développement.[13] Par définition, de telles méthodes ne peuvent être appliquées qu'aux interventions qui affectent différemment certaines entreprises ou certains groupes, comme la promotion des exportations, l'assistance technique ou les interventions géographiquement limitées.

Ces techniques étant pour plusieurs raisons plus difficiles à appliquer aux projets liés au commerce, l'OCDE (2011a) en déconseille l'adoption. L'un des problèmes relevés est que les politiques commerciales, tout comme bon nombre de programmes visant les infrastructures, concernent un pays dans son ensemble, de sorte qu'il est pratiquement impossible de distinguer les bénéficiaires des non-bénéficiaires, ce qui est pourtant nécessaire pour réaliser un test portant sur un groupe expérimental et un groupe témoin choisis au hasard. De plus, il serait long, difficile et extrêmement coûteux de réaliser des tests pilotes dans le cadre d'une expérience contrôlée, d'attendre l'année ou les deux ans nécessaires

pour obtenir des résultats définitifs, puis d'agir. Les coûts sont non négligeables. Pour nombre de projets d'assistance technique à petite échelle, l'évaluation d'impact pourrait facilement coûter autant que l'activité elle-même. Enfin, dans les cas où les évaluations d'impact permettent d'identifier précisément les mécanismes de causalité, de quantifier les résultats et de tirer des enseignements hautement pertinents sur le terrain, la manière dont ces enseignements pourraient être appliqués à d'autres situations est souvent incertaine.

Cela étant, on pourrait faire bien plus. Cadot *et al.* (2011) décrivent comment réaliser des « quasi-expériences » qui contournent les restrictions inhérentes aux approches randomisées plus classiques à l'aide des méthodes dites de l'« appariement » et de la « différence des différences ». Estevadeordal et Taylor (2009) proposent un exemple de plan quasi expérimental utilisant la vague de libéralisations commerciales qui a eu lieu après 1990 pour réaliser une expérience naturelle en distinguant les pays en un groupe expérimental (les « libéralisateurs ») et un groupe témoin (les « non-libéralisateurs »). Il ressort nettement que la libéralisation des droits de douane perçus sur les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires a entraîné une hausse des taux de croissance d'environ un point de pourcentage par an dans les pays libéralisateurs. Les modifications des droits de douane appliqués aux biens de consommation n'étaient que faiblement corrélées avec l'évolution de la croissance.

Il existe trop peu d'exemples au niveau des projets qui quantifient les effets bénéfiques de l'Aide pour le commerce pour procéder à des généralisations au sujet des résultats de l'Aide pour le commerce. Brenton et Von Uexkull (2009) ont employé une méthode de différence des différences pour examiner les effets de 88 programmes de développement des exportations dans 48 pays différents. Ils ont constaté qu'en moyenne, ces programmes avaient coïncidé avec l'amélioration des résultats à l'exportation ou l'avaient précédée. Volpe et Carballo (2008) ont évalué des programmes de promotion des exportations entrepris dans six pays d'Amérique latine et ont également constaté des effets positifs sur les exportations.

RÉEXAMINER LA RELATION ENTRE L'AIDE POUR LE COMMERCE ET LE COMMERCE À LA LUMIÈRE DES NOUVELLES DONNÉES

Depuis qu'ont eu lieu les premières études globales de la relation entre l'Aide pour le commerce et la croissance du commerce, le commerce des pays en développement a continué de croître plus rapidement que les exportations mondiales et que leur propre PIB. De plus, la composition du commerce évolue en faveur des chaînes de valeur mondiales. Il est donc temps de revoir certaines de ces premières conclusions et d'étudier plus avant les principaux liens entre les flux d'Aide pour le commerce et la croissance du commerce.

À partir d'un cadre empirique semblable à ceux de Helble *et al.* (2012), de Cali et te Velde (2010) et de Vijil (2012)[14], les recherches reprises dans ce chapitre se sont appuyées sur un modèle gravitaire du commerce pour estimer l'impact des engagements bilatéraux au titre de l'Aide pour le commerce dans un groupe de pays en développement sur une période de 16 ans (1995-2011), pour laquelle on dispose de données désagrégées de l'OCDE sur les engagements et de chiffres du commerce pour de nombreux petits pays à faible revenu. L'échantillon portait sur le commerce de tous les pays en développement non exportateurs de pétrole qui étaient classés parmi les pays en développement en 1995 (l'analyse étant censée tenir compte de tous les effets historiques) ; ainsi, l'analyse a porté sur 110 exportateurs de pays en développement et plus de 200 partenaires bilatéraux importateurs (y compris parmi les pays riches), avec 140 000 observations positives de flux d'échanges entre partenaires bilatéraux pendant la période considérée.[15]

Afin de déterminer l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour ce qui est d'accroître les exportations de marchandises autres que les minéraux et le pétrole, un modèle gravitaire a été utilisé pour estimer l'impact des engagements bilatéraux au titre de l'Aide pour le commerce communiqués (CAD) au cours d'une année donnée sur les exportations de produits non minéraux trois ans plus tard. Ce décalage temporel dans l'observation des résultats à l'exportation a

été introduit pour tenir compte du fait qu'il faut un certain temps pour que les engagements se traduisent en investissements réels et en exportations. En outre, l'utilisation d'un tel décalage accrédite l'hypothèse selon laquelle les liens de causalité vont de l'aide au commerce et non l'inverse. Pour déterminer le rôle que joue l'Aide pour le commerce par opposition à d'autres facteurs possibles, les estimations ont tenu compte de onze autres facteurs déterminants conventionnels des niveaux du commerce dans les modèles gravitaires, y compris, par exemple, les caractéristiques des pays exportateurs et importateurs (la taille, par exemple), la distance entre les partenaires commerciaux et la participation à des accords commerciaux, ainsi que des facteurs susceptibles de réduire le commerce, tels que les conflits sociaux et l'absence de littoral. Il a été tenu compte des particularités qui influent sur le commerce en introduisant des effets fixes pays et année. (Voir l'annexe E pour les estimations par régression et l'annexe F pour une explication détaillée de la méthode utilisée aux fins des régressions dans ce chapitre.)

L'Aide pour le commerce influe positivement sur les exportations …

L'Aide pour le commerce a bel et bien une influence significative et positive sur les exportations. Les résultats tendent à indiquer qu'une hausse de 10 % du montant des engagements d'Aide pour le commerce bilatérale en faveur des pays en développement entraînerait une hausse de leurs exportations d'environ 0,3 %. S'ils peuvent paraître peu élevés, ces chiffres signifient qu'une hausse de 10 % de l'Aide pour le commerce (soit environ 1 milliard de dollars EU) se traduirait par une augmentation des exportations des pays en développement d'environ 9 milliards de dollars EU, selon les valeurs des dernières années (tableau 5.1).

L'incidence de l'Aide pour le commerce ne se limite pas aux flux d'exportations du pays bénéficiaire. L'Aide pour le commerce fournie à un partenaire commercial bilatéral a également pour effet de favoriser une hausse des importations en provenance de l'exportateur. Par exemple, si le Rwanda exporte vers le Kenya pendant une période donnée, l'Aide pour le commerce aiderait le Rwanda à exporter davantage que les non-bénéficiaires, mais, si le Kenya reçoit également une Aide pour le commerce, cela fera croître encore davantage les exportations du Rwanda. En effet, une aide consacrée à l'infrastructure de transport ou aux postes frontières du Kenya profitera également aux exportateurs du Rwanda. De fait, dans le cas des flux bilatéraux entre deux pays bénéficiaires, une hausse de l'Aide pour le commerce accordée aux deux partenaires porte leurs coefficients respectifs à près de 0,4 %.[16]

… en particulier dans le cas des pays à faible revenu …

L'Aide pour le commerce a un effet particulièrement important sur les pays les plus pauvres admis à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA). Pour parvenir à cette conclusion, l'analyse a divisé l'échantillon en trois groupes en fonction des revenus de 1995 selon le classement de la Banque mondiale.[17] À peu de pays près, il s'agit des PMA pour lesquels des données étaient disponibles et des autres pays à faible revenu. Par conséquent, sont exclus les pays en développement qui avaient atteint le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure en 1995. Pour les 53 pays qui étaient admis à emprunter à l'IDA en 1995 (et dont les chiffres du commerce ont été publiés), l'impact de l'Aide pour le commerce était particulièrement élevé, 1 dollar EU investi dans l'Aide pour le commerce ayant un rendement de près de 20 dollars EU (tableau 5.1). Si l'on se réfère aux recettes d'exportation moyennes de ces pays pour la période 2009-2011, une hausse de 10 % signifierait une augmentation de près de 8 milliards de dollars EU des exportations de l'ensemble du groupe. Une hausse de 25 % serait associée à un accroissement du commerce de 20 milliards de dollars EU. Pour les pays à très faible revenu, les effets sont bien moins importants – sans doute en raison des obstacles plus nombreux qu'ils doivent surmonter pour accroître le volume de leurs exportations. Ainsi, une hausse de 10 % est associée à un accroissement des exportations de 1,4 milliard de dollars EU, en partie en raison du volume bien moindre de la base d'exportation.

Tableau 5.1 Augmentation des exportations totales associée à des augmentations de l'Aide pour le commerce

($EU)	Augmentations de l'Aide pour le commerce de :					
	Taux de rendement	**5 %**	**10 %**	**15 %**	**20 %**	**25 %**
Revenu faible	2,7	720,5	1 441,0	2 161,4	2 881,9	3 602,3
Revenu intermédiaire, tranche inférieure	9,1	2 109,4	4 218,8	6 328,1	8 437,5	10 546,8
IDA	19,5	3 986,2	7 972,4	11 958,6	15 944,8	19 931
Pays en développement	8,1	4 554,1	9 108,1	13 662,2	18 216,2	22 770,2

Source : Calculs issus des régressions de l'annexe E, tableau E.2. Les groupes de pays sont définis d'après les calculs de la Banque mondiale de 1995. Les pays de l'IDA comprennent certains pays à faible revenu et quelques pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) également compris dans les deux premières lignes. Les augmentations du volume des échanges sont calculées par rapport aux moyennes annuelles du commerce pour la période 2009-2011, agrégées pour chacune des catégories de revenu qui composent l'échantillon.

Les résultats confirment également les désavantages considérables des pays en situation de conflit pour ce qui est de développer leurs exportations. Dans bien des cas, les coefficients de ces pays sont fortement négatifs (annexe E, tableau E.1), ce qui montre combien la paix et la sécurité – ainsi qu'un environnement propice permettant à l'Aide pour le commerce d'être productive – sont importantes pour le commerce.

Il convient par ailleurs de noter que la participation à des accords commerciaux préférentiels a des effets conséquents et uniformément positifs sur les exportations, même lorsqu'il est tenu compte d'autres facteurs susceptibles d'expliquer ces résultats (tels qu'une frontière ou une langue commune). On retrouve ces résultats dans la quasi-totalité des estimations des tableaux en annexe. Ils concordent avec la conclusion de Vijil (2012) selon laquelle l'Aide pour le commerce a tendance à être particulièrement efficace en présence d'arrangements commerciaux régionaux préférentiels, surtout lorsqu'elle a vocation à améliorer les institutions (chapitre 4).

… mais il est difficile de procéder à des généralisations quant à l'utilisation optimale de l'aide pour tel ou tel pays

Certaines études se sont essayées à des généralisations au sujet de telle ou telle utilisation de l'Aide pour le commerce – qu'il s'agisse de l'infrastructure, de capacités productives, de politique et de réglementation, etc. – et son intérêt pour des catégories données de pays en développement. Cali et te Velde (2010) ont étudié les effets des fonds au titre de l'Aide pour le commerce sur les résultats commerciaux par sous-catégorie pour la période 2002-2007 et ont constaté que l'Aide pour le commerce consacrée à l'infrastructure était plus importante pour les pays à faible revenu, tandis que celle destinée aux secteurs de production était plus importante pour les pays en développement à revenu intermédiaire.

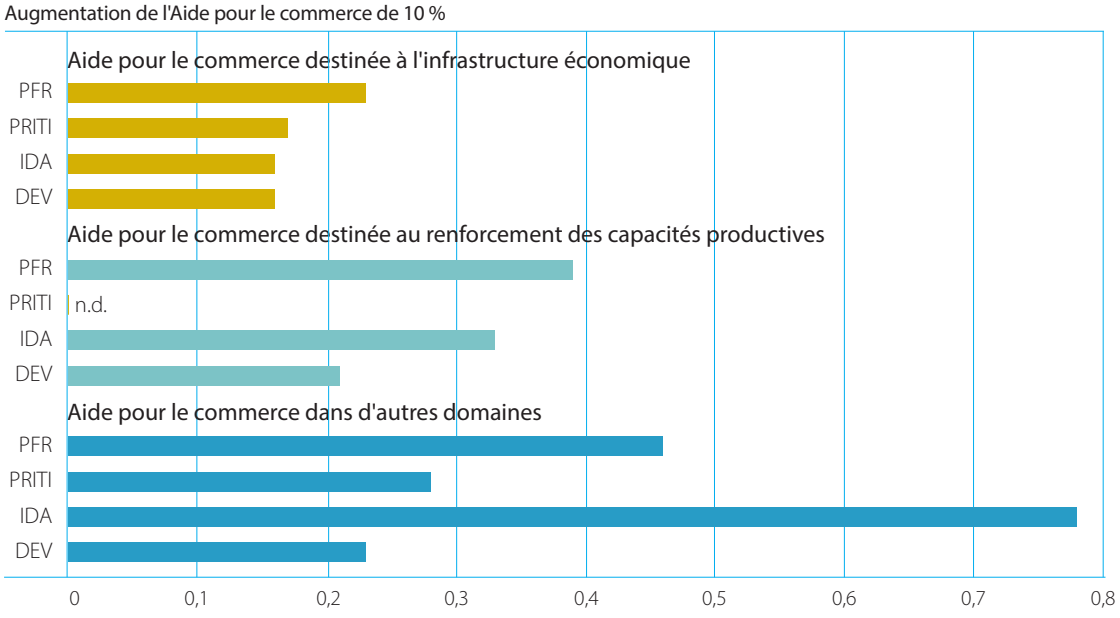
En s'appuyant sur son étude détaillée des contraintes qui pèsent sur le commerce des pays en développement, l'OCDE (2012b) a présenté, à l'intention des principales parties prenantes de l'OMC, des observations générales sur les principales contraintes que l'Aide pour le commerce pourrait contribuer à réduire :

- S'agissant des *pays sans littoral,* les contraintes géographiques ne sont pas les seules raisons trouvées pour expliquer la relative faiblesse des résultats commerciaux. Comme l'a montré l'exemple de pays à croissance rapide aussi divers que le Botswana, le Burkina Faso, l'Ouganda et le Rwanda, des politiques intérieures efficaces peuvent favoriser la croissance du commerce. L'incidence des politiques commerciales restrictives (en particulier pour les services) sur les résultats commerciaux est plus grande dans les pays sans littoral. Il a été constaté que les politiques encourageant l'investissement avaient une forte incidence sur le commerce, mais légèrement moins importante que dans l'échantillon total des pays. Les politiques macroéconomiques, en particulier les politiques de taux de change et, dans une moindre mesure, la politique budgétaire, peuvent également contribuer à améliorer les résultats économiques. L'infrastructure, en particulier l'accès à l'électricité, est perçue comme une contrainte majeure pour le développement du commerce.
- Pour les *petites économies vulnérables* (PEV), le commerce est l'élément vital de la croissance économique. La petite taille des marchés a notamment pour conséquence que les exportations sont fortement concentrées sur quelques groupes de produits. L'infrastructure – en particulier l'infrastructure énergétique et (contrairement à d'autres catégories de pays) celle des télécommunications – joue un rôle clé dans les résultats commerciaux des PEV.
- Pour les *exportateurs de produits de base*, la gouvernance et la politique macroéconomique sont une priorité. Il est jugé essentiel d'optimiser les dépenses budgétaires pour rendre l'investissement public plus productif et d'améliorer la politique monétaire pour réduire la surévaluation du taux de change effectif réel.

L'analyse effectuée aux fins de ce chapitre, décrite plus haut, qui porte sur une période plus longue et qui est formulée un peu différemment, étudie les effets sur le commerce de trois catégories d'aide bilatérale : l'aide destinée à l'infrastructure économique, celle visant à renforcer les capacités productives et les autres types d'aide (principalement celles consacrées à la politique et à la réglementation liées au commerce). L'aide consacrée à la politique et à la réglementation liées au commerce serait la composante de l''Aide pour le commerce la plus importante pour tous les pays. La raison en est peut-être l'effet amplifié des montants relativement faibles d'aide consacrée à l'assistance technique, même si l'on tient compte d'autres programmes d'Aide pour le commerce qui font augmenter les exportations. Par ailleurs, l'aide destinée au renforcement des capacités productives semble plus importante pour les pays à revenu faible que celle destinée à l'infrastructure, tandis que l'inverse est vrai pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (le coefficient concernant les capacités productives est positif mais insignifiant, c'est pourquoi il n'apparaît pas dans la figure 5.1).[18]

Ces résultats sont l'inverse de ceux de Cali et te Velde (2010), peut-être parce que les méthodes employées sont différentes (par exemple, l'observation des versements dans un cas et des effets retardés des engagements dans l'autre, les différentes périodes considérées, à savoir 2002-2007 et 1995-2011, et les différentes manières de classer les pays en fonction de leur revenu). Par conséquent, il faudra attendre que d'autres recherches aient lieu pour procéder à des généralisations plus définitives. Quoi qu'il en soit, les généralisations de ce type deviennent sans doute insignifiantes lorsqu'elles sont appliquées à des contextes nationaux particuliers ; les contraintes varient considérablement à l'intérieur des catégories de pays, si bien que ces généralisations n'apportent pas de solution aux problèmes commerciaux d'un pays donné, mais seulement une première indication de là où il faut commencer à chercher.

Figure 5.1 Impact escompté des augmentations de l'Aide pour le commerce sur les exportations
(variation des exportations en %)



Source : Résultats présentés dans l'annexe E, tableau E.3.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854537

L'Aide pour le commerce et les autres formes d'APD

Dans l'analyse statistique réalisée aux fins de ce chapitre, la distinction entre les effets de l'Aide pour le commerce sur les exportations et ceux d'autres formes d'aide publique au développement aboutit à un constat en demi-teinte. D'un côté, les hausses des APD bilatérales autres que l'Aide pour le commerce tendent à peser sur les résultats à l'exportation[19], peut-être en raison des effets des flux entrants d'aide au développement sur le taux de change réel ; en effet, il n'est pas rare que d'importants flux entrants d'APD fassent augmenter la valeur réelle de la monnaie locale et affaiblissent ainsi la compétitivité à l'exportation. De l'autre côté, cet effet peu important est contrebalancé par l'effet positif qu'a la fourniture d'autres formes d'APD à des partenaires commerciaux importateurs, si bien que tout effet serait pour ainsi dire neutralisé.

ÉMERGENCE DES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES : INCIDENCE SUR L'AIDE POUR LE COMMERCE

L'importance croissante des chaînes de valeur mondiales (CVM), analysée au chapitre 3, souligne l'urgence de l'Aide pour le commerce. Le récent rapport de l'OCDE sur les facteurs de politique déterminants pour la participation aux CVM énumère sept éléments : les accords commerciaux régionaux ; la réduction des obstacles à l'investissement pour les entreprises multinationales ; une infrastructure de qualité ; une circulation libre et rapide des biens matériels et de l'information ; des systèmes juridiques et réglementaires efficaces ; des services performants ; et la capacité des entreprises nationales (souvent des PME) de contribuer aux chaînes d'approvisionnement (OCDE, 2013b). Dans chacun de ces domaines, l'Aide pour le commerce a montré qu'elle pouvait être un instrument utile pour favoriser l'investissement si nécessaire et de meilleures politiques. Si le modèle actuel de l'Aide pour le commerce tient compte de toutes ces contraintes, leur importance croissante fait qu'il est nécessaire de traiter certains domaines en particulier (voir le chapitre 3). Le Forum économique mondial (FEM, 2013) a mis en évidence plusieurs points :

- l'*administration des frontières* et la facilitation des échanges, le temps passé aux frontières et dans les ports étant plus important dans les CVM ;
- les obstacles à l'*accès aux marchés*, notamment les réglementations restrictives non uniformisées en matière de santé et de sécurité ;
- le *développement des services*, car le transport, les communications, les normes comptables et autres, les fonctions d'assurance qualité et la logistique des transports revêtent une importance accrue ;
- l'*environnement commercial*, dans le sens où les réglementations peuvent entraver les chaînes de valeur, et où l'insécurité physique causée par les conflits sociaux ou le non-respect des lois en freine la croissance.

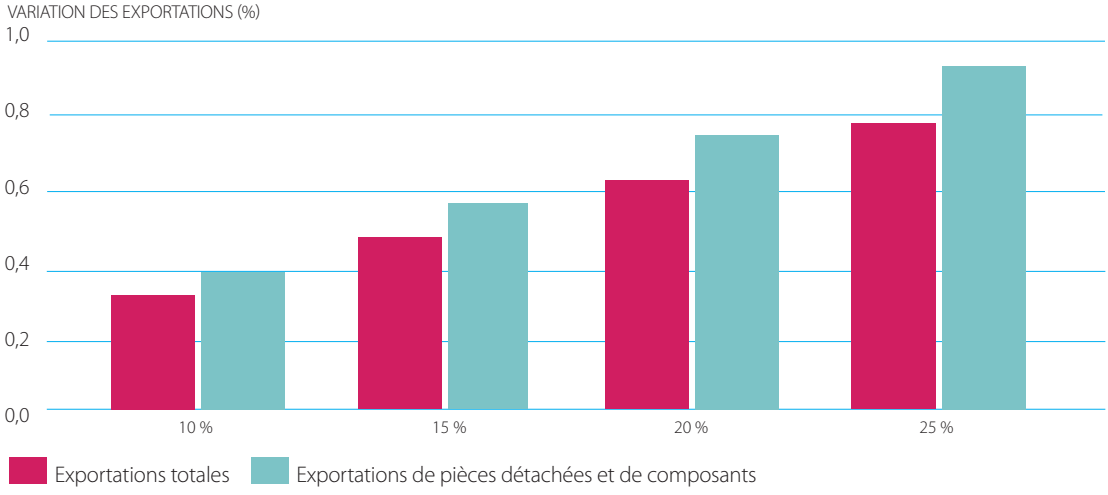
L'Aide pour le commerce favorise-t-elle la participation aux CVM ?

Pour déterminer si l'Aide pour le commerce a facilité une participation accrue des pays en développement aux chaînes de valeur, les recherches effectuées aux fins de cette section ont été menées de façon semblable à celles de la section précédente, à ceci près que ce sont cette fois les exportations de pièces détachées et de composants qui ont constitué la variable d'intérêt en matière d'exportation. Qu'il ait lieu à l'intérieur des entreprises, au sein de réseaux de grandes sociétés ou dans le cadre de transactions réalisées selon les lois du marché, le commerce de pièces détachées et de composants rend généralement compte de la présence du commerce dans les chaînes de valeur, tant régionales que mondiales. (Cette analyse s'appuie sur celle de Kimura *et al.* (2007) portant sur ce type de biens.)

L'analyse économétrique réalisée aux fins du présent chapitre confirme qu'il existe une forte corrélation positive entre l'Aide pour le commerce et les exportations de pièces détachées et de composants des pays en développement. De fait, les résultats sont même plus marqués que pour les exportations générales. Une hausse de 10 % de l'Aide pour le commerce accordée à l'ensemble des pays en développement est associée à une augmentation de 0,4 % des exportations de pièces détachées et de composants, contre 0,3 % pour les exportations totales.[20] De plus, comme pour la relation de l'Aide pour le commerce avec la totalité des exportations de produits non minéraux, l'Aide pour le commerce accordée à un pays en développement importateur est associée à des accroissements des échanges. Ici, une hausse de 10 % de l'Aide pour le commerce accordée aux exportateurs et aux importateurs est associée à un accroissement de 0,5 % du commerce des pièces détachées et des composants, contre 0,4 % pour les exportations générales de produits non minéraux. Des hausses de l'Aide pour le commerce pourraient contribuer pour beaucoup à accroître le commerce dans les chaînes de valeur. La figure 5.2 montre les effets directs de hausses de différentes ampleurs sur les exportations, abstraction faite de l'influence de l'Aide pour le commerce sur les pays importateurs.

En conclusion, de nombreux programmes d'Aide pour le commerce portent déjà sur des questions liées aux CVM – à savoir l'administration des frontières, l'accès aux marchés, la facilitation des échanges et l'environnement commercial –, ce qui transparaît dans le développement des chaînes de valeur reflété par le commerce intermédiaire. Il semble donc que seuls de légers ajustements des stratégies d'Aide pour le commerce seront nécessaires pour tirer parti des nouvelles possibilités commerciales créées par les CVM. De fait, l'analyse de l'enquête OCDE/OMC livrée aux chapitres 2 et 3 montre que les choses commencent déjà à évoluer dans la bonne direction.

Figure 5.2 Impact des augmentations de l'Aide pour le commerce sur les exportations de pièces détachées et de composants (% d'Aide pour le commerce additionnelle)



Source : Résultats de l'annexe E, tableau E.4.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854556

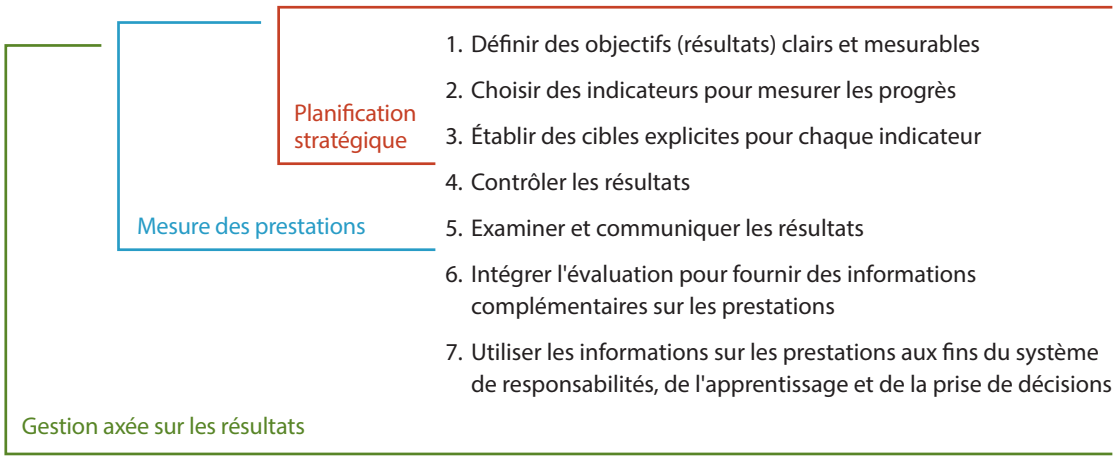
LES SYSTÈMES DE GESTION : UTILISER L'AIDE POUR LE COMMERCE EFFICACEMENT

Depuis que les budgets d'aide sont soumis à des tensions, tant les donateurs que les gouvernements sont davantage poussés à rendre l'utilisation des maigres ressources plus efficiente. Les gouvernements bénéficiaires jouent le rôle le plus important pour faire en sorte que toutes les aides au développement, y compris l'Aide pour le commerce, aient un rendement économique positif. Depuis l'adoption des Principes de Paris en 2006, les donateurs et les gouvernements ont cherché à établir des cadres de responsabilité mutuelle afin d'assurer l'utilisation la plus productive possible de l'aide au développement. D'un côté, les donateurs doivent désormais aligner leurs programmes d'aide sur les priorités centrales des gouvernements bénéficiaires, se coordonner entre eux pour mieux soutenir les programmes approuvés et utiliser les systèmes des pays bénéficiaires dans toute la mesure du possible. Pour leur part, les pays en développement se sont engagés à donner des impulsions stratégiques pour l'établissement de priorités en matière de développement et à travailler avec toutes les parties prenantes, tant au niveau national que parmi les donateurs, pour établir des systèmes de gestion efficaces en vue d'obtenir des résultats.[21]

De concert avec les donateurs et les institutions financières multilatérales, les pays ont institué diverses formes de systèmes de gestion pour suivre l'évolution des différents projets et programmes au regard des objectifs initiaux. Ces systèmes de gestion sont destinés à contrôler non seulement les intrants et les produits (par exemple les montants consacrés à la construction de routes ou les kilomètres de routes construites), mais aussi les réalisations (par exemple la réduction des coûts de transports et l'augmentation des exportations de marchandises) et les impacts (par exemple la hausse des volumes d'exportation et la croissance des revenus). Cela suppose de définir une chaîne de résultats comprenant les intrants des projets, puis les activités, les produits, les réalisations et les impacts à long terme :

> La chaîne de résultats définit le cadre dans lequel suivre et mesurer les changements qu'apporteront les activités. Les principaux changements décrits dans la chaîne de résultats sont traduits en cibles et des indicateurs sont définis pour suivre les résultats à chaque étape du programme. Les indicateurs sont donc une composante fondamentale des systèmes de gestion axés sur les résultats (OCDE, 2011:75).

Figure 5.3 Les sept phases d'une gestion efficace axée sur les résultats



Source : OCDE (2011c).

La gestion axée sur les résultats appliquée à l'Aide pour le commerce

Afin d'aider les pays en développement et les organismes donateurs à définir des objectifs quantifiables pour les programmes d'Aide pour le commerce, l'OCDE a rassemblé des indicateurs permettant de mesurer les progrès (OCDE, 2013a). Ces indicateurs ont été établis sur la base de six études de cas concernant des systèmes existants de gestion axée sur les résultats dans différentes situations de développement. Les pays concernés étaient le Bangladesh, la Colombie, le Ghana, les Îles Salomon, le Rwanda et le Viet Nam. Dans chacun de ces pays, l'étude de cas a révélé que le commerce avait été intégré dans la stratégie nationale de développement, c'est-à-dire intégré de manière centrale dans les plans nationaux de développement. L'ICTSD est parvenu à la même conclusion dans ses trois études de cas concernant le Cambodge, le Malawi et le Népal. L'ICTSD a également indiqué que « la reconnaissance par les pouvoirs publics du commerce en tant que composante vitale de la croissance économique était la première condition nécessaire à une action soutenue de développement liée au commerce » et que « l'intégration ultérieure du commerce dans les stratégies publiques de développement menait, en principe, à une meilleure coordination et adéquation … » (ICTSD, 2012: 11). La Banque mondiale a constaté la même chose dans son EDIC de l'Ouganda (Banque mondiale, 2013).

Bien sûr, l'intégration a revêtu différentes formes dans chacune des six études de cas. Au Bangladesh, elle est principalement passée par le Plan prospectif, un programme d'activités de dix ans portant sur la période 2011-2021. Au milieu des années 1990, le Ghana avait établi un document intitulé « Vision 2020 », qu'il avait ensuite utilisé pour concevoir des programmes de trois ans, dont le dernier était le Programme de croissance partagée et de développement du Ghana pour la période 2010-2013. Les Îles Salomon avaient quant à elles conçu une Stratégie nationale de développement 2011-2020. Dans les six pays, des objectifs d'ensemble ont été fixés pour une période d'une ou deux décennies et étaient généralement accompagnés de documents de planification nationaux secondaires et plus spécifiques portant sur des périodes de deux à trois ans. Dans tous les cas, le commerce occupait une place importante parmi les objectifs, lesquels comptaient souvent des objectifs portant sur des facteurs déterminants essentiels de la capacité commerciale, en particulier l'infrastructure et l'amélioration des compétences humaines. Par exemple, l'un des cinq piliers du Plan national de développement de la Colombie s'intitulait « croissance durable et compétitivité : innovation, compétitivité et croissance de la productivité, moteurs de croissance et création d'emplois » (OCDE, 2013a).

Les plans nationaux de développement, tant à long terme qu'à court terme, ont servi de cadre à des stratégies sectorielles claires dans une bonne partie des pays examinés. Au Ghana, par exemple, accélérer la modernisation de l'agriculture en mettant en œuvre un programme sectoriel était l'objectif de la Politique de développement du secteur agroalimentaire et du plan d'investissement correspondant, qui relevait du Plan d'investissement dans le secteur agricole à moyen terme. Au Rwanda, les différents ministères et organismes avaient formulé plus de 24 stratégies sectorielles et sous-sectorielles dont la mise en œuvre serait associée à celle de leurs plans respectifs. Bien que tous les pays examinés aient intégré des objectifs en matière de commerce dans leurs programmes nationaux, seuls la Colombie, le Ghana, le Rwanda et, dans une moindre mesure, le Viet Nam ont clairement défini des cibles explicites à des fins de suivi et d'évaluation – domaines occupant la portion inférieure du cadre de résultats décrit dans la figure 5.3. Ces pays ont fait état d'objectifs liés au commerce relativement spécifiques et d'indicateurs mesurables, contrairement au Bangladesh et aux Îles Salomon. De même, très peu de pays ont justifié d'un système de suivi et d'évaluation offrant aux décideurs un retour d'information qui les aide à effectuer des changements de cap.

À l'issue de son étude de trois pays, l'ICTSD a indiqué que « … l'intégration du commerce sur le plan formel … n'impliqu[ait] pas forcément son intégration dans la pratique … » (ICTSD, 2012:11). Selon l'EDIC réalisée par la Banque mondiale (2013), l'Ouganda dispose d'un système exploitable de gestion axé sur les résultats et de suivi et d'évaluation. Bien qu'il ne soit que partiellement efficace, ce système permet de contrôler la mise en œuvre de l'Aide pour le commerce et de communiquer des informations de suivi et d'évaluation aux instances supérieures en vue d'améliorer ultérieurement la mise en œuvre.

Évaluer les prestations des donateurs

Étant donné que la responsabilité mutuelle suppose non seulement que les gouvernements ont des obligations envers les donateurs, mais aussi l'inverse, certains gouvernements ont commencé à collaborer avec les donateurs pour convenir d'un système permettant d'évaluer les prestations des donateurs. Par exemple, dans le rapport de l'EDIC de 2013 sur l'Ouganda (Banque mondiale, 2013), il est indiqué que le Bureau du Premier Ministre évalue chaque année les prestations des donateurs au regard des Principes de Paris. En 2010-2011, le gouvernement a réalisé sa troisième enquête relative à la Déclaration de Paris pour mesurer les progrès accomplis vis-à-vis de 15 indicateurs prédéfinis. Pour huit d'entre eux, l'enquête a révélé une amélioration des prestations, en particulier en ce qui concerne « l'adéquation avec les priorités nationales, l'amélioration de la coordination de l'aide et l'absence de systèmes parallèles pour la mise en œuvre des projets », tandis que pour six autres, il a été constaté soit l'absence de changement, soit une tendance à la détérioration, notamment pour ce qui est d'utiliser les systèmes du pays, de rendre l'octroi des fonds plus prévisible et d'assurer une meilleure utilisation des cadres de gestion axée sur les résultats.

Un exemple à suivre : le Rwanda

Le Rwanda s'est doté d'un système de gestion axé sur les résultats parmi les plus complets et sophistiqués de ceux des pays à faible revenu, qui constitue un exemple de mise en œuvre efficace de toutes les étapes de gestion axées sur les résultats exposées dans la figure 5.3. C'est aussi un exemple de partenariat dans le cadre de l'Aide pour le commerce qui, en conjonction avec d'autres initiatives, a favorisé une croissance rapide et la réduction de la pauvreté. Versailles (2012) est parvenu à la conclusion suivante : « … aujourd'hui, le Rwanda peut quasiment se prévaloir des « meilleures pratiques » pour ce qui est des cadres de responsabilité mutuelle ».

Gestion axée sur les résultats

Le programme d'Aide pour le commerce a été établi dans le contexte général des objectifs fixés par le gouvernement dans sa *Vision 2020* et a été mis en œuvre dans le cadre de la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (SDERP), d'une durée de cinq ans. Le gouvernement a en outre établi un ensemble de cibles et d'indicateurs observables, qui font partie d'un Cadre commun d'évaluation des prestations (CCEP). Afin d'intégrer les partenaires de développement dans le processus, le gouvernement a mis sur pied 16 groupes de travail sectoriels et/ou subdivisons allant jusqu'à l'organisme de mise en œuvre, au sein desquels sont représentés aussi bien les ministères et les organismes que les donateurs, dans le but de suivre systématiquement la mise en œuvre des politiques et les progrès accomplis par rapport aux indicateurs. Les résultats sont évalués chaque année et communiqués aux instances supérieures de la chaîne de mise en œuvre, jusqu'au cabinet économique.

Ce système repose sur un ensemble d'indicateurs de produits et de réalisations qui doivent être atteints au moyen de politiques et d'actions énumérées (et souvent quantifiées), qui commencent au plus haut niveau de l'administration et descendent en cascade via les différents ministères et organismes. Chaque niveau de l'administration a ses propres produits/réalisations et un plan de mise en œuvre associé. En ne tenant compte que du Ministère de l'industrie et du commerce (MINICOM) et du Ministère de la Communauté d'Afrique de l'Est (MINEAC), le gouvernement contrôle quelque 90 indicateurs liés à l'Aide pour le commerce et plus de 540 actions associées – sans compter les plans d'action annuels et les contrats-programmes des autres ministères (tableau 5.2). Enfin, les résultats annuels relatifs aux prestations sont exploités à leur tour aux fins de la planification et des plans d'action des années suivantes, de sorte que les boucles de remontée de l'information contribuent de façon importante à faire en sorte que l'aide au développement soit utilisée efficacement.

Responsabilité des donateurs : les Principes de Paris

Étant donné que la responsabilité mutuelle recouvre aussi les obligations des donateurs envers leurs partenaires, le gouvernement a établi, de concert avec les donateurs, un cadre complet d'évaluation des prestations des donateurs, qui fait partie intégrante de son administration de l'aide publique au développement. Cette démarche s'est révélée efficace pour encourager les donateurs à envisager des moyens de contribuer davantage à l'application, au Rwanda, des cinq principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Le Cadre d'évaluation de la prestation des donateurs est divisé en cinq groupes d'indicateurs : financement de stratégies nationales pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et la *Vision 2020* du Rwanda ; utilisation des systèmes nationaux pour renforcer l'appropriation et la responsabilité ; facilitation de la planification à long terme grâce à un financement prévisible des activités de développement ; réduction des coûts de transaction par l'adoption d'approches harmonisées ; et soutien budgétaire propre à rendre l'appropriation plus prévisible et à réduire les coûts de transaction. À chacun de ces objectifs sont associés trois à sept indicateurs qui le synthétisent. D'une manière générale, pour les 14 donateurs pour lesquels on dispose de données chronologiques, la tendance est à l'amélioration des prestations. Néanmoins, celles-ci restent globalement bien en-deçà des espérances. Les donateurs avaient pleinement atteint la cible fixée pour seulement deux des 22 indicateurs répartis dans les cinq groupes (« pourcentage de coopération technique assurée dans le cadre de programmes coordonnés » et « pourcentage de missions entreprises conjointement avec le gouvernement »). Si quelques autres pays ont commencé à établir des cadres de responsabilité des donateurs, celui du Rwanda est sans doute l'un des plus avancés.

Tableau 5.2 Le système de gestion axée sur les résultats du Rwanda comprend des indicateurs de réalisations et de mise en œuvre des politiques à différents niveaux de l'administration

		Total		Commerce	
		Indicateurs	Politiques	Indicateurs	Politiques/ actions
Plans	SDERP 2008-2012	73	..	25	29
	CCEP octobre 2011	45	80	12	22
	Groupe de travail DSP (développement du secteur privé)			2	4
	Autres groupes de travail sectoriels (liés à l'APC)			10	18
	Prestations annuelles				
	Rapport annuel prestations MINICOM 2011-2012			4	123
	Contrat Imihigo MINICOM 2012-2013			3	59
	Rapport annuel prestations MINEAC 2011-2012			9	52
	Contrat Imihigo MINEAC 2012-2013			5	62
	Séminaire hauts dirigeants	6	70	4	52
Stratégies	Stratégie nationale d'exportation			10	56
	Stratégie commerciale 2009-2012			30	113
Total (1+2+3+4)				90	546

Note : Ne sont pas compris les indicateurs et les politiques qui relèvent de stratégies sectorielles portant sur l'infrastructure et les secteurs de production, ni les examens effectués par les ministères concernés. Dans certains cas, le terme «politiques» englobe la mise en œuvre de certains programmes ou d'autres actions.

Source: Newfarmer *et al.* (2013).

Les systèmes efficaces de gestion axée sur les résultats améliorent-ils l'efficacité de l'Aide pour le commerce ?

Les études de cas tendent à indiquer qu'un bon système de gestion axée sur les résultats peut accroître l'efficacité de l'Aide pour le commerce. Si les ouvrages publiés sur l'efficacité de l'aide abondent d'études convaincantes sur la relation générale entre « l'efficacité des pouvoirs publics » et une meilleure utilisation de l'aide publique au développement, ils ne font pour ainsi dire pas mention de l'Aide pour le commerce.

Afin de tenter de combler cette lacune, les recherches utilisées dans le présent chapitre ont fait appel à des techniques économétriques pour estimer les effets interactifs de l'Aide pour le commerce en présence d'une bonne gestion. Comme indiqué plus haut, il est ressorti de ces estimations que l'Aide pour le commerce avait un effet positif et marqué sur les exportations des pays bénéficiaires, compte tenu des caractéristiques nationales des partenaires commerciaux, de leur situation commerciale (par exemple la distance, les accords commerciaux régionaux, les conflits) et de l'année. Pour cerner les effets d'une bonne gestion, il a été recouru aux mêmes modèles mais, cette fois, avec une interaction entre la mesure d'Aide pour le commerce et les indicateurs de l'efficacité des pouvoirs publics. Le meilleur indicateur d'une bonne gestion était l'indice de l'« efficacité des pouvoirs publics » de la Banque mondiale[22],

car il couvrait la totalité de la période 1995-2011. Les résultats ont montré qu'en présence de cette interaction les exportations enregistraient des hausses nettement plus marquées que la moyenne.[23] Peut-être plus révélateur encore, lorsque l'interaction avec la gestion était comprise dans l'analyse, les effets positifs distincts de l'Aide pour le commerce qui étaient apparents dans les mesures de base devenaient nettement négatifs, ce qui indique clairement que la gestion est cruciale pour l'efficacité de l'Aide pour le commerce.

De façon similaire, une bonne gestion permettrait également aux autres formes d'aide au développement d'avoir de fortes retombées positives sur les exportations, ce qui amènerait une autre interprétation possible du coefficient négatif des régressions antérieures. Il est fort possible que l'utilisation efficace de toutes les aides au développement due à une meilleure gestion contribue à améliorer les résultats commerciaux, tandis que seuls les bénéficiaires d'une aide substantielle en présence d'une moins bonne gestion subiraient les effets négatifs d'un recul du commerce par le biais des taux de change. Cette hypothèse nécessite d'être étudiée plus avant.

CONCLUSIONS

L'Aide pour le commerce est efficace … mais nécessite un environnement propice

Ce chapitre étudie l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour ce qui est de favoriser le commerce – aussi bien les exportations que les importations – et les conditions qui tendent à la rendre la plus efficace. L'examen avance nombre d'éléments attestant une corrélation au sens large entre l'Aide pour le commerce bilatérale et l'amélioration des résultats commerciaux. L'analyse livrée dans ce chapitre tend à indiquer que l'Aide pour le commerce destinée aux pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure a toutes les chances d'avoir un rendement élevé. En général, 1 dollar investi dans l'Aide pour le commerce est associé à une augmentation moyenne des exportations de près de 8 dollars EU pour l'ensemble des pays en développement – tandis que 1 dollar d'Aide pour le commerce destiné aux pays les plus pauvres admis à emprunter à l'IDA se traduit par 20 dollars EU de nouvelles exportations et 9 dollars EU pour tous les pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure.

En outre, il est amplement prouvé que l'Aide pour le commerce est convenablement axée sur la réduction des coûts du commerce – en permettant la création de nouvelles infrastructures, en renforçant les institutions telles que les douanes et les autorités de normalisation ou en favorisant des politiques et des réglementations plus propices au commerce, qu'il s'agisse des droits de douane et des obstacles non tarifaires ou des mesures réglementaires qui exposent les sociétés de logistique à une nouvelle concurrence. Toutefois, les circonstances étant très différentes d'un pays à l'autre, ce sont les possibilités et les obstacles commerciaux d'un pays donné, et non des généralisations transnationales, qui devraient dicter le choix des instruments utilisés.

Nonobstant ces conclusions générales, il apparaît clairement que l'Aide pour le commerce n'est pas efficace dans tous les contextes nationaux au regard des réalisations intermédiaires visées, qui consistent à améliorer les résultats commerciaux, et encore moins des impacts souhaités, qui consistent à favoriser une croissance rapide et à réduire la pauvreté. L'Aide pour le commerce est la plus efficace pour accroître le commerce et favoriser une croissance fondée sur le commerce lorsque les pays bénéficiaires ont un environnement commercial propice, en particulier des politiques macroéconomiques stables et un climat d'investissement propre à encourager l'investissement privé.

L'absence de paix et de sécurité pèse considérablement sur les résultats à l'exportation et les conflits peuvent anéantir les effets bénéfiques des investissements en faveur de l'Aide pour le commerce. De même, il est bien connu qu'une inflation forte et instable, la corruption, des droits de propriété intellectuelle instables et des politiques microéconomiques erratiques nuisent à l'efficacité de toutes les formes d'aide, et l'Aide pour le commerce ne fait pas exception (OCDE, 2012b).

L'Aide pour le commerce peut encourager les chaînes de valeur régionales et mondiales

Les universitaires et les responsables politiques commencent seulement à prêter attention au rôle que joue l'Aide pour le commerce en faveur des chaînes de valeur régionales et mondiales. Pourtant, trois éléments examinés dans ce chapitre montrent que l'Aide pour le commerce contribue de façon non négligeable au développement des chaînes de valeur. Premièrement, la fourniture d'une Aide pour le commerce aux deux membres d'un partenariat commercial bilatéral a des effets synergiques. Cela va de soi : si l'Aide pour le commerce contribue à rendre les postes frontière plus efficaces de chaque côté de la frontière, elle facilitera non seulement l'expansion du commerce des partenaires bilatéraux, mais aussi celui des tiers. De même, l'Aide pour le commerce consacrée à l'infrastructure, telle que les routes ou l'infrastructure de communication, stimule le commerce dans les deux sens. Deuxième élément indiquant que l'Aide pour le commerce favorise les chaînes de valeur régionales et mondiales : les exportations augmentent encore davantage lorsque le bénéficiaire de l'Aide pour le commerce est partie à un accord commercial régional ou a une frontière ou une langue en commun avec ses partenaires.

Enfin, les données attestant directement que l'Aide pour le commerce stimule le commerce de pièces détachées et de composants intermédiaires, principal indicateur des chaînes de valeur, constituent une preuve encore plus éloquente. L'analyse économétrique de ce chapitre révèle que l'Aide pour le commerce est liée étroitement et positivement à la croissance du commerce de pièces détachées et de composants, ce qui semble indiquer que, bien que la multiplication progressive des chaînes de valeur mondiales et régionales modifie la structure des échanges mondiaux et élargit les perspectives commerciales pour les pays en développement, les efforts déployés actuellement pour améliorer l'infrastructure, renforcer les capacités productives et réduire les coûts du commerce favorisent aussi bien les chaînes de valeur que les transactions commerciales entre parties indépendantes. L'avènement des chaînes de valeur mondiales ne semble pas appeler de recentrage majeur de l'Aide pour le commerce.

Améliorer les systèmes de gestion à l'intérieur des pays peut contribuer à accroître l'efficacité de l'Aide pour le commerce

Les politiques sont certes importantes, mais les systèmes de gestion des pouvoirs publics le sont également. Les gouvernements qui travaillent de concert avec les donateurs dans le cadre de programmes bien définis assortis d'objectifs précis pour surmonter les obstacles du côté de l'offre sont susceptibles d'obtenir les meilleurs résultats. Les données présentées dans ce chapitre montrent que, lorsque les pouvoirs publics ont des systèmes de gestion efficaces, l'Aide pour le commerce est utilisée bien plus efficacement, ce dont rend compte l'augmentation des exportations. Cela souligne l'importance que revêtent l'appropriation par les pouvoirs publics, la responsabilité mutuelle ainsi que la cohérence et l'harmonisation générales de l'Aide pour le commerce, à savoir les Principes de Paris désormais bien connus. Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, les pays n'ont pas tous la même capacité pour ce qui est de définir leurs besoins et de planifier, de budgétiser, de contrôler et d'évaluer l'Aide pour le commerce. L'aide destinée à aider les gouvernements à renforcer ce type de capacités de gestion axée sur les résultats a des rendements élevés, tant pour l'aide au développement en général que pour le commerce.

Les évaluations de l'Aide pour le commerce pourraient être plus complètes

Il ressort également de cet examen que les évaluations pourraient encore être améliorées. Pour commencer, il faudrait, pour chaque projet, intégrer des objectifs clairs et des mesures quantifiées à chaque phase de la chaîne de résultats. L'OCDE (2013) propose un choix exhaustif d'indicateurs possibles. Deuxièmement, les évaluations doivent prendre en considération le cadre de politique au sens large, en particulier la politique commerciale, mais aussi les politiques que les ouvrages sur le commerce qualifient de « complémentaires ». Troisièmement, l'efficience à l'importation est aussi importante que les exportations, une dimension de la compétitivité trop souvent négligée par les évaluations. Cette lacune apparaît clairement dans les cas d'expérience présentés à l'OCDE et à l'OMC et dans la méta-évaluation faite par l'OCDE de projets portant sur le Ghana, le Viet Nam ainsi que les secteurs du transport et de l'entreposage (OCDE, 2011c). Enfin, même si elles sont peut-être limitées à certaines politiques et à certains projets d'Aide pour le commerce, les évaluations d'impact pourraient apporter des enseignements importants et mériteraient une application plus large et plus créative.

Calibrer les attentes concernant l'Aide pour le commerce : des liens parfois insaisissables avec la réduction de la pauvreté

Corollaire important : il n'est pas nécessaire – et, de fait, pas possible – d'inclure les politiques complémentaires essentielles au succès de l'Aide pour le commerce dans tous les projets d'Aide pour le commerce. La création d'emplois, l'enseignement, l'environnement et la protection sociale (tous d'importants compléments du commerce) nécessitent souvent des politiques distinctes de l'Aide pour le commerce. Ainsi, par exemple, pour être considérés comme efficaces, un projet portant sur le secteur énergétique ou un poste frontière à guichet unique ne doivent pas nécessairement comporter de liens directs avec la réduction de la pauvreté ou avec d'autres objectifs intersectoriels intéressant le développement, telles que la protection de l'environnement, la parité hommes-femmes ou la création de capital social. Nombre de projets d'Aide pour le commerce sont directement liés à la réduction de la pauvreté, indépendamment de la voie du commerce. Un projet agricole peut améliorer la sécurité alimentaire même s'il ne contribue que faiblement aux exportations. En d'autres termes, pour évaluer l'Aide pour le commerce, il faut la replacer dans son contexte et procéder à un examen attentif des politiques et des résultats nationaux. ■

NOTES

1. Plusieurs études attestent clairement les principaux liens. Pour la relation entre une croissance accélérée du commerce et une hausse de la productivité et de la croissance des revenus, voir Newfarmer et Sztajerowska (2012), où sont récapitulées les 14 études économétriques les plus récentes. L'OCDE parvient à la même conclusion : « … [T]ant l'expansion des importations que celle des exportations stimulent la croissance économique, quoique les contraintes agissant sur les exportations diffèrent notablement de celles affectant les importations. Cela [implique] ... que les réformes du commerce (et l'Aide pour le commerce) devraient viser non seulement à stimuler les exportations, mais aussi à consolider les importations pour favoriser la croissance, la réduction de la pauvreté et le développement » (OCDE, 2012b:2). Pour le lien entre l'augmentation des revenus et la réduction de la pauvreté, voir Roemer et Gugerty (1997), Rodrik (2000), Dollar et Kraay (2005) et Ravallion (2007). Ce lien est également avéré par plus d'une douzaine d'études de pays entreprises ces dernières années.
2. OMC, 2006 : « Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce », WT/AFT/1, OMC, Genève, 27 juillet, page 1. Cette définition est pour ainsi dire reprise dans la plupart des évaluations, par exemple celle de la Finlande : « L'Aide pour le commerce a pour but de contribuer à accroître le volume et la valeur des produits exportés par les pays en développement, de favoriser l'intégration de ces pays dans le système commercial multilatéral et de leur permettre de tirer parti de l'élargissement de l'accès aux marchés » (2011:25).
3. Bien qu'elle en soit conceptuellement distincte, cette dimension a été englobée dans la notion de réduction des coûts du commerce par la littérature économique formelle (Cadot *et al.*, 2013).
4. Dans une annexe utile, l'OCDE (2011c) traite des divers systèmes d'évaluation.
5. Basnett *et al.* (2012) présentent l'un des panoramas de l'évaluation de l'Aide pour le commerce les plus complets parmi les ouvrages récents en la matière. Les auteurs se livrent notamment à un examen utile des méthodes et des variables utilisées dans les analyses globales.
6. Dans leur document de travail largement cité, où ils employaient une méthode différente, Helble *et al.* (2009) calculaient que l'augmentation associée atteignait près de 700 dollars EU. Cette estimation est révisée à la baisse dans l'article publié.
7. Ces évaluations sont résumées de façon détaillée dans *Assistance technique liée au commerce : que nous apprennent les évaluations récentes ?*, OCDE, Paris, 2006. Sont notamment examinées les évaluations effectuées par la Commission européenne (2004), l'USAID (2004), le Royaume-Uni (2005), les Pays-Bas (2005), la Banque mondiale (2004 et 2006), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2002), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) (2003) et le Cadre intégré (2003).
8. Voir, par exemple, les études de cas présentées par l'OCDE (2011a). Cette idée est également développée par Cadot et Mattoo (2011).
9. Voir le cas du Rwanda décrit par Newfarmer, Savini et Vijil (2013) dans la série d'ouvrages de l'OCDE. Un problème similaire est décrit dans l'EDIC de l'Ouganda (2013) faite par la Banque mondiale.
10. Banque mondiale (2007).
11. Banque mondiale (2006).
12. Établi par Cadot et Newfarmer (2011) d'après les données de l'OCDE, 2011c, tableau page 147.
13. Pour en savoir plus sur cette approche de l'économie du développement, voir Banerjee et Duflo (2011) et Karlan et Appel (2011). Pour quelques applications au commerce, voir Cadot *et al.* (2011) et Cadot et Newfarmer (2011).

14. Parmi les ouvrages à ce sujet, Portugal-Perez et Wilson (2009) donnent un autre exemple d'utilisation de modèles gravitaires.
15. Les exportateurs de pétrole ont été exclus de l'échantillon en tant qu'exportateurs. Soit ces pays figuraient parmi les 15 principaux exportateurs de pétrole d'après le Service d'information sur l'énergie des États-Unis, soit la part des exportations de pétrole dans leurs exportations totales dépassait 75 % pendant la période considérée. Voir l'annexe F, tableau F.3.
16. D'autres variables de contrôle comprises dans l'analyse par régression influent de manière systématique et prévisible sur les flux d'exportations bilatéraux. Par exemple, les accords commerciaux régionaux ont tendance à accroître le volume total des marchandises échangées entre deux pays et les conflits ont une incidence négative sur les exportations.
17. L'analyse s'est appuyée sur le classement des pays selon leur revenu de 1995 plutôt que sur leur classement actuel, afin que les effets temporels de l'Aide pour le commerce sur les exportations puissent être observés (voir l'annexe F).
18. Voir l'annexe E, tableau E.3.
19. Voir en particulier les coefficients indiqués dans l'annexe E, tableaux E.1 et E.2.
20. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer les coefficients de l'Aide pour le commerce des tableaux E.4 et E.1 de l'annexe E.
21. Ces responsabilités mutuelles au titre des Principes de Paris et de la Déclaration d'Accra sont clairement présentées et développées dans *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et programme d'action d'Accra*, OCDE, Paris, *http://www.oecd.org/fr/c'est-à-dire/efficacite/34579826.pdf*. En résumé, les Principes de Paris sont l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion des ressources axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle.
22. D'autres indicateurs ont été testés, notamment un ensemble de sous-indices concernant le secteur public et le commerce utilisés dans l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (2007-2009) de la Banque mondiale et l'Indice de l'efficacité des investissements publics (2010) du FMI. Ces indices avaient pour inconvénient de ne couvrir que partiellement les pays (par exemple, l'indice du FMI) ou d'être limités dans le temps (par exemple, les données disponibles de l'évaluation de la politique et des institutions nationales).
23. Voir les coefficients de l'annexe E, tableau E.5.

RÉFÉRENCES

Argent, J., B. Augsburg et I. Rasul (2013), *Livestock Asset Transfers With and Without Training: Evidence from Rwanda,* polycopié, International Growth Center, Royaume-Uni.

Arvis, J.-F., G. Raballand et J.-F. Marteau (2010), *The Cost of Being Landlocked: Logistics Costs and Supply Chain Reliability*, Banque mondiale, Washington, D.C., *http://elibrary.worldbank.org/content/workingpaper/10.1596/1813-9450-4258.*

Banerjee, A. et E. Duflo (2011), *Poor Economics: A Radical Rethinking of Ways to Fight Global Poverty*, Public Affairs, Londres.

Banque mondiale (2006), *Transport*, Groupe d'évaluation indépendant, Banque mondiale, Washington, D.C.

Banque mondiale (2007), *Agriculture in Africa*, Groupe d'évaluation indépendant, Banque mondiale, Washington, D.C.

Banque mondiale (2001), *Leveraging Trade for Development: The World Bank Group's Agenda*, Staff Report to the Executive Directors, septembre, Banque mondiale, Washington, D.C.

Banque mondiale (2006), *Assessing World Bank Support for Trade*, 1987-2004, Groupe d'évaluation indépendant, Banque mondiale, Washington, D.C.

Banque mondiale (2009), *Unlocking Global Opportunities: The Aid for Trade Program of the World Bank Group*, Banque mondiale, Washington, D.C., *http://siteresources.worldbank.org/INTPREMNET/Resources/UnlockingGlobalOpp.pdf.*

Banque mondiale (2013), *Uganda: Diagnostic Trade Integration Study Up-date*, projet (décembre), Banque mondiale, Washington, D.C.

Basnett, Y., *et al.* (2012), *Increasing the effectiveness of Aid for Trade: the Circumstances under which it works best*, *ODI Working Paper* 353, août, *Overseas Development Institute*, Londres, *www.odi.org.uk/publications/6771–increasing-effectiveness-aid-trade.*

Bird, K., *et al.* (2011), *Finnish Aid for Trade*, Evaluation Report 2011:4, Ministère finlandais des affaires étrangères, *www.oecd.org/derec/finland/49442624.pdf.*

Bolaky, B. et C. Freund (2004), *Trade, Regulations, and Growth*, World Bank Policy Research Paper 3255, revisé en novembre 2005 pour présentation à la Trade and Growth Conference, département Recherche, Fonds monétaire international, Washington, D.C., 9 janvier 2006.

Borchert, I., *et al.* (2012), *Landlocked or Policy Locked? How Services Trade Protection Deepens Economic Isolation*, élaboré pour l'atelier « *Aid for Trade: What have we Learnt? Which Way Ahead?* », 6 décembre 2012, Genève. Versions de janvier. Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et Centre du commerce international (ITC), Genève.

Brenton, P. et E. von Uexkull (2009), « *Product specific technical assistance for exports – has it been effective?* », *The Journal of International Trade & Economic Development: An International and Comparative Review,* Vol. 18(2), 235-254.

Cadot, O., A. M. Fernandes, J. Gourdon, et A. Mattoo (2011), « *Impact Evaluation of Trade Assistance: Paving the Way* », dans O. Cadot, *et al.* (éditeurs), *Where to Spend the Next Million? Applying Impact Evaluation to Trade Assistance*, Centre for Economic Policy Research (CEPR), Banque mondiale, Washington, D.C.

Cadot, O., A. M. Fernandes, J. Gourdon, et A. Mattoo (2012), « *Are the Benefits of Export Support Durable? Evidence from Tunisia* », document élaboré pour l'atelier « *Aid for Trade: What have we Learnt? Which Way Ahead?* », 6 décembre 2012, Genève. Septembre. Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et Centre du commerce international (ITC), Genève.

Cadot, O., A. M. Fernandes, J. Gourdon, A. Mattoo, et J. de Melo (2013), « *Evaluation in Aid for Trade: From Case-study Counting to Measuring* », document élaboré pour l'atelier « *Aid for Trade: What have we Learnt? Which Way Ahead?* », 6 décembre 2012, Genève. Revisé en janvier 2013. Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et Centre du commerce international (ITC), Genève.

Cadot et Mattoo (éditeurs) (2011), *Where to Spend the Next Million?*, Banque mondiale, Washington, D.C.

Cadot, O. et R. Newfarmer (2011), « *Does it Work? Aid for Trade through the Evaluation Prism* », *Trade Negotiation Insights,* Vol. 7. n° 10, Centre international pour le commerce et le développement durable, (ICTSD), Genève.

Cali, M. et D.W. te Velde (2010), « *Does Aid for Trade Really Improve Trade Performance?* », *World Development*, Vol. 39(5), 725-740.

Carrère, C. (2006), « *Revisiting the effects of regional trade agreements on trade flows with proper specification of the gravity model* », *European Economic Review*, Vol. 50(2), 223-247.

Cattaneo, O. (2013), *Managing Aid to Achieve Development Results: An Analysis of Trade-related Targets,* OECD COM/DCD/TAD(2012)12, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dac/aft/Managing_Aid_To_Achieve_Trade_Dev_Results.pdf.*

Cattaneo O. et S. Miroudot (2013, à paraître), « *From Global Value Chains to Global Development Chains* » dans B. Hoekman et E. Zedillo (éditeurs), *21st Century Trade Policy: Back to the Past*, Yale University Press, New Haven.

Djankov, S., *et al.* (2010), « *Trading on Time* », *The Review of Economics and Statistics*, 92(1), 166-173.

Dollar, D. et A. Kraay (2005), « *Trade, Growth and Poverty* », *The Economic Journal*, Vol. 114(493), F22-F49.

Estevadeordal, A. et A. M. Taylor (2009), « I*s the Washington Consensus Dead?: Growth, Openness, and the Great Liberalization, 1970s-2000s* », *IDB Publications*, n° 9298, Banque interaméricaine de développement.

Ferro, E., A. Portugal-Perez et J. Wilson (2012), « *Aid to the Services Sector: Does it Affect Manufacturing Exports* », document élaboré pour l'atelier « *Aid for Trade: What Have we Learnt? Which way Ahead?* », 6 décembre 2012, Genève. Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et Centre du commerce international (ITC), Genève.

Folleti, L. et R. Newfarmer (2011), *Aid for Trade 2011: Results Emerging from the Case Stories*. OCDE et WTO, Paris et Genève, *www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/a4t_e/results_emerging_case_sories_e.pdf.*

Gereffi, G., J. Humphrey et T. Sturgeon (2005), « *The Governance of Global Value Chains* », *Review of International Political Economy,* Vol. 12(1), 78-104.

Goppers, K. et C. Lindahl (2009), SIDA's *Trade-Related Assistance: Results and Management*, Sida Evaluation 2009:01, Swedish International Cooperation Agency (Sida), Department for Evaluation, « h*ttp://www.sida.se/Global/About%20Sida/S%C3%A5%20arbetar%20vi/SE-2009-01_SIDA52035en_web.pdf* ».

Hallaert, J.-J., R. Cavazos Cepeda et G. Kang (2011), *Estimating the Constraints to Trade of Developing Countries*, *OECD Trade Policy Papers* n° 116, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5kg9mq8mx9tc-en.*

Helble, M., C. Mann et J. Wilson (2009), *Aid for Trade Facilitation*, *Policy Research Working Paper* 5064, Banque mondiale, Washington, D.C.

Helble, M., C. Mann et J. Wilson (2012), « *Aid for Trade Facilitation* », *Review of World Economics*, Vol. 148, Issue 2, 357-376.

Hoekman, B. (2012), *Global Supply Chains, Logistics Services and International Cooperation*, polycopié, 4 mai, *http://www.wto.org/english/forums_e/public_forum12_e/art_pf12_e/art5.htm.*

Hoekman, B. et J.S. Wilson (2010), « *Aid for Trade: Building on Progress Today for Tomorrow's Future* » dans S. Fardoust, Y. Kim et C. Sepulveda (éditeurs), *Post-Crisis Growth and Development: A Development Agenda for the G-20*, Banque mondiale, Washington, D.C.

Hoekman, B. et M. Olarreaga (éditeurs) (2005), *Global Trade and Poor Nations: The Poverty Impacts and Policy Implications of Liberalisation*, Brookings Institution, Washington, D.C.

Hummels, D. (2001), *Time as a Trade Barrier, Time as a Trade Barrier GTAP Working Paper* n° 18, polycopié, Purdue University.

Hummels, D. et G. Schaur (2012), *Time as a Barrier to Trade*, Working Paper 17758, National Bureau of Economic Research, Cambridge, *www.nber.org/papers/w17758.pdf?new_window=1*.

ICTSD (Centre international pour le commerce et le développement durable) (2011), *Aid for Trade on the Ground: Early Findings from the Country Case Studies*, Note d'information 20, juillet, ICTSD, Genève.

ICTSD (2012), *Aid for Trade and the Least Developed Countries: Recent Trends and Impacts on the Ground: Early Findings from the Country Case Studies*, Note d'information, octobre, ICTSD, Genève.

Jaud, M. et O. Cadot (2011), *A Second Look at the Pesticides Initiative Program: Evidence from Senegal*, World Bank Policy Research Working Paper 5635, Banque mondiale, Washington, D.C.

International Rivers (2012), *Infrastructure for Whom? A Critique of the Infrastructure Strategies of the Group of 20 and the World Bank*.

Karlan, D. et J. Appel (2011), *More than Good Intentions: How a New Economics is Helping to Solve Global Poverty*, Dutton Adult Publishing.

Kosack, S. (2008), *Trade for Poverty Reduction: The Role of Trade Policy in Poverty Reduction Strategy Papers*, polycopié, document de travail, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.

Kimura, F., Y. Takahashi et K. Hayakawa (2007), « Fragmentation and parts and components trade: Comparison between East Asia and Europe », *The North American Journal of Economics and Finance*, Vol. 18(1), 23-40.

Limão, N. et A.J. Venables (2001), « *Infrastructure, Geographical Disadvantage, Transport Costs, and Trade* », *World Bank Economic Review*, Vol. 15(3), pages 45 à 79.

Miroudot, S., R. Lanz et A. Ragoussis (2009), *Trade in Intermediate Goods and Services*, OECD Trade Policy Working Papers, n° 93, Paris, OCDE, *www.oecd.org/std/its/44056524.pdf*.

Mizuho Information and Research Institute, Inc. (2012), *Evaluation of Aid for Trade – Summary*, Third Party Evaluation Report, 2011, février, Ministère japonais des affaires étrangères.

Moïsé, E. et F. Le Bris (2013), *Trade Costs: What Have We Learned? A Synthesis Report*, *OECD Trade Policy Papers*, n° 150, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5k47x2hjfn48-en*.

Moïsé, E. et S. Sorescu (2013), *Indicateurs sur la facilitation des échanges : Effets possibles de la facilitation sur les échanges des pays en développement*, OECD Trade Policy Papers, n° 144, OCDE, Paris, *http://dx.doi. org/10.1787/5k4bw6kg6ws2-en*.

Moïsé, E., *et al.* (2013), *Estimating the Constraints to Agricultural Trade of Developing Countries*, OECD Trade Policy Papers, n° 142, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5k4c9kwfdx8r-en*.

Newfarmer, R. et M. Sztajerowska (2012), « *Trade and Employment in a Fast Changing World* » dans D. Lippolt (éditeur), *Policy Priorities in International Trade and Jobs*, OCDE, Paris.

Newfarmer, R., M. Savini et M. Vigil (2013), *Managing Aid for Trade and Development Results: Rwanda Case Study*, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dac/aft/RwandaCaseStudyFinal.pdf*.

OCDE (2011a)/OMC (2011), *L'Aide pour le commerce – Panorama 2011 : Montrer les résultats,* OCDE, Paris, *http://www.oecd-ilibrary.org/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce_23045760*.

OCDE (2011b), *Trade for Growth and Poverty Reduction: How Aid for Trade Can Help*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264098978-en*.

OCDE (2011c), *Strengthening Accountability in Aid for Trade*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264123212-en*.

OCDE (2012a), *Succeeding with Trade Reforms: the Role of Aid for Trade* – Synthesis, COM/DCD/TAD/RD(2012)2/RD2, septembre, OCDE, Paris.

OCDE (2012b), *Succeeding with Trade Reforms: the Role of Aid for Trade*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264201200-en*.

OCDE (2013a), *Aid for trade and development results: A management framework,* OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264112537-en*.

OCDE (2013b), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264189560-en*.

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce*, WT/AfT/1, 27 juillet, OMC, Genève, *http://aric.adb.org/aid-for-trade-asia/pdf/WT%20AFT%201.pdf*.

Portugal-Perez, A. et J. S. Wilson (2009), « *Why trade facilitation matters to Africa* », World Trade Review, Vol. 8(3), 379-416.

Raballand, G., P. Machchi et C. Petracco (2010), *Rural Road Investment Efficiency: Lessons from Burkina Faso, Cameroon and Uganda*, Banque mondiale, Washington, D.C., *https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2425*.

Ravallion, M. (2007), *Economic Growth and Poverty Reduction: Do Poor Countries Need to Worry about Inequality?*, IFPRI Conference Focus Brief, octobre, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C., *www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc63ch11.pdf*.

Rodrik, D. (2000), « Growth Versus Poverty Reduction: A Hollow Debate », *Finance and Development*, Vol. 37, 4.

Roemer, M. et M.K. Gugerty (1997), *Does Economic Growth Reduce Poverty?*, étude technique, mars, Harvard Institute for International Development, Harvard University, Cambridge, *http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNACA656.pdf*.

Turner, L. et L. Rovamaa (2012), *Aid for Trade: Reviewing EC and DFID Monitoring and Evaluation Practices*, Saana Consulting, Traidcraft et Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD), Londres, « *www.traidcraft.co.uk/ Resources/Traidcraft/Documents/PDF/tx/Aid%20for%20Trade%20Report%202012.pdf.pdf* ».

Teravaninthorn, S. et G. Raballand (2008), *Transport Prices and Costs in Africa*, Banque mondiale, Washington, D.C., *https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/6610*.

USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) (2010), *From Aid to Trade: Delivering Results: A Cross Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building*, USAID, Washington, D.C., *http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/ PDACR202.pdf*.

Versailles, B. (2012), *Rwanda: budgeting and planning processes, Overseas Development Institute (ODI) Budget Strengthening Initiative, Country Learning Notes, avril, Overseas Development Institute*.

Vijil, M. (2012), « *Aid for Trade Effectiveness: Complementarities with Economic Integration* », document élaboré pour l'atelier « *Aid for Trade: What have we Learnt? Which Way Ahead?* », 6 décembre 2012, Genève. Révisé en janvier 2013. Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et Centre du commerce international (ITC), Genève.

Vijil, M. et L. Wagner (2012), « *Does Aid for Trade Enhance Export Performance Investigating the Infrastructure Channel* », *The World Economy,* Vol. 35(7), 838-868.

Volpe Martincus, C. et J. Carballo (2008), « *Is export promotion effective in developing countries? Firm-level evidence on the intensive and the extensive margins of exports* », *Journal of International Economics*, Vol. 76(1), 89-106.

WEF (Forum économique mondial) (2013), *Enabling Trade Valuing Growth Opportunities* (en collaboration avec Bain & Company et la Banque mondiale), WEF, Genève, *http://www.weforum.org/reports/enabling-trade-valuing-growth-opportunities*.

Winters, A.L. (2004), « *Trade Liberalization and Economic Performance* », The Economic Journal, Vol. 114, F4-F21.

Winters, A.L., N. McCulloch et A. McKay (2004), « *Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far, Journal of Economic Literature*, Vol. 42(1), 72-115.

CHAPITRE 6 : LA VOIE À SUIVRE

INTRODUCTION

Un long chemin a été parcouru depuis le lancement de l'initiative en 2005. Il est ressorti clairement des examens globaux de l'Aide pour le commerce et des différentes éditions de la publication « Aide pour le commerce : Panorama » que l'Aide pour le commerce améliore les conditions de vie d'un grand nombre d'hommes et de femmes dans les pays en développement. Un exercice approfondi de suivi de l'initiative a montré qu'elle a manifestement contribué à faire du commerce une priorité des stratégies de développement et à mobiliser le soutien des donateurs pour surmonter les obstacles qui empêchent les producteurs des pays en développement de tirer parti des possibilités d'accès aux marchés régionaux et mondiaux. L'Aide pour le commerce permet aux pays en développement d'exploiter le pouvoir des marchés et de se connecter aux nouveaux pôles de croissance dans l'économie mondiale. Les récits d'expérience sur l'Aide pour le commerce (OCDE/OMC, 2013) brossent aussi un tableau encourageant, en mettant en avant de multiples projets et programmes en lien avec le commerce qui, grâce au soutien des donateurs, produisent de nombreux impacts tangibles en termes de résultats commerciaux, d'investissement privé et de création d'emploi dans un grand nombre de pays en développement. L'exercice de suivi conjoint OCDE/OMC, dont les résultats figurent dans la présente publication, illustre la poursuite de ces tendances positives.

Toutefois, depuis 2005, année où la Conférence ministérielle de l'OMC de Hong Kong a adopté le mandat relatif à l'Aide pour le commerce (rendu opérationnel par la création en 2006 de l'équipe spéciale de l'OMC), la conjoncture économique et le contexte de développement ont beaucoup évolué. Les travaux de recherche conduits par l'OCDE et l'OMC sur le commerce en valeur ajoutée ont fait la lumière sur les réseaux complexes de production qui caractérisent le commerce mondial dans le monde d'aujourd'hui. L'approfondissement et l'extension des chaînes de valeur se sont traduits par un fort accroissement de la part des marchandises et services intermédiaires dans le commerce à mesure qu'augmente le nombre d'entreprises et de pays qui rejoignent ces réseaux diffus. La fragmentation de la production a créé de nouvelles possibilités d'intégration dans le commerce régional et mondial.

En ce qui concerne le développement de la coopération, le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, lancé en 2012, constitue un nouveau cadre complet pour la coordination des efforts déployés par divers donateurs en vue d'aider les pays en développement à mobiliser différentes formes de financement du développement. Il permettra de veiller à ce que tous ces efforts jouent un rôle de catalyseur en faveur du commerce et du développement.

Ce présent chapitre résume les principaux faits nouveaux dans le domaine de l'Aide pour le commerce depuis l'Examen global de 2011. Il ressort des observations de l'exercice de suivi conjoint OCDE/OMC, de l'analyse des flux d'Aide pour le commerce et des conclusions formulées dans le cadre d'études plus générales sur le commerce et le développement que la multiplication et l'approfondissement des chaînes de valeur, qui vont de pair avec

l'élargissement des possibilités commerciales pour les pays en développement, ne nécessitent pas de recentrage majeur au niveau de l'Aide pour le commerce. Certains aspects peuvent néanmoins être améliorés, par exemple en nouant des contacts plus étroits avec les fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce et le secteur privé, en veillant à ne pas se limiter à l'aide publique au développement pour mettre l'accent sur le financement du développement, en améliorant les conditions relatives aux projets régionaux et en assurant une meilleure gestion des résultats en matière d'Aide pour le commerce et de développement. Pour que l'initiative continue d'avoir sa raison d'être dans un contexte économique et de développement en constante évolution, ces questions devraient être abordées à la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Bali (Indonésie) en décembre 2013.

RÉSUMÉ

En 2013, 80 pays partenaires (dont 36 PMA) ont réalisé leur auto-évaluation relative à l'Aide pour le commerce. En 2011, ces pays ont bénéficié d'engagements à hauteur de 22,8 milliards de dollars EU, soit 67 % du total de l'aide programmable par pays versée au titre de l'Aide pour le commerce (hors programmes plurinationaux). En 2013, 43 donateurs bilatéraux et multilatéraux, à l'origine de la quasi-totalité des engagements au titre de l'Aide pour le commerce, ont soumis une auto-évaluation. En outre, neuf fournisseurs de coopération Sud-Sud en matière de commerce (y compris la Chine et l'Inde) ont participé en 2013 à l'exercice de suivi réalisé conjointement par l'OCDE et l'OMC.

Pour la première fois dans le cadre de l'exercice de suivi 2013, le secteur privé a été invité à se prononcer sur la manière dont l'Aide pour le commerce peut contribuer à aider les pays en développement à se connecter aux chaînes de valeur. Le fait de solliciter l'avis du secteur privé a constitué une nouveauté en soi, de même que les partenariats établis à cette fin avec l'initiative G*row Africa*, la Chambre de commerce internationale (CCI), le Centre du commerce international (ITC), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Les 524 réponses émanant d'entreprises et d'associations professionnelles des pays en développement ont révélé des opinions tranchées quant aux obstacles majeurs auxquels elles sont confrontées pour se connecter aux chaînes de valeur, progresser dans ces chaînes et en établir de nouvelles, tandis que 173 grandes entreprises ont évoqué les obstacles rencontrés pour nouer des relations avec les entreprises des pays en développement. Les 697 réponses reçues du secteur privé ont mis en exergue les domaines offrant le plus de possibilités de partenariats public-privé aux fins de la réalisation des objectifs de l'Aide pour le commerce.

Priorités

L'Aide pour le commerce évolue de pair avec les changements contextuels qui interviennent sur les plans du commerce et du développement. De plus en plus, les pays partenaires, y compris les pays les moins avancés, mettent l'accent sur les politiques destinées à rendre les frontières moins hermétiques, à favoriser le rôle moteur du secteur privé dans la croissance économique et à créer les conditions permettant aux entreprises de se connecter aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Les donateurs bilatéraux s'adaptent à la nouvelle donne et accordent désormais la priorité aux programmes qui visent à promouvoir le développement du secteur privé en corrigeant notamment les défaillances du marché – en ce qui concerne, par exemple, les asymétries de l'information et le financement du commerce –, ainsi qu'en aidant les PME à améliorer leurs exportations, en particulier au niveau de la marge intensive. Par ailleurs, les donateurs multilatéraux se consacrent principalement à l'amélioration de l'infrastructure commerciale, alors que les fournisseurs de coopération Sud-Sud continuent d'intensifier leur soutien en faveur des échanges Sud-Sud. Si de nombreux donateurs indiquent mettre l'accent sur le développement des chaînes de valeur lors de l'élaboration de leurs stratégies et programmes, d'autres ont toujours des difficultés à intégrer ce concept dans leur planification.

De nombreux défis restent à relever. Promouvoir le développement du secteur privé et moderniser l'infrastructure matérielle et immatérielle au moyen de partenariats public-privé, par exemple, ne sont pas exempts de difficultés. Bien que des améliorations notables soient à relever, la mise en œuvre de bien des projets est entravée par des attentes divergentes en ce qui concerne le rôle de chacun et le partage des coûts et des bénéfices. Dans leurs relations avec le secteur privé, les donateurs devront se montrer ouverts d'esprit et prêts à envisager de nouvelles solutions. Plus particulièrement, le secteur public devrait se tenir prêt à assumer un rôle de soutien vis-à-vis des initiatives émanant directement du secteur privé. Toutes les parties prenantes continuent de faire preuve d'un solide engagement envers l'initiative de l'Aide pour le commerce, et il semble que les possibilités offertes par l'essor des chaînes de valeur aient donné un nouvel élan aux discussions. Et si l'Aide pour le commerce ne paraît pas jouer un rôle décisif lors de l'élaboration des stratégies et des politiques des pays partenaires, des donateurs ou des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce, les pressions budgétaires sont telles qu'il est désormais impératif d'attester des résultats obtenus. C'est là une priorité qui a été réaffirmée.

Investir dans les capacités commerciales

Le Consensus de Monterrey a montré que, bien souvent, la seule véritable source extérieure de financement du développement est le commerce. L'augmentation des échanges et de l'investissement direct étranger, conjuguée à des politiques complémentaires, est en mesure de stimuler la croissance économique et peut fournir une importante source d'emplois. Si dans de nombreux pays en développement le renforcement des capacités commerciales et la connexion aux chaînes de valeur dépendent largement des investissements étrangers et nationaux, l'aide publique au développement demeure une composante essentielle, en particulier pour les pays les moins avancés.

Après plusieurs années d'augmentation des flux d'Aide pour le commerce, les donateurs ont exercé des pressions à la baisse sur les budgets consacrés à l'aide à la suite des difficultés budgétaires et économiques rencontrées par les membres de l'OCDE dans le sillage de la crise financière. La situation a aussi une incidence sur le volume de l'Aide pour le commerce. En 2011, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 41,5 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 57 % par rapport à la moyenne de référence 2002-2005, mais un recul de 14 % par rapport à 2010. Néanmoins, en cohérence avec la priorité croissante accordée par les pays partenaires et les donateurs au développement du secteur privé, l'aide consacrée à ce secteur a augmenté de 171 millions de dollars EU en 2011, pour atteindre 18,23 milliards de dollars EU, un chiffre supérieur de 58 % à la valeur de référence. Par ailleurs, l'objectif fixé dans le cadre de ces programmes en termes de développement du commerce a plus que doublé, passant de 2,6 milliards de dollars en 2007 à 5,4 milliards de dollars en 2011. Le soutien aux programmes plurinationaux, qui ont souvent davantage d'impact que les programmes nationaux, a par ailleurs atteint le niveau record de 7,7 milliards de dollars EU.

Si les ressources consacrées à l'Aide pour le commerce ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années, les perspectives pour les années à venir sont moins encourageantes, en particulier sur le plan des donateurs bilatéraux. Sur la base des données 2012 provisoires relatives à l'aide publique au développement, il faut s'attendre à un recul supplémentaire de l'Aide pour le commerce, qui coïncidera avec une diminution globale de l'aide publique au développement de 4 % en termes réels. D'après le Rapport du CAD sur la prévisibilité de l'aide et l'exercice de suivi conjoint OCDE/OMC, le niveau de l'aide devrait toutefois repartir légèrement à la hausse en 2013. Les donateurs multilatéraux ont fait savoir qu'ils maintiendraient leurs financements, et l'heure est à l'optimisme en ce qui concerne les fournisseurs de coopération Sud-Sud relative au commerce, qui ont indiqué qu'ils continueraient d'augmenter les ressources ces cinq prochaines années. Les perspectives d'un retour à la croissance économique dans les pays de l'OCDE étant au mieux timides, l'assistance des partenaires Sud-Sud se révélera particulièrement précieuse pour ce qui est de la connexion aux pôles de croissance dans l'économie mondiale.

Les chaînes de valeur comme voie de développement

La fragmentation internationale de la production dans les chaînes de valeur (due aux progrès technologiques, à la réduction des coûts, à l'accès aux ressources et aux marchés et à la réforme des politiques commerciales) a d'importantes conséquences pour ce qui est des politiques visant à favoriser la croissance économique dans les pays en développement. Les chaînes de valeur peuvent en effet permettre aux pays de s'industrialiser à un stade de développement nettement plus précoce. La participation aux chaînes de valeur offre d'énormes possibilités. Elle encourage les fournisseurs à se conformer aux normes et aux réglementations pour accéder aux marchés d'exportation, elle peut permettre l'utilisation de technologies de réseau qui ne seraient pas accessibles autrement et peut donner accès à de nouvelles sources de financement. Cependant, les chaînes de valeur font aussi augmenter le coût du maintien des procédures douanières inefficaces, des droits de douane élevés et des obstacles non tarifaires entravant inutilement les échanges de marchandises ou de services, des restrictions visant le flux d'information, des restrictions à l'investissement étranger direct et des restrictions à la libre circulation des personnes.

Les réponses formulées au questionnaire conjoint OCDE/OMC indiquent que les chaînes de valeur influencent effectivement de plus en plus les stratégies de développement des pays partenaires et les efforts de planification des donateurs. En connectant leurs économies aux chaînes de valeur, les gouvernements des pays en développement visent avant tout à ajouter de la valeur à leurs exportations, à accroître les possibilités d'emploi et à réduire la pauvreté. Les principaux obstacles à la réalisation de ces objectifs sont le manque d'accès à des financements (en particulier en ce qui concerne le financement du commerce), les frais de transport et d'expédition, l'insuffisance de l'infrastructure et l'incertitude réglementaire (souvent corrélée avec un environnement commercial complexe), autant d'éléments qui s'ajoutent au manque de qualification des travailleurs. Les donateurs et les partenaires Sud-Sud ont également mis en cause l'incapacité à attirer l'IED et le manque d'avantages comparatifs. Parmi leurs principaux facteurs de préoccupation, les grandes entreprises ont pour leur part majoritairement cité les procédures douanières, de même que l'incertitude réglementaire (qui reflète les problèmes des fournisseurs des pays en développement découlant de la complexité de l'environnement commercial) et le respect des normes. Les pratiques informelles et les demandes de versements ont aussi été citées parmi les domaines suscitant des inquiétudes particulières du fait de leur impact négatif sur les décisions en matière d'investissement.

Les gouvernements, les donateurs et le secteur privé partagent clairement les mêmes perceptions quant aux problèmes à régler, ce qui donne de bonnes indications concernant les domaines dans lesquels l'Aide pour le commerce pourrait aider les pays en développement à se connecter aux chaînes de valeur. Les priorités mises en lumière par l'enquête conjointe OCDE/OMC pourraient également contribuer à l'établissement d'une coopération plus étroite et de synergies entre les secteurs public et privé. Il s'agit d'élaborer des projets au titre de l'Aide pour le commerce, de financer la mise en œuvre, d'améliorer le suivi et l'évaluation d'impact et, enfin, de favoriser une efficacité accrue de ces programmes. Une telle approche coopérative irait parfaitement dans le sens du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement.

Le potentiel des approches régionales

Les réseaux de production régionaux stimulent les résultats commerciaux et créent une demande en faveur de mesures bénéfiques au commerce destinées à assurer une efficacité accrue, au niveau, par exemple, de la facilitation des échanges et de l'amélioration de l'infrastructure matérielle et immatérielle. La participation aux réseaux régionaux permet à la production locale d'accéder directement à des marchés extérieurs. Pour les entreprises locales, elle favorise également l'apprentissage « sur le tas » à mesure que l'économie s'ouvre aux marchés régionaux et mondiaux.

La coopération régionale offre d'excellentes occasions aux petits pays à faible revenu, qui par le passé ont généralement été exclus des relations commerciales avantageuses fondées sur l'investissement étranger direct. Elle peut donc servir de tremplin pour faciliter les connexions avec les chaînes de valeur, ainsi qu'une meilleure intégration dans les marchés régionaux et mondiaux.

Pour pouvoir bénéficier de l'intégration et de la coopération régionales, les pays en développement doivent remédier à diverses défaillances et contraintes du marché. À cet égard, l'Aide pour le commerce régionale et plurinationale peut jouer un rôle important. Jusqu'à présent, les donateurs ont soutenu la coopération régionale par le biais de programmes d'Aide pour le commerce destinés essentiellement à faire tomber les obstacles à l'intégration régionale. Ces programmes, élaborés en étroite coopération avec les partenaires, concernaient pour la plupart le niveau sous-régional. Les évaluations ont montré qu'ils ont porté leurs fruits et sont parvenus à stimuler la croissance, à réduire la pauvreté et à diversifier l'économie. L'Aide pour le commerce régionale peut jouer un rôle efficace s'agissant de promouvoir l'intégration et la coopération régionales ; elle constitue un domaine clé dans lequel les pays donateurs et les pays bénéficiaires peuvent obtenir le meilleur « rapport qualité-prix ».

Des résultats tangibles

Il apparaît de plus en plus clairement que l'Aide pour le commerce est largement corrélée avec une augmentation des échanges. Si l'on prend le cas d'échanges entre deux pays, les études économétriques et les analyses statistiques figurant dans la présente publication indiquent que l'Aide pour le commerce va de pair avec une hausse des importations et des exportations. L'Aide pour le commerce destinée à l'infrastructure a contribué à l'établissement de nouvelles connexions aux marchés régionaux et mondiaux en finançant des investissements dans le réseau routier, dans les ports et dans les télécommunications. De même, l'Aide pour le commerce visant les capacités productives (développement du tourisme, de l'agriculture ou mise en place de zones économiques spéciales) favorise l'augmentation des échanges.

L'Aide pour le commerce est la plus efficace lorsqu'elle vise à réduire les coûts de l'activité commerciale en améliorant l'infrastructure, la facilitation des échanges, le fonctionnement des organismes publics liés au commerce (comme les douanes ou les autorités chargées des normes ou de la promotion des exportations) et les politiques (afin, par exemple, d'éliminer les obstacles de politique à la concurrence). De plus, elle a le plus grand impact sur les résultats commerciaux et la promotion de la croissance mue par le commerce lorsque les pays bénéficiaires disposent d'un environnement commercial favorable, de politiques macroéconomiques stables et d'un climat d'investissement encourageant l'investissement privé. L'absence de paix et de sécurité atténue considérablement les résultats en matière d'exportation, anéantissant tout bénéfice tiré des investissements au titre de l'Aide pour le commerce. De la même manière, une inflation élevée et instable, la corruption, des droits de propriété mal définis et des politiques microéconomiques erratiques ont un impact négatif qui sape l'efficacité de tout type d'aide, l'Aide pour le commerce ne faisant pas exception.

Si les politiques comptent, les systèmes de gestion des gouvernements jouent également un rôle. Les gouvernements qui coopèrent avec les donateurs pour surmonter les contraintes du côté de l'offre au moyen d'un programme clairement formulé et assorti d'objectifs spécifiques ont le plus de chances d'obtenir de bons résultats. Cela passe par une véritable prise en charge des pouvoirs publics, une responsabilité mutuelle et des efforts d'alignement, d'harmonisation et de gestion des résultats (il s'agit donc en fait de respecter les Principes de Paris pour une plus grande efficacité de l'aide). La première étape consiste à définir des objectifs quantitatifs clairs pour les projets, pour chaque phase de la chaîne des résultats, ainsi que des indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis. L'aide apportée aux gouvernements pour renforcer leurs capacités de gestion axée sur les résultats a des retombées extrêmement positives pour tous les types d'assistance au développement, de même que pour le commerce.

LA VOIE À SUIVRE

L'initiative de l'Aide pour le commerce est parvenue à faire connaître le potentiel de développement du commerce, à intégrer les questions commerciales dans la planification et les politiques des pays partenaires et des organismes donateurs, à mobiliser des ressources et à obtenir des résultats. Elle s'est par ailleurs montrée suffisamment flexible pour intégrer les nouvelles dimensions en matière de commerce et de développement.

À l'origine, l'exercice de suivi biennal visait à mettre l'Aide pour le commerce sur le devant de la scène (autrement dit à promouvoir le rôle du commerce en tant que moteur de la croissance et du développement économique, à mesurer les flux d'Aide pour le commerce afin d'évaluer le caractère additionnel de l'aide et sa durabilité, et à créer des incitations en vue d'accroître et d'améliorer l'Aide pour le commerce). Le suivi a ensuite évolué de manière à intégrer l'examen de la mise en œuvre, de l'efficacité et des résultats, et a donné naissance à un réseau de partage des connaissances et des meilleures pratiques dans le domaine de l'Aide pour le commerce. Le cadre de suivi a élargi le partenariat de l'initiative et a permis la participation active de la communauté des donateurs, des pays partenaires, des fournisseurs de coopération Sud-Sud en matière de commerce et, comme le montre la présente publication, du secteur privé.

Un programme général d'Aide pour le commerce est nécessaire à l'échelon mondial afin d'appréhender l'ensemble des obstacles que les pays en développement doivent surmonter pour renforcer leurs capacités commerciales. À l'échelon national, le dialogue relatif à l'Aide pour le commerce devrait être axé sur un nombre plus limité de priorités définies en fonction du contexte local et des obstacles spécifiques rencontrés par les pays concernés. En outre, comme cela a déjà été dit précédemment, tant le secteur public que le secteur privé des pays en développement privilégient une conception plus large de l'Aide pour le commerce, qui comprend l'investissement (intérieur et étranger), la compétitivité en tant que priorité, l'infrastructure liée au commerce, l'accès aux ressources financières et le développement des compétences.

Faut-il repenser le cadre de suivi ?

Le suivi de l'Aide pour le commerce repose sur des auto-évaluations réalisées à partir de questionnaires, une approche garantissant que toutes les parties prenantes disposent d'un moyen de formuler leurs observations. Ces auto-évaluations ont généré une grande quantité de renseignements précieux, desquels ont pu être extraites les meilleures pratiques en termes de politiques, de procédures et de programmes relatifs à l'Aide pour le commerce. Les conclusions tirées ne doivent pas pour autant être acceptées aveuglément sans que soient effectuées des analyses systématiques plus rigoureuses. Au contraire, l'un des éléments clés de l'initiative a été sa flexibilité et sa capacité à intégrer de nouveaux résultats et à s'approprier les évaluations générales, les évaluations d'impact et les résultats de recherche d'organisations internationales, de groupes de réflexion et du monde académique. L'effort mondial de suivi incarné par l'initiative contribue à cadrer les autres approches. À mesure que le programme a évolué, il a donné naissance à une vaste palette d'initiatives et activités aux échelons régional et national. Sans un coup de projecteur mondial, ces initiatives auraient bénéficié d'une attention bien plus limitée.

Des inquiétudes ont cependant été exprimées quant à une certaine déconnexion entre, d'une part, le dialogue mondial relatif à l'Aide pour le commerce qui se déroule à Genève et dans les capitales des pays donateurs et, d'autre part, la collaboration entre les donateurs et le gouvernement dans les pays bénéficiaires pour ce qui est de la gestion de l'Aide pour le commerce. L'équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce (créée en 2006) ayant

recommandé l'élaboration d'un concept général pour évaluer globalement l'Aide pour le commerce, certaines activités ont été englobées bien que les ministères compétents (et les départements donateurs) estiment qu'elles n'entrent pas dans le cadre de l'Aide pour le commerce. L'une des manières d'apaiser ces inquiétudes serait d'établir une véritable distinction entre l'évaluation actuelle globale de l'Aide pour le commerce – qui est utile à des fins de suivi – et l'évaluation d'un sous-ensemble d'activités directement associées à l'expansion du commerce, comme les projets relatifs à la réforme des postes-frontières, des moyens normatifs, de l'infrastructure douanière, des tarifs douaniers, des obstacles non tarifaires et autres. Une telle distinction serait également plus conforme à la définition de l'Aide pour le commerce telle que formulée par l'équipe spéciale de l'OMC : « Les projets et programmes devraient être considérés comme relevant de l'Aide pour le commerce si les activités ont été identifiées comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies de développement nationales du pays bénéficiaire. »[1] Ce type de perspective locale, plus restreinte, favoriserait une discussion plus ciblée sur un nombre défini d'objectifs de politique et faciliterait le dialogue entre les échelons mondial et local, non seulement entre les donateurs et les pays partenaires, mais aussi entre le siège des donateurs et le personnel sur le terrain, et entre la communauté commerciale et la communauté du développement.

Conformément aux principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, la responsabilité mutuelle doit être promue, comme dans le cadre de l'Aide pour le commerce, afin de bâtir de véritables partenariats au sein des différentes communautés et de mettre l'accent sur l'obtention de résultats. L'établissement de tels partenariats doit reposer sur trois éléments clés : un programme commun assorti d'objectifs clairs et d'engagements réciproques ; le suivi et l'évaluation de ces engagements ; et, étroitement lié, un dialogue analytique visant à encourager le respect des engagements et, en dernière analyse, à modifier les comportements. De fait, il est dit de l'initiative de l'Aide pour le commerce qu'elle est « l'un des meilleurs exemples de partenariat mondial à l'œuvre en faveur du développement ».[2]

Programme de l'après-2015

La Déclaration du millénaire et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont mobilisé la communauté mondiale derrière une vision commune en faveur du développement. Les OMD ont favorisé une prise de conscience dans le monde entier et ont permis de lever des ressources, d'orienter les efforts à l'échelle mondiale, de suivre les progrès réalisés et de renforcer la responsabilité. L'assistance allouée au renforcement des capacités commerciales est l'un des indicateurs permettant de mesurer les progrès enregistrés vers la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement (OMD 8). L'Aide pour le commerce joue ainsi un rôle déterminant dans la réalisation des OMD, en particulier l'OMD 1, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim.

Des travaux sont déjà en cours aux fins de l'élaboration d'un programme et d'un cadre pour l'après-2015. L'OMC et d'autres organisations ont fait valoir que « la croissance économique et le commerce – en tant que moteur de la croissance – méritent d'occuper une place prépondérante dans le programme de développement de l'après-2015 », appelant de leurs vœux « un programme qui intègre croissance économique, inclusion sociale et protection de l'environnement » (Lamy, 2013). En ce qui concerne le cadre de développement pour l'après-2015, l'OCDE a proposé un petit nombre d'objectifs, et cibles de premier plan à l'échelon mondial, ainsi que des objectifs, cibles et indicateurs à l'échelon national, définis sur mesure en fonction du point de départ, du contexte spécifique, des priorités et des capacités propres à chaque pays (OCDE, 2013). En outre, elle a suggéré un ensemble d'objectifs et de cibles liés aux OMD pour orienter les stratégies nationales de développement en lien avec le commerce et les indicateurs pouvant être utilisés pour mesurer l'avancement de la mise en œuvre.

Un engagement réaffirmé

Avant toute autre chose, les parties prenantes dans leur ensemble doivent aujourd'hui réaffirmer leur engagement à poursuivre leur soutien aux pays en développement afin qu'ils puissent renforcer leurs capacités du côté de l'offre et leurs infrastructures et faire du commerce le moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. L'Examen global de juillet 2013 et la neuvième Conférence ministérielle de décembre 2013 offrent une possibilité importante de discuter sur la manière de faire en sorte que l'initiative de l'Aide pour le commerce conserve sa raison d'être dans un environnement commercial et un contexte de développement en constante évolution. ■

NOTES

1. WT/AFT/1 (2006).
2. Équipe spéciale du système des Nations Unies sur l'Agenda de développement de l'après-2015 (2013: 6), en anglais.

RÉFÉRENCES

Lamy, P. (2013), *Une place prépondérante pour la croissance du programme de développement de l'après-2015*, Conférence sur la coopération internationale en 2020, La Haye (7 mars 2013), OMC, Genève. *http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl268_f.htm*.

OCDE (2013), *Aid for Trade and Development Results: A Management Framework*, OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264112537-en*.

OCDE/OMC (2013), *Aid for Trade in Action*, OECD and World Trade Organization, Paris et Genève, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264201453-en*.

AIDE POUR LE COMMERCE – FICHES ANALYTIQUES PAR PAYS

NOTES EXPLICATIVES SUR LES FICHES ANALYTIQUES PAR PAYS

Les fiches analytiques par pays de l'Aide pour le commerce donnent des informations factuelles destinées à stimuler les discussions sur les résultats obtenus au niveau national. L'objectif est de comparer les résultats sur la base de quatre catégories d'indicateurs suivis sur la période 2005 2010. Il ne s'agit pas d'établir une imputation au niveau macroéconomique des résultats de l'Aide pour le commerce. Des difficultés méthodologiques rendent impossible l'établissement de tels liens de causalité. Les fiches analytiques visent plutôt à encourager des études de pays plus approfondies.

Les fiches analytiques sont structurées suivant le modèle de la chaîne de résultats généralement utilisé dans les interventions de développement basées sur des projets. Elles comportent quatre éléments :

a) les apports ; b) les produits ; c) les résultats ; et d) les impacts, qui illustrent la séquence causale par laquelle une intervention atteint ses objectifs commerciaux et de développement. Les apports et les activités qui les accompagnent donnent des produits, qui conduisent à certains résultats et qui contribuent aux impacts à long terme de l'intervention.

Les fiches appliquent le modèle de la chaîne de résultats dans un contexte macroéconomique pour illustrer l'importance des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce par rapport aux autres flux de financement du développement. Bien qu'elles ne permettent pas de faire des déductions causales, ces fiches peuvent aider à comprendre l'importance des flux d'Aide pour le commerce dans la réalisation des objectifs fixés en matière de commerce et de développement.

Le choix des indicateurs a été influencé par les séries chronologiques disponibles. De nouveaux indicateurs apparaissent actuellement et pourraient être plus adaptés, dans certains cas, aux fins de cette analyse. Mais, faute de données historiques et en raison de leur couverture géographique, ils ne peuvent pas encore être utilisés. Les indicateurs figurant dans les fiches seront donc actualisés et affinés dans les éditions futures.

Les fiches analytiques sont divisées en quatre sections sur la base du cadre logique de l'aide pour le commerce :

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

La section qui traite des apports examine les flux d'investissement et de financement dans l'économie qui constituent la base de la croissance économique et du développement. Les indicateurs comprennent la formation brute de capital fixe (globale, publique et privée), qui représente l'investissement en capital fixe, et les apports financiers extérieurs, qui indiquent dans quelle mesure les investissements en capital dépendent du financement extérieur. Le financement extérieur peut servir à financer des investissements en capital ou peut être utilisé à des fins telles que la consommation privée et publique. Les flux sont mesurés sur la base des indicateurs suivants : les entrées d'investissements étrangers directs (IED), la dette extérieure à long terme et les versements du FMI, les versements d'aide non concessionnelle liée au commerce, les versements au titre de l'Aide pour le commerce (globaux, par secteur et par donateur), et les envois de fonds et les rémunérations des salariés provenant des migrants et des travailleurs non résidents.

La comparaison des versements au titre de l'Aide pour le commerce avec les autres apports financiers extérieurs montre l'importance relative de l'Aide pour l'investissement et l'économie locale.

Sources et variables :

- OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) : versements au titre de l'Aide pour le commerce (globaux, par secteur et par donateur), versements d'aide non concessionnelle liée au commerce, c'est à dire « autres apports du secteur public » qui ne sont pas considérés comme une aide publique parce qu'ils n'ont pas principalement un objectif de développement ou parce qu'ils comportent un élément de libéralité inférieur à 25 %.

- Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde : formation brute de capital fixe (globale, publique et privée), entrées d'IED, envois de fonds et rémunérations des salariés.
- Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale : dette extérieure à long terme et versements du FMI.

RÉSULTATS COMMERCIAUX (PRODUITS)

Dans la chaîne de résultats, les apports et les activités qui les accompagnent donnent des produits. La section qui traite des résultats commerciaux présente les indicateurs de résultats commerciaux qui reflètent les apports, les politiques et les évolutions économiques. Le ratio du commerce au PIB est une mesure simple de l'ouverture des échanges et de l'importance du commerce pour l'économie. L'importance du commerce des services pour le pays est indiquée par la part des exportations (importations) de services commerciaux dans les exportations (importations) totales. La part des biens intermédiaires hors combustibles dans les exportations et les importations de marchandises indique si le pays se trouve aux stades intermédiaires des chaînes de valeur. En outre, les valeurs du commerce pour 2005 et 2011 et leurs variations sont indiquées pour les exportations et les importations de marchandises et de services commerciaux et pour les exportations de services commerciaux par catégorie. Enfin, pour donner une image dynamique de la structure des exportations des pays, les cinq premiers marchés et produits pour les exportations et les importations de marchandises sont indiqués pour 2005 et 2011 (ou d'autres années selon les données disponibles).

Sources et variables :

- Secrétariat de l'OMC : ratio du commerce au PIB, exportations (importations) de services commerciaux en pourcentage des exportations (importations) totales, produits intermédiaires hors combustibles en pourcentage des exportations (importations) de marchandises, exportations et importations de marchandises et de services commerciaux, cinq premiers marchés pour les exportations (importations), cinq premiers produits exportés (importés).

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

La section qui traite des résultats évaleur les politiques commerciales et les résultats commerciaux du pays. Les indicateurs comprennent la croissance du PIB et le nombre d'entreprises exportatrices, qui représentent tous deux des résultats significatifs sur la voie de la réalisation d'objectifs de développement à long terme. L'indice de concentration des exportations de Hirschman Herfindahl montre dans quelle mesure les exportations de produits du pays sont concentrées ou diversifiées, un chiffre proche de 0 indiquant que le portefeuille d'exportations est plus diversifié et un chiffre proche de 1 qu'il est fortement concentré sur quelques produits. De même, les parts des exportations par région donnent des indications sur la concentration des exportations par rapport aux marchés de destination. Le nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) portant sur les marchandises et d'accords d'intégration économique (AIE) portant sur les services indique l'engagement du pays dans la libéralisation des échanges régionaux. Les moyennes simples et pondérées des droits d'importation appliqués indiquent l'étendue de l'accès au marché accordé par le pays pour les marchandises. Par ailleurs, les conditions d'accès aux marchés rencontrées par le pays lorsqu'il exporte sont représentées par les droits de douane appliqués sur ses cinq premiers marchés d'exportation et par la part de ses exportations admises en franchise de droits sur ces marchés. Les indicateurs des délais et des coûts à l'exportation et à l'importation et l'indice de performance logistique (IPL allant de 1 à 5, un chiffre plus élevé indiquant une meilleure performance) représentent les coûts commerciaux liés à l'administration et à l'infrastructure. Pour ces derniers indicateurs, les pays sont évalués par rapport à leur groupe de revenu selon la classification de la Banque mondiale.

Sources et variables :

- Comtrade de l'ONU : indice de concentration des exportations de Hirschman Herfindahl allant de près de 0 (portefeuille d'exportations parfaitement diversifié) à 1 (le pays n'exporte qu'un produit).

- Banque mondiale, Base de données sur la dynamique des exportateurs : nombre d'exportateurs.
- Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde : croissance du PIB, délais et coûts à l'exportation (importation), indice de performance logistique (IPL ; de 1 = faible à 5 = élevé).
- OMC, Profils commerciaux et tarifaires : ACR sur les marchandises et AIE sur les services notifiés à l'OMC, secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS, parts des exportations de marchandises par région, droits NPF appliqués aux importations (moyenne simple et pondérée), droits d'exportation appliqués (moyenne pondérée) et exportations en franchise de droits (valeur en pourcentage). Les droits d'exportation appliqués et les exportations en franchise de droits sont calculés sur la base des cinq premiers marchés d'exportation du pays en 2005 et de ses cinq premiers marchés pour les produits agricoles et non agricoles, respectivement, en 2011.

INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

La section qui traite des impacts contient des indicateurs décrivant les objectifs de développement économique à long terme visés par l'Aide pour le commerce. Le PIB par habitant (en dollars EU constants de 2000 et en dollars internationaux courants) représente le développement économique global du pays au cours du temps et par comparaison avec son groupe de revenu selon la classification de la Banque mondiale. La part du chômage et la part de la population active féminine révèlent le degré d'inclusivité du développement. La part de l'aide publique au développement (APD) reçue dans le revenu national brut, la part des droits d'importation dans les recettes fiscales et le service total de la dette en pourcentage des exportations totales indiquent, respectivement, la dépendance du pays à l'égard de l'aide extérieure, son utilisation de la politique commerciale pour générer des recettes publiques et son endettement extérieur. L'indice du développement humain, qui va de 0 (niveau minimal de développement) à 1 (niveau maximal de développement), résume les trois dimensions fondamentales du développement : santé, éducation et niveau de vie. Enfin, la part de la population vivant avec moins de 1,25 dollar EU et avec moins de 2 dollars EU par jour et la part du revenu détenue par les deux déciles supérieurs de la population illustrent les aspects distributifs du développement.

Sources et variables :

- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Indicateurs internationaux du développement humain : indice du développement humain (de 0 = niveau minimal de développement à 1 = niveau maximal de développement).
- Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde : PIB par habitant (en dollars EU constants de 2000 et sur la base de la parité de pouvoir d'achat (PPA), en dollars internationaux courants), chômage (pourcentage de la population active totale), population active féminine (pourcentage de la population active totale), aide publique au développement (APD) nette reçue (pourcentage du RNB), population vivant avec moins de 1,25 dollar EU et avec moins de 2 dollars EU par jour (PPA), part du revenu détenue par les deux déciles supérieurs de la population.
- OMC, Profils commerciaux : droits d'importation perçus (pourcentage des recettes fiscales).

Légende :

« d.p.z. » Division par zéro.

« n.d. » Données non disponibles.

AFGHANISTAN

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

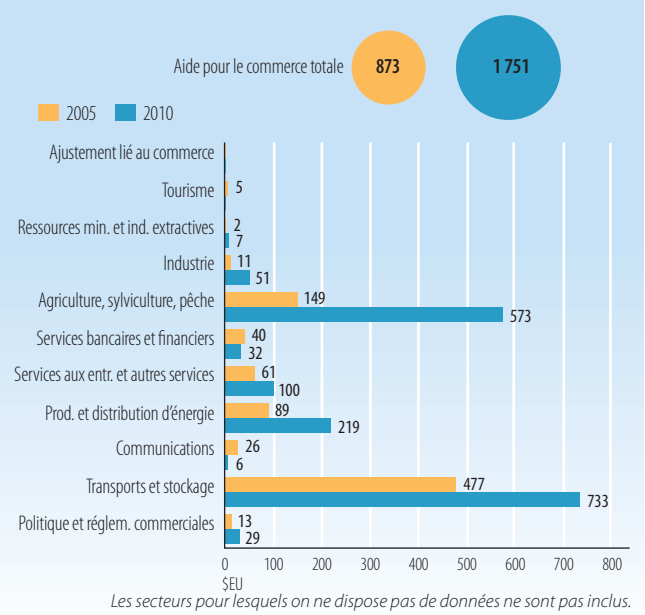
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Afghanistan

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	2 130,9	1 949,6	2 807,6	32 %
dont : secteur public	1 540,1	994,4	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	590,8	955,2	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	271,0	300,0	75,7	-72 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	0,0	132,1	87,4	d.p.z.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	21,4	26,5	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	872,7	1 180,1	1 750,7	101 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

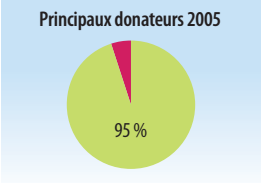


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

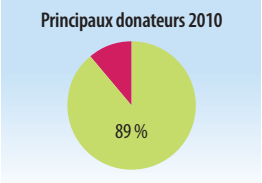
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
États-Unis	631,5	72
Banque mondiale	142,7	16
Institutions de l'UE	20,0	2
Royaume-Uni	19,3	2
Allemagne	19,3	2



2010	valeur	%
États-Unis	1 115,6	64
Banque asiatique de dév.	230,4	13
Banque mondiale	78,7	4
Canada	73,0	4
Japon	67,8	4



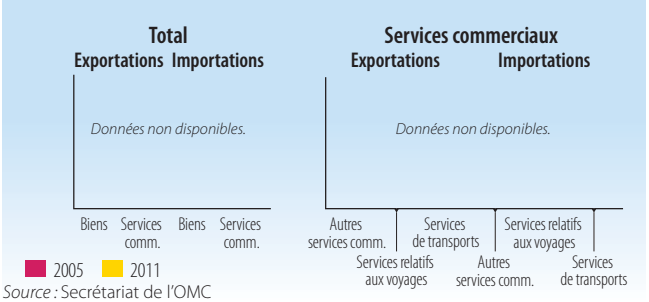
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Export. de services commerciaux en % des export. totales	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	7	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	27	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2008	%	2010	%
Pakistan	49	Pakistan	39
Inde	24	Inde	17
Fédération de Russie	7	Turquie	9
Émirats arabes unis	3	Iran	8
Iran	3	Fédération de Russie	8

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2008	%	2010	%
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	51	Transactions spéciales non classées	29
Revêtements de sol, etc.	28	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	28
Transactions spéciales non classées	8	Revêtements de sol, etc.	18
Objets d'art, d'antiquité, etc.	6	Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	10
Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	4	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2008	%	2010	%
Pakistan	16	Ouzbékistan	21
Chine	14	Chine	14
Japon	12	Pakistan	12
Iran	6	UE (27)	10
Ouzbékistan	6	Japon	10

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2008	%	2010	%
Transactions spéciales non classées	49	Transactions spéciales non classées	46
Objets d'art, d'antiquité, etc.	14	Briquettes, lignites et tourbes	19
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale, n.d.a.	5	Semoules et farines de blé, divers	4
Semoules et farines de blé, divers	5	Chaux, ciment, matériaux de construction	3
Pneumatiques, chambres à air, etc., en caoutchouc	4	Parties de tracteurs et véhicules automobiles	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

INDICATEUR	2005	2011
Croissance du PIB (%, 2005-2010)	14,5	8,2
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1, 2010)	n.d.	0.07
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	5,7	n.d.
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	13,5	n.d.
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	36,6	n.d.

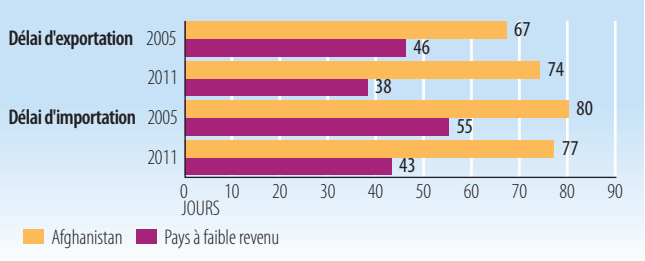
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, *Exporters Dynamics Database* ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

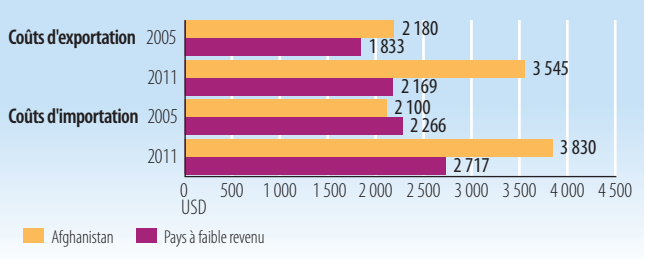
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

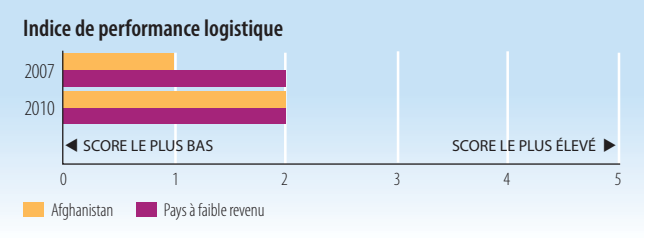
	2005	2010
Afrique	n.d.	1,0
Asie	n.d.	59,3
Communauté d'États indépendants	n.d.	12,1
Europe	n.d.	13,9
Moyen-Orient	n.d.	12,7
Amérique du Nord	n.d.	1,1
Amérique du Sud et centrale	n.d.	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







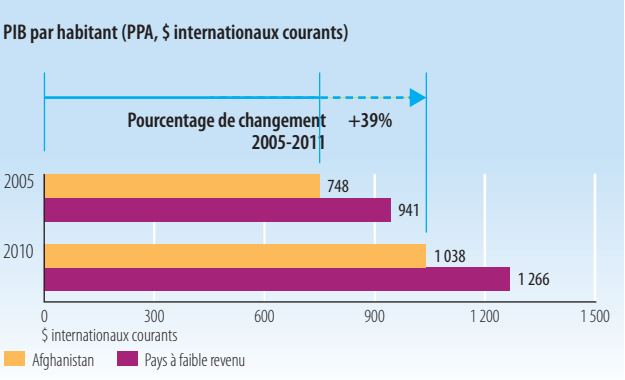
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

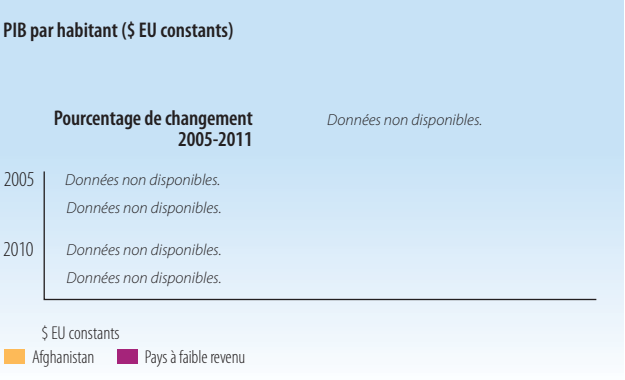
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	8,5	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	13,7	15,2
APD nette reçue (% du RNB)	41,6	42,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	41,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,34	0,39

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2008
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	37,5 %

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844695

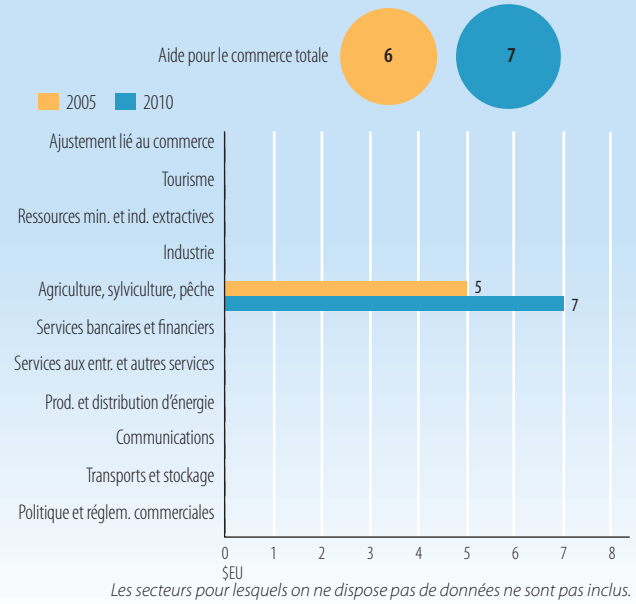
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Antigua-et-Barbuda

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	367,2	342,8	n.d.	n.d.
dont : secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	221,0	174,2	96,7	-56 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	5,5	0,5	6,7	22 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	22,0	25,5	24,8	13 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

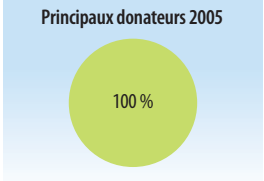


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

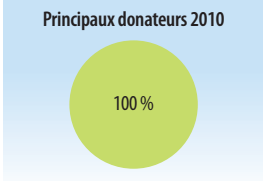
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	5,4	97
Institutions de l'UE	0,1	2
États-Unis	0,0	0



2010	valeur	%
Japon	6,5	97
OMC	0,1	2
Institutions de l'UE	0,1	1
Allemagne	0,0	0
Corée	0,0	0



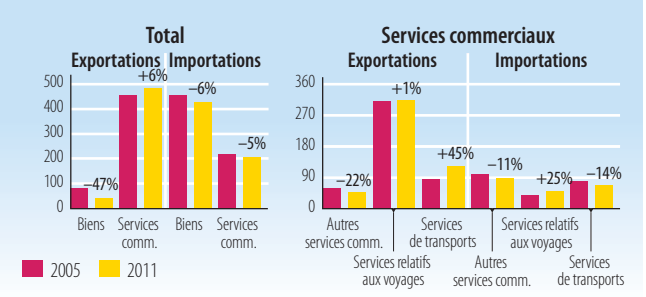
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	118	114	103	-16
Export. de services commerciaux en % des export. totales	85	89	92	7
Import. de services commerciaux en % des import. totales	32	28	33	0
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	7	n.d.	21	14
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	20	n.d.	18	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
Antilles néerlandaises	23	États-Unis	38
UE-27	23	UE-27	16
Saint-Kitts-et-Nevis	10	Barbade	7
États-Unis	8	Trinité-et-Tobago	7
Anguilla	7	Jamaïque	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	70	Articles textiles, n.d.a.	22
Navires, bateaux, engins flottants	11	Boissons alcooliques	8
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5	Appareils d'enregistrement du son, phonogrammes	8
Articles textiles, n.d.a.	2	Navires, bateaux, engins flottants	6
Imprimés	2	Équipement mécanique de manutention	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
États-Unis	49	États-Unis	33
UE-27	12	UE-27	8
Trinité-et-Tobago	11	Trinité-et-Tobago	4
Antilles néerlandaises	10	Chine	3
Japon	3	Japon	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	34	Transactions spéciales non classées	35
Navires, bateaux, engins flottants	4	Autres viandes, abats	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Boissons alcooliques	2
Meubles, coussins, etc.	2	Boissons non alcooliques, n.d.a.	2
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,2	-4,2
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	32	32
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	9,7	10,4
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,8	6,5
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	96,7	40,3

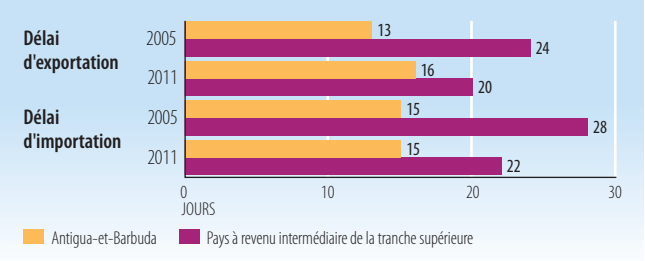
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

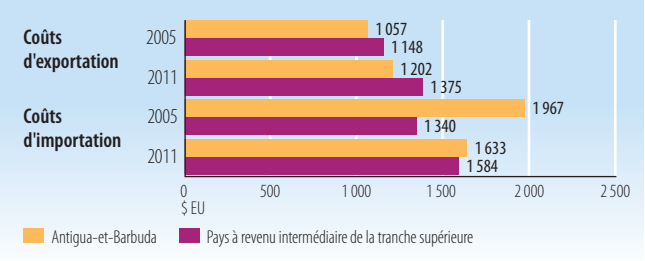
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

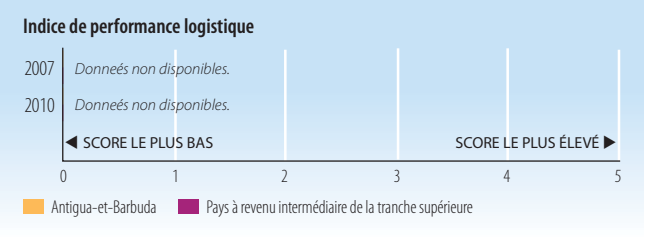
	2005	2011
Afrique	8,4	0,0
Asie	0,1	2,1
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	23,2	16,6
Moyen-Orient	0,0	0,1
Amérique du Nord	8,1	39,9
Amérique du Sud et centrale	60,2	38,4

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







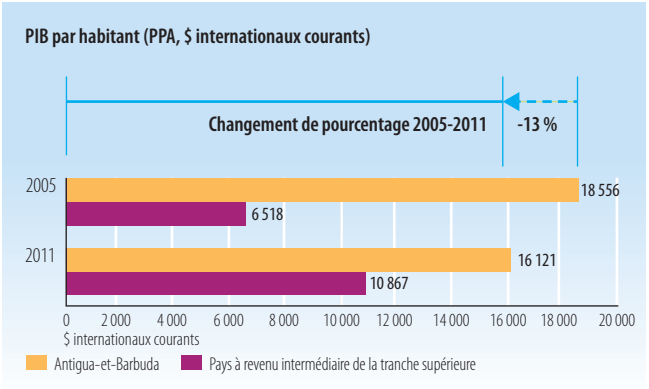
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

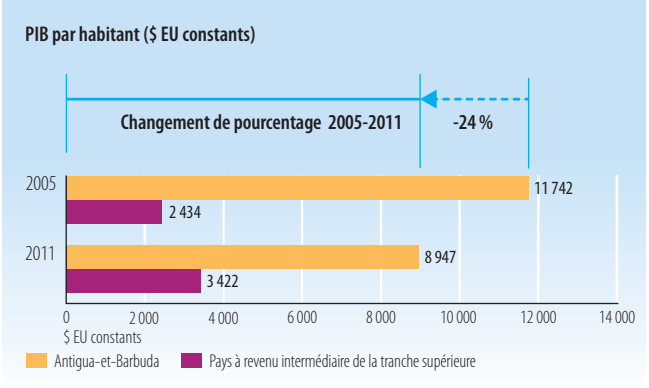
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	n.d.	n.d.
APD nette reçue (% du RNB)	0,8	1,7
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	0.76

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844714

BAHAMAS

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

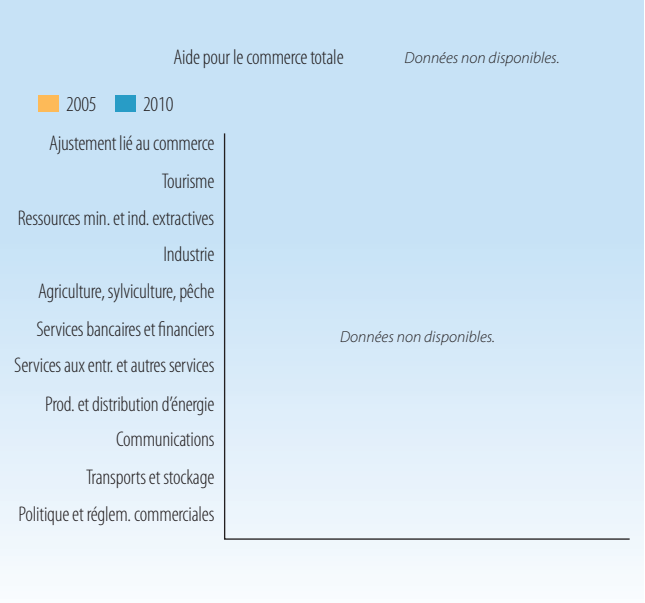
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour les Bahamas

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	1 863,9	2 112,8	1 821,2	-2 %
dont : secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	563,4	860,2	872,0	55 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale,

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)



Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Données non disponibles.		

Principaux donateurs 2005

Données non disponibles.

2010	valeur	%
Données non disponibles.		

Principaux donateurs 2010

Données non disponibles.

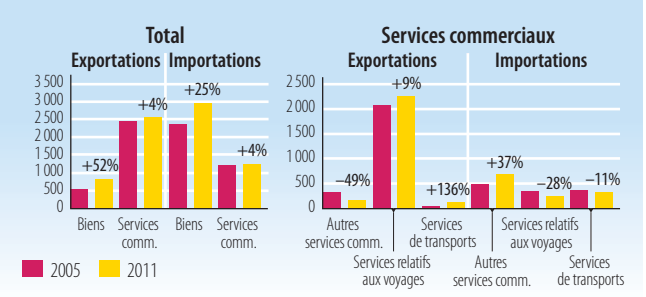
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	86	96	98	12
Export. de services commerciaux en % des export. totales	82	72	75	-6
Import. de services commerciaux en % des import. totales	34	29	30	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	65	49	43	-22
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	29	29	28	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	61	États-Unis	76
UE-27	30	UE-27	10
Canada	6	Nigéria	4
Afrique du Sud	1	Canada	3
Australie	1	Jamaïque	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Polymères du styrène	43	Produits pétroliers	30
Crustacés, mollusques, etc.	29	Polymères du styrène	19
Composés organo-inorganiques	15	Crustacés, mollusques, etc.	10
Boissons alcooliques	6	Composés organo-inorganiques	10
Autres minéraux bruts	5	Produits de parfumerie, cosmétiques, etc.	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	86	États-Unis	91
Antilles néerlandaises	7	Trinité-et-Tobago	2
UE-27	2	UE-27	2
Japon	1	Suisse	1
Brésil	1	Canada	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	19	Produits pétroliers	27
Transactions spéciales non classées	4	Transactions spéciales non classées	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2
Meubles, coussins, etc.	3	Produits de parfumerie, cosmétiques, etc.	2
Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2	Médicaments	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,4	1,6
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	30,2	35,9
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	20.2
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,3	0,1
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	97,7	77,3

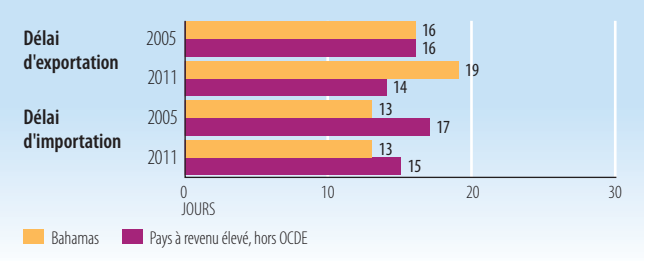
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

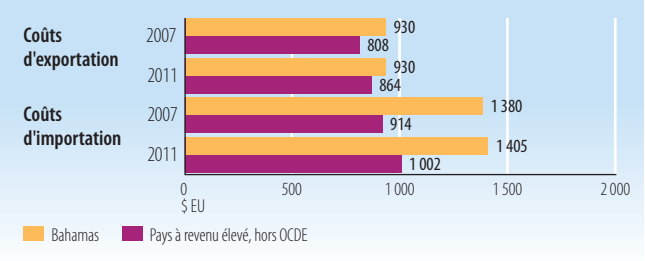
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

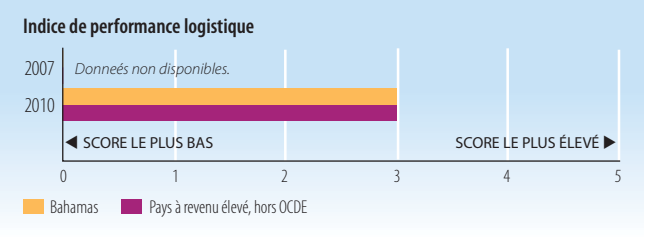
	2005	2011
Afrique	1,1	0,0
Asie	0,9	2,2
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	29,7	12,2
Moyen-Orient	0,0	0,1
Amérique du Nord	67,2	81,4
Amérique du Sud et centrale	1,0	3,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







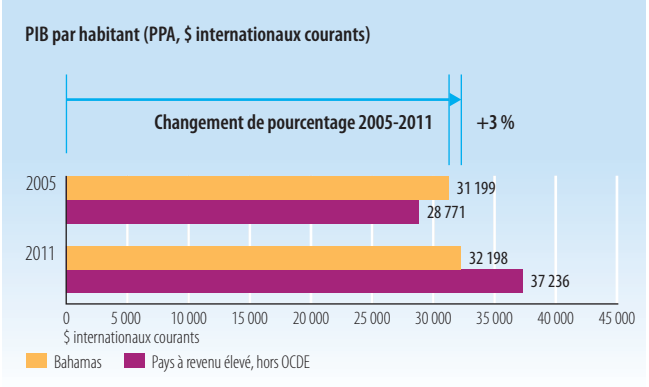
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

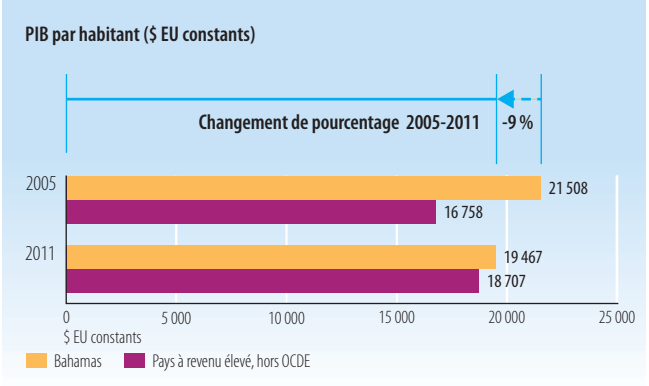
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	10.2	14.2
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	48.4	48.3
APD nette reçue (% du RNB)	n.d.	n.d.
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	47.2	32.8
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,77	0,77

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844733

BANGLADESH

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

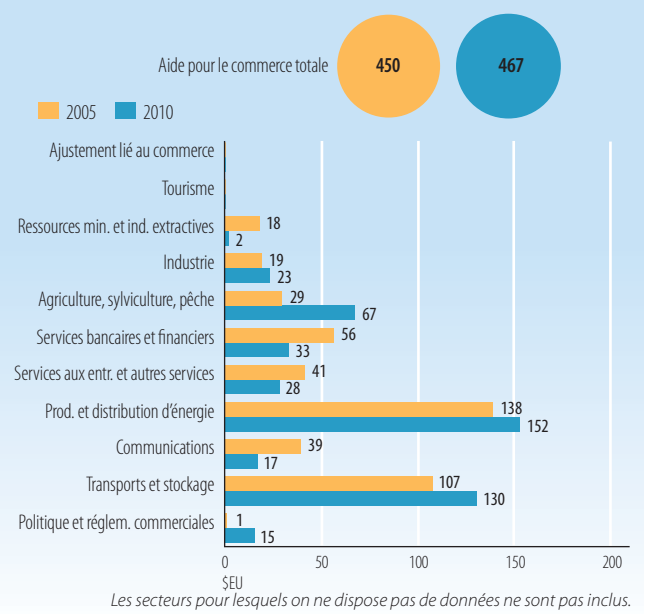
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Bangladesh

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	14 784,4	19 258,4	24 500,9	66 %
dont : secteur public	3 740,8	3 941,4	5 032,9	35 %
dont : secteur privé	11 043,6	15 317,0	19 468,0	76 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	813,3	1 009,6	916,9	13 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	975,9	1 938,5	962,7	-1 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	12,4	0,0	145,3	1073 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	449,5	549,9	466,7	4 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	4 314,5	8 940,6	10 851,9	152 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

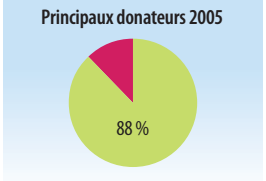


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

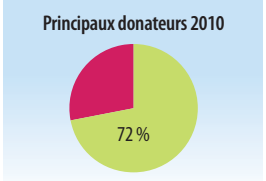
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	267,7	60
Royaume-Uni	43,1	10
Allemagne	31,1	7
Danemark	30,0	7
Japon	22,0	5



2010	valeur	%
Banque mondiale	143,3	31
Japon	58,3	12
Corée	50,1	11
Banque asiatique de dév.	49,6	11
Canada	33,7	7



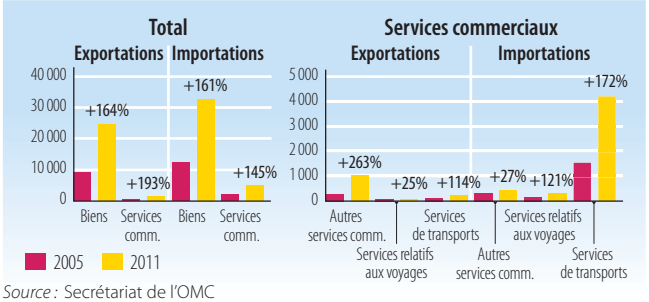
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	40	52	57	17
Export. de services commerciaux en % des export. totales	5	5	5	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	14	14	13	-1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	14	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	61	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	51		
États-Unis	29		
Canada	4	*Données non disponibles.*	
Inde	2		
Hong Kong, Chine	1		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	28		
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	25		
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	11	*Données non disponibles.*	
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	6		
Crustacés, mollusques, etc.	4		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
Chine	16		
UE-27	11		
Inde	11	*Données non disponibles.*	
Koweït	7		
Japon	6		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	9		
Coton	5		
Machines pour l'industrie textile et pour le travail des cuirs	5	*Données non disponibles.*	
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5		
Tissus de coton	4		

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	6,0	6,7
Nombre d'exportateurs	5 610	7 694
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,05	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	5
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	9	9
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	15,2	14,4
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	4,9	4,4
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	69,3	72,5

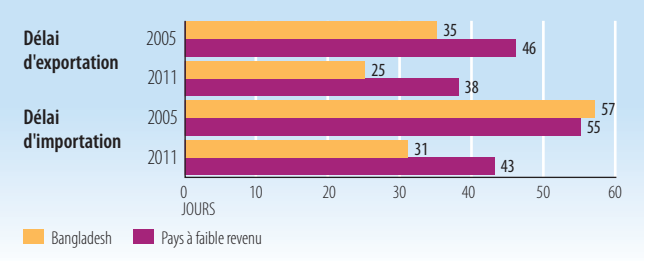
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

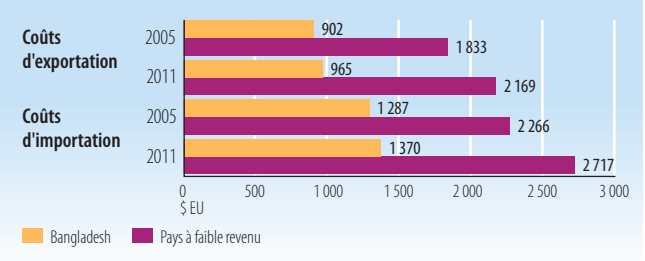
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

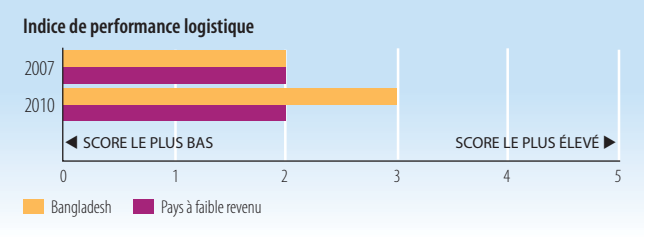
	2005	2011
Afrique	1,1	n.d.
Asie	9,7	n.d.
Communauté d'États indépendants	0,2	n.d.
Europe	52,6	n.d.
Moyen-Orient	2,0	n.d.
Amérique du Nord	32,6	n.d.
Amérique du Sud et centrale	0,3	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







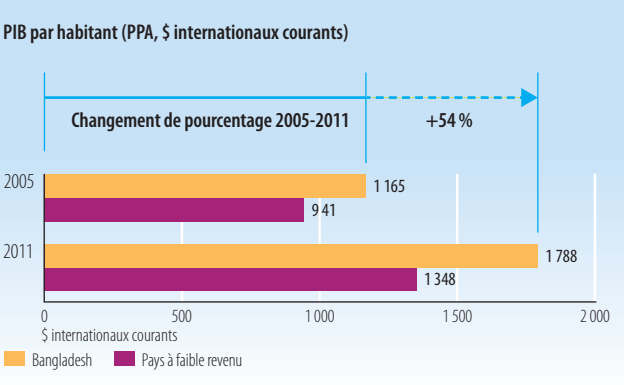
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

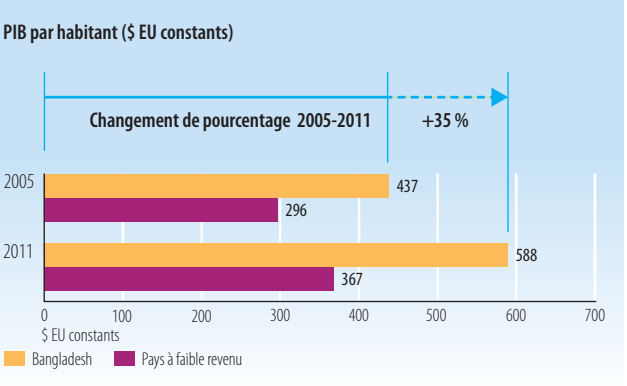
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	4,3	5,0
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	38,4	39,9
APD nette reçue (% du RNB)	2,1	1,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	42,5	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,5	4,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,46	0,50

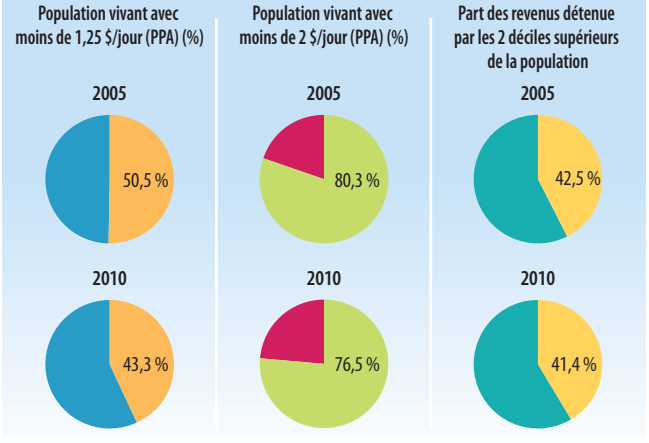
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844752

BARBADE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

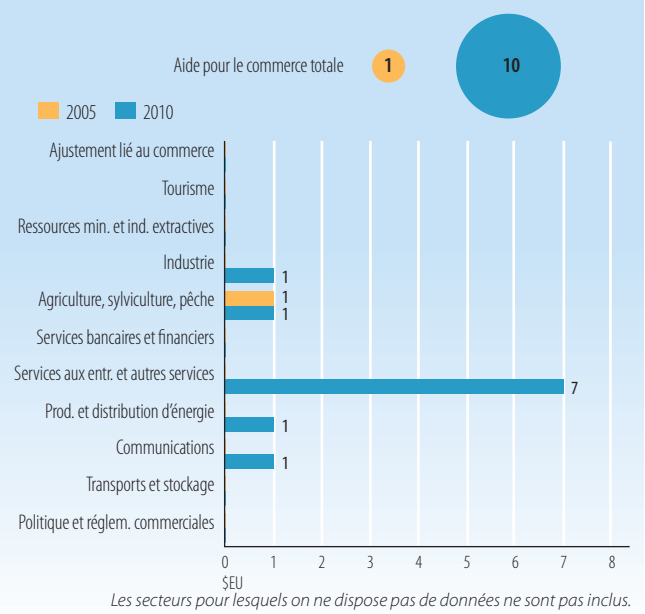
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Barbade

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	720,9	826,8	601,2	-17 %
dont : secteur public	0,9	n.d.	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	720,0	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	238,3	462,0	668,8	181 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	46,7	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	0,6	0,6	10,3	1613 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	134,8	101,2	123,0	-9 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

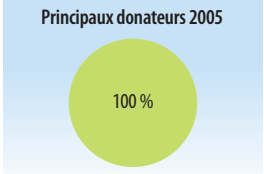


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

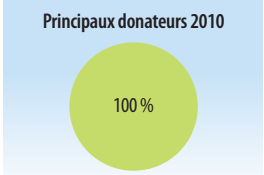
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	0,5	85
Canada	0,1	14
États-Unis	0,0	1



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	8,5	82
BIAD	1,4	13
Canada	0,2	2
Australie	0,1	1
Allemagne	0,1	1



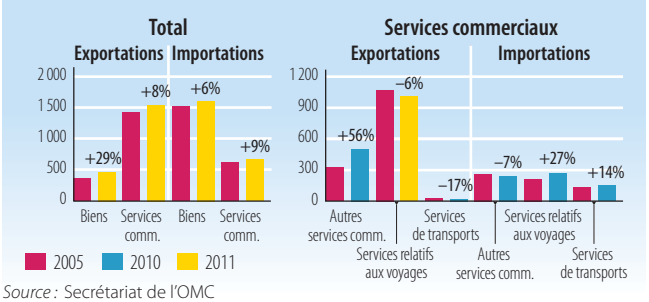
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	130	131	116	-14
Export. de services commerciaux en % des export. totales	80	79	77	-3
Import. de services commerciaux en % des import. totales	29	27	29	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	27	25	17	-10
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	29	33	28	-1

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	13	États-Unis	25
UE-27	12	UE-27	20
Trinité-et-Tobago	11	Trinité-et-Tobago	8
Sainte-Lucie	6	Sainte-Lucie	6
Jamaïque	6	Jamaïque	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	27	Produits pétroliers	36
Boissons alcooliques	9	Médicaments	14
Sucres, mélasses et miel	6	Boissons alcooliques	9
Médicaments	5	Huiles brutes de pétrole	4
Chaux, ciment, matériaux de construction	5	Imprimés	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	36	États-Unis	44
Trinité-et-Tobago	21	UE-27	15
UE-27	13	Trinité-et-Tobago	7
Japon	8	Chine	5
Canada	3	Canada	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	17	Produits pétroliers	26
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	7	Médicaments	3
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2
Médicaments	3	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2
Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	2	Articles en matières plastiques, n.d.a.	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,2	-5,3
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,09	0,14
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	21	21
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	13,5	10,7
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	14,7
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,3	0,0
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	97,8	99,9

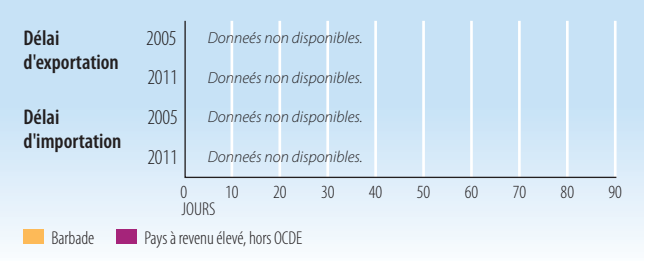
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

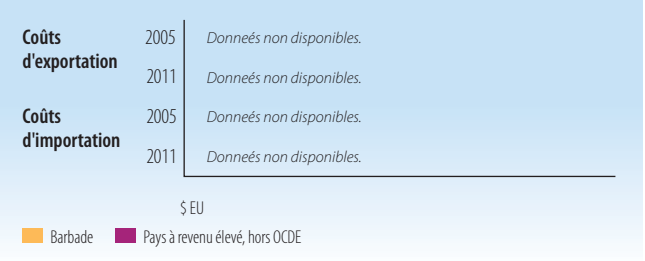
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

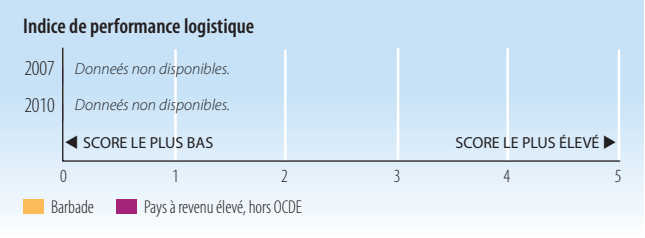
	2005	2011
Afrique	0,1	0,1
Asie	0,9	1,7
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	12,7	13,3
Moyen-Orient	0,1	0,1
Amérique du Nord	15,5	15,6
Amérique du Sud et centrale	44,4	43,5

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







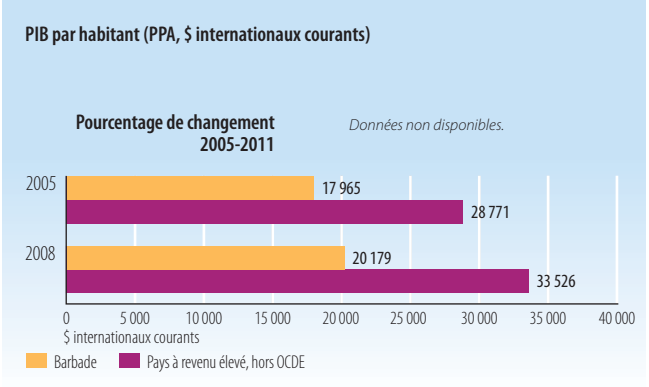
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

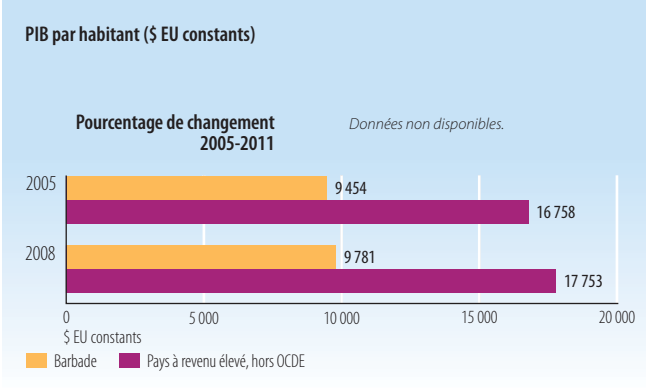
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	9,1	8,1
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,8	46,7
APD nette reçue (% du RNB)	-0,1	0,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,79	0,79

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844771

BELIZE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

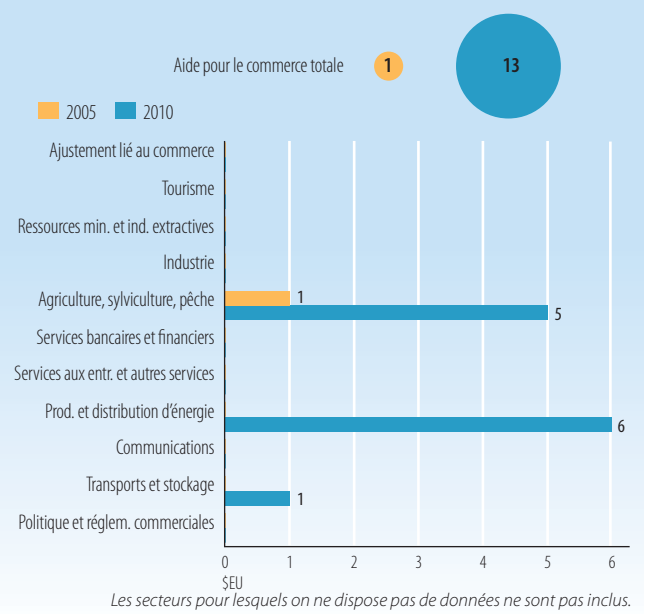
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Belize

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	206,3	345,9	n.d.	n.d.
dont : secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	126,9	169,7	96,4	-24 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	212,6	41,3	31,0	-85 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,5	0,0	4,3	701 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	1,5	10,8	12,8	758 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	46,1	78,1	79,5	73 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

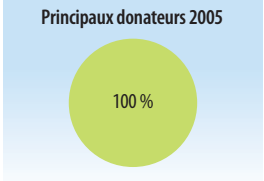


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

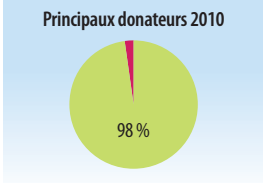
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	0,7	50
Japon	0,7	44
États-Unis	0,1	4
Autriche	0,0	2



2010	valeur	%
Japon	6,1	48
Institutions de l'UE	5,3	42
FODI	0,5	4
Koweït	0,4	3
États-Unis	0,2	1



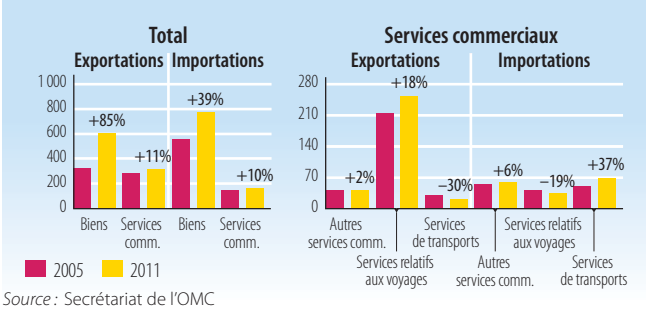
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	118	131	126	8
Export. de services commerciaux en % des export. totales	47	43	34	-12
Import. de services commerciaux en % des import. totales	21	17	17	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	21	14	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	32	28	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	54	États-Unis	49
UE-27	27	UE-27	31
Trinité-et-Tobago	5	Costa Rica	4
Jamaïque	5	Japon	3
Mexique	4	Mexique	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Jus de fruits ou de légumes	26	Huiles brutes de pétrole	36
Crustacés, mollusques, etc.	20	Fruits (à l'excl. des fruits oléagineux)	19
Fruits (à l'excl. des fruits oléagineux)	18	Jus de fruits ou de légumes	15
Sucres, mélasses et miel	17	Sucres, mélasses et miel	12
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	8	Crustacés, mollusques, etc.	10

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	40	États-Unis	48
Cuba	15	Mexique	10
Mexique	12	Chine	10
UE-27	7	Guatemala	8
Guatemala	7	Panama	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	20	Produits pétroliers	15
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Transactions spéciales non classées	5
Articles en matières plastiques, n.d.a.	3	Chaussures	4
Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	3	Papiers et cartons découpés, etc.	3
Nourriture destinée aux animaux	2	Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,0	2,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,12	0,17
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	17	17
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	10,8	11,0
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	15,5
Exportations : moyenne pondérée appliquée	16,2	1,2
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	63,5	91,1

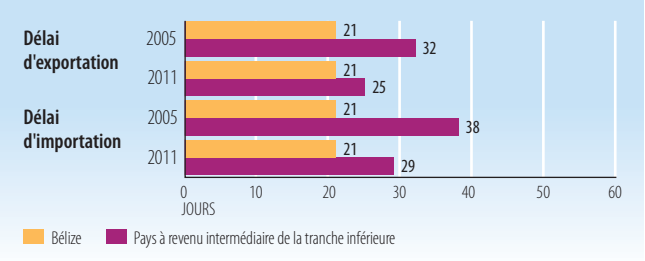
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

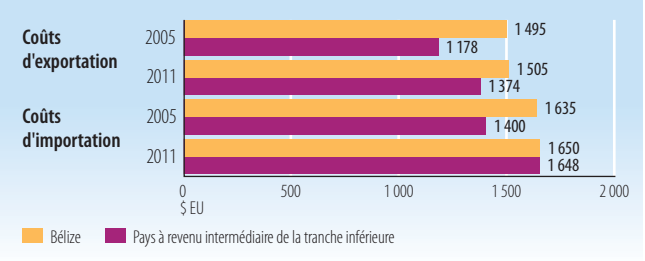
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

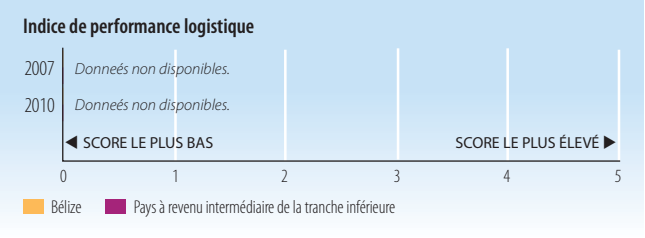
	2005	2010
Afrique	0,0	0,0
Asie	1,9	3,4
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	27,0	31,3
Moyen-Orient	0,4	0,3
Amérique du Nord	58,3	52,2
Amérique du Sud et centrale	12,4	12,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







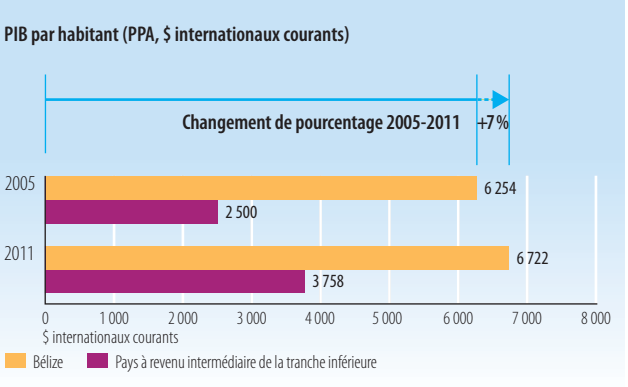
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

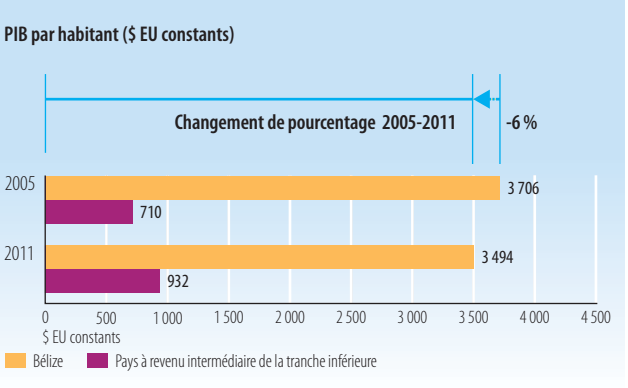
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	11,0	8,2
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	35,9	37,5
APD nette reçue (% du RNB)	1,2	2,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	36,5	12,1
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,69	0,70

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844790

BÉNIN

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

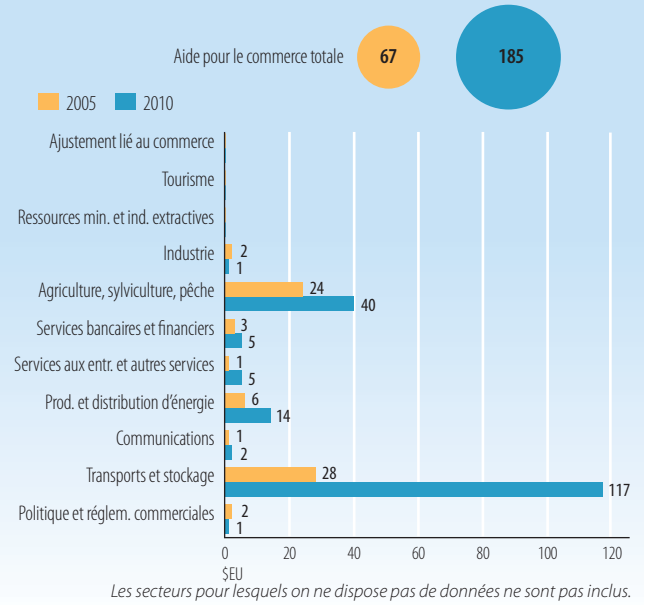
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Bénin

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	811,2	1 382,8	1 710,3	111%
dont : secteur public	286,8	387,5	652,5	127%
dont : secteur privé	524,4	995,4	1 057,7	102%
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	53,0	169,8	110,9	109 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	98,0	162,2	209,1	113 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	66,8	182,8	184,9	177 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	172,7	251,3	248,1	44 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

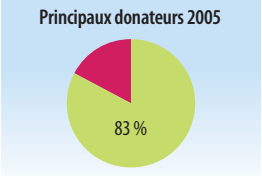


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

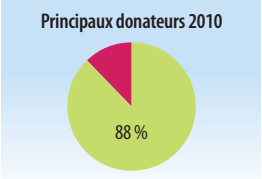
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	16,7	25
Banque mondiale	13,1	20
Danemark	10,7	16
Banque africaine de dév.	9,0	13
Japon	6,0	9



2010	valeur	%
États-Unis	57,6	31
Institutions de l'UE	46,4	25
Banque mondiale	29,8	16
Banque africaine de dév.	16,5	9
Danemark	13,2	7



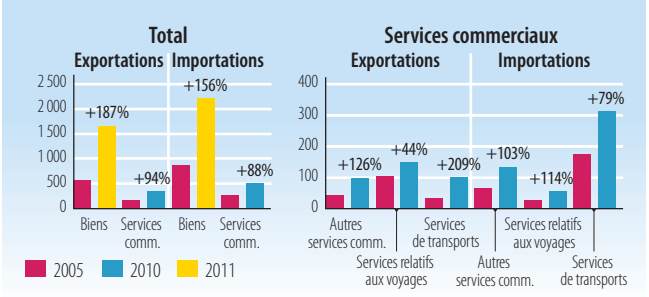
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	44	60	53	9
Export. de services commerciaux en % des export. totales	24	20	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	24	21	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	81	72	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	33	33	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Chine	36	Nigéria	49
UE-27	10	Chine	12
Inde	7	UE-27	7
Nigéria	6	Inde	5
Niger	5	Tchad	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Coton	58	Coton	23
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	7	Autres viandes, abats	21
Tabacs fabriqués	7	Riz	21
Chaux, ciment, matériaux de construction	4	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	7
Graisses et huiles végétales fixes, douces	3	Barres, profilés, etc., en fer ou acier	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	38	UE-27	41
Chine	9	Chine	13
Ghana	7	Togo	11
Côte d'Ivoire	7	Malaisie	5
Thaïlande	7	Nigéria	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	14	Produits pétroliers	12
Riz	11	Autres viandes, abats	9
Énergie électrique	6	Énergie électrique	8
Autres viandes, abats	5	Riz	5
Chaux, ciment, matériaux de construction	5	Graisses et huiles végétales fixes, autres	5

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	2,9	3,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,20	0,13
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	12	12
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	12,3	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	24,3	4,0
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	24,7	44,7

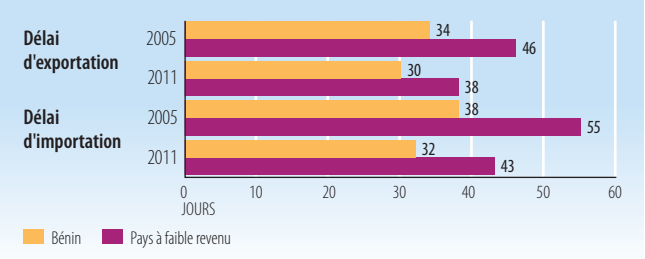
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

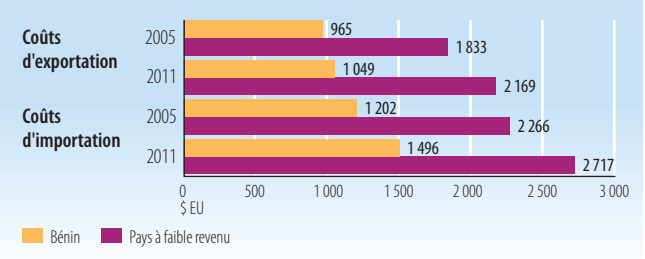
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

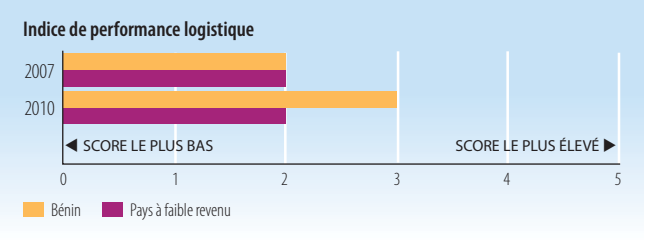
	2005	2010
Afrique	28,0	63,2
Asie	58,9	28,0
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	12,3	7,7
Moyen-Orient	0,4	0,9
Amérique du Nord	0,0	0,0
Amérique du Sud et centrale	0,4	0,1

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







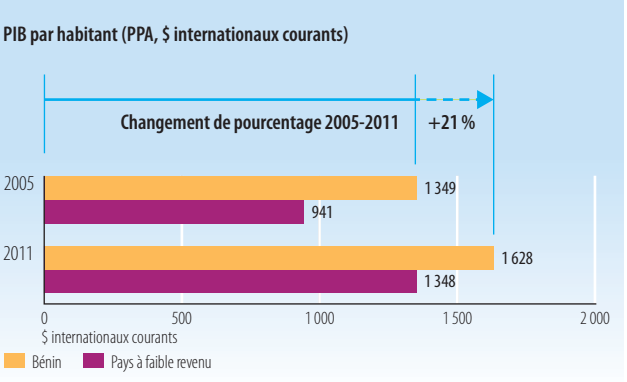
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

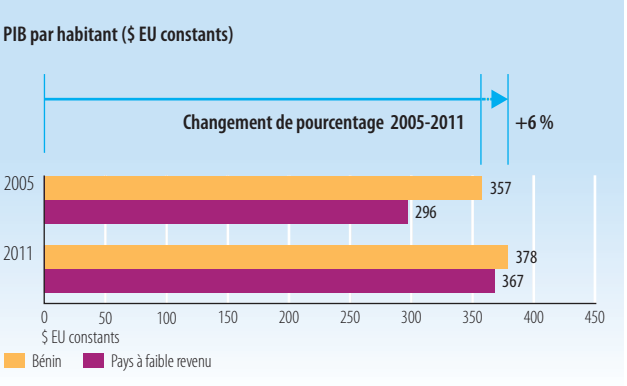
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	47,5	47,5
APD nette reçue (% du RNB)	8,1	10,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	25,5	26,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,9	2,5
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,41	0,43

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844809

BHOUTAN

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

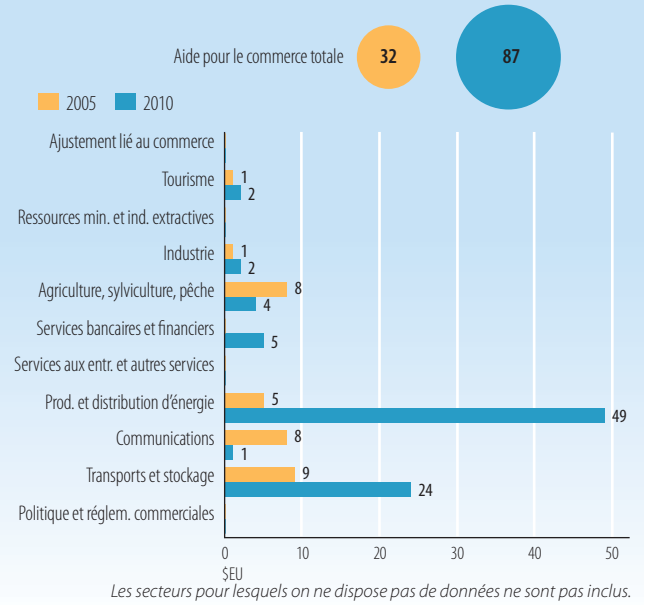
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Bhoutan

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	408,8	486,4	n.d.	n.d.
dont : secteur public	83,2	154,7	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	325,6	331,8	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	9,1	3,1	19,0	109 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	81,9	31,7	177,8	117 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	21,0	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	32,1	20,0	87,0	171 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	3,6	4,8	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

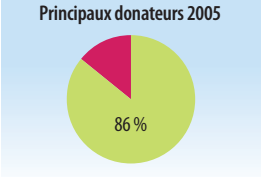


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

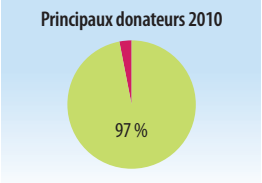
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	12,7	40
Danemark	6,6	20
Banque mondiale	3,4	11
Pays-Bas	2,7	8
Autriche	2,4	7



2010	valeur	%
Japon	37,8	43
Banque asiatique de dév.	36,5	42
Banque mondiale	4,4	5
Autriche	3,8	4
Norvège	1,5	2



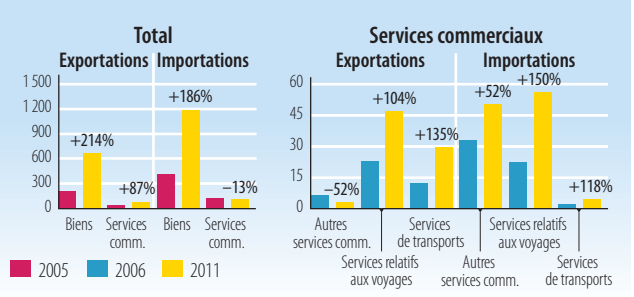
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	97	112	121	23
Export. de services commerciaux en % des export. totales	17	8	11	-6
Import. de services commerciaux en % des import. totales	24	12	9	-15
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	53	3	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	50	46	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
Inde	88	Inde	82
Hong Kong, Chine	6	Hong Kong, Chine	12
Bangladesh	5	Bangladesh	5
Singapour	1	Japon	1
Népal	0	Népal	0

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Énergie électrique	30	Fonte, fonte spiegel, etc.	30
Fils textiles	7	Instruments de musique	11
Ouvrages en fils métalliques (sauf électriques)	7	Cuivre	9
Autres composés chimiques	6	Chaux, ciment, matériaux de construction	8
Fonte, fonte spiegel, etc.	6	Autres composés chimiques	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Inde	75	Inde	75
UE-27	5	Corée, Rép.	5
Japon	4	UE-27	4
Singapour	3	Thaïlande	3
Thaïlande	2	Singapour	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	12	Produits pétroliers	11
Barres, profilés, etc., en fer ou acier	5	Équipements de génie civil	7
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Cuivre	5
Parties des machines pour la production et la transformation de l'électricité	3	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4
Fils textiles	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	8,8	8,4
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,12	0,13
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	22,1	n.d.
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	9,3	n.d.
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	40,3	n.d.

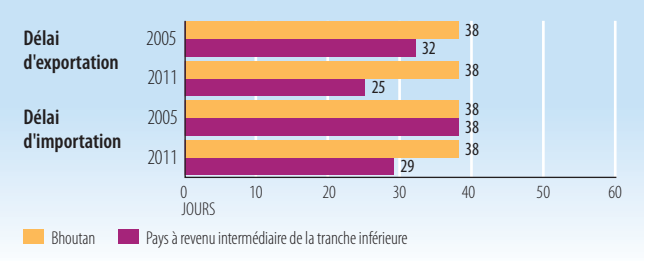
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

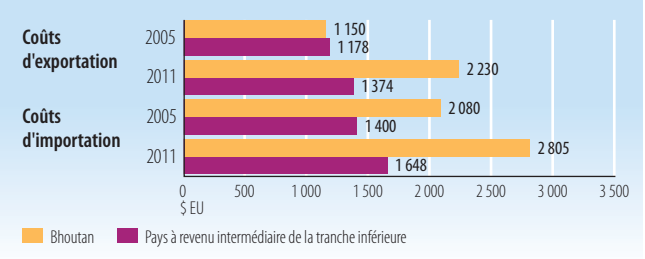
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

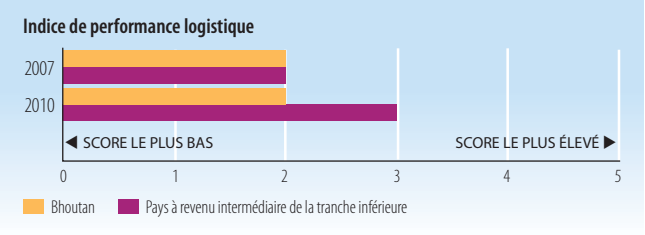
	2005	2010
Afrique	0,0	0,0
Asie	99,9	99,9
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	0,1	0,1
Moyen-Orient	0,0	0,0
Amérique du Nord	0,0	0,0
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







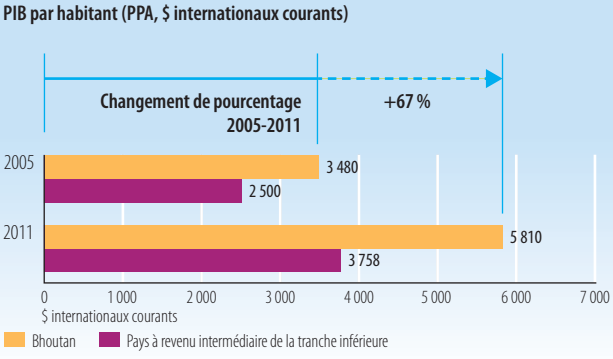
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

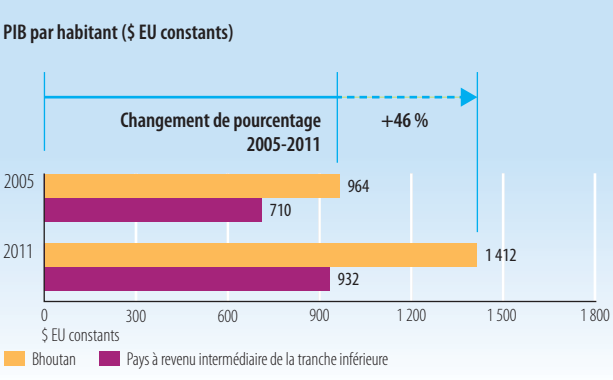
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	3,1	4,0
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	41,5	42,5
APD nette reçue (% du RNB)	12,6	9,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	7,7	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,7	14,1
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	0,52

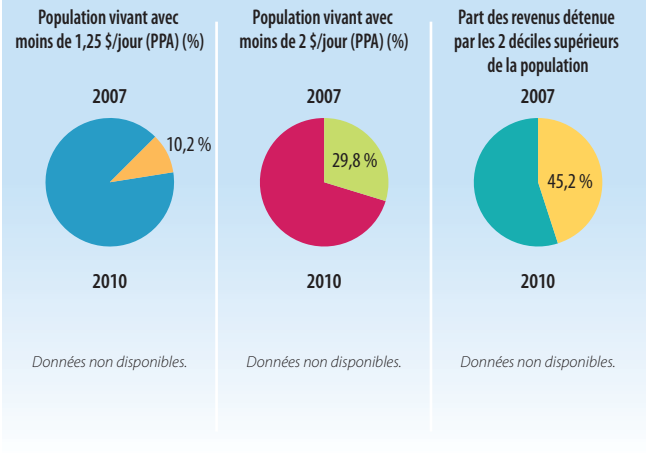
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844828

BOTSWANA

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

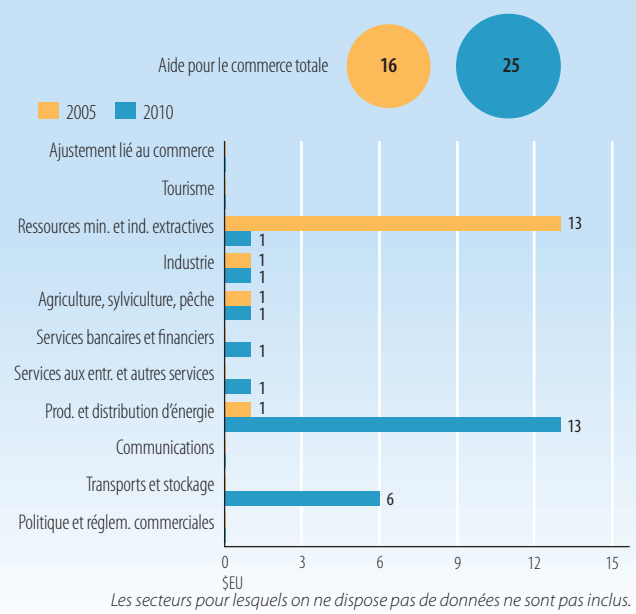
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Botswana

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	2 516,5	3 064,2	4 041,4	61 %
dont : secteur public	740,4	1 678,4	1 959,5	165 %
dont : secteur privé	1 776,2	1 385,7	2 081,9	17 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	492,4	902,4	265,0	-46 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	10,7	54,5	16,7	56 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	2,7	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	16,3	10,7	24,8	52 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	131,0	114,3	99,5	-24 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

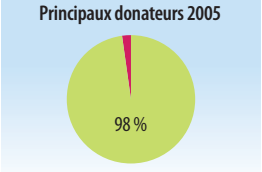


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

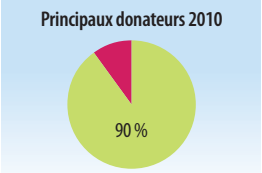
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	13,0	80
Japon	1,1	7
États-Unis	1,0	6
Allemagne	0,5	3
Danemark	0,4	2



2010	valeur	%
Japon	13,6	55
FODI	5,8	24
Suède	1,3	5
États-Unis	0,9	3
Institutions de l'UE	0,8	3



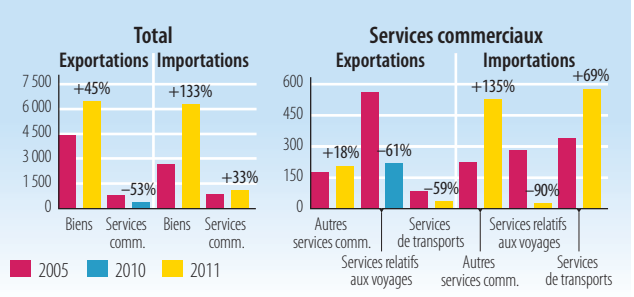
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	86	80	79	-7
Export. de services commerciaux en % des export. totales	16	15	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	24	15	15	-9
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	89	88	90	0
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	39	42	44	5

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	77	UE-27	61
Afrique du Sud	9	Afrique du Sud	13
Norvège	6	Norvège	9
Zimbabwe	4	Israël	5
États-Unis	2	Zimbabwe	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Perles, pierres gemmes	74	Perles, pierres gemmes	75
Minerais de cuivre et leurs concentrés	10	Minerais de nickel et leurs concentrés ; mattes de nickel	6
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	2	Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	1
Véhicules routiers, n.d.a.	2	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	1
Viande bovine	2	Minerais de cuivre et leurs concentrés	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Afrique du Sud	84	Afrique du Sud	73
UE-27	7	UE-27	13
Zimbabwe	2	Chine	5
États-Unis	1	Israël	2
Chine	1	États-Unis	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	12	Produits pétroliers	13
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4	Perles, pierres gemmes	12
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4
Transactions spéciales non classées	3	Machines et appareils électriques rotatifs	4
Médicaments	2	Énergie électrique	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	1,6	5,1
Nombre d'exportateurs	1 572	1 855
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,42
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	19	19
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	8,0	7,7
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	7,6
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,8	2,8
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	98,9	90,2

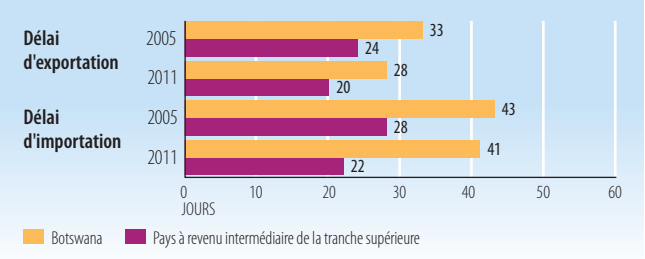
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

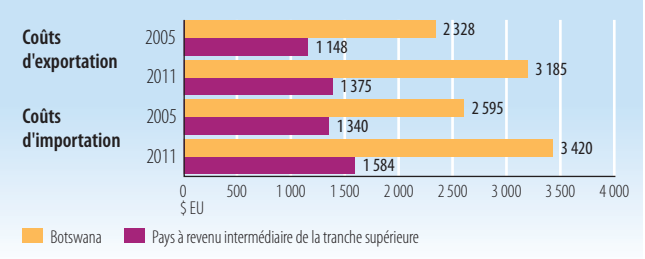
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

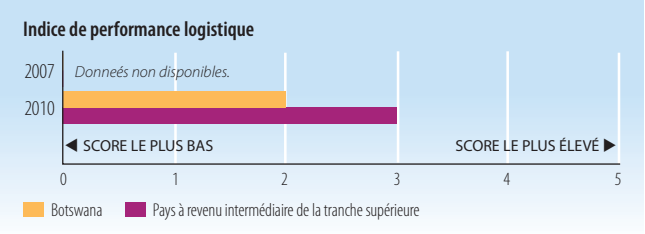
	2005	2011
Afrique	13,7	18,9
Asie	0,2	3,1
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	83,5	71,5
Moyen-Orient	0,3	5,4
Amérique du Nord	2,2	1,1
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







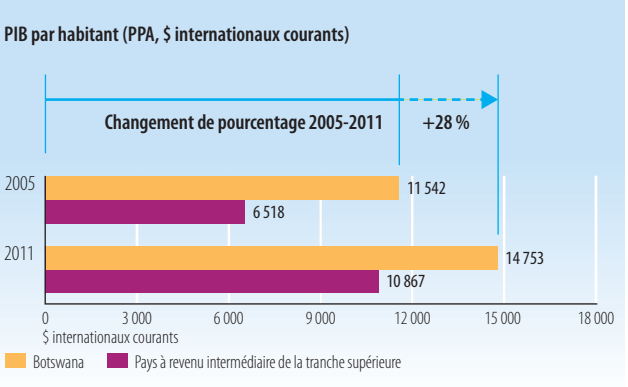
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

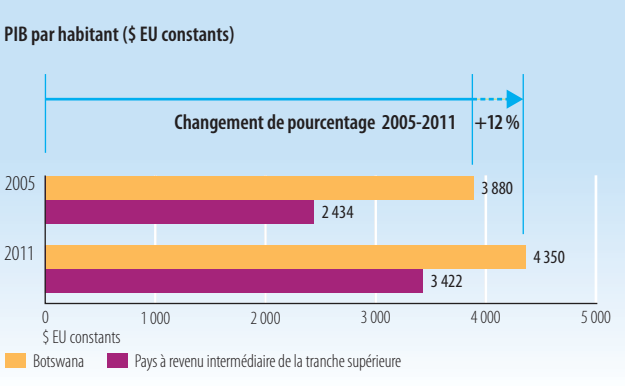
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	17,6	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,7	46,3
APD nette reçue (% du RNB)	0,5	1,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	0,9	1,5
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,60	0,63

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844847

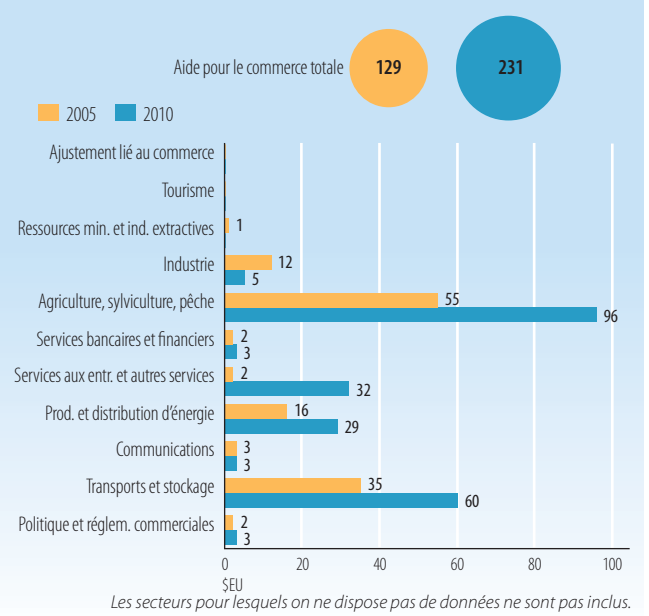
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Burkina Faso

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	1 055,2	n.d.	n.d.	n.d.
dont : secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	32,0	152,5	37,1	16 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	218,4	312,0	295,6	35 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	128,6	175,2	231,2	80 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	56,6	99,3	95,0	68 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

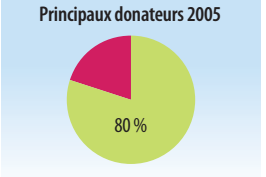


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

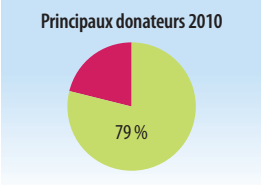
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	35,0	27
Danemark	24,4	19
Institutions de l'UE	24,0	19
Banque africaine de dév.	10,6	8
Japon	8,3	6



2010	valeur	%
Banque mondiale	106,3	46
Banque africaine de dév.	34,5	15
Institutions de l'UE	18,5	8
Allemagne	11,6	5
États-Unis	11,0	5



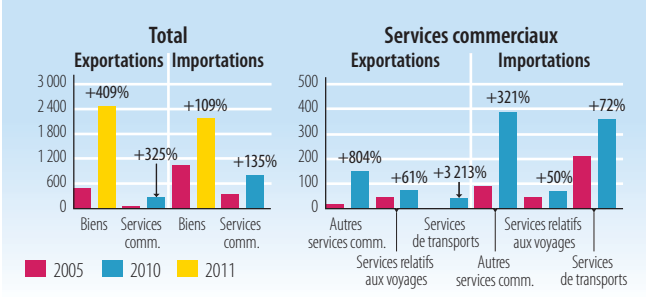
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	35	40	45	10
Export. de services commerciaux en % des export. totales	12	12	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	25	25	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	89	91	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	40	40	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Togo	41	Suisse	63
Ghana	17	Afrique du Sud	11
UE-27	14	UE-27	9
Côte d'Ivoire	10	Singapour	5
Suisse	9	Ghana	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Coton	75	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	69
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	4	Coton	17
Tabacs fabriqués	2	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	4
Animaux vivants	2	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes, autres)	1
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	2	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	33	UE-27	30
Côte d'Ivoire	18	Côte d'Ivoire	16
Togo	11	Chine	10
Bénin	7	Togo	4
Ghana	6	États-Unis	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	19	Produits pétroliers	21
Riz	6	Chaux, ciment, matériaux de construction	4
Engrais (autres que ceux du groupe 272)	5	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	4
Chaux, ciment, matériaux de construction	4	Médicaments	4
Médicaments	4	Riz	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	8,7	4,2
Nombre d'exportateurs	303	481
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,55	0,61
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	2	2
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	11,7	10,5
Exportations : moyenne pondérée appliquée	26,8	1,2
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	25,2	63,9

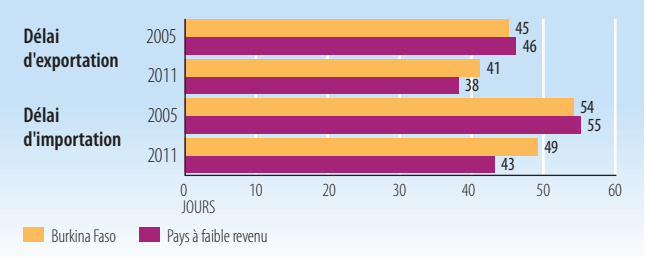
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

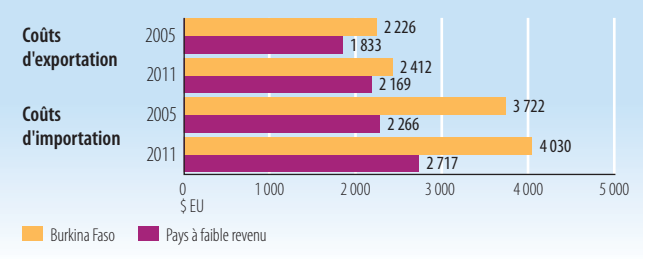
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

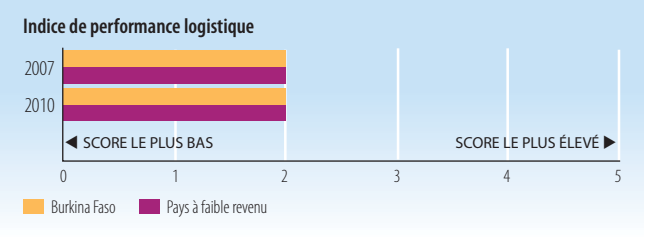
	2005	2010
Afrique	73,4	20,3
Asie	2,5	5,6
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	23,1	72,6
Moyen-Orient	0,0	0,8
Amérique du Nord	0,1	0,6
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







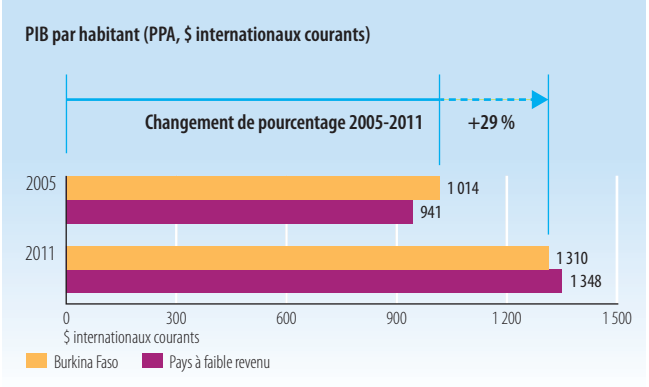
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

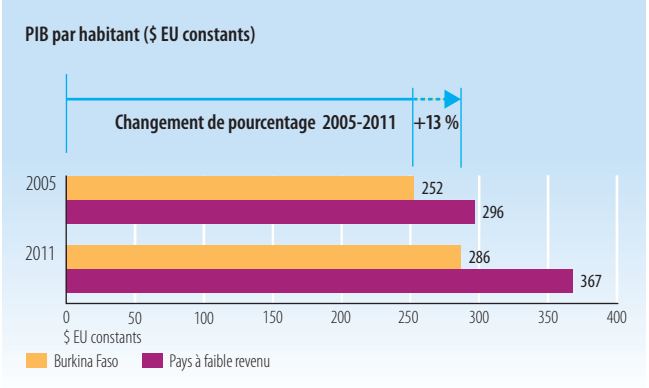
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	2,7	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	47,8	47,6
APD nette reçue (% du RNB)	12,8	12,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	17,3	17,0
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,7	3,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,30	0,33

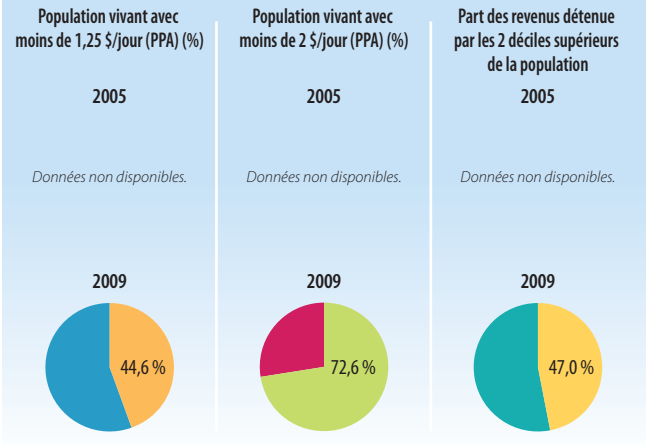
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844866

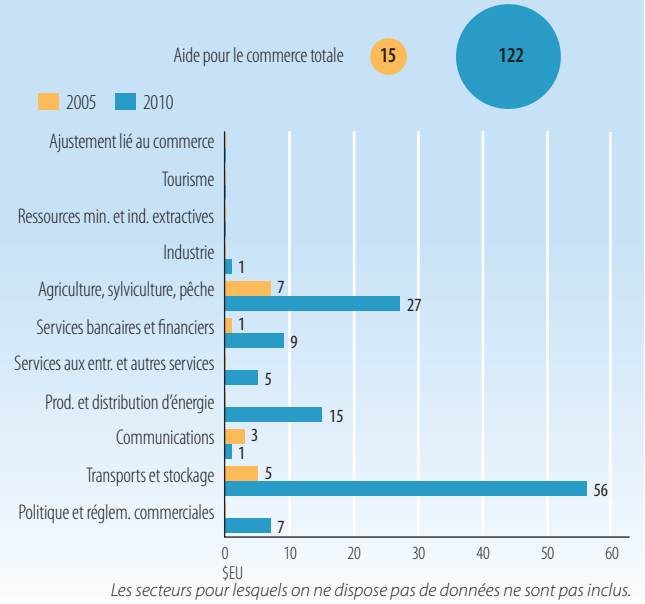
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Burundi

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	96,8	302,9	364,9	277 %
dont : secteur public	52,1	153,0	162,7	213 %
dont : secteur privé	44,7	149,9	202,2	352 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	0,6	3,8	0,8	34 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	63,3	46,6	55,8	-12 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	15,4	74,5	121,6	687 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	0,1	3,6	28,2	39312 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

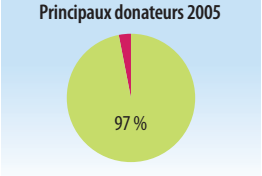


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

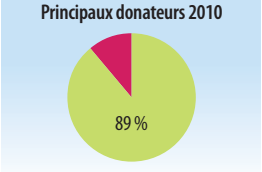
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	7,8	51
Belgique	3,7	24
Banque africaine de dév.	2,4	16
Italie	0,6	4
PNUD	0,4	3



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	36,9	30
Banque mondiale	32,5	27
Japon	17,2	14
Belgique	12,0	10
Banque africaine de dév.	9,8	8



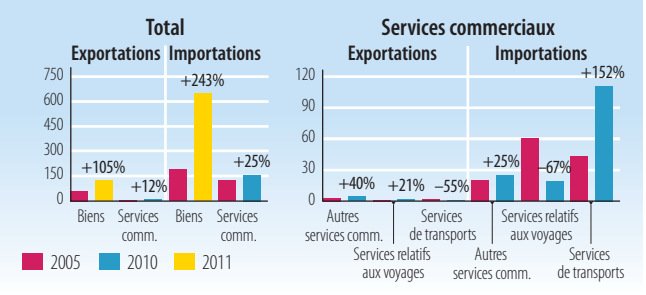
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	34	40	33	-1
Export. de services commerciaux en % des export. totales	10	4	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	40	42	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	95	83	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	51	55	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Suisse	36	UE-27	31
Émirats arabes unis	25	Suisse	27
UE-27	20	Émirats arabes unis	9
Kenya	7	Kenya	9
Rwanda	4	Congo, Rép. dém. du	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	48	Café, succédané du café	60
Café, succédané du café	41	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	11
Coton	2	Thé et maté	9
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	1	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	3
Boissons alcooliques	1	Cuirs et peaux (sauf pelleteries), bruts	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	34	UE-27	27
Kenya	12	Chine	12
Japon	9	Japon	9
Turquie	8	Zambie	8
Tanzanie	5	Kenya	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Barres, profilés, etc., en fer ou acier	9	Médicaments	9
Produits pétroliers	8	Chaux, ciment, matériaux de construction	9
Médicaments	6	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	5
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	5	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	5	Sucres, mélasses et miel	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	0,9	4,2
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,18	0,37
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	22	22
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	12,7	12,5
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	13,9
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,5	1,2
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	94,0	87,7

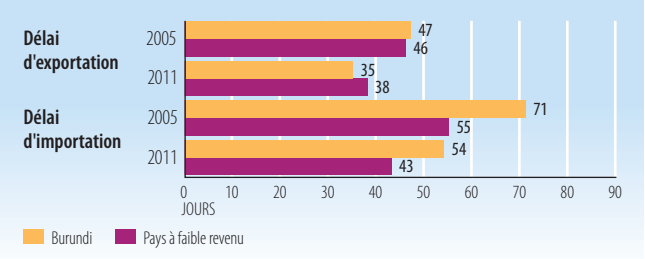
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

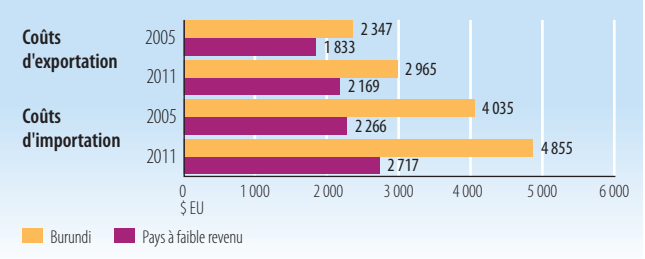
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

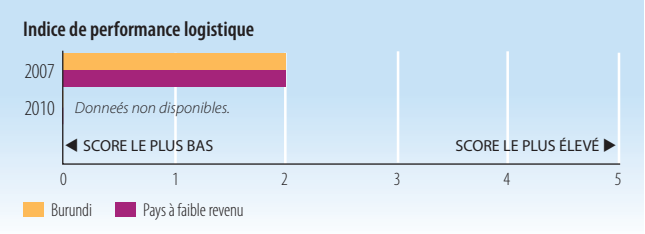
	2005	2010
Afrique	15,4	22,8
Asie	1,6	8,4
Communauté d'États indépendants	0,6	0,1
Europe	56,4	57,9
Moyen-Orient	25,4	10,6
Amérique du Nord	0,2	0,1
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







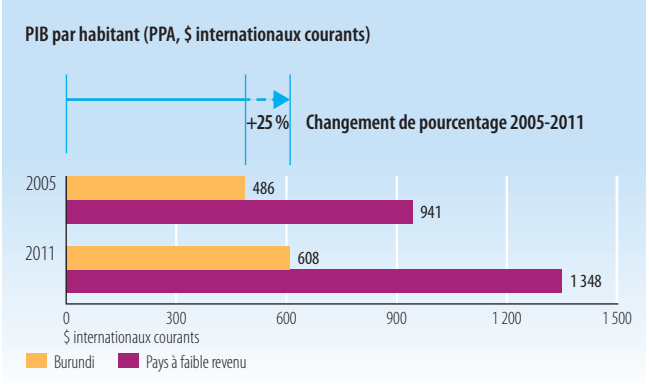
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

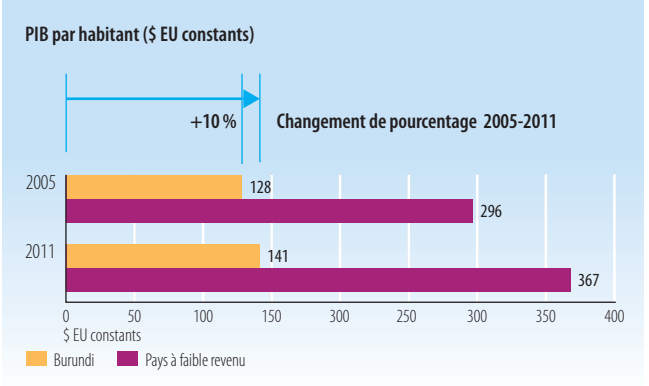
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	52,6	52,1
APD nette reçue (% du RNB)	32,1	31,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	39,8	16,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,27	0,31

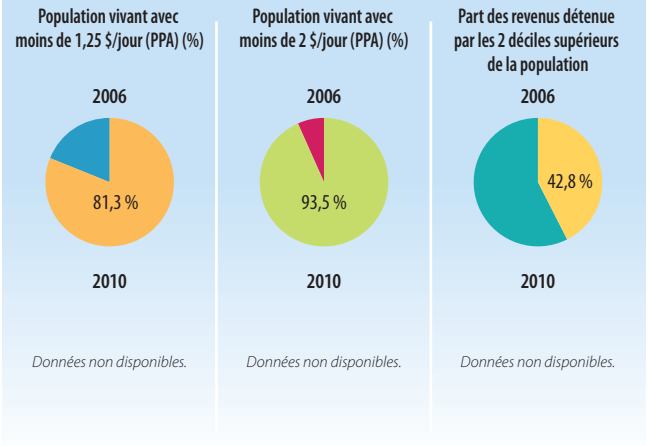
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844885

CABO VERDE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

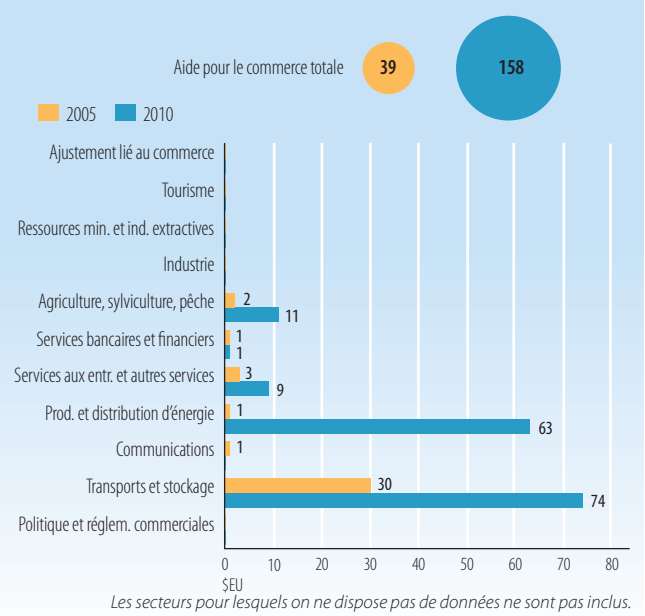
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Cabo Verde

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	348,0	722,1	776,7	123 %
dont : secteur public	124,9	216,0	311,4	149 %
dont : secteur privé	223,1	506,0	465,3	109 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	80,4	211,3	111,7	39 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	77,9	74,8	192,1	147 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	2,7	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	38,6	99,4	158,1	309 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	136,6	155,1	138,6	1 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

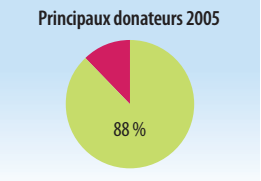


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

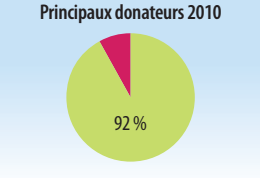
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Portugal	16,4	43
Banque mondiale	6,4	16
États-Unis	6,3	16
Institutions de l'UE	2,6	7
Luxembourg	2,3	6



2010	valeur	%
Portugal	82,5	52
États-Unis	34,1	22
Banque mondiale	12,7	8
Japon	8,9	6
Espagne	7,1	4



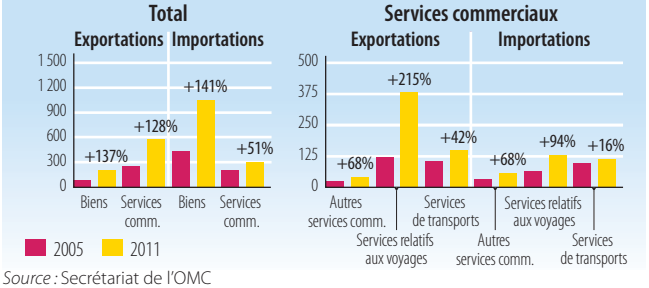
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	101	120	113	12
Export. de services commerciaux en % des export. totales	74	83	73	-1
Import. de services commerciaux en % des import. totales	31	30	22	-9
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	5	n.d.	1	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	34	37	34	0

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	57	UE-27	94
Côte d'Ivoire	13	El Salvador	4
Sénégal	10	Sao Tomé-et-Principe	1
États-Unis	6	États-Unis	1
Arabie saoudite, Royaume d'	5	Inde	0

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	47	Préparations ou conserves de poisson, etc., n.d.a.	44
Remorques, semi-remorques, etc.	14	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	36
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	12	Chaussures	7
Instruments de mesure et de vœux	3	Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	3
Chaussures	3	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	72	UE-27	80
Brésil	8	Brésil	4
États-Unis	4	Japon	3
Japon	3	Chine	3
Chine	1	Thaïlande	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	8	Produits pétroliers	18
Chaux, ciment, matériaux de construction	5	Machines et appareils électriques rotatifs	4
Lait et crème de lait	4	Lait et crème de lait	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Chaux, ciment, matériaux de construction	3
Navires, bateaux, engins flottants	3	Riz	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	6,5	5,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,19	0,25
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	103
Droits de douane (%)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	10,4	10,2
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	12,3	11,2
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,2	1,1
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	96,9	92,2

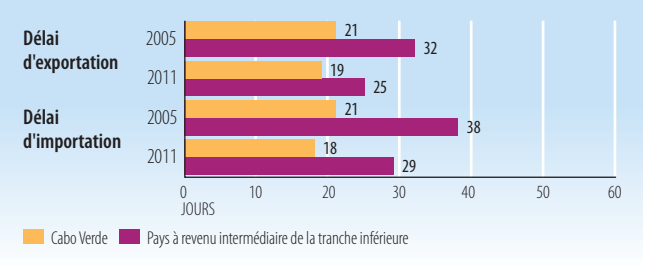
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

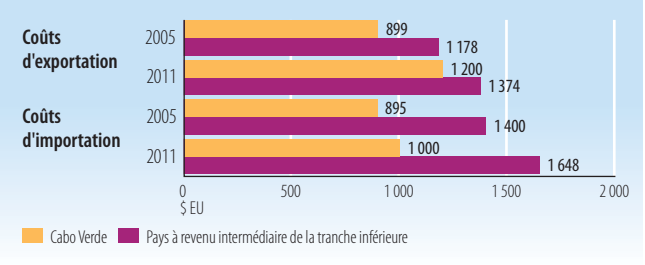
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

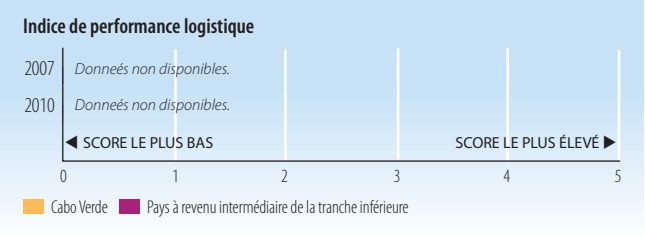
	2005	2011
Afrique	30,7	1,0
Asie	0,4	0,6
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	57,1	94,2
Moyen-Orient	5,2	0,1
Amérique du Nord	6,0	0,5
Amérique du Sud et centrale	0,6	3,5

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







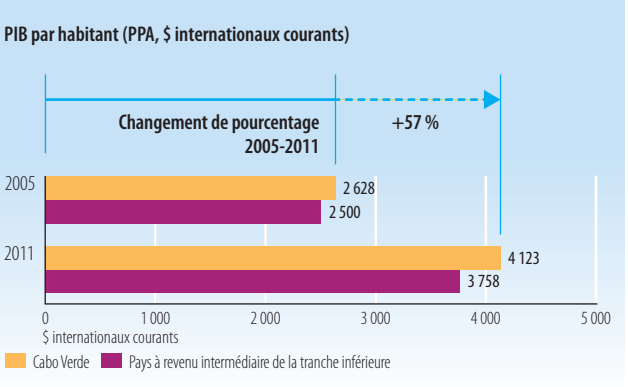
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

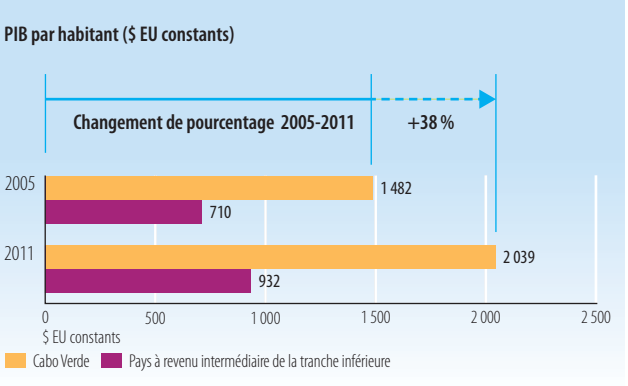
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	38,3	38,4
APD nette reçue (% du RNB)	17,3	20,7
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,5	5,3
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,54	0,57

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844923

CAMBODGE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

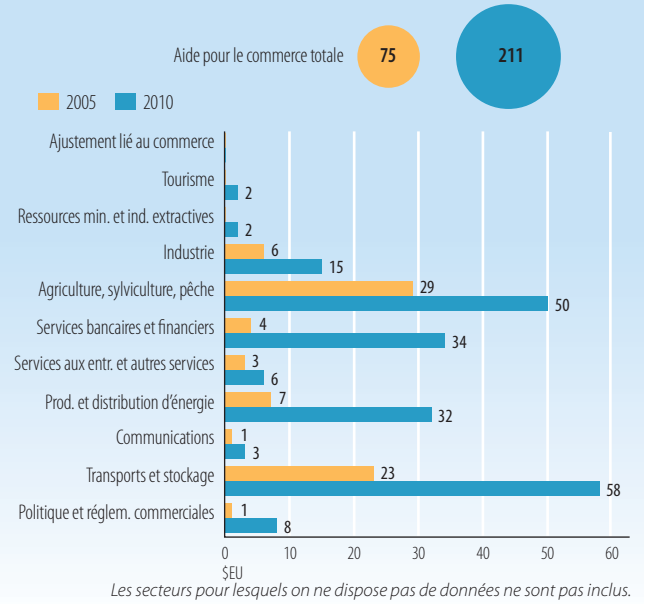
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Cambodge

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	1 188,6	1 787,5	1 820,6	53 %
dont : secteur public	339,0	652,1	728,2	115 %
dont : secteur privé	849,6	1 135,3	1 092,3	29 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	381,2	815,2	782,6	105 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	168,1	383,3	346,7	106 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	10,0	11,5	5,7	-44 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	75,4	140,4	211,0	180 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	199,7	325,2	369,5	85 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

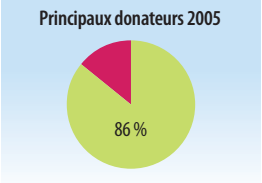


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

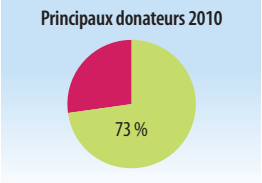
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	24,8	33
Banque mondiale	21,1	28
Australie	7,5	10
France	5,7	7
Allemagne	5,4	7



2010	valeur	%
Japon	55,7	26
Banque asiatique de dév.	46,3	22
Corée	20,6	10
Espagne	16,3	8
Allemagne	15,1	7



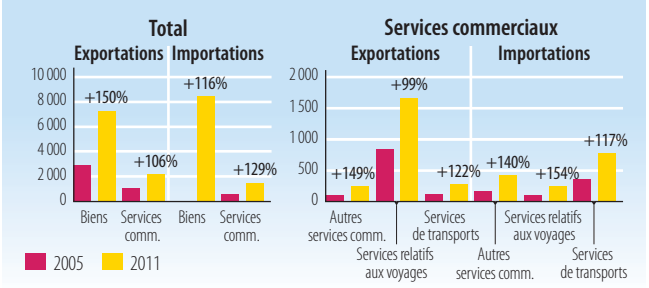
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	135	133	150	15
Export. de services commerciaux en % des export. totales	27	26	23	-4
Import. de services commerciaux en % des import. totales	14	13	15	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	23	25	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	60	61	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	53	États-Unis	34
Hong Kong, Chine	18	Hong Kong, Chine	25
UE (27)	17	UE (27)	17
Canada	4	Singapour	8
Singapour	2	Canada	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	29	Imprimés	32
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	24	Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	21
Imprimés	19	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	20
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	16	Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	12
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	2	Chaussures	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Hong Kong, Chine	18	Chine	24
Chine	17	Thaïlande	14
Taipei chinois	11	Hong Kong, Chine	11
Thaïlande	11	Viet Nam	10
UE (27)	9	Taipei chinois	10

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Étoffes de bonneterie, n.d.a.	17	Étoffes de bonneterie, n.d.a.	20
Tissus, fibres synthétiques et artificielles	15	Tissus, fibres synthétiques et artificielles	8
Produits pétroliers	7	Produits pétroliers	6
Appareils de photographie, etc., n.d.a.	5	Équipements de génie civil	4
Tabacs fabriqués	3	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	13,3	6,9
Nombre d'exportateurs	517	656
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,09	0,08
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	6
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	3
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	94	94
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	14,3	10,9
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	10,9	9,5
Exportations : moyenne pondérée appliquée	10,6	8,9
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	35,0	46,5

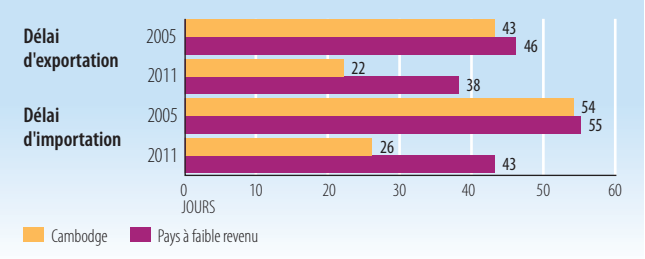
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

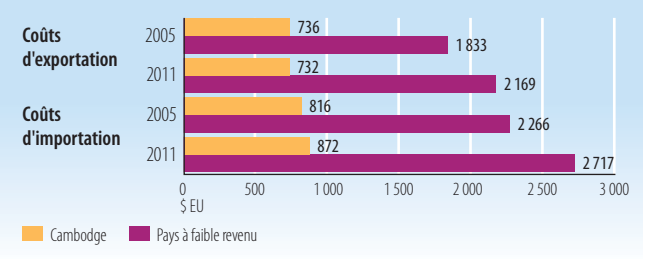
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

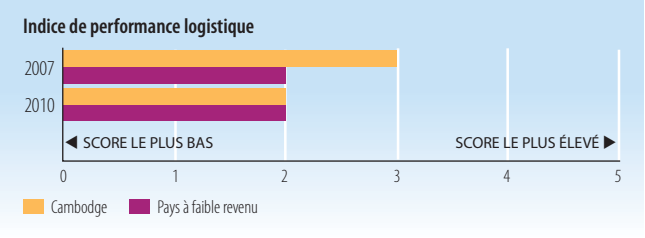
	2005	2010
Afrique	0,0	0,2
Asie	25,7	41,7
Communauté d'États indépendants	0,1	0,4
Europe	17,3	17,2
Moyen-Orient	0,1	0,3
Amérique du Nord	56,6	39,5
Amérique du Sud et centrale	0,1	0,6

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







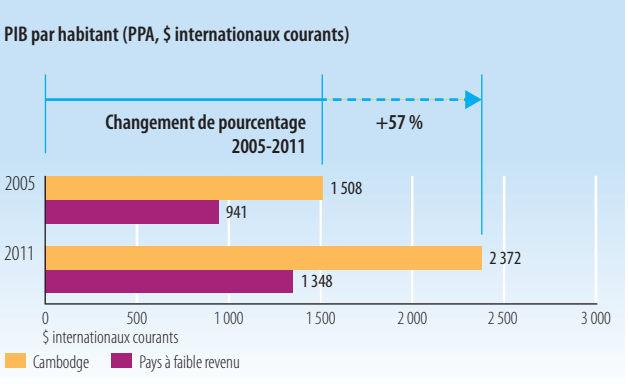
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

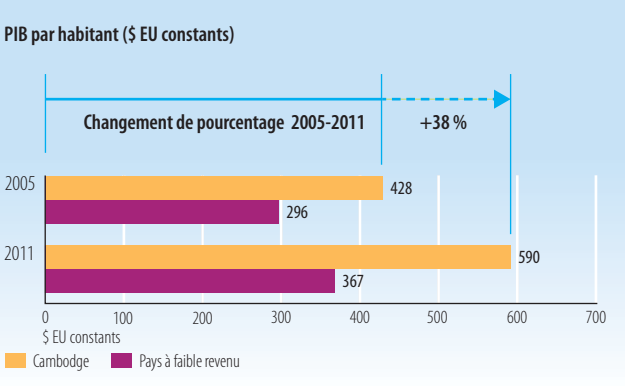
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	1,7
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	49,3	49,9
APD nette reçue (% du RNB)	8,9	6,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	27,1	21,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	0,8	0,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,49	0,52

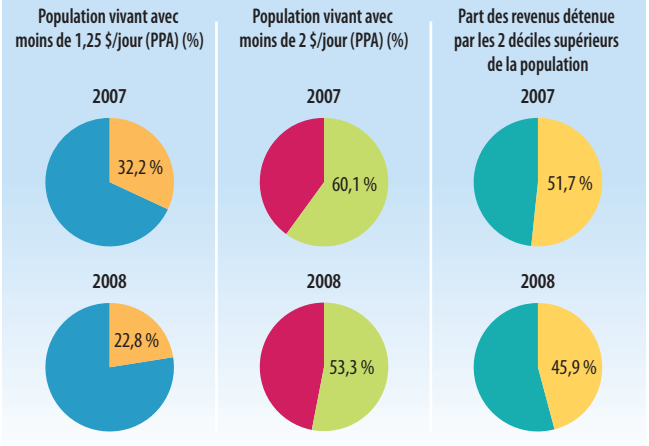
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844904

COLOMBIE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

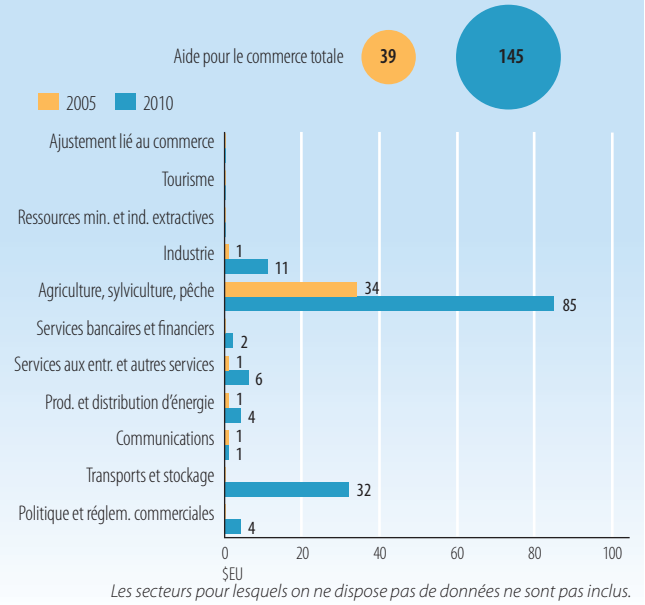
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Colombie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	28 813,4	50 583,4	66 576,1	131 %
dont : secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	10 252,0	10 619,6	6 899,3	-33 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	6 520,6	7 094,4	12 839,8	97 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	334,2	451,1	247,2	-26 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	38,7	164,4	145,4	275 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	3 345,6	4 884,1	4 058,0	21 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

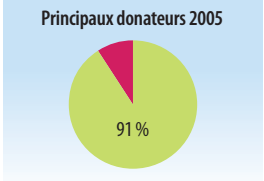


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

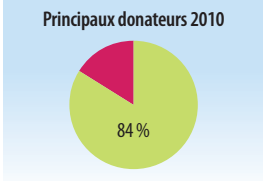
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
États-Unis	20,8	54
Pays-Bas	5,9	15
Institutions de l'UE	3,6	9
Allemagne	2,7	7
Espagne	2,3	6



2010	valeur	%
États-Unis	71,3	49
FODI	30,0	21
BIAD	8,8	6
Espagne	6,9	5
Allemagne	5,7	4



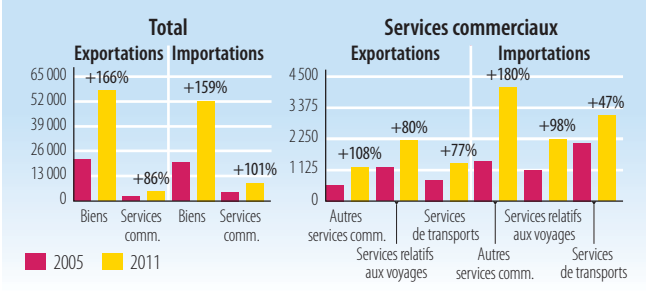
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	34	36	37	4
Export. de services commerciaux en % des export. totales	11	10	8	-3
Import. de services commerciaux en % des import. totales	19	16	15	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	33	31	22	-11
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	53	51	46	-8

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
États-Unis	42	États-Unis	39
UE-27	13	UE-27	16
Venezuela, Rép. bolivarienne du	10	Chili	4
Équateur	6	Chine	3
Pérou	3	Panama	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	19	Huiles brutes de pétrole	40
Houilles non agglomérées	12	Houilles non agglomérées	14
Café, succédané du café	8	Produits pétroliers	8
Produits pétroliers	7	Café, succédané du café	5
Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	4	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
États-Unis	28	États-Unis	25
UE-27	14	Chine	15
Mexique	8	UE-27	14
Chine	8	Mexique	11
Brésil	7	Brésil	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	8	Produits pétroliers	7
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Aéronefs et matériel connexe	5
Aéronefs et matériel connexe	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	5
Hydrocarbures et leurs dérivés, n.d.a.	3	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4
Produits laminés plats en fer, etc.	3	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,7	5,9
Nombre d'exportateurs	9 718	9 252
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,06	0,19
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	9
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	6
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	57	57
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	12,5	8,4
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	11,4	7,9
Exportations : moyenne pondérée appliquée	5,7	0,2
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	91,0	95,8

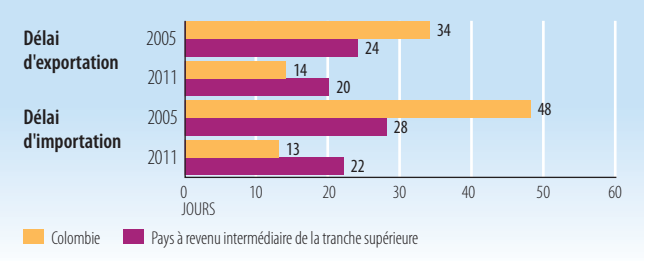
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

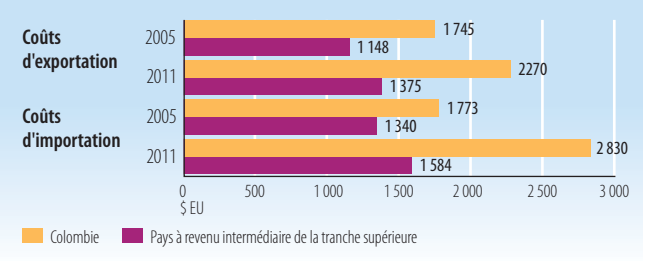
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

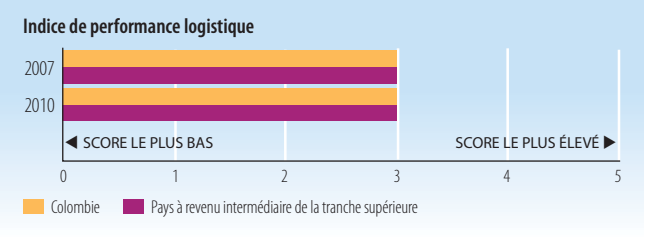
	2005	2011
Afrique	0,2	0,6
Asie	4,3	7,2
Communauté d'États indépendants	0,4	0,2
Europe	14,7	18,6
Moyen-Orient	1,1	1,3
Amérique du Nord	46,1	40,9
Amérique du Sud et centrale	31,4	30,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







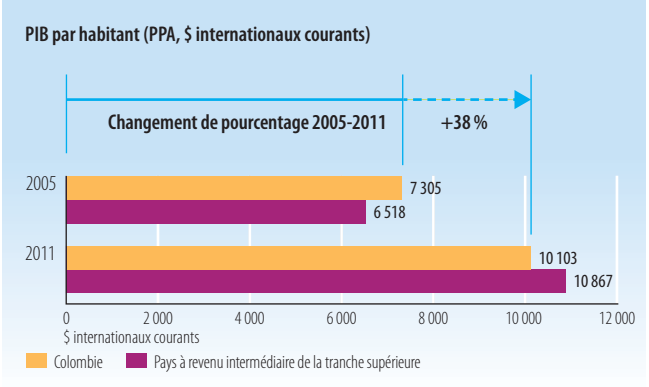
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

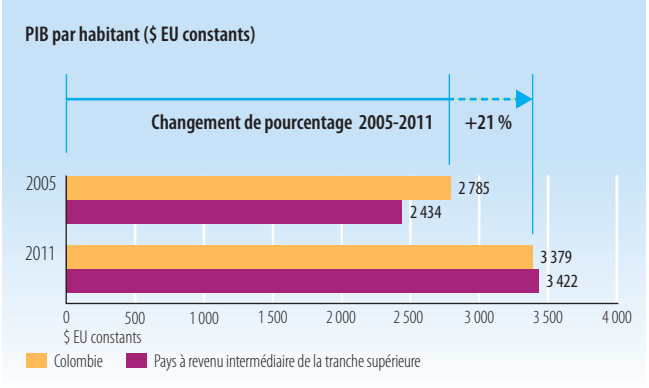
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	11,3	11,6
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	40,9	42,5
APD nette reçue (% du RNB)	0,4	0,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	6,5
Service total de la dette (% des exportations totales)	40,2	21,0
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,68	0,71

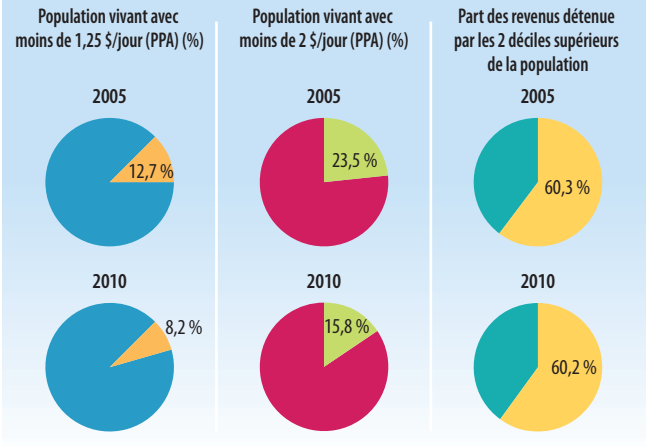
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844980

COMORES

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

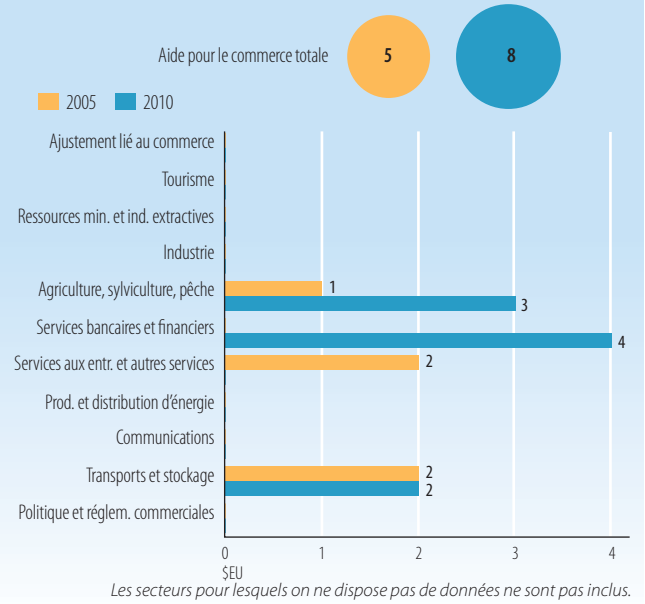
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour les Comores

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	36,0	75,7	n.d.	n.d.
dont : secteur public	17,4	49,1	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	18,6	26,6	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	0,6	7,5	9,4	1581 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	3,3	6,7	217,4	6568 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,1	0,0	2,6	4250 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	5,0	3,4	7,9	57 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

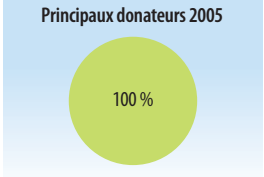


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

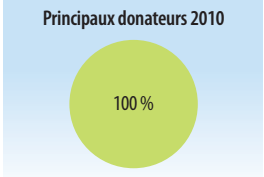
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
France	4,4	88
Banque mondiale	0,4	8
Belgique	0,1	3
Institutions de l'UE	0,0	1
Japon	0,0	1



2010	valeur	%
France	5,9	74
Institutions de l'UE	1,7	22
Banque mondiale	0,2	2
Japon	0,1	1
Turquie	0,0	0



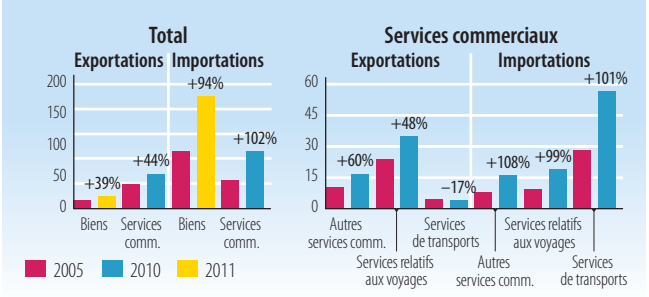
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	49	60	33	-17
Export. de services commerciaux en % des export. totales	73	86	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	33	30	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%		%
UE-27	84		
Inde	6		
Maurice	2	*Données non disponibles.*	
Émirats arabes unis	2		
Singapour	2		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%		%
Émirats arabes unis	30		
UE-27	26		
Afrique du Sud	17	*Données non disponibles.*	
Inde	4		
Pakistan	3		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,2	2,2
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	28,9	11,3
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,6	3,7
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	82,5	71,2

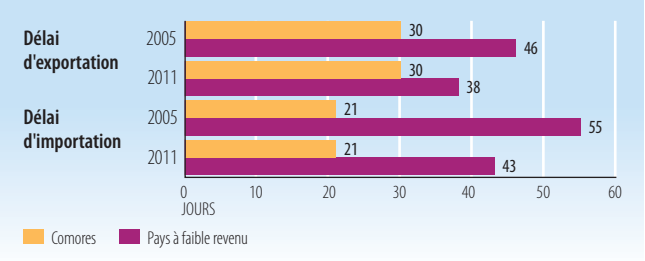
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

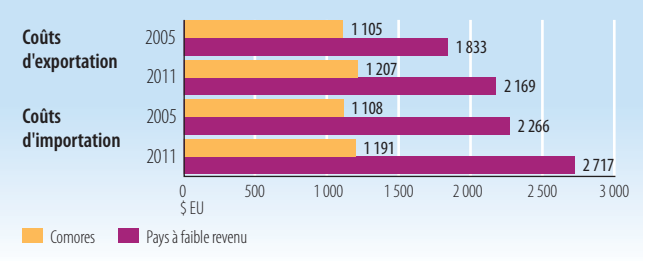
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

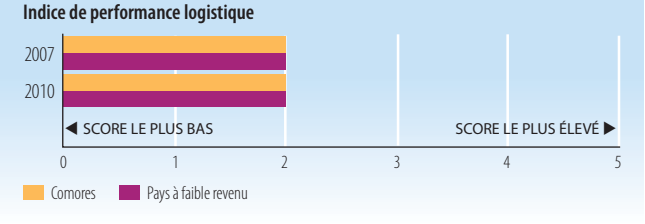
	2005	2011
Afrique	4,2	n.d.
Asie	9,6	n.d.
Communauté d'États indépendants	0,0	n.d.
Europe	84,2	n.d.
Moyen-Orient	1,8	n.d.
Amérique du Nord	0,0	n.d.
Amérique du Sud et centrale	0,0	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







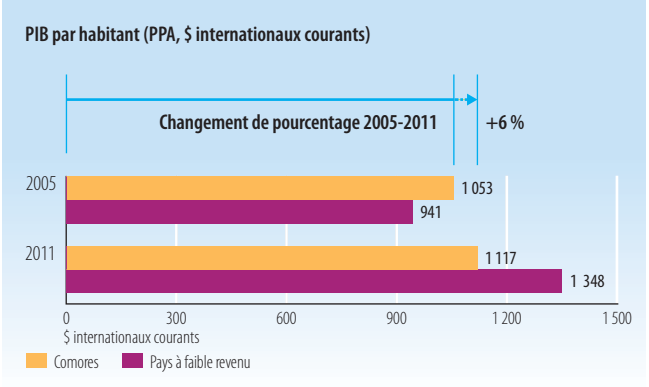
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

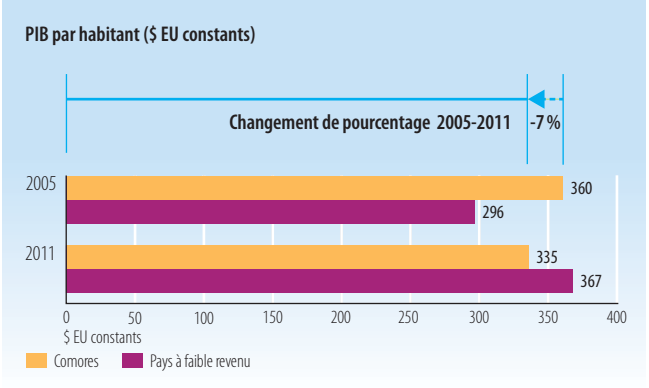
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	29,1	30,2
APD nette reçue (% du RNB)	5,9	12,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	6,7	14,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,43	0,43

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844999

CONGO

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

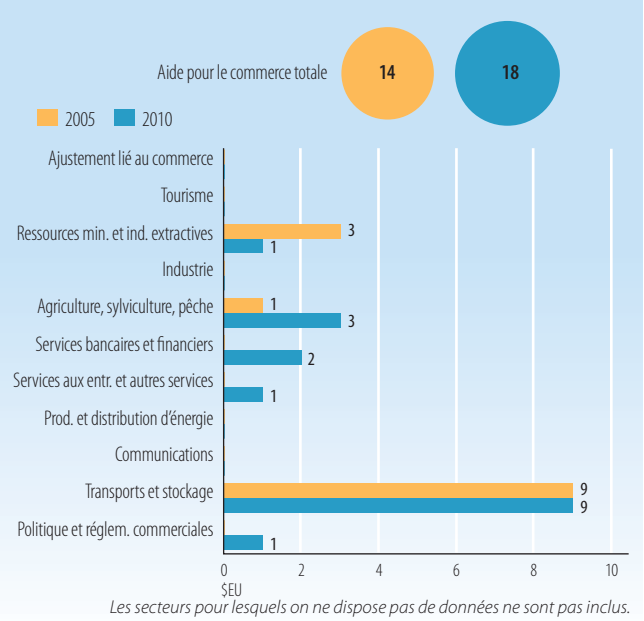
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Congo

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	1 200,5	2 137,1	2 434,1	103 %
dont : secteur public	380,2	1 051,6	1 208,3	218 %
dont : secteur privé	820,3	1 085,4	1 225,8	49 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	513,6	2 483,2	2 816,0	448 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	232,0	20,5	75,2	-68 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	13,6	37,2	18,4	35 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	11,4	14,8	14,8	30 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

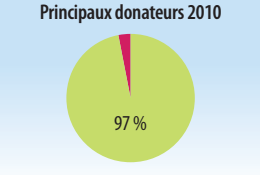
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	12,5	91
France	0,8	6
Institutions de l'UE	0,3	2
PNUD	0,0	0
Belgique	0,0	0



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	9,1	49
Banque mondiale	4,7	26
Banque africaine de dév.	1,9	10
France	1,8	10
Japon	0,4	2



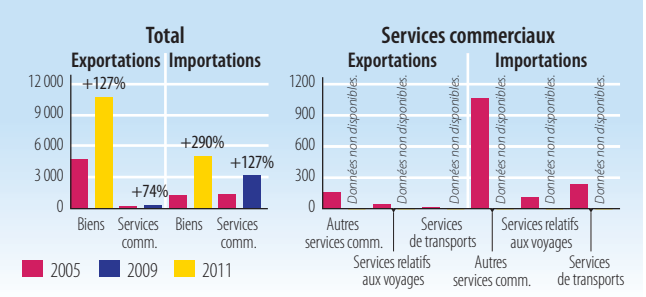
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	126	129	107	-19
Export. de services commerciaux en % des export. totales	4	4	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	52	54	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	3	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	23	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2007	%	2010	%
Huiles brutes de pétrole	84	Huiles brutes de pétrole	65
Navires, bateaux, engins flottants	8	Navires, bateaux, engins flottants	27
Produits pétroliers	2	Propane et butane liquéfiés	2
Bois bruts ou équarris	2	Bois bruts ou équarris	1
Bois simplement travaillés	1	Instruments de mesure et de vœux	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2007	%	2010	%
Navires, bateaux, engins flottants	65	Navires, bateaux, engins flottants	61
Produits pétroliers	4	Produits pétroliers	5
Instruments de mesure et de vœux	2	Équipements de génie civil	3
Équipements de génie civil	2	Articles manufacturés en métaux communs, n.d.a.	2
Médicaments	1	Chaux, ciment, matériaux de construction	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	7,8	4,5
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,71	0,45
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	4	4
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	18,4	17,8
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	0,6	0,4
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	85,3	93,8

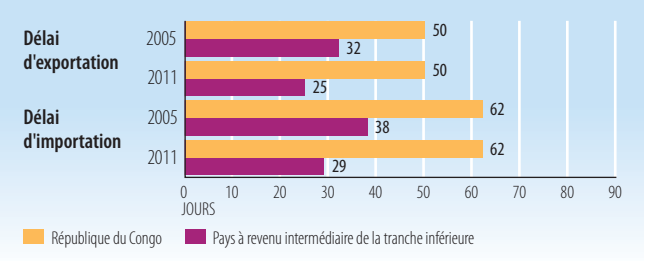
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

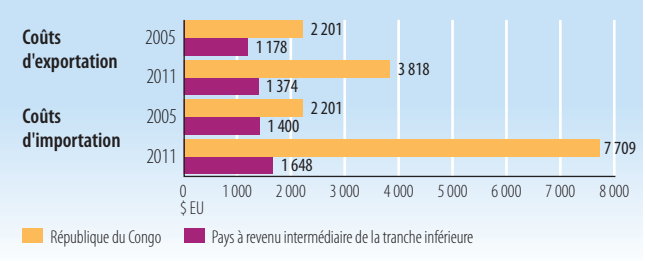
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

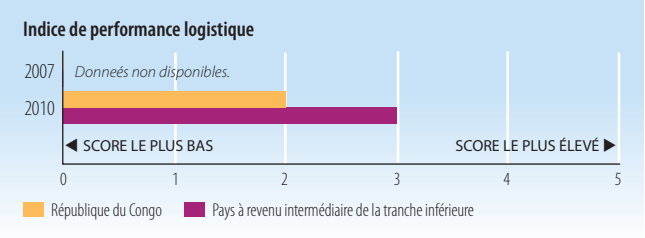
	2007	2010
Afrique	10,0	21,7
Asie	61,0	34,1
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	10,0	24,1
Moyen-Orient	0,0	0,1
Amérique du Nord	12,1	11,7
Amérique du Sud et centrale	6,0	2,8

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







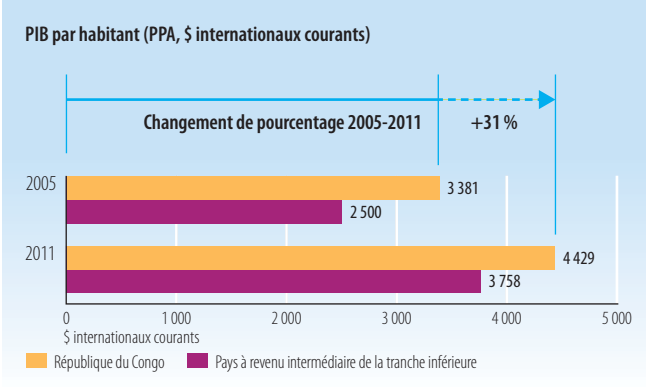
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

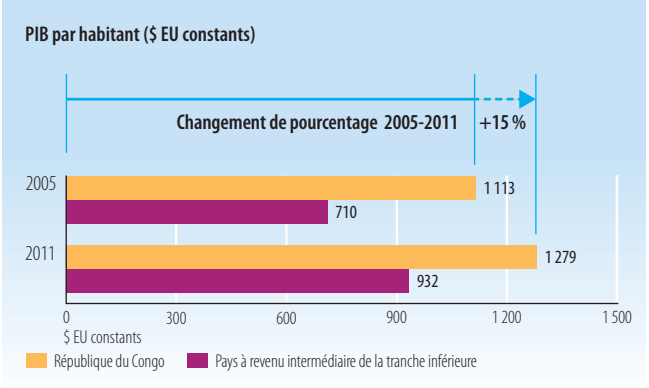
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	48,8	48,6
APD nette reçue (% du RNB)	35,4	14,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	17,0	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,2	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,51	0,53

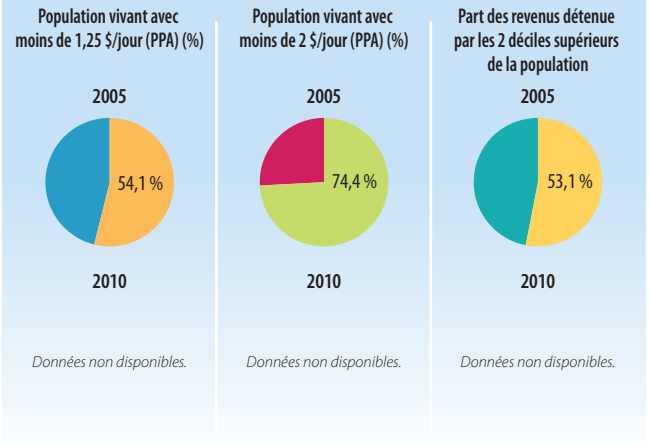
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845018

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

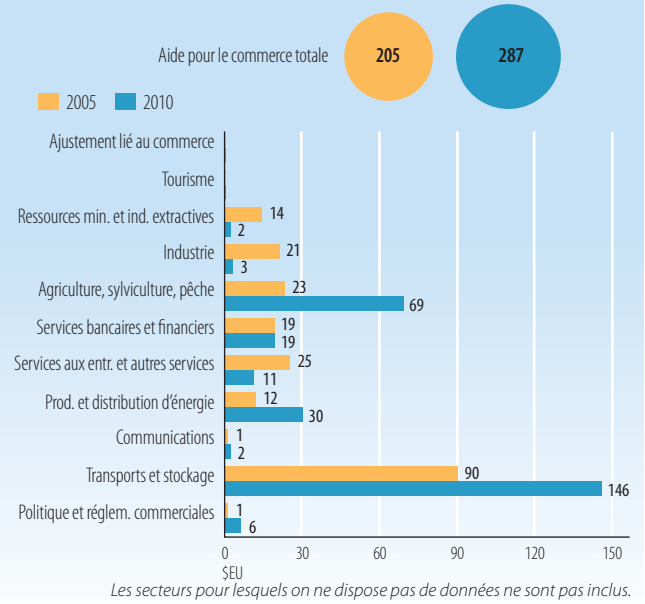
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le République démocratique du Congo

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	1 008,3	2 783,9	n.d.	n.d.
dont : secteur public	262,6	1 466,8	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	745,7	1 317,0	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	n.d.	1 726,8	2 939,3	n.d.
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	288,1	99,9	116,0	-60 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	204,7	261,8	287,5	40 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

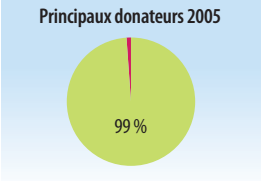


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

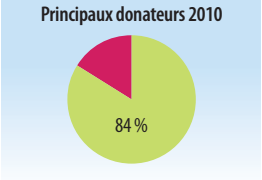
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	172,9	84
Institutions de l'UE	18,2	9
Belgique	6,1	3
Royaume-Uni	3,2	2
Allemagne	2,8	1



2010	valeur	%
Banque mondiale	88,3	31
Institutions de l'UE	52,6	18
Banque africaine de dév.	40,8	14
Belgique	35,4	12
Royaume-Uni	23,1	8



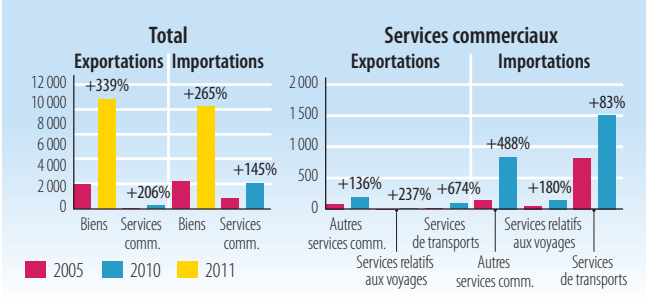
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	86	135	130	44
Export. de services commerciaux en % des export. totales	4	5	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	27	22	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	7,8	6,9
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	12	12
Droits de douane (%)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations : moyenne pondérée appliquée	n.d.	n.d.
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	n.d.	n.d.

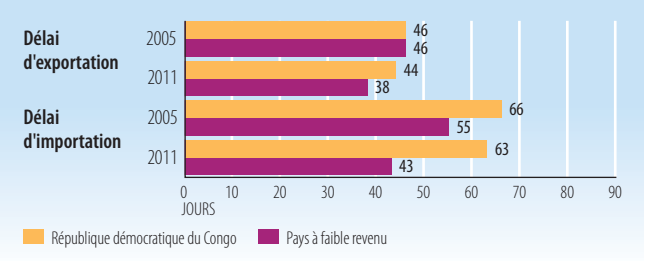
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

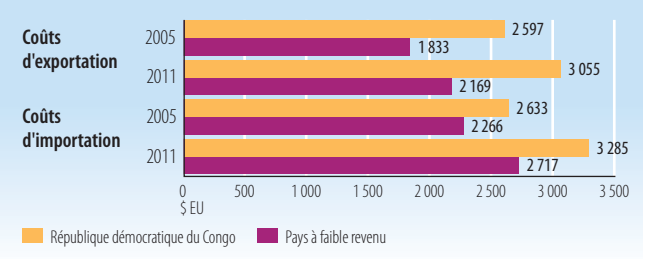
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

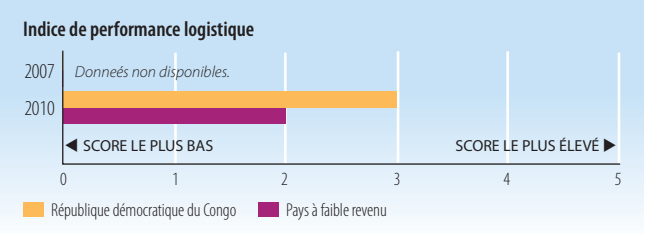
	2005	2011
Afrique	n.d.	n.d.
Asie	n.d.	n.d.
Communauté d'États indépendants	n.d.	n.d.
Europe	n.d.	n.d.
Moyen-Orient	n.d.	n.d.
Amérique du Nord	n.d.	n.d.
Amérique du Sud et centrale	n.d.	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







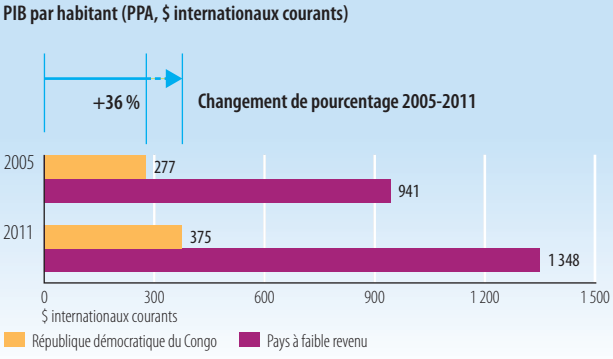
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

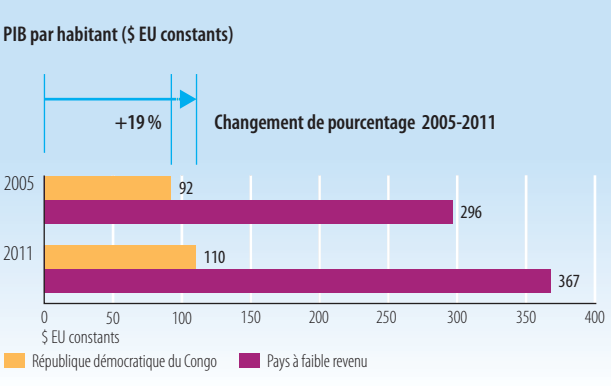
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	50,2	49,9
APD nette reçue (% du RNB)	28,2	29,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	32,9	34,5
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,8	3,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,26	0,28

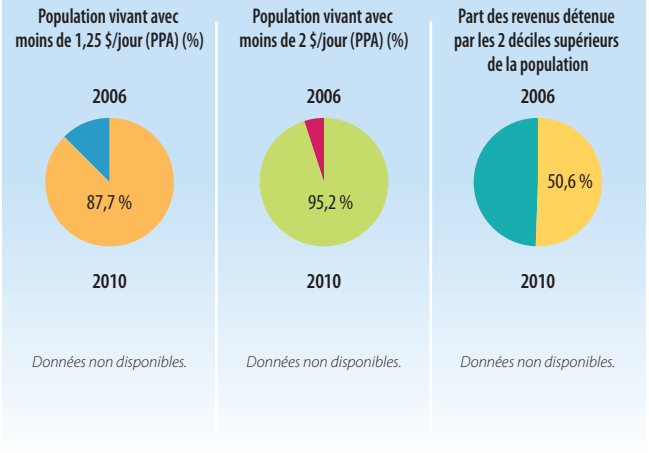
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845037

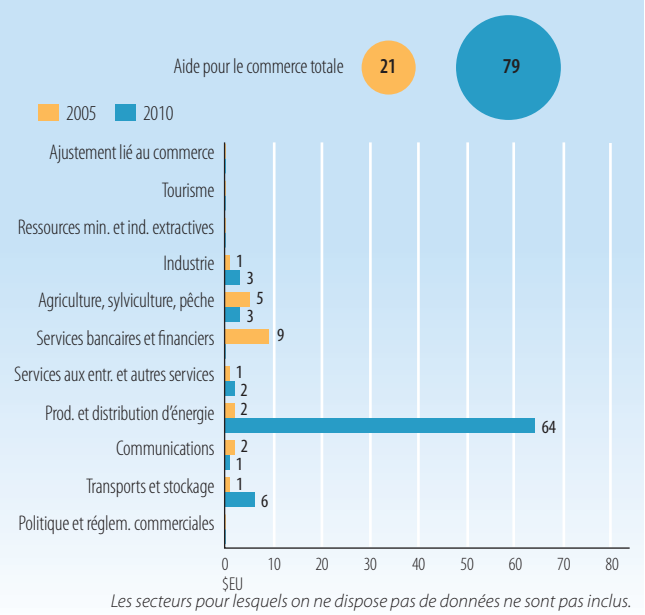
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Costa Rica

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ :05-10
Formation brute de capital fixe	3 740,6	7 038,3	7 025,5	88 %
dont : secteur public	211,6	653,8	n.d.	n.d.
dont : secteur privé	3 528,9	6 384,5	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	861,0	2 078,2	1 465,6	70 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	985,6	1 114,6	1 503,9	53 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	4,6	28,6	212,9	4496 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	21,5	52,4	78,6	266 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	420,3	604,8	551,8	31 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

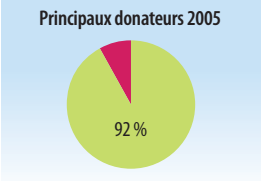


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

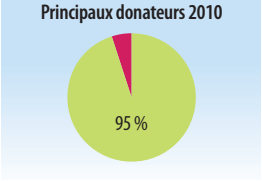
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE : PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	5,3	25
Norvège	5,2	24
Belgique	3,5	16
Allemagne	3,1	14
Suisse	2,5	12



2010	valeur	%
Japon	65,3	83
Allemagne	6,7	8
BIAD	1,0	1
Belgique	1,0	1
Espagne	1,0	1



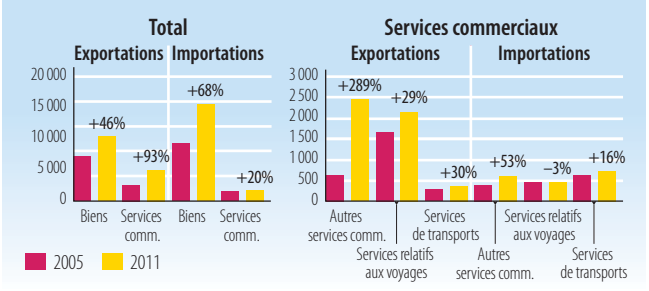
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ :05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	102	101	80	-23
Export. de services commerciaux en % des export. totales	27	30	32	6
Import. de services commerciaux en % des import. totales	14	11	10	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	54	56	55	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	57	54	49	-8

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	43	États-Unis	37
UE-27	17	UE-27	18
Hong Kong, Chine	7	Hong Kong, Chine	5
Guatemala	4	Panama	5
Nicaragua	4	Nicaragua	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	13	Transistors, valves, etc.	19
Transistors, valves, etc.	11	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	15
Parties de machines et appareils de bureau	9	Instruments médicaux, n.d.a.	8
Instruments médicaux, n.d.a.	7	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	4
Café, succédané du café	4	Café, succédané du café	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	41	États-Unis	47
UE-27	13	UE-27	8
Japon	6	Chine	7
Venezuela, Rép. bolivarienne du	5	Mexique	6
Mexique	5	Japon	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Transistors, valves, etc.	17	Produits pétroliers	11
Produits pétroliers	8	Transistors, valves, etc.	8
Médicaments	3	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4
Papiers et cartons	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,9	4,2
Nombre d'exportateurs	2 500	2 802
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,03	0,05
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	8
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	6
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	20	20
Droits de douane (%)		
Importations : moyenne simple des droits NPF appliqués	5,9	5,4
Importations : moyenne pondéré des droits NPF appliqués	4,3	4,0
Exportations : moyenne pondérée appliquée	7,3	0,1
Exportations : franchise de droits (valeur en %)	86,7	99,4

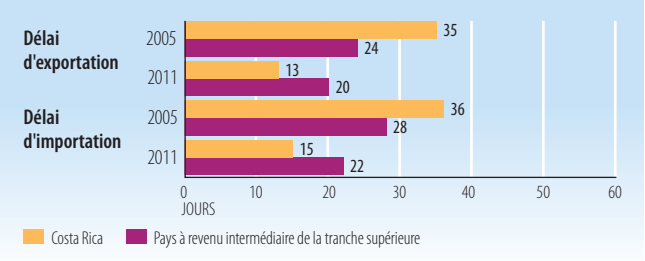
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

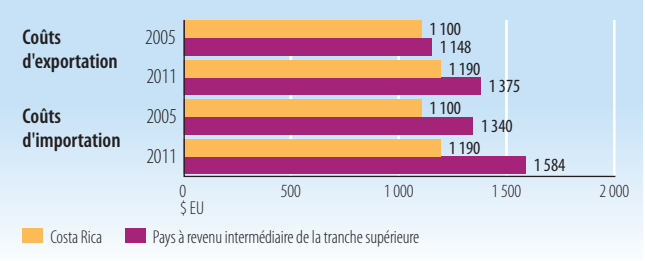
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

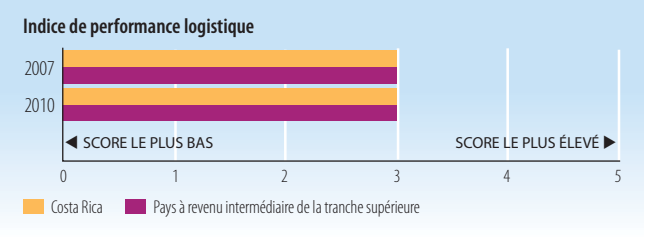
	2005	2011
Afrique	0,1	0,1
Asie	14,5	12,5
Communauté d'États indépendants	0,3	0,3
Europe	17,5	17,7
Moyen-Orient	0,1	0,2
Amérique du Nord	46,3	42,0
Amérique du Sud et centrale	21,2	27,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







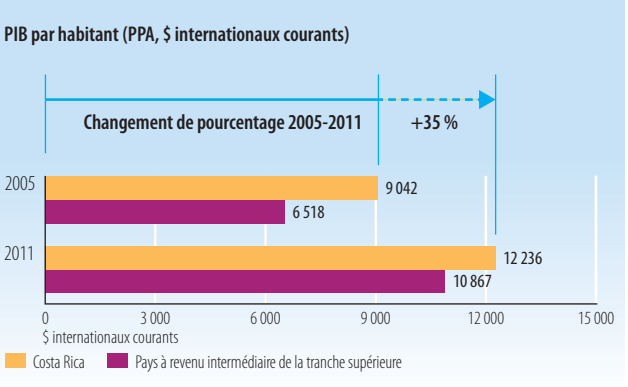
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

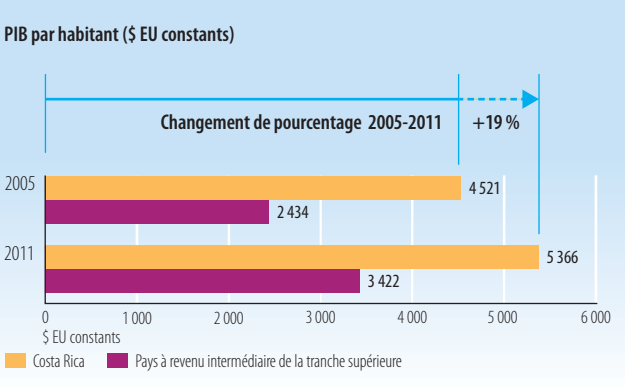
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	6,6	7,8
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	34,8	36,2
APD nette reçue (% du RNB)	0,1	0,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	4,9
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,0	7,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,72	0,74

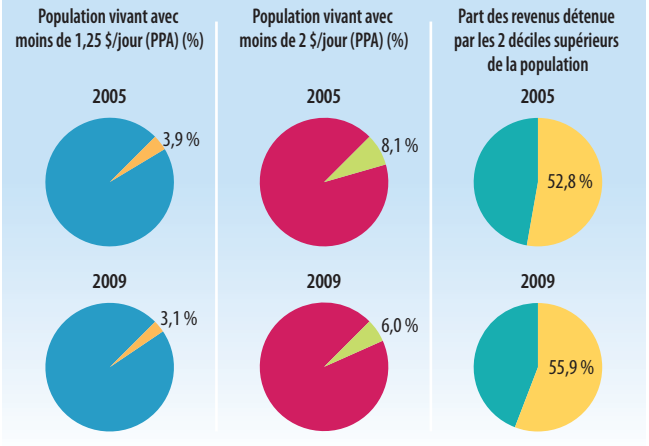
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845056

CÔTE D'IVOIRE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

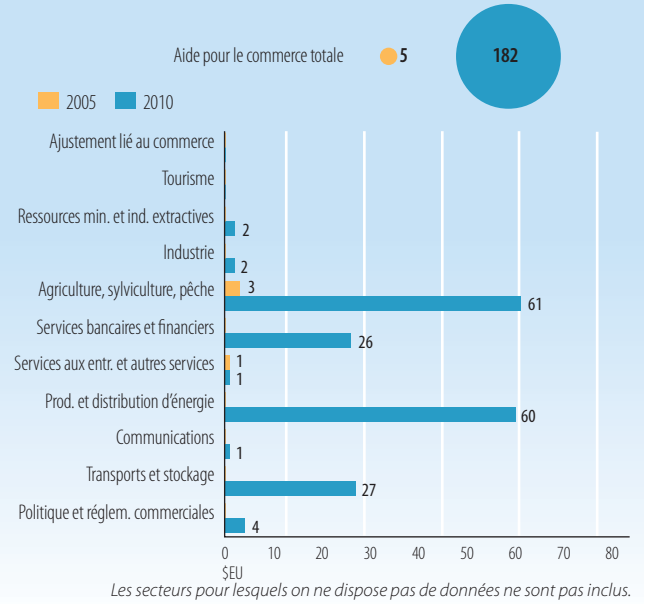
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Cote d'Ivoire

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 593,1	2 374,4	3 155,8	98 %
dont: secteur public	446,1	713,7	1 057,4	137 %
dont: secteur privé	1 147,0	1 660,7	2 098,4	83 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	311,9	446,1	417,9	34 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	55,0	117,8	126,9	131 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	6,8	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	4,8	243,5	182,3	3734 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	163,2	198,9	179,0	10 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

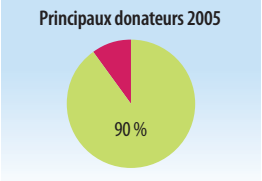


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

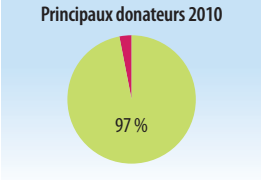
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
France	1,3	28
Allemagne	1,3	27
Banque africaine de dév.	0,7	15
Belgique	0,5	11
Institutions de l'UE	0,4	9



2010	valeur	%
Banque mondiale	95,9	53
Institutions de l'UE	29,8	16
Royaume-Uni	25,7	14
Japon	17,8	10
Belgique	6,9	4



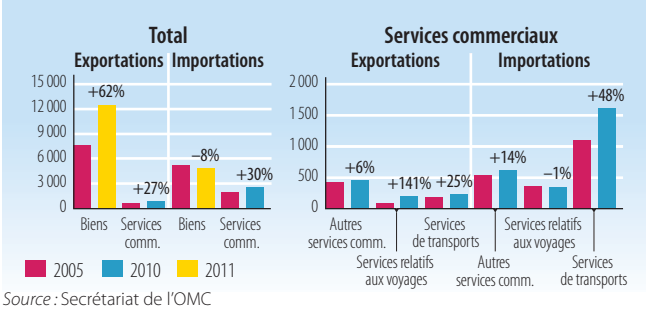
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	96	89	72	-24
Export. de services commerciaux en % des export. totales	8	8	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	27	26	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	46	48	64	18
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	27	30	32	6

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	42	UE-27	39
États-Unis	14	États-Unis	10
Nigéria	8	Ghana	8
Panama	4	Nigéria	7
Burkina Faso	3	Burkina Faso	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Cacao	27	Cacao	37
Produits pétroliers	20	Huiles brutes de pétrole	12
Huiles brutes de pétrole	7	Produits pétroliers	12
Armes et munitions	6	Caoutchouc, etc., naturel	10
Navires, bateaux, engins flottants	5	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	41	Nigéria	26
Nigéria	25	UE-27	25
Singapour	7	Chine	7
Chine	3	Thaïlande	4
États-Unis	2	Colombie	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	27	Huiles brutes de pétrole	26
Armes et munitions	8	Riz	8
Navires, bateaux, engins flottants	6	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	5
Riz	4	Médicaments	4
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	3	Froment et méteil non moulus	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	1,3	-4,7
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,08	0,11
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	29	29
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	7,5
Exportations: moyenne pondérée appliquée	3,5	0,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	87,0	90,0

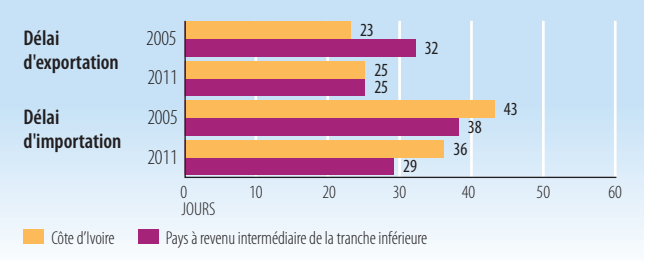
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

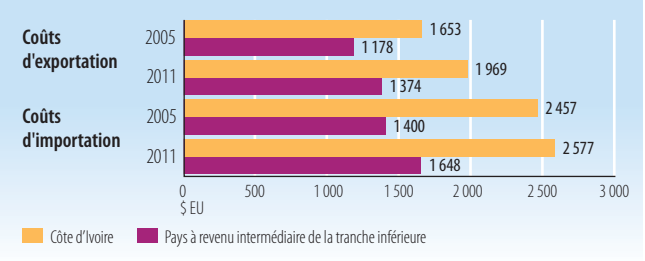
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

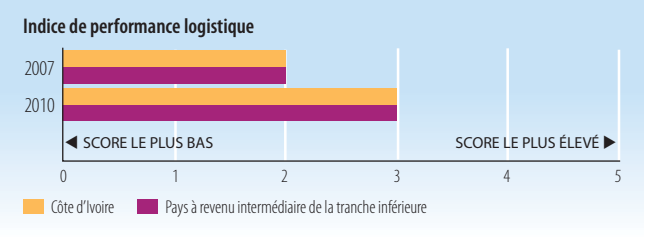
	2005	2011
Afrique	29,8	30,0
Asie	5,1	9,0
Communauté d'États indépendants	1,6	0,2
Europe	43,2	40,2
Moyen-Orient	0,5	0,2
Amérique du Nord	14,4	18,3
Amérique du Sud et centrale	5,2	1,4

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







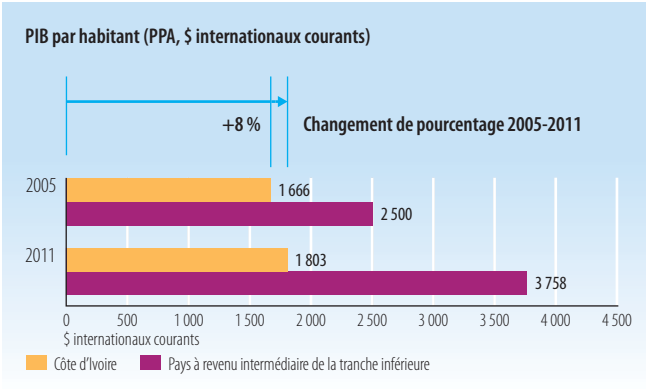
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

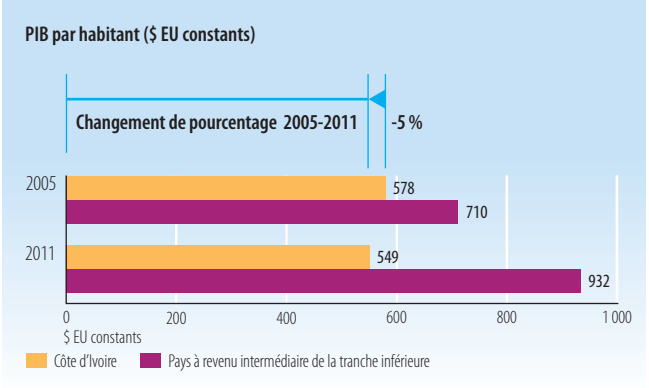
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	36,2	37,4
APD nette reçue (% du RNB)	0,6	3,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	41,2	35,9
Service total de la dette (% des exportations totales)	3,5	9,5
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,38	0,40

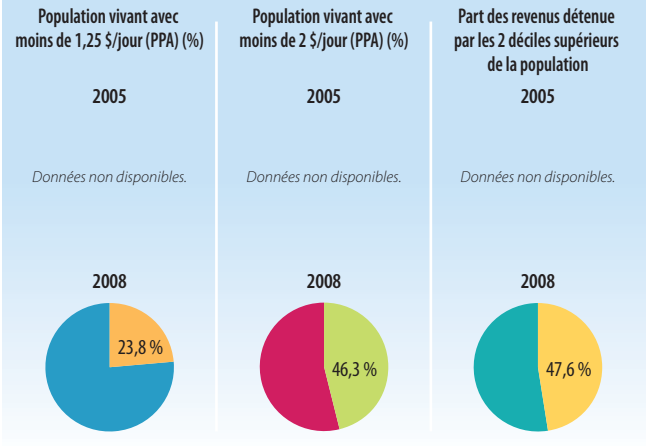
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845075

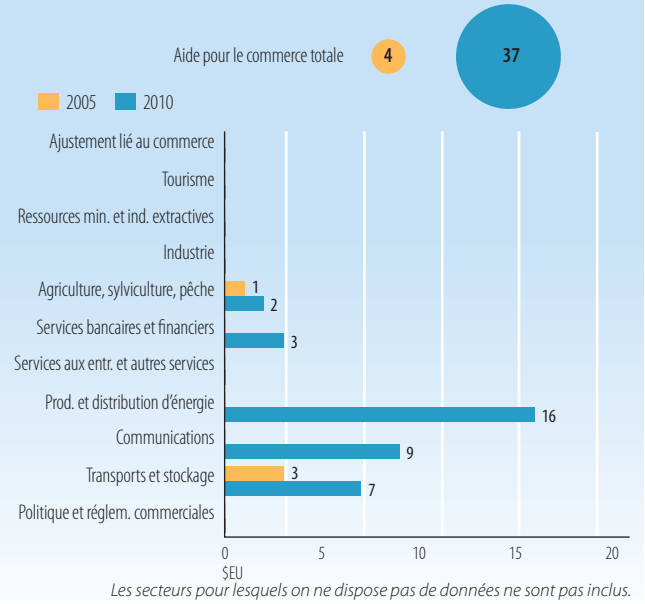
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Djibouti

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	134,5	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	65,9	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	68,6	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	22,2	227,7	36,5	64 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	26,5	52,0	37,3	40 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	21,3	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	3,5	16,3	37,2	957 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	25,8	30,3	32,7	26 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

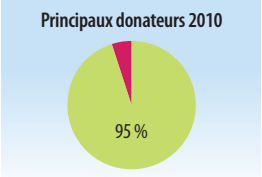
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	2,3	66
Japon	0,4	12
Banque africaine de dév.	0,4	12
France	0,3	7
Banque mondiale	0,1	2



2010	valeur	%
Japon	17,1	46
Koweït	6,6	18
États-Unis	4,8	13
Banque africaine de dév.	3,9	11
Institutions de l'UE	3,1	8



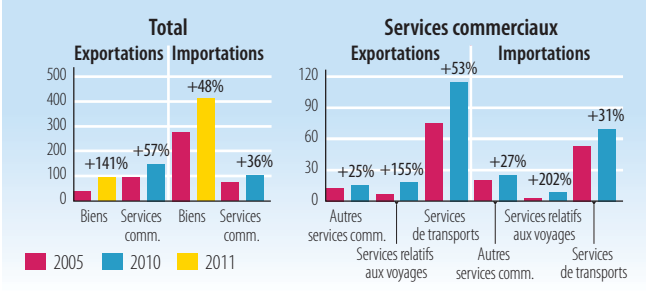
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	69	91	n.d.	n.d.
Export. de services commerciaux en % des export. totales	71	66	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	22	17	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%	2009	%
		Éthiopie	35
		UE-27	21
Données non disponibles.		Somalie	12
		Brésil	9
		Qatar	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%	2009	%
		Véhicules spéciaux de transport de marchandises	15
		Ouvrages en caoutchouc, n.d.a.	12
Données non disponibles.		Machines agricoles (à l'exclusion des tracteurs)	9
		Lait et crème de lait	8
		Parties de tracteurs et véhicules automobiles	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

	%	2009	%
		UE-27	37
		Émirats arabes unis	18
Données non disponibles.		Arabie saoudite, Royaume	6
		Japon	5
		Éthiopie	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%	2009	%
		Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	8
		Produits pétroliers	6
Données non disponibles.		Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	6
		Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	6
		Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,2	5,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,06
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	13	13
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	28,1	21,0
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	17,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	6,4	0,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	59,9	91,7

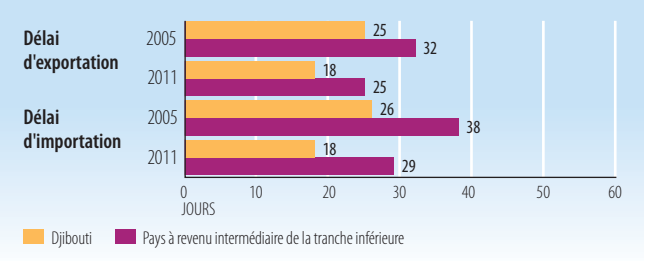
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

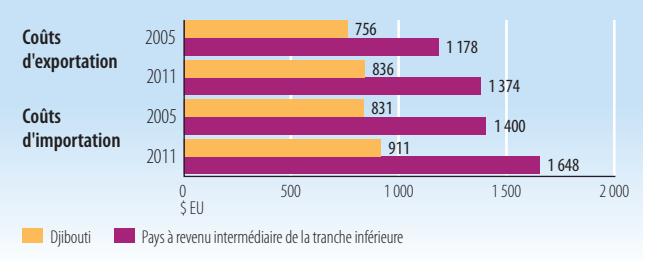
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

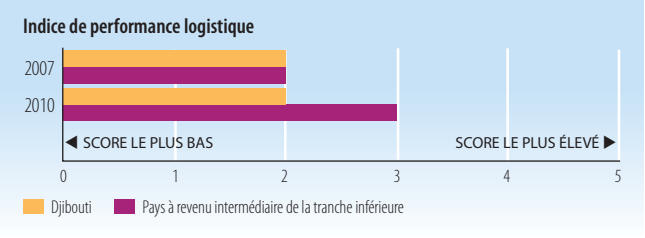
	2005	2009
Afrique	n.d.	49,4
Asie	n.d.	4,6
Communauté d'États indépendants	n.d.	0,0
Europe	n.d.	20,7
Moyen-Orient	n.d.	11,5
Amérique du Nord	n.d.	0,5
Amérique du Sud et centrale	n.d.	8,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







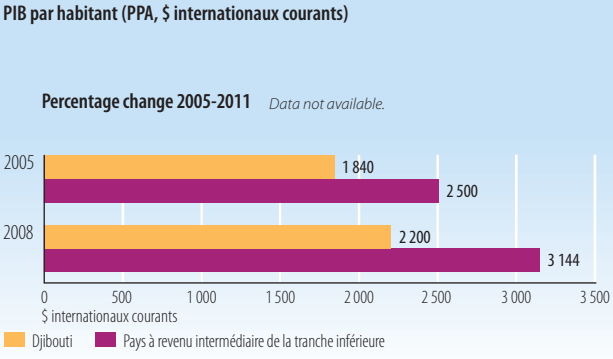
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

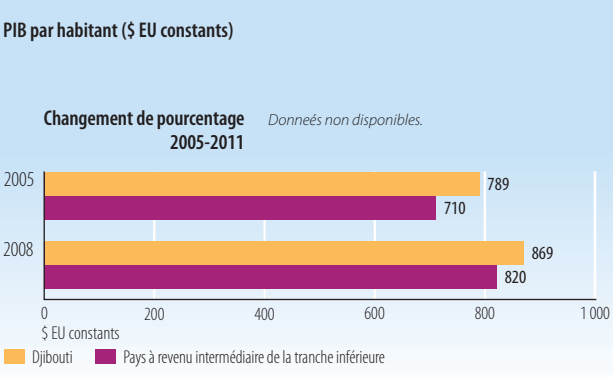
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	33,7	34,8
APD nette reçue (% du RNB)	9,6	14,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	4,9	7,5
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,40	0,43

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845094

DOMINIQUE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

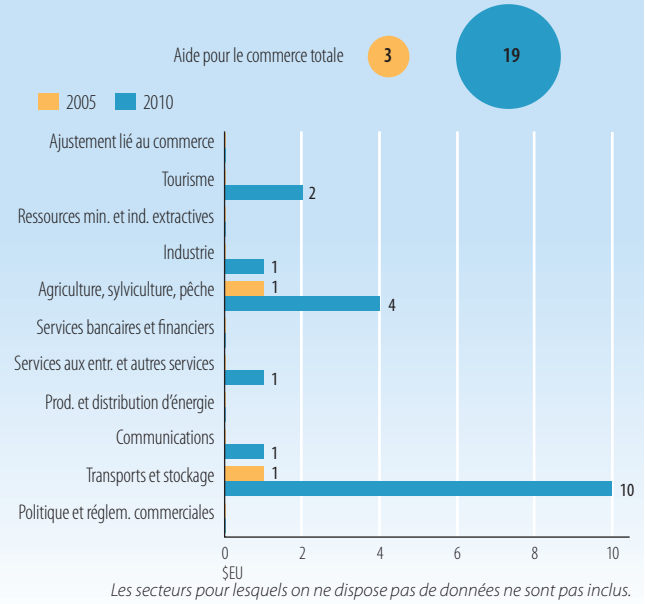
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Dominique

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	86,0	117,8	105,2	22 %
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	19,2	56,5	24,3	27 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	8,0	11,1	29,4	269 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,3	0,0	0,0	-100 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	3,1	11,6	18,5	505 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	25,0	26,1	26,2	5 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

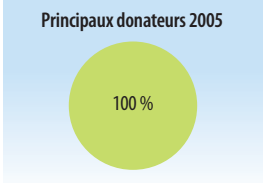


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

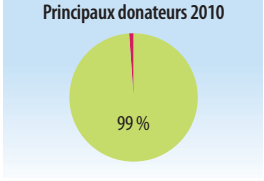
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	2,0	64
Japon	0,5	16
Banque mondiale	0,4	14
Belgique	0,2	5



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	11,0	59
France	3,1	16
Koweït	2,2	12
Japon	2,0	11
Banque mondiale	0,2	1



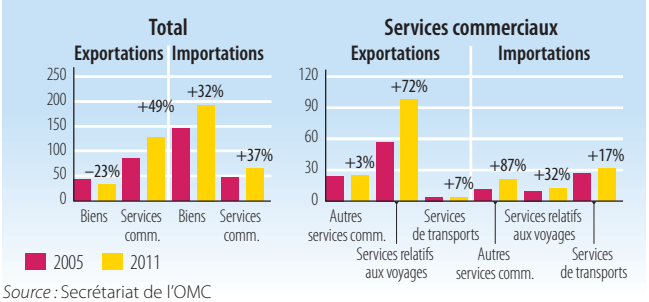
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	88	97	87	-1
Export. de services commerciaux en % des export. totales	67	73	79	13
Import. de services commerciaux en % des import. totales	25	24	25	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	17	25	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	37	39	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	28	Saint-Kitts-et-Nevis	18
Jamaïque	13	Jamaïque	17
Antigua-et-Barbuda	11	UE-27	17
Trinité-et-Tobago	9	Trinité-et-Tobago	14
Sainte-Lucie	7	Antigua-et-Barbuda	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Savons, produits d'entretien et détersifs	28	Savons, produits d'entretien et détersifs	40
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	25	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	14
Produits de parfumerie, cosmétiques, etc.	14	Imprimés	13
Pigments, peintures, etc.	7	Légumes	6
Pierres, sables et graviers	6	Pigments, peintures, etc.	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	37	États-Unis	42
Trinité-et-Tobago	21	Trinité-et-Tobago	15
UE-27	13	UE-27	8
Japon	5	Venezuela, Rép. bolivarienne du	7
Barbade	3	Japon	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	12	Produits pétroliers	16
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5	Autres viandes, abats	3
Papiers et cartons découpés, etc.	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2
Autres viandes, abats	3	Huiles et graisses d'origine animale	2
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	Papiers et cartons découpés, etc.	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	-0,4	1,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,11	0,14
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	20	20
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,9	10,2
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	12,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	16,8	4,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	50,0	75,4

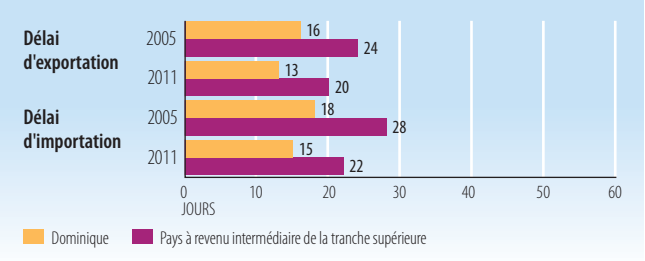
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

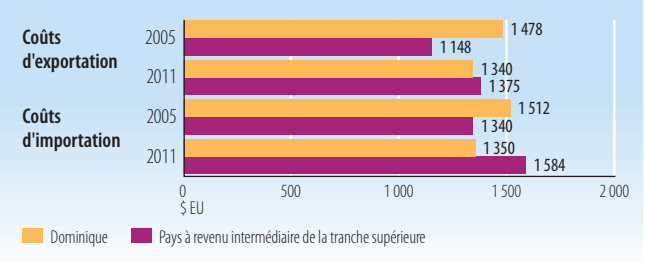
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

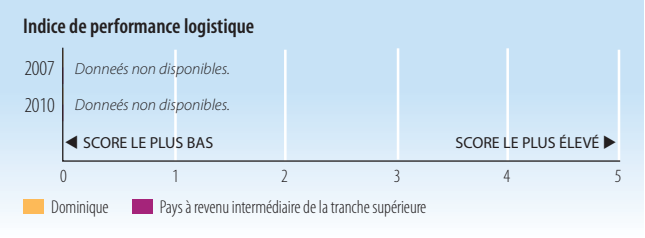
	2005	2010
Afrique	0,0	0,0
Asie	0,0	0,0
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	27,8	16,8
Moyen-Orient	0,0	0,0
Amérique du Nord	4,8	3,9
Amérique du Sud et centrale	60,7	75,4

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







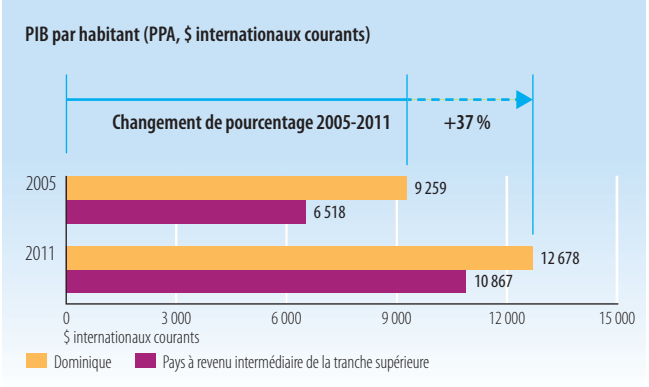
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

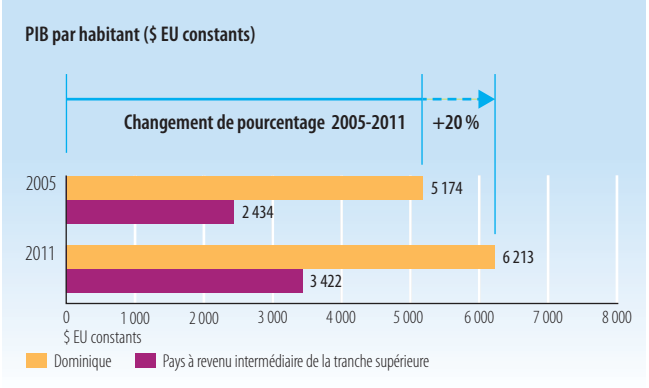
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	n.d.	n.d.
APD nette reçue (% du RNB)	6,2	7,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	12,0	9,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,71	0,72

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845113

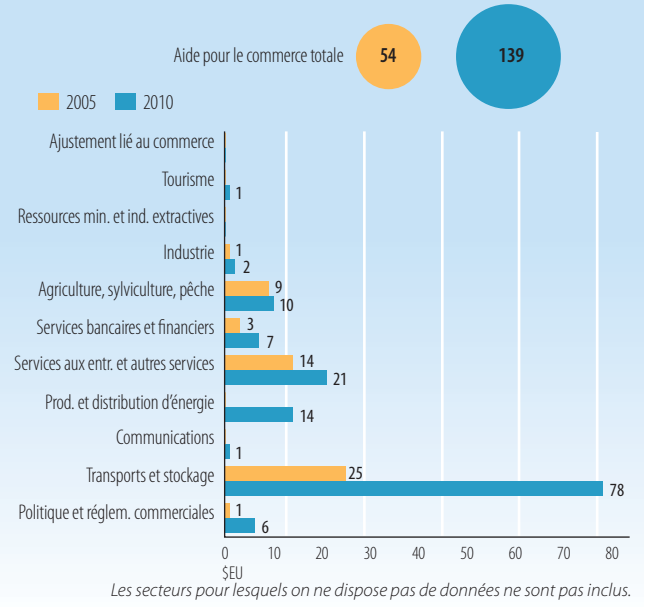
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour El Salvador

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 611,0	3 257,7	2 852,5	9 %
dont: secteur public	402,0	520,0	483,9	20 %
dont: secteur privé	2 209,0	2 737,7	2 368,6	7 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	55,1	371,2	-5,3	-110 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	1 221,9	1 042,2	1 054,8	-14 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	25,0	1,0	29,7	19 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	53,6	76,7	138,9	159 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	3 029,7	3 758,1	3 449,4	14 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

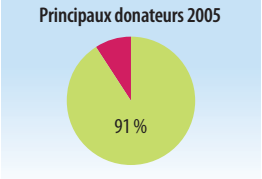


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

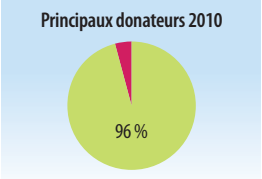
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	26,4	49
États-Unis	11,0	20
Espagne	5,0	9
Institutions de l'UE	4,0	7
Allemagne	2,1	4



2010	valeur	%
États-Unis	109,4	79
Espagne	9,2	7
Allemagne	6,3	5
Institutions de l'UE	5,3	4
Japon	3,4	2



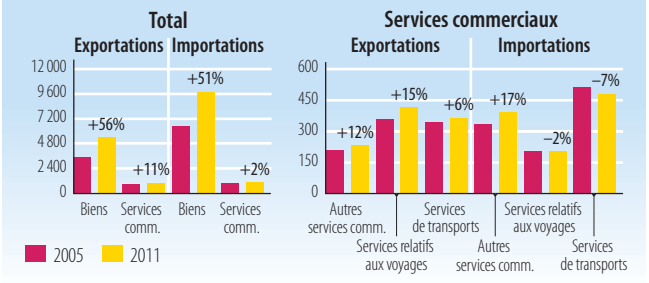
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	70	76	75	5
Export. de services commerciaux en % des export. totales	21	18	16	-5
Import. de services commerciaux en % des import. totales	14	12	10	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	25	34	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	44	47	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	53	États-Unis	48
Honduras	14	Guatemala	14
Guatemala	12	Honduras	13
UE-27	5	Nicaragua	5
Nicaragua	5	UE-27	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	27	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	23
Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	6	Café, succédané du café	5
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	6	Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	5
Café, succédané du café	5	Machines et appareils électriques, n.d.a.	4
Machines et appareils électriques, n.d.a.	4	Sucres, mélasses et miel	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	37	États-Unis	37
Guatemala	9	Guatemala	9
Mexique	8	Mexique	9
UE-27	7	UE-27	7
Brésil	4	Chine	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	7	Produits pétroliers	8
Étoffes de bonneterie, n.d.a.	7	Huiles brutes de pétrole	6
Huiles brutes de pétrole	5	Étoffes de bonneterie, n.d.a.	5
Médicaments	3	Médicaments	3
Transactions spéciales non classées	3	Fils textiles	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,6	1,5
Nombre d'exportateurs	2 471	2 569
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,04	0,04
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	8
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	7
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	29	29
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,9	5,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	6,7	6,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	10,1	0,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	43,2	97,6

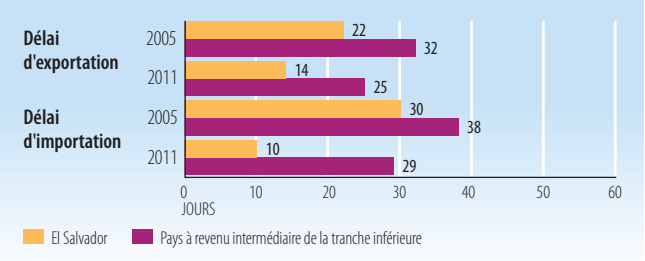
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

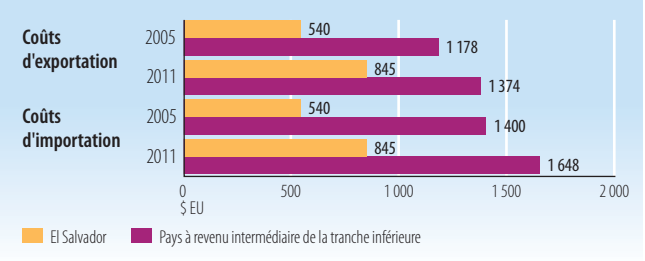
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

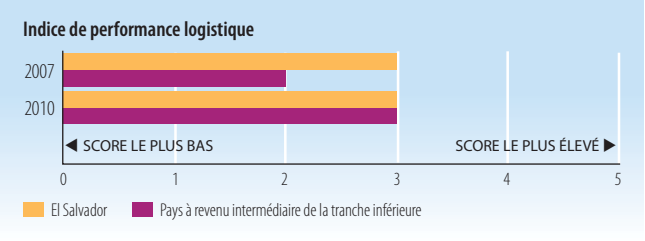
	2005	2010
Afrique	0,0	0,1
Asie	1,1	1,8
Communauté d'États indépendants	0,7	0,4
Europe	5,2	4,3
Moyen-Orient	0,0	0,0
Amérique du Nord	54,8	51,6
Amérique du Sud et centrale	38,2	41,8

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







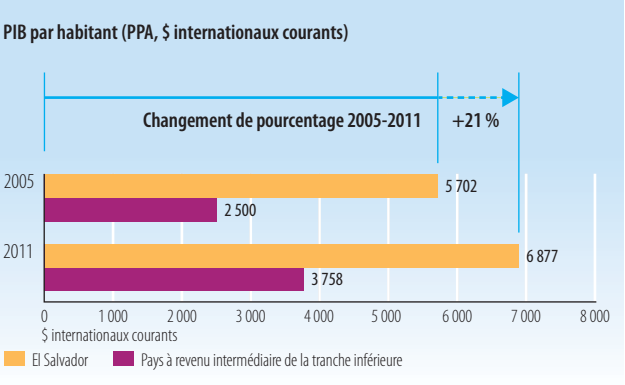
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

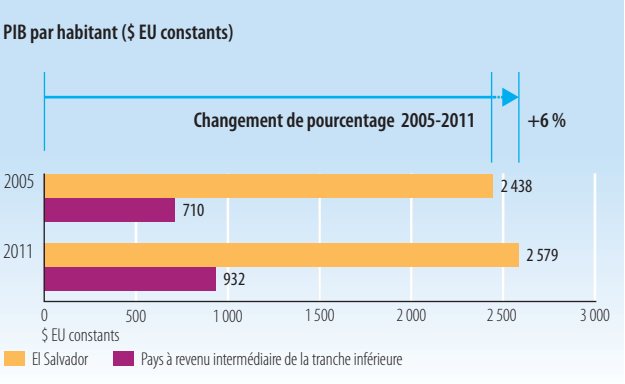
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	7,2	7,3
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	40,4	41,4
APD nette reçue (% du RNB)	1,2	1,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	8,3	4,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	18,5	19,0
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,65	0,67

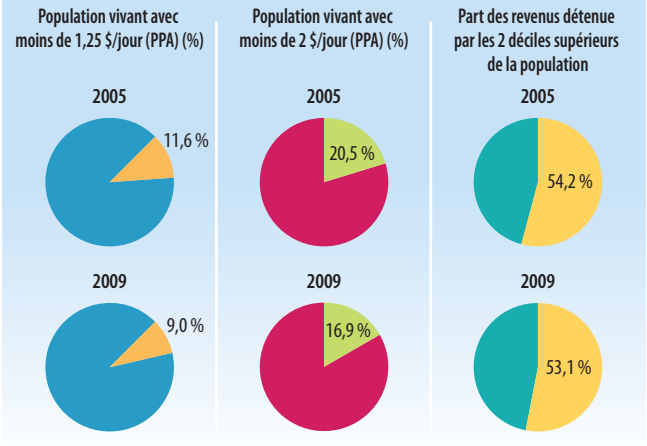
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845151

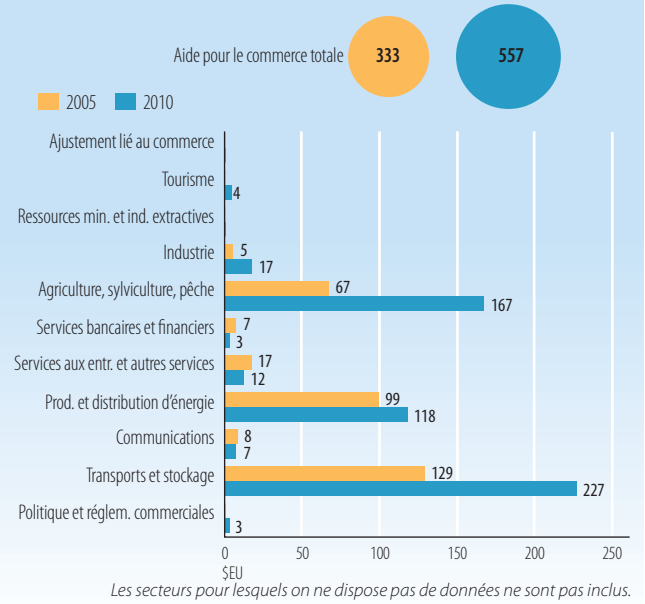
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Éthiopie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 829,8	5 293,7	6 382,2	126 %
dont: secteur public	1 811,1	3 726,8	4 892,2	170 %
dont: secteur privé	1 018,7	1 566,9	1 490,0	46 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	265,1	108,5	288,3	9 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	527,3	379,2	1 882,4	257 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	332,9	560,4	557,3	67 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	173,5	386,7	224,5	29 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

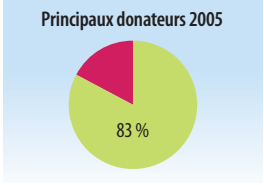


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

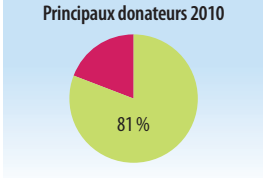
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	92,2	28
Italie	75,6	23
Institutions de l'UE	52,9	16
Banque africaine de dév.	40,6	12
Japon	15,8	5



2010	valeur	%
Banque mondiale	171,9	31
Institutions de l'UE	96,1	17
Banque africaine de dév.	84,7	15
Canada	68,6	12
Japon	32,5	6



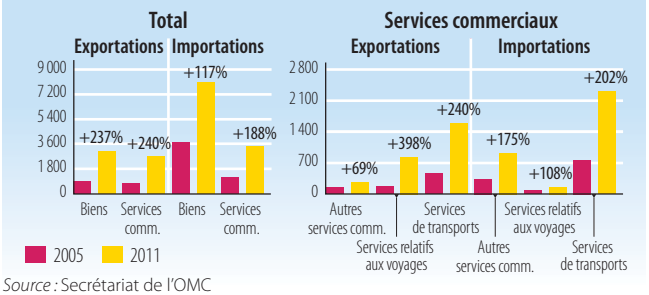
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	54	48	54	1
Export. de services commerciaux en % des export. totales	46	53	46	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	24	25	30	6
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	55	73	69	15
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	45	45	47	2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	32	UE-27	34
Chine	10	Chine	11
Japon	7	Somalie	9
Somalie	6	Soudan	7
Arabie saoudite, Royaume d'	6	Arabie saoudite, Royaume d'	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Café, succédané du café	36	Café, succédané du café	32
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes, douces)	19	Légumes	16
Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	11	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes, douces)	13
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	5	Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	8
Légumes	4	Animaux vivants	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	25	Chine	19
Arabie saoudite, Royaume d'	15	UE-27	15
Chine	13	Arabie saoudite, Royaume d'	10
États-Unis	9	Inde	8
Émirats arabes unis	6	États-Unis	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	15	Produits pétroliers	17
Froment et méteil non moulus	5	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	5
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Froment et méteil non moulus	5
Équipements de génie civil	4	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	4
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4	Graisses et huiles végétales fixes, autres	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	11,8	7,3
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	16,8	17,3
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	10,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,1	0,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	89,8	94,4

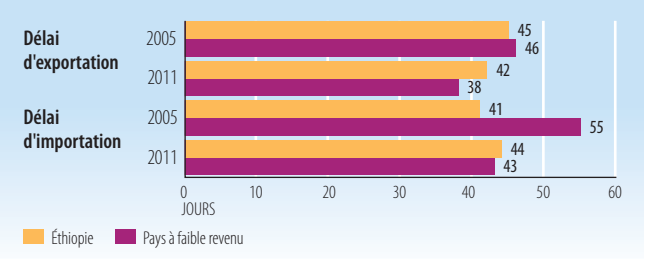
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

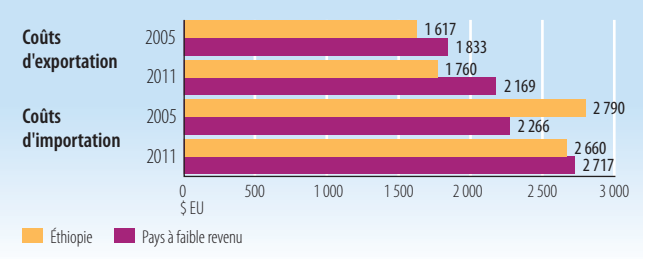
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

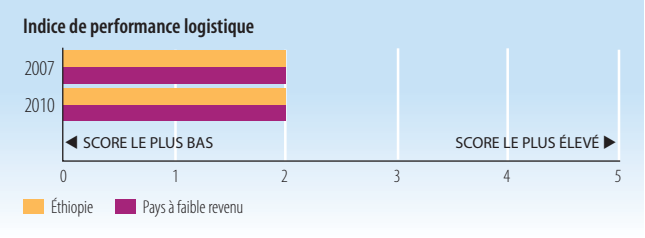
	2005	2011
Afrique	17,3	22,3
Asie	21,0	17,6
Communauté d'États indépendants	0,3	0,4
Europe	39,2	40,7
Moyen-Orient	15,9	14,4
Amérique du Nord	5,6	4,3
Amérique du Sud et centrale	0,2	0,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







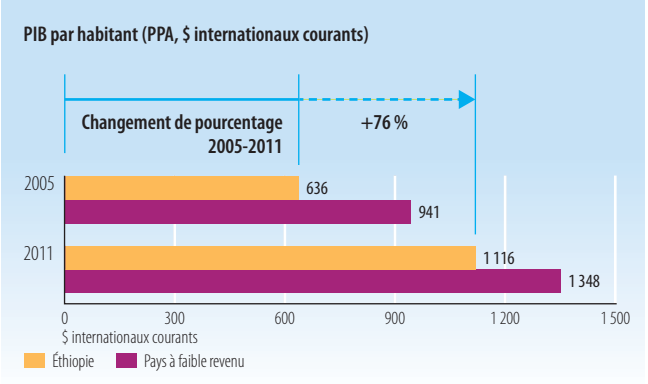
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

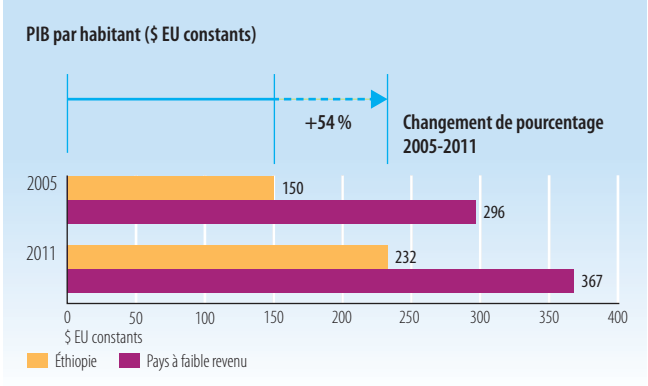
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	5,4	20,5
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,9	47,2
APD nette reçue (% du RNB)	15,7	11,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	61,8	32,6
Service total de la dette (% des exportations totales)	4,7	3,0
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,31	0,36

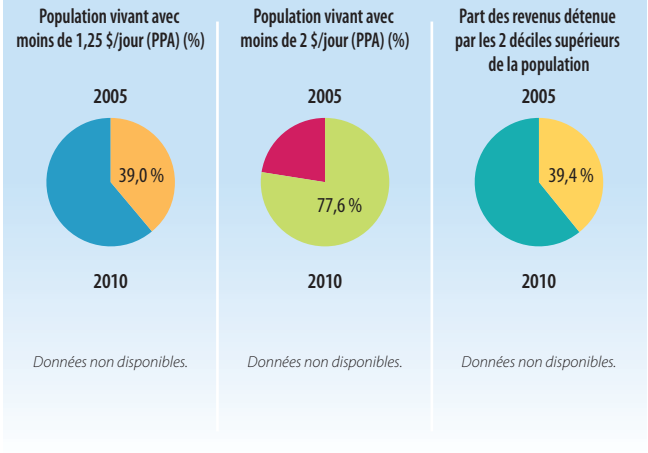
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845170

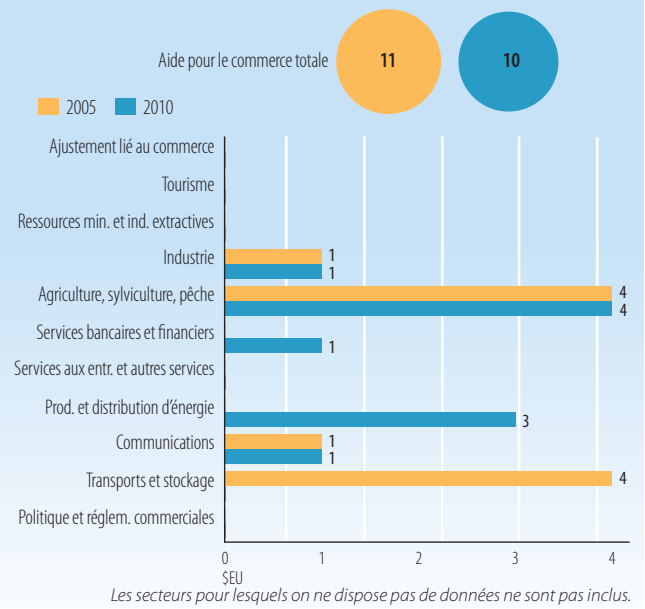
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Fiji

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	630,3	743,8	n.d.	n.d.
dont: secteur public	93,4	94,1	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	536,9	649,7	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	155,7	309,4	196,2	26 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	14,1	13,4	32,6	131 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	7,4	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	11,3	7,3	9,6	-15 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	185,1	123,4	183,3	-1 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

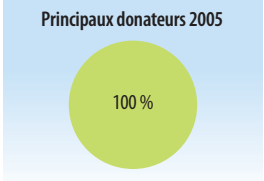


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

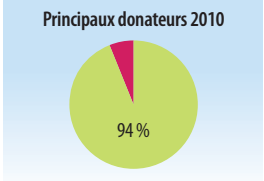
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	6,6	58
Institutions de l'UE	3,8	34
Australie	0,7	6
Nouvelle-Zélande	0,2	1
UNDP	0,1	0



2010	valeur	%
Japon	3,2	33
Australie	3,1	32
Korea	1,7	18
Turkey	0,5	5
Institutions de l'UE	0,5	5



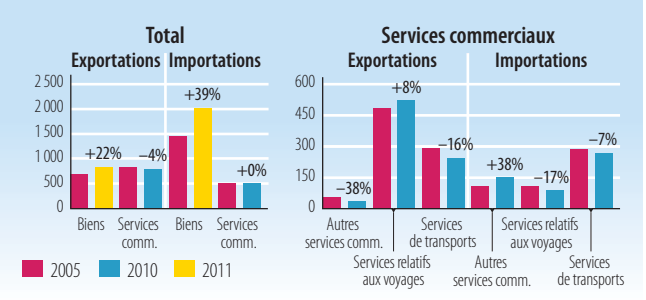
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	115	125	75	-41
Export. de services commerciaux en % des export. totales	55	52	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	26	22	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	38	35	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	34	33	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Australie	20	Australie	21
Singapour	20	États-Unis	11
UE-27	16	Japon	8
États-Unis	15	Nouvelle-Zélande	6
Japon	6	UE-27	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	23	Produits pétroliers	25
Sucres, mélasses et miel	19	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	13
Boissons non alcooliques, n.d.a.	8	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	9
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	6	Boissons non alcooliques, n.d.a.	8
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	5	Sucres, mélasses et miel	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Singapour	30	Singapour	33
Australie	25	Australie	20
Nouvelle-Zélande	18	Nouvelle-Zélande	16
Japon	4	Chine	6
États-Unis	4	États-Unis	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	28	Produits pétroliers	30
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2	Froment et méteil non moulus	3
Articles en matières plastiques, n.d.a.	2	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	2
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2
Froment et méteil non moulus	2	Aéronefs et matériel connexe	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	0,7	2,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,10	0,08
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	4
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	1	1
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,2	12,0
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	13,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,7	0,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	77,9	74,1

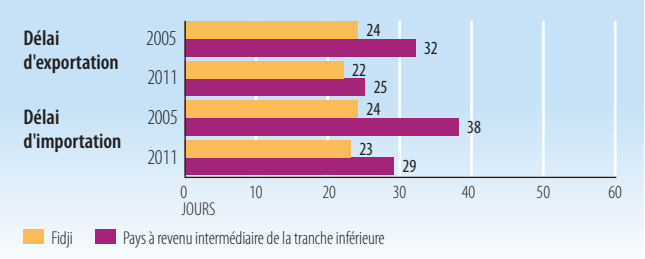
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

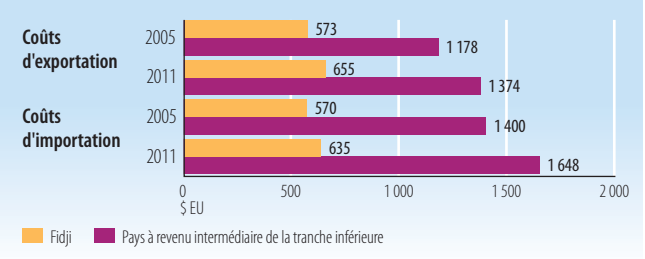
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

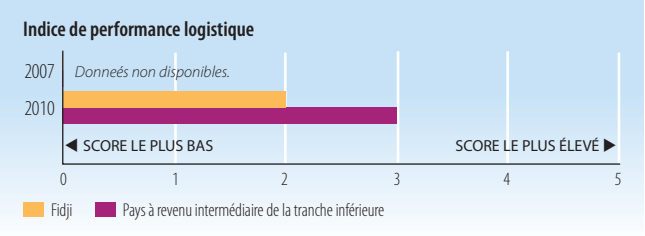
	2005	2010
Afrique	0,1	0,7
Asie	66,8	61,7
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	15,9	5,7
Moyen-Orient	0,0	0,2
Amérique du Nord	15,5	11,6
Amérique du Sud et centrale	0,2	2,9

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







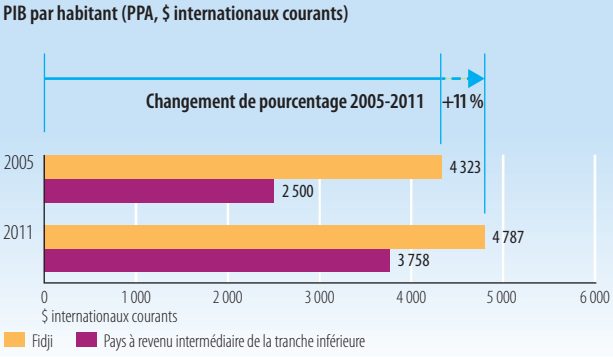
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

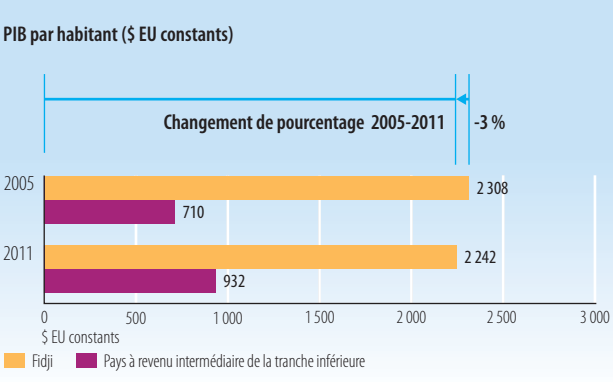
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	4,6	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	32,6	32,4
APD nette reçue (% du RNB)	2,2	2,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	19,2	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	0,9	1,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,68	0,69

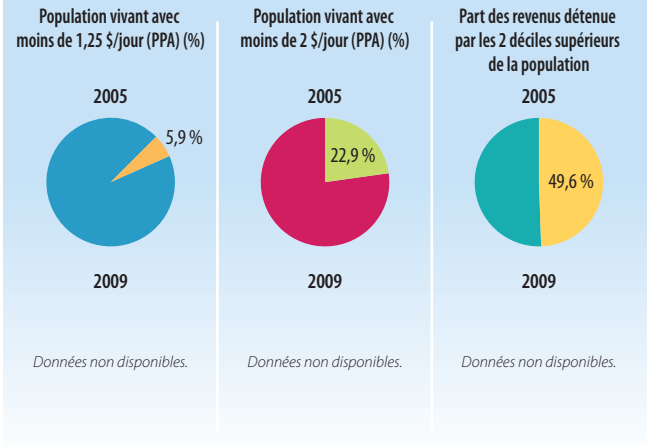
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845189

GABON

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

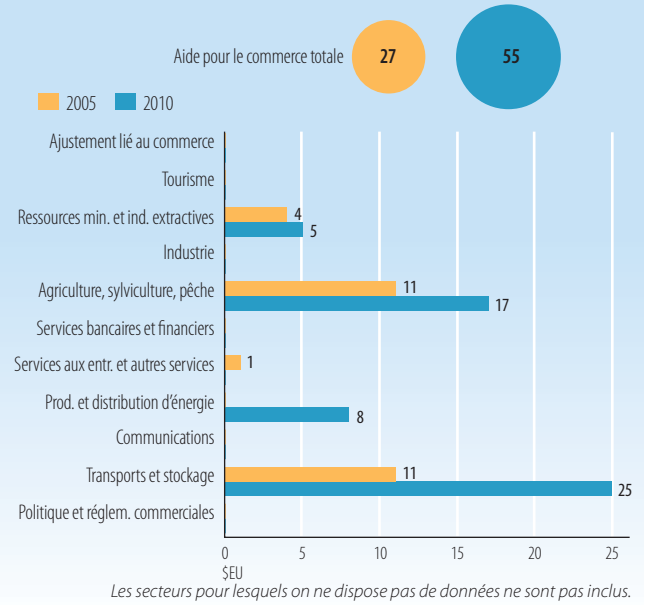
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Gabon

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 846,7	3 543,5	3 505,3	90 %
dont: secteur public	366,7	666,6	1 213,5	231 %
dont: secteur privé	1 480,0	2 877,0	2 291,8	55 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	242,3	209,0	170,4	-30 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	18,5	107,7	482,0	2512 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	1,1	24,2	36,2	3196 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	26,9	20,5	55,3	105 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	11,0	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

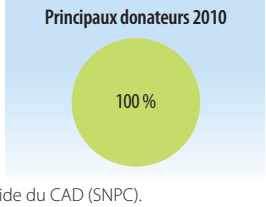
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	12,8	48
France	7,8	29
Japon	6,2	23
PNUD	0,1	0
Allemagne	0,0	0



2010	valeur	%
Japon	23,9	43
France	22,6	41
Institutions de l'UE	7,9	14
Koweït	0,5	1
États-Unis	0,2	0



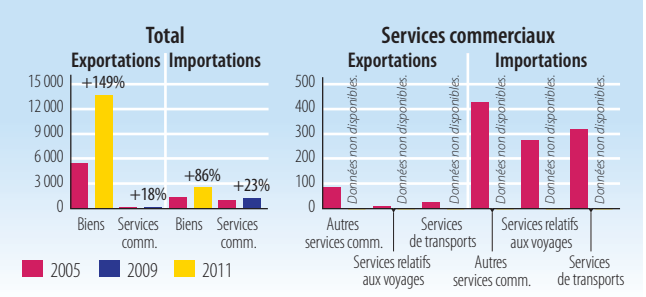
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	92	92	95	3
Export. de services commerciaux en % des export. totales	2	2	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	43	43	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	14	10	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	46	43	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2009	%
États-Unis	66	États-Unis	59
UE-27	10	UE-27	18
Suisse	5	Chine	8
Chine	4	Malaisie	4
Inde	2	Corée, Rép.	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2009	%
Huiles brutes de pétrole	83	Huiles brutes de pétrole	81
Bois bruts ou équarris	6	Bois bruts ou équarris	7
Minerais des métaux communs et leurs concentrés	4	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	3
Bois contre-plaqués, plaqués, etc.	2	Bois contre-plaqués, plaqués, etc.	2
Produits pétroliers	1	Produits pétroliers	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2009	%
UE-27	65	UE-27	65
États-Unis	6	États-Unis	7
Cameroun	4	Chine	5
Japon	3	Japon	2
Brésil	2	Cameroun	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2009	%
Tubes, tuyaux, etc., en fonte, fer ou acier	5	Tubes, tuyaux, etc., en fonte, fer ou acier	7
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Produits pétroliers	6
Équipements de génie civil	3	Structures métalliques, n.d.a.	4
Autres viandes, abats	3	Équipements de génie civil	4
Médicaments	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,0	4,8
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,69	0,67
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	15	15
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	18,0	17,8
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	16,9	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,0	0,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	99,9	91,0

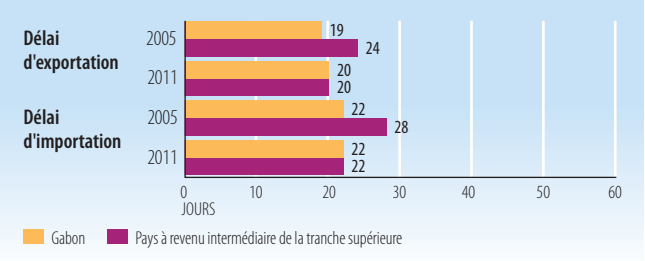
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

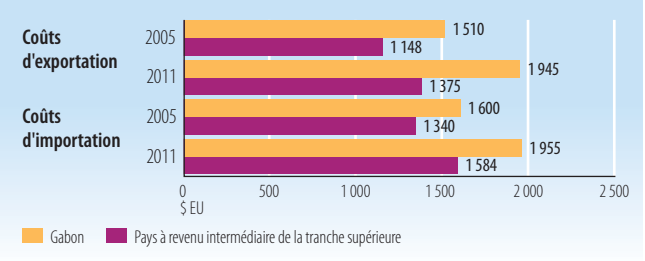
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

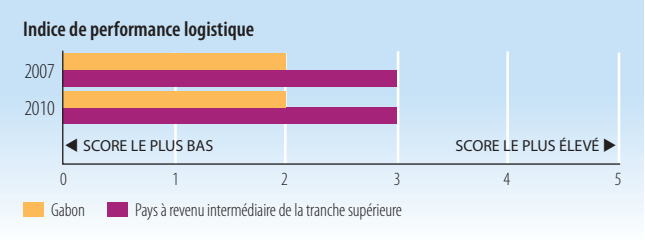
	2005	2009
Afrique	4,7	5,4
Asie	10,8	15,7
Communauté d'États indépendants	0,7	0,1
Europe	16,2	19,6
Moyen-Orient	0,0	0,2
Amérique du Nord	66,5	59,0
Amérique du Sud et centrale	1,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







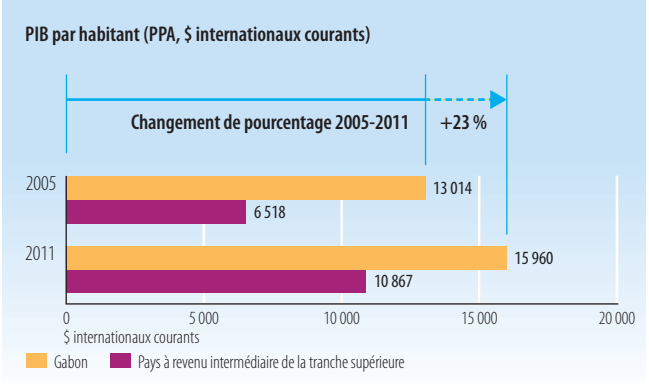
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

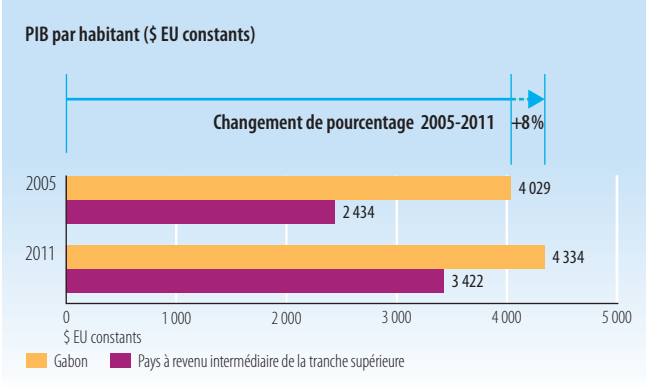
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,2	46,3
APD nette reçue (% du RNB)	0,8	0,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	3,4	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,65	0,67

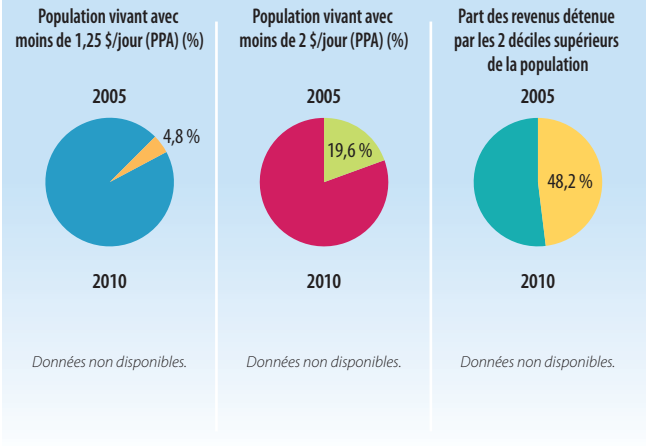
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845208

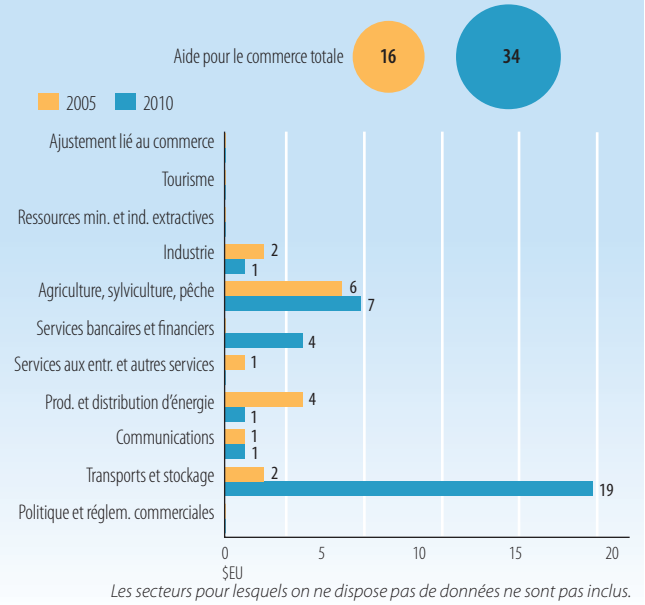
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Gambie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	137,2	145,0	203,9	49 %
dont: secteur public	50,7	38,6	85,9	69 %
dont: secteur privé	86,5	106,4	118,0	36 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	53,7	78,6	37,4	-30 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	54,3	43,6	46,9	-14 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	16,1	16,7	33,6	109 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	59,3	64,8	115,7	95 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

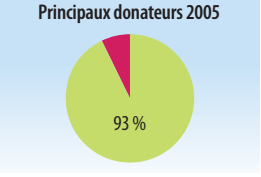


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

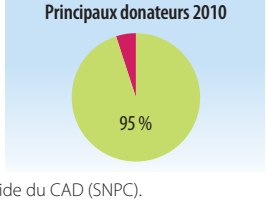
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque africaine de dév.	7,2	44
Banque mondiale	4,3	27
Japon	1,6	10
Allemagne	1,2	7
États-Unis	0,7	4



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	17,3	52
Banque mondiale	6,4	19
Banque africaine de dév.	4,4	13
Koweït	2,8	8
Japon	1,0	3



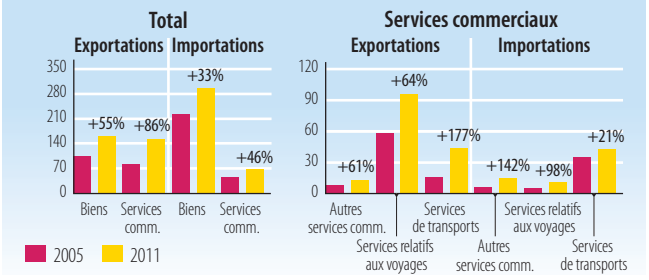
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	72	66	61	-11
Export. de services commerciaux en % des export. totales	44	36	48	4
Import. de services commerciaux en % des import. totales	17	24	19	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	7	40	69	62
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	37	36	35	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Guinée	45	UE-27	50
UE-27	35	Sénégal	16
Sénégal	9	Inde	8
Mauritanie	3	Hong Kong, Chine	8
États-Unis	1	Guinée	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Boissons non alcooliques, n.d.a.	44	Tissus, fibres synthétiques et artificielles	44
Légumes	10	Friperie, drilles et chiffons	5
Crustacés, mollusques, etc.	9	Articles en matières plastiques, n.d.a.	4
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	6	Lait et crème de lait	4
Machines pour l'industrie textile et pour le travail des cuirs	5	Sucres, mélasses et miel	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	45	UE-27	30
Côte d'Ivoire	13	Côte d'Ivoire	20
Chine	9	Brésil	13
États-Unis	6	Chine	7
Inde	5	Inde	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	16	Produits pétroliers	22
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	9	Riz	9
Riz	9	Graisses et huiles végétales fixes, autres	5
Sucres, mélasses et miel	6	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	5
Graisses et huiles végétales fixes, autres	6	Sucres, mélasses et miel	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	0,3	5,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,20
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	110
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	n.d.	14,1
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	12,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	n.d.	1,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	n.d.	94,7

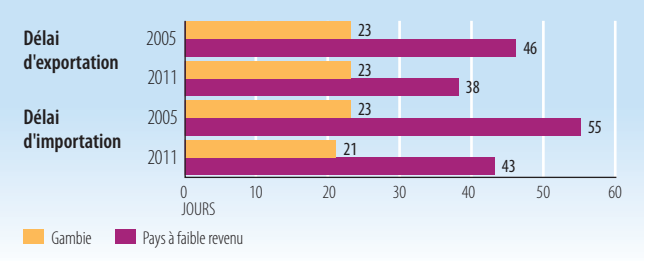
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

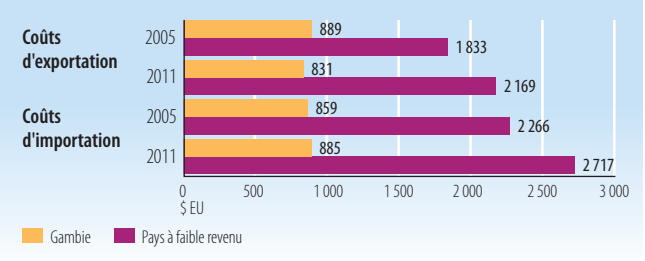
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

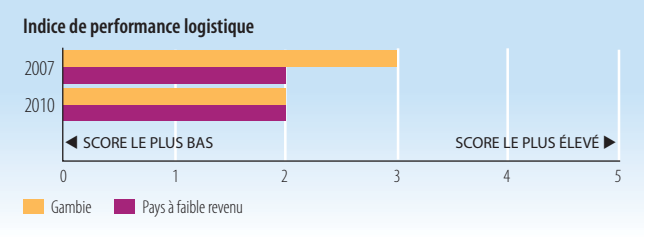
	2005	2011
Afrique	59,0	87,2
Asie	4,4	6,5
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	34,9	5,6
Moyen-Orient	0,4	0,2
Amérique du Nord	1,4	0,1
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,4

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







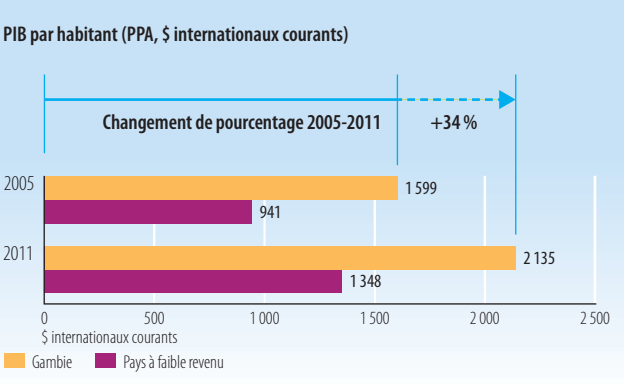
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

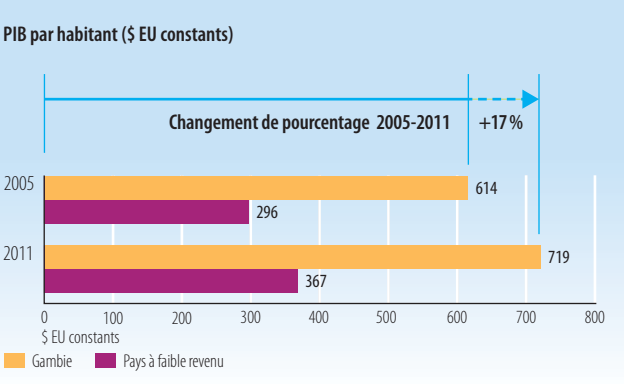
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	47,6	47,9
APD nette reçue (% du RNB)	10,2	11,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	15,0	7,2
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,38	0,42

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845227



GHANA

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

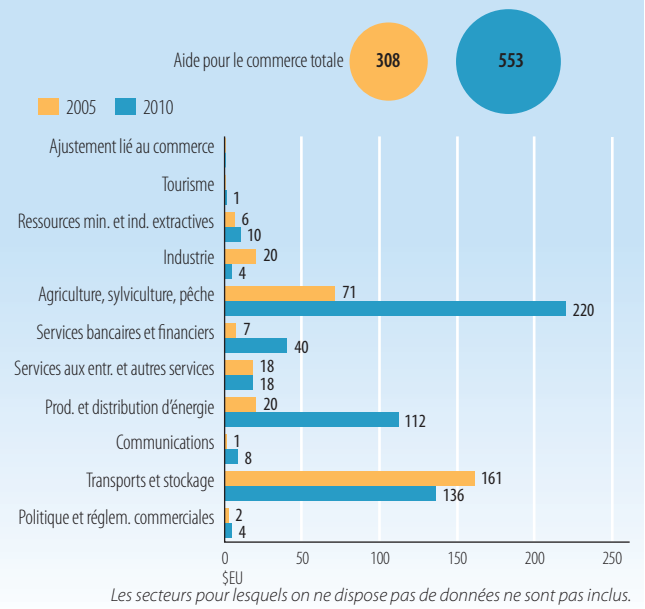
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Ghana

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	3 109,1	6 119,7	7 013,9	126 %
dont: secteur public	1 286,7	2 667,5	1 265,6	-2 %
dont: secteur privé	1 822,5	3 452,2	5 748,3	215 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	145,0	2 714,9	2 527,4	1 643 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	515,8	598,4	1 279,5	148 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	41,2	49,3	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	307,9	381,0	552,8	80 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	99,2	126,1	135,9	37 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

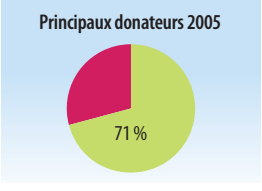


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

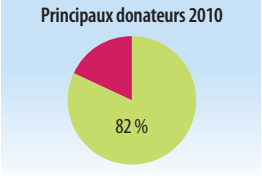
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	96,8	31
Institutions de l'UE	39,2	13
Banque africaine de dév.	29,1	9
Allemagne	28,6	9
Japon	23,3	8



2010	valeur	%
Banque mondiale	161,5	29
États-Unis	122,9	22
Banque africaine de dév.	69,4	13
Canada	63,3	11
Japon	36,6	7



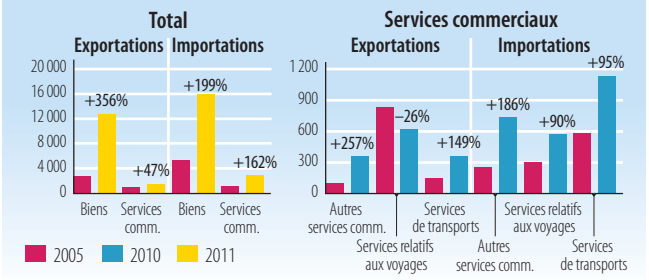
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	97	67	85	-12
Export. de services commerciaux en % des export. totales	28	23	11	-17
Import. de services commerciaux en % des import. totales	18	17	16	-2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	88	91	49	-38
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	43	41	53	9

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	40	Afrique du Sud	53
Afrique du Sud	25	UE-27	18
Nigéria	13	Émirats arabes unis	7
Suisse	5	Suisse	4
États-Unis	3	Mali	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Cacao	29	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	26
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	28	Propane et butane liquéfiés	24
Bois contre-plaqués, plaqués, etc.	16	Huiles brutes de pétrole	16
Bois simplement travaillés	4	Cacao	12
Produits pétroliers	2	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	36	UE-27	31
Nigéria	12	États-Unis	14
Chine	8	Chine	13
États-Unis	7	Corée, Rép.	4
Afrique du Sud	4	Afrique du Sud	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	13	Imprimés	13
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	8	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	6
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	5
Imprimés	4	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3
Chaux, ciment, matériaux de construction	3	Équipements de génie civil	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,9	14,4
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,16	0,14
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	30	30
Droits de douane (%, 2004-2010)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,0	13,0
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	10,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,4	0,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	97,1	89,1

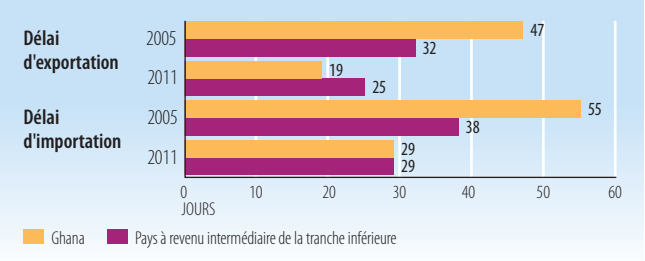
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

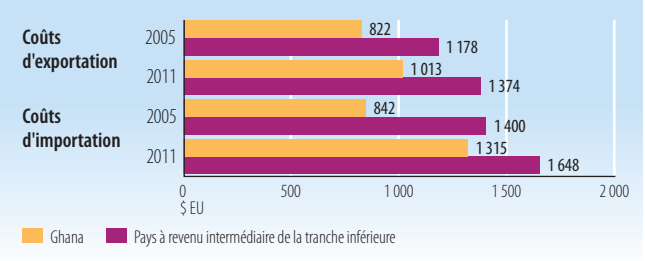
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

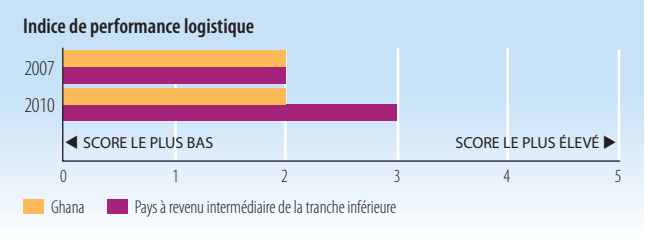
	2005	2011
Afrique	40,3	51,8
Asie	7,0	7,1
Communauté d'États indépendants	0,7	0,3
Europe	46,8	31,5
Moyen-Orient	1,0	5,6
Amérique du Nord	3,5	3,2
Amérique du Sud et centrale	0,8	0,5

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







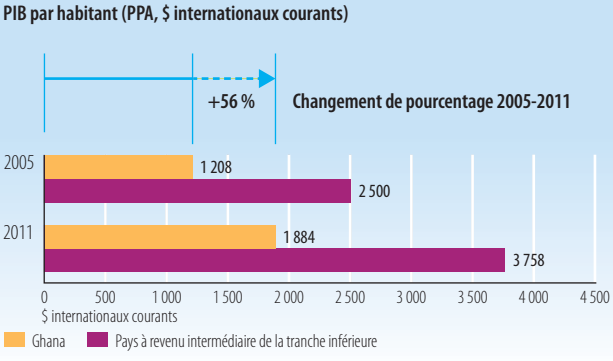
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

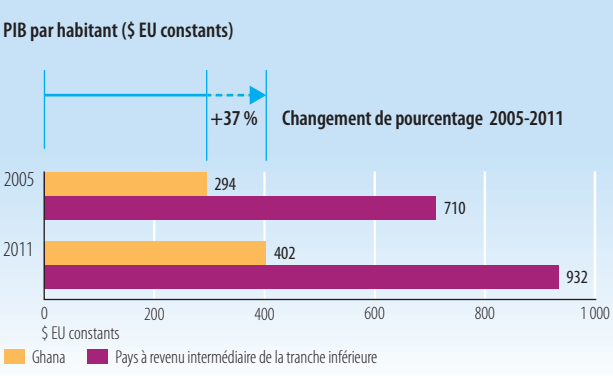
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	3,6	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	47,9	47,6
APD nette reçue (% du RNB)	10,9	5,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	16,8	23,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,1	3,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,48	0,53

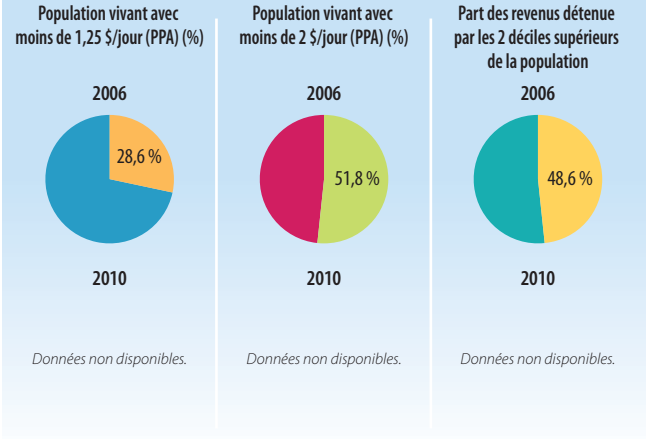
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845246

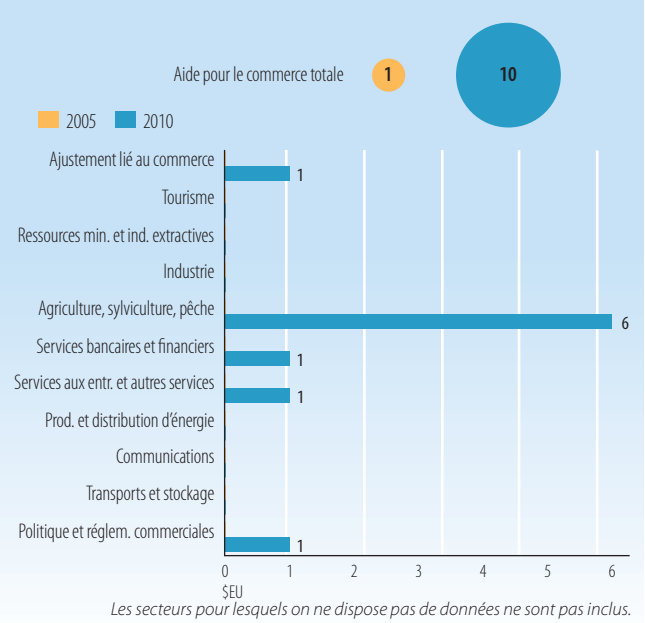
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Grenade

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	279,1	223,3	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	70,2	142,2	60,2	-14 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	38,5	39,1	27,5	-29 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,3	0,1	2,0	523 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	0,6	1,9	9,8	1 462 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	51,6	55,4	54,5	6 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

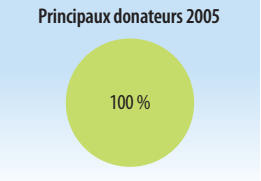


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

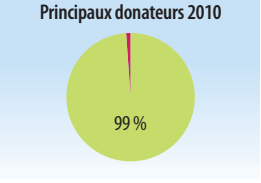
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	0,3	46
Banque mondiale	0,2	27
Royaume-Uni	0,1	18
Japon	0,1	9



2010	valeur	%
Japon	5,7	59
Banque mondiale	2,0	21
Institutions de l'UE	1,5	15
Koweït	0,3	4
Australie	0,1	1



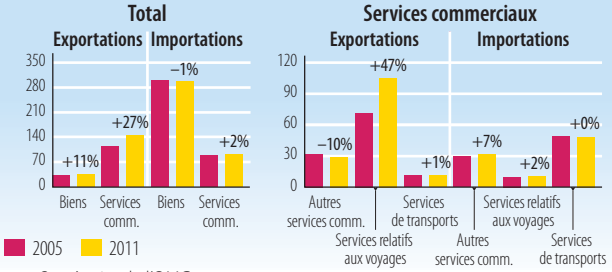
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	77	76	70	-7
Export. de services commerciaux en % des export. totales	78	79	80	2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	23	24	23	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	26	47	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	47	33	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2008	%
UE-27	24	Dominique	16
États-Unis	21	États-Unis	16
Trinité-et-Tobago	10	UE-27	16
Sainte-Lucie	9	Sainte-Lucie	11
Barbade	6	Barbade	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2008	%
Épices	30	Semoules et farines de blé, divers	25
Semoules et farines de blé, divers	14	Papiers et cartons découpés, etc.	10
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	12	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	10
Papiers et cartons découpés, etc.	9	Épices	9
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	5	Cacao	8

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2009	%
États-Unis	37	États-Unis	32
Trinité-et-Tobago	21	Trinité-et-Tobago	25
UE-27	14	UE-27	12
Japon	4	Japon	4
Chine	3	Chine	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2008	%
Produits pétroliers	6	Produits pétroliers	19
Bois simplement travaillés	5	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3
Bois contre-plaqués, plaqués, etc.	3	Autres viandes, abats	3
Machines et appareils électriques rotatifs	3	Chaux, ciment, matériaux de construction	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Lait et crème de lait	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	12,0	1,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	19	19
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,2	10,3
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,5	3,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	92,9	58,1

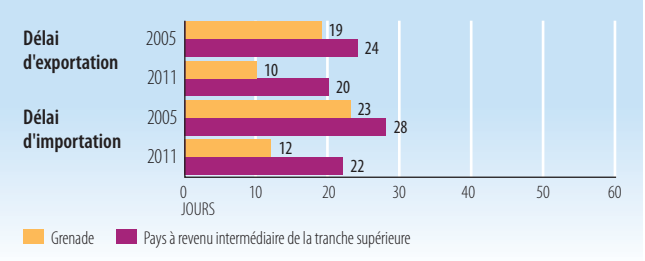
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

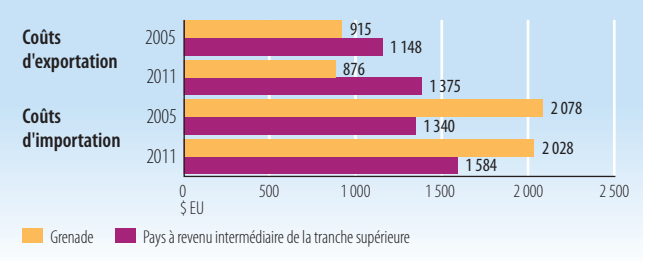
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

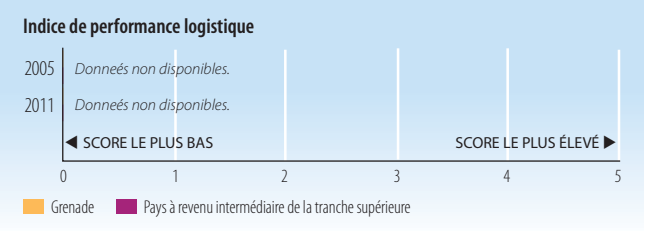
	2005	2008
Afrique	0,0	0,1
Asie	1,0	4,6
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	24,3	17,2
Moyen-Orient	0,0	0,0
Amérique du Nord	23,9	19,2
Amérique du Sud et centrale	50,8	59,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







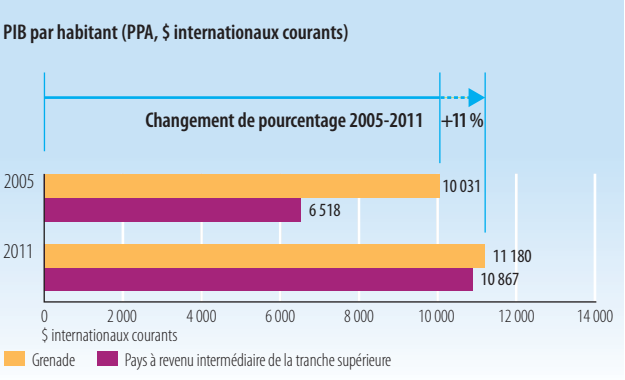
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

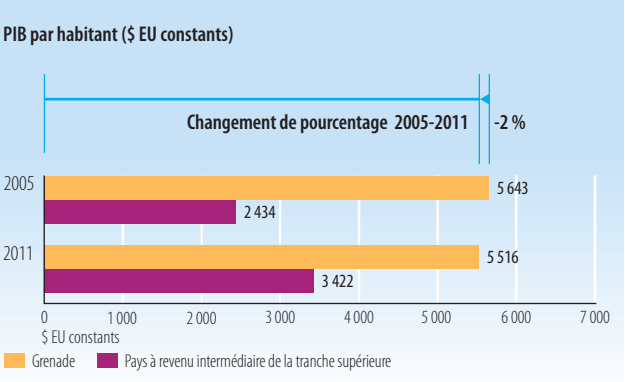
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	n.d.	n.d.
APD nette reçue (% du RNB)	7,8	4,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	6,6	14,3
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	0,75

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845265

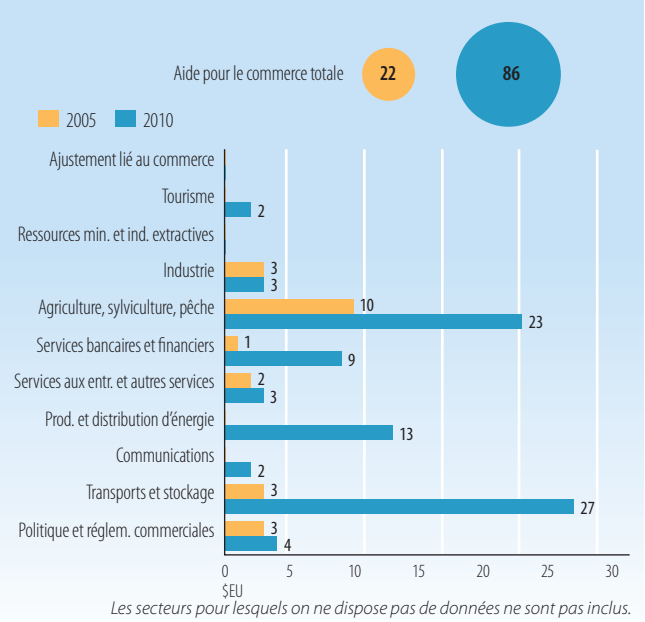
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Guatemala

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	4 979,0	7 018,0	6 121,4	23 %
dont: secteur public	750,3	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	4 228,7	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	508,6	753,8	881,1	73 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	2 184,3	1 037,2	1 442,0	-34 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	6,7	49,4	124,7	1 767 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	21,9	34,2	85,7	291 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	3 066,6	4 459,7	4 229,2	38 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

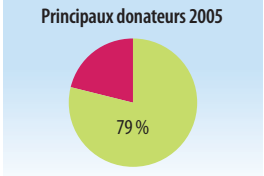


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

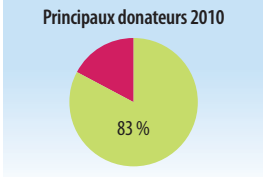
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Espagne	6,8	31
Allemagne	3,1	14
Japon	2,7	13
Institutions de l'UE	2,4	11
États-Unis	2,2	10



2010	valeur	%
Japon	42,6	50
Espagne	13,4	16
États-Unis	8,5	10
Institutions de l'UE	4,1	5
Canada	2,8	3



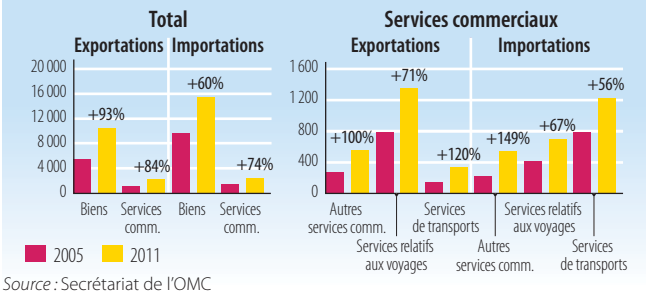
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	65	64	66	0
Export. de services commerciaux en % des export. totales	18	18	18	-1
Import. de services commerciaux en % des import. totales	13	14	14	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	35	44	52	17
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	47	46	45	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	50	États-Unis	39
El Salvador	12	El Salvador	12
Honduras	7	Honduras	8
UE-27	5	UE-27	6
Mexique	4	Mexique	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	13	Café, succédané du café	11
Café, succédané du café	9	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	9
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	7	Sucres, mélasses et miel	7
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	6	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	6
Sucres, mélasses et miel	5	Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	34	États-Unis	37
Mexique	9	Mexique	11
UE-27	8	Chine	7
Chine	7	UE-27	7
Corée, Rép.	6	El Salvador	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	13	Produits pétroliers	17
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3
Étoffes de bonneterie, n.d.a.	3	Médicaments	2
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Papiers et cartons	2
Médicaments	3	Fils textiles	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,3	3,9
Nombre d'exportateurs	4 202	4 610
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,03	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	7
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	6
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	20	20
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,6	5,5
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	5,9	6,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	8,6	2,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	54,3	93,9

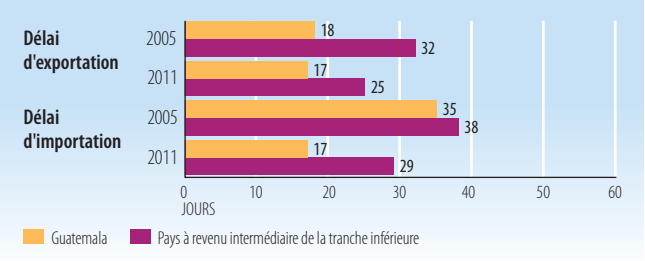
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

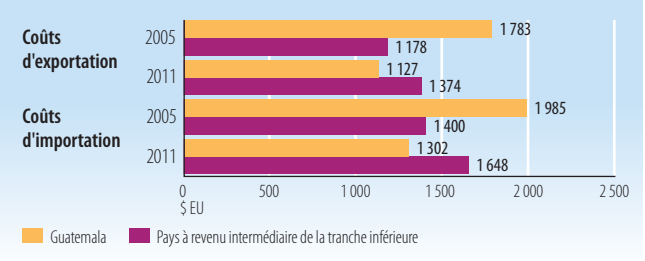
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

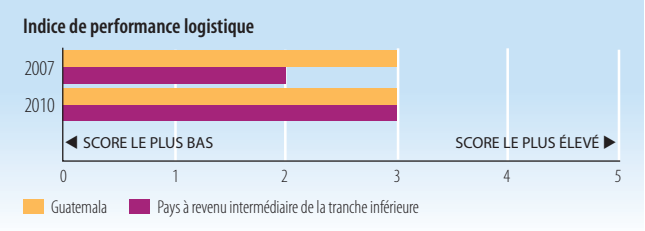
	2005	2011
Afrique	0,3	0,7
Asie	2,9	4,8
Communauté d'États indépendants	0,0	0,4
Europe	6,3	6,8
Moyen-Orient	1,1	2,0
Amérique du Nord	55,4	48,1
Amérique du Sud et centrale	33,0	36,8

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







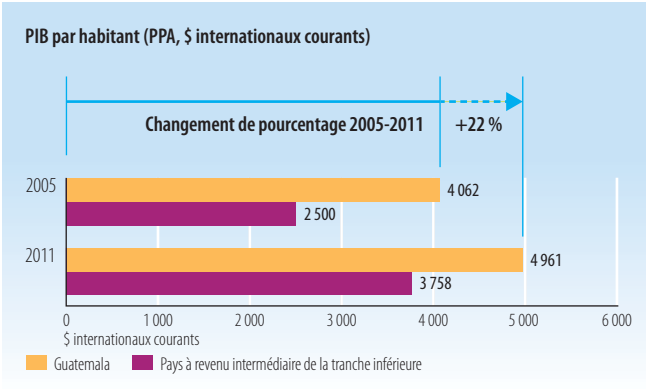
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

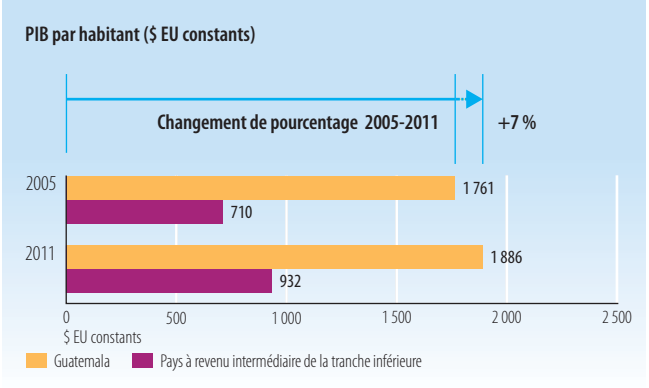
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	1,8	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	36,3	38,1
APD nette reçue (% du RNB)	1,0	1,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	16,0	6,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	17,8	14,3
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,55	0,57

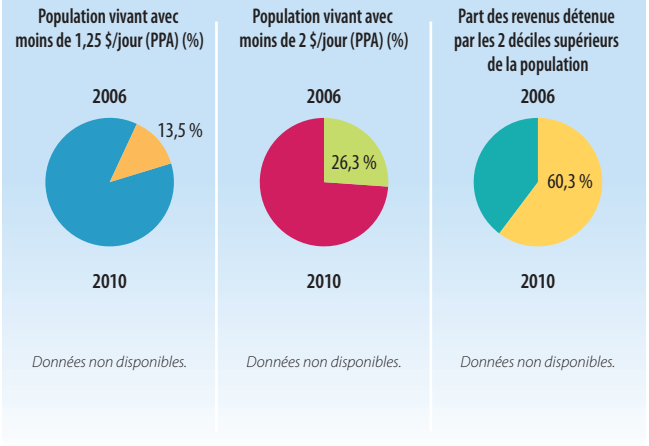
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845284

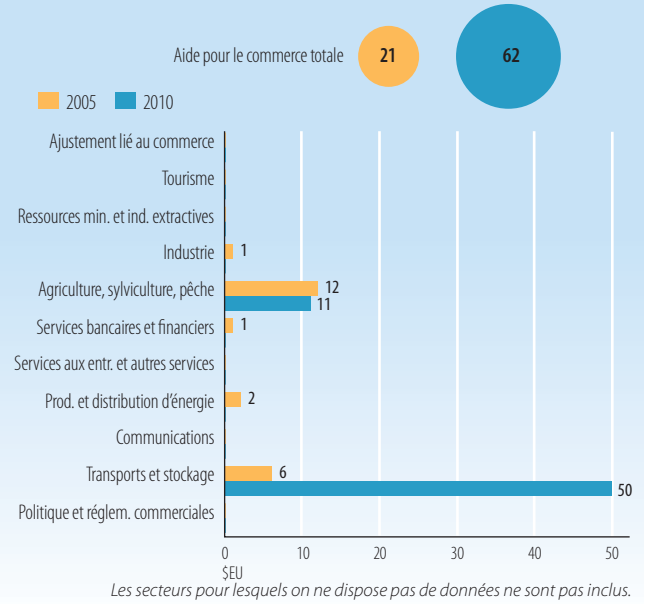
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Guinée

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	545,0	588,5	947,7	74 %
dont: secteur public	82,2	131,7	205,6	150 %
dont: secteur privé	462,7	456,8	742,1	60 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	105,0	381,9	101,4	-3 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	91,5	94,5	36,3	-60 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	20,9	62,0	62,2	198 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	41,6	71,8	60,4	45 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

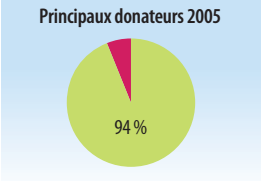


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

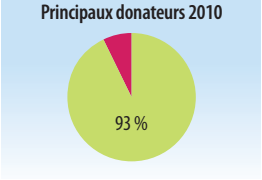
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	5,6	27
Japon	3,6	17
Banque africaine de dév.	3,0	14
France	2,9	14
Banque mondiale	2,9	14



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	41,1	66
France	6,5	11
Banque africaine de dév.	6,0	10
Koweït	2,2	4
Allemagne	2,0	3



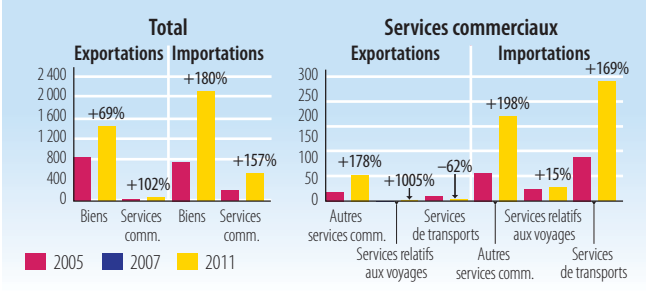
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	63	85	81	18
Export. de services commerciaux en % des export. totales	4	7	5	1
Import. de services commerciaux en % des import. totales	21	23	20	-1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	92	98	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	23	37	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2008	%
UE-27	64	UE-27	50
États-Unis	10	Suisse	19
Sénégal	3	Fédération de Russie	11
Canada	3	États-Unis	7
Mali	3	Canada	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2008	%
Minerais d'aluminium et leurs concentrés, etc.	65	Minerais d'aluminium et leurs concentrés, etc.	51
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	13	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	32
Perles, pierres gemmes	7	Imprimés	8
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	6	Bois simplement travaillés	2
Caoutchouc, etc., naturel	2	Caoutchouc, etc., naturel	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2008	%
UE-27	20	UE-27	54
Côte d'Ivoire	14	Chine	7
États-Unis	7	États-Unis	5
Chine	4	Australie	4
Thaïlande	3	Brésil	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2008	%
Transactions spéciales non classées	52	Produits pétroliers	33
Riz	6	Équipements de génie civil	8
Chaux, ciment, matériaux de construction	3	Chaux, ciment, matériaux de construction	4
Tabacs fabriqués	3	Riz	4
Structures métalliques, n.d.a.	2	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	37,8	3,6
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,45	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	9
Droits de douane (%, 2005-2010)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	11,9	11,8
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	11,8
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,6	2,4
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	60,8	63,3

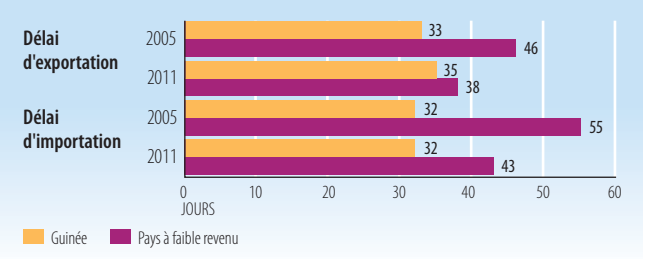
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

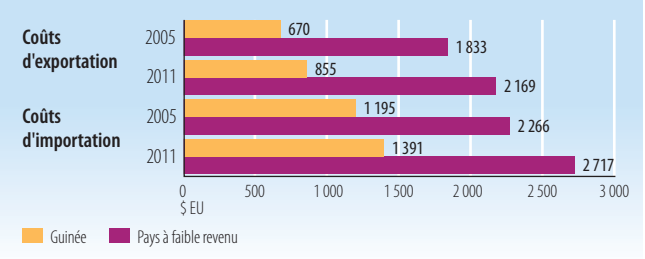
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

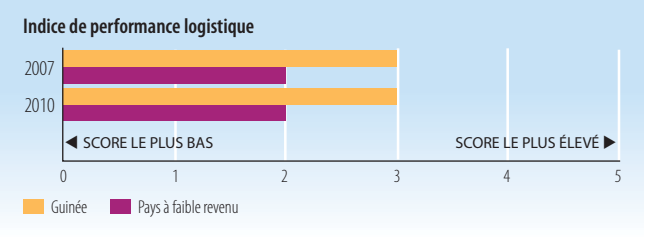
	2005	2008
Afrique	7,3	2,7
Asie	0,9	2,2
Communauté d'États indépendants	1,2	14,1
Europe	77,1	69,6
Moyen-Orient	0,1	0,6
Amérique du Nord	13,1	10,8
Amérique du Sud et centrale	0,1	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







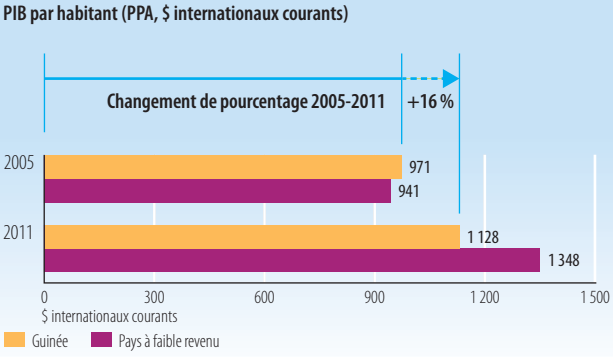
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

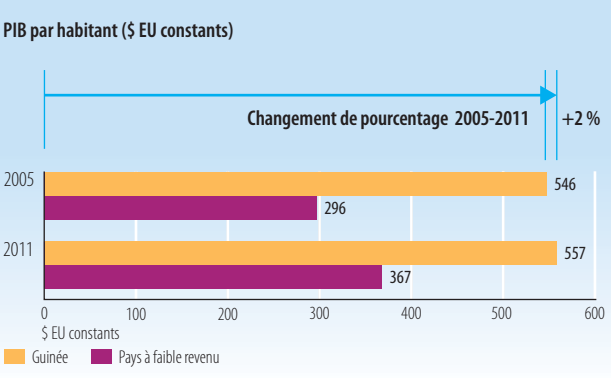
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	44,7	45,2
APD nette reçue (% du RNB)	7,5	5,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	17,5	5,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,33	0,34

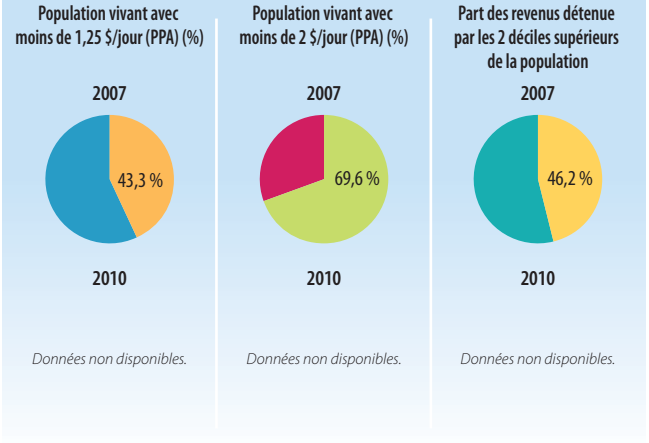
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845303

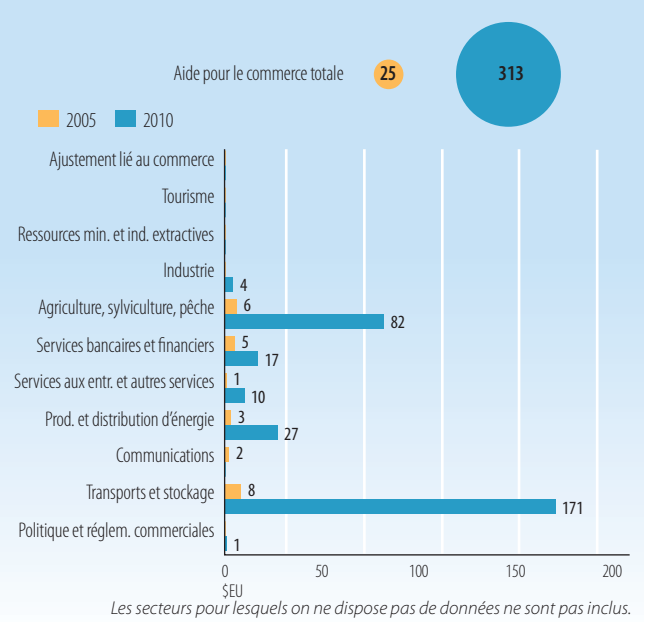
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Haïti

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	26,0	29,8	150,0	477 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	92,8	406,2	410,9	343 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	3,3	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	25,4	83,0	312,7	1 131 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	986,2	1 369,8	1 498,7	52 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

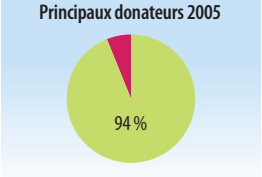


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

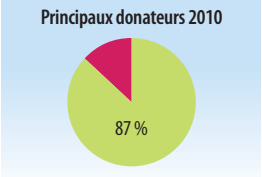
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	11,3	45
Canada	8,3	33
Institutions de l'UE	2,1	8
Espagne	1,0	4
Allemagne	1,0	4



2010	valeur	%
BIAD	76,9	25
Canada	71,5	23
France	54,8	18
États-Unis	35,3	11
Banque mondiale	32,4	10



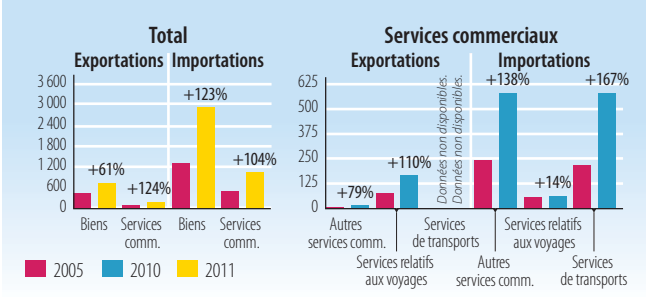
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	57	56	67	10
Export. de services commerciaux en % des export. totales	16	37	21	5
Import. de services commerciaux en % des import. totales	28	25	27	-2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	1,8	5,6
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	1
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	16	16
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	2,8	4,7
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	16,2	0,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	16,5	97,5

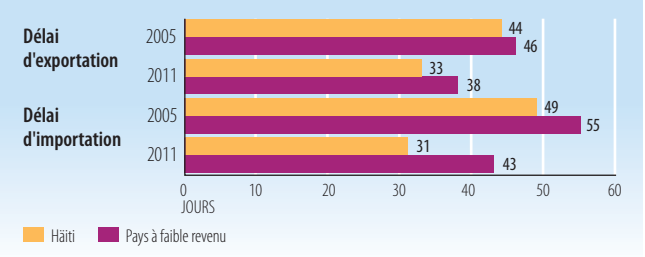
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

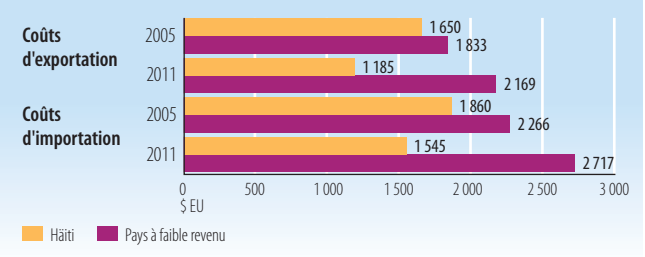
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

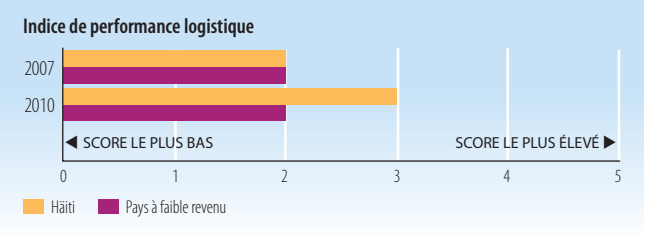
	2005	2011
Afrique	n.d.	n.d.
Asie	n.d.	n.d.
Communauté d'États indépendants	n.d.	n.d.
Europe	n.d.	n.d.
Moyen-Orient	n.d.	n.d.
Amérique du Nord	n.d.	n.d.
Amérique du Sud et centrale	n.d.	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







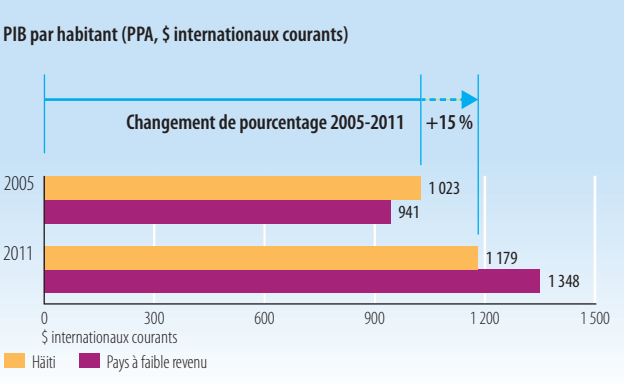
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

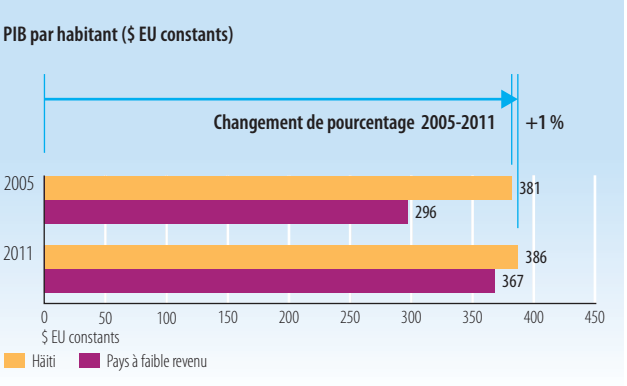
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,8	47,0
APD nette reçue (% du RNB)	10,1	45,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,4	15,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,43	0,45

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845322

HONDURAS

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

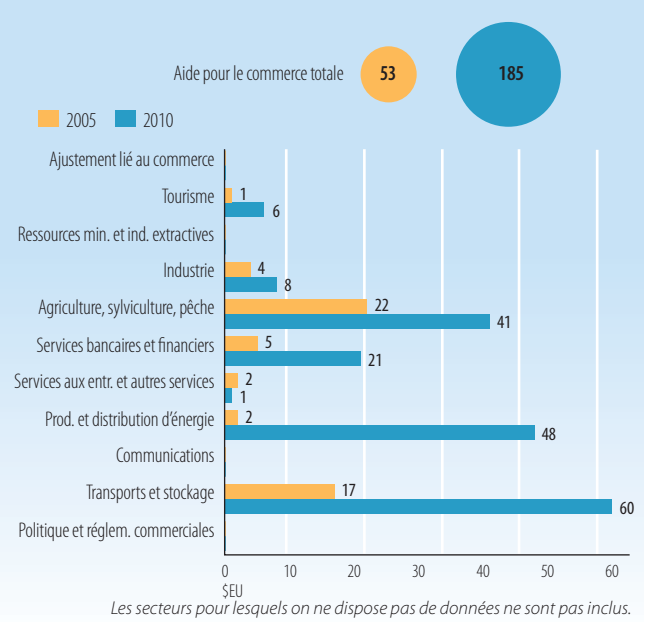
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Honduras

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 420,3	4 658,7	3 592,4	48 %
dont: secteur public	434,4	636,9	606,6	40 %
dont: secteur privé	1 985,9	4 021,8	2 985,8	50 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	599,8	929,3	797,4	33 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	495,8	649,0	872,9	76 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	5,5	42,8	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	53,1	101,3	185,3	249 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	1 817,6	2 858,3	2 649,2	46 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

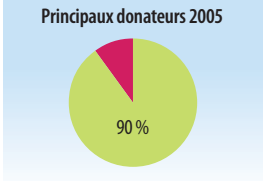


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

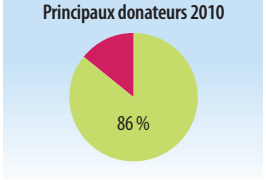
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	34,6	65
Espagne	4,9	9
Allemagne	4,2	8
Japon	2,9	5
États-Unis	1,5	3



2010	valeur	%
États-Unis	72,5	39
BIAD	37,7	20
Royaume-Uni	25,2	14
Banque mondiale	18,5	10
Allemagne	5,2	3



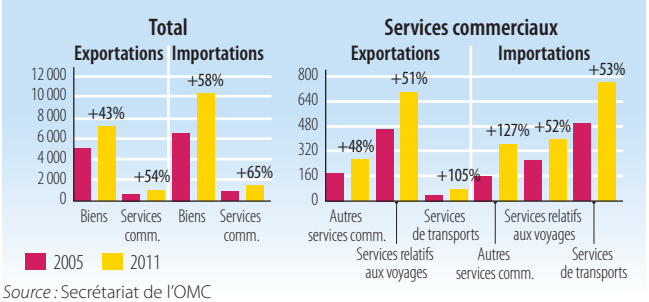
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	136	135	117	-19
Export. de services commerciaux en % des export. totales	12	12	13	1
Import. de services commerciaux en % des import. totales	12	10	13	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	58	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	39	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2009	%
États-Unis	42	États-Unis	48
UE-27	22	UE-27	19
El Salvador	10	El Salvador	7
Guatemala	7	Guatemala	6
Nicaragua	4	Nicaragua	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2009	%
Café, succédané du café	25	Café, succédané du café	20
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	15	Imprimés	14
Graisses et huiles végétales fixes, autres	5	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	10
Savons, produits d'entretien et détersifs	3	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	6
Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	3	Graisses et huiles végétales fixes, autres	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2009	%
États-Unis	37	États-Unis	36
Guatemala	8	Guatemala	11
UE-27	7	Mexique	7
Mexique	6	El Salvador	6
Costa Rica	5	UE-27	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2009	%
Produits pétroliers	21	Produits pétroliers	18
Médicaments	5	Médicaments	6
Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	3	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	3
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	6,1	3,4
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,08	0,07
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	8
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	7
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	25	25
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,6	5,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	7,3
Exportations: moyenne pondérée appliquée	11,5	0,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	38,9	98,1

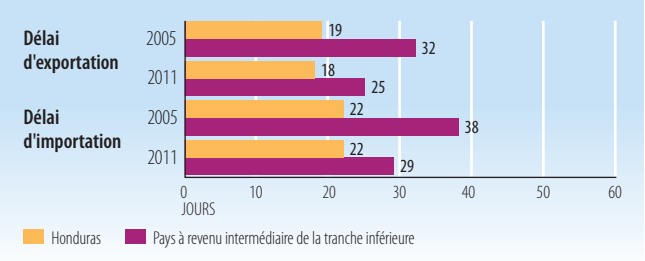
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

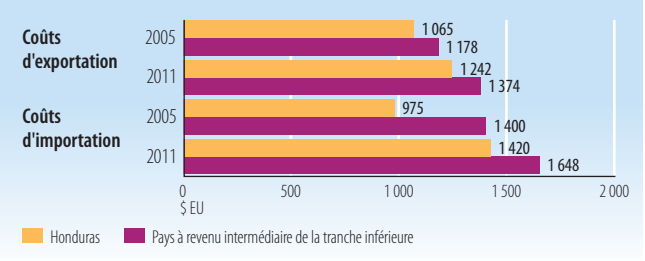
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

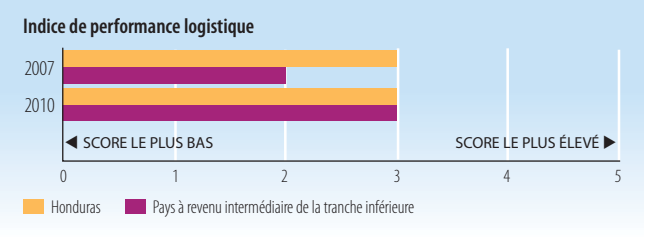
	2005	2009
Afrique	0,0	0,4
Asie	5,1	5,6
Communauté d'États indépendants	0,5	0,1
Europe	22,8	19,9
Moyen-Orient	0,1	0,3
Amérique du Nord	44,5	50,2
Amérique du Sud et centrale	26,4	23,4

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







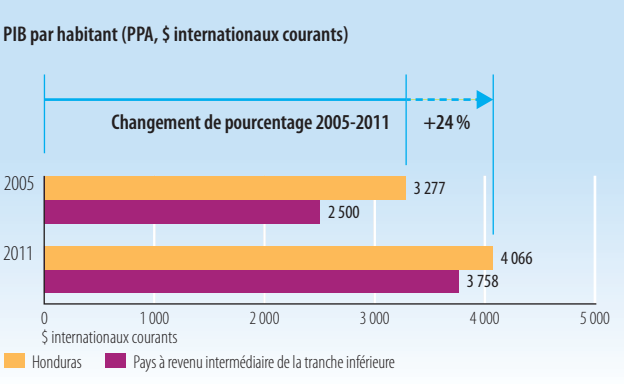
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

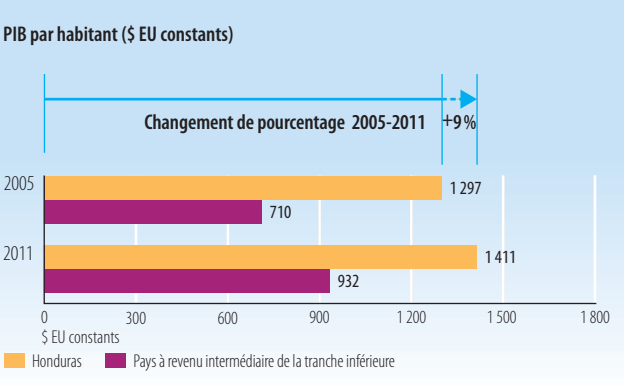
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	4,2	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	32,8	34,1
APD nette reçue (% du RNB)	7,5	3,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	7,7	5,5
Service total de la dette (% des exportations totales)	6,5	7,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,60	0,62

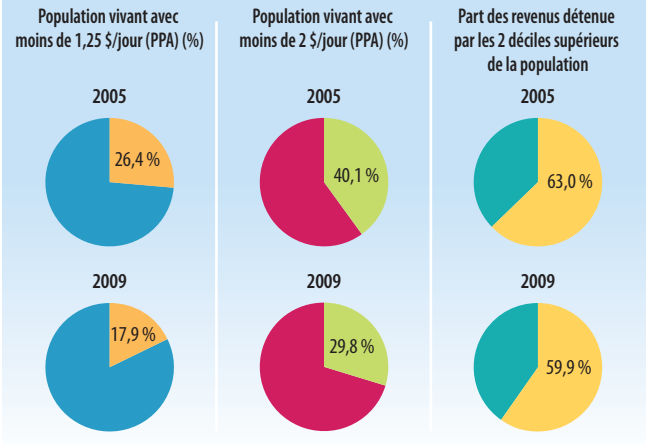
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845341



INDE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

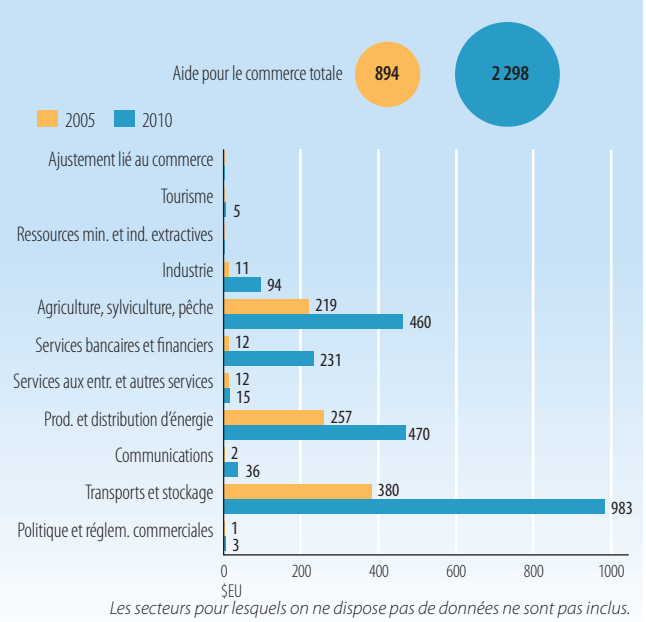
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Inde

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	253 039,0	395 946,0	511 692,2	102 %
dont: secteur public	61 287,5	104 514,1	136 060,8	122 %
dont: secteur privé	191 751,6	291 432,0	375 631,4	96 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	7 606,4	43 406,3	24 159,2	218 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	19 380,3	38 689,9	43 419,8	124 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	826,8	1 128,0	4 540,1	449 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	894,2	1 661,3	2 298,5	157 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	22 125,1	49 977,3	54 034,7	144 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

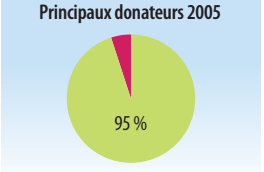


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

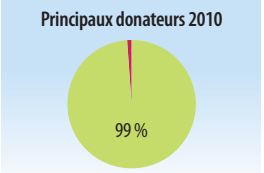
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	492,6	55
Banque mondiale	290,8	33
Royaume-Uni	32,6	4
Norvège	17,9	2
Allemagne	16,1	2



2010	valeur	%
Japon	1 372,0	60
Allemagne	400,8	17
Banque mondiale	285,4	12
Royaume-Uni	186,4	8
États-Unis	22,5	1



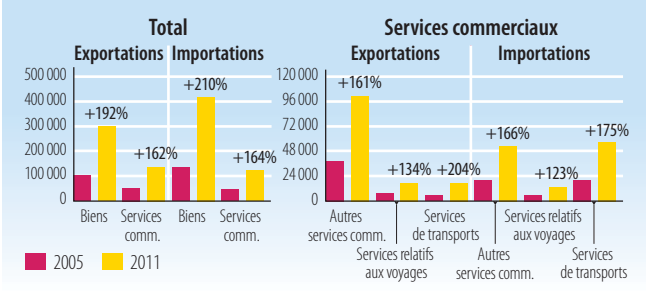
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	40	56	53	13
Export. de services commerciaux en % des export. totales	34	35	31	-2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	26	23	23	-3
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	54	51	45	-8
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	50	43	51	1

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	23	UE-27	19
États-Unis	16	Émirats arabes unis	12
Émirats arabes unis	8	États-Unis	11
Chine	7	Chine	8
Singapour	5	Hong Kong, Chine	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Perles, pierres gemmes	12	Produits pétroliers	18
Produits pétroliers	10	Perles, pierres gemmes	11
Minerais de fer et leurs concentrés	4	Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	5
Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	4	Transactions spéciales non classées	5
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	3	Médicaments	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	17	UE-27	12
Chine	7	Chine	12
États-Unis	6	Émirats arabes unis	9
Suisse	5	Suisse	6
Émirats arabes unis	4	Arabie saoudite, Royaume d'	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	25	Huiles brutes de pétrole	26
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	8	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	12
Perles, pierres gemmes	8	Perles, pierres gemmes	7
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Houilles non agglomérées	3
Produits pétroliers	4	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	9,3	6,9
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,02	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	15
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	4
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	37	37
Droits de douane (%, 2005-2010)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	19,2	12,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	14,7	7,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,9	2,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	66,2	70,7

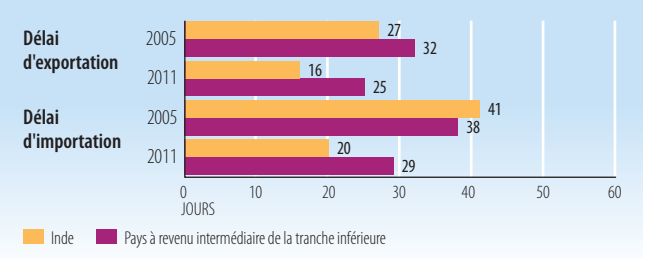
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

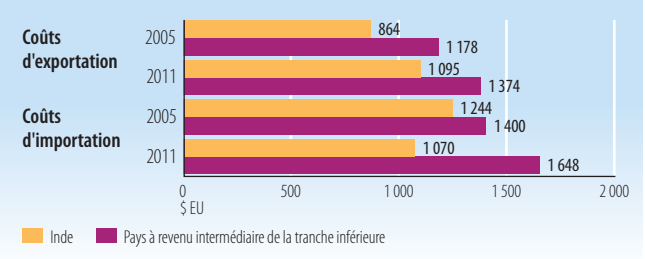
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

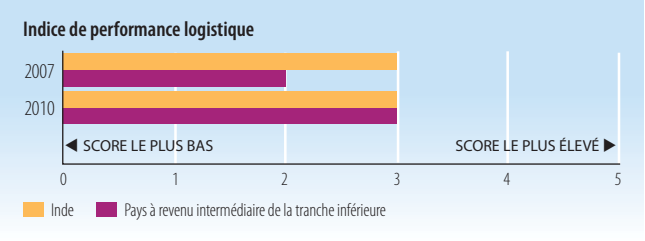
	2005	2011
Afrique	6,7	7,7
Asie	32,8	30,8
Communauté d'États indépendants	1,2	1,0
Europe	24,1	19,9
Moyen-Orient	14,6	18,3
Amérique du Nord	17,9	12,0
Amérique du Sud et centrale	2,4	3,9

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







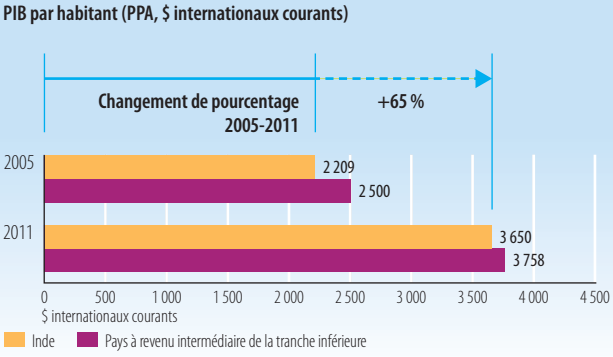
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

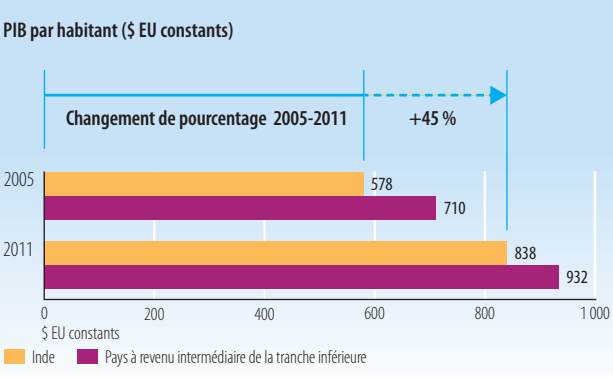
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	4,4	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	29,5	25,3
APD nette reçue (% du RNB)	0,2	0,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	14,9	5,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,50	0,54

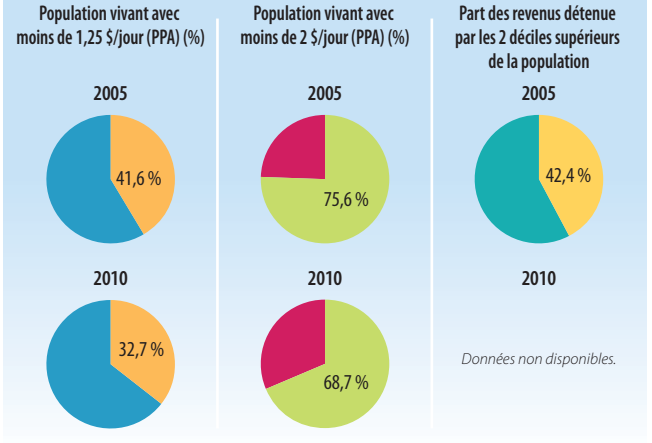
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845360

INDONÉSIE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

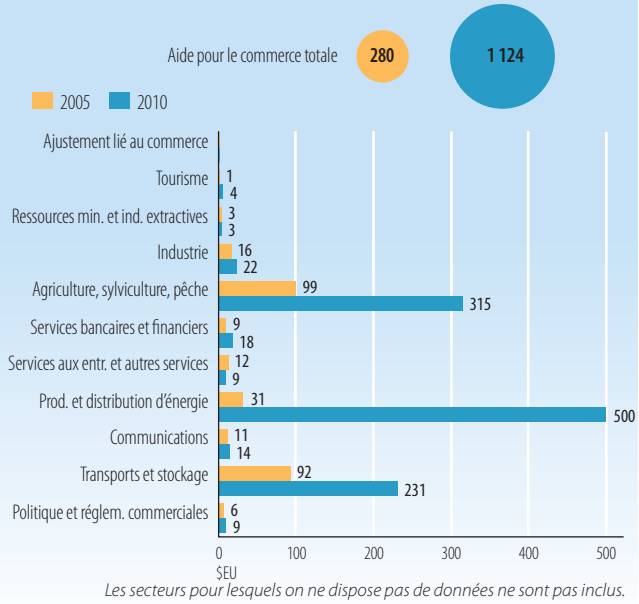
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Indonésie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	67 580,8	141 330,6	227 181,8	236 %
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	8 336,3	9 318,5	13 770,6	65 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	13 878,6	22 928,3	31 213,6	125 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	281,4	1 035,8	1 123,4	299 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	280,1	924,9	1 123,8	301 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	5 419,6	6 794,2	6 916,1	28 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

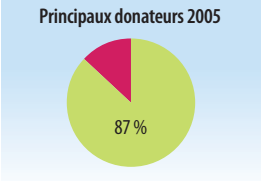


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

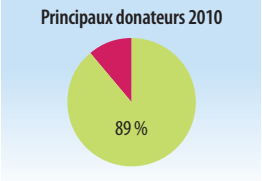
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	182,1	65
Allemagne	34,9	12
Pays-Bas	10,8	4
Banque mondiale	8,1	3
Royaume-Uni	7,9	3



2010	valeur	%
Japon	779,7	69
États-Unis	75,7	7
Australie	72,4	6
Allemagne	39,8	4
Norvège	31,8	3



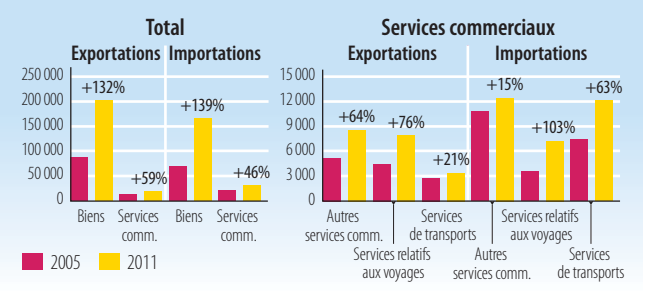
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	67	59	50	-17
Export. de services commerciaux en % des export. totales	13	10	9	-4
Import. de services commerciaux en % des import. totales	24	19	16	-8
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	48	52	49	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	50	55	52	2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Japon	21	Japon	16
UE-27	12	UE-27	11
États-Unis	12	Chine	10
Singapour	9	États-Unis	9
Corée, Rép.	8	Singapour	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Gaz naturel	10	Houilles non agglomérées	13
Huiles brutes de pétrole	10	Gaz naturel	11
Graisses et huiles végétales fixes, autres	6	Graisses et huiles végétales fixes, autres	10
Houilles non agglomérées	5	Huiles brutes de pétrole	7
Minerais de cuivre et leurs concentrés	4	Caoutchouc, etc., naturel	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Singapour	16	Chine	15
Japon	12	Singapour	15
UE-27	10	Japon	13
Chine	10	UE-27	7
États-Unis	7	États-Unis	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	18	Produits pétroliers	16
Huiles brutes de pétrole	12	Huiles brutes de pétrole	6
Hydrocarbures et leurs dérivés, n.d.a.	3	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2	Équipements de génie civil	2
Parties de tracteurs et véhicules automobiles	2	Aéronefs et matériel connexe	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,7	6,5
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	8
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	4
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	45	45
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	6,9	7,0
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	4,8	4,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,5	5,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	71,3	71,1

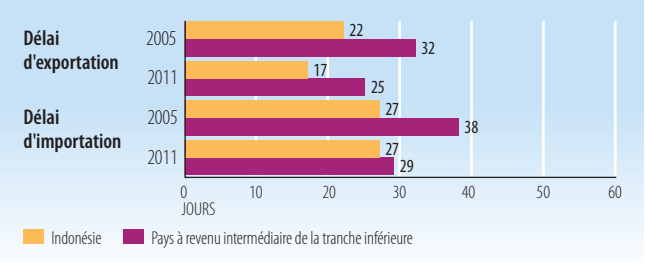
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

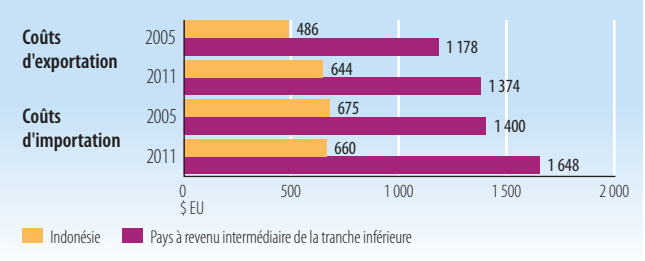
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

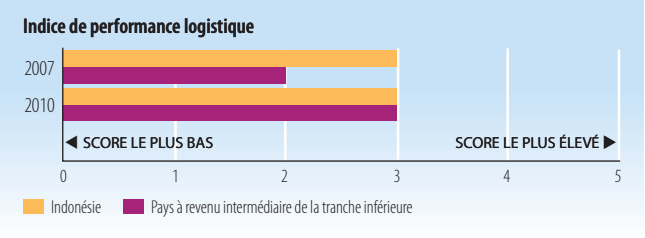
	2005	2011
Afrique	1,9	2,8
Asie	68,3	72,6
Communauté d'États indépendants	0,5	0,7
Europe	13,0	10,9
Moyen-Orient	2,7	2,5
Amérique du Nord	12,4	8,9
Amérique du Sud et centrale	1,2	1,6

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







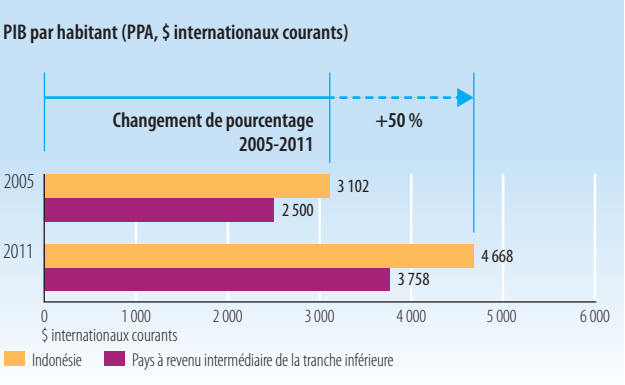
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

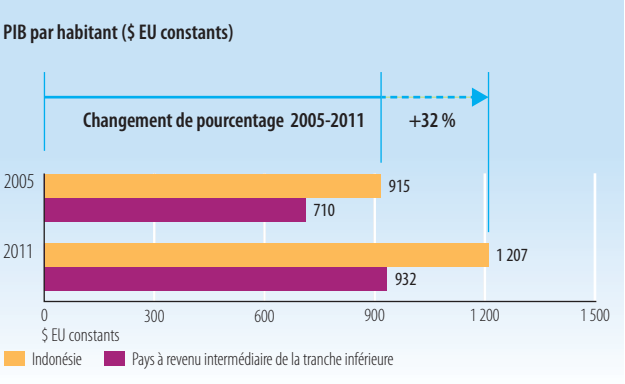
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	11,2	7,1
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	37,4	38,2
APD nette reçue (% du RNB)	0,9	0,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	19,8	16,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,57	0,61

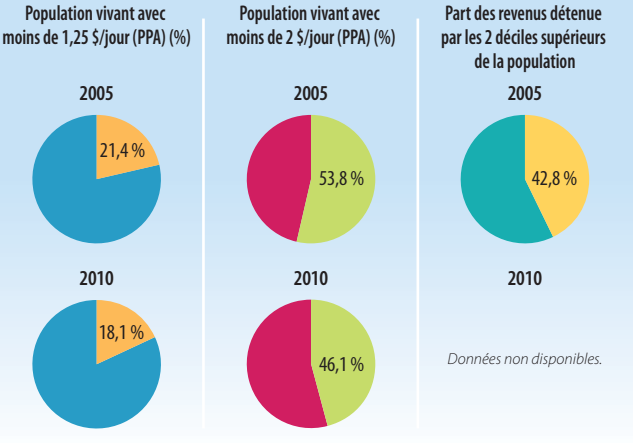
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845379

JAMAÏQUE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

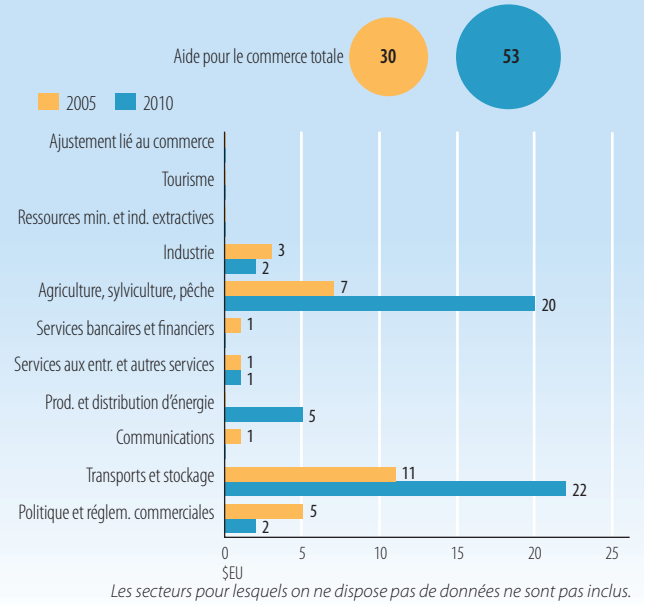
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Jamaïque

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 946,4	3 214,5	2 912,0	-1 %
dont: secteur public	n.d.	n.d.	638,2	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	2 273,8	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	682,5	1 436,6	227,7	-67 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	1 346,4	691,9	3 137,8	133 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,5	1,5	69,2	13 171 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	29,8	76,9	52,8	77 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	1 783,8	2 180,6	2 011,0	13 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

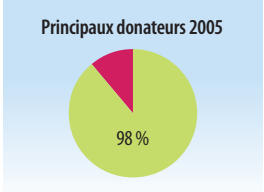


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

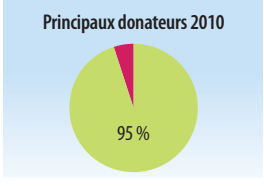
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	17,7	60
États-Unis	6,7	22
Belgique	2,0	7
Japon	1,7	6
Canada	1,1	4



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	25,1	48
FODI	12,1	23
États-Unis	6,4	12
Belgique	4,6	9
Canada	1,9	4



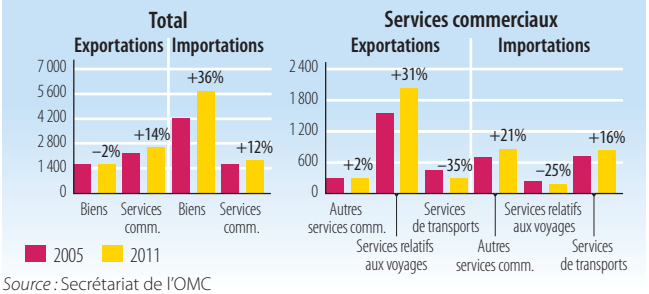
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	87	114	79	-8
Export. de services commerciaux en % des export. totales	58	50	62	4
Import. de services commerciaux en % des import. totales	28	23	25	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	80	71	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	34	29	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	26	États-Unis	50
UE-27	24	UE-27	13
Canada	19	Canada	12
Chine	7	Norvège	5
Antilles néerlandaises	6	Fédération de Russie	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Minerais d'aluminium et leurs concentrés, etc.	67	Minerais d'aluminium et leurs concentrés, etc.	40
Produits pétroliers	7	Produits pétroliers	21
Sucres, mélasses et miel	5	Boissons alcooliques	7
Boissons alcooliques	4	Alcools, phénols, etc., et leurs dérivés	4
Alcools, phénols, etc., et leurs dérivés	2	Sugars,molasses,honey	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	42	États-Unis	36
Trinité-et-Tobago	15	Venezuela, Rép. bolivarienne du	14
UE-27	7	Trinité-et-Tobago	14
Venezuela, Rép. bolivarienne du	5	UE-27	7
Japon	4	Chine	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	24	Produits pétroliers	17
Huiles brutes de pétrole	4	Huiles brutes de pétrole	12
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Alcools, phénols, etc., et leurs dérivés	4
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Médicaments	3
Produits chimiques inorganiques	2	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	1,0	1,3
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,38	0,15
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	48	48
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,3	7,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	10,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,5	0,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	85,1	98,4

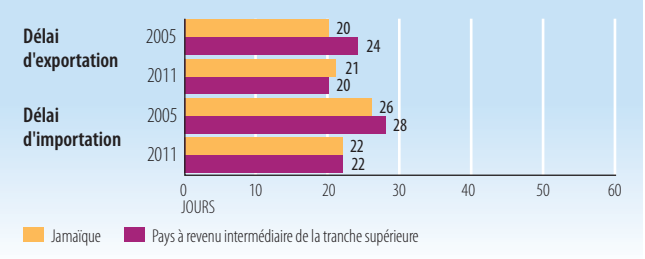
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

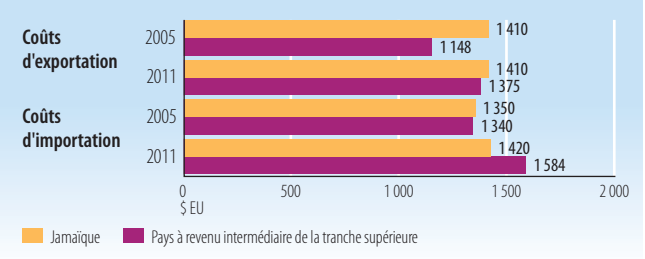
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

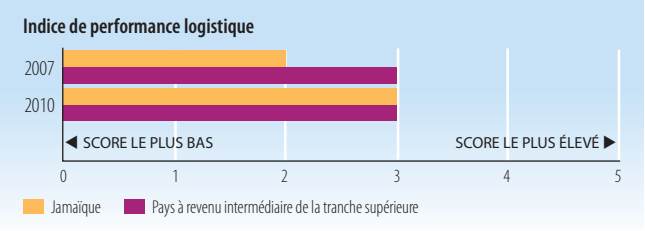
	2005	2010
Afrique	0,0	0,1
Asie	9,2	4,5
Communauté d'États indépendants	1,4	4,4
Europe	30,9	20,0
Moyen-Orient	1,8	1,1
Amérique du Nord	45,3	62,3
Amérique du Sud et centrale	11,4	7,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







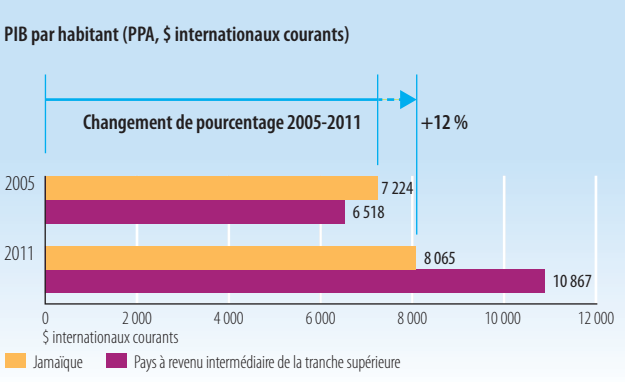
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

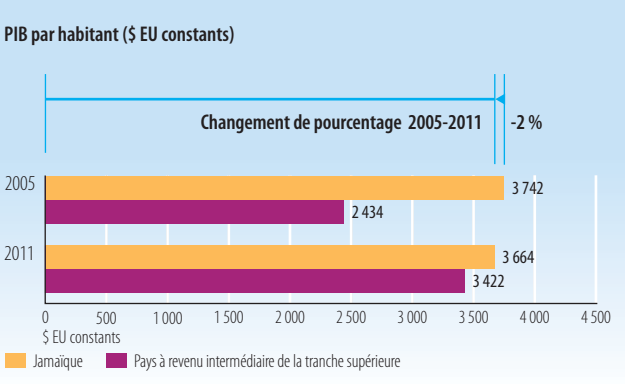
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	10,9	11,4
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	44,3	45,1
APD nette reçue (% du RNB)	0,4	1,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	8,6	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	22,4	27,9
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,70	0,73

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845398

JORDANIE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

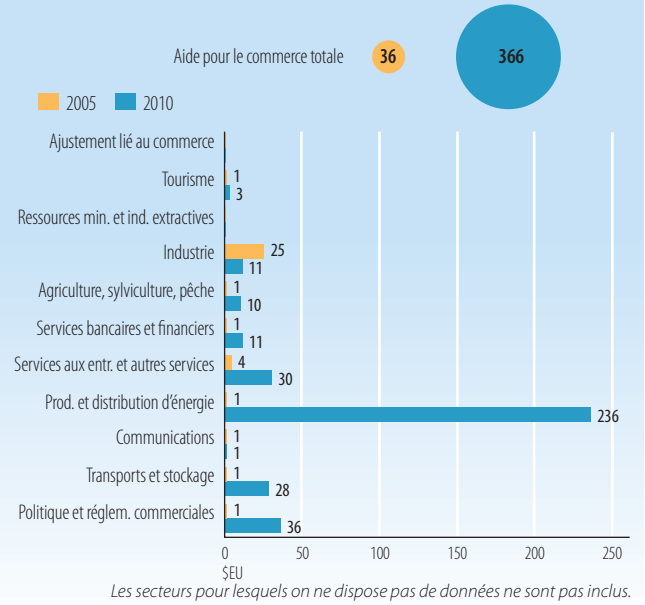
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Jordanie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	3 855,7	6 119,3	6 074,8	58 %
dont: secteur public	921,5	1 164,9	1 168,0	27 %
dont: secteur privé	2 934,2	4 954,4	4 906,9	67 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	1 984,5	2 826,7	1 701,4	-14 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	434,2	230,0	1 389,3	220 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	5,4	11,4	256,6	4634 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	35,9	126,2	366,1	919 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	2 499,7	3 794,0	3 640,6	46 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

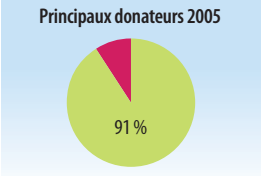


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

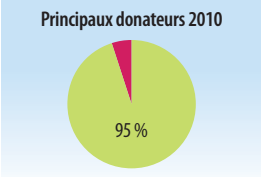
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	19,8	55
Japon	9,5	26
Italie	1,4	4
États-Unis	1,1	3
Allemagne	1,0	3



2010	valeur	%
Fonds arabe	186,9	51
Koweït	68,3	19
États-Unis	44,8	12
Institutions de l'UE	35,5	10
Japon	12,6	3



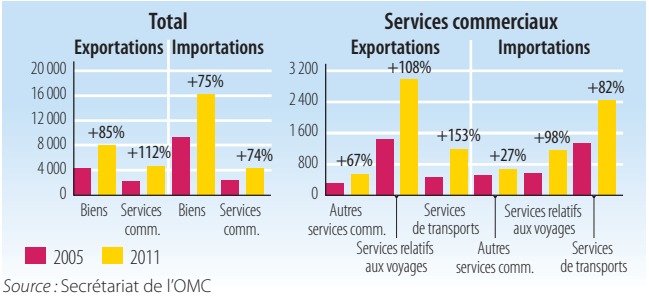
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	146	143	115	-30
Export. de services commerciaux en % des export. totales	34	35	37	3
Import. de services commerciaux en % des import. totales	21	21	21	0
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	41	53	55	15
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	40	41	38	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
États-Unis	26	Iraq	15
Iraq	17	États-Unis	13
Inde	8	Inde	11
Arabie saoudite, Royaume d'	6	Arabie saoudite, Royaume d'	9
République arabe syrienne	5	UE-27	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Engrais bruts	10	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	15
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	8	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	12
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	7	Engrais bruts	8
Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	7	Médicaments	7
Médicaments	7	Légumes	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	25	Arabie saoudite, Royaume d'	23
Arabie saoudite, Royaume d'	24	UE-27	21
Chine	9	Chine	10
États-Unis	6	États-Unis	6
Corée, Rép.	4	Égypte	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	16	Huiles brutes de pétrole	14
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5	Produits pétroliers	12
Produits pétroliers	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3
Étoffes de bonneterie, n.d.a.	4	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Médicaments	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	8,1	2,6
Nombre d'exportateurs	1 474	2 339
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,02	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	6
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	110	110
Droits de douane (%, 2006-2010)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	11,5	10,0
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	8,7	8,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	7,7	1,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	47,2	72,1

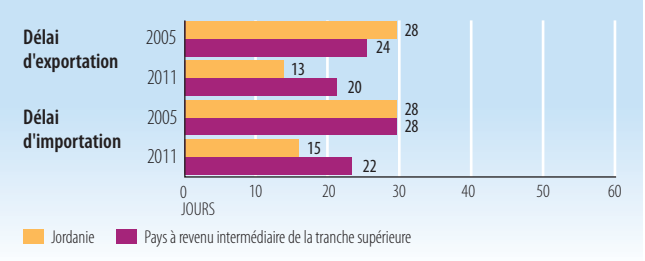
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

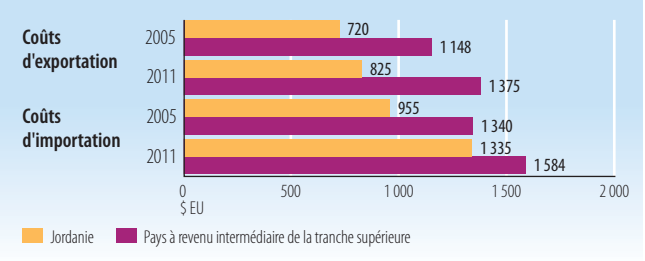
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

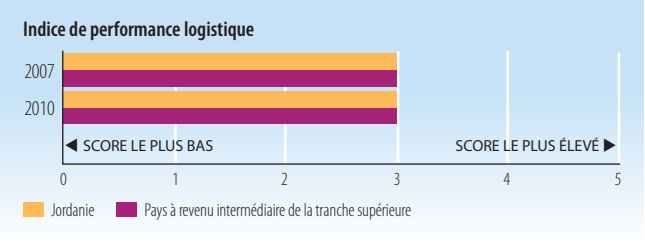
	2005	2011
Afrique	6,4	7,1
Asie	12,3	20,9
Communauté d'États indépendants	0,4	0,6
Europe	4,4	6,6
Moyen-Orient	41,1	41,4
Amérique du Nord	26,5	13,6
Amérique du Sud et centrale	0,2	0,1

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







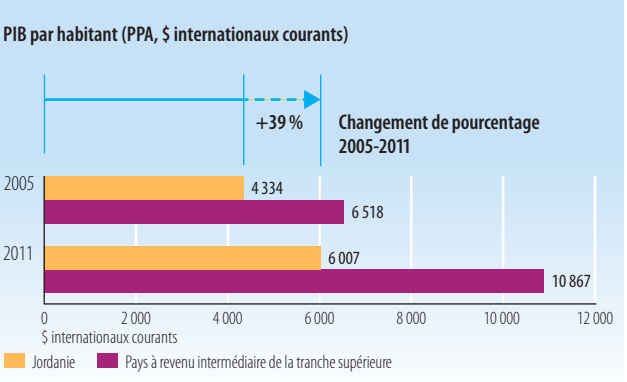
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

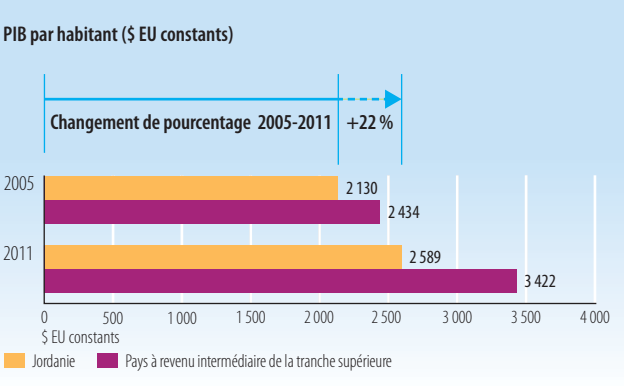
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	12,9
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	14,3	18,0
APD nette reçue (% du RNB)	5,5	3,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,3	4,9
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,67	0,70

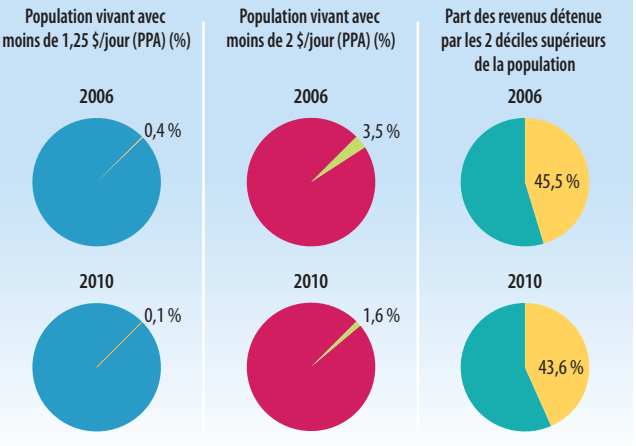
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845417

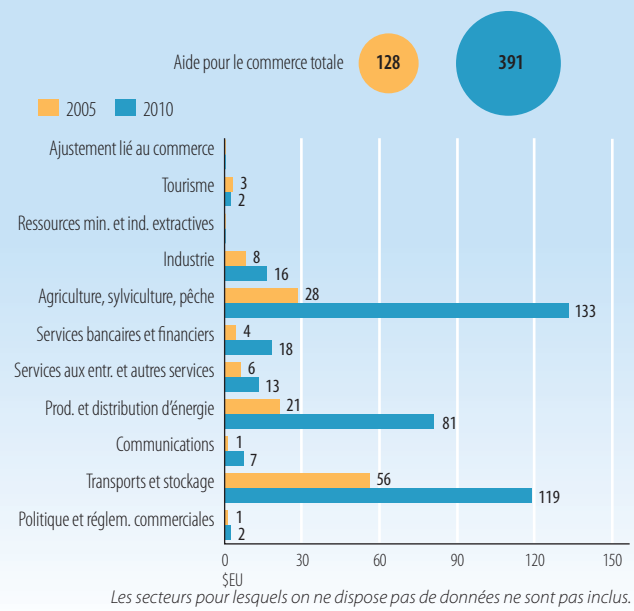
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Kenya

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	3 503,8	5 921,1	6 417,2	83 %
dont: secteur public	467,1	1 333,1	0,0	-100 %
dont: secteur privé	3 036,7	4 588,0	6 417,2	111 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	21,2	95,6	185,8	776 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	242,1	350,0	529,8	119 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	15,6	58,4	36,0	130 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	128,4	322,9	390,5	204 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	805,0	1 692,0	1 777,0	121 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

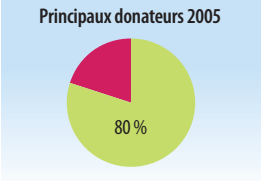


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

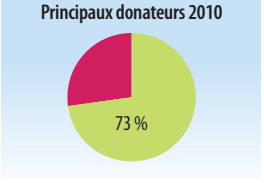
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	42,9	33
Japon	25,6	20
Banque mondiale	13,6	11
États-Unis	10,7	8
Allemagne	9,6	8



2010	valeur	%
Banque mondiale	104,0	27
Banque africaine de dév.	79,9	20
France	39,0	10
Japon	37,6	10
Allemagne	23,1	6



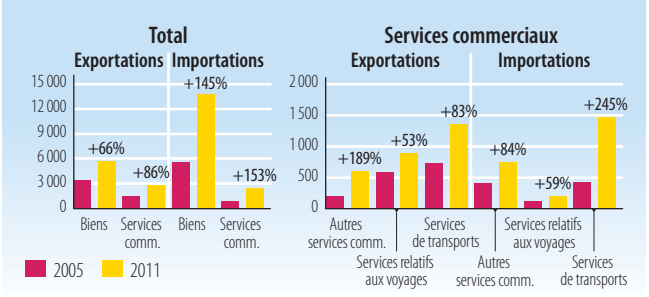
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	62	65	74	12
Export. de services commerciaux en % des export. totales	31	33	33	2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	15	13	15	0
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	28	36	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	41	42	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	25	UE-27	24
Ouganda	17	Ouganda	13
Tanzanie	8	Tanzanie	8
États-Unis	7	États-Unis	6
Pakistan	5	Émirats arabes unis	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	18	Thé et maté	23
Thé et maté	17	Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	10
Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	9	Légumes	5
Légumes	6	Café, succédané du café	4
Café, succédané du café	4	Produits pétroliers	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	21	UE-27	19
Émirats arabes unis	14	Chine	13
Afrique du Sud	10	Émirats arabes unis	12
États-Unis	10	Inde	11
Arabie saoudite, Royaume d'	6	Afrique du Sud	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Huiles brutes de pétrole	12	Produits pétroliers	14
Produits pétroliers	11	Huiles brutes de pétrole	8
Aéronefs et matériel connexe	10	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5
Graisses et huiles végétales fixes, autres	3	Aéronefs et matériel connexe	4
Produits laminés plats en fer, etc.	3	Graisses et huiles végétales fixes, autres	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,9	4,5
Nombre d'exportateurs	5 450	4 824
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,06	0,06
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	40	40
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,7	12,5
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	6,2	10,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,5	0,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	86,3	92,2

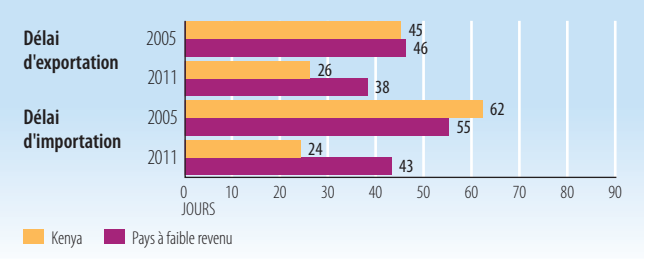
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

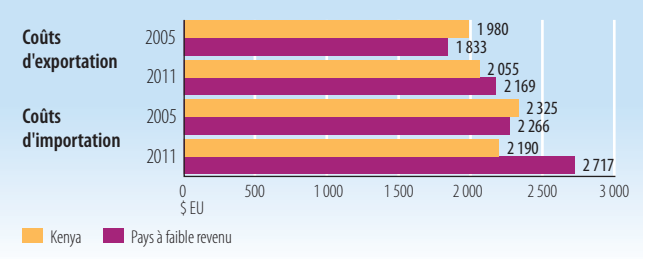
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

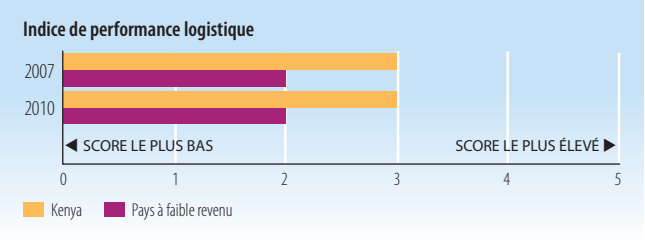
	2005	2010
Afrique	46,7	46,1
Asie	11,4	12,6
Communauté d'États indépendants	1,1	1,9
Europe	25,4	24,8
Moyen-Orient	3,5	7,4
Amérique du Nord	6,9	5,8
Amérique du Sud et centrale	0,3	0,1

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







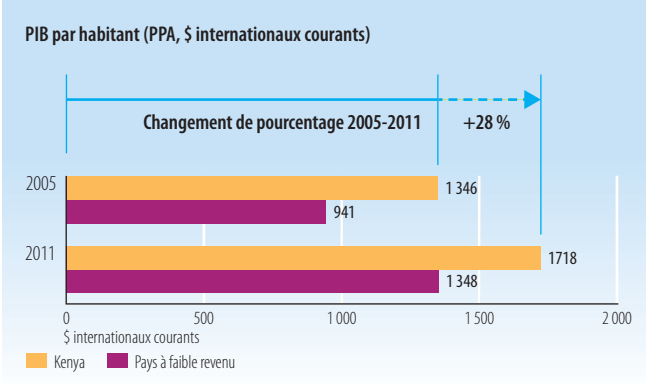
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

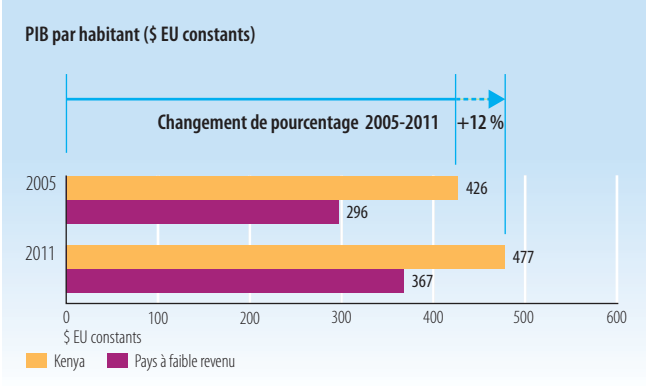
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,5	46,5
APD nette reçue (% du RNB)	4,1	5,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	8,9	8,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,9	4,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,47	0,51

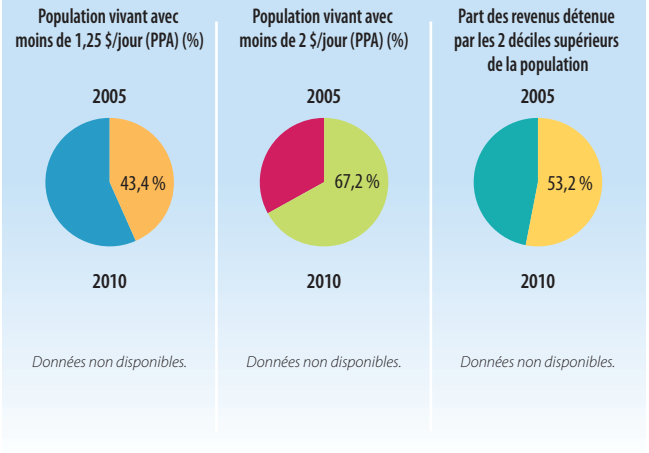
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845436



LESOTHO

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

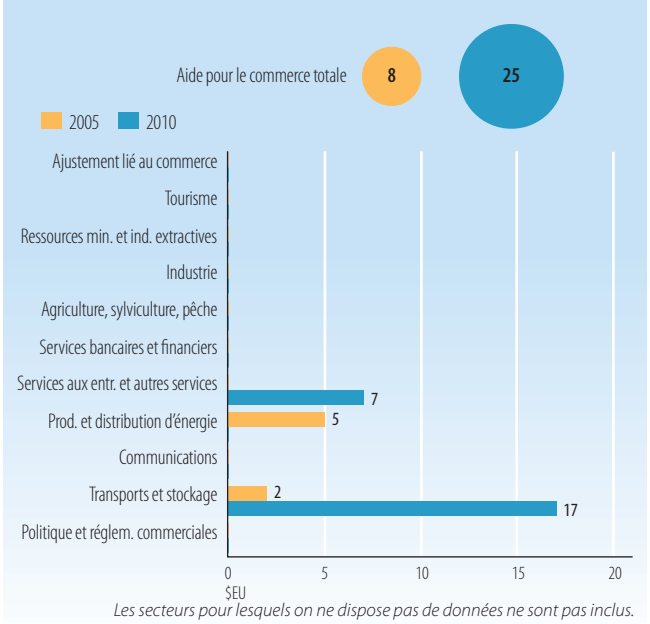
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Lesotho

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	289,0	458,5	621,1	115 %
dont: secteur public	59,4	145,5	277,3	367 %
dont: secteur privé	229,5	313,0	343,8	50 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	69,1	110,0	117,0	69 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	21,1	45,8	52,7	150 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	7,8	21,2	24,6	215 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	603,5	596,2	745,9	24 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

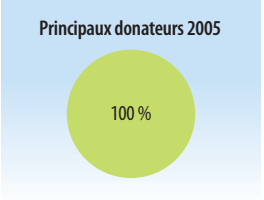


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

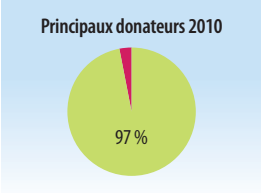
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	4,6	59
Institutions de l'UE	1,2	16
Irlande	1,1	15
Allemagne	0,6	8
Royaume-Uni	0,3	3



2010	valeur	%
Banque mondiale	16,1	66
Institutions de l'UE	5,1	21
Koweït	2,1	9
Banque africaine de dév.	0,3	1
Allemagne	0,3	1



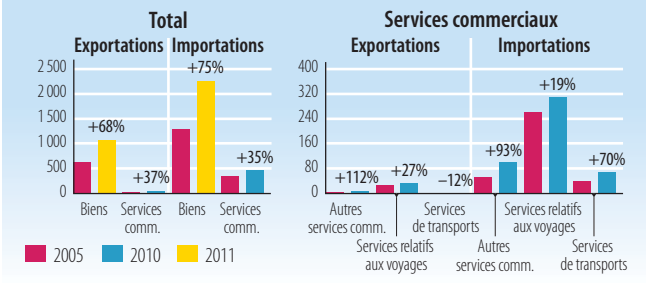
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	169	172	137	-32
Export. de services commerciaux en % des export. totales	5	4	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	22	18	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	51	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	35	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%	2008	%
		Afrique du Sud	83
		États-Unis	15
Données non disponibles.		Madagascar	1
		Kenya	1
		Canada	0

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2008	%	2009	%
Appareils, etc. récepteurs de télévision	21	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	17
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	18	Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	14
Chaussures	7	Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	11
Laines et autres poils	6	Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	10
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	6	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

	%	2008	%
		Afrique du Sud	95
		Japon	2
Données non disponibles.		UE-27	2
		États-Unis	1
		Swaziland	0

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2008	%	2009	%
Transactions spéciales non classées	13	Produits pétroliers	6
Produits pétroliers	7	Véhicules routiers, n.d.a.	6
Produits de parfumerie, cosmétiques, etc.	4	Autres semoules et farines de céréales	3
Articles manufacturés divers, n.d.a.	4	Autres viandes, abats	3
Véhicules routiers, n.d.a.	4	Meubles, coussins, etc.	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	2,7	5,8
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	80	80
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,9	7,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,0	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	99,9	99,1

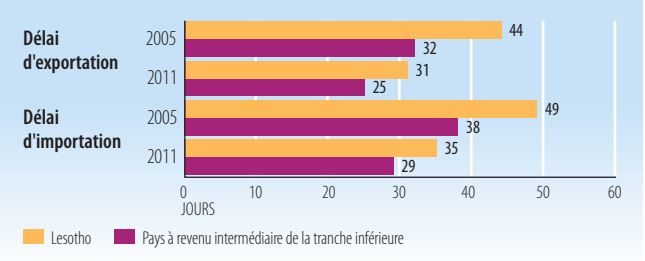
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

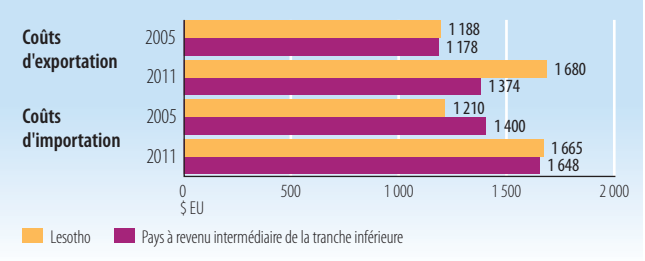
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

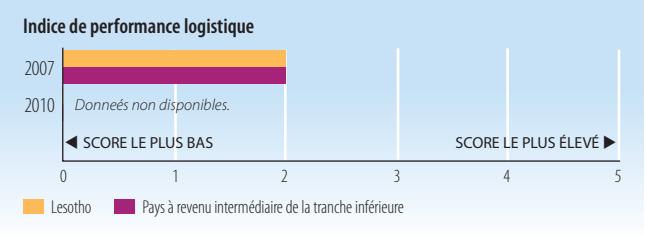
	2005	2009
Afrique	n.d.	50,1
Asie	n.d.	0,7
Communauté d'États indépendants	n.d.	0,0
Europe	n.d.	2,0
Moyen-Orient	n.d.	0,0
Amérique du Nord	n.d.	47,0
Amérique du Sud et centrale	n.d.	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







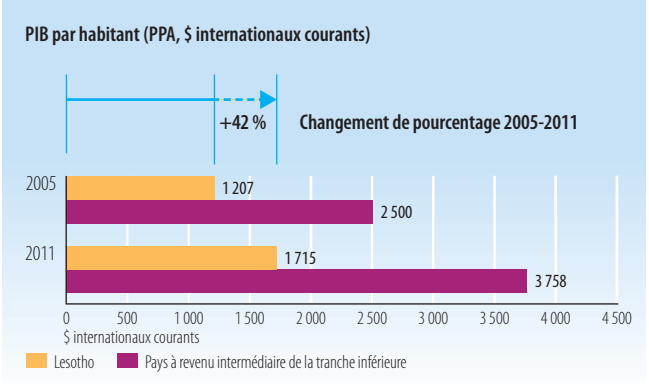
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

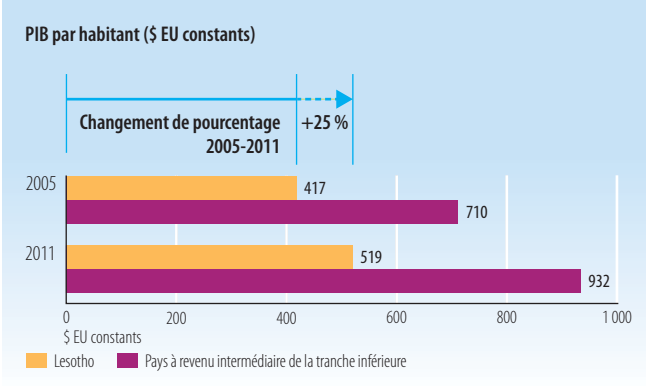
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	25,3
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	47,5	46,0
APD nette reçue (% du RNB)	3,6	9,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	57,2	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,7	1,9
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,42	0,45

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845455

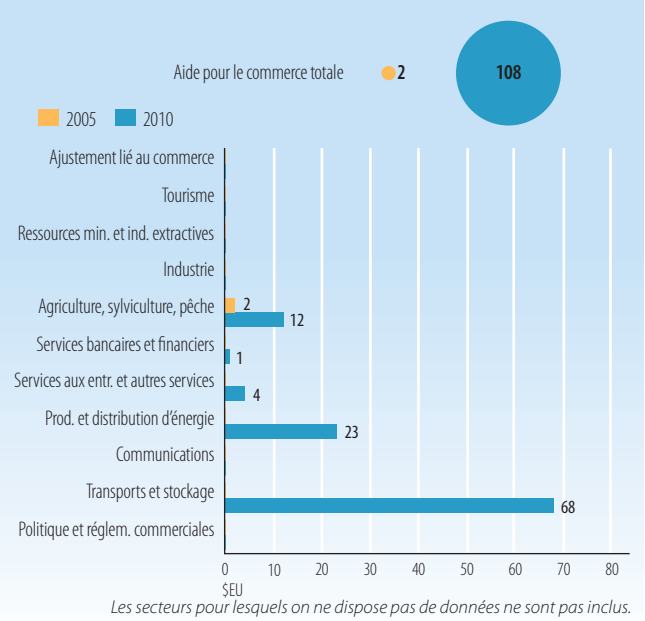
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Libéria

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	72,1	290,7	340,8	373 %
dont: secteur public	5,9	25,7	56,0	844 %
dont: secteur privé	66,2	265,0	284,8	331 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	82,8	394,5	452,3	446 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	0,0	880,5	17,3	d.p.z.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	1,5	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	2,0	46,5	108,1	5299 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	31,9	58,1	26,7	-16 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

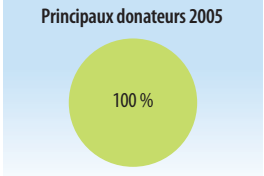


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

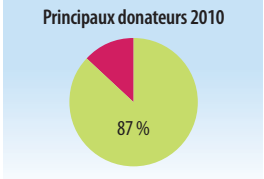
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
États-Unis	1,1	56
Irlande	0,7	33
Allemagne	0,1	6
Institutions de l'UE	0,1	5



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	49,0	45
États-Unis	13,8	13
Norvège	11,8	11
Banque mondiale	10,1	9
Royaume-Uni	9,4	9



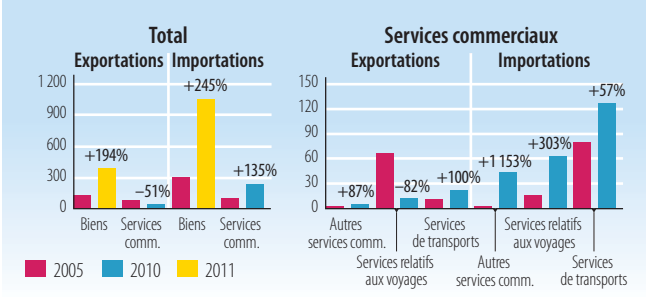
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	114	177	125	10
Export. de services commerciaux en % des export. totales	38	42	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	25	32	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	9,5	8,5
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	n.d.	n.d.
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	n.d.	n.d.

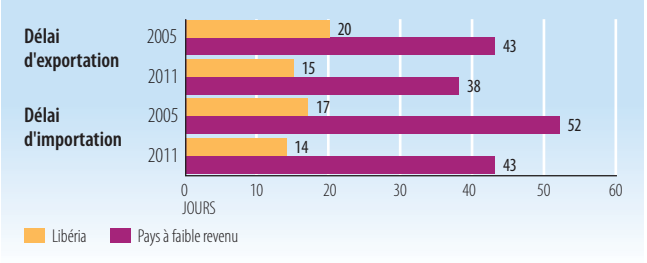
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

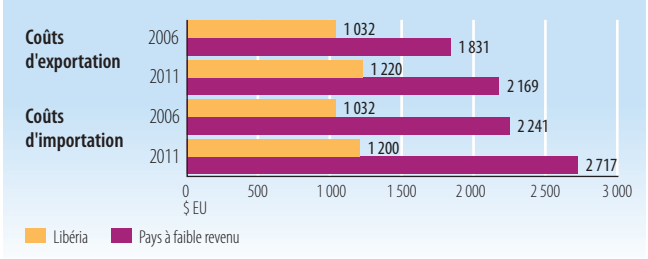
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

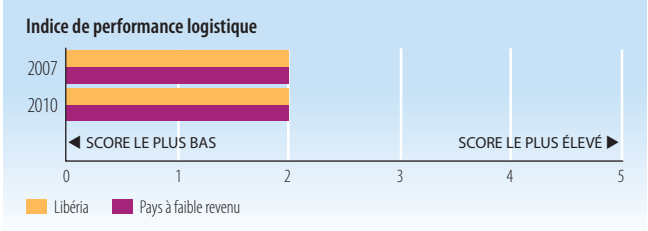
	2005	2011
Afrique	n.d.	n.d.
Asie	n.d.	n.d.
Communauté d'États indépendants	n.d.	n.d.
Europe	n.d.	n.d.
Moyen-Orient	n.d.	n.d.
Amérique du Nord	n.d.	n.d.
Amérique du Sud et centrale	n.d.	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







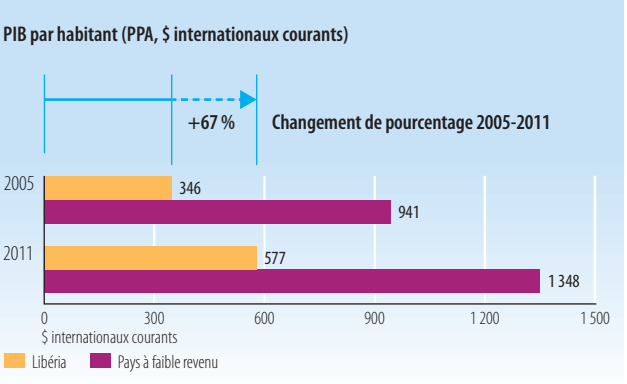
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

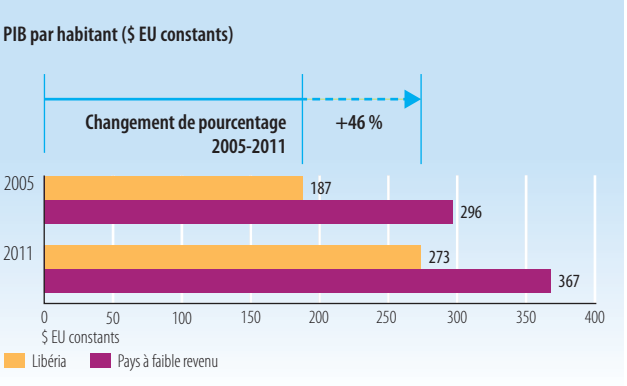
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	3,7
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	48,7	47,7
APD nette reçue (% du RNB)	56,4	175,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	41,5	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	0,3	1,3
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,30	0,33

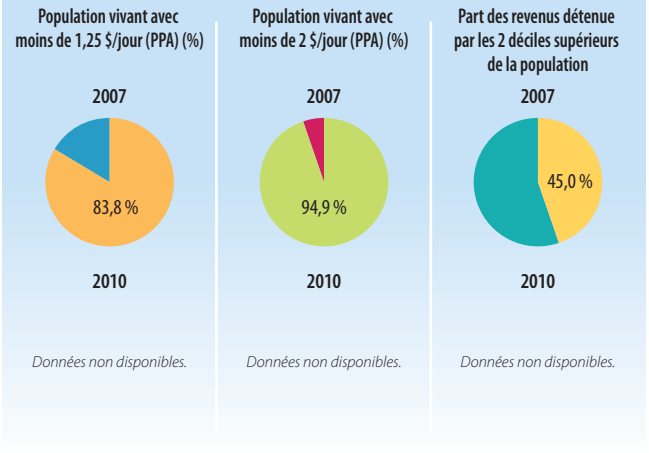
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845474

MADAGASCAR

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

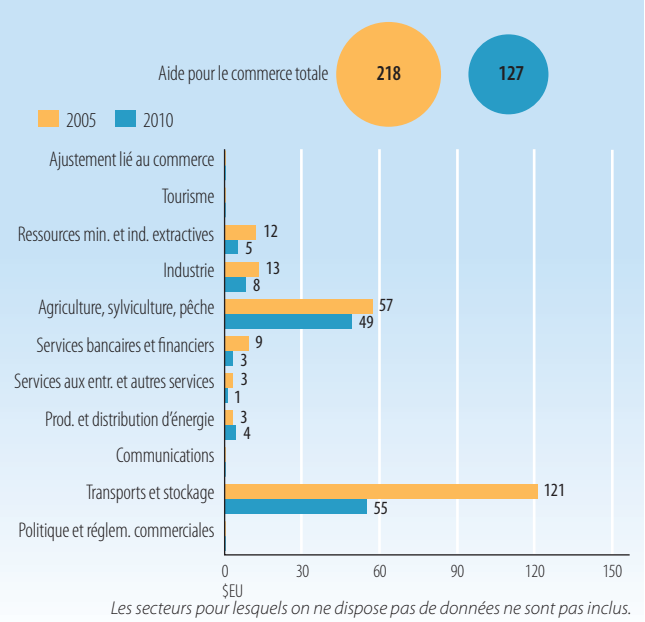
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Madagascar

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 118,5	3 795,1	n.d.	n.d.
dont: secteur public	438,9	668,2	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	679,6	3 126,9	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	85,4	1 169,4	860,4	907 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	265,4	404,1	211,3	-20 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	343,3	207,5	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	218,4	269,2	126,7	-42 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	11,0	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

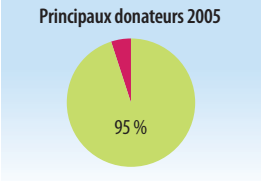


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

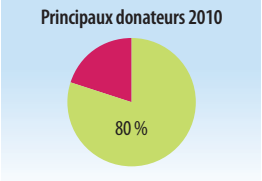
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	93,5	43
Institutions de l'UE	80,0	37
Japon	14,4	7
France	10,2	5
Banque africaine de dév.	8,7	4



2010	valeur	%
Banque mondiale	52,3	41
France	19,8	16
Institutions de l'UE	10,2	8
FODI	9,8	8
Banque africaine de dév.	9,1	7



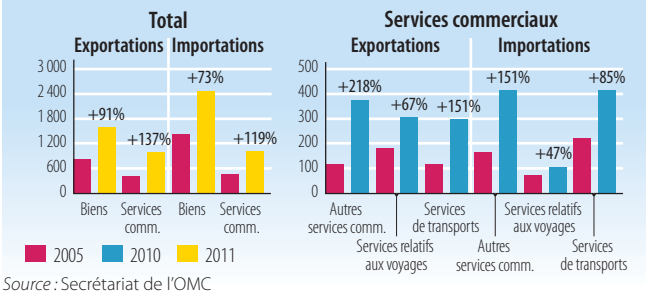
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	62	74	61	-1
Export. de services commerciaux en % des export. totales	33	46	38	5
Import. de services commerciaux en % des import. totales	24	30	29	5
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	24	16	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	45	51	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	51	UE-27	54
États-Unis	22	Chine	5
Chine	4	Côte d'Ivoire	5
Bahreïn	3	Inde	4
Japon	2	États-Unis	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Crustacés, mollusques, etc.	13	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	14
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	10	Crustacés, mollusques, etc.	7
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	9	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	6
Transactions spéciales non classées	8	Produits pétroliers	6
Épices	8	Transactions spéciales non classées	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	26	UE-27	25
Chine	14	Chine	12
Bahreïn	13	Afrique du Sud	8
Maurice	7	États-Unis	6
Inde	6	Bahreïn	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	15	Produits pétroliers	14
Riz	6	Articles de robinetterie, etc.	4
Fils textiles	4	Fils textiles	4
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4	Riz	2
Tissus de coton	4	Sucres, mélasses et miel	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,6	1,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,03	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	2	2
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,3	11,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	9,3	8,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,3	0,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	99,3	98,2

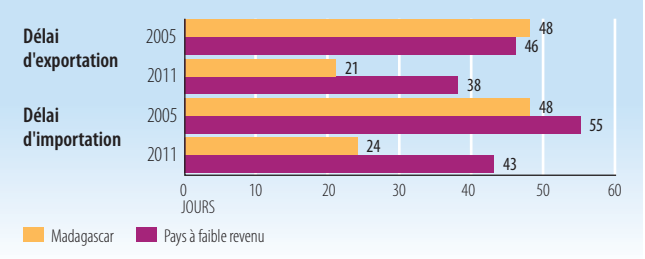
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

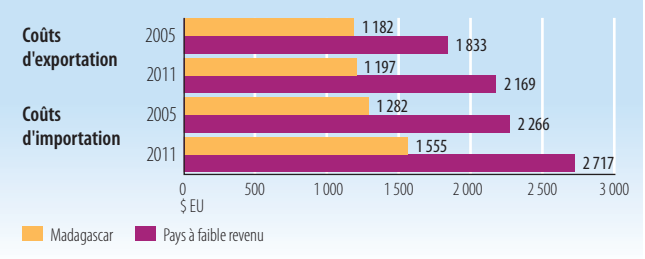
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

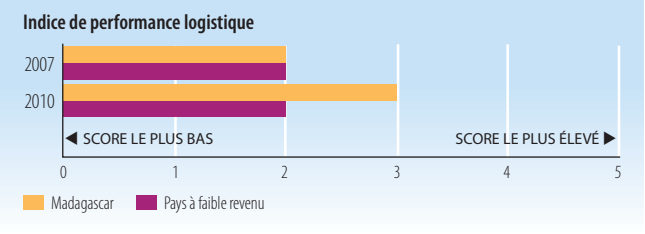
	2005	2011
Afrique	4,3	7,0
Asie	13,1	23,2
Communauté d'États indépendants	0,0	0,1
Europe	51,6	55,0
Moyen-Orient	3,6	1,6
Amérique du Nord	22,7	8,2
Amérique du Sud et centrale	0,1	0,2

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







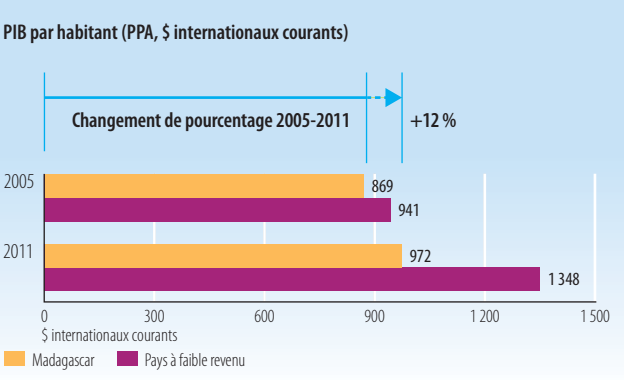
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

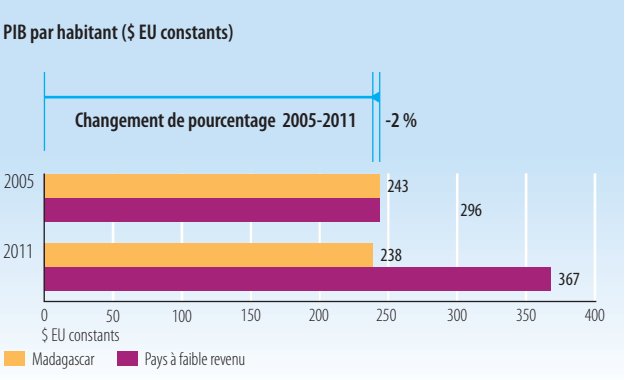
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	2,6	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	48,9	48,9
APD nette reçue (% du RNB)	18,4	5,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	48,1	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,8	2,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,47	0,48

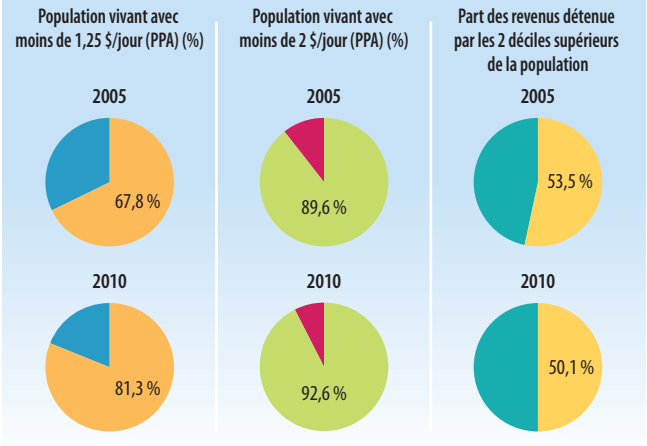
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845493

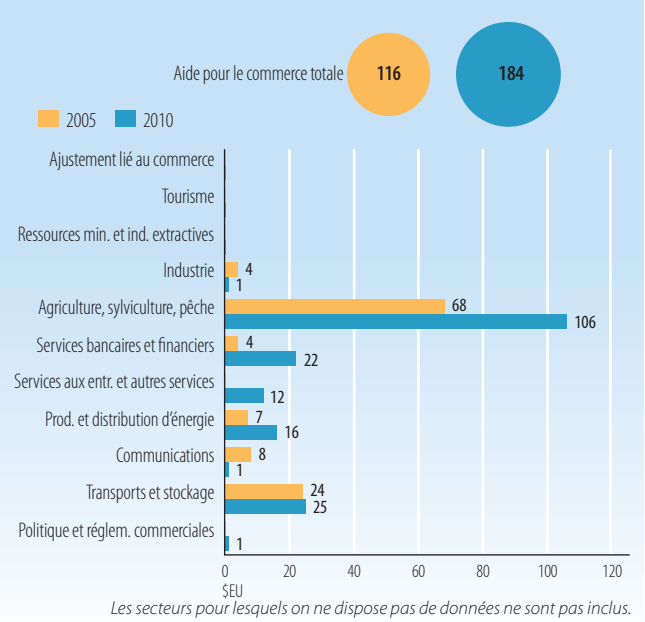
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Malawi

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	556,1	947,6	1 095,3	97 %
dont: secteur public	198,9	383,3	239,0	20 %
dont: secteur privé	357,2	564,3	856,3	140 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	38,1	175,8	140,0	267 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	96,5	162,5	99,9	4 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	3,4	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	116,1	113,4	184,4	59 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

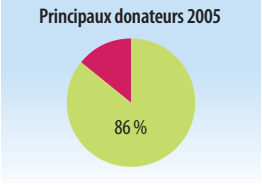


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

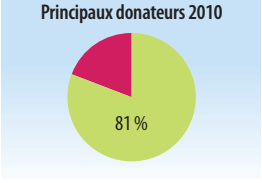
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	56,2	48
États-Unis	13,7	12
Institutions de l'UE	13,5	12
Royaume-Uni	9,6	8
Japon	7,0	6



2010	valeur	%
Banque mondiale	66,2	36
Japon	36,7	20
Institutions de l'UE	21,6	12
Norvège	15,1	8
États-Unis	10,5	6



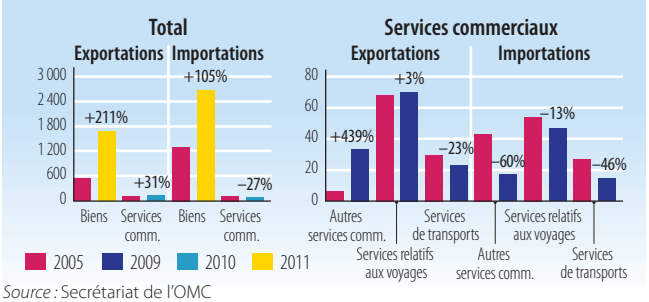
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	75	75	76	1
Export. de services commerciaux en % des export. totales	16	11	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	9	4	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	74	86	82	8
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	57	53	55	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	36	UE-27	37
Afrique du Sud	19	Canada	11
États-Unis	11	Égypte	9
Suisse	7	États-Unis	6
Fédération de Russie	4	Afrique du Sud	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Tabacs bruts ou non fabriqués	53	Tabacs bruts ou non fabriqués	40
Thé et maté	10	Sucres, mélasses et miel	15
Sucres, mélasses et miel	9	Minerais d'uranium ou de thorium, etc.	8
Coton	3	Thé et maté	6
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	3	Mais non moulu	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Afrique du Sud	33	Afrique du Sud	30
UE-27	15	UE-27	14
Mozambique	13	Chine	9
Zimbabwe	8	Inde	8
Zambie	5	Zambie	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Engrais (autres que ceux du groupe 272)	10	Produits pétroliers	8
Produits pétroliers	10	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	8
Tabacs bruts ou non fabriqués	8	Médicaments	6
Imprimés	3	Appareils à rayons X à usage électro-médical	4
Médicaments	3	Tabacs bruts ou non fabriqués	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	2,6	4,5
Nombre d'exportateurs	830	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,25	0,12
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	33	33
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,5	12,7
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	9,5
Exportations: moyenne pondérée appliquée	14,7	9,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	85,7	96,6

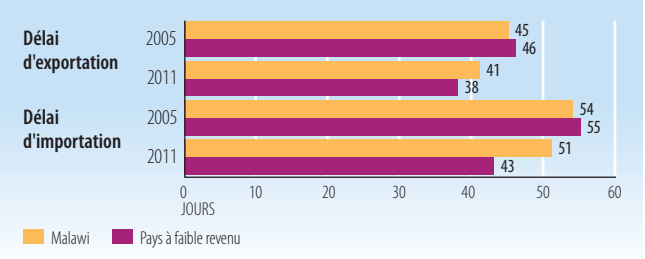
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

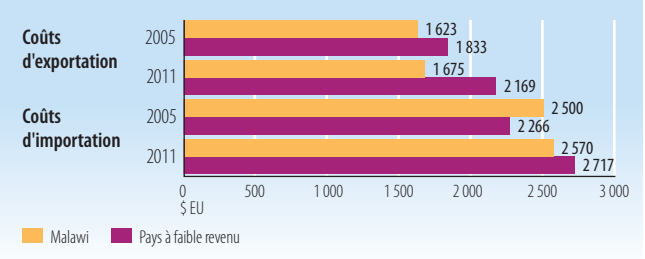
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

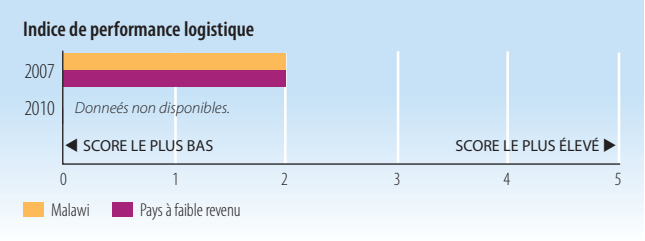
	2005	2011
Afrique	33,0	38,1
Asie	6,4	11,3
Communauté d'États indépendants	4,2	3,0
Europe	43,9	32,1
Moyen-Orient	0,3	0,6
Amérique du Nord	11,7	14,2
Amérique du Sud et centrale	0,5	0,6

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







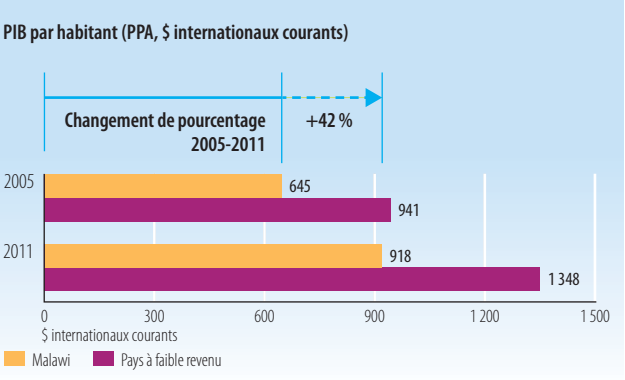
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

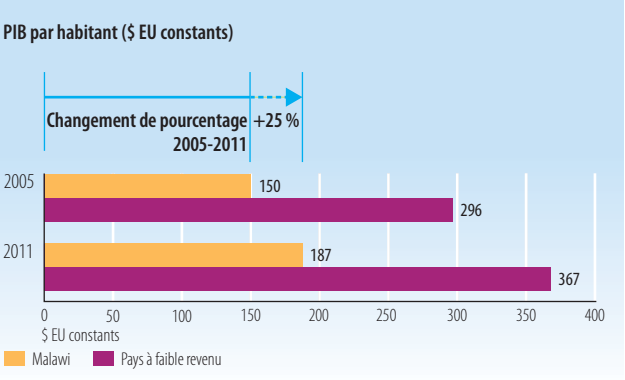
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	48,5	51,5
APD nette reçue (% du RNB)	21,1	20,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,35	0,40

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845512

MALI

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

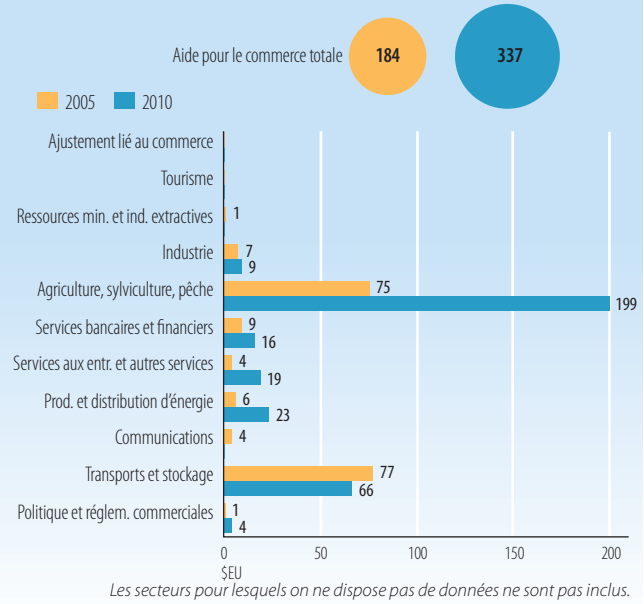
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Mali

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 201,4	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	407,6	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	793,8	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	188,1	131,7	147,6	-22 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	282,4	262,7	317,7	13 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	183,6	240,2	336,6	83 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	177,2	431,0	436,2	146 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

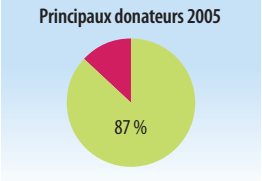


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

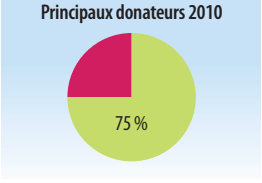
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	65,7	36
Institutions de l'UE	59,1	32
Banque africaine de dév.	16,9	9
France	13,0	7
Suisse	4,8	3



2010	valeur	%
États-Unis	110,8	33
Banque mondiale	59,3	18
Banque africaine de dév.	40,2	12
Institutions de l'UE	23,6	7
Allemagne	18,5	5



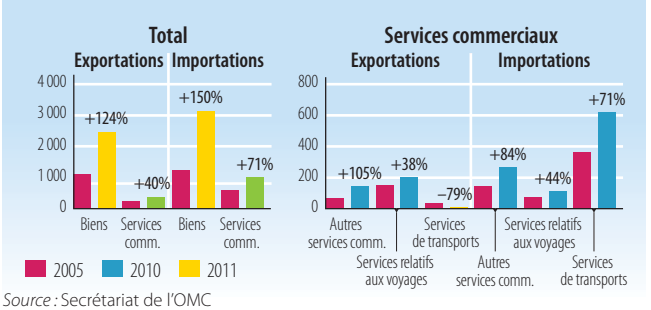
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	60	72	53	-7
Export. de services commerciaux en % des export. totales	19	17	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	32	27	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	97	95	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	43	45	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Afrique du Sud	35	Afrique du Sud	57
Suisse	30	Suisse	12
Sénégal	7	UE-27	9
Chine	6	Sénégal	4
UE-27	6	États-Unis	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	64	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	79
Coton	24	Coton	8
Animaux vivants	5	Animaux vivants	3
Équipements de génie civil	1	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	2
Produits pétroliers	1	Produits pétroliers	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	21	UE-27	24
Sénégal	11	Sénégal	14
Côte d'Ivoire	10	Bénin	10
Bénin	9	Chine	10
Togo	7	États-Unis	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	24	Produits pétroliers	26
Engrais (autres que ceux du groupe 272)	6	Médicaments	7
Chaux, ciment, matériaux de construction	6	Chaux, ciment, matériaux de construction	4
Riz	4	Équipements de génie civil	3
Équipements de génie civil	4	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	6,1	2,7
Nombre d'exportateurs	268	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,48	0,63
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	2	2
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	10,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	17,1	2,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	51,3	49,0

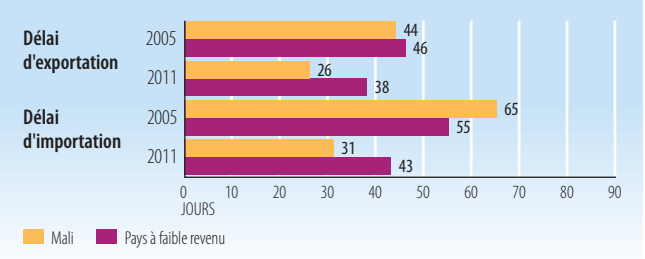
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

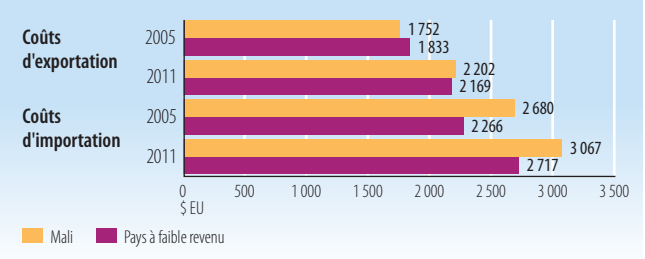
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

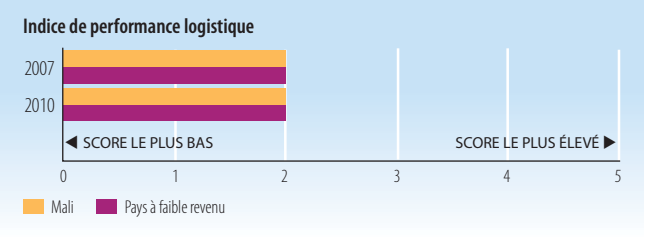
	2005	2010
Afrique	46,0	67,5
Asie	16,5	7,0
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	36,3	21,1
Moyen-Orient	0,8	1,1
Amérique du Nord	0,2	3,2
Amérique du Sud et centrale	0,2	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







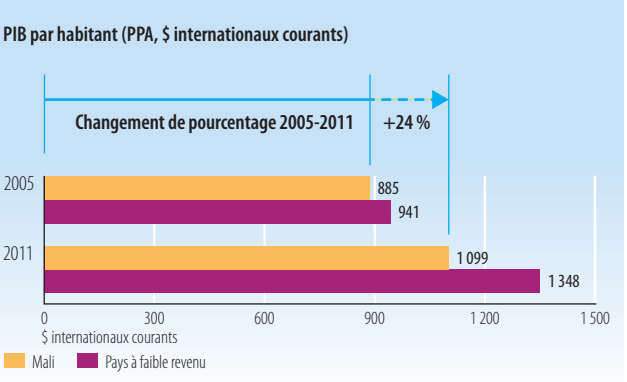
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

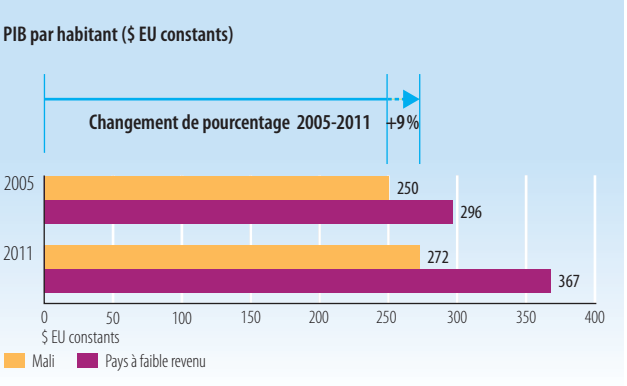
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	36,1	35,5
APD nette reçue (% du RNB)	14,1	12,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	17,4	13,9
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,1	2,5
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,32	0,36

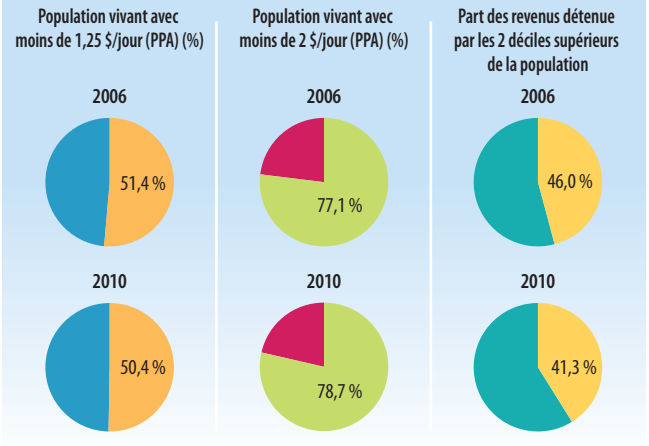
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845531

MAROC

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

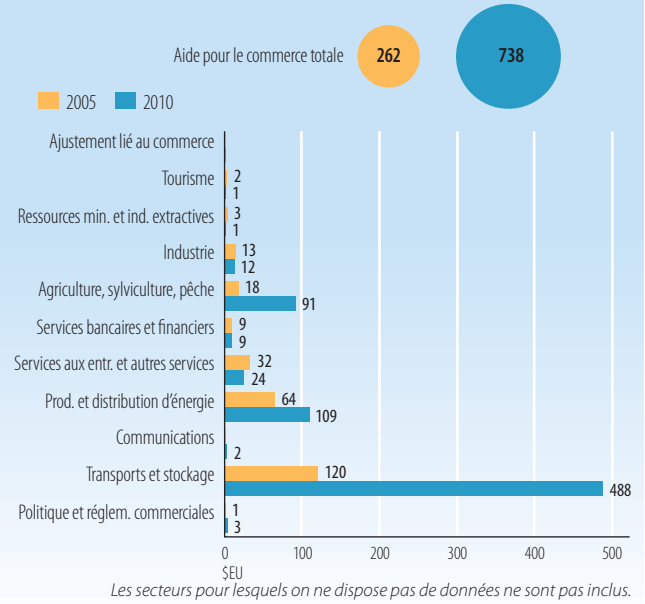
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Maroc

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	16 385,3	29 350,3	27 848,7	70 %
dont: secteur public	2 225,3	4 114,0	5 199,6	134 %
dont: secteur privé	14 160,0	25 236,3	22 649,1	60 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	1 619,8	2 466,3	1 240,6	-23 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	2 455,9	4 553,7	4 969,9	102 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	179,6	179,4	292,1	63 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	261,9	475,9	738,3	182 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	4 589,5	6 895,4	6 422,5	40 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

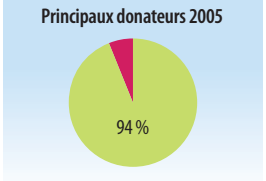


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

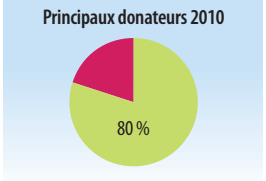
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	118,5	45
France	57,2	22
Italie	35,8	14
Japon	27,0	10
Allemagne	8,7	3



2010	valeur	%
Fonds arabe	187,6	25
Japon	131,4	18
France	127,1	17
Institutions de l'UE	74,1	10
Espagne	66,9	9



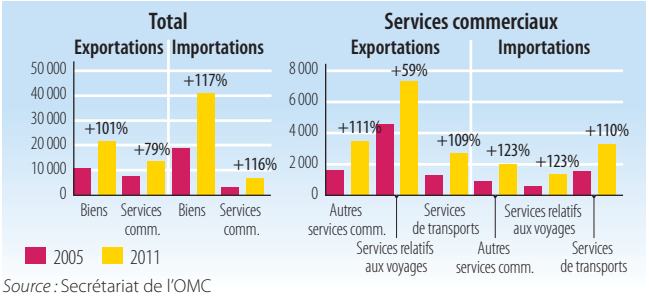
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	68	88	83	15
Export. de services commerciaux en % des export. totales	41	39	39	-3
Import. de services commerciaux en % des import. totales	14	12	14	0
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	47	60	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	50	51	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	74	UE-27	60
Inde	4	Inde	6
États-Unis	3	Brésil	4
Brésil	2	États-Unis	4
Fédération de Russie	1	Singapour	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	9	Produits chimiques inorganiques	9
Produits chimiques inorganiques	8	Équipements de distribution électrique, n.d.a.	9
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	8	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	9
Équipements de distribution électrique, n.d.a.	6	Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	7
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	6	Engrais bruts	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	53	UE-27	49
Fédération de Russie	7	Chine	8
Arabie saoudite, Royaume d'	7	États-Unis	7
Chine	5	Arabie saoudite, Royaume d'	6
États-Unis	3	Fédération de Russie	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Huiles brutes de pétrole	13	Huiles brutes de pétrole	8
Produits pétroliers	3	Produits pétroliers	7
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Propane et butane liquéfiés	4
Tissus de coton	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Propane et butane liquéfiés	3	Froment et méteil non moulus	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,0	4,5
Nombre d'exportateurs	5 602	5 232
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,02	0,02
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	6
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	1
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	45	45
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	24,5	14,3
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	18,9	13,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,3	1,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	89,3	82,8

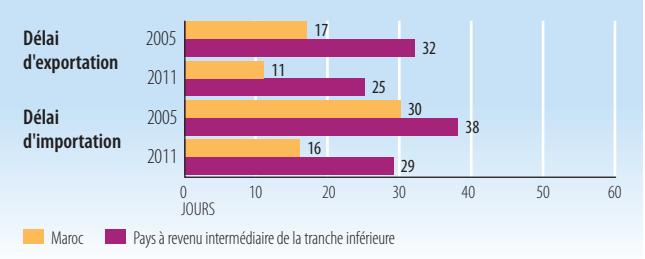
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

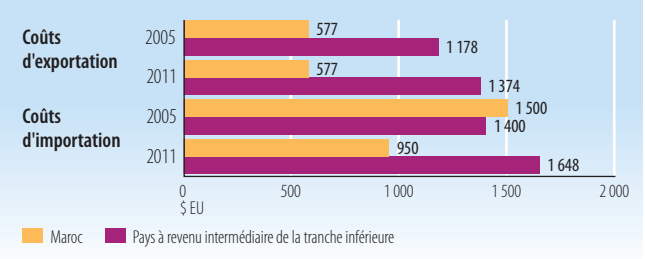
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

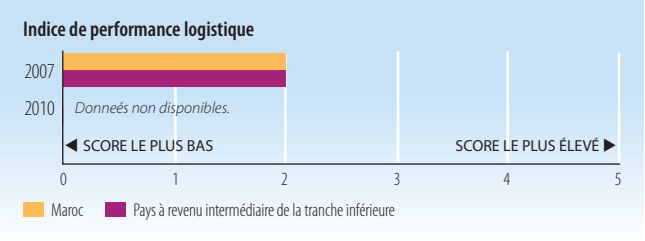
	2005	2010
Afrique	4,3	7,2
Asie	8,5	14,4
Communauté d'États indépendants	1,3	1,2
Europe	76,2	63,8
Moyen-Orient	2,3	2,6
Amérique du Nord	3,8	4,7
Amérique du Sud et centrale	2,9	4,9

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







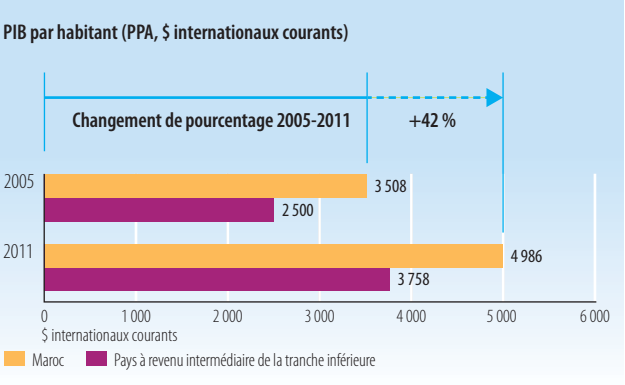
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

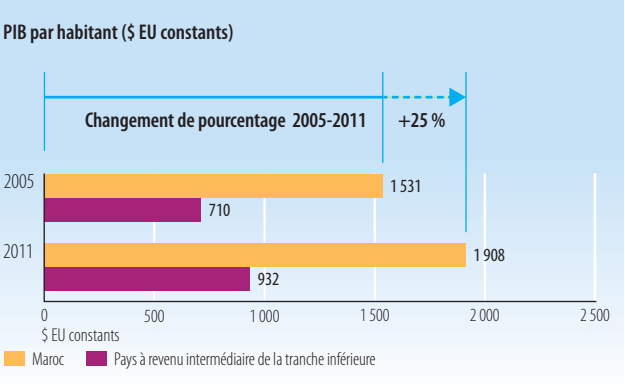
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	11,0	10,0
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	27,7	27,1
APD nette reçue (% du RNB)	1,2	1,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	10,2	6,6
Service total de la dette (% des exportations totales)	14,0	10,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,55	0,58

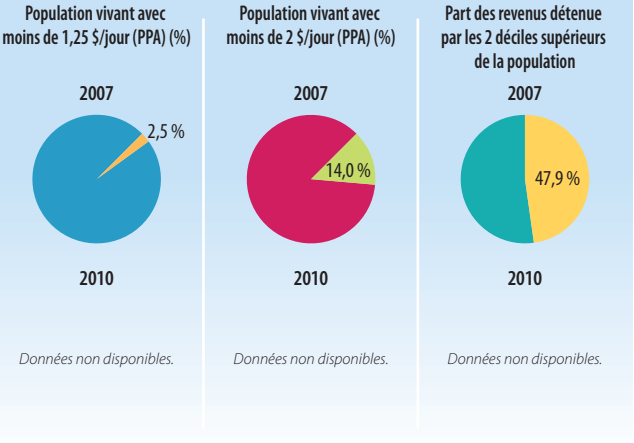
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845607

MAURICE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

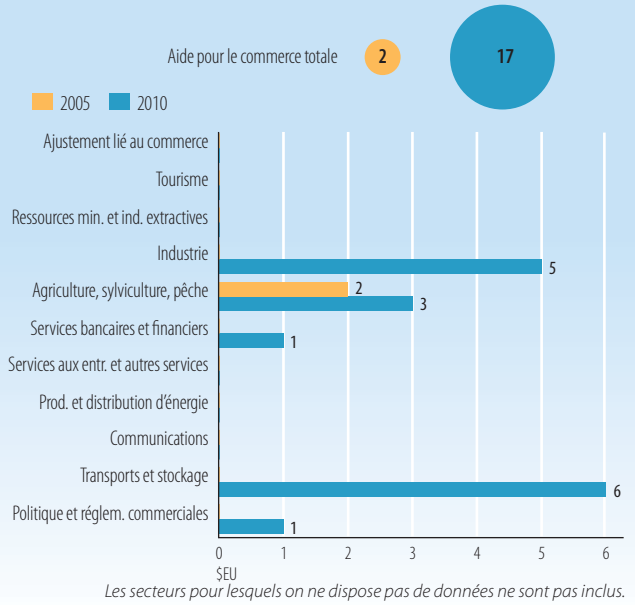
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Maurice

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 347,0	2 373,4	2 416,6	79 %
dont: secteur public	398,6	399,5	592,8	49 %
dont: secteur privé	948,4	1 973,8	1 823,8	92 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	41,8	377,7	431,0	932 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	137,9	114,0	388,0	181 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	1,5	7,4	96,0	6130 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	2,2	5,0	16,6	645 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	215,0	215,0	226,4	5 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

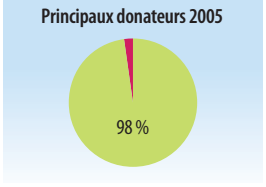


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

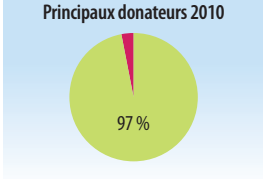
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	1,2	54
Japon	0,9	39
Allemagne	0,1	3
Australie	0,0	1
PNUD	0,0	1



2010	valeur	%
France	12,1	73
Institutions de l'UE	2,4	15
Royaume-Uni	0,9	6
États-Unis	0,4	3
Norvège	0,3	2



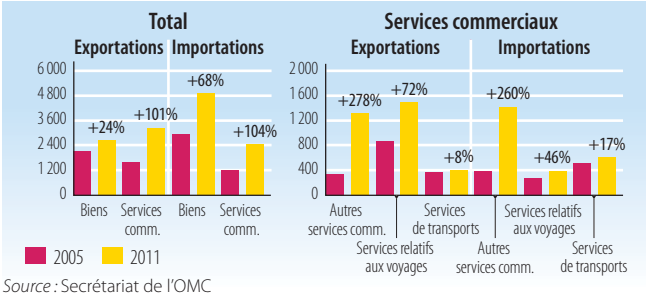
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	125	116	117	-8
Export. de services commerciaux en % des export. totales	43	51	55	12
Import. de services commerciaux en % des import. totales	29	30	33	4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	30	27	22	-7
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	38	38	38	0

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	61	UE-27	64
États-Unis	9	États-Unis	11
Émirats arabes unis	8	Madagascar	5
Madagascar	5	Afrique du Sud	5
Afrique du Sud	1	Suisse	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	22	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	20
Sucres, mélasses et miel	16	Sucres, mélasses et miel	14
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	12	Préparations ou conserves de poisson, etc., n.d.a.	12
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	8	Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	11
Transactions spéciales non classées	7	Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	31	UE-27	23
Chine	10	Inde	22
Afrique du Sud	9	Chine	13
Inde	7	Afrique du Sud	8
Bahreïn	5	Japon	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	14	Produits pétroliers	18
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	10	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	6
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3
Fils textiles	3	Fils textiles	2
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2	Médicaments	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	1,2	4,1
Nombre d'exportateurs	2 255	2 173
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,07	0,05
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	27	27
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	3,5	1,4
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	2,0	1,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,6	0,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	95,3	98,9

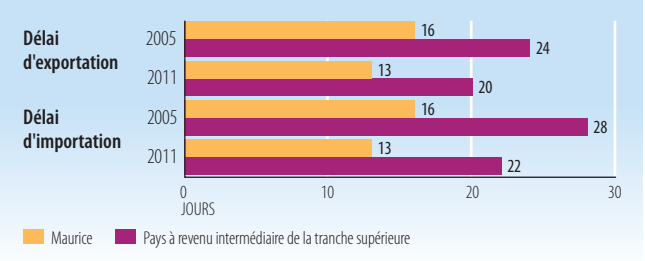
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

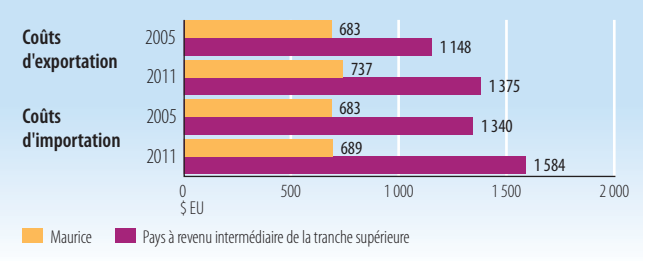
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

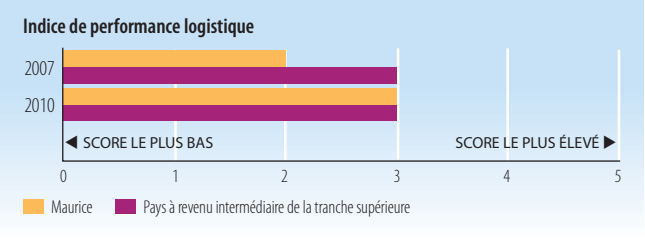
	2005	2011
Afrique	8,9	17,0
Asie	4,1	5,3
Communauté d'États indépendants	0,1	0,3
Europe	62,8	65,1
Moyen-Orient	8,2	0,7
Amérique du Nord	9,2	10,8
Amérique du Sud et centrale	0,2	0,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







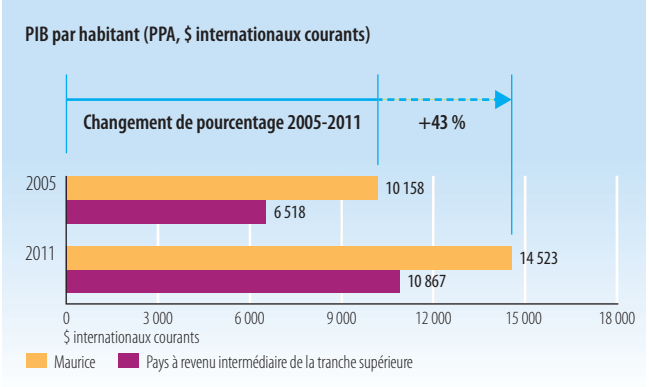
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

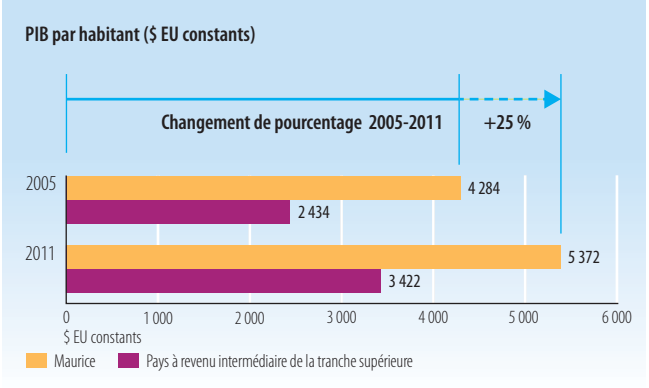
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	9,6	7,7
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	35,8	37,7
APD nette reçue (% du RNB)	0,6	1,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	2,7
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,8	2,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,70	0,73

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845569

MAURITANIE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

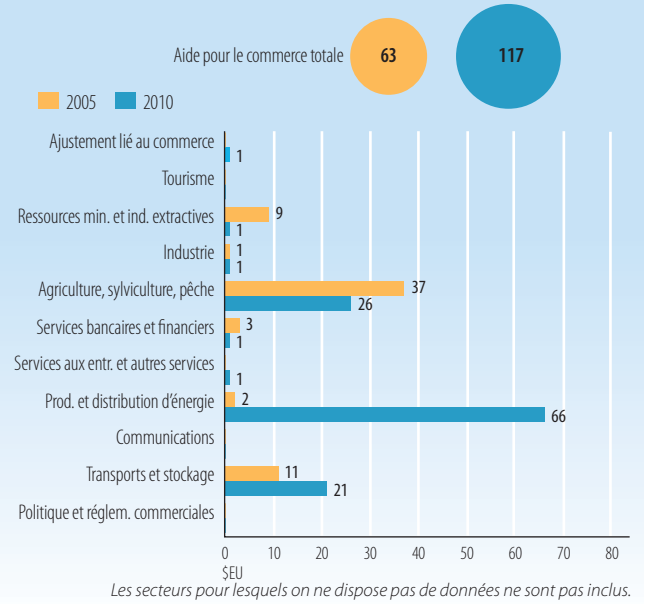
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Mauritanie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 287,9	978,4	884,2	-31 %
dont: secteur public	148,9	233,4	284,5	91 %
dont: secteur privé	1 139,0	745,0	599,7	-47 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	814,1	338,4	13,6	-98 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	143,2	297,3	445,8	211 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,5	19,0	23,3	4561 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	62,7	96,2	117,0	87 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

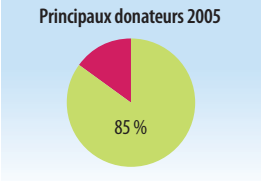


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

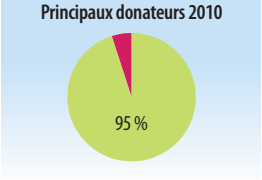
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	15,6	25
Banque mondiale	13,4	21
Japon	10,5	17
Espagne	8,9	14
Banque africaine de dév.	5,2	8



2010	valeur	%
Fonds arabe	65,4	56
Banque mondiale	18,9	16
Institutions de l'UE	15,6	13
Espagne	7,9	7
Banque africaine de dév.	3,2	3



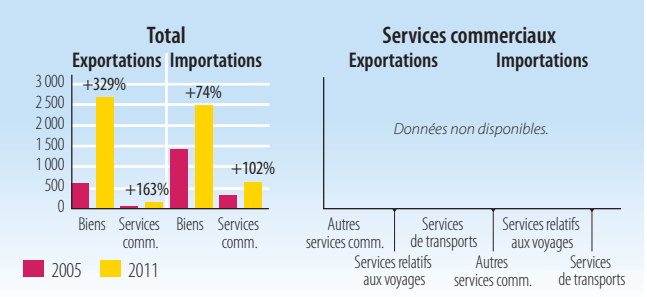
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	111	125	146	35
Export. de services commerciaux en % des export. totales	8	5	5	-3
Import. de services commerciaux en % des import. totales	18	25	21	2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	69	63	23	-46
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	24	34	40	17

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	76	UE-27	21
Japon	14	Chine	19
Algérie	3	Suisse	19
Nigéria	2	Japon	16
Chine	1	Swaziland	14

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Minerais de fer et leurs concentrés	69	Transactions spéciales non classées	57
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	24	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	13
Transactions spéciales non classées	7	Crustacés, mollusques, etc.	11
Préparations ou conserves de poisson, etc., n.d.a.	1	Minerais de cuivre et leurs concentrés	7
Cuirs et peaux (sauf pelleteries), bruts	0	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	43	UE-27	47
États-Unis	8	Émirats arabes unis	12
Brésil	2	Chine	7
Chine	2	Singapour	5
Japon	2	États-Unis	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Navires, bateaux, engins flottants	46	Produits pétroliers	25
Produits pétroliers	9	Équipements de génie civil	12
Équipements de génie civil	7	Équipement mécanique de manutention	4
Aéronefs et matériel connexe	5	Froment et méteil non moulus	4
Margarine et graisses culinaires	2	Navires, bateaux, engins flottants	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	9,0	4,8
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,04
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	0
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	3	3
Droits de douane (%, 2006-2010)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,7	9,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	8,0
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,3	0,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	89,4	94,0

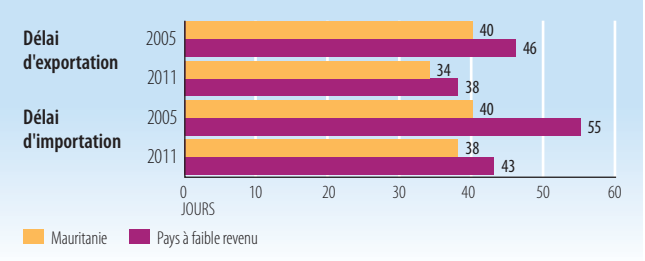
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

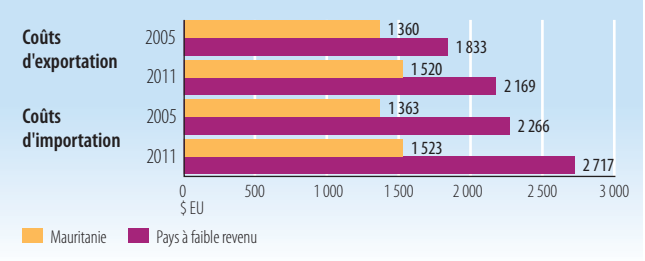
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

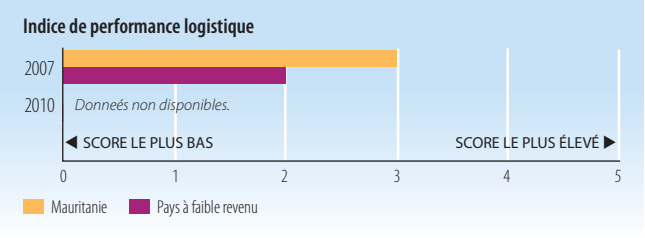
	2005	2011
Afrique	5,3	3,6
Asie	15,8	42,8
Communauté d'États indépendants	1,3	1,6
Europe	76,8	51,9
Moyen-Orient	0,1	0,0
Amérique du Nord	0,0	0,0
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







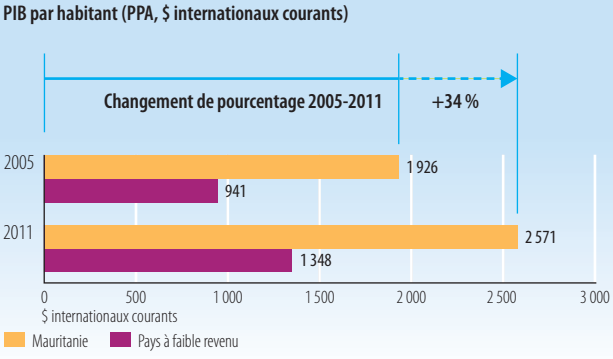
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

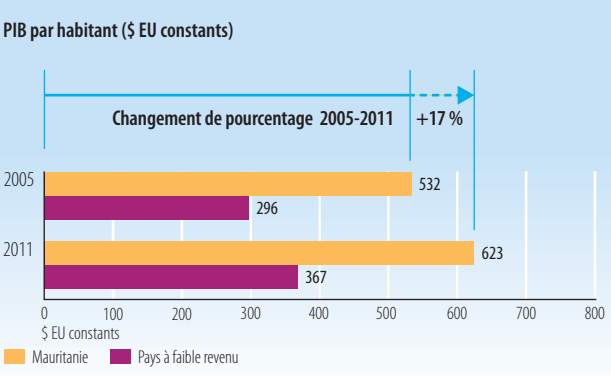
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	25,1	26,5
APD nette reçue (% du RNB)	8,4	10,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,8	4,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,43	0,45

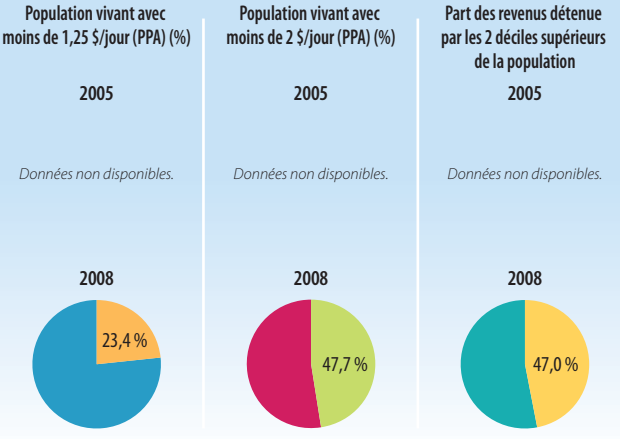
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845550

MEXIQUE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

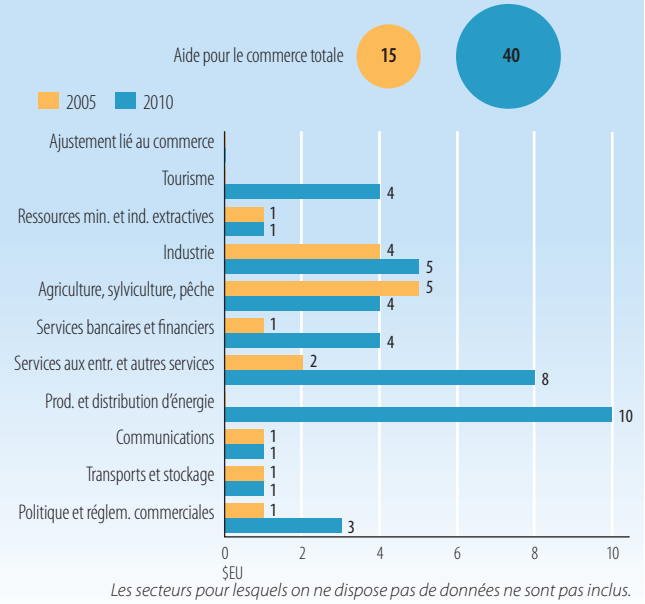
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Mexique

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	169 742,8	242 275,2	208 517,4	23 %
dont: secteur public	38 088,9	61 490,8	61 008,4	60 %
dont: secteur privé	131 653,9	180 784,4	147 509,0	12 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	24 373,4	26 888,5	20 207,6	-17 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	25 948,0	33 703,6	39 706,0	53 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	466,7	615,0	1 355,0	190 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	15,2	32,7	40,1	164 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	22 741,8	26 035,1	22 047,6	-3 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

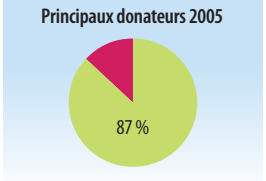


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

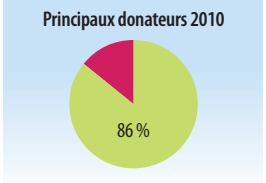
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	5,8	38
États-Unis	2,9	19
Institutions de l'UE	1,8	12
France	1,7	11
Allemagne	1,1	7



2010	valeur	%
États-Unis	13,2	33
Allemagne	6,4	16
Japon	5,4	14
BIAD	5,3	13
Royaume-Uni	4,2	10



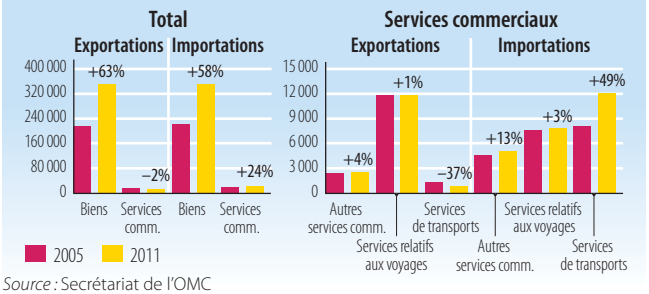
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	56	59	64	8
Export. de services commerciaux en % des export. totales	7	6	4	-3
Import. de services commerciaux en % des import. totales	8	7	7	-2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	39	35	36	-2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	62	58	60	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	86	États-Unis	80
UE-27	4	UE-27	5
Canada	2	Canada	4
Colombie	1	Chine	1
Japon	1	Brésil	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	13	Huiles brutes de pétrole	14
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	6	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	8
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	6	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5
Appareils, etc. récepteurs de télévision	5	Appareils, etc. récepteurs de télévision	5
Parties de tracteurs et véhicules automobiles	5	Parties de tracteurs et véhicules automobiles	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	54	États-Unis	48
UE-27	12	Chine	15
Chine	8	UE-27	11
Japon	6	Japon	5
Corée, Rép.	3	Corée, Rép.	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Transistors, valves, etc.	5	Produits pétroliers	8
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	7
Parties de tracteurs et véhicules automobiles	5	Parties de tracteurs et véhicules automobiles	5
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4	Transistors, valves, etc.	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,2	3,9
Nombre d'exportateurs	35 889	32 656
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,03	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	16
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	12
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	77	77
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	14,0	8,3
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	11,9	5,8
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,2	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	98,6	98,4

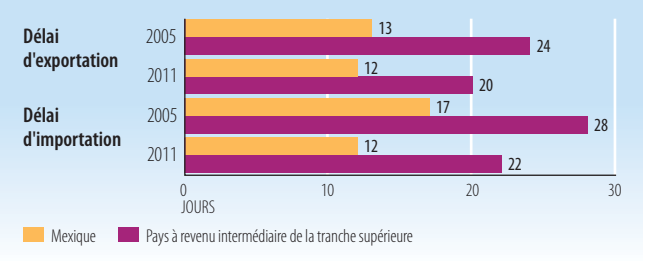
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

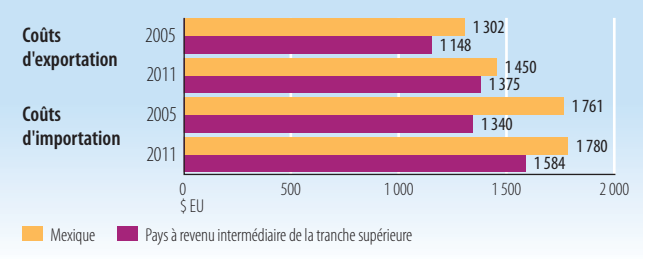
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

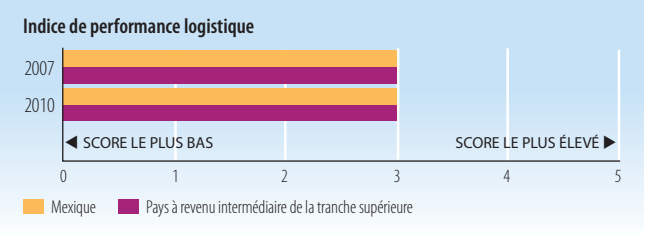
	2005	2011
Afrique	0,2	0,2
Asie	2,2	4,2
Communauté d'États indépendants	0,0	0,2
Europe	4,4	5,9
Moyen-Orient	0,1	0,2
Amérique du Nord	87,8	81,7
Amérique du Sud et centrale	5,2	7,5

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







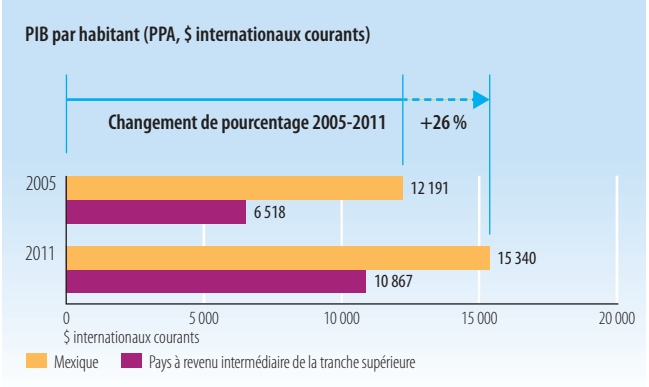
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

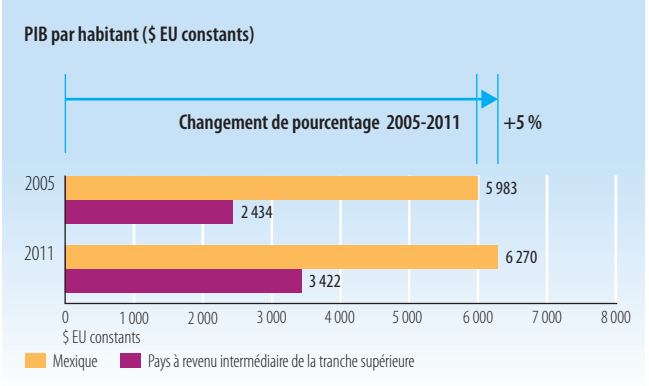
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	3,5	5,3
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	34,8	36,5
APD nette reçue (% du RNB)	0,0	0,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	15,2	9,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,74	0,77

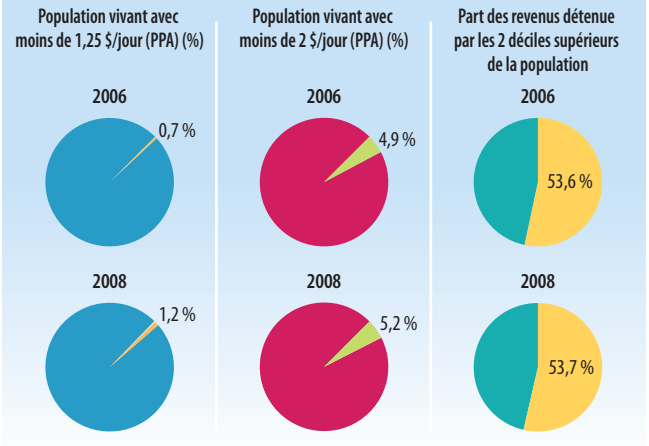
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845588

MOZAMBIQUE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

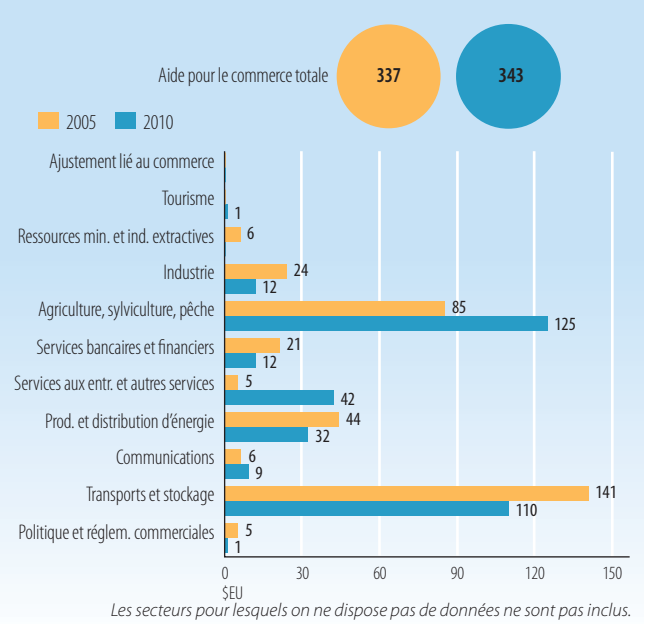
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Mozambique

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 229,8	1 548,7	2 272,0	85 %
dont: secteur public	562,5	1 141,7	1 255,7	123 %
dont: secteur privé	667,3	407,0	1 016,3	52 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	107,9	591,6	789,0	632 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	333,8	414,3	377,8	13 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	12,7	4,6	35,3	177 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	337,0	333,1	342,6	2 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	56,6	115,7	131,9	133 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

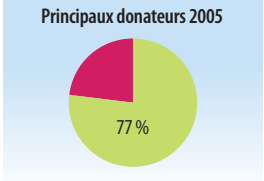


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

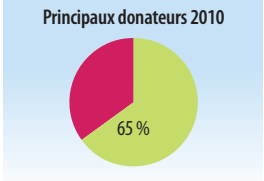
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	113,1	34
Banque africaine de dév.	55,7	17
Institutions de l'UE	37,2	11
Suède	34,1	10
Norvège	20,3	6



2010	valeur	%
Banque mondiale	90,1	26
Institutions de l'UE	49,2	14
Banque africaine de dév.	31,0	9
Norvège	28,6	8
Japon	23,7	7



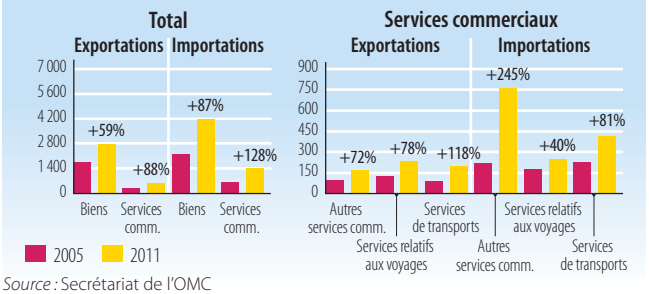
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	75	78	70	-5
Export. de services commerciaux en % des export. totales	15	16	18	2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	22	20	25	4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	74	73	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	31	31	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	64	UE-27	61
Afrique du Sud	16	Afrique du Sud	21
Malawi	3	Chine	4
Zimbabwe	3	Zimbabwe	3
Chine	2	Inde	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Aluminium	58	Aluminium	52
Énergie électrique	8	Énergie électrique	12
Gaz naturel	6	Tabacs bruts ou non fabriqués	6
Crustacés, mollusques, etc.	5	Gaz naturel	6
Coton	3	Transactions spéciales non classées	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Afrique du Sud	41	Afrique du Sud	34
UE-27	24	UE-27	31
Inde	4	Inde	6
États-Unis	3	Chine	4
Chine	3	Japon	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Transactions spéciales non classées	26	Transactions spéciales non classées	17
Riz	5	Produits pétroliers	15
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	5
Énergie électrique	3	Énergie électrique	4
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Équipements de génie civil	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	9,6	7,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,36	0,16
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	17	17
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,1	10,1
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	9,1	7,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,9	1,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	95,1	95,0

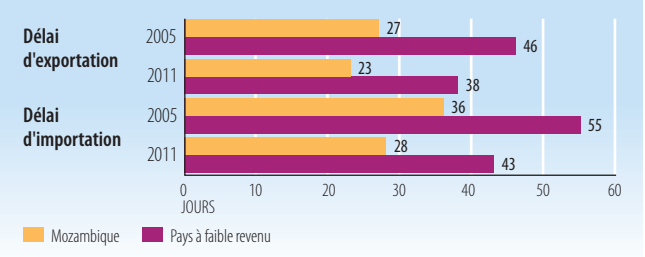
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

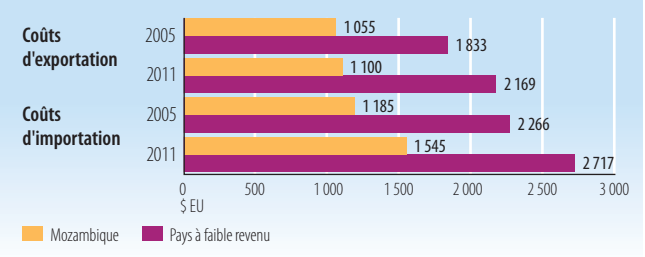
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

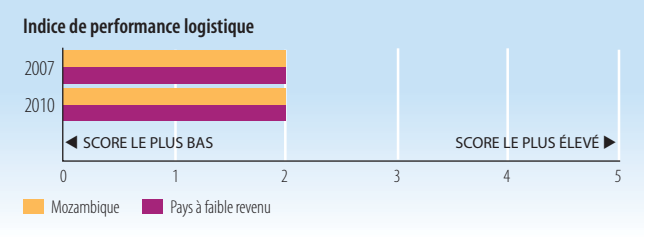
	2005	2011
Afrique	22,2	23,0
Asie	5,3	12,2
Communauté d'États indépendants	0,0	0,7
Europe	65,0	55,8
Moyen-Orient	0,1	4,6
Amérique du Nord	1,0	1,6
Amérique du Sud et centrale	0,0	2,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







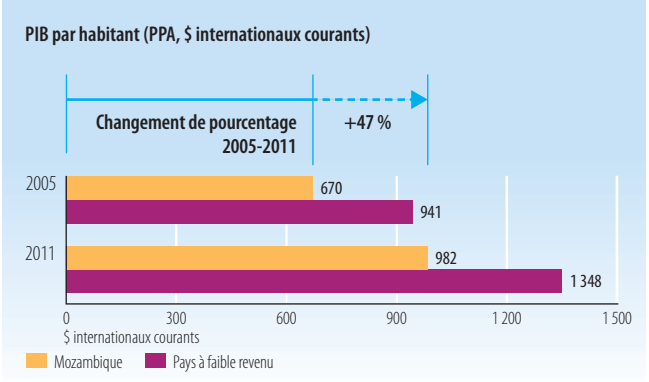
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

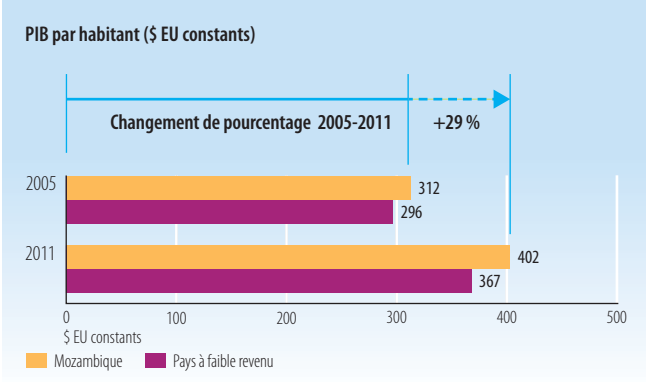
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	54,3	53,6
APD nette reçue (% du RNB)	20,9	21,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	3,6	2,9
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,29	0,32

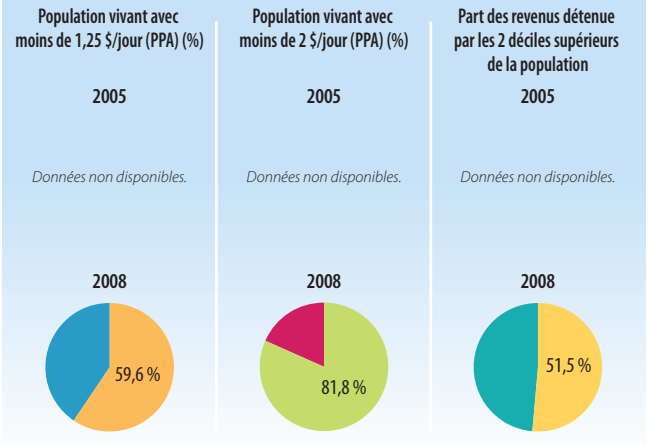
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845626

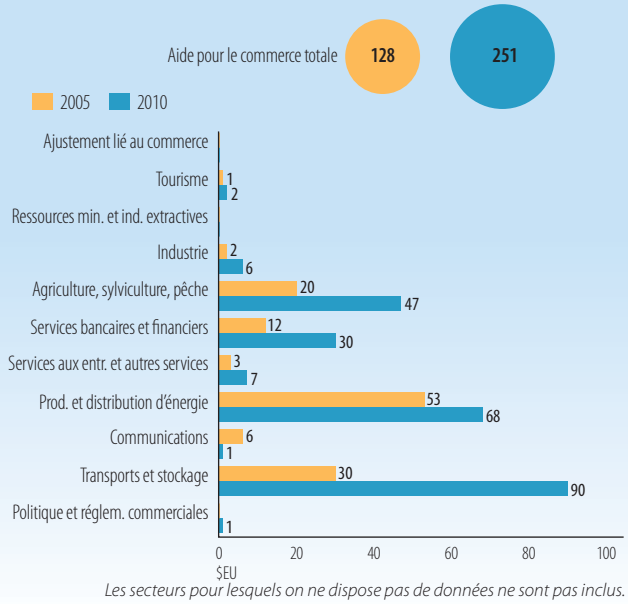
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Népal

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 621,3	2 750,6	3 553,6	119 %
dont: secteur public	237,4	508,6	719,9	203 %
dont: secteur privé	1 383,9	2 242,0	2 833,7	105 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	2,5	1,0	87,8	3482 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	192,4	103,4	177,3	-8 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	127,6	156,6	251,4	97 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	1 211,8	2 727,1	3 468,5	186 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

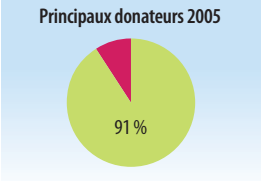


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

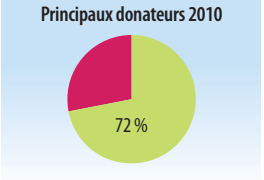
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Allemagne	42,6	33
Japon	25,9	20
Banque mondiale	25,1	20
Royaume-Uni	14,5	11
Suisse	8,3	6



2010	valeur	%
Banque asiatique de dév.	56,4	22
Japon	50,4	20
Banque mondiale	40,2	16
Royaume-Uni	19,5	8
Corée	14,2	6



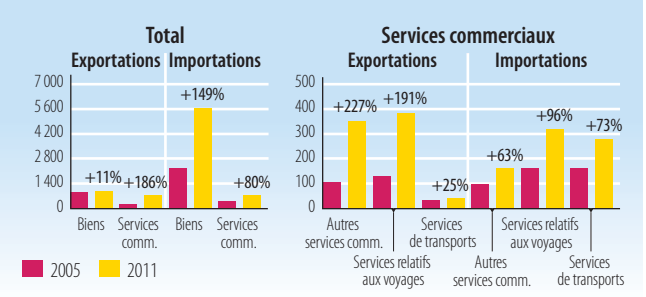
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	48	46	43	-4
Export. de services commerciaux en % des export. totales	23	33	44	21
Import. de services commerciaux en % des import. totales	16	19	12	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2009	%	2010	%
Inde	64	Inde	65
UE-27	11	UE-27	11
États-Unis	7	États-Unis	6
Bangladesh	7	Bangladesh	6
Chine	3	Bhoutan	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2009	%	2010	%
Légumes	9	Produits laminés plats en fer	10
Produits laminés plats en fer	8	Fils textiles	8
Revêtements de sol, etc.	8	Revêtements de sol, etc.	7
Fils textiles	7	Tissus, fibres synthétiques et artificielles	7
Tissus, fibres synthétiques et artificielles	6	Légumes	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2009	%	2010	%
Inde	57	Inde	57
Chine	11	Chine	10
UE-27	5	Émirats arabes unis	9
Arabie saoudite, Royaume d'	3	UE-27	4
Indonésie	3	Indonésie	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2009	%	2010	%
Produits pétroliers	13	Produits pétroliers	12
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	4	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	11
Produits laminés plats en fer, etc.	3	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4
Lingots, etc. en fer ou en acier	3	Lingots, etc. en fer ou en acier	4
Chaux, ciment, matériaux de construction	3	Chaux, ciment, matériaux de construction	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,5	3,9
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	77	77
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,9	12,3
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	13,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	11,8	6,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	37,8	71,8

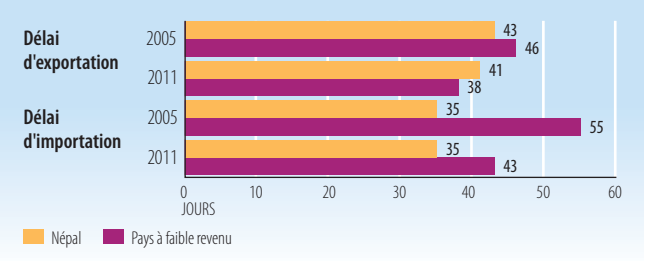
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

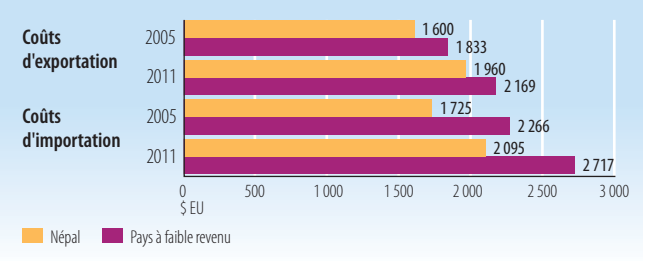
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

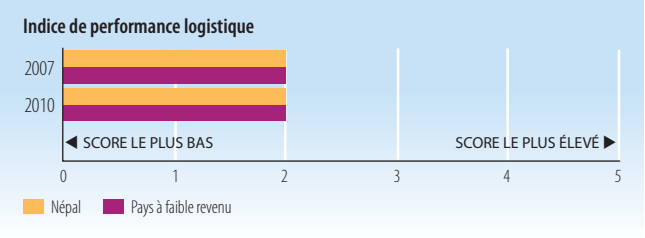
	2005	2010
Afrique	n.d.	0,2
Asie	n.d.	78,8
Communauté d'États indépendants	n.d.	0,1
Europe	n.d.	12,3
Moyen-Orient	n.d.	0,7
Amérique du Nord	n.d.	7,7
Amérique du Sud et centrale	n.d.	0,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







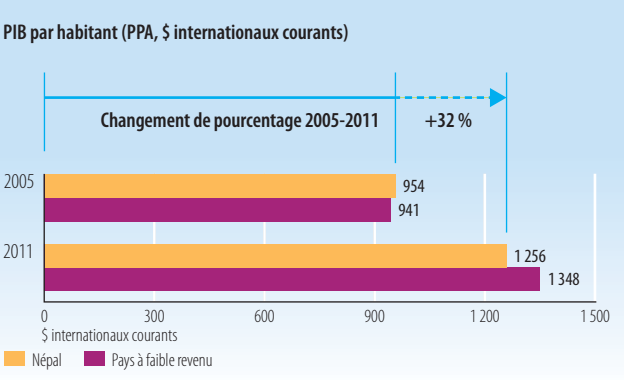
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

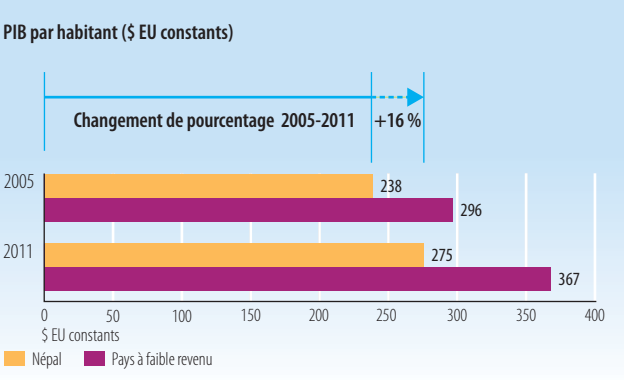
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	2,7
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	49,2	49,2
APD nette reçue (% du RNB)	5,2	5,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	27,5	21,0
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,2	10,5
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,42	0,46

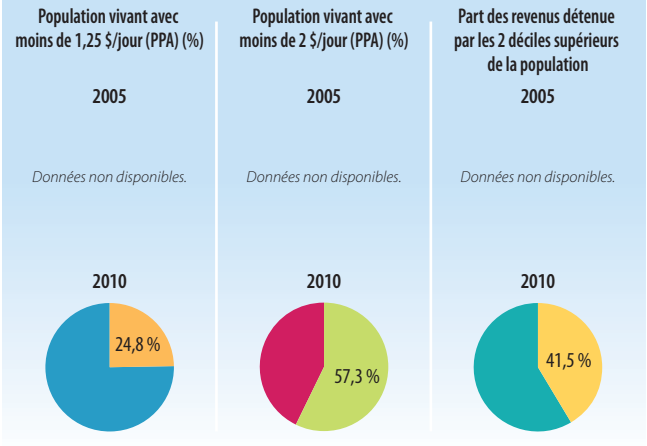
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845645

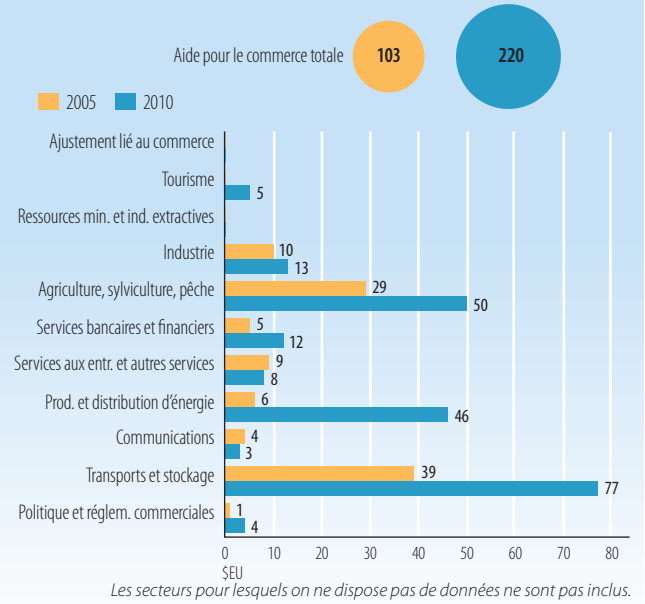
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Nicaragua

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 382,5	1 981,8	1 777,9	29 %
dont: secteur public	335,7	365,3	424,6	26 %
dont: secteur privé	1 046,7	1 616,5	1 353,3	29 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	241,1	626,1	508,0	111 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	286,6	974,6	582,9	103 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	21,1	25,4	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	102,7	151,6	220,1	114 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	615,7	818,1	822,8	34 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

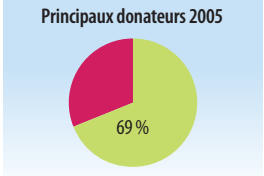


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

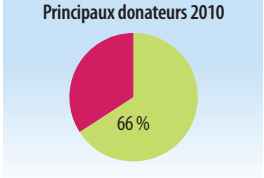
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	27,0	26
Danemark	17,9	17
Japon	9,4	9
Espagne	9,3	9
États-Unis	6,9	7



2010	valeur	%
BIAD	43,6	20
Banque mondiale	31,1	14
États-Unis	26,0	12
Japon	24,6	11
Espagne	20,0	9



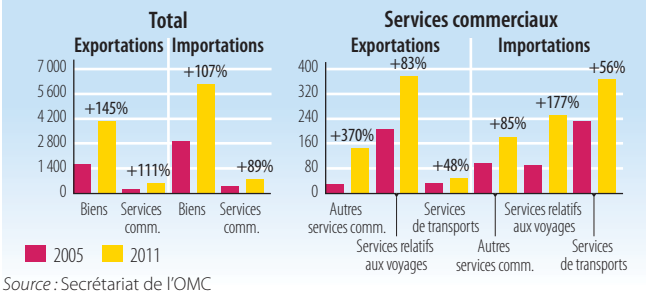
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	109	132	158	49
Export. de services commerciaux en % des export. totales	14	15	12	-2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	13	13	12	-1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	54	37	56	2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	35	28	35	0

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	35	États-Unis	33
El Salvador	14	Venezuela, Rép. bolivarienne du	13
UE-27	13	El Salvador	11
Honduras	8	UE-27	10
Costa Rica	6	Canada	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Café, succédané du café	16	Café, succédané du café	20
Viande bovine	14	Viande bovine	19
Crustacés, mollusques, etc.	10	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	16
Sucres, mélasses et miel	7	Sucres, mélasses et miel	8
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	6	Crustacés, mollusques, etc.	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	21	États-Unis	21
Costa Rica	9	Venezuela, Rép. bolivarienne du	18
Mexique	9	Chine	9
Venezuela, Rép. bolivarienne du	7	Costa Rica	8
Guatemala	7	Mexique	8

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	9	Huiles brutes de pétrole	12
Produits pétroliers	8	Produits pétroliers	8
Médicaments	5	Médicaments	6
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,3	4,7
Nombre d'exportateurs	1 162	1 153
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,05	0,09
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	6
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	4
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	49	49
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,6	5,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	5,4	5,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	10,0	1,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	42,9	93,7

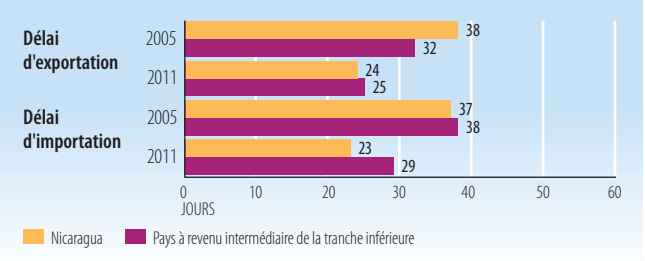
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

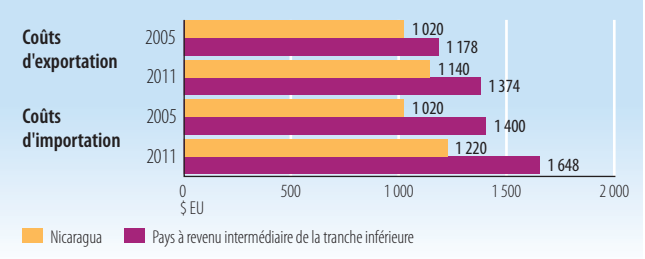
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

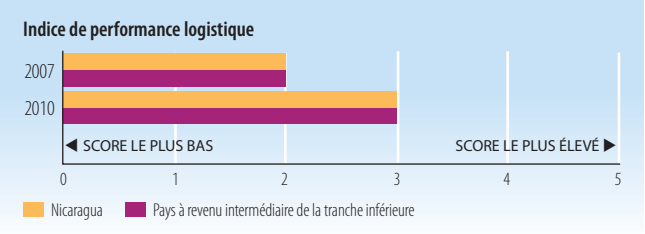
	2005	2011
Afrique	0,1	0,3
Asie	3,9	5,4
Communauté d'États indépendants	1,6	0,9
Europe	13,1	11,2
Moyen-Orient	0,2	0,2
Amérique du Nord	44,3	46,3
Amérique du Sud et centrale	36,9	35,8

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







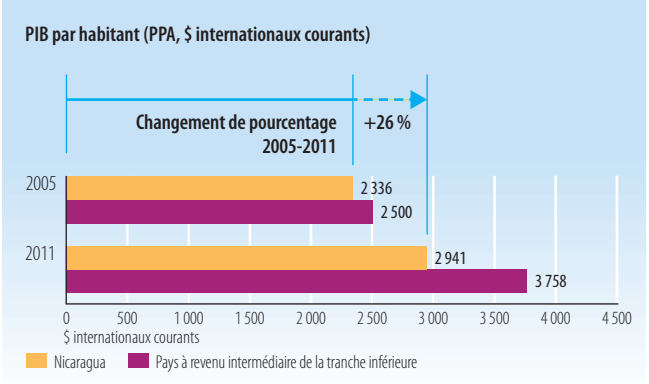
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

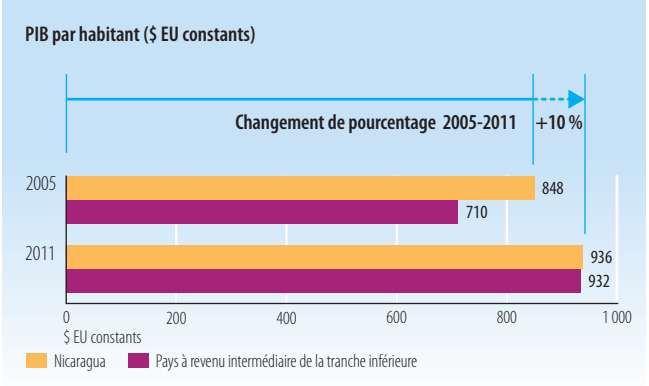
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	5,6	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	36,2	37,9
APD nette reçue (% du RNB)	16,2	9,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,6	14,3
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,57	0,59

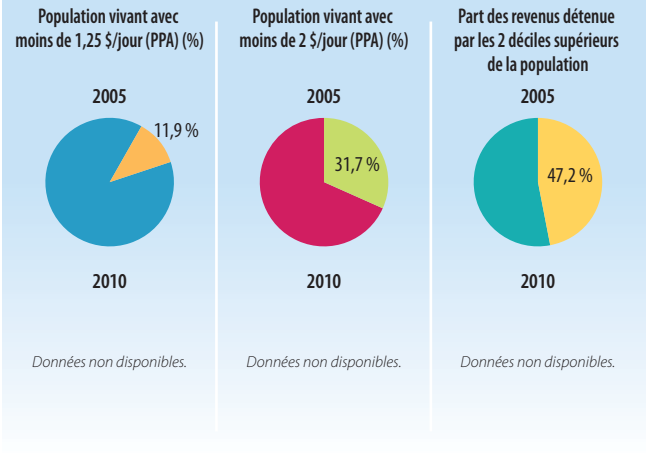
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845664

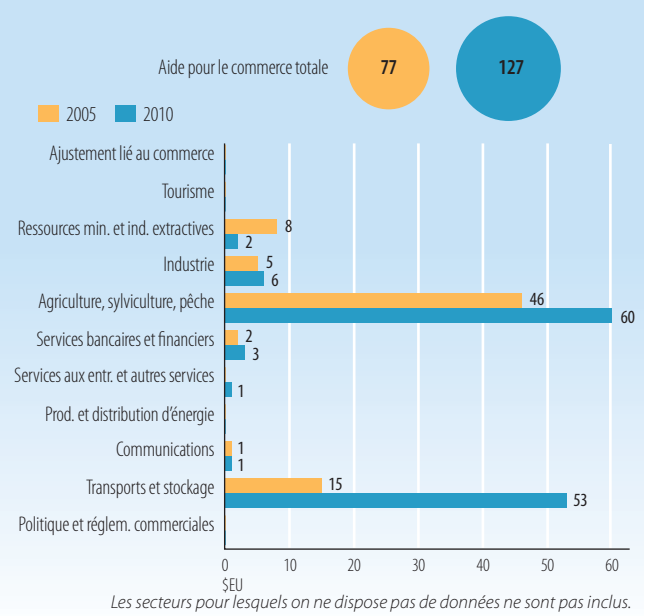
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Niger

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	630,0	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	213,1	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	416,9	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	44,0	340,4	946,9	2053 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	152,3	109,5	94,9	-38 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	14,8	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	77,2	108,2	126,8	64 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	66,4	93,7	88,0	33 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

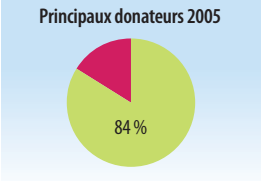


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

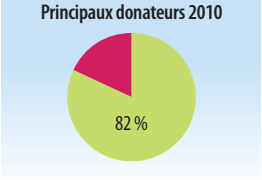
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	22,4	29
Institutions de l'UE	17,5	23
France	11,4	15
Banque africaine de dév.	7,5	10
Suisse	6,5	8



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	30,8	24
Banque mondiale	28,5	22
Canada	19,3	15
Banque africaine de dév.	18,1	14
FODI	7,8	6



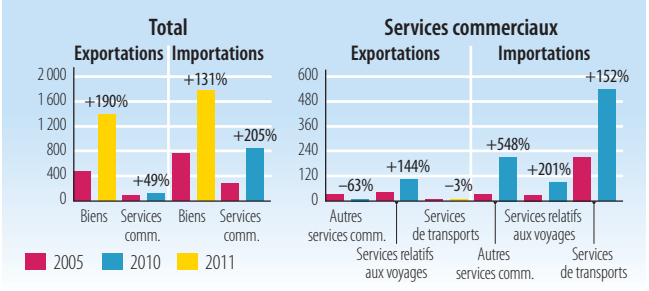
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	47	56	53	5
Export. de services commerciaux en % des export. totales	15	12	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	26	31	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	75	85	88	13
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	37	35	40	4

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	33	États-Unis	17
Suisse	15	Japon	17
Nigéria	13	UE-27	16
Japon	10	Suisse	16
États-Unis	5	Nigéria	11

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Minerais d'uranium ou de thorium, etc.	37	Minerais d'uranium ou de thorium, etc.	69
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	16	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	9
Animaux vivants	8	Légumes	5
Légumes	7	Animaux vivants	4
Équipements de génie civil	5	Friperie, drilles et chiffons	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	24	Chine	44
Côte d'Ivoire	9	UE-27	25
Chine	5	États-Unis	6
Nigéria	5	Nigéria	4
États-Unis	5	Japon	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	13	Produits pétroliers	16
Riz	13	Médicaments	6
Chaux, ciment, matériaux de construction	4	Équipements de génie civil	5
Friperie, drilles et chiffons	4	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4
Graisses et huiles végétales fixes, autres	4	Tubes, tuyaux, etc., en fonte, fer ou acier	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,5	2,3
Nombre d'exportateurs	n.d.	136
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,17	0,48
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	7	7
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	11,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,0	0,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	99,6	91,9

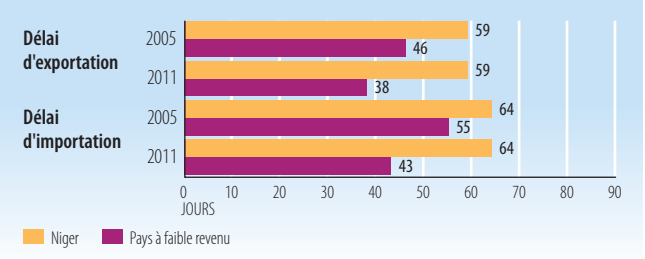
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

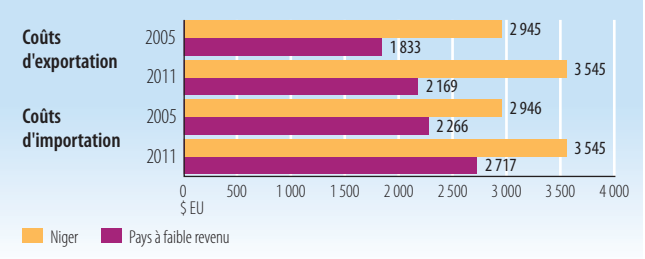
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

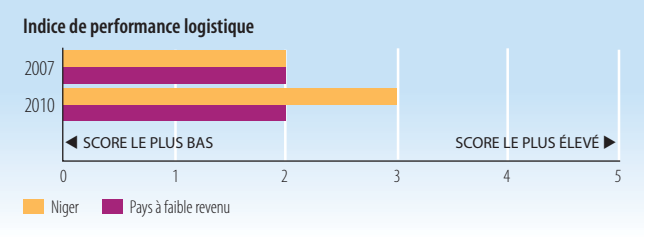
	2005	2011
Afrique	33,7	11,7
Asie	11,0	5,4
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	48,1	76,8
Moyen-Orient	0,0	0,2
Amérique du Nord	5,2	4,8
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







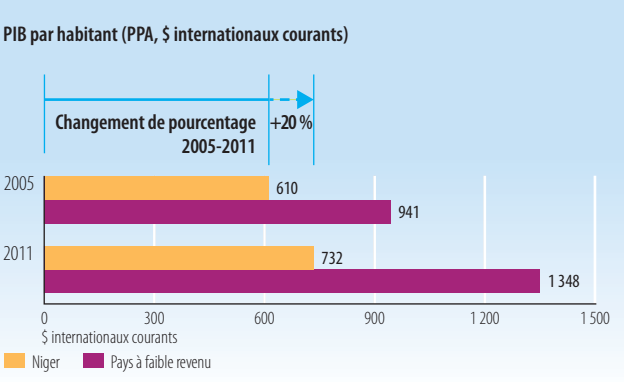
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

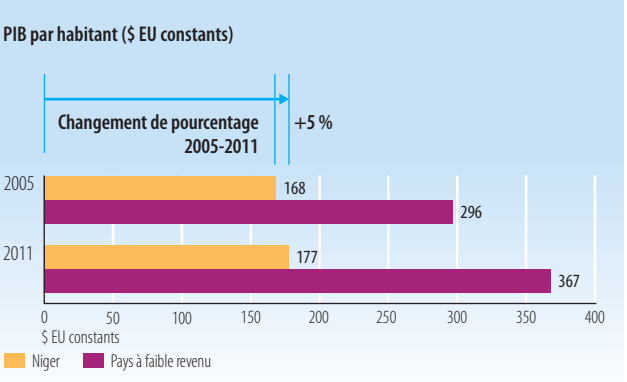
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	30,9	31,2
APD nette reçue (% du RNB)	15,4	13,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	46,7	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	6,7	2,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,27	0,29

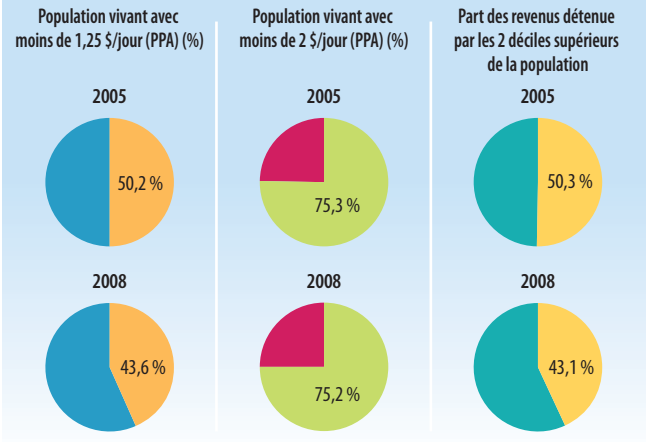
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845683

NIGÉRIA

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

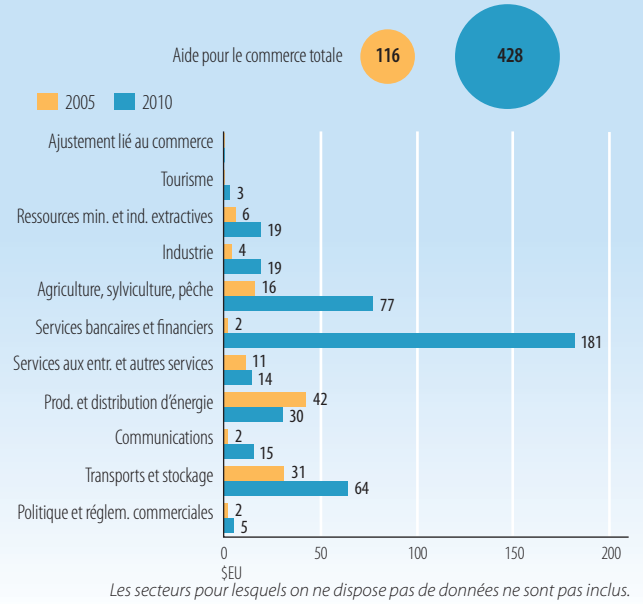
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Nigéria

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	4 982,5	8 196,6	6 048,6	21 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	379,0	408,7	1 050,9	177 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	22,2	126,7	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	116,0	226,1	428,2	269 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	3 328,7	9 980,0	10 045,0	202 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

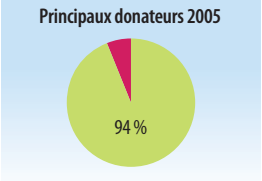


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

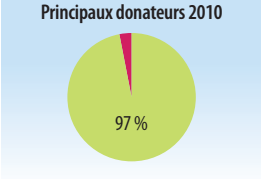
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	86,9	75
États-Unis	9,9	9
Royaume-Uni	4,9	4
Allemagne	4,4	4
Banque africaine de dév.	2,8	2



2010	valeur	%
Banque mondiale	315,7	74
Royaume-Uni	55,1	13
États-Unis	24,7	6
Banque africaine de dév.	13,0	3
Allemagne	7,7	2



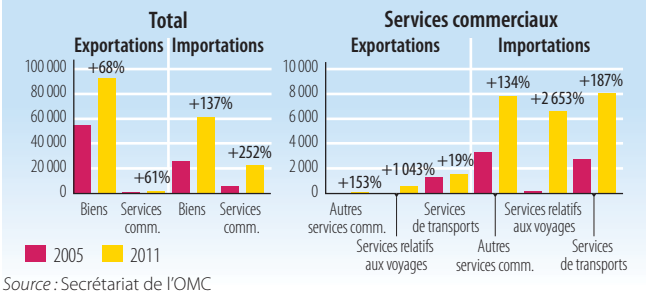
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	79	72	76	-3
Export. de services commerciaux en % des export. totales	3	2	2	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	20	36	27	7
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	4	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	53	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2006	%	2010	%
États-Unis	45	États-Unis	34
UE-27	21	UE-27	22
Inde	9	Inde	10
Brésil	4	Brésil	7
Canada	4	Guinée équatoriale	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2006	%	2010	%
Huiles brutes de pétrole	93	Huiles brutes de pétrole	70
Produits pétroliers	5	Produits pétroliers	11
Navires, bateaux, engins flottants	1	Cuirs et peaux	4
Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	0	Gaz naturel	3
Cuirs et peaux	0	Propane et butane liquéfiés	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2006	%	2010	%
UE-27	37	UE-27	22
États-Unis	16	États-Unis	18
Chine	14	Chine	17
Inde	5	Antigua-et-Barbuda	6
Japon	3	Inde	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2006	%	2010	%
Froment et méteil non moulus	6	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	9
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	5
Armes et munitions	4	Parties des machines pour la production et la transformation de l'électricité	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Véhicules routiers, n.d.a.	3
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	3	Fils spéciaux, tissus spéciaux	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,4	6,7
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,86	0,53
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	32	32
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,7
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	10,8
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,0	0,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	97,5	83,6

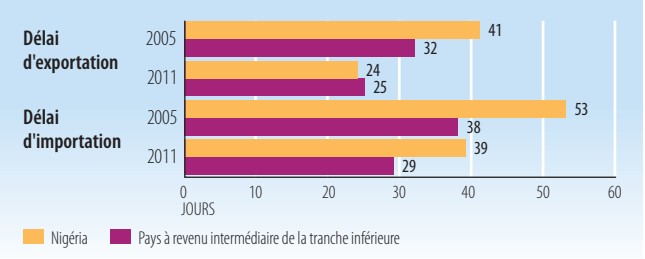
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

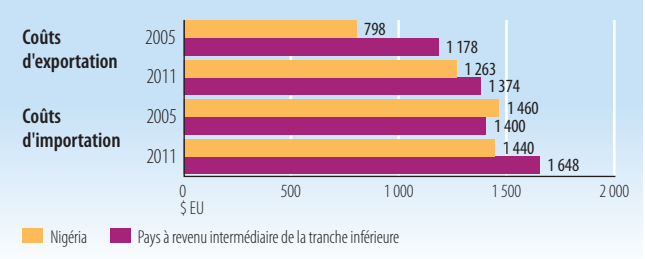
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

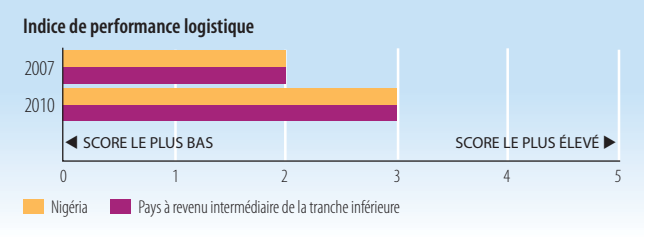
	2006	2010
Afrique	10,0	11,9
Asie	14,8	17,1
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	21,2	23,5
Moyen-Orient	0,0	0,3
Amérique du Nord	48,9	37,3
Amérique du Sud et centrale	5,2	9,6

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







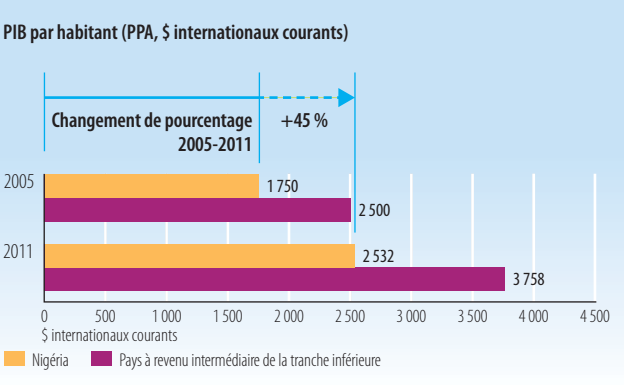
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

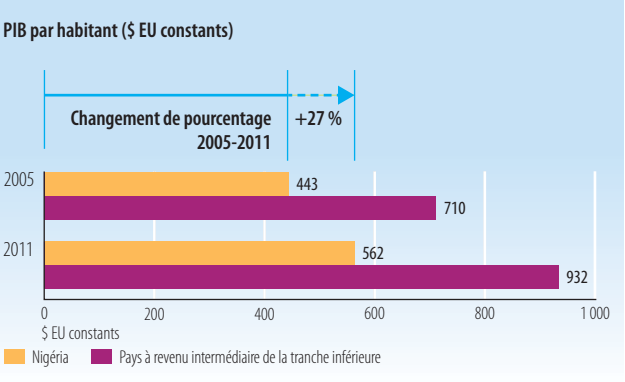
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	43,3	42,8
APD nette reçue (% du RNB)	6,5	1,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	15,5	0,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,43	0,45

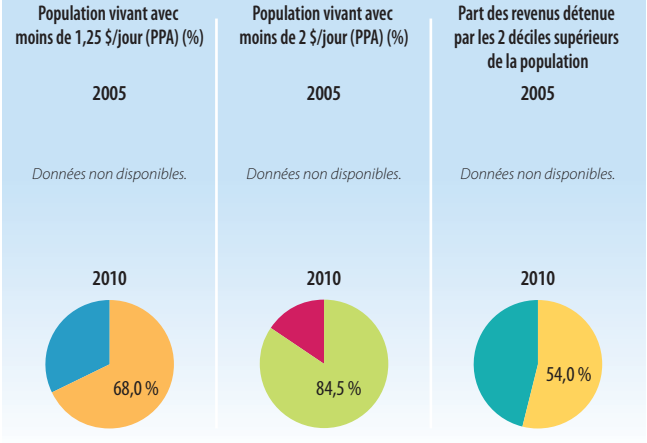
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845702

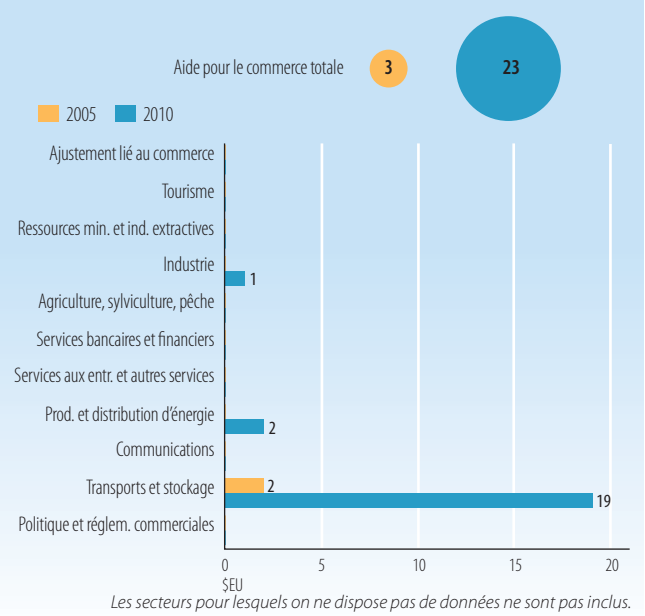
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Oman

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	1 538,4	2 951,9	1 141,7	-26 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	11,9	301,4	0,0	-100 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	2,5	14,7	22,9	806 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	39,0	39,0	39,0	0 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

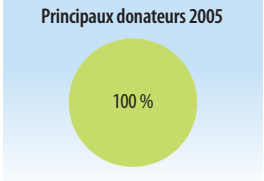


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

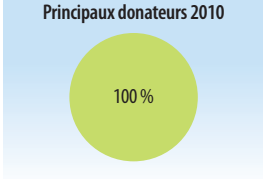
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	2,5	100
France	0,0	0



2010	valeur	%
Émirats arabes unis	11,7	51
Koweït	7,5	33
États-Unis	2,4	10
Japon	1,2	5
Corée	0,0	0



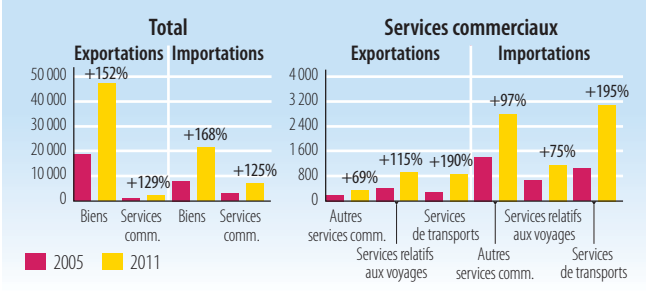
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	100	109	108	9
Export. de services commerciaux en % des export. totales	5	5	4	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	28	22	25	-3
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	6	9	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	45	45	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Chine	27	Émirats arabes unis	5
Japon	15	Inde	2
Thaïlande	14	Chine	1
Émirats arabes unis	7	UE-27	1
Corée, Rép.	6	Arabie saoudite, Royaume d'	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Huiles brutes de pétrole	71	Huiles brutes de pétrole	57
Gaz naturel	12	Transactions spéciales non classées	15
Transactions spéciales non classées	6	Gaz naturel	8
Produits pétroliers	1	Produits pétroliers	4
Engrais (autres que ceux du groupe 272)	1	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Émirats arabes unis	26	Émirats arabes unis	24
UE-27	22	UE-27	12
Japon	15	Chine	4
États-Unis	6	Inde	4
Inde	4	États-Unis	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	15	Transactions spéciales non classées	32
Équipements de génie civil	4	Produits pétroliers	5
Produits pétroliers	4	Tubes, tuyaux, etc., en fonte, fer ou acier	3
Parties de tracteurs et véhicules automobiles	3	Équipements de génie civil	3
Transactions spéciales non classées	3	Cuivre	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,0	5,5
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,51	0,35
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	1
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	97	97
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,3	n.d.
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	5,5	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,0	n.d.
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	52,5	n.d.

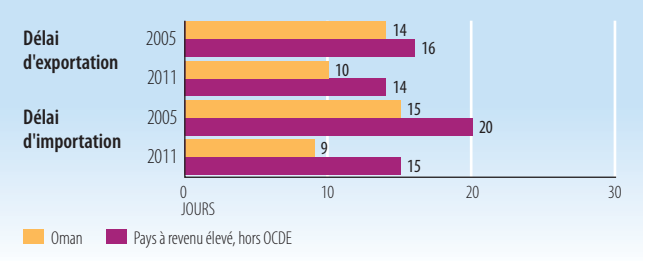
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

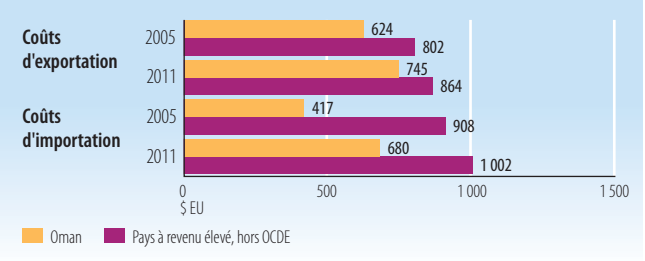
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

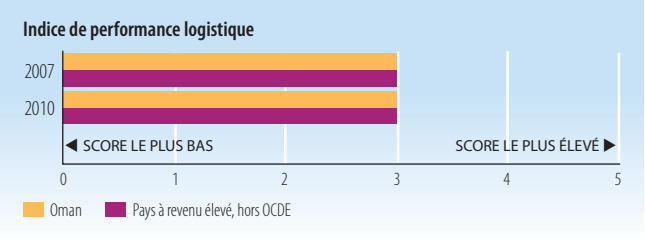
	2005	2011
Afrique	1,0	2,4
Asie	71,3	69,9
Communauté d'États indépendants	0,2	0,1
Europe	2,7	2,0
Moyen-Orient	11,5	12,2
Amérique du Nord	2,4	0,8
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,2

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







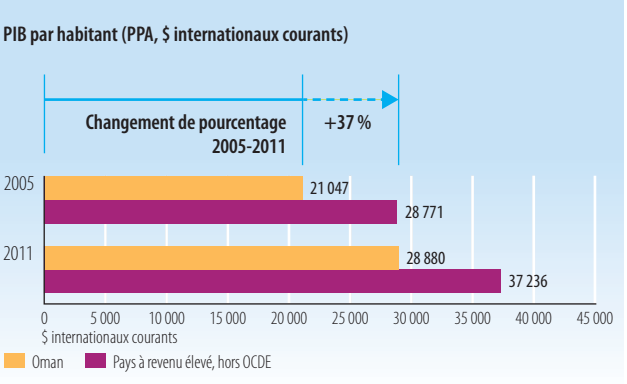
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

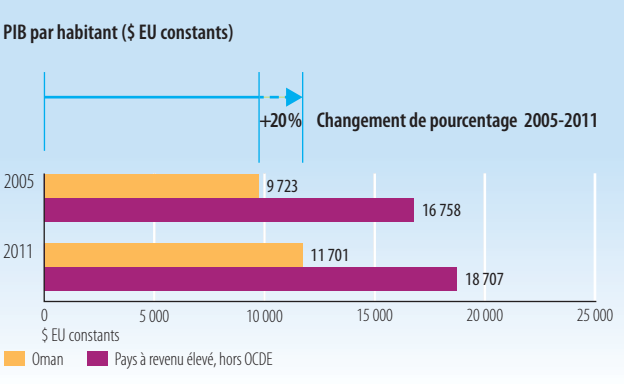
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	19,9	17,9
APD nette reçue (% du RNB)	0,1	-0,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,69	0,70

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845721

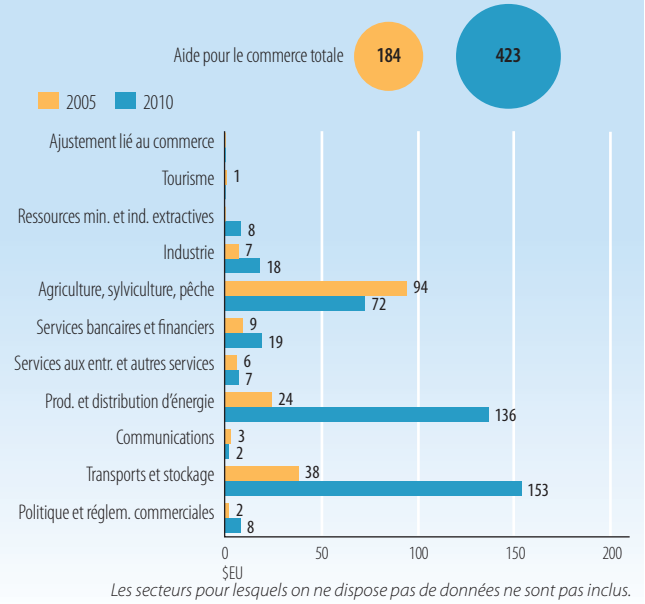
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Ouganda

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 050,8	3 284,9	3 999,3	95 %
dont: secteur public	459,2	642,2	963,4	110 %
dont: secteur privé	1 591,7	2 642,7	3 035,9	91 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	379,8	728,9	543,9	43 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	229,8	275,4	486,1	112 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	9,0	49,6	36,1	301 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	183,9	440,2	423,0	130 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	321,8	723,5	914,5	184 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

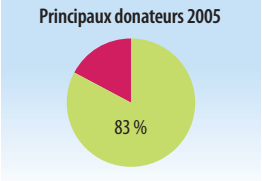


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

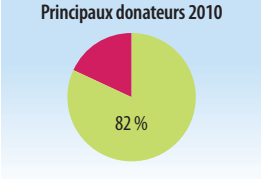
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	98,0	53
États-Unis	18,8	10
Institutions de l'UE	15,1	8
Banque africaine de dév.	10,6	6
Danemark	9,4	5



2010	valeur	%
Banque mondiale	150,4	36
Banque africaine de dév.	75,6	18
Institutions de l'UE	56,5	13
Japon	37,4	9
Norvège	24,9	6



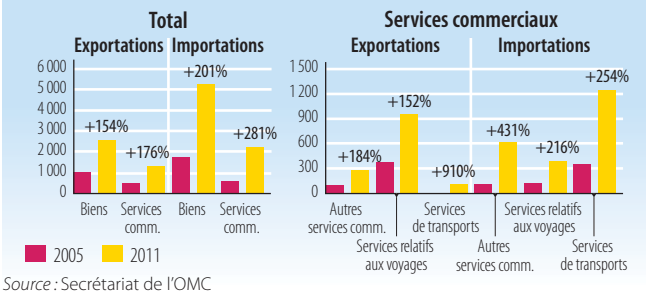
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	42	57	68	26
Export. de services commerciaux en % des export. totales	32	24	34	2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	25	23	30	5
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	60	63	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	45	43	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	32	UE-27	23
Émirats arabes unis	10	Soudan	13
Suisse	9	Kenya	12
Kenya	9	Congo, Rép. dém. du	11
Congo, Rép. dém. du	7	Rwanda	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Café, succédané du café	21	Café, succédané du café	18
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	17	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	7
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	9	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5
Coton	4	Produits pétroliers	5
Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	4	Chaux, ciment, matériaux de construction	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Kenya	25	UE-27	16
UE-27	19	Inde	15
Japon	7	Kenya	11
Afrique du Sud	7	Chine	9
Émirats arabes unis	7	Émirats arabes unis	8

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	16	Produits pétroliers	19
Froment et méteil non moulus	4	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Graisses et huiles végétales fixes, autres	4
Médicaments	3	Médicaments	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	6,3	6,7
Nombre d'exportateurs	802	1 384
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,08	0,06
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	5	5
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,7	12,5
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	11,6	10,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,1	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	96,8	97,0

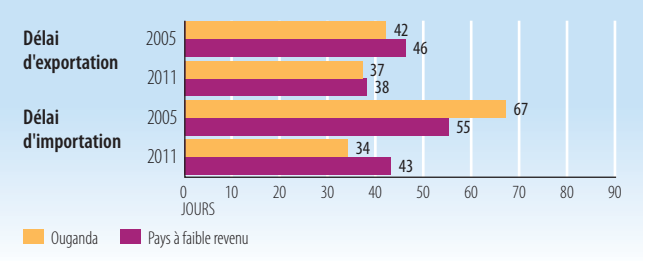
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

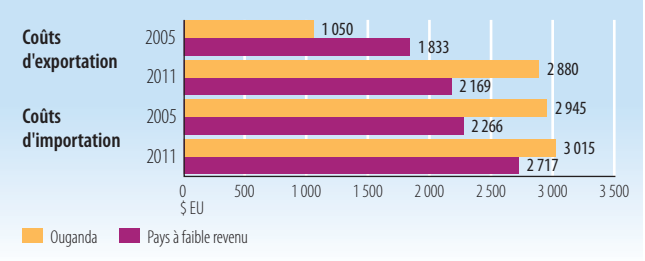
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

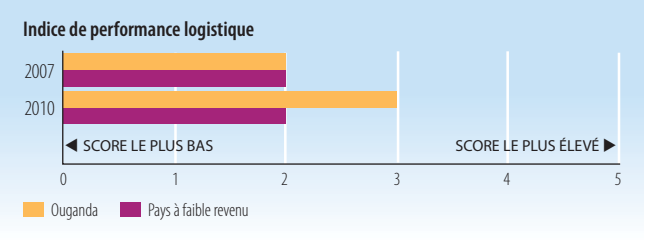
	2005	2011
Afrique	35,5	49,4
Asie	7,5	8,2
Communauté d'États indépendants	0,2	0,5
Europe	41,2	27,7
Moyen-Orient	10,8	7,4
Amérique du Nord	2,3	1,8
Amérique du Sud et centrale	0,2	0,1

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







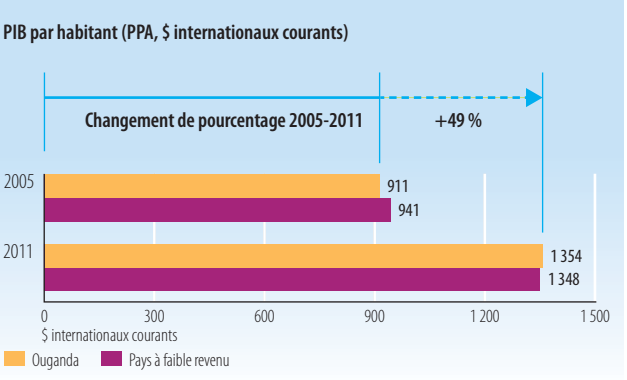
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

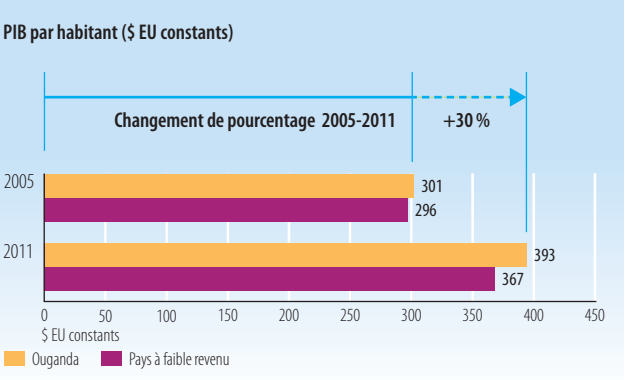
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	2,0	4,2
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	49,5	49,3
APD nette reçue (% du RNB)	13,3	10,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	11,7	10,0
Service total de la dette (% des exportations totales)	10,7	1,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,40	0,44

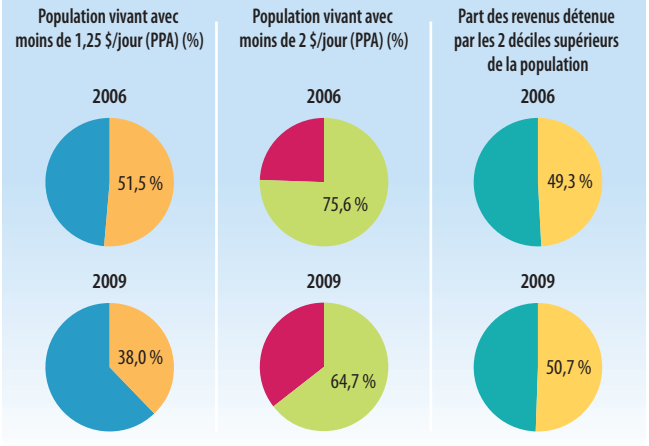
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846101

PAKISTAN

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

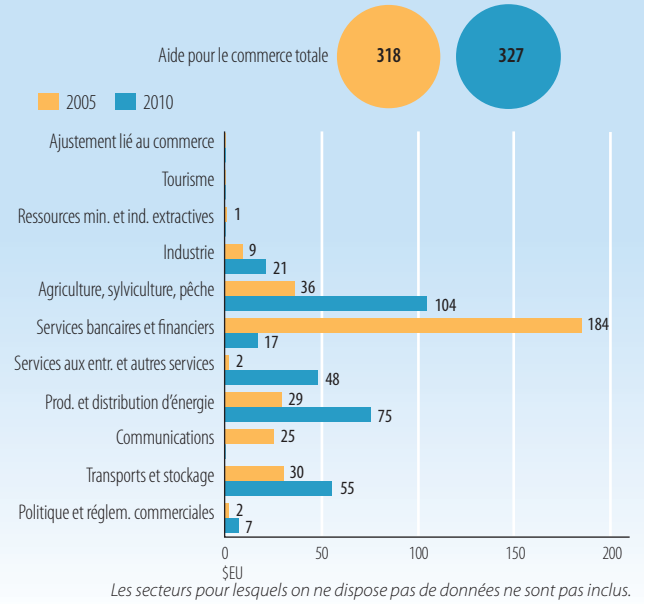
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Pakistan

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	19 137,5	33 517,3	24 346,5	27 %
dont: secteur public	4 763,8	8 881,9	6 332,1	33 %
dont: secteur privé	14 373,7	24 635,4	18 014,3	25 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	2 201,0	5 438,0	2 018,0	-8 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	2 826,7	6 796,2	3 646,3	29 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	217,3	56,0	306,2	41 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	318,2	349,5	327,0	3 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	4 280,0	7 039,0	9 690,0	126 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

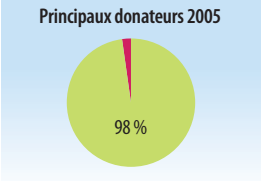


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

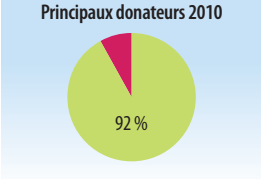
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	287,7	90
Japon	6,8	2
États-Unis	5,7	2
Institutions de l'UE	5,7	2
Allemagne	5,6	2



2010	valeur	%
États-Unis	157,5	48
Japon	67,4	21
Banque mondiale	53,4	16
Corée	13,4	4
Australie	7,9	2



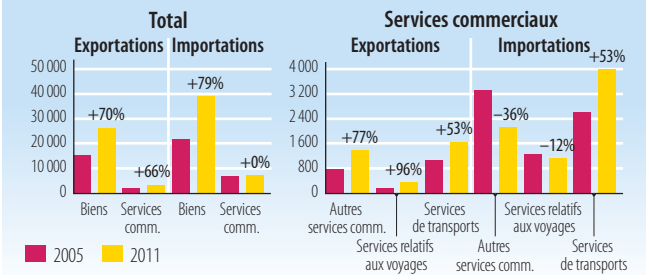
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	42	43	36	-6
Export. de services commerciaux en % des export. totales	12	11	11	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	25	20	16	-9
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	35	34	42	7
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	47	45	47	0

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	27	UE-27	24
États-Unis	25	États-Unis	17
Émirats arabes unis	8	Émirats arabes unis	9
Afghanistan	7	Afghanistan	8
Hong Kong, Chine	4	Chine	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Articles textiles, n.d.a.	19	Articles textiles, n.d.a.	14
Tissus de coton	13	Tissus de coton	10
Fils textiles	8	Riz	8
Riz	7	Fils textiles	8
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	5	Produits pétroliers	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	18	Émirats arabes unis	14
Arabie saoudite, Royaume d'	11	Chine	14
Émirats arabes unis	10	UE-27	11
Chine	9	Arabie saoudite, Royaume d'	10
Japon	7	Koweït	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	11	Produits pétroliers	21
Produits pétroliers	9	Huiles brutes de pétrole	12
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	7	Graisses et huiles végétales fixes, autres	5
Machines pour l'industrie textile et pour le travail des cuirs	4	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	7,7	2,4
Nombre d'exportateurs	14 550	15 904
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,02	0,02
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	8
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	45	45
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	14,3	13,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	13,1	10,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	7,6	6,9
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	19,0	25,2

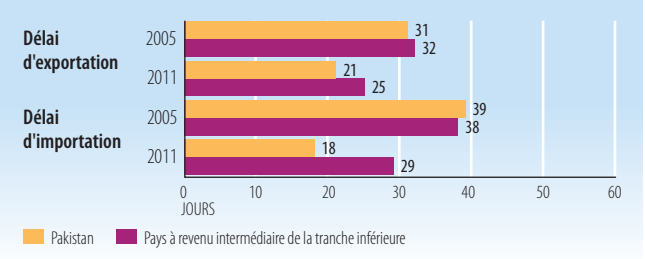
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

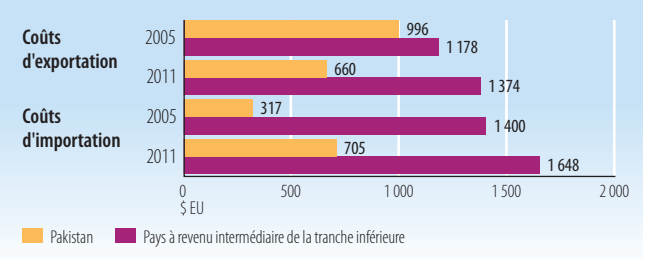
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

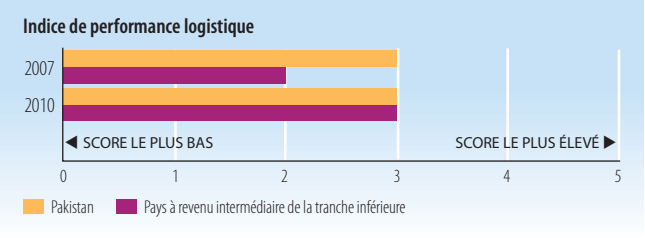
	2005	2011
Afrique	5,7	6,7
Asie	23,4	32,7
Communauté d'États indépendants	0,6	1,2
Europe	29,1	28,3
Moyen-Orient	13,3	12,8
Amérique du Nord	26,5	16,4
Amérique du Sud et centrale	1,4	1,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







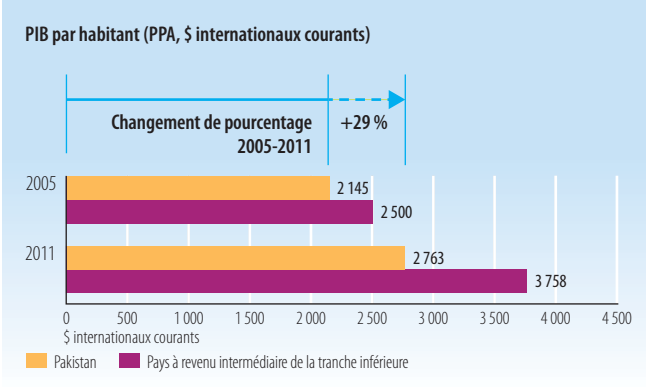
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

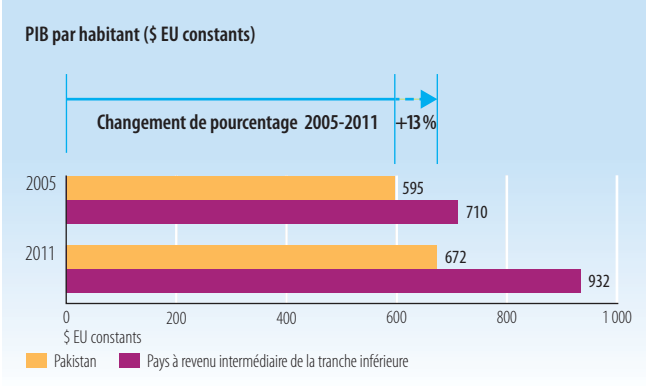
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	6,1	5,0
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	18,0	20,7
APD nette reçue (% du RNB)	1,4	1,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	18,8	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	12,3	15,2
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,48	0,50

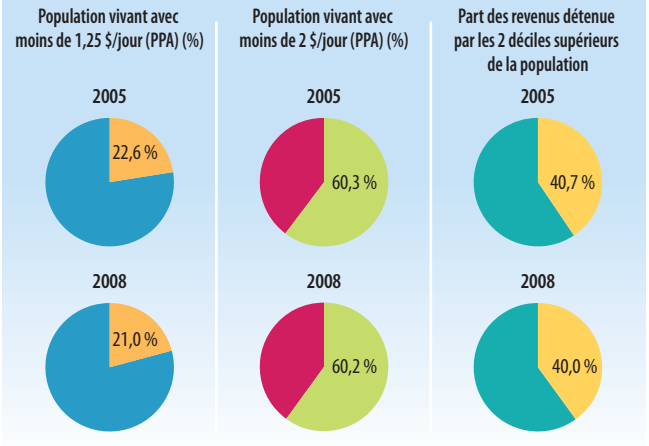
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845740

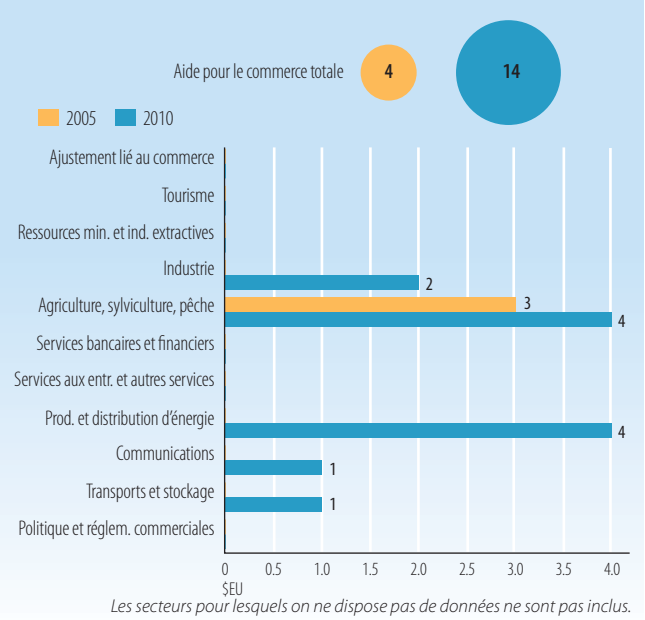
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Panama

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 601,3	6 100,5	7 363,7	183 %
dont: secteur public	376,1	989,6	1 979,1	426 %
dont: secteur privé	2 225,2	5 110,9	5 384,6	142 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	917,6	2 196,2	2 350,1	156 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	1 594,5	704,4	445,6	-72 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,4	34,9	60,1	16729 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	4,3	9,0	13,6	215 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	129,6	196,3	231,2	78 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

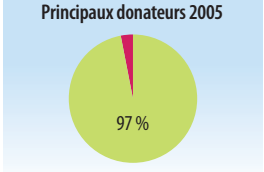


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

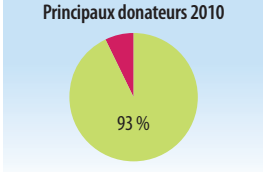
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	3,5	81
Espagne	0,3	6
États-Unis	0,2	4
Institutions de l'UE	0,1	3
Canada	0,1	2



2010	valeur	%
Japon	3,1	23
Espagne	2,5	18
Norvège	2,4	17
États-Unis	2,3	17
BIAD	2,3	17



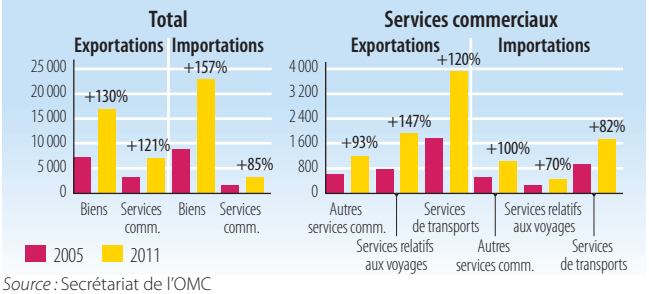
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	137	146	164	26
Export. de services commerciaux en % des export. totales	30	36	29	-1
Import. de services commerciaux en % des import. totales	16	15	12	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	16	17	38	21
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	32	28	38	6

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	45	États-Unis	20
UE-27	28	Venezuela, Rép. bolivarienne du	16
Costa Rica	4	Colombie	16
Guatemala	2	Costa Rica	5
Nicaragua	2	République dominicaine	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	32	Produits médicinaux, autres que du groupe 542	25
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	25	Médicaments	9
Crustacés, mollusques, etc.	9	Chaussures	8
Légumes	3	Produits de parfumerie, cosmétiques, etc.	4
Sucres, mélasses et miel	2	Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	27	Chine	25
Anitlles néerlandaises	11	États-Unis	20
UE-27	7	Singapour	10
Costa Rica	5	UE-27	9
Japon	5	Hong Kong, Chine	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	16	Produits médicinaux, autres que du groupe 542	17
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	7	Chaussures	5
Médicaments	4	Médicaments	5
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	3
Matériel de traitement de l'information	2	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	7,2	10,6
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,05	0,07
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	8
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	7
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	70	70
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,3	6,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	7,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	16,7	5,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	64,1	61,9

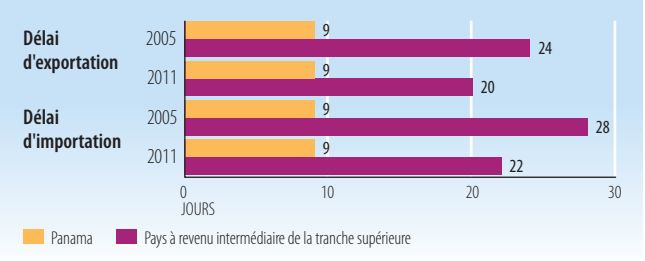
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

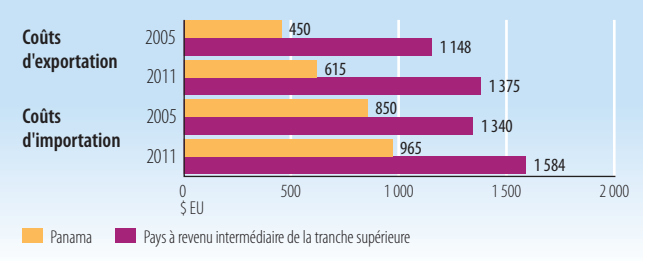
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

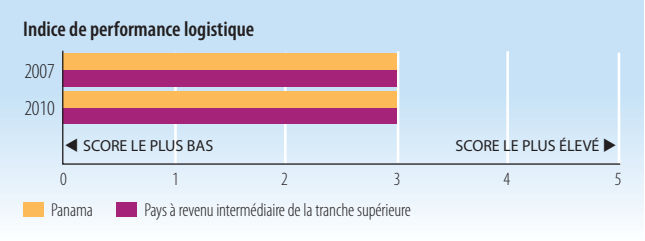
	2005	2011
Afrique	0,0	0,1
Asie	5,9	3,4
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	28,2	1,7
Moyen-Orient	0,2	0,0
Amérique du Nord	46,9	28,7
Amérique du Sud et centrale	17,5	65,8

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







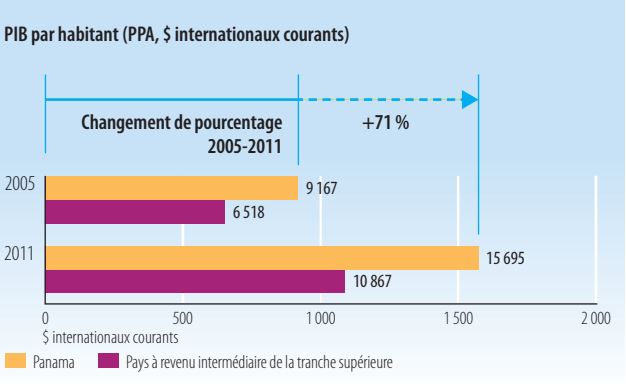
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

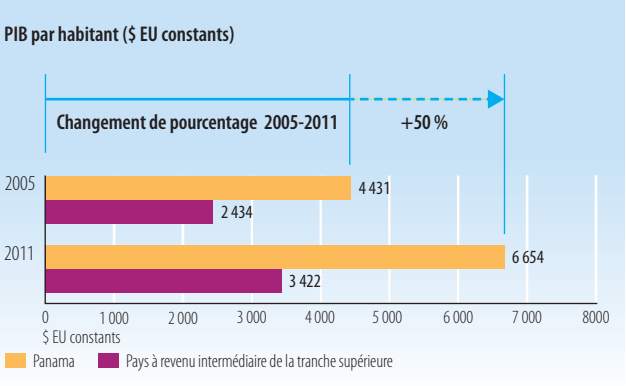
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	9,8	6,5
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	37,1	37,3
APD nette reçue (% du RNB)	0,2	0,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	17,4	5,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,74	0,77

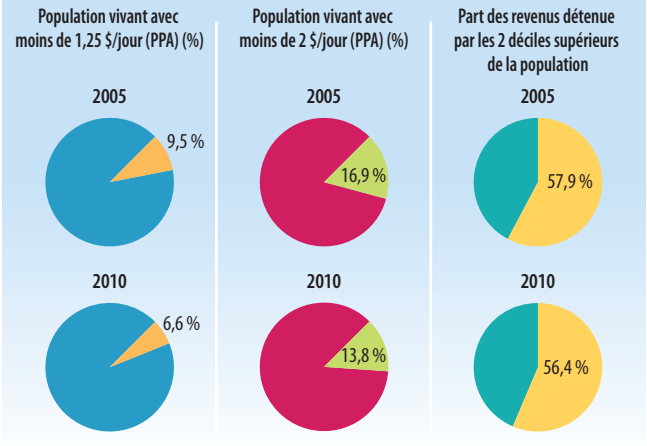
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845759

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

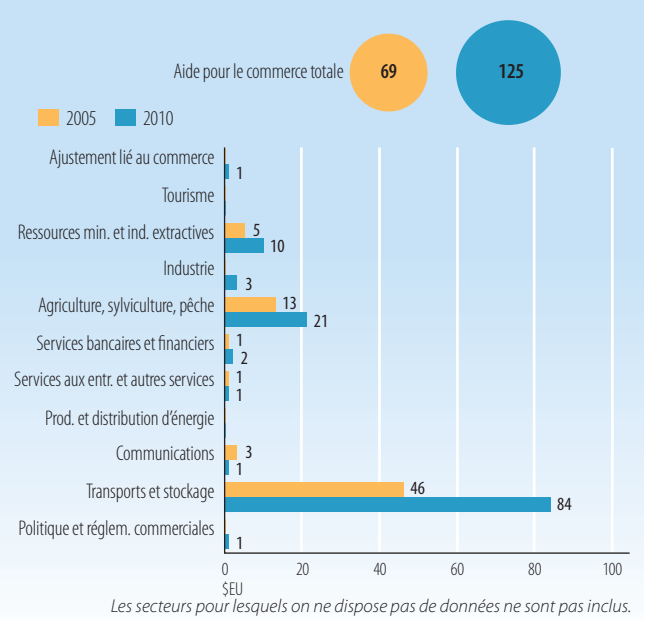
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	887,0	1 488,2	1 579,1	78 %
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	38,4	-30,5	28,9	-25 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	334,7	950,5	3 153,1	842 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	14,9	3,9	18,3	23 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	69,0	112,0	124,8	81 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	6,9	14,8	15,0	118 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

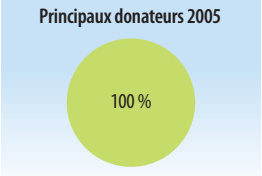


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

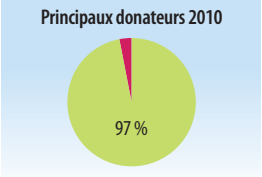
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Australie	49,6	72
Institutions de l'UE	8,5	12
Japon	7,8	11
Allemagne	2,5	4
Nouvelle-Zélande	0,5	1



2010	valeur	%
Australie	70,9	57
Japon	18,8	15
Institutions de l'UE	12,6	10
Banque asiatique de dév.	10,3	8
Banque mondiale	8,3	7



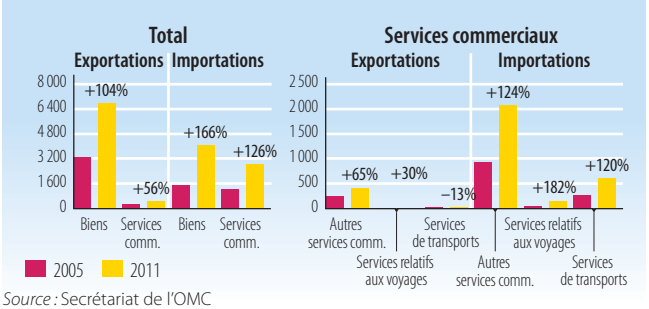
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	130	138	109	-21
Export. de services commerciaux en % des export. totales	8	5	6	-2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	45	37	41	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	3,6	9,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	5
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	27	27
Droits de douane (%, 2006-2010)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,5	5,1
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	1,9	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,2	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	92,5	91,5

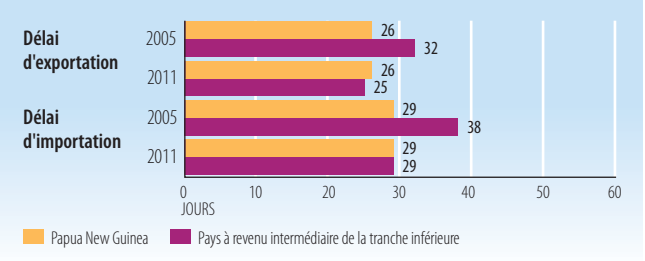
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

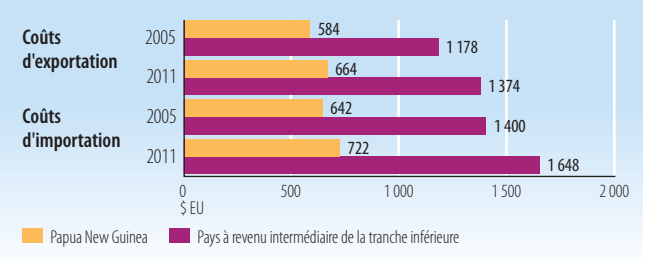
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

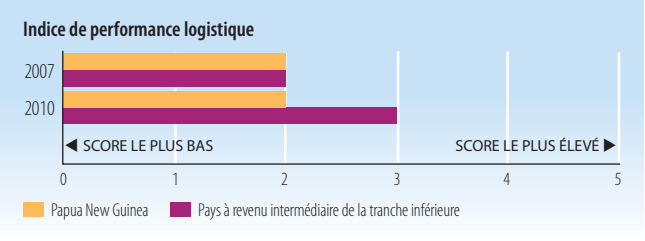
	2005	2011
Afrique	n.d.	n.d.
Asie	n.d.	n.d.
Communauté d'États indépendants	n.d.	n.d.
Europe	n.d.	n.d.
Moyen-Orient	n.d.	n.d.
Amérique du Nord	n.d.	n.d.
Amérique du Sud et centrale	n.d.	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







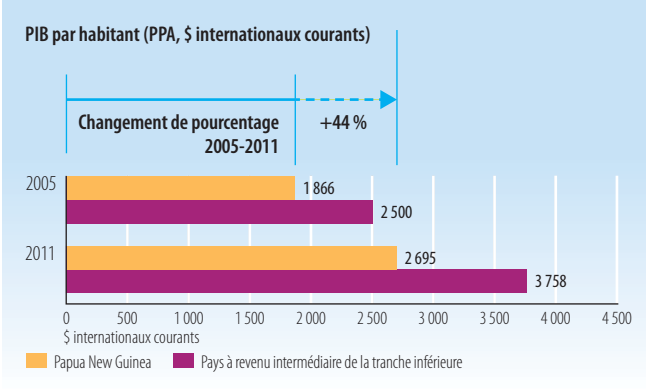
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

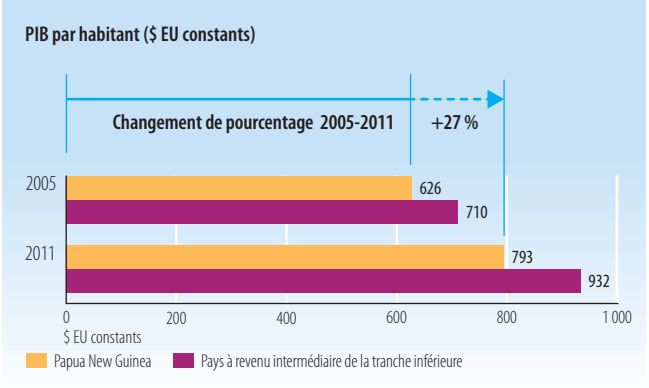
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	48,4	48,3
APD nette reçue (% du RNB)	5,9	5,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,4	12,9
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,44	0,46

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845778



PARAGUAY

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

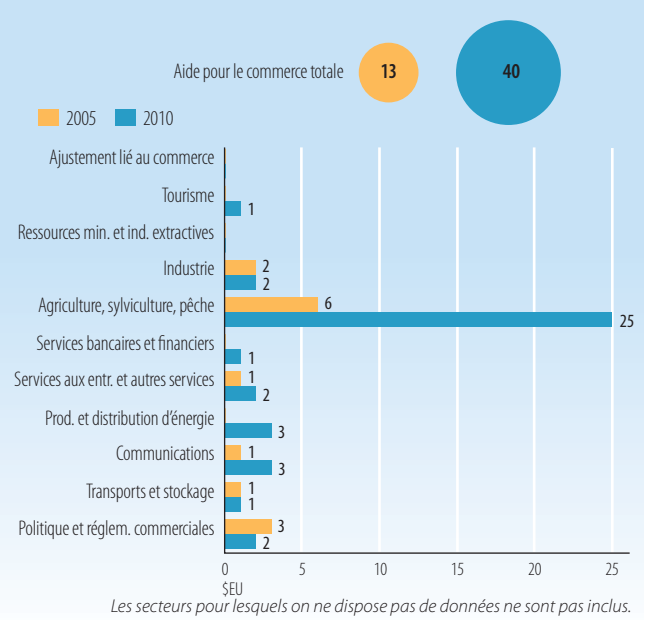
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Paraguay

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 442,8	2 974,3	3 336,4	131 %
dont: secteur public	n.d.	n.d.	923,7	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	2 412,7	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	53,5	278,7	346,9	548 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	210,1	376,1	825,9	293 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	4,4	2,6	114,5	2528 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	12,6	67,3	40,0	218 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	269,3	587,8	673,0	150 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

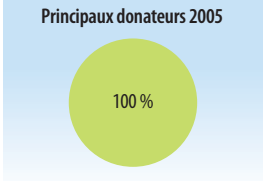


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

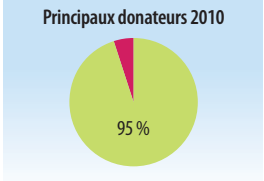
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	7,0	56
Institutions de l'UE	2,3	18
Espagne	1,2	10
Allemagne	1,1	8
Canada	1,0	8



2010	valeur	%
Japon	26,4	66
États-Unis	3,2	8
Espagne	3,1	8
Corée	2,8	7
BIAD	2,6	7



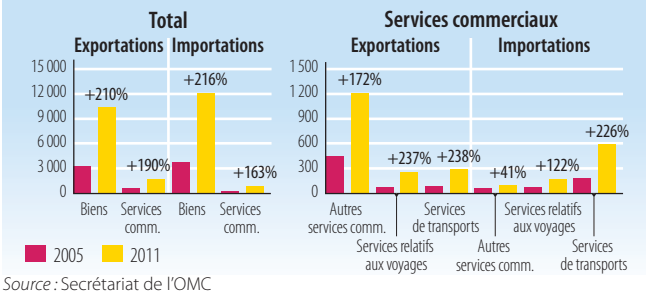
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	108	108	105	-3
Export. de services commerciaux en % des export. totales	15	12	15	-1
Import. de services commerciaux en % des import. totales	8	6	7	-1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	79	80	79	0
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	36	31	31	-5

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
Uruguay	29	Uruguay	19
Brésil	19	Argentine	18
Îles Caïmanes	10	Brésil	14
UE-27	6	UE-27	9
Argentine	6	Chili	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes, douces)	36	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes, douces)	43
Viande bovine	15	Viande bovine	13
Nourriture destinée aux animaux	9	Nourriture destinée aux animaux	7
Graisses et huiles végétales fixes, douces	6	Mais non moulu	6
Coton	5	Graisses et huiles végétales fixes, douces	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
Brésil	27	Chine	30
Argentine	20	Brésil	26
Chine	20	Argentine	14
UE-27	7	UE-27	6
États-Unis	6	États-Unis	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	15	Produits pétroliers	12
Matériel de traitement de l'information	4	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	7
Engrais (autres que ceux du groupe 272)	4	Voitures pour le transport des enfants, jouets, jeux	4
Parties de machines et appareils de bureau	4	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Matériel de traitement de l'information	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	2,9	4,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,14	0,20
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	5
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	1
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	9	9
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,9	10,2
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	6,5	6,5
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,4	2,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	93,2	74,6

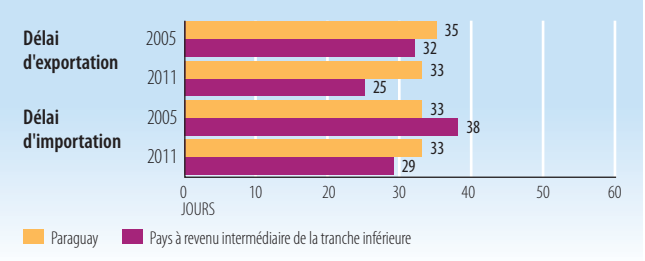
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

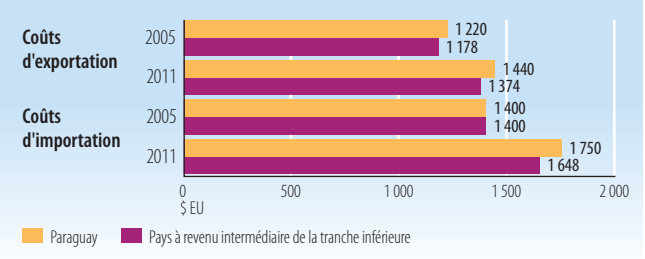
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

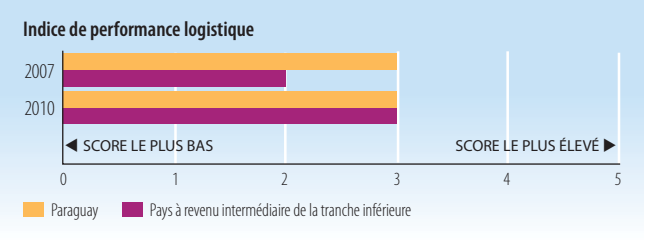
	2005	2011
Afrique	1,1	2,5
Asie	7,1	5,1
Communauté d'États indépendants	6,2	4,2
Europe	7,5	14,8
Moyen-Orient	2,2	3,7
Amérique du Nord	3,6	2,9
Amérique du Sud et centrale	72,0	66,8

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







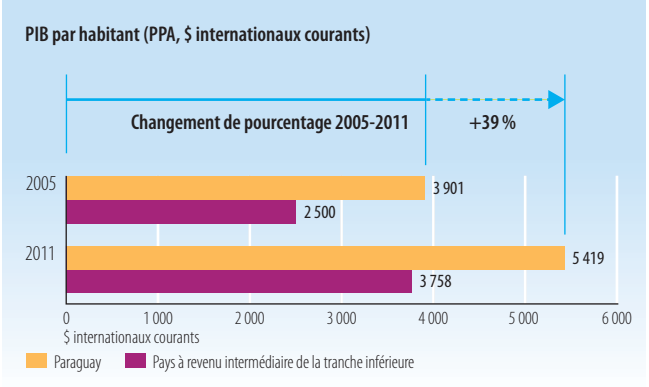
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

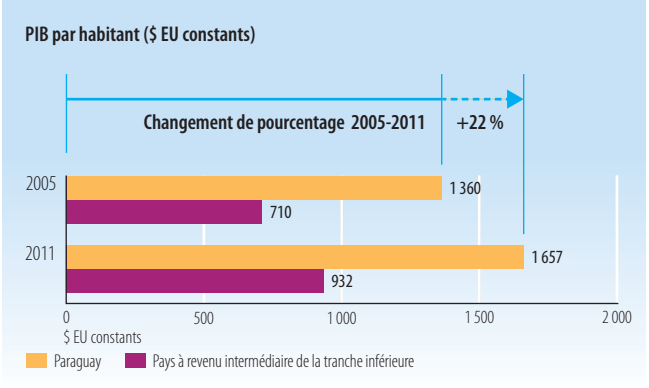
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	5,8	5,6
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	38,6	39,7
APD nette reçue (% du RNB)	0,7	0,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	14,1	12,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	11,3	4,6
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,64	0,66

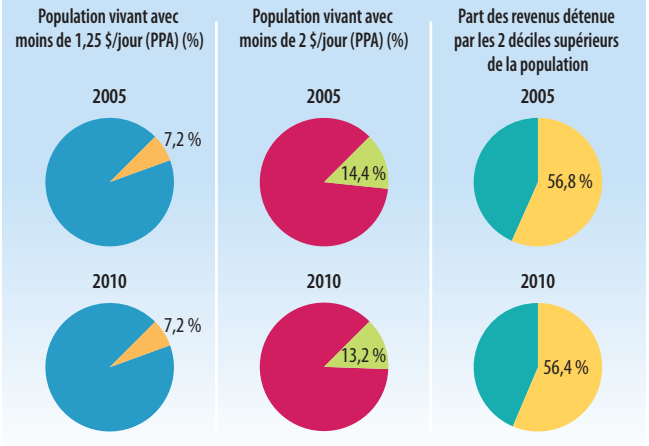
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845797

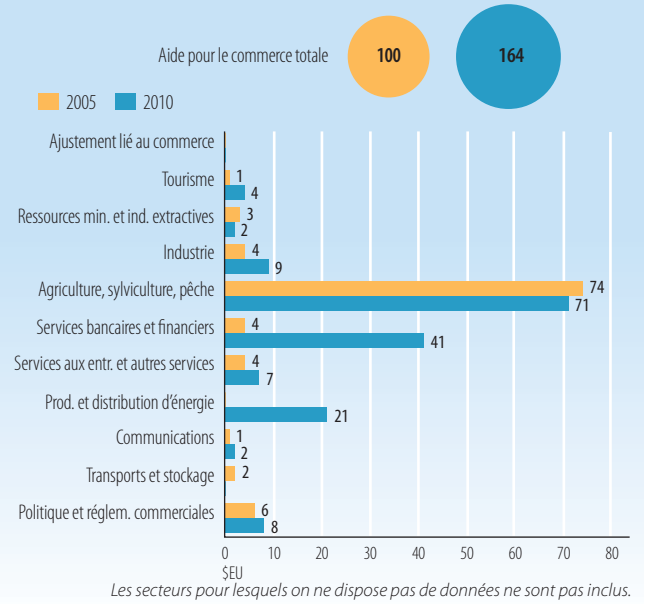
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Pérou

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	14 552,9	32 799,6	38 608,1	165 %
dont: secteur public	2 274,0	5 482,3	9 108,2	301 %
dont: secteur privé	12 279,0	27 317,3	29 499,9	140 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	2 578,7	6 923,7	7 328,2	184 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	3 721,3	4 630,4	8 295,7	123 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	73,8	171,4	884,7	1099 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	100,1	160,6	163,9	64 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	1 440,1	2 443,6	2 533,9	76 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

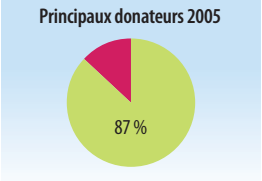


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

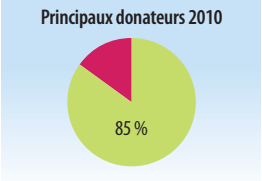
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
États-Unis	49,6	50
Institutions de l'UE	12,1	12
Allemagne	11,3	11
Espagne	8,9	9
Belgique	5,0	5



2010	valeur	%
Espagne	47,5	29
Japon	35,4	22
États-Unis	32,7	20
Belgique	16,3	10
BIAD	6,6	4



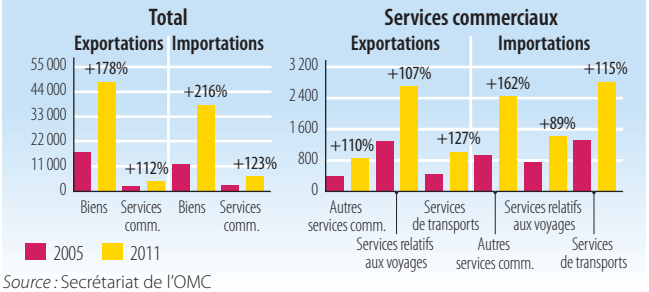
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	44	54	55	12
Export. de services commerciaux en % des export. totales	11	10	9	-2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	20	16	15	-5
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	75	76	76	2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)				

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
États-Unis	31	UE-27	18
UE-27	17	Chine	15
Chine	11	États-Unis	13
Chili	7	Suisse	13
Canada	6	Canada	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	18	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	22
Minerais des métaux communs et leurs concentrés	13	Minerais de cuivre et leurs concentrés	17
Cuivre	12	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	8
Minerais de cuivre et leurs concentrés	8	Cuivre	7
Produits pétroliers	8	Produits pétroliers	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
États-Unis	18	États-Unis	20
UE-27	12	Chine	17
Chine	8	UE-27	11
Brésil	8	Brésil	6
Équateur	7	Équateur	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	14	Huiles brutes de pétrole	10
Produits pétroliers	4	Produits pétroliers	6
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3
Papiers et cartons	2	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2	Équipements de génie civil	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	6,8	6,9
Nombre d'exportateurs	5 994	7 291
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,07	0,09
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	14
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	9
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	49	49
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,2	3,7
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	7,1	2,8
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,6	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	84,0	94,2

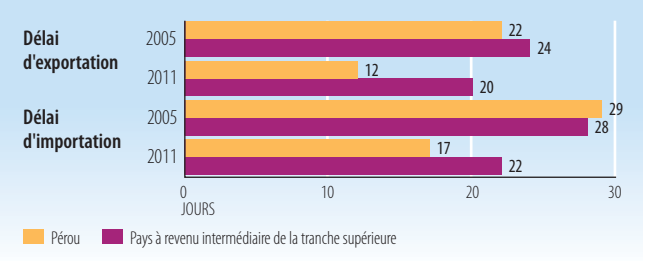
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

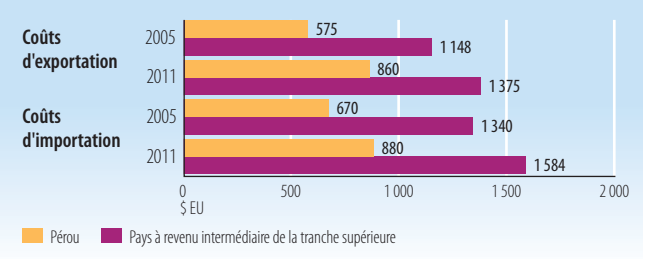
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

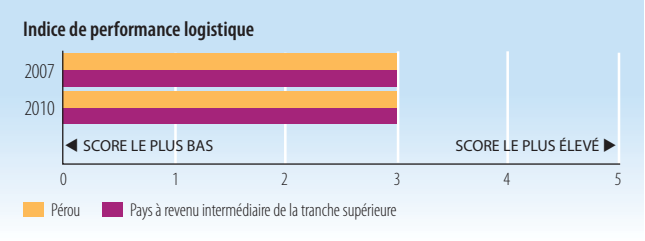
	2005	2011
Afrique	0,4	1,0
Asie	19,2	26,8
Communauté d'États indépendants	0,2	0,2
Europe	22,2	31,3
Moyen-Orient	0,1	0,1
Amérique du Nord	38,6	23,5
Amérique du Sud et centrale	18,8	16,5

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







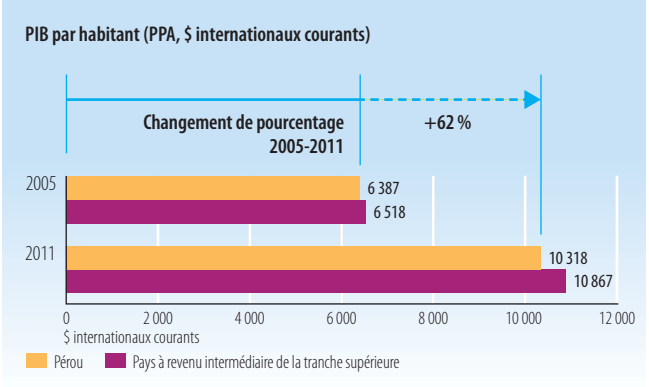
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

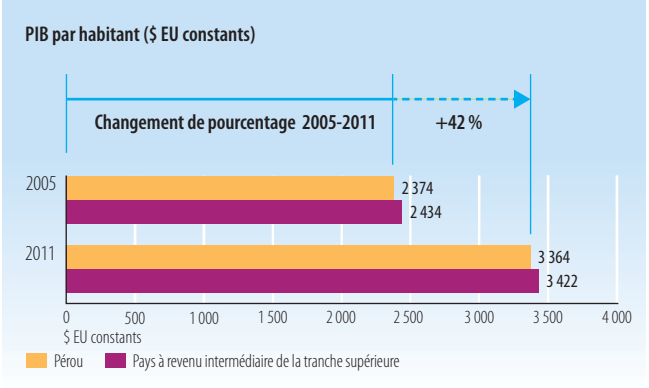
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	11,4	6,3
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	42,3	44,6
APD nette reçue (% du RNB)	0,6	-0,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	7,3	2,7
Service total de la dette (% des exportations totales)	29,9	16,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,69	0,72

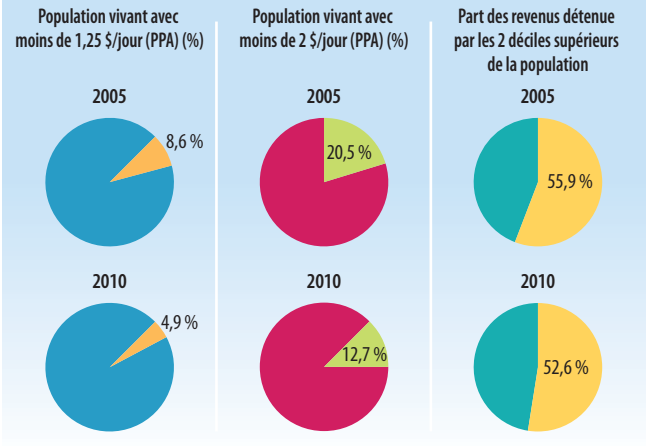
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845816

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

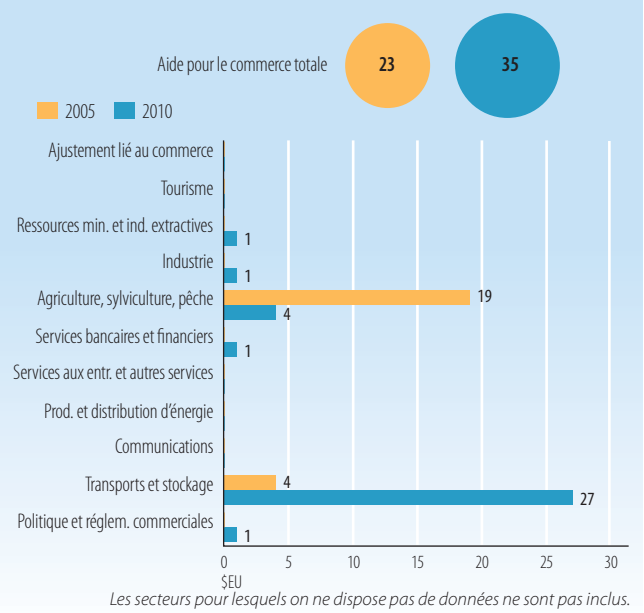
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la République centrafricaine

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	120,3	230,6	n.d.	n.d.
dont: secteur public	54,6	89,5	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	65,8	141,2	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	32,4	117,1	72,0	122 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	0,0	24,9	19,3	d.p.z.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	23,1	18,6	34,7	50 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

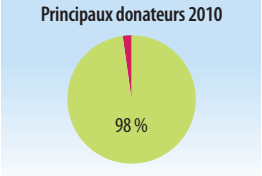
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
États-Unis	16,8	73
France	3,3	14
Allemagne	2,0	9
Institutions de l'UE	0,7	3
PNUD	0,2	1



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	23,0	66
Banque mondiale	8,2	24
États-Unis	1,7	5
France	0,7	2
PNUD	0,4	1



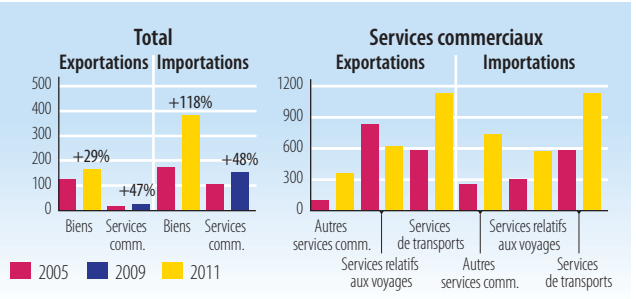
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	32	33	25	-6
Export. de services commerciaux en % des export. totales	13	16	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	38	35	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	97	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	47	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2009	%
UE-27	59	UE-27	80
Suisse	14	Chine	9
Cameroun	12	Arabie saoudite, Royaume d'	3
Israël	5	Turquie	2
Hong Kong, Chine	3	Cameroun	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2006	%	2009	%
Perles, pierres gemmes	48	Abrasifs naturels, n.d.a.	62
Abrasifs naturels, n.d.a.	16	Bois bruts ou équarris	20
Bois simplement travaillés	15	Bois simplement travaillés	11
Bois bruts ou équarris	12	Café, succédané du café	2
Transactions spéciales non classées	9	Appareils de photographie, etc., n.d.a.	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2009	%
UE-27	21	UE-27	40
Cameroun	16	États-Unis	16
Congo, Rép. dém. du	6	Cameroun	9
Japon	4	Chine	8
Congo	4	Japon	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2006	%	2009	%
Perles, pierres gemmes	38	Légumes	11
Bois bruts ou équarris	23	Médicaments	10
Bois simplement travaillés	19	Semoules et farines de blé, divers	6
Abrasifs naturels, n.d.a.	12	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	5
Transactions spéciales non classées	7	Autres semoules et farines de céréales	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	2,4	3,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,26	0,41
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	17	17
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	18,0	17,8
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	21,3	16,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,6	2,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	98,2	90,1

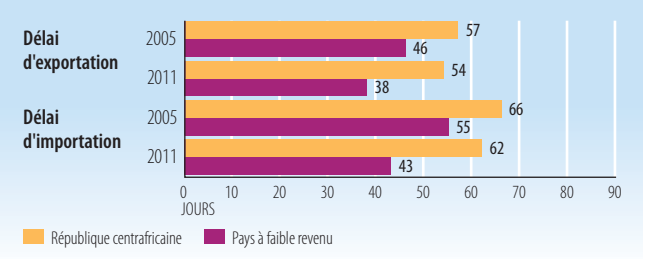
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

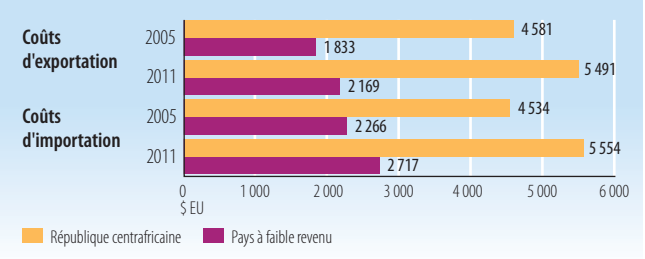
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

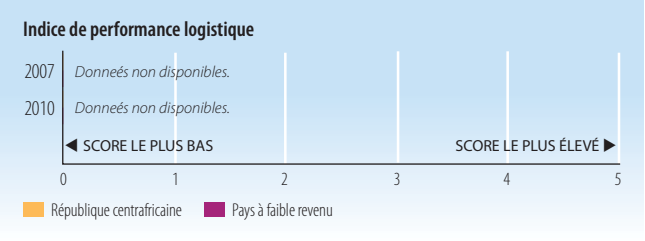
	2005	2009
Afrique	15,4	3,2
Asie	3,3	10,1
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	74,3	82,5
Moyen-Orient	5,2	3,1
Amérique du Nord	0,3	1,1
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







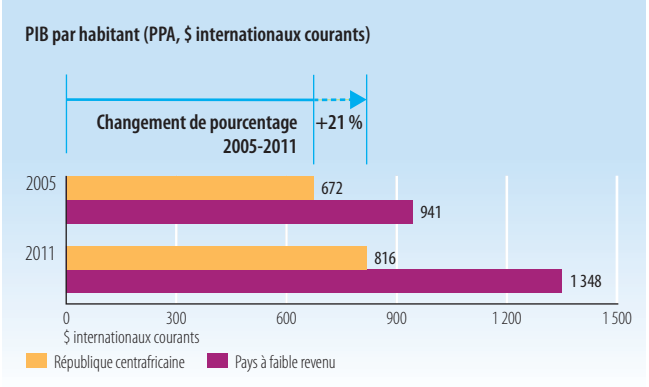
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

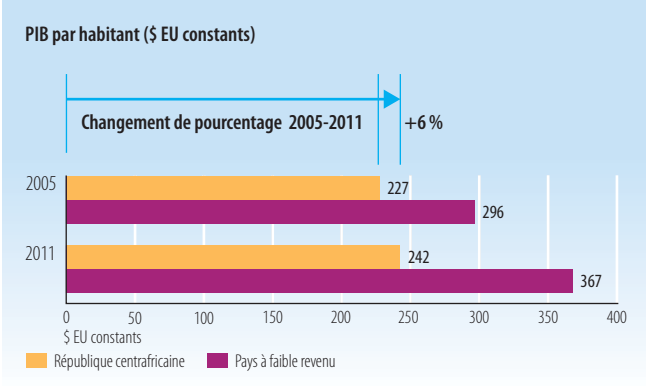
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,8	47,1
APD nette reçue (% du RNB)	6,6	13,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	19,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,31	0,34

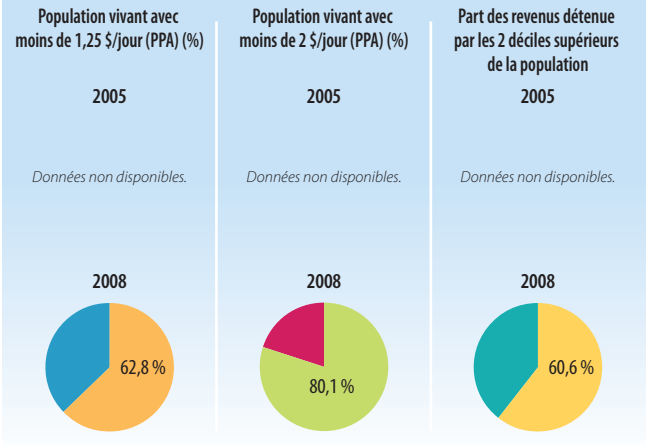
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844942

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

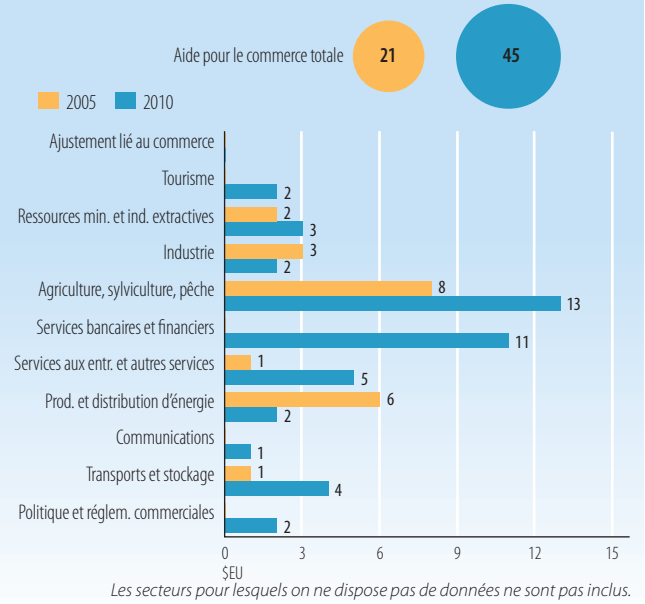
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la République dominicaine

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	5 565,1	8 324,8	8 427,4	51 %
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	1 122,7	2 870,0	1 625,8	45 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	894,3	1 420,2	2 591,2	190 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	2,7	1,9	158,8	5747 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	20,8	84,5	45,2	118 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	2 719,2	3 667,0	3 368,6	24 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

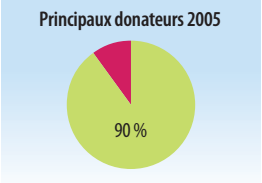


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

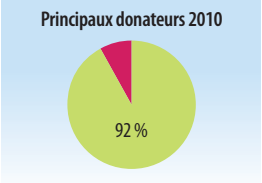
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	4,4	21
Allemagne	4,2	20
Japon	4,2	20
Espagne	3,7	18
Danemark	2,3	11



2010	valeur	%
Espagne	16,1	36
États-Unis	11,5	25
Institutions de l'UE	7,5	16
Japon	3,7	8
BIAD	2,9	6



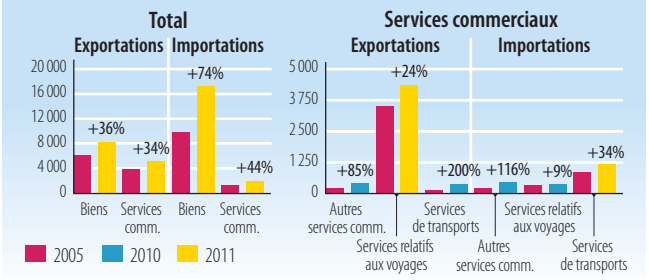
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	63	64	59	-4
Export. de services commerciaux en % des export. totales	39	42	38	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	13	11	11	-2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	30	38	47	16
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	51	54	44	-7

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	70	États-Unis	57
UE-27	6	Haïti	16
Haïti	3	UE-27	11
Corée, Rép. dém.	1	Chine	2
Canada	1	Jamaïque	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	18	Instruments médicaux, n.d.a.	11
Instruments médicaux, n.d.a.	8	Tabacs fabriqués	6
Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	8	Fonte, fonte spiegel, etc.	5
Fonte, fonte spiegel, etc.	6	Tissus de coton	5
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	6	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	55	États-Unis	39
UE-27	11	Chine	11
Chine	5	UE-27	9
Japon	5	Venezuela, Rép. bolivarienne du	7
Brésil	4	Mexique	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	9	Produits pétroliers	14
Tissus de coton	5	Huiles brutes de pétrole	5
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	Propane et butane liquéfiés	3
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	3	Articles en matières plastiques, n.d.a.	3
Articles en matières plastiques, n.d.a.	2	Fils textiles	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	9,3	4,5
Nombre d'exportateurs	2 588	3 009
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,04	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	3
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	60	60
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	8,5	n.d.
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	9,0	n.d.
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	54,1	n.d.

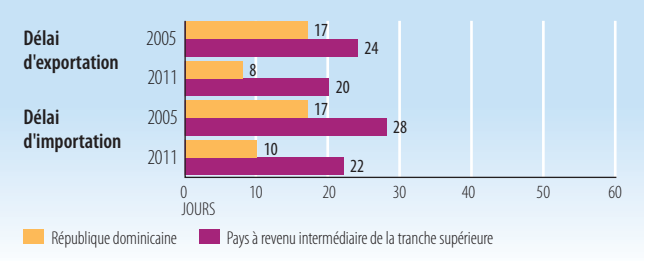
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

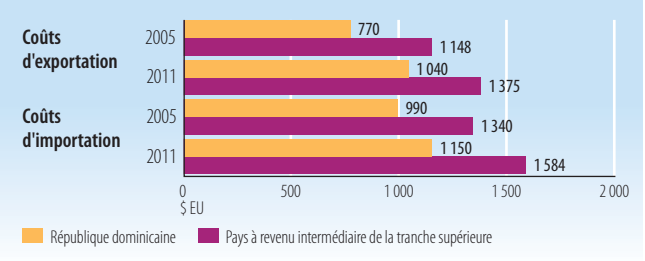
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

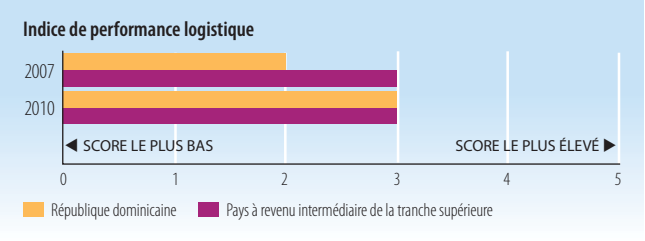
	2005	2011
Afrique	0,0	1,6
Asie	2,9	8,6
Communauté d'États indépendants	0,0	0,1
Europe	6,7	8,3
Moyen-Orient	0,0	0,1
Amérique du Nord	71,0	55,8
Amérique du Sud et centrale	4,7	25,4

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







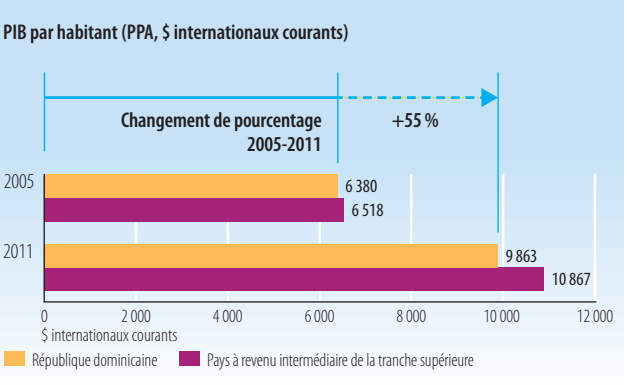
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

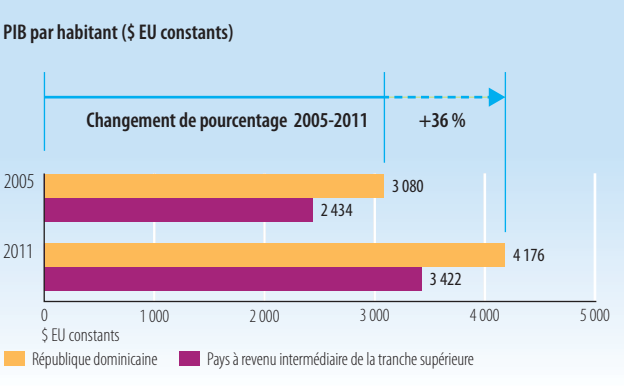
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	18,0	14,3
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	37,9	39,4
APD nette reçue (% du RNB)	0,3	0,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	9,7	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,6	11,0
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,66	0,69

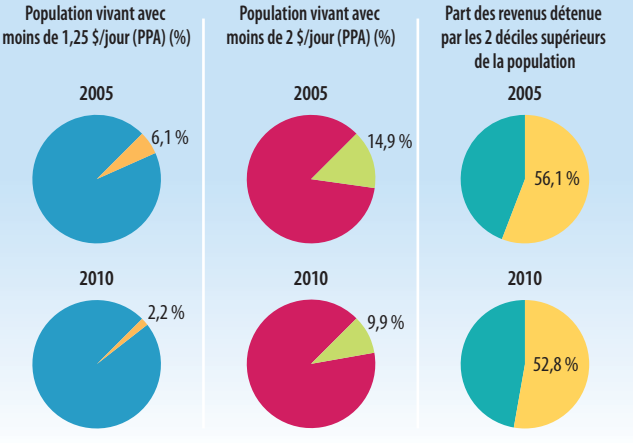
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845132

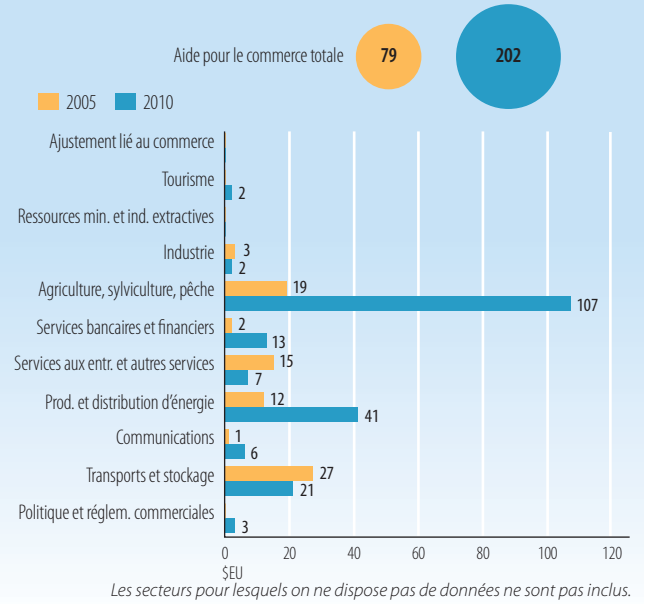
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Rwanda

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	407,3	1 069,8	1 181,1	190 %
dont: secteur public	225,5	514,3	648,9	188 %
dont: secteur privé	181,8	555,5	532,2	193 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	8,0	103,4	42,3	427 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	86,5	114,1	61,4	-29 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	79,1	148,1	202,0	155 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	20,9	67,8	91,8	340 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

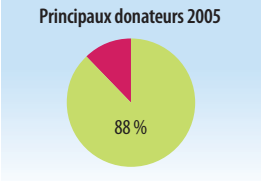


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

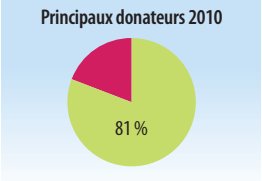
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	30,8	39
Institutions de l'UE	21,5	27
Banque africaine de dév.	8,4	11
Pays-Bas	5,2	7
Suède	3,4	4



2010	valeur	%
Banque mondiale	55,6	27
Canada	31,1	15
Institutions de l'UE	30,3	15
Belgique	24,4	12
Banque africaine de dév.	22,2	11



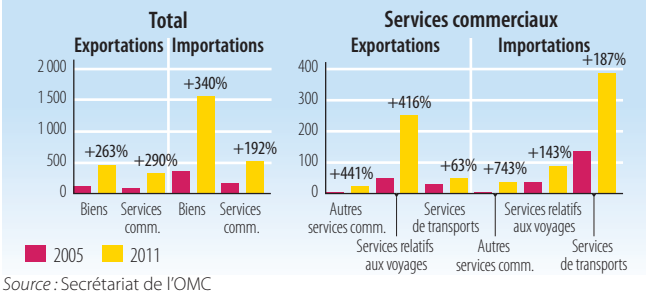
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	29	42	45	16
Export. de services commerciaux en % des export. totales	39	56	41	2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	33	36	25	-8
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	71	62	68	-3
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	47	48	54	7

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	48	UE-27	27
Kenya	22	Suisse	17
Hong Kong, Chine	9	Congo, Rép. dém. du	14
Suisse	7	Kenya	14
Congo, Rép. dém. du	3	Chine	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Minerais des métaux communs et leurs concentrés	39	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	39
Café, succédané du café	25	Café, succédané du café	18
Thé et maté	16	Thé et maté	13
Produits pétroliers	3	Produits pétroliers	5
Équipements de génie civil	3	Chaussures	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	27	UE-27	17
Kenya	12	Ouganda	14
Arabie saoudite, Royaume d'	10	Chine	12
Ouganda	10	Kenya	9
Émirats arabes unis	7	Inde	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	11	Produits pétroliers	8
Médicaments	5	Chaux, ciment, matériaux de construction	4
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Médicaments	3
Imprimés	3	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	9,3	8,6
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,17	0,12
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	6	6
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	18,7	12,5
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	11,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,9	0,9
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	90,5	91,0

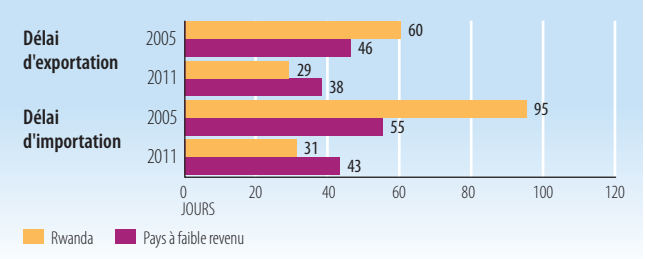
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

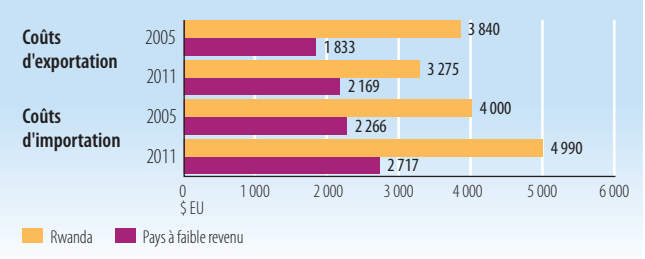
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

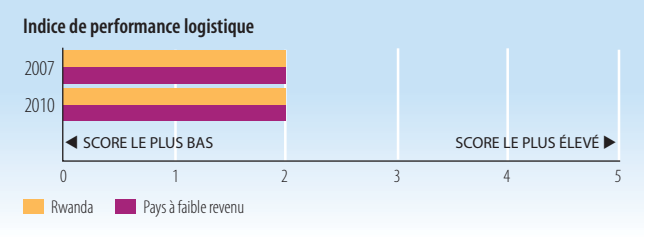
	2005	2011
Afrique	29,1	35,2
Asie	12,1	9,3
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	55,2	43,7
Moyen-Orient	0,7	1,0
Amérique du Nord	2,2	2,4
Amérique du Sud et centrale	0,1	0,9

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







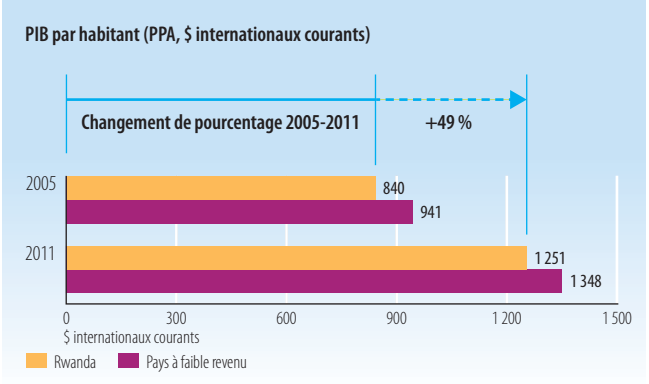
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

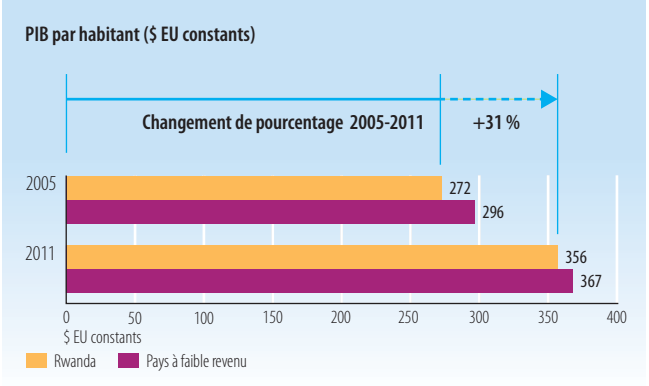
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	52,2	51,8
APD nette reçue (% du RNB)	22,6	18,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,7	2,3
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,38	0,43

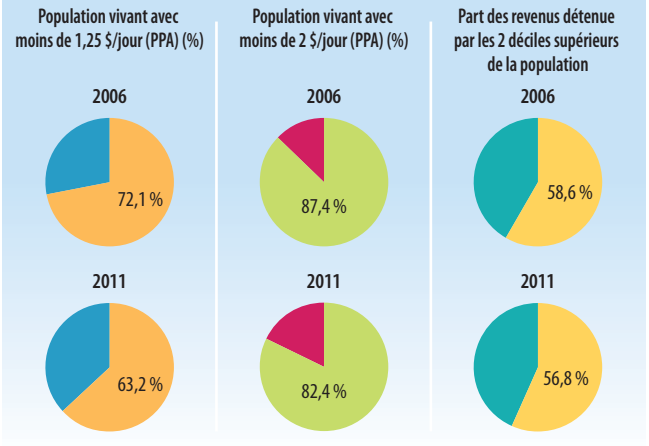
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845835

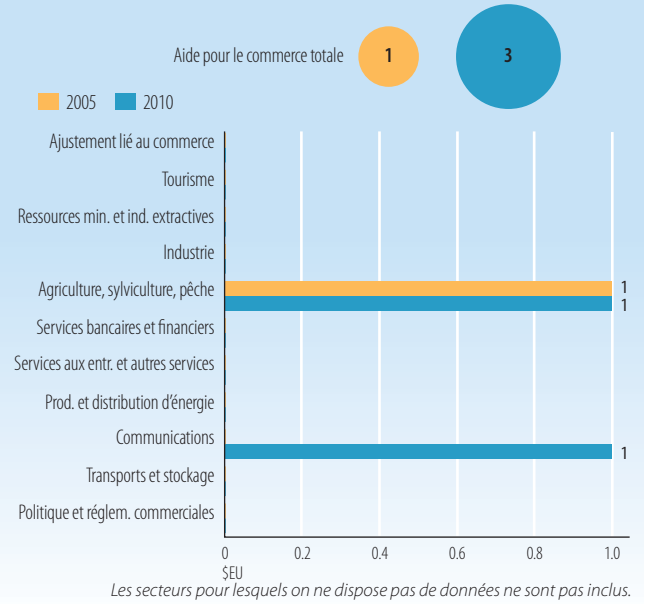
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Saint-Kitts-et-Nevis

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	185,2	247,5	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	93,0	177,9	120,4	29 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	6,9	5,0	7,1	2 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,4	0,1	0,0	-92 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	0,7	0,7	2,7	290 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	33,5	44,5	43,9	31 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

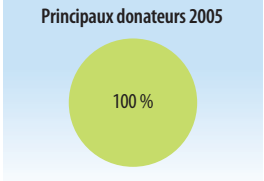


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

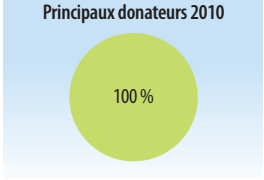
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	0,7	100



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	1,9	73
Japon	0,6	22
Australie	0,1	3
Allemagne	0,0	1
Autriche	0,0	1



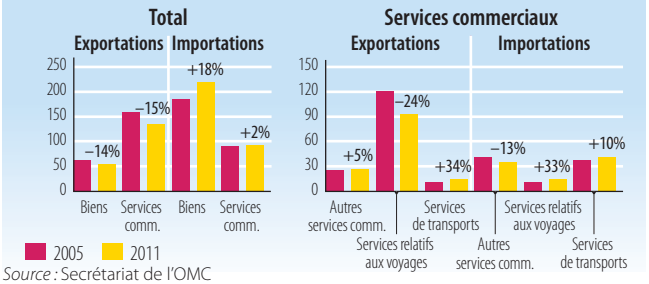
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	97	85	71	-27
Export. de services commerciaux en % des export. totales	71	69	71	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	33	29	30	-3
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	87	80	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	38	38	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2008	%
États-Unis	92	États-Unis	85
UE-27	3	UE-27	5
Trinité-et-Tobago	2	Antilles néerlandaises	2
Antilles néerlandaises	1	Antigua-et-Barbuda	2
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	Grenade	1

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2008	%
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	53	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	42
Machines et appareils électriques, n.d.a	27	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	26
Machines et appareils électriques rotatifs	4	Boissons alcooliques	5
Imprimés	2	Imprimés	4
Équipements de génie civil	2	Parties de tracteurs et véhicules automobiles	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2008	%
États-Unis	58	États-Unis	61
Trinité-et-Tobago	14	Trinité-et-Tobago	12
UE-27	9	UE-27	7
Japon	4	Japon	3
Barbade	3	Canada	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2008	%
Produits pétroliers	8	Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	9
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Produits pétroliers	7
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Articles en matières plastiques, n.d.a.	4	Meubles, coussins, etc.	3
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	3	Articles manufacturés en métaux communs, n.d.a.	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,6	-0,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,15
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	8	8
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,2	10,3
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,2	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	98,6	99,3

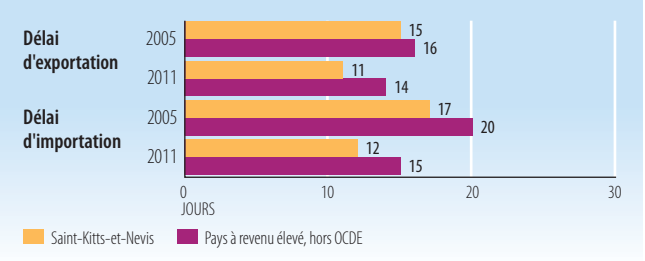
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

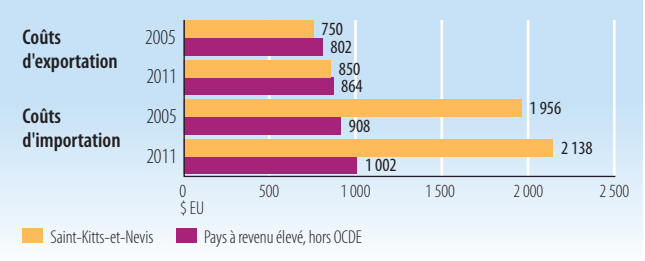
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

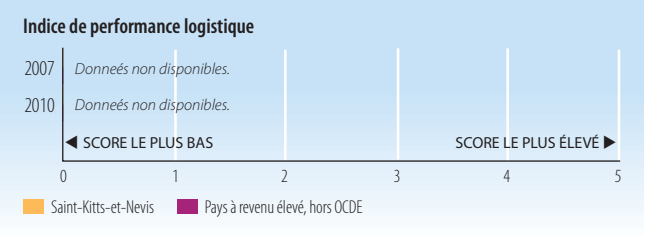
	2005	2011
Afrique	0,0	0,0
Asie	0,2	0,0
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	3,0	1,8
Moyen-Orient	0,0	0,1
Amérique du Nord	91,9	81,8
Amérique du Sud et centrale	4,9	15,2

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







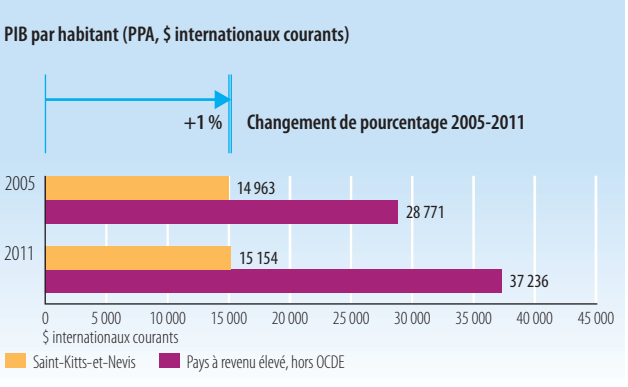
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

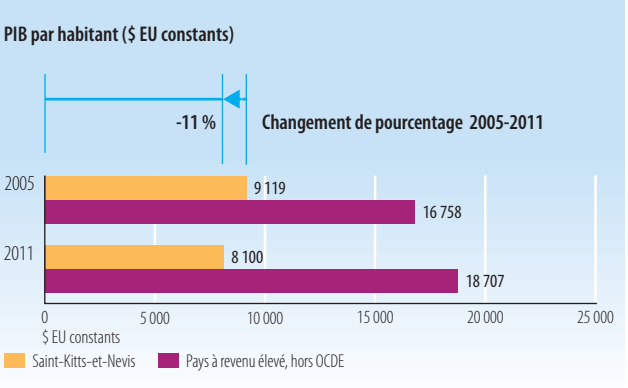
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	n.d.	n.d.
APD nette reçue (% du RNB)	0,5	1,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	15,7	15,7
Service total de la dette (% des exportations totales)	20,5	23,2
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	0,74

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845854

SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

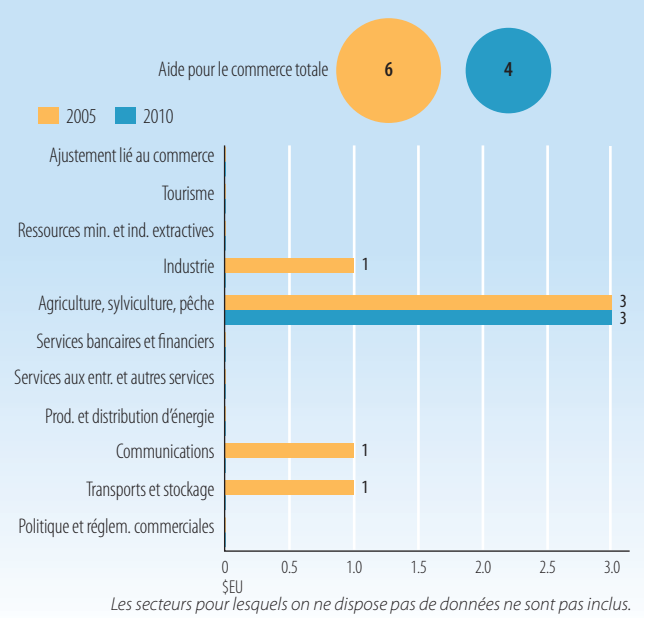
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Saint-Vincent-et-les Grenadines

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	146,7	198,2	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	40,1	159,2	102,9	157 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	42,4	23,4	76,2	80 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,1	0,0	2456 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	5,9	16,9	4,1	-29 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	26,5	31,1	30,6	16 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

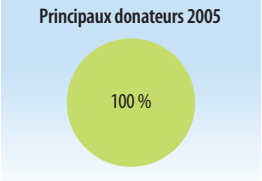


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

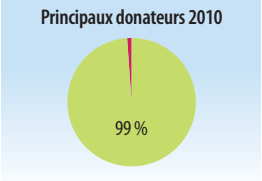
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	2,9	49
Japon	2,6	45
Institutions de l'UE	0,3	5
Canada	0,0	0
États-Unis	0,0	0



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	3,5	86
Japon	0,3	8
Banque mondiale	0,2	4
Australie	0,1	2
Allemagne	0,0	1



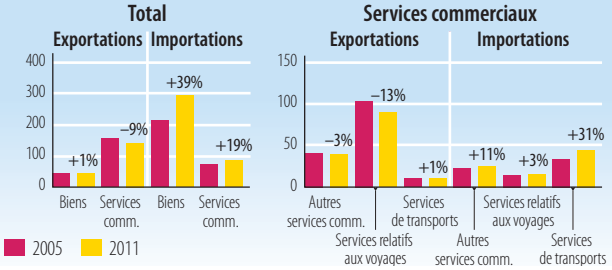
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	88	91	82	-6
Export. de services commerciaux en % des export. totales	79	73	77	-2
Import. de services commerciaux en % des import. totales	25	23	23	-3
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	32	37	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	37	36	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	27	Sainte-Lucie	21
Barbade	13	Trinité-et-Tobago	16
Trinité-et-Tobago	12	UE-27	12
Sainte-Lucie	11	Barbade	11
États-Unis	9	Antigua-et-Barbuda	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	34	Semoules et farines de blé, divers	21
Semoules et farines de blé, divers	13	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	16
Légumes	10	Légumes	10
Riz	8	Riz	9
Nourriture destinée aux animaux	5	Boissons non alcooliques, n.d.a.	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	33	États-Unis	33
Trinité-et-Tobago	24	Trinité-et-Tobago	27
UE-27	15	UE-27	10
Japon	4	Chine	5
Barbade	4	Canada	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	12	Produits pétroliers	21
Autres viandes, abats	4	Meubles, coussins, etc.	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2	Autres viandes, abats	3
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2
Chaux, ciment, matériaux de construction	2	Froment et méteil non moulus	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	2,1	0,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,11
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	8	8
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,8	10,1
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	11,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,4	7,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	95,3	62,1

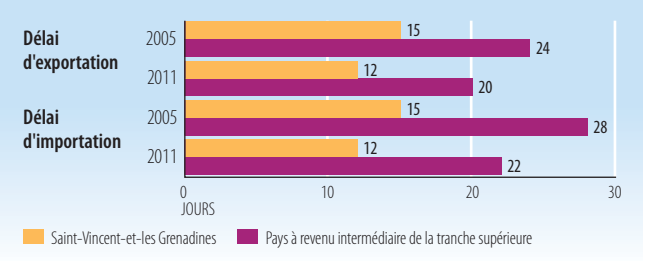
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

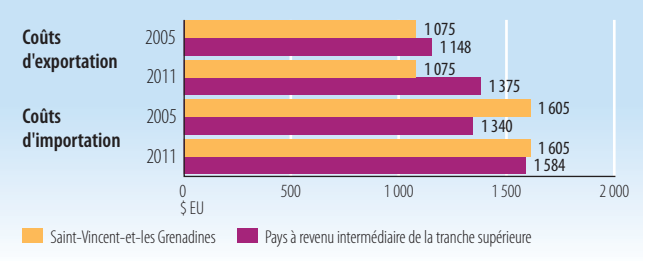
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

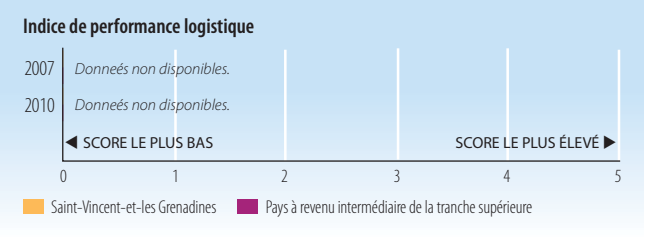
	2005	2011
Afrique	0,0	0,2
Asie	0,2	1,0
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	27,2	2,9
Moyen-Orient	0,0	0,0
Amérique du Nord	9,5	5,3
Amérique du Sud et centrale	63,1	90,2

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







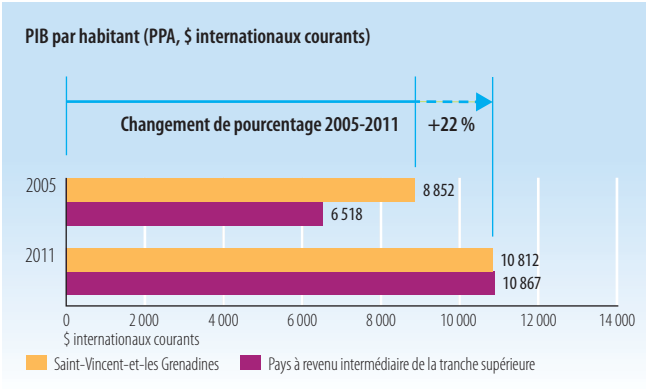
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

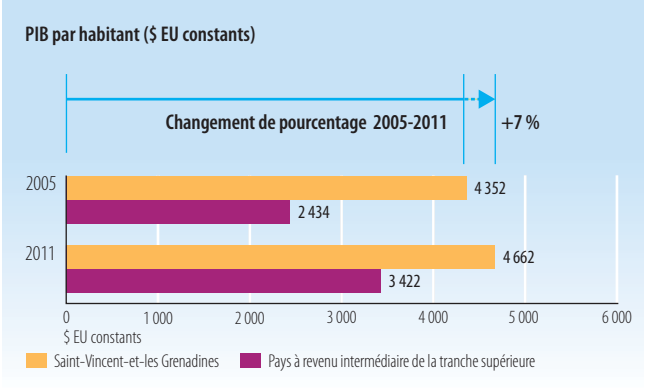
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	39,8	41,0
APD nette reçue (% du RNB)	1,5	2,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	36,9	11,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	11,3	16,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	0,72

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845892

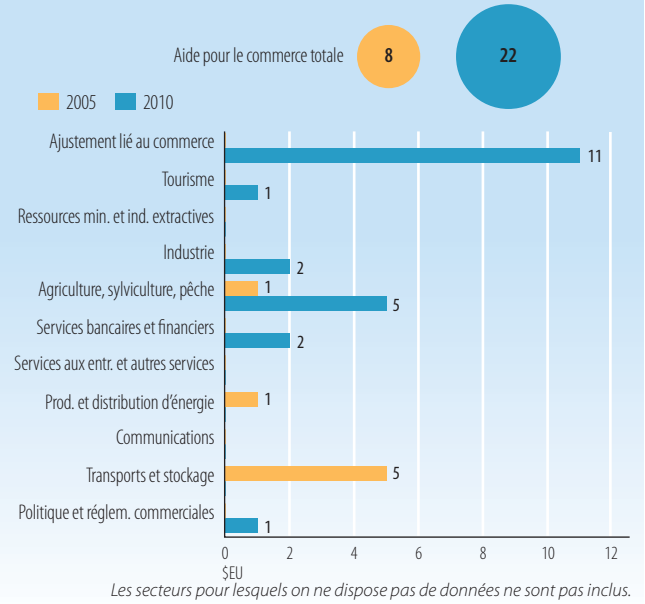
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Sainte-Lucie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	269,8	364,6	401,2	49 %
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	78,2	161,2	110,0	41 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	11,7	11,5	21,3	82 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	1,7	0,1	1,6	-9 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	7,8	12,9	22,3	188 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	29,5	31,5	31,4	7 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

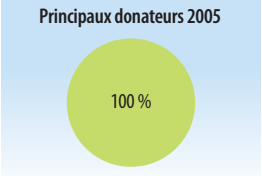


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

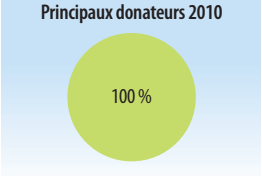
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
France	4,4	57
Banque mondiale	1,7	22
Institutions de l'UE	1,2	16
Japon	0,4	5
Canada	0,0	0



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	17,8	80
Banque mondiale	3,1	14
Japon	1,3	6
Australie	0,1	0
PNUD	0,0	0



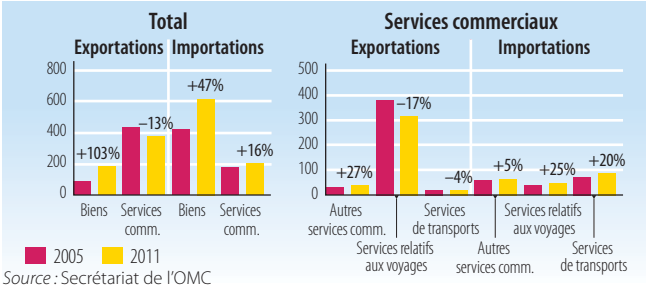
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	127	119	112	-15
Export. de services commerciaux en % des export. totales	83	68	68	-15
Import. de services commerciaux en % des import. totales	29	26	25	-5
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	16	16	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	30	24	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2008	%
UE-27	28	États-Unis	34
Trinité-et-Tobago	22	Trinité-et-Tobago	23
États-Unis	14	UE-27	17
Barbade	10	Barbade	8
Grenada	5	Saint-Vincent-et-les Grenadines	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2008	%
Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	25	Produits pétroliers	19
Boissons alcooliques	17	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	14
Produits pétroliers	15	Boissons alcooliques	11
Papiers et cartons découpés, etc.	5	Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	7
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Montres et horloges	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2008	%
États-Unis	44	États-Unis	43
UE-27	14	Trinité-et-Tobago	24
Trinité-et-Tobago	14	UE-27	8
Japon	5	Japon	4
Barbade	3	Barbade	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2008	%
Produits pétroliers	13	Produits pétroliers	24
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	3	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3
Autres viandes, abats	3	Autres viandes, abats	3
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Boissons alcooliques	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,3	0,7
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	8	8
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	8,9	10,2
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	12,3	n.d.
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	56,7	100,0

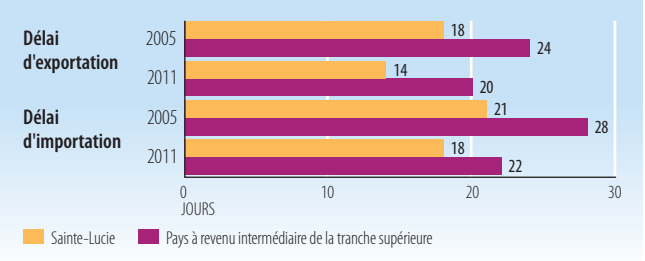
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

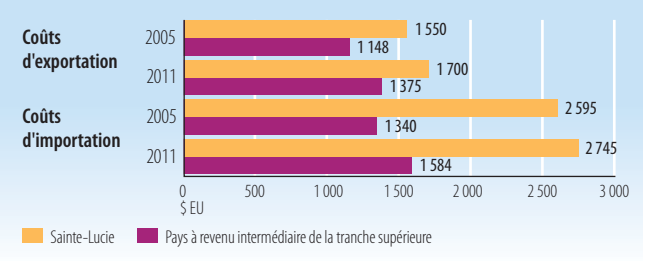
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

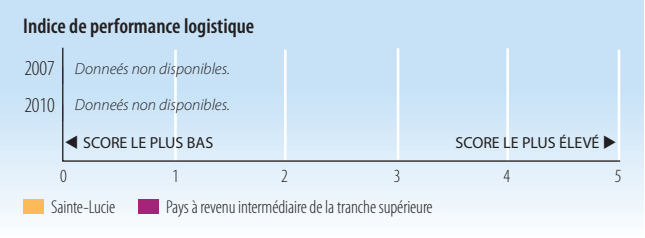
	2005	2008
Afrique	0,0	1,3
Asie	0,8	1,7
Communauté d'États indépendants	0,0	0,1
Europe	28,2	17,1
Moyen-Orient	0,0	0,1
Amérique du Nord	14,4	34,4
Amérique du Sud et centrale	54,4	45,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







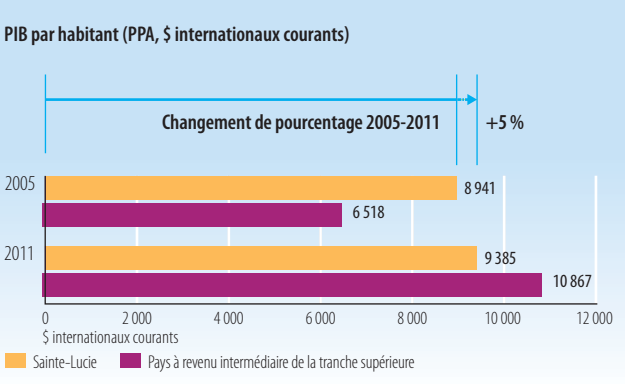
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

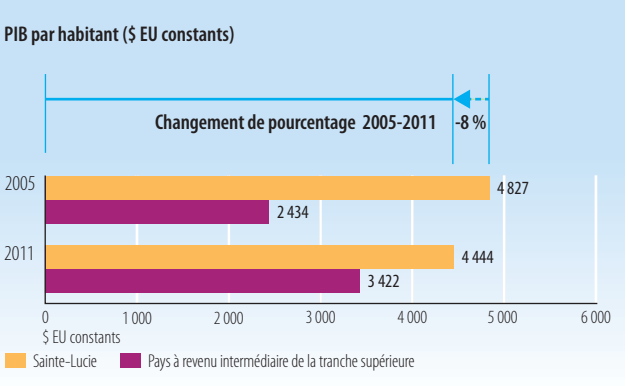
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	16,6	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,7	47,2
APD nette reçue (% du RNB)	1,3	3,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	6,0	7,1
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	0,72

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845873

SAMOA

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

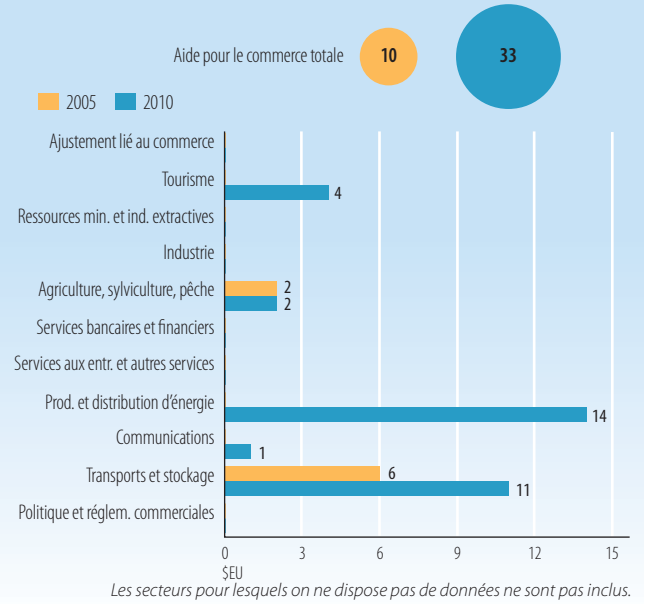
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Samoa

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	-3,0	45,9	0,7	125 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	10,4	25,5	78,9	660 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	10,1	8,8	32,5	222 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	109,9	135,0	143,4	30 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

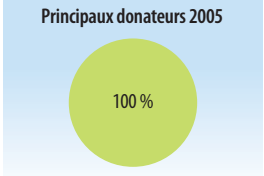


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

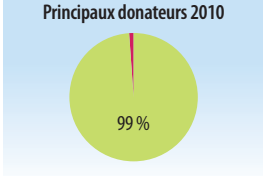
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	6,2	61
Japon	1,9	18
Australie	1,6	16
Nouvelle-Zélande	0,4	4
PNUD	0,1	1



2010	valeur	%
Japon	11,5	35
Banque mondiale	9,8	30
Banque asiatique de dév.	5,3	16
Australie	3,2	10
Nouvelle-Zélande	2,3	7



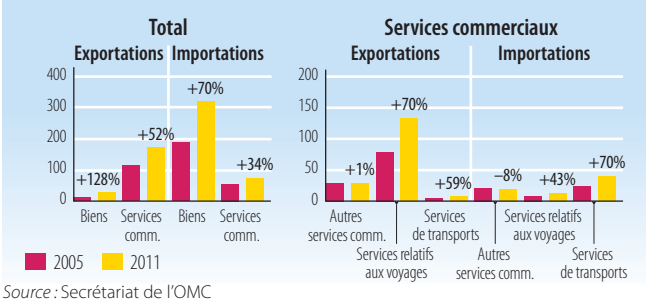
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	89	86	91	2
Export. de services commerciaux en % des export. totales	90	74	86	-4
Import. de services commerciaux en % des import. totales	23	20	19	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	77	84	70	-7
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	29	24	31	2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Australie	75	Australie	77
Samoa américaines	13	Nouvelle-Zélande	11
États-Unis	6	Samoa américaines	5
Nouvelle-Zélande	2	États-Unis	3
Tokélaou	1	Singapour	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Équipement pour la distribution d'électricité, n.d.a.	73	Équipement pour la distribution d'électricité, n.d.a.	59
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	11	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	14
Jus de fruits ou de légumes	4	Graisses et huiles végétales fixes, autres	7
Boissons alcooliques	3	Boissons alcooliques	4
Graisses et huiles végétales fixes, autres	2	Jus de fruits ou de légumes	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Nouvelle-Zélande	33	Nouvelle-Zélande	31
Australie	20	Australie	23
États-Unis	14	États-Unis	11
Fidji	7	Japon	8
Japon	7	Chine	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Transactions spéciales non classées	22	Produits pétroliers	21
Produits pétroliers	15	Autres viandes, abats	6
Ouvrages en fils métalliques (sauf électriques)	6	Machines et appareils électriques rotatifs	6
Autres viandes, abats	6	Préparations à base de céréales	3
Articles en matières plastiques, n.d.a.	4	Sucres, mélasses et miel	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,1	2,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,37
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	80
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	n.d.	n.d.
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	n.d.	n.d.

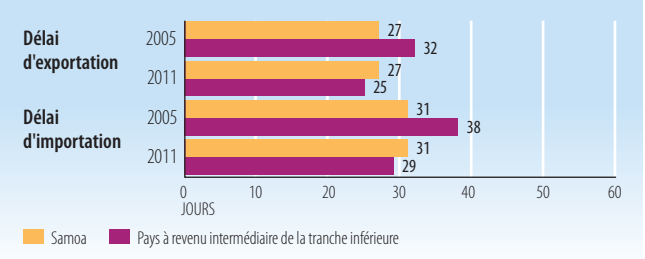
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

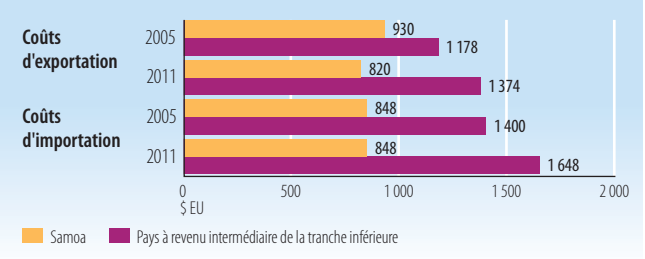
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

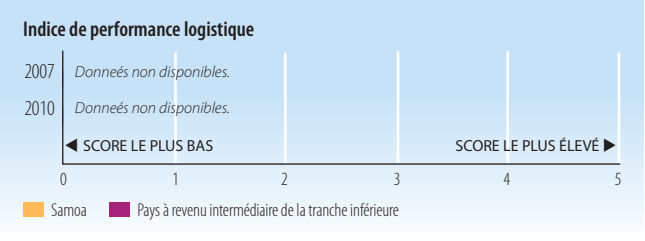
	2005	2011
Afrique	0,0	0,0
Asie	93,4	96,2
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	0,2	0,6
Moyen-Orient	0,0	0,0
Amérique du Nord	6,4	3,2
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







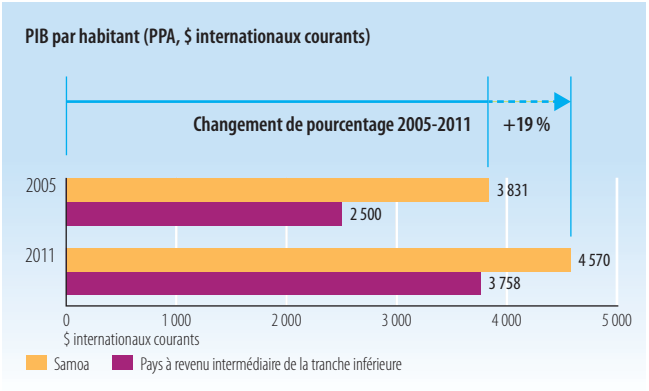
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

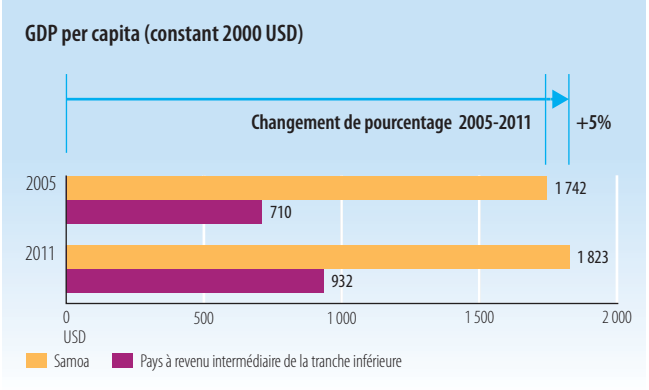
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	33,7	34,3
APD nette reçue (% du RNB)	11,2	25,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	4,4	5,2
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,68	0,69

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population living below USD 1.25 a day (%, PPP)	Population living below USD 2.00 a day (%, PPP)	Income share held by highest 20%
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845911

SÉNÉGAL

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

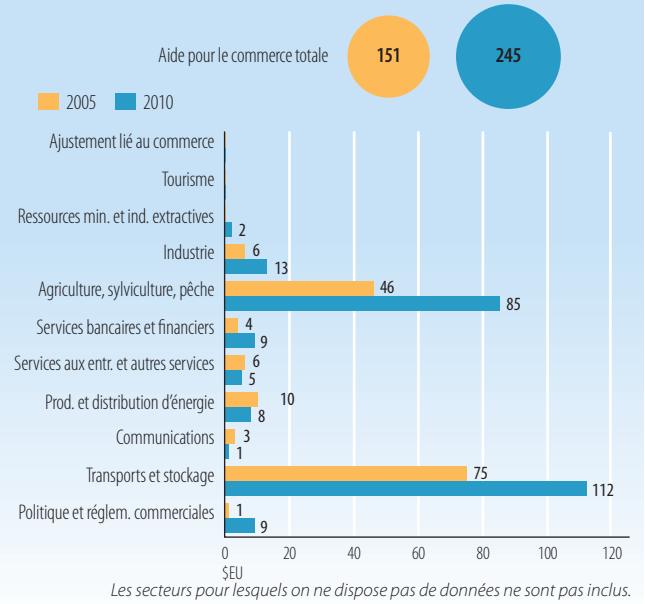
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Sénégal

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 582,6	4 042,7	3 728,0	44 %
dont: secteur public	866,7	1 338,6	1 388,4	60 %
dont: secteur privé	1 716,0	2 704,0	2 339,7	36 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	44,6	397,6	237,2	432 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	387,1	560,5	485,4	25 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	4,1	5,5	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	150,9	292,1	245,0	62 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	788,8	1 476,1	1 346,0	71 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

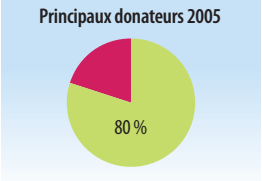


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

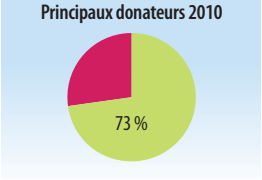
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	59,2	39
France	22,1	15
Institutions de l'UE	20,5	14
Espagne	10,2	7
Japon	8,7	6



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	50,3	21
Banque mondiale	50,2	20
Banque africaine de dév.	38,1	16
Koweït	20,3	8
Japon	19,8	8



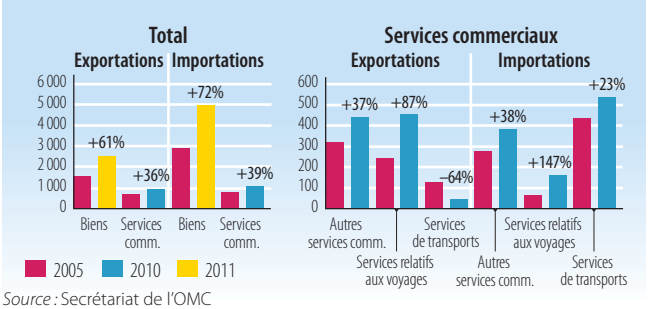
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	68	77	53	-16
Export. de services commerciaux en % des export. totales	30	35	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	21	20	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	40	38	55	15
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	34	34	32	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	24	Mali	17
Mali	19	UE-27	15
Inde	13	Inde	14
Gambie	5	Suisse	9
Guinée-Bissau	3	Guinée	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	16	Produits pétroliers	14
Produits chimiques inorganiques	13	Produits chimiques inorganiques	13
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	9	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	10
Crustacés, mollusques, etc.	7	Chaux, ciment, matériaux de construction	9
Huiles brutes de pétrole	5	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	44	UE-27	41
Nigéria	10	Nigéria	9
Thaïlande	5	Chine	7
Brésil	4	États-Unis	5
États-Unis	4	Turquie	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	11	Produits pétroliers	19
Riz	11	Huiles brutes de pétrole	9
Produits pétroliers	9	Riz	6
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Barres, profilés, etc., en fer ou acier	3
Médicaments	3	Froment et méteil non moulus	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,6	2,6
Nombre d'exportateurs	661	776
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,05	0,06
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	29	29
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	9,1	9,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	3,4	3,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	75,7	55,9

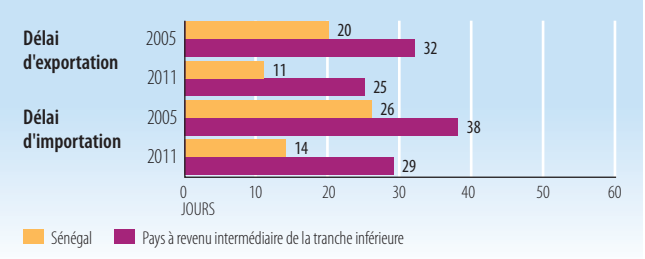
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

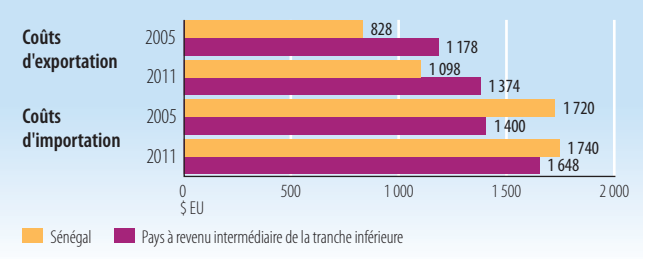
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

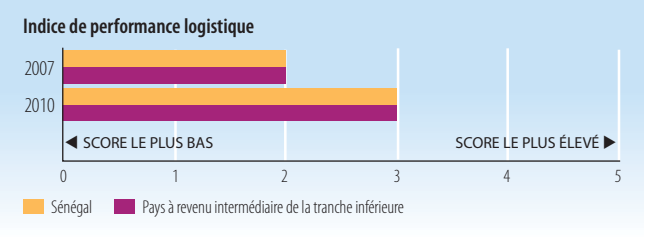
	2005	2011
Afrique	46,9	45,5
Asie	15,7	17,0
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	23,9	24,3
Moyen-Orient	0,4	3,9
Amérique du Nord	1,2	0,3
Amérique du Sud et centrale	0,2	0,1

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







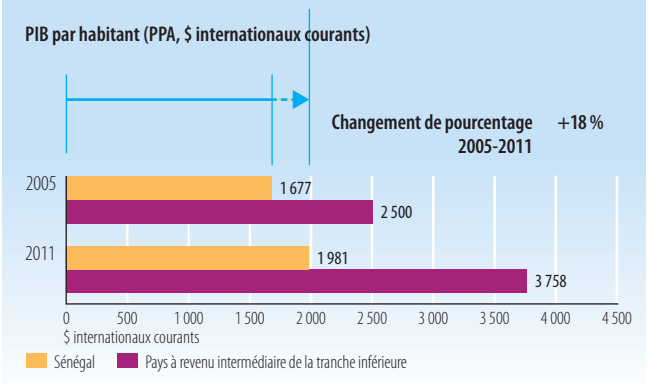
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

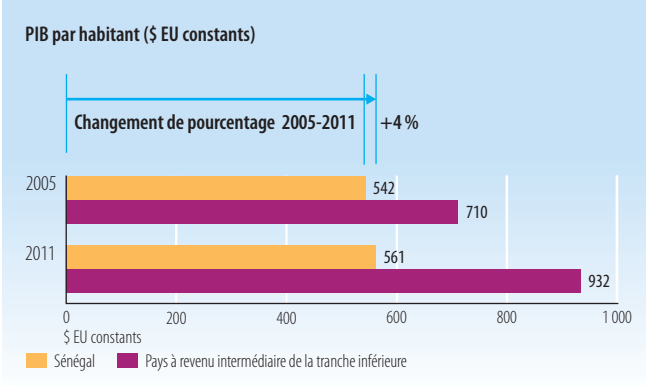
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	10,0	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	43,4	43,9
APD nette reçue (% du RNB)	8,2	7,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,3	4,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,43	0,46

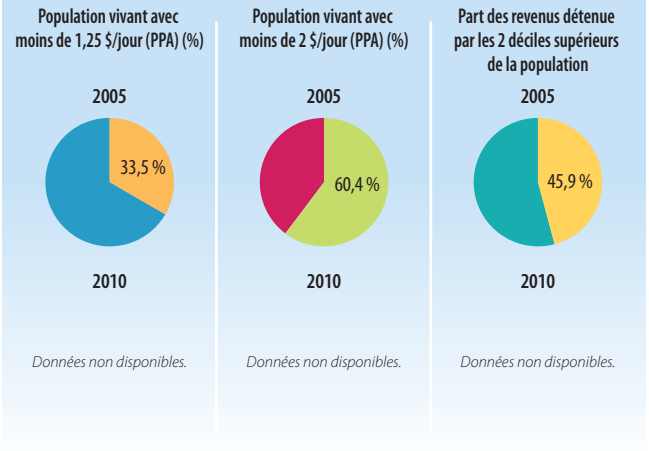
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845930

SOUDAN

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

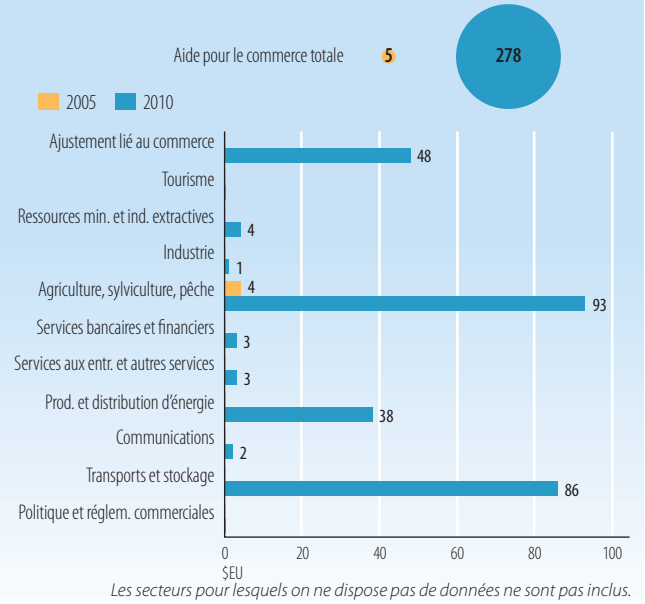
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Soudan

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	6 585,9	13 195,5	13 692,5	108 %
dont: secteur public	1 601,5	3 794,2	4 903,8	206 %
dont: secteur privé	4 984,4	9 401,2	8 788,7	76 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	2 304,6	2 600,5	2 063,7	-10 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	387,1	673,0	935,2	142 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	5,5	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	4,6	216,5	277,7	5981 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	1 016,0	3 100,4	1 973,8	94 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

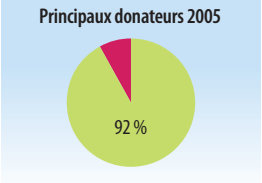


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

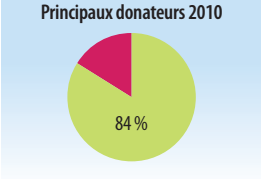
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Norvège	2,8	61
États-Unis	0,8	16
Italie	0,3	6
France	0,2	4
Japon	0,2	4



2010	valeur	%
États-Unis	79,1	28
Fonds arabe	61,5	22
Institutions de l'UE	48,3	17
Japon	26,3	9
Émirats arabes unis	16,8	6



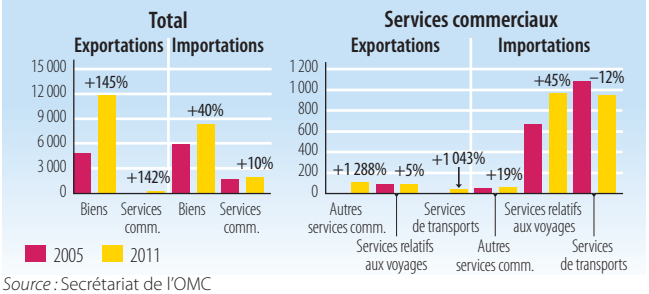
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	46	39	41	-6
Export. de services commerciaux en % des export. totales	2	4	2	0
Import. de services commerciaux en % des import. totales	23	24	19	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	15	6	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	53	31	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2009	%
Chine	74	Chine	65
Japon	8	Émirats arabes unis	10
UE-27	4	Canada	9
Arabie saoudite, Royaume d'	4	Arabie saoudite, Royaume d'	3
Émirats arabes unis	3	Japon	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2009	%
Produits pétroliers	83	Huiles brutes de pétrole	77
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	2	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	14
Animaux vivants	2	Animaux vivants	3
Coton	2	Produits pétroliers	2
Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	2	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2009	%
UE-27	22	Chine	17
Chine	18	UE-27	14
Arabie saoudite, Royaume d'	8	Japon	10
Japon	7	Arabie saoudite, Royaume d'	8
Émirats arabes unis	6	Émirats arabes unis	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2009	%
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	5	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	7
Froment et méteil non moulus	5	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	5
Produits pétroliers	5	Froment et méteil non moulus	5
Équipements de génie civil	4	Produits pétroliers	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Médicaments	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	6,3	-4,9
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,6
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	20,1	19,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	18,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,3	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	59,2	93,3

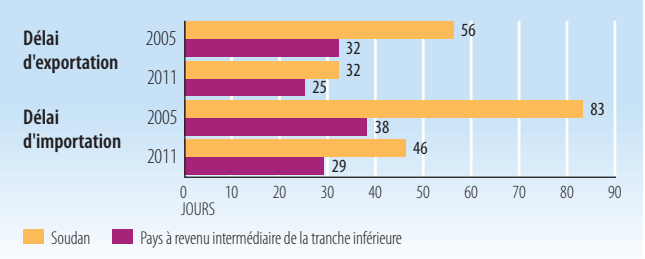
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

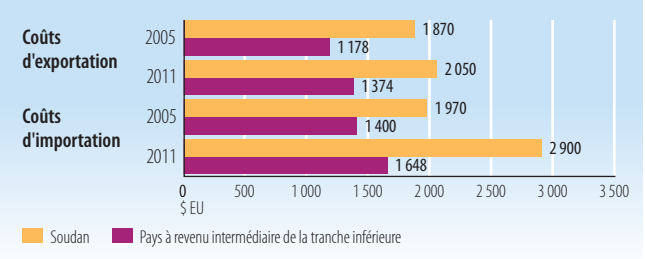
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

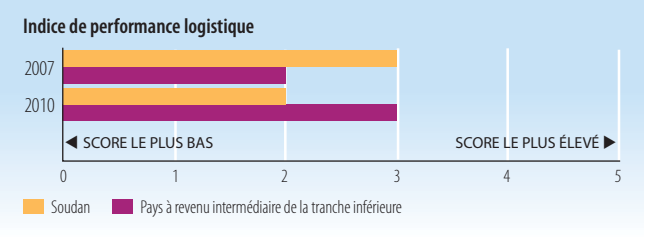
	2005	2009
Afrique	1,5	2,2
Asie	84,2	73,0
Communauté d'États indépendants	0,2	0,0
Europe	4,6	0,9
Moyen-Orient	7,8	14,6
Amérique du Nord	1,7	9,0
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







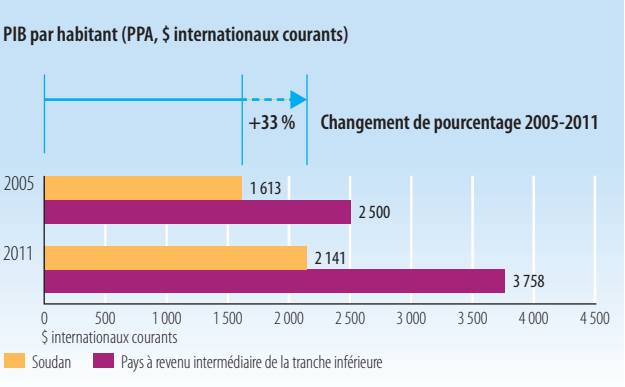
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

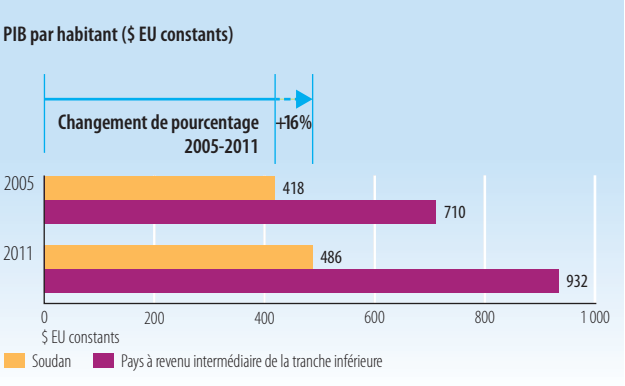
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	28,2	28,7
APD nette reçue (% du RNB)	7,0	3,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,0	4,2
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,38	0,41

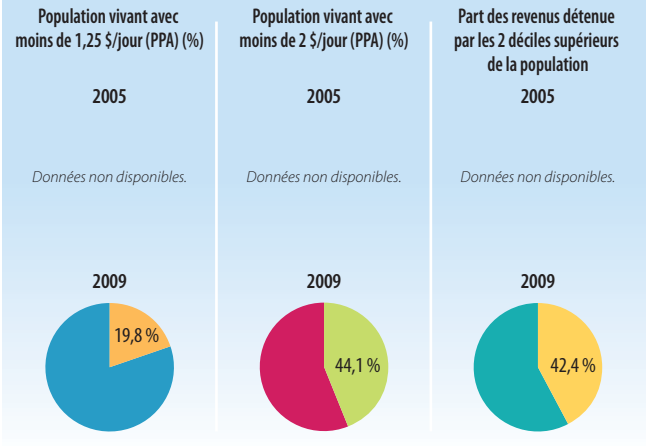
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845949

SURINAME

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

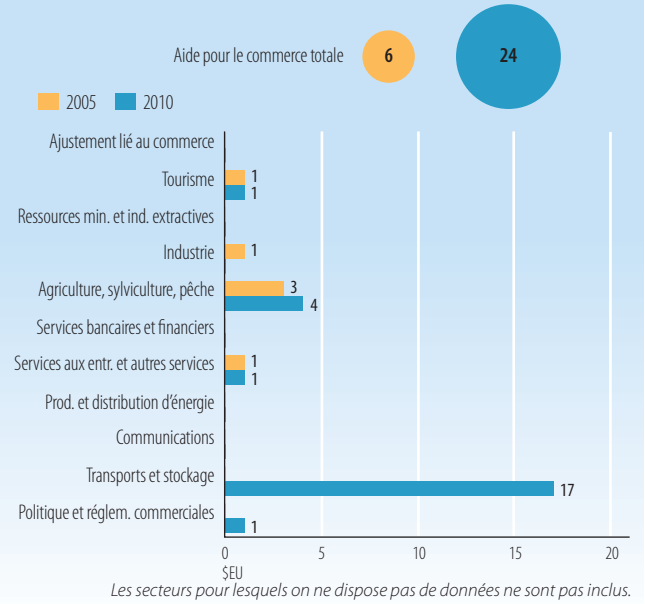
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Suriname

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	445,8	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	94,2	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	351,6	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	27,9	-233,6	-255,7	-1016 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,2	0,0	21,6	13471 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	5,7	40,2	23,8	317 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	3,9	2,2	4,3	10 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

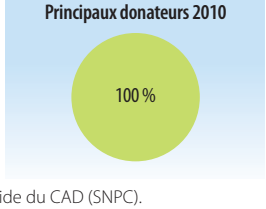
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	3,7	66
Pays-Bas	1,8	32
Japon	0,1	2



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	16,0	67
Pays-Bas	6,7	28
BIAD	0,9	4
OMC	0,1	0
Australie	0,1	0



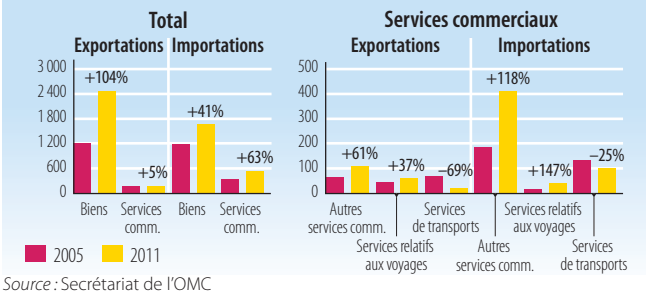
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	163	104	n.d.	n.d.
Export. de services commerciaux en % des export. totales	13	12	7	-6
Import. de services commerciaux en % des import. totales	22	21	25	3
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	16	Canada	29
Canada	14	UE-27	19
Émirats arabes unis	5	Émirats arabes unis	14
Guyana	3	Suisse	9
Brésil	3	États-Unis	8

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2009	%	2010	%
Transactions spéciales non classées	87	Transactions spéciales non classées	82
Produits pétroliers	5	Produits pétroliers	13
Riz	2	Riz	2
Boissons alcooliques	1	Équipements de génie civil	0
Boissons non alcooliques, n.d.a.	0	Bois simplement travaillés	0

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	22	États-Unis	25
Trinité-et-Tobago	19	Trinité-et-Tobago	24
États-Unis	19	UE-27	23
Chine	5	Chine	7
Brésil	5	Brésil	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2009	%	2010	%
Produits pétroliers	15	Produits pétroliers	18
Équipements de génie civil	6	Équipements de génie civil	4
Produits chimiques inorganiques	5	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	2
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Produits chimiques inorganiques	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,6	4,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	0,01
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	12	12
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	n.d.	10,3
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	10,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	n.d.	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	n.d.	99,8

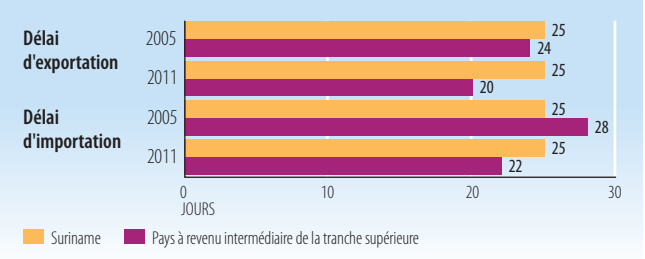
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

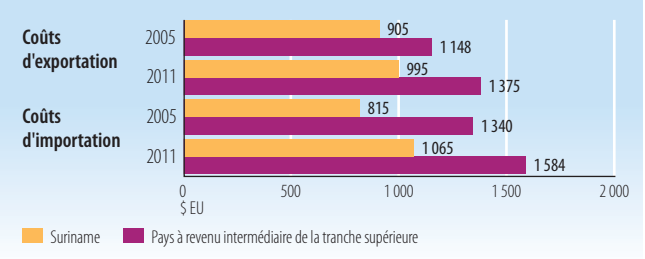
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

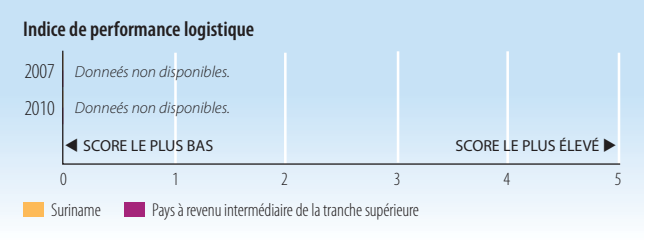
	2005	2011
Afrique	0,3	0,7
Asie	0,4	1,0
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	16,7	27,2
Moyen-Orient	5,4	26,1
Amérique du Nord	14,5	29,8
Amérique du Sud et centrale	8,9	15,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







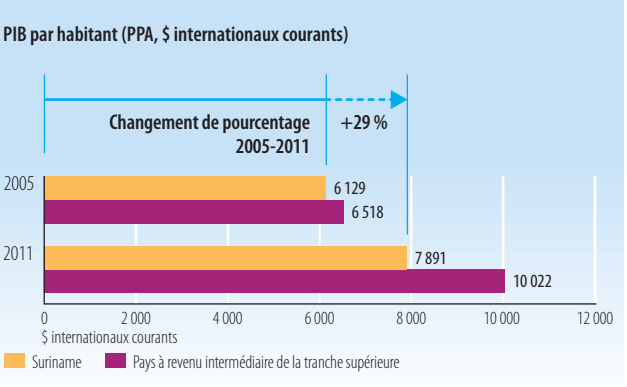
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

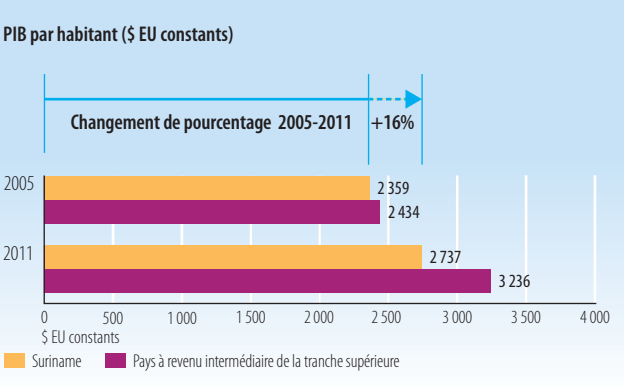
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	35,9	37,1
APD nette reçue (% du RNB)	2,5	2,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,66	0,68

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845968

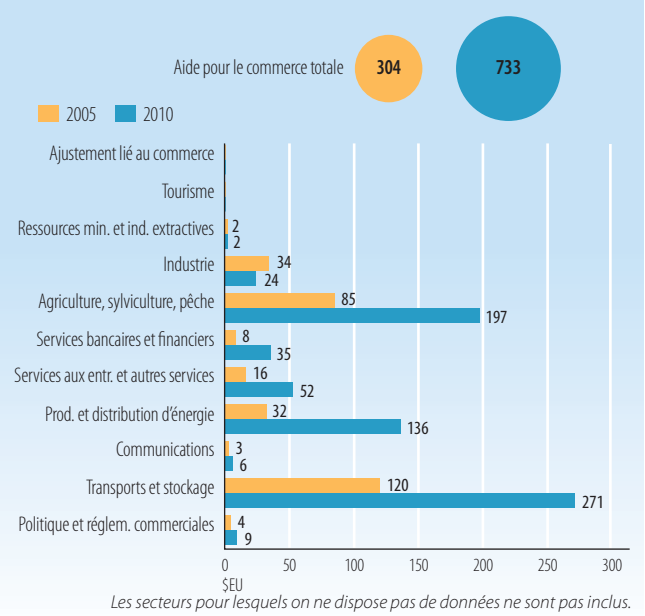
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Tanzanie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	3 487,1	6 080,6	6 512,4	87 %
dont: secteur public	842,2	1 690,6	1 901,8	126 %
dont: secteur privé	2 644,8	4 390,0	4 610,6	74 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	935,5	400,0	433,4	-54 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	474,3	523,4	1 259,6	166 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	1,0	41,2	2,7	185 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	303,7	480,0	732,8	141 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	19,4	18,6	24,8	28 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

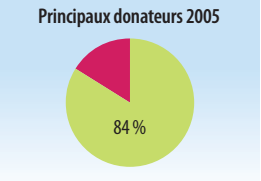


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

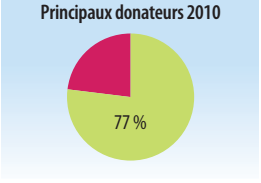
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	119,1	39
Institutions de l'UE	79,3	26
Banque africaine de dév.	27,7	9
Danemark	15,5	5
Suède	15,0	5



2010	valeur	%
Banque mondiale	270,5	37
États-Unis	108,3	15
Banque africaine de dév.	69,0	9
Danemark	62,1	8
Japon	54,7	7



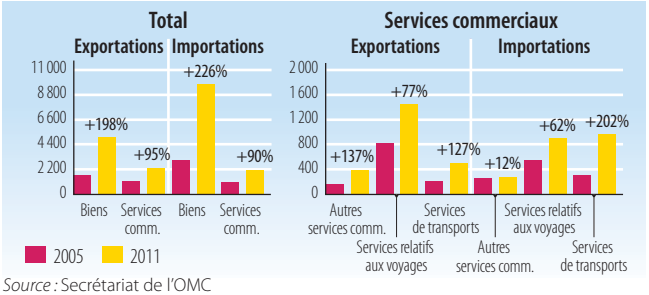
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	50	68	82	32
Export. de services commerciaux en % des export. totales	42	35	32	-10
Import. de services commerciaux en % des import. totales	27	19	18	-9
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	76	73	82	6
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	46	41	40	-6

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	25	Suisse	19
Afrique du Sud	18	Afrique du Sud	18
Suisse	9	Chine	14
Chine	6	UE-27	12
Kenya	6	Japon	8

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	33	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	36
Tabacs bruts ou non fabriqués	8	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	11
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	8	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	10
Coton	7	Café, succédané du café	3
Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	6	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	19	UE-27	14
Bahreïn	16	Inde	14
Afrique du Sud	12	Émirats arabes unis	11
Chine	7	Suisse	10
Japon	6	Chine	9

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	22	Produits pétroliers	31
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Froment et méteil non moulus	4
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Équipements de génie civil	3
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3
Médicaments	3	Graisses et huiles végétales fixes, autres	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	7,4	6,3
Nombre d'exportateurs	1 580	1 807
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,09	0,09
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	1	1
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,7	12,5
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	9,7	8,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	5,0	2,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	81,6	90,7

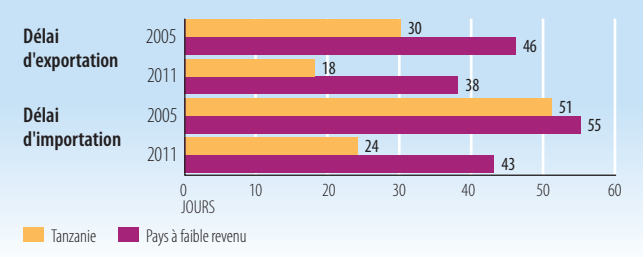
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

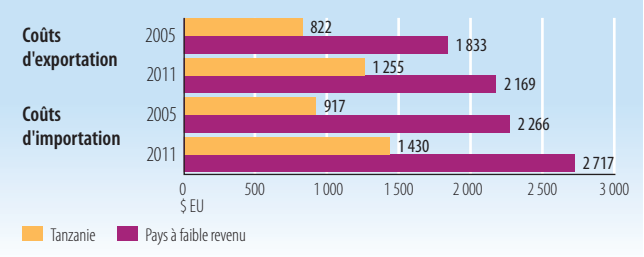
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

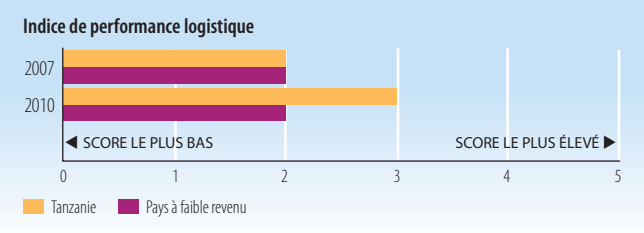
	2005	2011
Afrique	36,1	36,1
Asie	20,2	28,6
Communauté d'États indépendants	0,3	0,2
Europe	35,4	31,6
Moyen-Orient	4,5	2,2
Amérique du Nord	3,5	1,2
Amérique du Sud et centrale	0,1	0,1

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







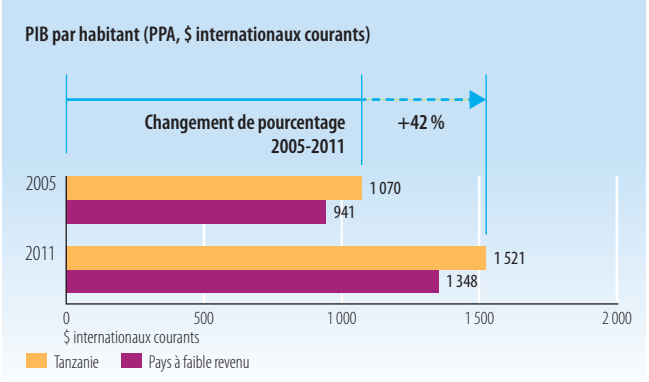
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

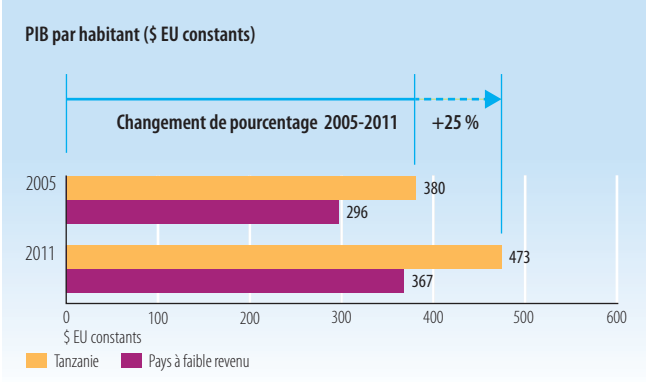
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	4,3	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	50,1	49,8
APD nette reçue (% du RNB)	10,8	13,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	4,3	3,0
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,42	0,46

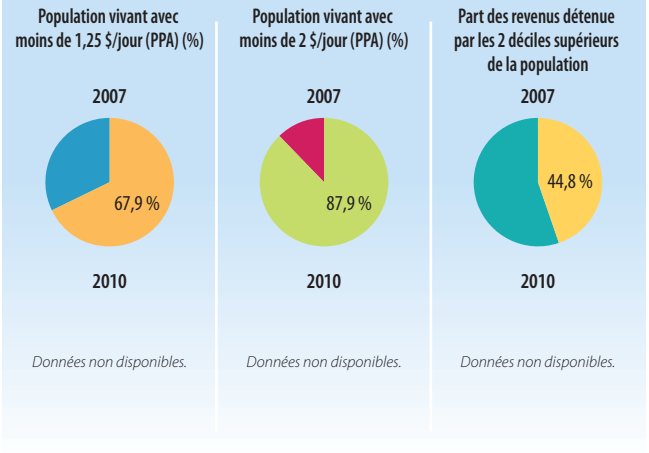
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932845987

TCHAD

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

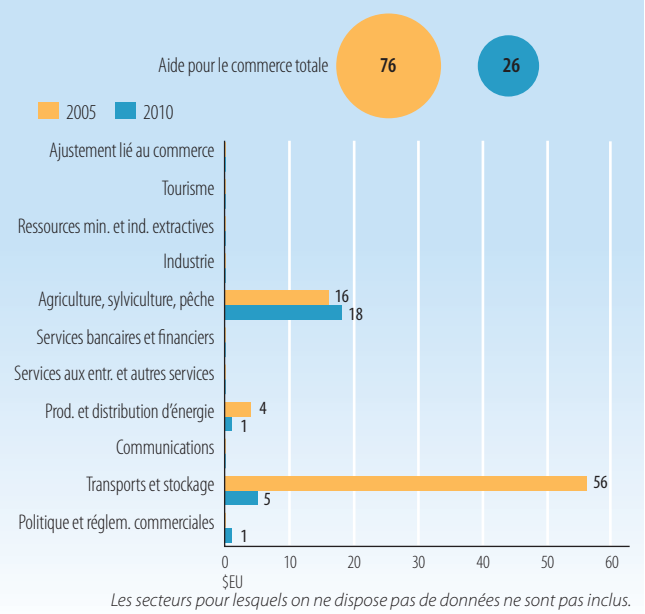
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Tchad

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	883,4	1 997,4	2 716,4	207 %
dont: secteur public	411,3	660,2	773,9	88 %
dont: secteur privé	472,1	1 337,1	1 942,4	311 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	-99,3	233,6	781,4	887 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	115,7	97,2	57,4	-50 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,5	4,3	0,0	-100 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	76,3	69,8	26,4	-65 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

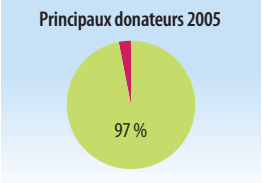


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

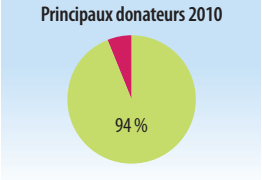
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	40,3	53
Institutions de l'UE	22,6	30
France	5,3	7
Banque africaine de dév.	4,0	5
Suisse	2,2	3



2010	valeur	%
Banque africaine de dév.	11,5	44
Institutions de l'UE	6,2	24
Banque mondiale	2,7	10
Suisse	2,6	10
FODI	1,7	6



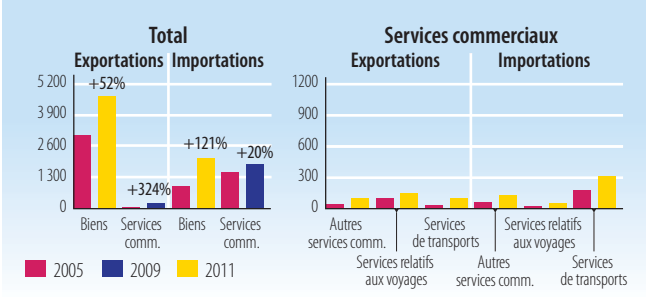
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	106	98	72	-35
Export. de services commerciaux en % des export. totales	2	3	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	62	48	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	17,3	3,1
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	2	2
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	18,0	17,8
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,5	1,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	94,7	90,7

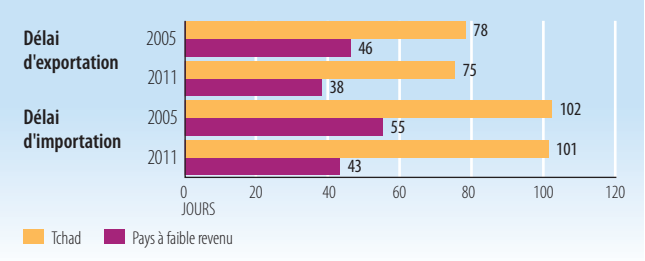
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

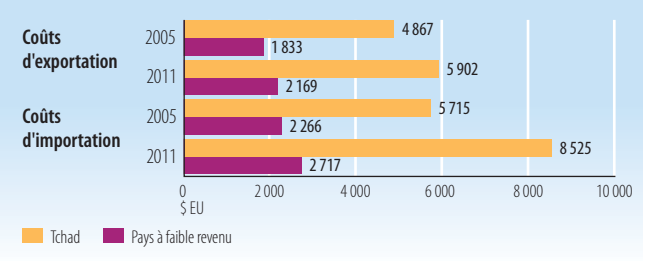
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

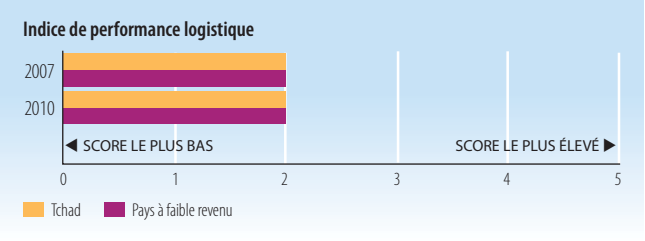
	2005	2011
Afrique	n.d.	n.d.
Asie	n.d.	n.d.
Communauté d'États indépendants	n.d.	n.d.
Europe	n.d.	n.d.
Moyen-Orient	n.d.	n.d.
Amérique du Nord	n.d.	n.d.
Amérique du Sud et centrale	n.d.	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







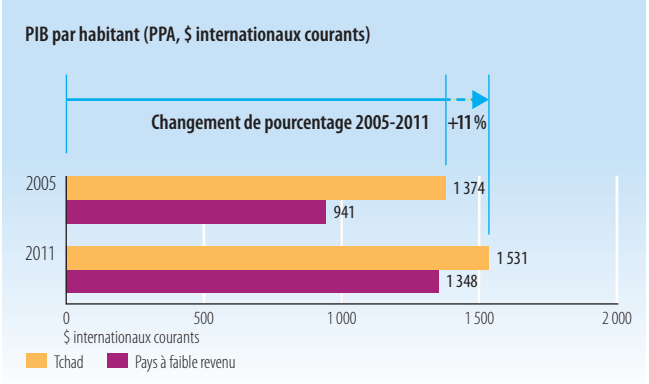
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

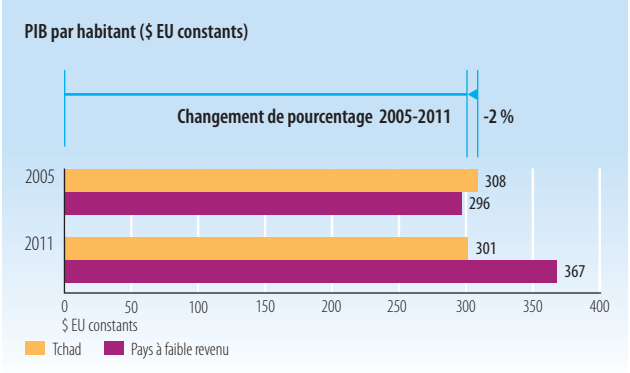
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	45,4	45,3
APD nette reçue (% du RNB)	9,0	6,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,31	0,33

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932844961

TOGO

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

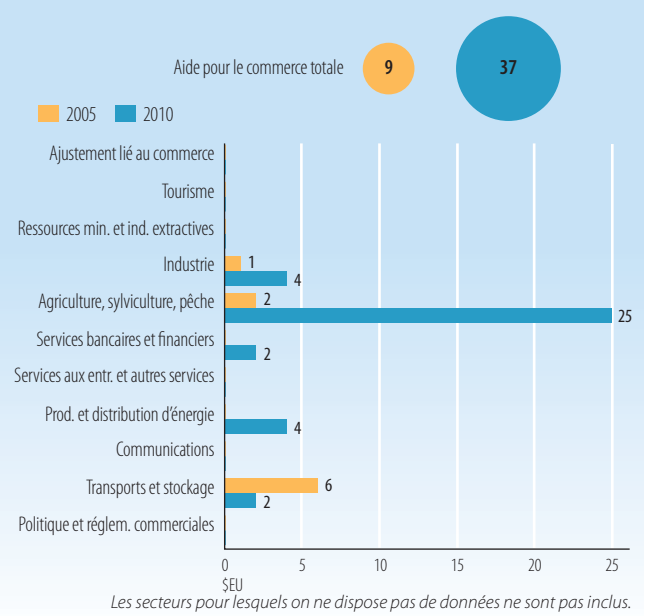
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Togo

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	334,7	442,1	598,9	79 %
dont: secteur public	58,5	100,2	249,5	326 %
dont: secteur privé	276,2	341,9	349,4	26 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	77,0	23,9	41,1	-47 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	9,9	51,6	127,7	1184 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	9,0	99,2	36,6	305 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	192,5	337,1	333,1	73 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

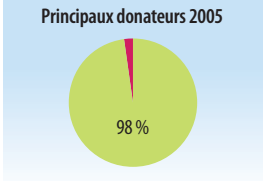


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

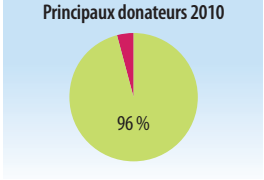
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
France	6,3	70
Allemagne	1,1	12
Belgique	0,5	6
Luxembourg	0,5	6
Institutions de l'UE	0,4	5



2010	valeur	%
Canada	22,1	60
Banque mondiale	10,4	28
Institutions de l'UE	1,2	3
Belgique	0,8	2
Italie	0,7	2



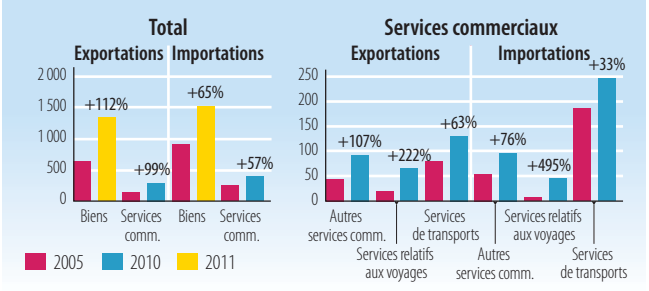
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	92	88	80	-12
Export. de services commerciaux en % des export. totales	19	23	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	21	21	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	80	62	81	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	37	36	44	6

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2011	%
Ghana	20	Chine	13
Burkina Faso	18	Burkina Faso	11
Bénin	12	Bénin	11
UE-27	10	Niger	9
Mali	7	Ghana	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Chaux, ciment, matériaux de construction	27	Coton	31
Engrais bruts	10	Chaux, ciment, matériaux de construction	14
Articles en matières plastiques, n.d.a.	9	Articles en matières plastiques, n.d.a.	6
Coton	8	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	5
Cacao	6	Engrais bruts	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2011	%
UE-27	42	UE-27	37
Chine	13	Chine	18
Côte d'Ivoire	6	Thaïlande	4
Brésil	3	Ghana	3
Inde	2	Inde	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	29	Produits pétroliers	14
Chaux, ciment, matériaux de construction	7	Chaux, ciment, matériaux de construction	8
Médicaments	5	Médicaments	4
Barres, profilés, etc., en fer ou acier	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Froment et méteil non moulus	4	Barres, profilés, etc., en fer ou acier	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	1,2	3,9
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,07	0,12
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	5	5
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	10,4	11,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	6,9	3,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	66,5	61,3

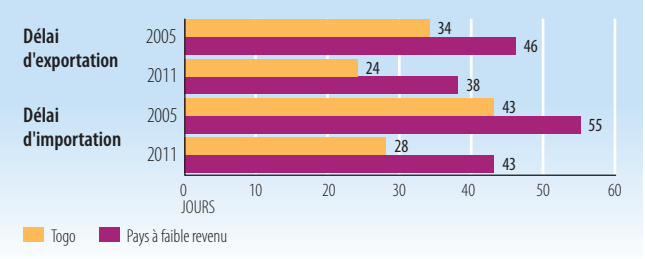
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

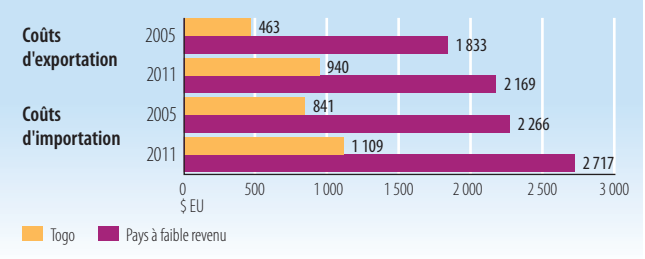
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

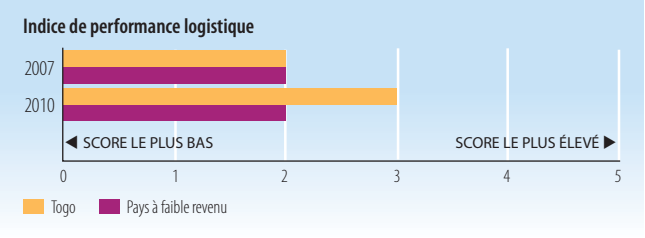
	2005	2011
Afrique	71,6	54,9
Asie	13,5	32,8
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	10,0	9,1
Moyen-Orient	0,2	1,0
Amérique du Nord	1,1	0,2
Amérique du Sud et centrale	1,9	0,5

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







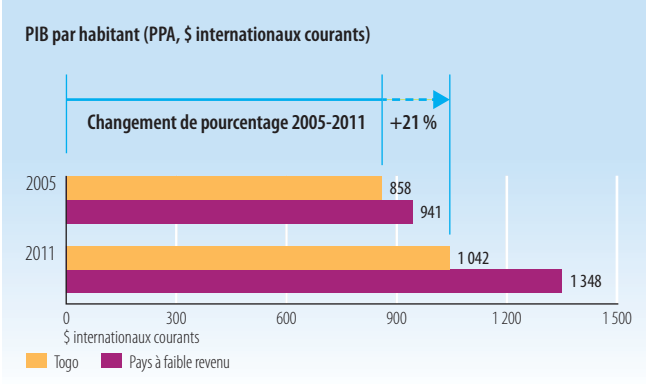
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

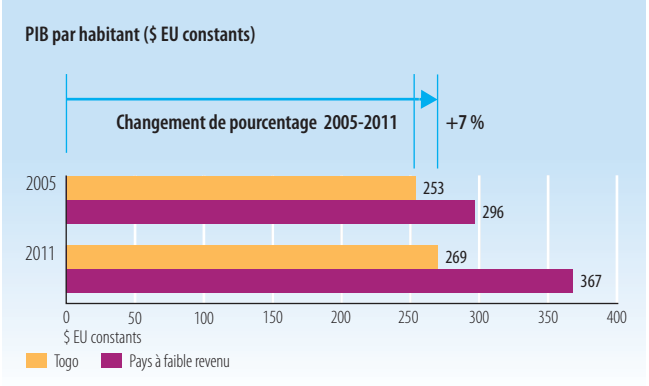
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	50,5	50,5
APD nette reçue (% du RNB)	4,0	13,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	21,9	24,9
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,4	4,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,42	0,43

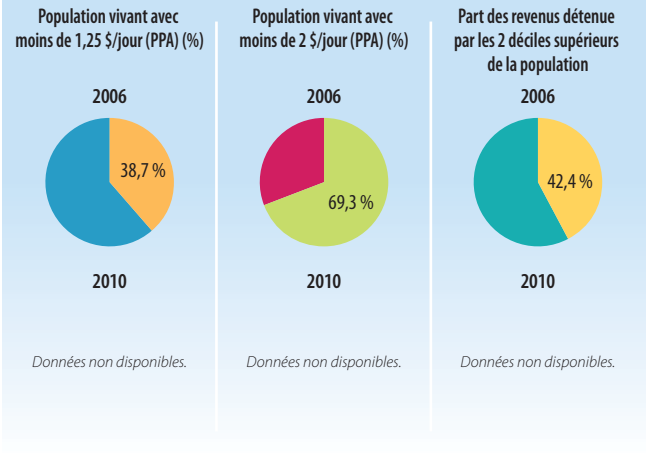
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846006

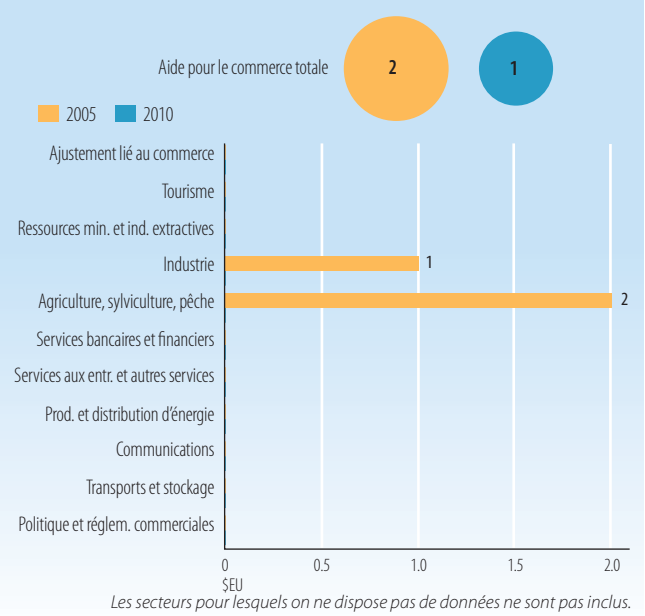
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Trinité-et-Tobago

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	939,7	2 800,8	549,4	-42 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	1,5	0,0	0,2	-90 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	2,4	0,5	1,3	-45 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	92,4	94,5	119,9	30 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

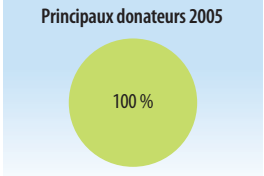


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

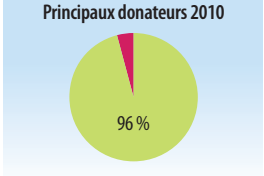
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	1,7	69
Institutions de l'UE	0,7	27
PNUD	0,0	2
Canada	0,0	1
France	0,0	1



2010	valeur	%
États-Unis	0,6	47
BIAD	0,3	23
France	0,2	13
Institutions de l'UE	0,1	8
Australie	0,1	5



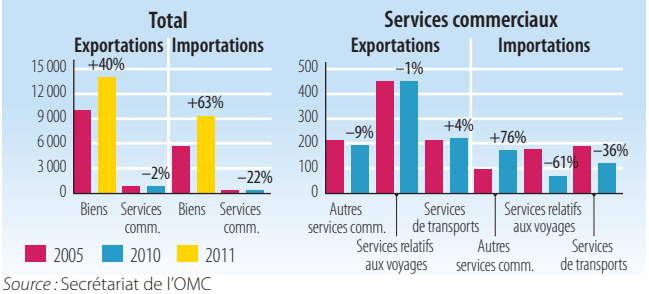
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	106	105	104	-2
Export. de services commerciaux en % des export. totales	8	5	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	8	3	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	25	26	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	36	36	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	59	États-Unis	48
Jamaïque	7	UE-27	9
UE-27	7	Jamaïque	6
Barbade	4	Barbade	3
Guyana	3	Suriname	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	31	Produits pétroliers	31
Gaz naturel	21	Produits chimiques inorganiques	13
Huiles brutes de pétrole	15	Huiles brutes de pétrole	12
Produits chimiques inorganiques	9	Gaz naturel	12
Alcools, phénols, etc., et leurs dérivés	8	Alcools, phénols, etc., et leurs dérivés	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
États-Unis	29	États-Unis	28
Brésil	14	Gabon	13
UE-27	12	Colombie	9
Venezuela, Rép. bolivarienne du	6	UE-27	9
Colombie	6	Brésil	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Huiles brutes de pétrole	30	Huiles brutes de pétrole	31
Machines et appareils de chauffage et de réfrigération et leurs parties	5	Minerais de fer et leurs concentrés	4
Produits pétroliers	4	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2
Minerais de fer et leurs concentrés	3	Navires, bateaux, engins flottants	2
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Autres machines spécialisées pour industries particulières et leurs parties	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,8	-1,4
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,14	0,12
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	2
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	32	32
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,8	7,5
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	5,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,2	0,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	97,9	99,7

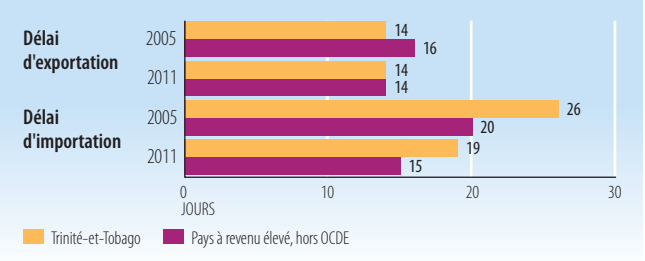
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

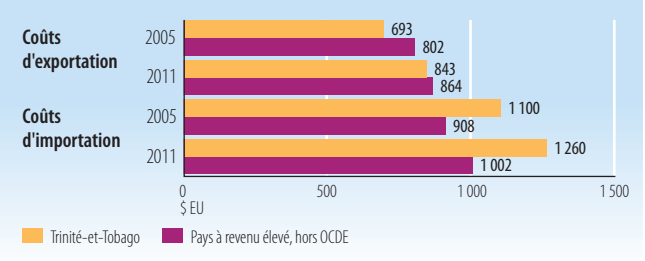
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

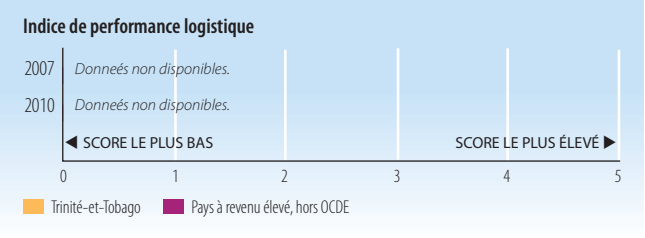
	2005	2010
Afrique	0,1	4,6
Asie	0,1	1,5
Communauté d'États indépendants	0,0	0,1
Europe	6,9	9,9
Moyen-Orient	0,0	0,1
Amérique du Nord	61,7	50,4
Amérique du Sud et centrale	30,0	32,2

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







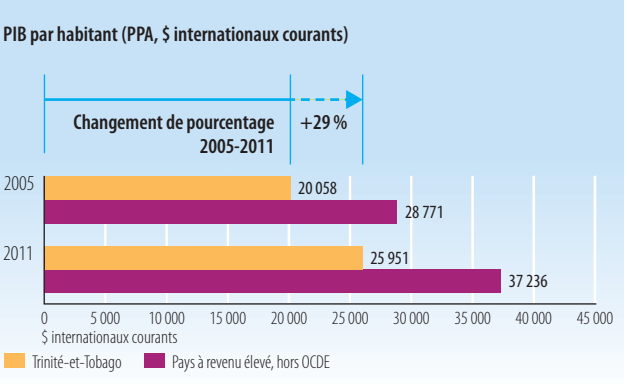
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

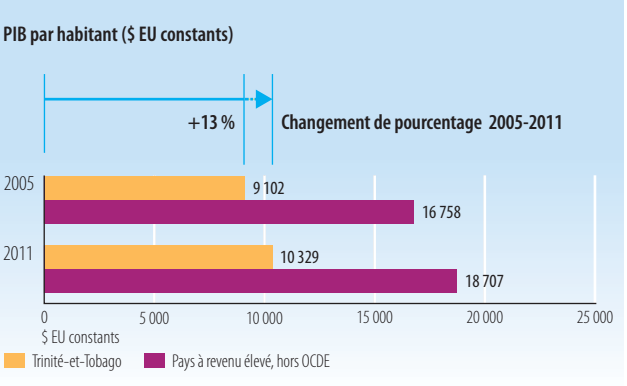
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	8,0	5,3
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	43,2	43,2
APD nette reçue (% du RNB)	0,0	0,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	5,5	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,73	0,76

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846025

TUNISIE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

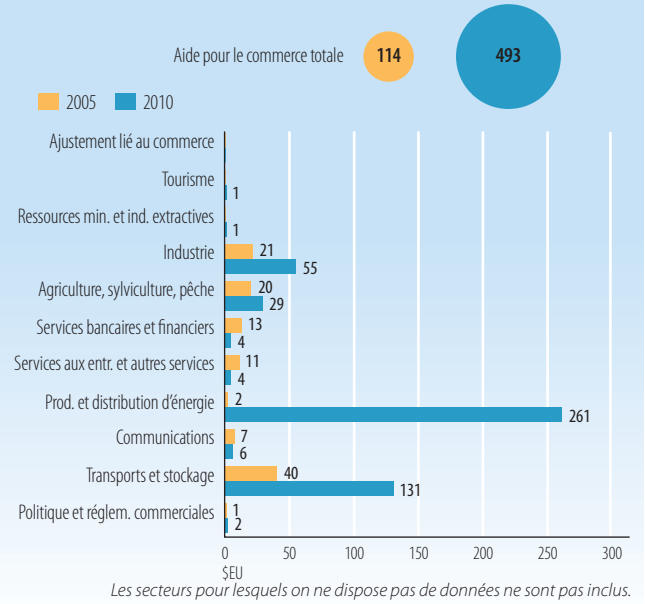
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Tunisie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	6 886,1	10 551,6	10 749,7	56 %
dont: secteur public	973,8	1 263,9	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	5 912,3	9 287,7	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	723,0	2 638,5	1 400,9	94 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	1 255,6	1 078,6	1 714,2	37 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	145,7	78,8	443,1	204 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	114,5	304,2	493,0	331 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	1 392,7	1 977,0	1 970,2	41 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

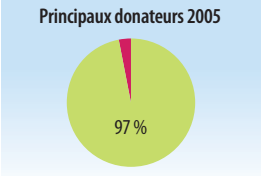


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

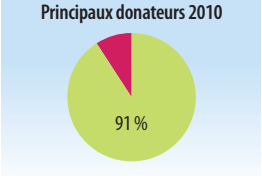
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	41,0	36
France	29,1	25
Institutions de l'UE	18,1	16
Allemagne	16,9	15
Italie	5,4	5



2010	valeur	%
Espagne	153,0	31
Fonds arabe	139,2	28
Japon	78,2	16
Institutions de l'UE	48,4	10
France	29,9	6



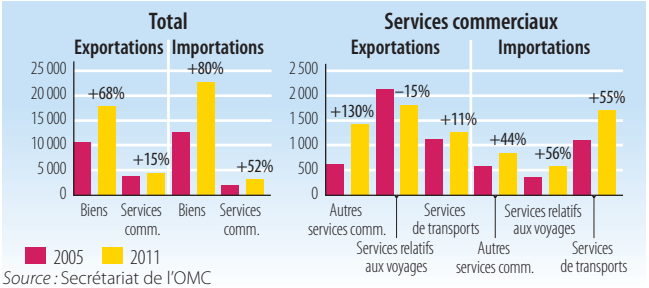
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	90	115	105	15
Export. de services commerciaux en % des export. totales	27	23	20	-7
Import. de services commerciaux en % des import. totales	14	12	12	-2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	34	40	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	58	60	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	80	UE-27	73
Libye	5	Libye	4
Algérie	2	Algérie	3
Maric	1	États-Unis	2
Turquie	1	Inde	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	13	Huiles brutes de pétrole	13
Huiles brutes de pétrole	10	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	10
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	9	Équipement pour la distribution d'électricité, n.d.a.	8
Équipement pour la distribution d'électricité, n.d.a.	6	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	5
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	5	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	70	UE-27	61
Libye	4	Chine	6
Chine	3	Fédération de Russie	5
Fédération de Russie	3	États-Unis	4
États-Unis	3	Turquie	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Produits pétroliers	8	Produits pétroliers	8
Tissus de coton	6	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4	Tissus de coton	4
Huiles brutes de pétrole	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Équipement pour la distribution d'électricité, n.d.a.	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	4,0	-1,8
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,02	0,03
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	6
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	20	20
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	26,8	16,0
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	20,2	14,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,7	0,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	92,5	95,2

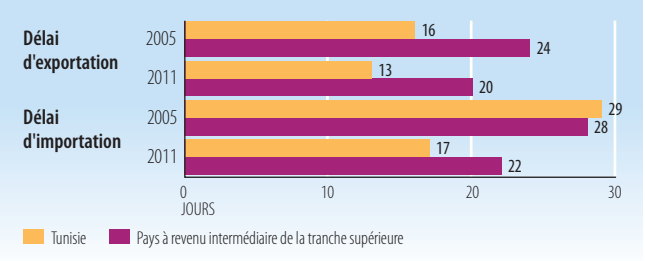
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

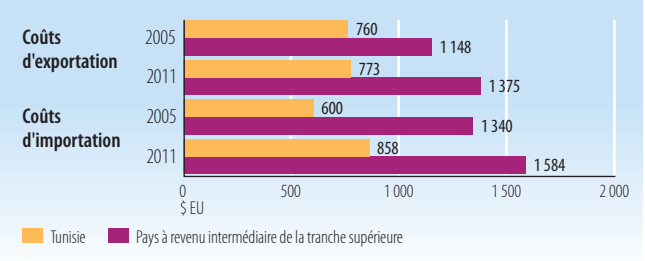
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

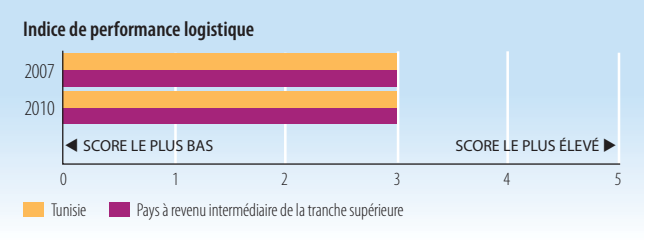
	2005	2011
Afrique	9,0	11,3
Asie	2,4	2,6
Communauté d'États indépendants	0,1	0,1
Europe	81,7	78,6
Moyen-Orient	1,4	1,2
Amérique du Nord	1,0	1,7
Amérique du Sud et centrale	0,7	0,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







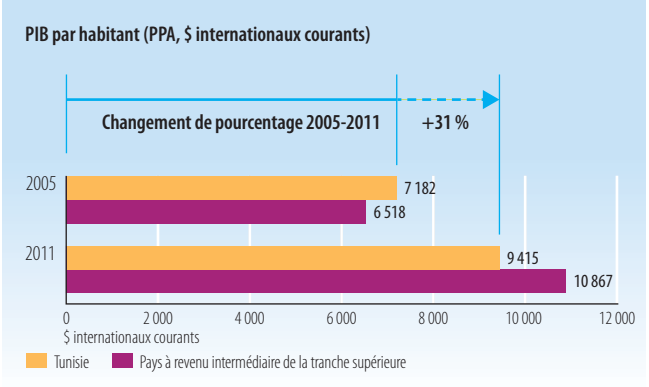
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

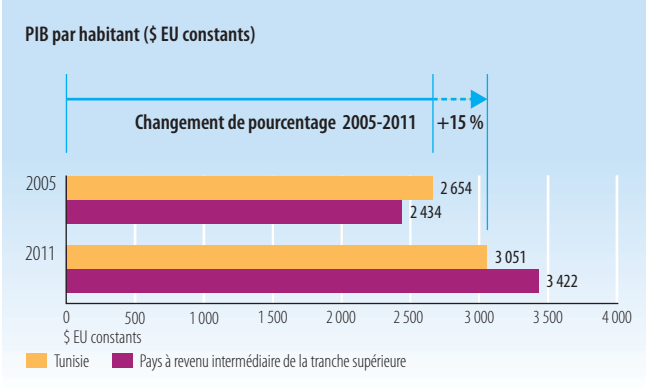
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	14,2	14,2
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	26,4	26,9
APD nette reçue (% du RNB)	1,2	1,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	8,6
Service total de la dette (% des exportations totales)	13,6	10,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,67	0,70

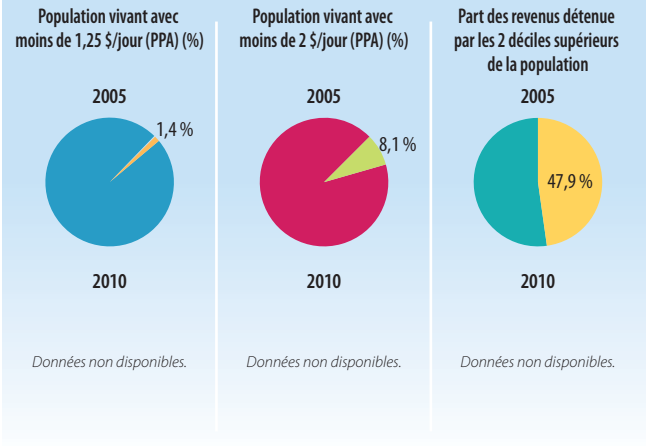
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846044

TURQUIE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

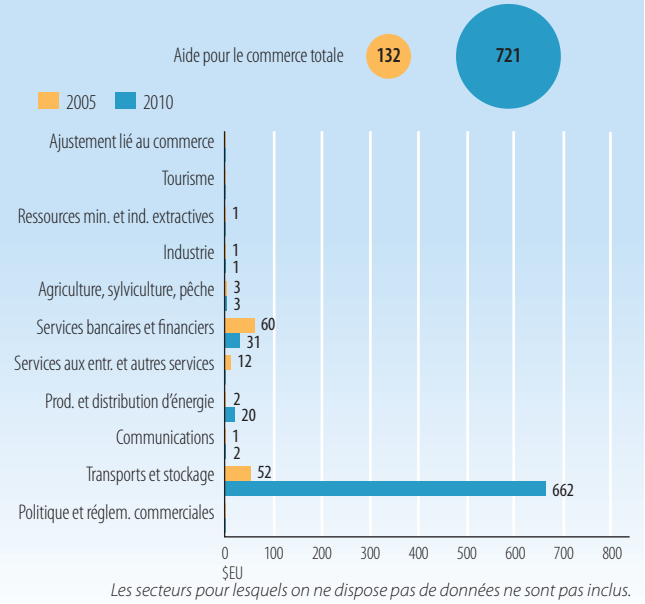
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Turquie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	101 574,2	145 289,5	137 658,3	36 %
dont: secteur public	15 935,1	28 217,5	28 318,3	78 %
dont: secteur privé	85 639,2	117 072,0	109 340,0	28 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	10 031,0	19 504,0	9 038,0	-10 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	40 595,2	68 553,0	46 498,6	15 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	314,6	782,1	1 983,7	531 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	132,4	611,0	720,6	444 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	887,0	1 476,0	874,0	-1 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

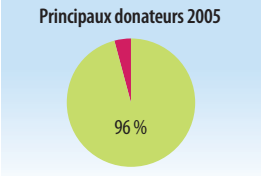


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

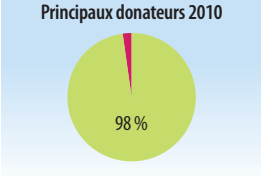
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
France	44,2	33
Japon	37,8	29
Allemagne	20,2	15
Institutions de l'UE	12,6	10
Espagne	11,8	9



2010	valeur	%
Japon	588,7	82
Espagne	51,5	7
France	26,5	4
Allemagne	23,5	3
Institutions de l'UE	16,0	2



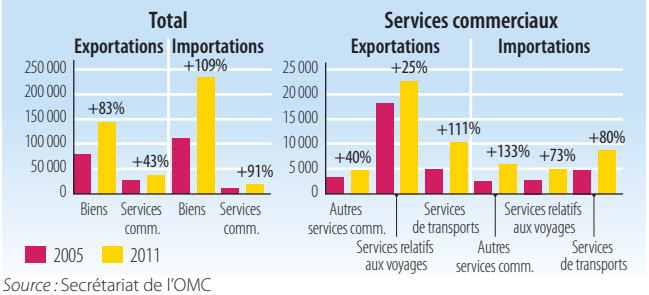
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	47	53	56	9
Export. de services commerciaux en % des export. totales	25	20	21	-4
Import. de services commerciaux en % des import. totales	8	8	8	-1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	38	47	46	8
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	52	52	50	-2

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	57	UE-27	47
États-Unis	7	Iraq	5
Iraq	4	Fédération de Russie	4
Fédération de Russie	3	États-Unis	3
Émirats arabes unis	2	Émirats arabes unis	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	6	Barres, profilés, etc., en fer ou acier	5
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	6	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	5
Barres, profilés, etc., en fer ou acier	4	Produits pétroliers	4
Appareils récepteurs de télévision, etc.	4	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	4
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	4	Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
UE-27	45	UE-27	39
Fédération de Russie	11	Fédération de Russie	12
Chine	6	Chine	9
États-Unis	5	États-Unis	7
Suisse	3	Iran	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	7	Transactions spéciales non classées	15
Transactions spéciales non classées	5	Produits pétroliers	6
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4	Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier	4
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Produits pétroliers	3	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	3

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	8,4	8,5
Nombre d'exportateurs	40 089	48 010
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,01	0,01
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	19
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	77	77
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,6	9,6
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	3,8	4,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,3	1,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	87,6	85,9

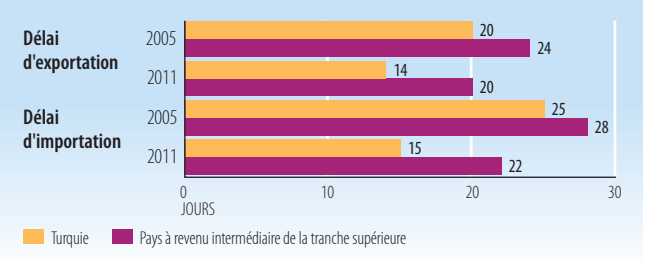
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

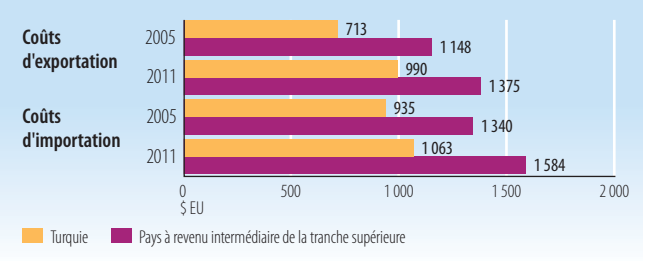
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

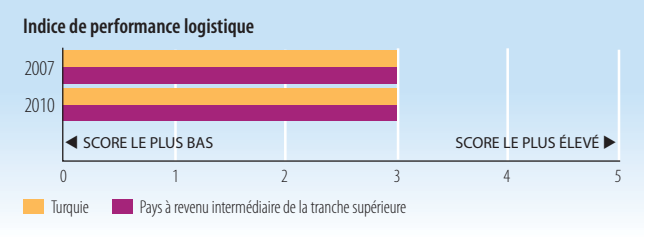
	2005	2011
Afrique	4,9	7,7
Asie	3,4	5,7
Communauté d'États indépendants	6,9	10,7
Europe	59,7	49,8
Moyen-Orient	12,8	18,3
Amérique du Nord	7,4	4,2
Amérique du Sud et centrale	0,7	1,7

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







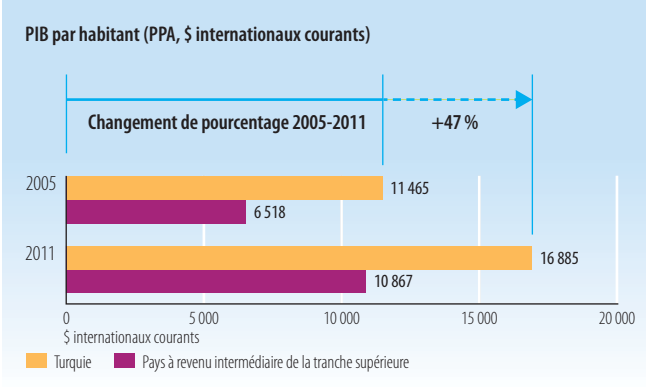
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

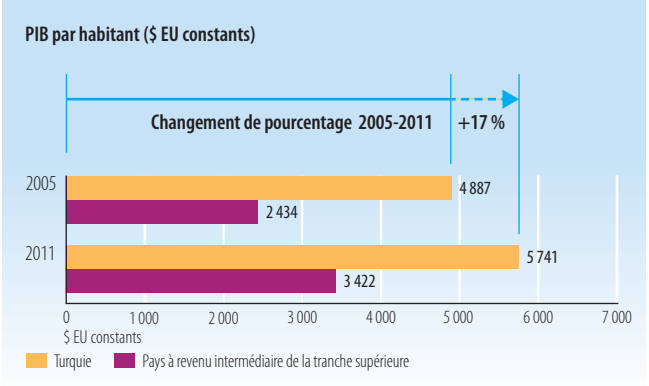
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	10,6	11,9
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	25,4	28,7
APD nette reçue (% du RNB)	0,1	0,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	1,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	36,6	36,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,67	0,70

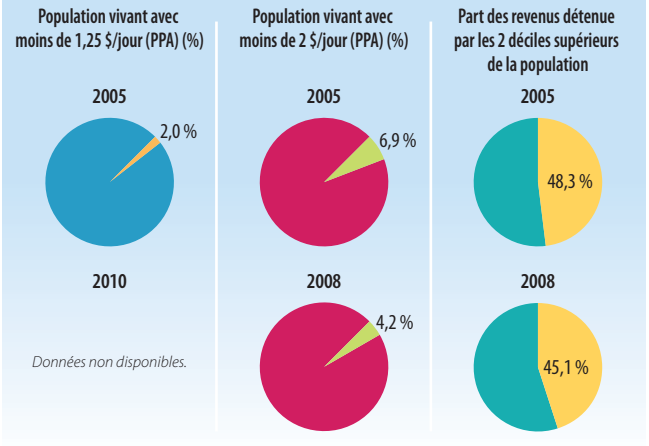
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846063

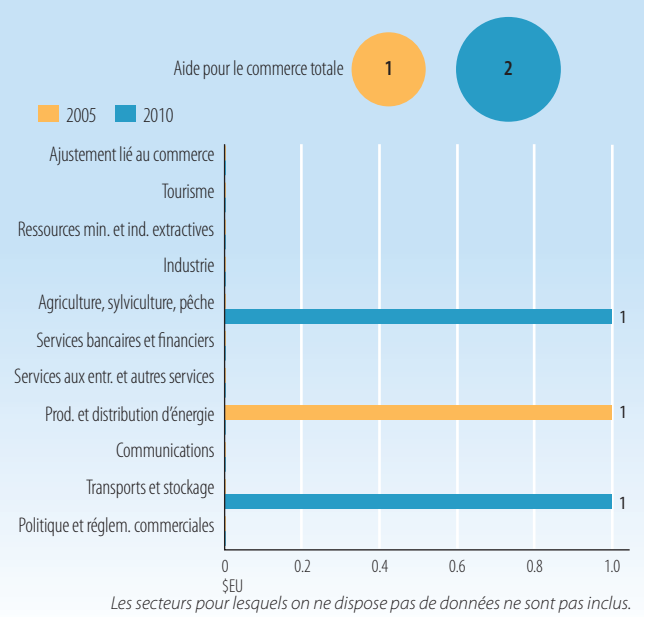
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Tuvalu

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	0,0	1,7	1,5	7600 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	0,9	4,4	1,6	73 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

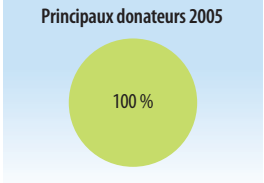


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Japon	0,9	93
Australie	0,1	7



2010	valeur	%
Japon	0,7	45
Nouvelle-Zélande	0,5	29
Australie	0,3	20
Corée	0,1	6



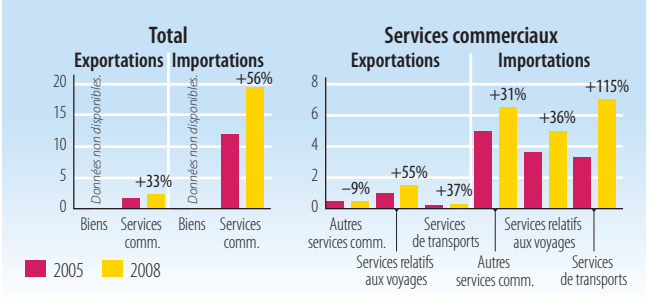
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	61	71	n.d.	n.d.
Export. de services commerciaux en % des export. totales	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%		%
Fidji	78		
Nouvelle-Zélande	18		
Indonésie	2	*Données non disponibles.*	
Australie	2		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2008	%
Australie	34	Fidji	24
Fidji	20	Australie	18
Sigapour	18	Nouvelle-Zélande	17
Nouvelle-Zélande	10	Japon	16
Chine	5	Taipei, Chinese	11

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

	%		%
Données non disponibles.		*Données non disponibles.*	

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	-4,1	1,0
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	n.d.	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	n.d.	7,7
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	n.d.	4,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	n.d.	12,8

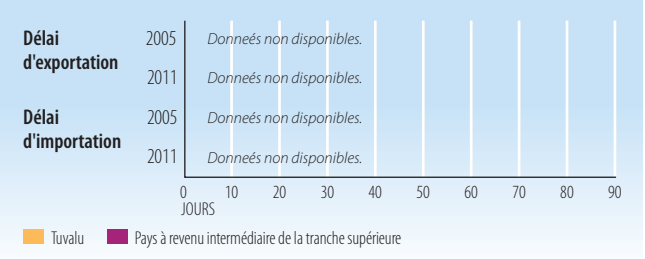
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

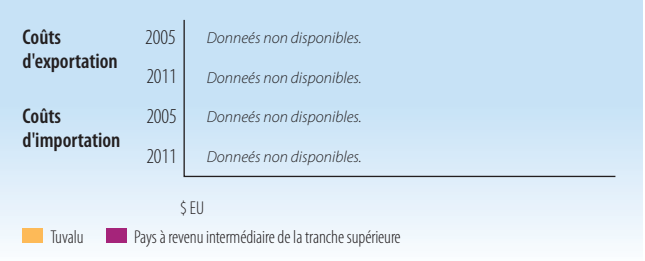
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

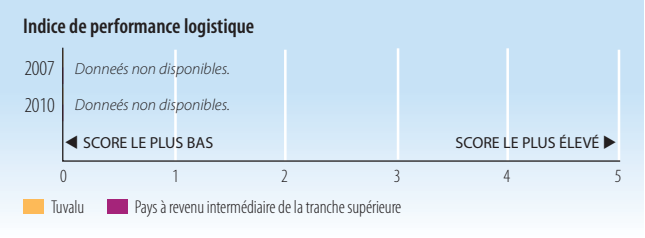
	2005	2011
Afrique	0,0	n.d.
Asie	100,0	n.d.
Communauté d'États indépendants	0,0	n.d.
Europe	0,0	n.d.
Moyen-Orient	0,0	n.d.
Amérique du Nord	0,0	n.d.
Amérique du Sud et centrale	0,0	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







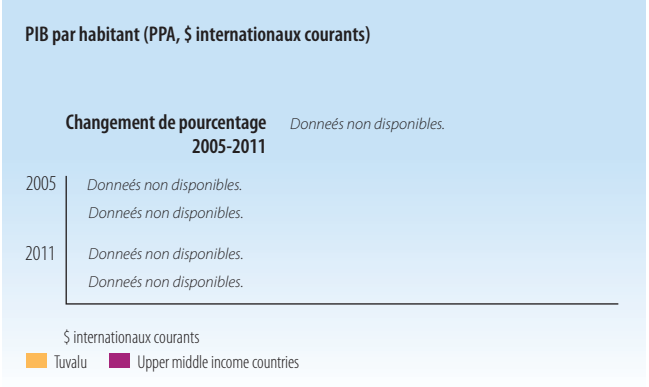
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

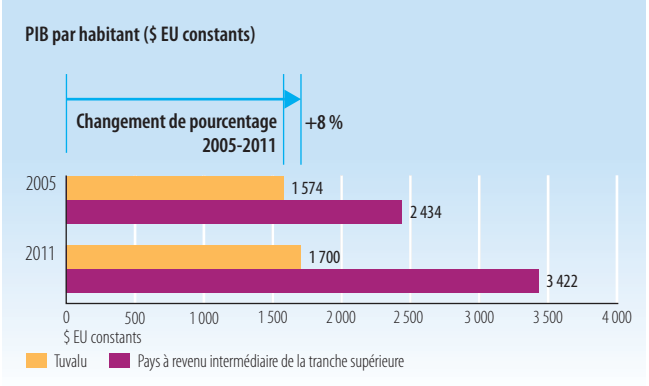
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	6,5	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	n.d.	n.d.
APD nette reçue (% du RNB)	24,4	26,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	n.d.

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846082

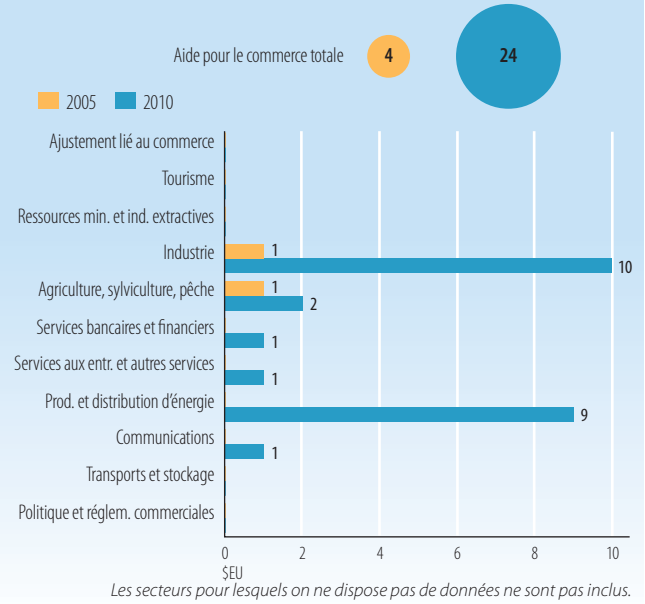
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Uruguay

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	2 873,1	6 241,3	7 415,5	158 %
dont: secteur public	586,4	1 471,0	2 039,9	248 %
dont: secteur privé	2 286,7	4 770,3	5 375,6	135 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	847,4	1 809,4	1 626,9	92 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	1 626,0	682,4	417,2	-74 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	44,2	54,4	13,1	-70 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	3,8	4,3	24,0	533 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	76,7	107,9	102,9	34 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

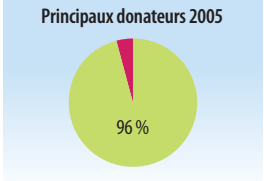


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

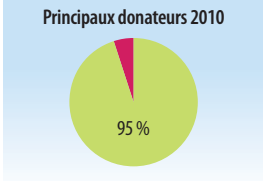
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	1,4	37
Japon	1,2	33
Espagne	0,5	12
États-Unis	0,4	12
Canada	0,1	3



2010	valeur	%
Japon	10,2	42
Italie	7,2	30
BIAD	2,3	9
Espagne	2,3	9
Institutions de l'UE	1,0	4



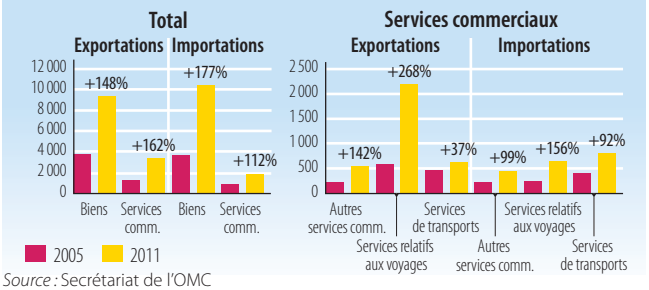
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	56	65	54	-2
Export. de services commerciaux en % des export. totales	25	24	27	1
Import. de services commerciaux en % des import. totales	19	14	15	-4
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	46	49	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	42	34	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2009	%
États-Unis	23	Brésil	20
UE-27	18	UE-27	15
Brésil	13	Argentine	6
Argentine	8	Chine	4
Mexique	4	Fédération de Russie	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2009	%
Viande bovine	22	Viande bovine	18
Cuirs et peaux	7	Riz	9
Riz	6	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	9
Produits pétroliers	4	Froment et méteil non moulus	5
Laines et autres poils	4	Lait et crème de lait	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2009	%
Brésil	21	Argentine	24
Argentine	20	Brésil	21
UE-27	11	Chine	12
Fédération de Russie	8	UE-27	11
États-Unis	7	États-Unis	8

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2009	%
Huiles brutes de pétrole	19	Huiles brutes de pétrole	12
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	3	Produits pétroliers	8
Engrais (autres que ceux du groupe 272)	2	Énergie électrique	4
Produits pétroliers	2	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	2	Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	7,5	5,7
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,04	0,04
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	5
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	1
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	25	25
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,6	10,5
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	7,6	8,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	8,7	9,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	67,8	63,1

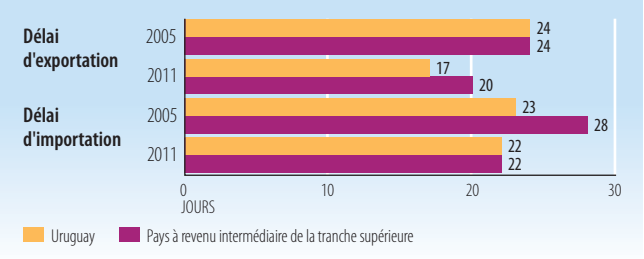
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

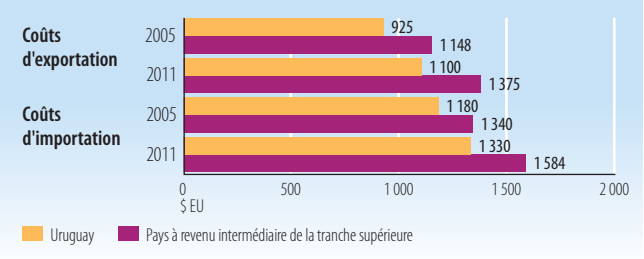
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

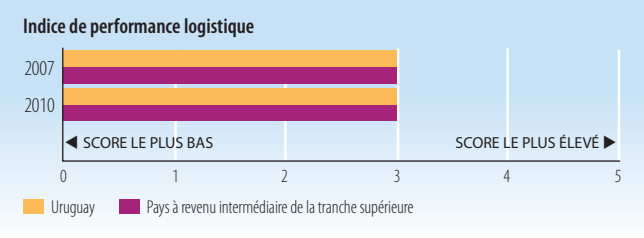
	2005	2009
Afrique	3,9	4,6
Asie	8,2	8,6
Communauté d'États indépendants	1,2	4,1
Europe	19,4	18,1
Moyen-Orient	3,9	5,5
Amérique du Nord	29,8	6,7
Amérique du Sud et centrale	30,6	37,3

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







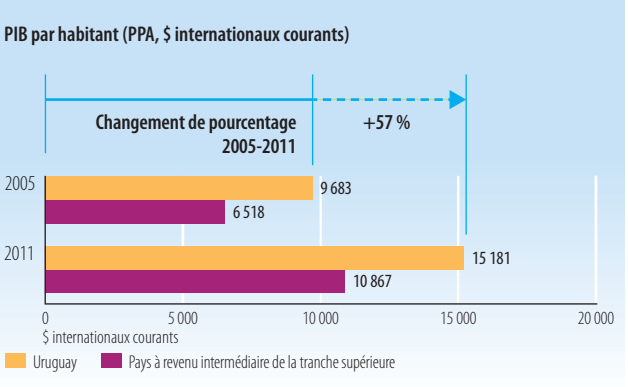
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

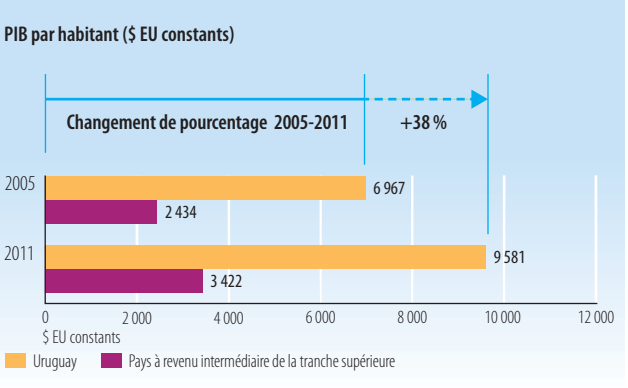
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	12,2	7,3
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	44,2	44,5
APD nette reçue (% du RNB)	0,1	0,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	6,8	5,6
Service total de la dette (% des exportations totales)	33,7	12,4
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,75	0,78

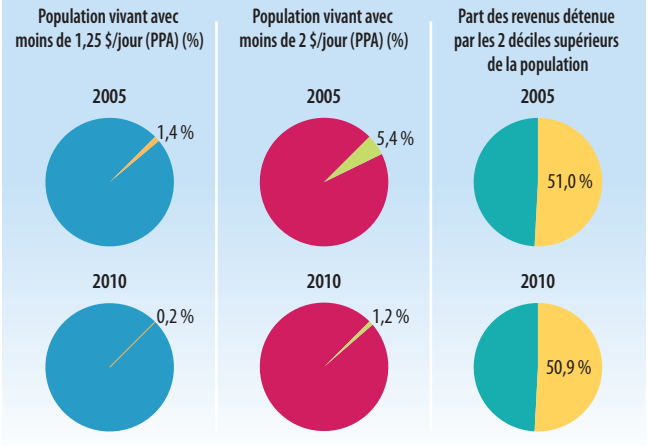
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846120

VANUATU

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

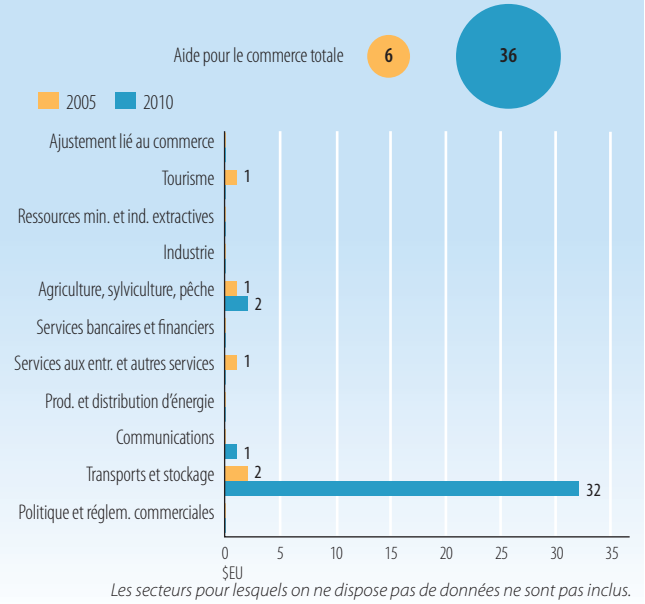
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Vanuatu

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	77,0	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur public	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	13,3	43,9	38,9	194 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	0,0	10,1	0,0	0 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	5,6	45,5	35,8	541 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	5,1	5,5	6,4	26 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

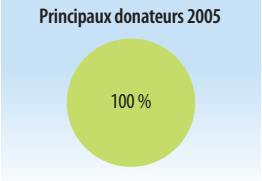


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

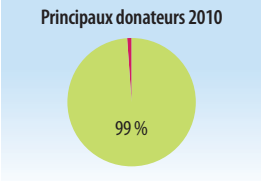
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	1,8	33
Japon	1,2	21
France	1,2	21
Australie	0,8	14
New Zealand	0,6	11



2010	valeur	%
États-Unis	17,2	48
Japon	11,0	31
Australie	4,1	12
Nouvelle-Zélande	2,7	8
Institutions de l'UE	0,4	1



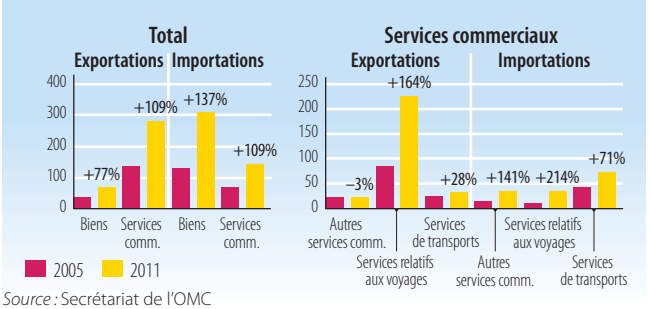
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	95	120	98	3
Export. de services commerciaux en % des export. totales	78	84	81	3
Import. de services commerciaux en % des import. totales	34	29	32	-3
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2006	%		%
Fidji	12		
UE-27	10		
Australie	8	*Données non disponibles.*	
Nouvelle-Calédonie	7		
Singapour	5		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2006	%		%
Transactions spéciales non classées	37		
Légumes	18		
Viande bovine	8	*Données non disponibles.*	
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes, autres)	8		
Cacao	7		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2006	%		%
Australie	41		
Nouvelle-Zélande	16		
Fidji	9	*Données non disponibles.*	
UE-27	6		
Singapour	5		

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2006	%		%
Produits pétroliers	11		
Riz	5		
Médicaments	5	*Données non disponibles.*	
Meubles, coussins, etc.	3		
Parties d'équipements de télécommunication, n.d.a.	2		

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,2	4,3
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,08	n.d.
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	3
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	70
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	16,3	n.d.
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	n.d.
Exportations: moyenne pondérée appliquée	3,1	n.d.
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	41,1	n.d.

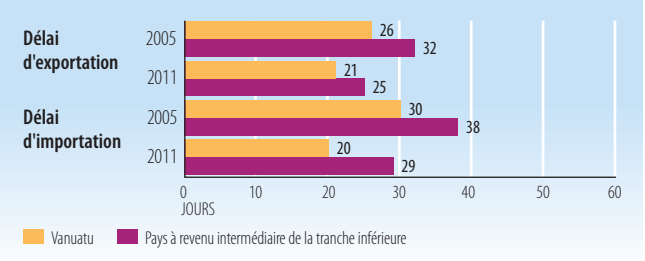
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

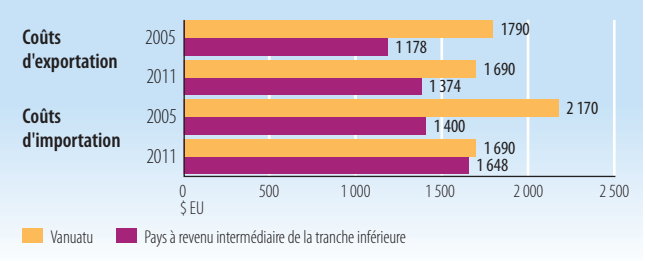
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

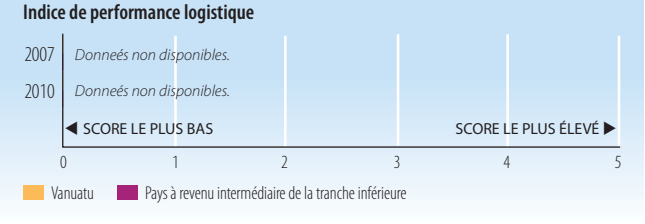
	2006	2011
Afrique	0,3	n.d.
Asie	51,2	n.d.
Communauté d'États indépendants	0,0	n.d.
Europe	10,2	n.d.
Moyen-Orient	0,2	n.d.
Amérique du Nord	0,8	n.d.
Amérique du Sud et centrale	1,1	n.d.

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







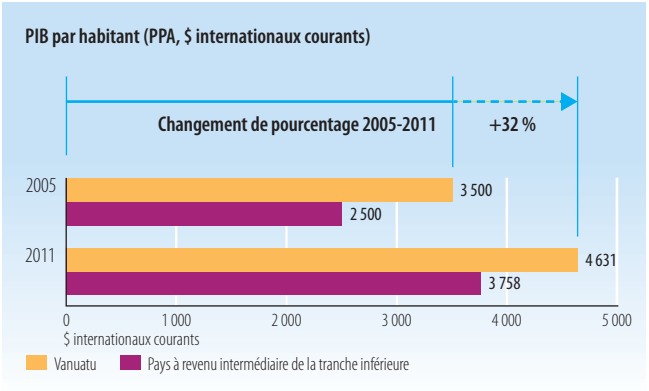
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

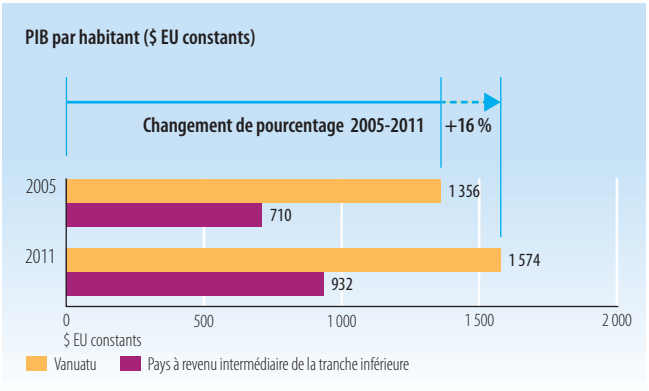
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	4,6
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	43,8	42,9
APD nette reçue (% du RNB)	10,7	16,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	1,3	1,7
Indice du développement humain (de 0 à 1)	n.d.	0,62

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	**2005**	**2005**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	**2010**	**2010**
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846139

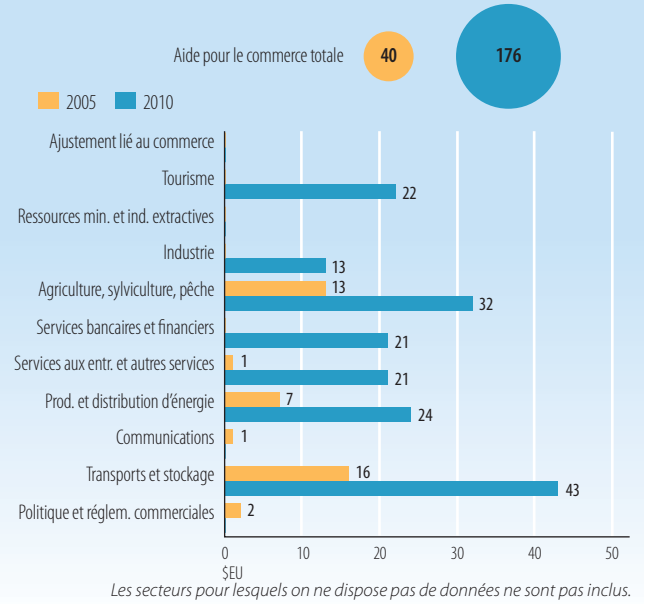
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Yémen

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	3 104,4	4 149,5	3 632,4	17 %
dont: secteur public	1 328,2	1 592,4	1 440,6	8 %
dont: secteur privé	1 776,2	2 557,1	2 191,9	23 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	-302,1	1 554,6	55,7	118 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	265,3	285,1	340,0	28 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	285,5	0,0	d.p.z.
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	40,5	136,8	176,0	335 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	1 282,6	1 410,5	1 239,8	-3 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

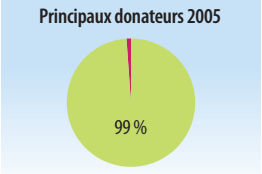


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

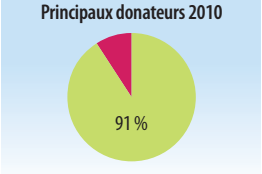
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Banque mondiale	31,7	78
Institutions de l'UE	3,7	9
Japon	3,4	8
Allemagne	1,0	2
Pays-Bas	0,5	1



2010	valeur	%
Banque mondiale	75,2	43
Fonds arabe	47,2	27
Émirats arabes unis	22,2	13
Japon	7,8	4
Royaume-Uni	7,3	4



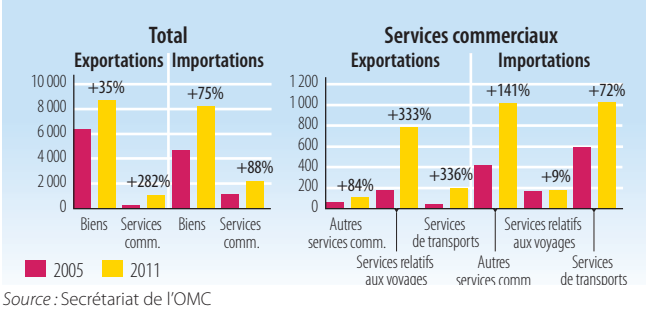
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	75	80	60	-15
Export. de services commerciaux en % des export. totales	4	10	11	7
Import. de services commerciaux en % des import. totales	20	20	21	1
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	3	4	5	2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	48	39	41	-7

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2009	%
Chine	35	Chine	25
Inde	16	Inde	20
Thaïlande	12	Thaïlande	18
Japon	7	Singapour	7
Corée, Rép.	6	Afrique du Sud	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2011	%
Huiles brutes de pétrole	85	Huiles brutes de pétrole	64
Produits pétroliers	6	Gaz naturel	18
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	1	Produits pétroliers	4
Produits résiduels du pétrole	1	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	2
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	1	Produits résiduels du pétrole	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2009	%
UE-27	15	UE-27	15
Suisse	9	Émirats arabes unis	10
Émirats arabes unis	8	Chine	9
États-Unis	7	États-Unis	6
Arabie saoudite, Royaume d'	6	Japon	6

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2011	%
Produits pétroliers	19	Produits pétroliers	29
Froment et méteil non moulus	7	Froment et méteil non moulus	10
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Sucres, mélasses et miel	5
Sucres, mélasses et miel	3	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	4
Lait et crème de lait	3	Imprimés	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,6	-10,5
Nombre d'exportateurs	477	559
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,72	0,45
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	1
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	0	0
Droits de douane (%, 2006 et 2011)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,1	7,1
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	5,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,5	1,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	83,2	63,4

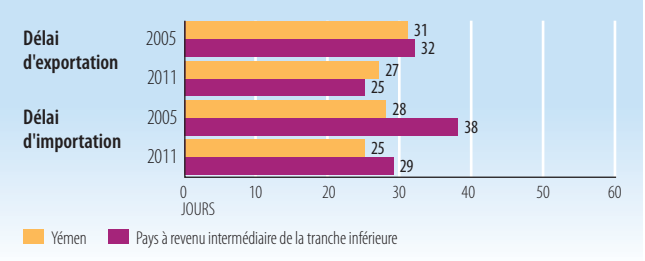
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

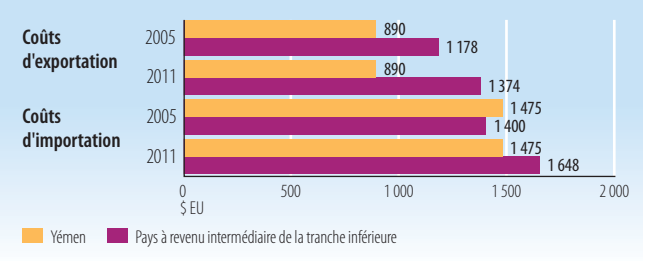
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

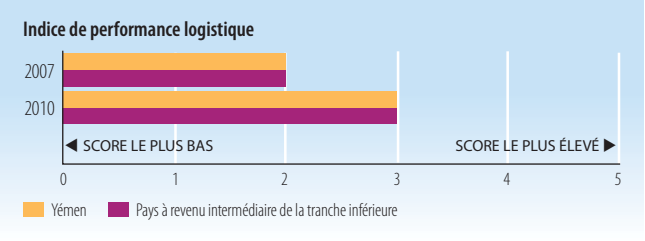
	2005	2011
Afrique	1,2	2,8
Asie	79,8	75,7
Communauté d'États indépendants	0,0	0,0
Europe	6,4	6,2
Moyen-Orient	7,7	9,0
Amérique du Nord	3,6	4,6
Amérique du Sud et centrale	0,1	0,6

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







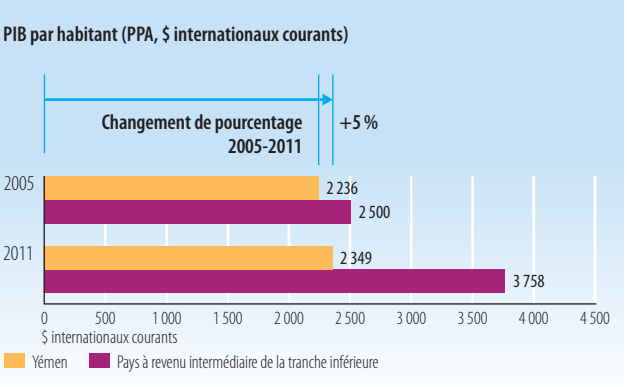
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

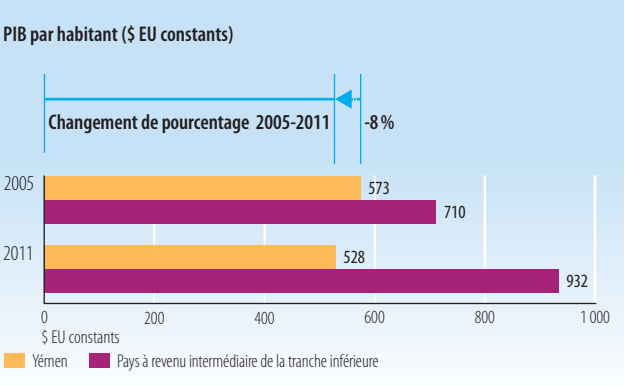
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	16,1	14,6
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	25,0	25,8
APD nette reçue (% du RNB)	2,0	2,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	18,3	14,5
Service total de la dette (% des exportations totales)	3,0	2,8
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,42	0,46

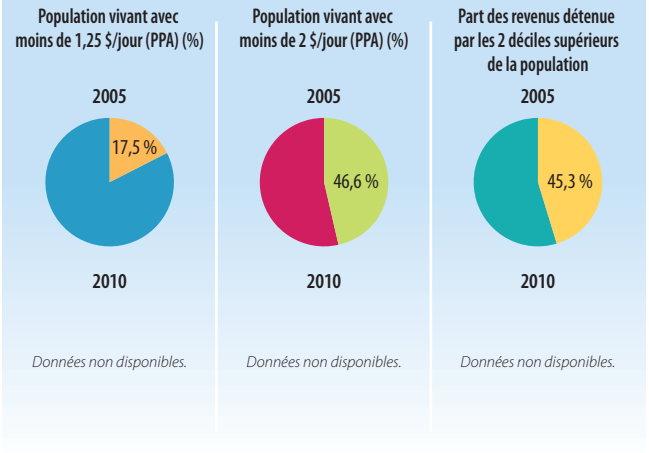
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846158

ZAMBIE

L'AIDE POUR LE COMMERCE – PANORAMA 2013

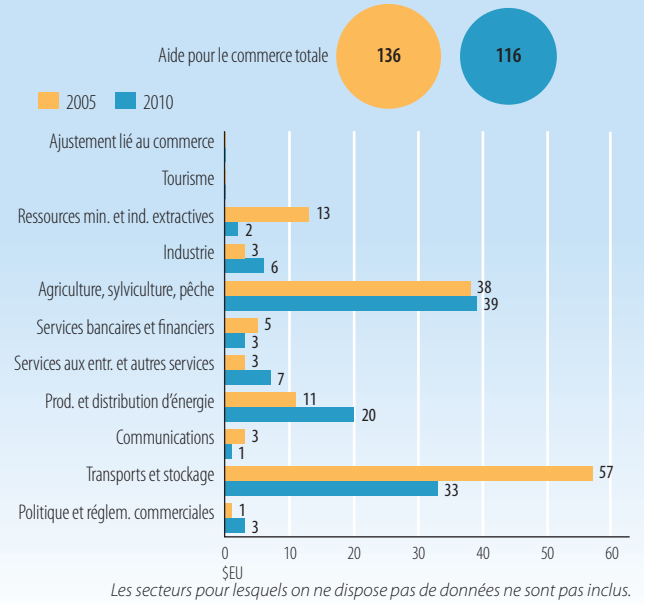
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Zambie

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	1 610,3	3 249,3	3 628,1	125 %
dont: secteur public	501,0	744,3	663,3	32 %
dont: secteur privé	1 109,3	2 504,9	2 964,8	167 %
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	356,9	938,6	1 729,3	384 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	234,5	250,4	251,4	7 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	2,9	37,3	8,6	197 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	135,8	176,9	115,7	-15 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	52,9	68,2	43,7	-17 %

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

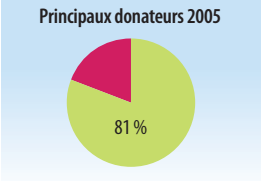


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

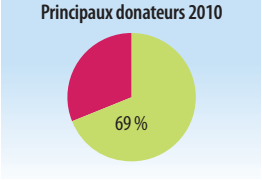
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Institutions de l'UE	40,6	30
Banque mondiale	37,8	28
Danemark	12,1	9
Suède	11,1	8
Banque africaine de dév.	9,2	7



2010	valeur	%
Japon	27,2	24
Banque mondiale	18,0	16
Institutions de l'UE	14,2	12
Suède	11,0	10
États-Unis	9,5	8



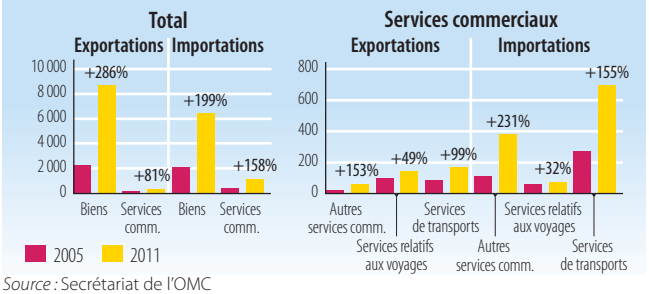
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	70	73	87	16
Export. de services commerciaux en % des export. totales	8	6	4	-4
Import. de services commerciaux en % des import. totales	17	16	15	-2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	93	96	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	59	51	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Suisse	29	Suisse	51
UE-27	24	Chine	20
Afrique du Sud	19	Afrique du Sud	9
Congo, Rép. dém. du	5	Congo, Rép. dém. du	5
Tanzanie	5	UE-27	4

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Cuivre	55	Cuivre	75
Articles manufacturés en métaux communs, n.d.a.	9	Minerais de cuivre et leurs concentrés	3
Minerais de cuivre et leurs concentrés	4	Articles manufacturés en métaux communs, n.d.a.	3
Sucres, mélasses et miel	4	Sucres, mélasses et miel	2
Tabacs bruts ou non fabriqués	3	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	2

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Afrique du Sud	48	Afrique du Sud	34
UE-27	22	Congo, Rép. dém. du	24
Zimbabwe	4	Koweït	10
Émirats arabes unis	4	UE-27	9
Chine	3	Chine	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Imprimés	10	Minerais de cuivre et leurs concentrés	12
Engrais (autres que ceux du groupe 272)	6	Huiles brutes de pétrole	10
Produits pétroliers	5	Équipements de génie civil	6
Huiles brutes de pétrole	4	Cuivre	5
Équipements de génie civil	3	Minerais des métaux communs et leurs concentrés	4

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	5,3	5,9
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,15	0,30
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	2
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	16	16
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,9	13,4
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	10,6	8,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,9	0,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	84,5	89,0

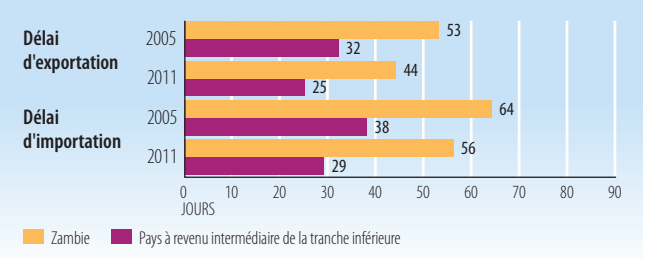
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

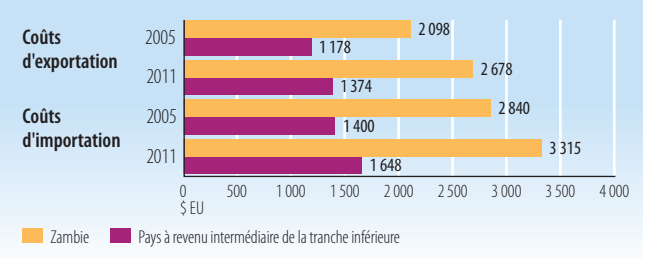
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

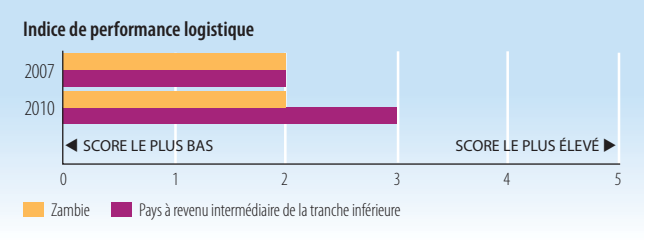
	2005	2010
Afrique	40,6	19,9
Asie	5,7	21,5
Communauté d'États indépendants	0,0	0,1
Europe	52,8	55,4
Moyen-Orient	0,1	3,0
Amérique du Nord	0,8	0,1
Amérique du Sud et centrale	0,0	0,0

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







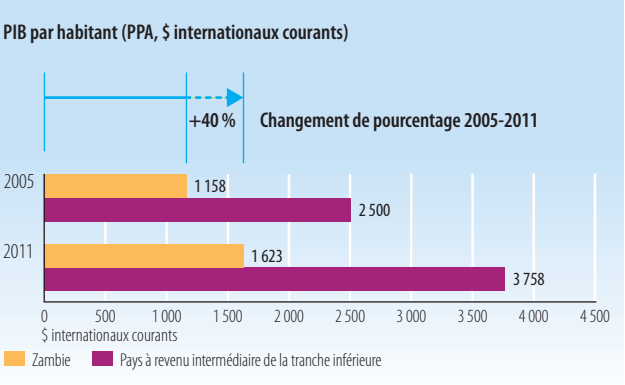
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

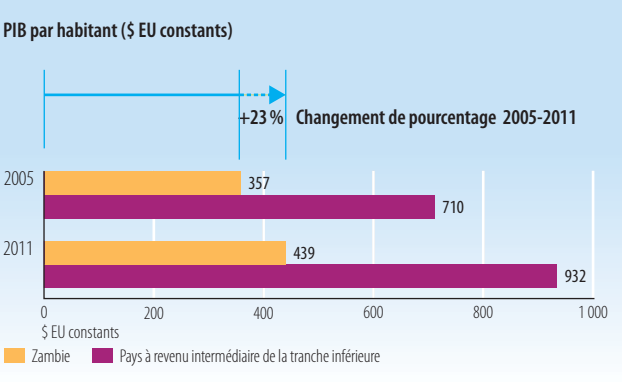
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	15,9	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	46,3	46,1
APD nette reçue (% du RNB)	17,8	6,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	9,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	11,1	1,9
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,39	0,43

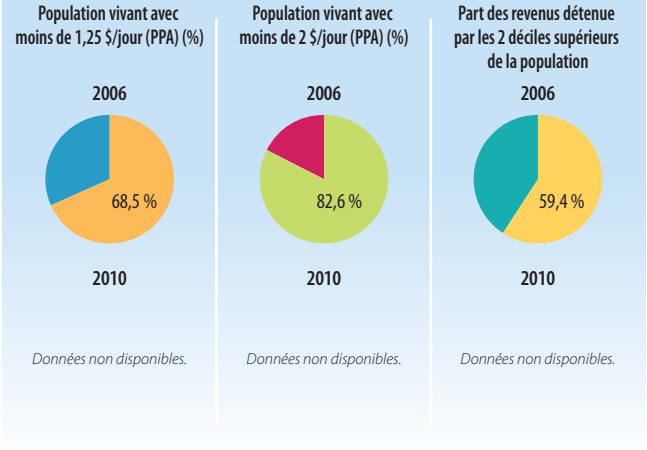
Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846177

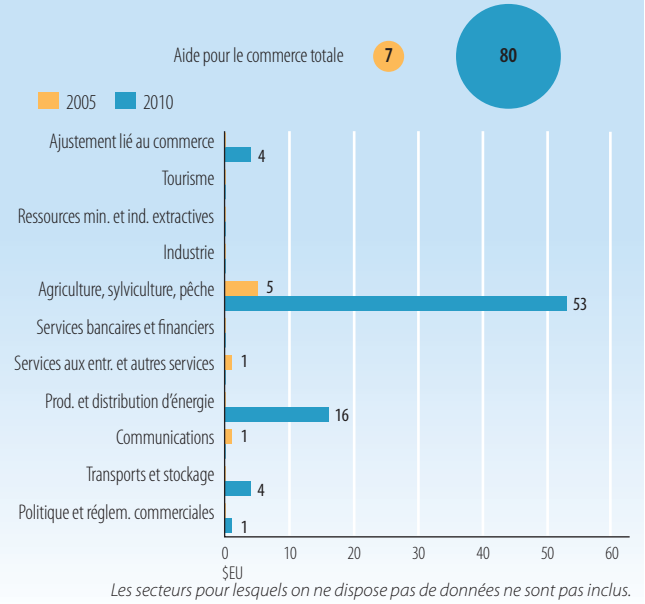
Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Zimbabwe

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT (APPORTS)

Indicateur (millions de $EU courants)	2005	2008	2010	Δ:05-10
Formation brute de capital fixe	115,1	145,1	422,0	267 %
dont: secteur public	n.d.	14,3	415,3	n.d.
dont: secteur privé	n.d.	130,8	6,8	n.d.
Apports financiers extérieurs				
Entrées d'IED	102,8	51,6	105,4	3 %
Dette extérieure à long terme et versements du FMI	25,4	93,7	369,4	1 353 %
Versements d'aide non concessionnelle liée au commerce	0,0	0,0	0,0	0 %
Versements au titre de l'Aide pour le commerce	6,8	9,7	80,1	1 076 %
Envois de fonds et rémunération des salariés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC) ; Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

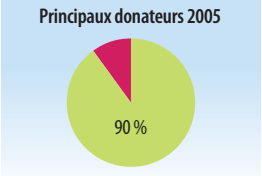


Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

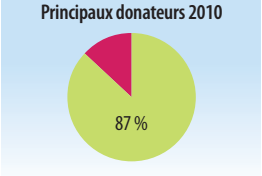
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE: PRINCIPAUX DONATEURS (millions de $EU courants)

2005	valeur	%
Allemagne	2,7	40
Japon	1,3	19
Royaume-Uni	0,9	13
Norvège	0,7	10
Belgique	0,5	8



2010	valeur	%
Institutions de l'UE	19,9	25
Royaume-Uni	15,4	19
Danemark	15,0	19
Australie	11,6	15
Allemagne	7,2	9



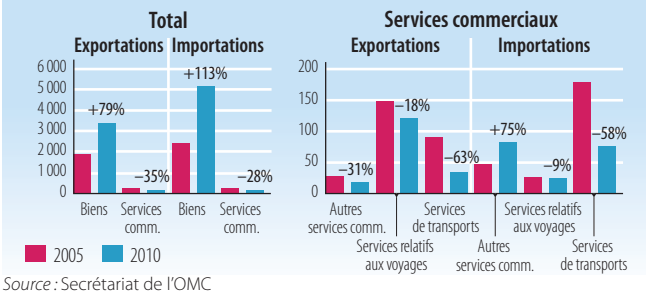
Source : OCDE, Base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

PERFORMANCES COMMERCIALES (PRODUITS)

Indicateur	2005	2008	2011	Δ:05-11
Ratio du commerce au PIB (%)	84	113	n.d.	n.d.
Export. de services commerciaux en % des export. totales	12	7	n.d.	n.d.
Import. de services commerciaux en % des import. totales	9	6	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exp. de marchandises)	85	59	n.d.	n.d.
Biens intermédiaires hors combustibles (% des imp. de marchandises)	67	48	n.d.	n.d.

Source : Secrétariat de l'OMC

FLUX COMMERCIAUX (millions de $EU courants)



Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Afrique du Sud	41	Afrique du Sud	54
UE-27	17	UE-27	11
États-Unis	7	Émirats arabes unis	10
Suisse	6	Chine	7
Zambie	6	Mozambique	3

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION (% des exportations de marchandises)

2005	%	2010	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	15	Minerais de nickel et leurs concentrés ; mattes de nickel	22
Tabacs bruts ou non fabriqués	14	Imprimés	17
Minerais de nickel et leurs concentrés ; mattes de nickel	12	Tabacs bruts ou non fabriqués	13
Fonte, fonte spiegel, etc.	9	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	9
Imprimés	7	Abrasifs naturels, n.d.a.	7

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (%)

2005	%	2010	%
Zambie	41	Afrique du Sud	50
Afrique du Sud	15	États-Unis	9
Mozambique	10	UE-27	8
UE-27	7	Chine	6
Botswana	5	Émirats arabes unis	5

Source : Secrétariat de l'OMC

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION (% des importations de marchandises)

2005	%	2010	%
Cuivre	22	Minerais de nickel et leurs concentrés ; mattes de nickel	10
Énergie électrique	9	Produits pétroliers	9
Minerais de cuivre et leurs concentrés	9	Imprimés	6
Autres métaux communs non ferreux	6	Tabacs bruts ou non fabriqués	6
Produits pétroliers	6	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	5

Source : Secrétariat de l'OMC

INDICATEURS COMMERCIAUX (RÉSULTATS)

Indicateur	2005	2011
Croissance du PIB (%)	-5,7	9,3
Nombre d'exportateurs	n.d.	n.d.
Concentration des exportations de produits (de 0 à 1)	0,07	0,09
ACR sur les marchandises notifiés à l'OMC	n.d.	4
AIE sur les services notifiés à l'OMC	n.d.	0
Secteurs de services faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS	21	21
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	n.d.	15,9
Importations: moyenne pondéré des droits NPF appliqués	n.d.	15,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	n.d.	1,4
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	n.d.	76,4

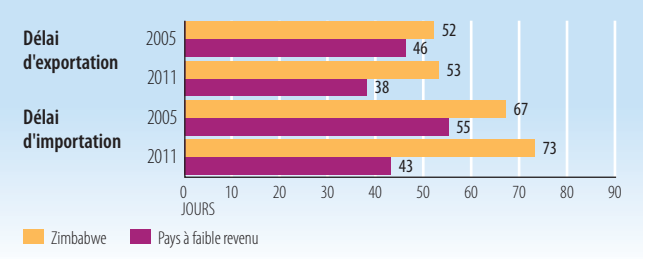
Sources : Base de données Comtrade de l'ONU ; Banque mondiale, Exporters Dynamics Database ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OMC, Profils commerciaux et tarifaires.

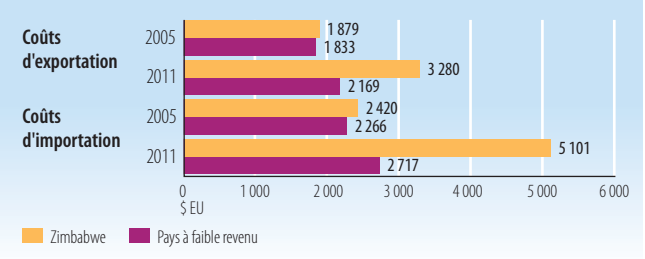
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RÉGION (%)

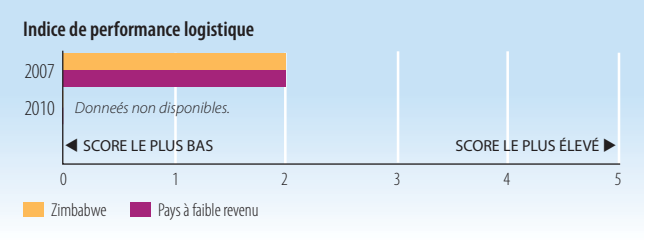
	2005	2011
Afrique	58,6	64,7
Asie	8,1	11,6
Communauté d'États indépendants	1,2	0,2
Europe	23,6	11,9
Moyen-Orient	1,2	10,6
Amérique du Nord	7,0	1,0
Amérique du Sud et centrale	0,2	0,1

Source : OMC, Profils commerciaux et tarifaires

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES







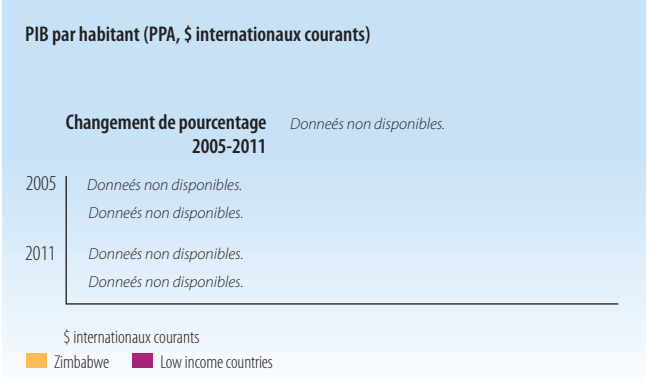
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

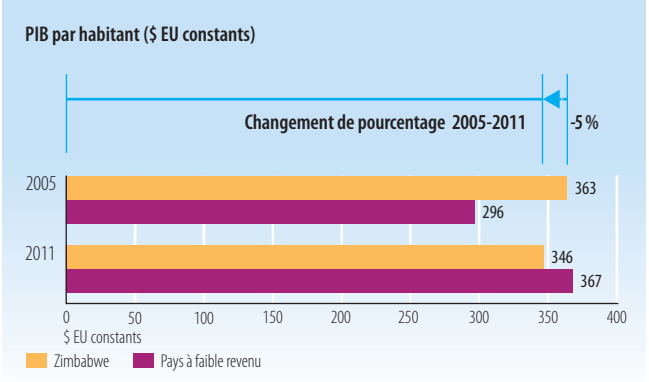
INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT (IMPACTS)

Indicateur	2005	2010
Chômage (% de la population active totale)	n.d.	n.d.
Pop. active féminine (% de la pop. active totale)	48,8	49,3
APD nette reçue (% du RNB)	6,8	10,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	n.d.	n.d.
Service total de la dette (% des exportations totales)	n.d.	n.d.
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,35	0,36

Sources : PNUD, Indicateurs du développement humain ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT





Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Population vivant avec moins de 1,25 $/jour (PPA) (%)	Population vivant avec moins de 2 $/jour (PPA) (%)	Part des revenus détenue par les 2 déciles supérieurs de la population
2005	2005	2005
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*
2010	2010	2010
Données non disponibles.	*Données non disponibles.*	*Données non disponibles.*

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932846196

NOTES STATISTIQUES SUR LES PRINCIPALES DONNÉES RELATIVES À L'AIDE POUR LE COMMERCE

Selon la définition formulée par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce, les projets ou les programmes relèvent de l'Aide pour le commerce s'ils sont désignés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires. Par ailleurs, pour mesurer les flux d'Aide pour le commerce, l'Équipe spéciale a retenu les catégories suivantes :

a) assistance technique pour la politique et la réglementation commerciales : par exemple, aider les pays à élaborer des stratégies commerciales, à négocier des accords commerciaux et à les mettre en œuvre ;

b) infrastructure liée au commerce : par exemple, construction de routes, de ports et de réseaux de télécommunication pour mettre les marchés intérieurs en relation avec l'économie mondiale ;

c) renforcement de la capacité de production (y compris le développement du commerce) : par exemple, octroi d'un soutien au secteur privé pour qu'il exploite ses avantages comparatifs et diversifie ses exportations ;

d) ajustement lié au commerce : aider les pays en développement à faire face aux coûts de la libéralisation du commerce (abaissement des droits de douane, érosion des préférences ou détérioration des termes de l'échange, par exemple) ; et

e) autres besoins liés au commerce : s'ils sont mentionnés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires.

La base de données en ligne sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (Système de notification des pays créanciers – SNPC), qui couvre environ 90 % de l'aide publique au développement, a été reconnue comme la meilleure source de données disponible pour le suivi des apports globaux d'Aide pour le commerce. Elle a été créée en 1967 et recueille des renseignements sur l'aide publique au développement (APD) et d'autres apports du secteur public destinés aux pays en développement. C'est la source de données de référence au niveau international sur les activités d'aide (ventilations géographiques et sectorielles) et est largement utilisée par les gouvernements, les organisations et les chercheurs qui s'occupent du développement. Pour l'OCDE, le SNPC est un moyen de suivre certaines questions de politique générale, dont l'Aide pour le commerce. Il permet de suivre les engagements et les décaissements au titre de l'aide et fournit des données comparables dans le temps et entre pays. L'utilisation de cette base de données existante a permis d'économiser beaucoup de temps et de ressources pour le suivi effectif des apports d'Aide pour le commerce. Les principes et les directives concernant la communication d'informations au SNPC sont approuvés par les membres du CAD représentés au Groupe de travail sur les statistiques du CAD (WP-STAT). L'OCDE collecte et compile les données, vérifie leur cohérence et maintient la base de données.

Il convient de garder à l'esprit que les données du SNPC ne correspondent pas exactement à chacune des catégories d'Aide pour le commerce mentionnées plus haut. En fait, le SNPC fournit des données supplétives concernant quatre rubriques :

- *Politique et réglementation commerciales.* Cinq codes-objet sont utilisés dans le SNPC pour couvrir les activités en matière de politique et de réglementation commerciales. Ces cinq sous-catégories sont les suivantes : politique commerciale et gestion administrative ; facilitation des échanges ; accords commerciaux régionaux ; négociations commerciales multilatérales ; et éducation/formation dans le domaine du commerce.
- *Infrastructure économique.* Les engagements destinés à l'infrastructure liée au commerce sont indiqués indirectement dans le SNPC par des données inscrites sous la rubrique « Infrastructure et services économiques », qui englobe l'aide destinée au transport et à l'entreposage, aux communications et à la production et à la distribution d'énergie.

- *Renforcement de la capacité de production, y compris développement du commerce.* Le SNPC intègre l'ensemble des données relatives aux secteurs de la production et des services, tels que l'agriculture, l'industrie, les industries extractives, les entreprises et la banque. Les activités de développement du commerce sont identifiées au moyen du marqueur du développement du commerce et figurent séparément dans le recueil de données du SNPC depuis 2007. Ces activités entrent dans la catégorie du renforcement de la capacité productive et sont marquées comme contribuant principalement ou de façon significative au développement du commerce. Au moment de l'établissement du présent rapport, toutefois, certains donateurs peuvent avoir des difficultés à déterminer quelles activités ont une composante commerciale clairement définie, ce qui peut avoir une incidence sur la fiabilité des données. Par conséquent, les montants indiqués sous la rubrique développement du commerce sont au mieux approximatifs.
- *Ajustement lié au commerce.* Cette nouvelle sous-rubrique a été introduite dans le SNPC en 2007 pour suivre les apports correspondant à l'ajustement lié au commerce. Elle indique les contributions versées aux budgets des pays en développement pour les aider à mettre en œuvre des réformes commerciales et des ajustements liés aux mesures commerciales prises par d'autres pays, et pour remédier aux déficits de la balance des paiements dus à l'évolution de l'environnement commercial mondial.

Le SNPC couvre l'ensemble de l'APD, mais seules les activités notifiées dans les quatre catégories susmentionnées sont considérées comme relevant de l'Aide pour le commerce. Il n'est pas possible de distinguer les activités relatives aux « autres besoins liés au commerce ». Pour estimer le volume de ces « autres » engagements, les donateurs doivent examiner les projets d'aide dans les secteurs autres que ceux qui ont été pris en compte jusque-là – par exemple dans les domaines de la santé et de l'éducation – et indiquer, le cas échéant, la part de ces activités ayant une importante composante commerciale. Un programme en matière de santé, par exemple, peut permettre un accroissement du commerce à partir de localités où la charge de morbidité constituait un obstacle au commerce. Par conséquent, pour suivre l'Aide pour le commerce de manière rigoureuse, il faudrait comparer les données du SNPC et les auto-évaluations des donateurs et des pays partenaires.

Notes relatives aux tableaux des principales données relatives à l'Aide pour le commerce

La plupart des données figurant à l'annexe A proviennent du SNPC. Pour consulter l'ensemble des données du SNPC, veuillez vous rendre à l'adresse : *http://www.oecd.org/fr/cad/stats/sdienligne.htm*

Les données démographiques utilisées dans les Tableaux A6.A et A6.B proviennent de la Banque mondiale (indicateurs du développement dans le monde).

L'expression **« Autres apports »** (Tableaux A.11, A.12 et A.13B) comprend les prêts au titre de l'aide publique au développement et les prises de participation (c'est-à-dire les investissements dans un pays figurant sur la liste des bénéficiaires d'aide publique au développement établie par le CAD dont le but n'est pas d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise).

Fournisseurs d'aide

La liste des fournisseurs d'aide est divisée en trois rubriques, à savoir pays membres du CAD, autres donateurs bilatéraux et organisations multilatérales. Le nom complet des organisations figure sous la section « Acronymes ».

La **Corée** est devenue membre du CAD en 2010. La notification officielle des apports a commencé en 2009. Pour les années précédentes, les données peuvent être partielles.

L'**Islande** et la **République tchèque** sont devenues membres du CAD en 2013. La notification officielle des apports a commencé en 2012. Les données des années précédentes figurent sous la rubrique « Autres donateurs bilatéraux ».

Les données relatives à la **FAO**, au **FMI**, à l'**ITC**, à la **CESAP**, à la **CESAO**, à l'**OMC** et à la **Turquie** correspondent aux données spécialisées concernant les flux d'Aide pour le commerce communiquées depuis 2007 au SNPC. Les montants indiqués peuvent ne pas refléter la totalité des apports individuels.

La **BID** a modifié sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.

Les données figurant sous la rubrique **« Autres donateurs multilatéraux »** englobent de petits montants provenant de plusieurs institutions multilatérales. Une liste de ces institutions figure sous la section « Acronymes ».

Bénéficiaires

Les changements intervenus dans la liste des bénéficiaires d'aide publique au développement établie par le CAD reflètent la nette amélioration de la prospérité mondiale au cours des dernières décennies. Par rapport à 1970, seuls 17 pays ont été ajoutés à la liste, dont 11 anciennes républiques soviétiques. Par contraste, 55 pays n'y figurent plus, pour la plupart en raison d'une augmentation de leur revenu par habitant. Cette tendance à la hausse des revenus s'est poursuivie en dépit de la crise financière. Lors de la dernière révision en 2011, 5 pays ont été rayés de la liste tandis que 25 pays sont passés dans une catégorie de revenu supérieure et 2 seulement dans une catégorie inférieure.

La liste des bénéficiaires d'aide publique au développement établie par le CAD figure aux annexes B et C. Pour un historique de la liste des pays bénéficiaires, veuillez vous rendre à l'adresse : *www.oecd.org/dac/stats/daclist***.**

Circuits d'acheminement

La liste figurant au Tableau A.14 correspond aux principaux types de circuits d'acheminement dans le SNPC. La liste complète pour chaque catégorie (mise à jour en juin 2012) est accessible à l'adresse : *www.oecd.org/dac/stats/methodology***.**

La catégorie **« Autres »** correspond à des circuits d'acheminement tels qu'universités, lycées et autres institutions de formation, instituts de recherche ou groupes de réflexion.

Légende

« .. » : pas d'activités communiquées.

0,0 : montants inférieurs à 0,5 million de dollars EU.

ANNEXE A.
PRINCIPALES DONNÉES RELATIVES À L'AIDE POUR LE COMMERCE

TABLEAU A.1. Aide pour le commerce par catégorie

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	2009	2010	2011	Moyenne 2006-2008	2009	2010	2011
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS									
Politique commerciale et gestion administrative	624,5	719,0	822,6	662,0	696,7	519,1	502,6	691,4	532,7
Facilitation des échanges	81,8	202,4	339,1	421,9	381,1	129,4	158,7	347,5	259,3
Accords commerciaux régionaux	81,1	132,1	310,2	323,7	180,4	73,0	188,0	125,8	124,8
Négociations commerciales multilatérales	16,6	45,0	27,2	18,5	15,9	27,3	49,3	33,3	30,4
Éducation/formation dans le domaine du commerce	11,0	35,7	38,5	37,2	39,3	24,5	32,9	39,8	35,4
SOUS-TOTAL	**815,0**	**1 134,2**	**1 537,6**	**1 463,4**	**1 313,3**	**773,3**	**931,5**	**1 237,7**	**982,5**
Infrastructure économique									
Transport et entreposage	7 472,9	10 774,4	14 750,5	15 138,9	11 590,3	6 962,5	8 972,4	10 451,4	10 164,9
Communications	688,5	543,4	709,9	468,7	617,5	532,0	600,7	571,0	505,6
Production et distribution d'énergie	5 956,8	7 409,6	7 992,1	13 004,3	9 750,3	5 102,9	5 550,5	7 773,5	7 070,4
SOUS-TOTAL	**14 118,3**	**18 727,4**	**23 452,5**	**28 612,0**	**21 958,1**	**12 597,4**	**15 123,7**	**18 795,8**	**17 741,0**
Renforcement de la capacité de production									
Entreprises et autres services	1 432,9	2 140,3	1 834,1	2 168,8	2 217,6	1 921,8	1 623,3	1 669,7	1 599,6
Banque et services financiers	1 838,7	2 604,6	3 898,6	2 870,7	2 650,6	2 261,6	4 223,8	2 597,5	2 699,2
Agriculture	4 398,5	6 288,8	8 538,8	8 835,2	8 927,7	4 421,5	6 297,5	7 190,7	6 552,9
Sylviculture	631,7	773,3	675,6	1 174,3	1 267,9	615,7	747,9	1 083,9	931,5
Pêche	308,0	401,0	659,9	433,9	424,9	325,6	477,2	368,6	351,2
Industrie	1 981,2	1 813,9	1 712,8	1 891,7	2 208,6	1 355,2	1 349,4	1 498,6	2 060,1
Industries extractives	852,8	449,8	480,1	510,8	416,2	439,5	232,5	186,2	463,7
Tourisme	114,6	256,7	191,3	179,2	121,7	80,3	135,0	166,4	166,8
SOUS-TOTAL	**11 558,4**	**14 728,6**	**17 991,2**	**18 064,7**	**18 235,3**	**11 421,2**	**15 086,6**	**14 761,6**	**14 825,0**
AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE	..	2,3	16,2	30,9	62,8	9,1	36,8	72,3	17,4
TOTAL	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**
Priorité donnée au développement du commerce									
Objectif principal	..	1 342,6	2 044,9	2 895,8	2 255,1	1 169,7	1 391,9	2 404,7	2 628,0
Objectif significatif	73,1	2 085,0	2 733,3	2 293,7	3 135,4	926,1	1 834,6	2 184,1	2 002,1
TOTAL DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE	**73,1**	**3 427,6**	**4 778,2**	**5 189,5**	**5 390,5**	**2 095,8**	**3 226,5**	**4 588,9**	**4 630,2**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854575

TABLEAU A.2A Aide pour le commerce par donateur et par catégorie *(page 1 sur 2)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS					INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD										
Allemagne	15,7	37,9	47,9	44,6	20,3	615,6	1 000,6	1 056,4	3 083,1	1 656,3
Australie	12,3	7,7	20,4	66,3	22,5	88,9	184,3	383,7	271,2	251,3
Autriche	0,1	1,5	0,1	0,1	0,2	26,3	21,0	32,8	28,2	28,6
Belgique	4,5	5,6	20,6	5,4	9,8	61,0	84,9	152,4	85,1	67,0
Canada	22,9	24,6	56,9	19,2	35,6	53,7	90,5	23,9	24,1	300,5
Corée	..	6,7	2,5	2,0	11,7	..	378,3	1 061,5	642,0	594,7
Danemark	0,5	3,4	2,1	2,6	34,7	232,7	126,9	92,2	36,1	109,5
Espagne	1,6	5,1	3,8	6,7	1,6	268,6	494,2	464,2	458,9	13,1
États-Unis	249,8	247,3	159,3	163,1	137,6	1 825,2	2 964,5	2 067,1	2 591,9	1 419,9
Finlande	2,6	7,0	12,2	12,2	14,4	32,7	21,9	177,3	57,6	63,9
France	4,9	3,1	2,9	2,2	0,2	408,0	955,9	821,0	834,1	776,9
Grèce	0,4	0,7	0,7	..	..	8,3	9,0	10,3	19,3	20,7
Irlande	0,1	1,1	0,4	..	0,6	7,6	2,9	0,9	1,5	1,9
Italie	2,0	0,5	0,1	0,0	0,8	169,8	132,8	48,3	81,0	40,4
Japon	64,7	68,7	27,4	87,1	88,7	4 774,2	5 428,2	5 543,6	8 964,5	6 422,5
Luxembourg	0,2	0,4	..	2,6	1,7	1,3	6,4	0,9	2,6	4,7
Nouvelle-Zélande	1,8	3,2	4,8	5,2	5,3	4,5	16,2	18,6	28,8	92,6
Norvège	12,2	34,0	18,4	11,5	16,8	126,7	204,9	297,3	193,4	320,9
Pays-Bas	20,1	71,7	57,4	224,3	204,9	159,0	199,4	291,0	131,8	130,0
Portugal	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	41,0	28,4	87,0	54,2	22,6
Royaume-Uni	27,4	63,6	230,7	185,6	9,1	304,5	174,7	523,7	355,3	353,2
Suède	19,3	37,9	60,6	54,2	64,9	121,9	106,7	53,6	138,2	42,6
Suisse	42,4	19,4	39,6	27,8	47,1	45,6	53,4	19,5	84,9	44,2
SOUS-TOTAL	**505,7**	**651,1**	**769,1**	**922,9**	**728,2**	**9 377,0**	**12 685,7**	**13 227,3**	**18 167,8**	**12 778,1**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	509,2	211,9	191,6
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2,8
Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	764,8	230,3
République tchèque	..	..	0,1	0,0	..	..	..	..	..	5,1
Turquie	..	..	27,7	103,7	..	..	..	..	1,6	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**27,8**	**103,8**	**..**	**..**	**..**	**509,2**	**978,2**	**429,8**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	65,9
BAFD	25,5	..	..	..	..	68,4	605,6	1 636,5	1 703,5	692,2
Banque isl. de dév.	..	..	..	1,1	..	..	..	..	49,3	..
Banque mondiale	63,1	43,4	197,4	94,9	59,8	2 569,3	2 665,0	4 137,6	3 421,6	3 842,3
BAsD	9,5	2,0	..	26,6	..	404,0	327,0	706,2	1 170,6	1 161,0
BID	..	0,7	9,4	6,7	0,4	137,5	98,7	175,1	242,9	309,0
CEE-ONU	..	0,3	0,0	0,1	0,2	..	1,0	5,3	3,4	2,6
CESAO	..	0,1	0,1	..	0,1	..	0,0	0,0	0,0	0,0
CESAP	..	0,1	0,4	0,4	0,4	..	..	..	..	..
FAO	..	21,3	42,9	47,3	44,4	..	..	..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	14,2	23,5	84,1	19,7	42,6
FMI	..	11,5	15,2	14,6	15,5	..	..	..	..	..
Fonds arabe	..	..	..	..	..	..	323,2	1 013,6	1 031,4	994,1
Institutions de l'UE	209,5	380,2	447,9	204,2	445,4	1 544,5	1 987,1	1 565,1	1 337,1	1 345,1
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	14,8	16,1	20,9	15,2	..	..	..	..	..
ONUDI	..	4,3	6,7	16,4	1,7	..	1,4	18,9	2,1	6,5
PNUD	1,7	3,5	4,7	3,1	2,0	2,4	5,9	11,8	9,5	8,4
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	..	..	0,5	..	..	3,1	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	..	0,9	..	..	..	1,2	..	361,6	474,9	280,4
SOUS-TOTAL	**309,4**	**483,0**	**740,8**	**436,7**	**585,2**	**4 741,3**	**6 041,7**	**9 715,9**	**9 465,9**	**8 750,2**
TOTAL	**815,0**	**1 134,2**	**1 537,6**	**1 463,4**	**1 313,3**	**14 118,3**	**18 727,4**	**23 452,5**	**28 612,0**	**21 958,1**

TABLEAU A.2A Aide pour le commerce par donateur et par catégorie *(page 2 sur 2)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION					AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE				TOTAL				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD														
Allemagne	717,8	1 247,5	1 568,2	1 561,2	2 052,5	..	..	..	..	1 349,1	2 286,0	2 672,5	4 688,9	3 729,0
Australie	161,5	204,7	173,7	363,4	311,1	0,3	..	1,1	0,3	262,7	397,1	577,8	701,9	585,1
Autriche	24,3	37,4	51,3	73,4	42,1	..	..	..	..	50,8	59,8	84,3	101,7	70,9
Belgique	199,7	201,4	390,1	356,9	401,1	..	..	..	..	265,2	291,9	563,1	447,4	477,9
Canada	327,0	327,3	486,0	706,0	401,1	0,1	0,1	0,1	..	403,5	442,5	567,0	749,3	737,2
Corée	..	74,6	69,9	108,6	152,0	..	..	..	..	0,0	459,6	1 134,0	752,6	758,5
Danemark	247,8	183,1	271,2	342,1	158,3	..	..	..	..	481,0	313,3	365,6	380,9	302,6
Espagne	170,9	300,5	461,6	941,0	628,9	..	..	..	..	441,0	799,7	929,6	1 406,5	643,6
États-Unis	1 876,0	2 368,5	2 429,1	3 182,5	2 056,4	..	..	..	..	3 951,0	5 580,3	4 655,6	5 937,5	3 613,8
Finlande	52,0	112,5	179,0	209,5	240,5	..	..	..	10,7	87,3	141,4	368,5	279,4	329,5
France	392,4	744,9	728,5	970,5	506,9	..	..	..	..	805,2	1 703,9	1 552,4	1 806,9	1 284,0
Grèce	5,9	12,0	7,5	1,3	0,4	..	..	..	..	14,7	21,7	18,5	20,5	21,2
Irlande	21,9	43,7	59,0	66,5	67,6	..	..	..	..	29,6	47,7	60,3	68,0	70,1
Italie	119,5	132,9	230,5	103,2	47,6	..	..	..	..	291,3	266,2	278,9	184,2	88,9
Japon	1 226,0	2 192,9	1 244,4	1 084,2	1 387,7	..	..	..	0,4	6 064,9	7 689,8	6 815,4	10 135,8	7 899,3
Luxembourg	17,9	29,0	33,4	34,5	34,6	..	..	..	..	19,4	35,8	34,3	39,8	41,0
Nouvelle-Zélande	16,5	26,6	13,6	36,5	89,1	..	..	..	..	22,8	46,0	36,9	70,6	187,1
Norvège	214,7	344,6	584,2	847,3	750,4	..	..	..	..	353,6	583,5	899,8	1 052,2	1 088,0
Pays-Bas	445,3	538,5	337,4	241,4	847,0	..	..	..	..	624,5	809,6	685,8	597,5	1 181,9
Portugal	8,3	3,9	6,2	2,9	3,1	..	..	..	..	49,4	32,4	93,3	57,1	25,8
Royaume-Uni	410,1	689,7	1 250,7	470,3	425,4	..	..	..	..	742,0	928,0	2 005,1	1 011,2	787,6
Suède	126,8	243,8	299,4	229,5	238,1	..	..	..	2,6	268,1	388,5	413,6	421,8	348,1
Suisse	250,5	229,3	172,1	228,5	342,8	..	..	..	5,8	338,6	302,1	231,3	341,2	439,8
SOUS-TOTAL	**7 033,0**	**10 289,3**	**11 047,2**	**12 161,0**	**11 184,8**	**0,4**	**0,1**	**1,1**	**19,8**	**16 915,7**	**23 626,6**	**25 043,6**	**31 252,9**	**24 710,8**
Autres donateurs bilatéraux														
Émirats arabes unis	..	..	0,6	0,9	..	..	..	..	..	..	..	509,9	212,8	191,6
Islande	..	..	..	..	5,0	..	..	..	..	..	..	..	..	7,8
Koweït	..	..	..	29,0	23,1	..	..	..	..	..	..	..	793,8	253,4
République tchèque	..	..	..	0,1	7,3	..	..	..	..	..	..	0,1	0,2	12,5
Turquie	..	..	3,0	6,1	..	..	..	..	..	..	..	30,7	111,4	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**3,7**	**36,1**	**35,4**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**540,7**	**1 118,1**	**465,2**
Donateurs multilatéraux														
BADEA	..	..	..	..	16,8	..	..	..	..	..	..	..	..	82,7
BAFD	72,2	188,5	672,8	66,9	232,8	..	..	..	..	166,2	794,0	2 309,3	1 770,4	925,1
Banque isl. de dév.	..	..	..	140,0	..	..	..	..	..	..	..	..	190,4	..
Banque mondiale	2 402,3	2 032,5	2 794,0	2 168,9	3 455,5	..	..	6,5	..	5 034,7	4 740,8	7 129,0	5 691,8	7 357,6
BAsD	428,6	256,5	195,1	398,3	289,7	..	..	..	..	842,1	585,4	901,3	1 595,5	1 450,7
BID	135,3	25,2	71,0	147,7	175,7	..	..	..	..	272,8	124,7	255,5	397,2	485,1
CEE-ONU	..	0,1	0,4	0,9	1,2	..	..	..	..	..	1,5	5,7	4,3	4,0
CESAO	..	..	0,1	0,3	0,2	..	..	..	..	..	0,1	0,2	0,3	0,3
CESAP	..	0,2	0,1	..	0,4	..	..	..	..	..	0,4	0,5	0,4	0,8
FAO	..	126,4	267,1	263,9	247,7	..	..	..	..	..	147,8	310,0	311,2	292,2
FIDA	287,3	398,7	444,0	602,4	745,3	..	..	..	..	301,5	422,2	528,1	622,1	788,0
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11,5	15,2	14,6	15,5
Fonds arabe	..	111,5	51,5	174,6	181,3	..	..	..	..	..	434,7	1 065,1	1 206,0	1 175,3
Institutions de l'UE	1 190,2	1 223,1	2 178,6	1 559,9	1 353,3	1,9	16,1	23,3	43,0	2 944,2	3 592,4	4 207,7	3 124,5	3 186,8
ITC	..	33,7	56,5	59,7	64,7	..	..	..	..	..	33,7	56,5	59,7	64,7
OMC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14,8	16,1	20,9	15,2
ONUDI	..	24,6	89,0	25,0	39,7	..	..	..	..	..	30,3	114,6	43,5	47,9
PNUD	9,3	17,7	29,7	22,0	20,8	..	..	..	..	13,4	27,1	46,2	34,7	31,2
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	0,6	0,3	2,8	0,4	..	..	..	..	..	3,7	0,3	3,3	0,4
Autres donateurs multilatéraux	..	..	90,2	234,4	189,6	..	..	..	..	1,2	0,9	451,8	709,3	470,1
SOUS-TOTAL	**4 525,3**	**4 439,3**	**6 940,4**	**5 867,6**	**7 015,1**	**1,9**	**16,1**	**29,8**	**43,0**	**9 576,0**	**10 965,9**	**17 413,2**	**15 800,0**	**16 393,6**
TOTAL	**11 558,4**	**14 728,6**	**17 991,2**	**18 064,7**	**18 235,3**	**2,3**	**16,2**	**30,9**	**62,8**	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854594

TABLEAU A.2B Aide pour le commerce par donateur et par catégorie *(page 1 sur 2)*

Versements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS				INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE			
	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD								
Allemagne	27,1	30,0	39,0	24,1	687,2	920,1	1 680,9	1 517,4
Australie	7,2	9,8	13,6	22,5	134,1	203,9	217,0	251,3
Autriche	1,4	0,2	0,1	0,2	10,5	13,8	14,1	23,3
Belgique	4,3	10,2	8,2	12,6	36,9	103,6	82,0	97,6
Canada	18,2	39,8	35,5	36,7	57,7	53,5	64,9	331,1
Corée	9,2	10,3	2,2	11,3	128,5	208,8	281,2	327,7
Danemark	0,8	0,2	7,9	3,4	149,5	140,8	122,4	171,8
Espagne	4,9	3,9	5,3	1,7	303,4	654,7	426,3	161,8
États-Unis	139,1	174,7	171,9	162,1	1 973,3	1 752,3	1 913,7	1 795,5
Finlande	5,9	6,4	7,8	8,8	14,5	20,9	45,2	45,2
France	2,6	3,8	5,7	3,9	408,8	527,5	615,3	783,9
Grèce	0,7	0,7	..	..	9,0	10,3	19,3	20,7
Irlande	1,1	0,4	..	0,6	2,9	0,9	1,5	1,9
Italie	0,3	0,3	0,0	0,8	168,3	65,9	89,9	76,7
Japon	65,0	20,0	92,7	88,7	3 901,2	4 303,0	5 598,8	4 698,6
Luxembourg	0,4	..	2,6	1,7	6,4	0,9	2,6	4,7
Nouvelle-Zélande	2,6	4,3	1,9	3,3	8,4	22,5	15,2	31,8
Norvège	21,8	25,9	23,3	18,2	266,5	120,0	194,2	280,6
Pays-Bas	51,2	58,8	65,5	70,3	134,5	170,2	112,3	173,2
Portugal	0,1	0,1	0,0	0,0	37,0	26,4	88,8	53,2
Royaume-Uni	49,2	80,1	222,4	73,8	147,6	320,9	453,0	495,0
Suède	30,5	58,6	43,4	48,6	105,0	104,7	99,3	99,4
Suisse	27,4	32,7	20,9	20,2	45,9	27,6	35,8	34,2
SOUS-TOTAL	**471,3**	**571,2**	**769,9**	**613,6**	**8 737,0**	**9 773,2**	**12 173,6**	**11 476,7**
Autres donateurs bilatéraux								
Émirats arabes unis	..	..	..	..	..	218,7	69,4	109,4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	2,8
Koweït	..	..	..	..	..	..	434,7	331,9
République tchèque	..	..	0,0	..	..	..	..	5,0
Turquie	..	27,7	103,7	..	..	..	1,6	..
SOUS-TOTAL	**..**	**27,7**	**103,8**	**..**	**..**	**218,7**	**505,7**	**449,0**
Donateurs multilatéraux								
BADEA	..	..	..	..	..	..	..	32,1
BAFD	0,4	2,0	..	..	198,7	462,0	581,8	806,3
Banque isl. de dév.	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	33,1	57,7	45,5	80,9	1 962,4	2 360,1	2 199,1	2 075,8
BAsD	..	..	6,8	4,0	..	..	594,2	525,1
BID	..	5,1	4,9	6,6	..	177,7	214,6	284,5
CEE-ONU	0,3	0,0	0,1	0,2	1,0	5,3	3,4	2,6
CESAO	0,1	0,1	..	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
CESAP	0,1	0,4	0,4	0,3	..	..	..	..
FAO	21,3	42,9	47,3	44,4	..	..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..
Fonds arabe	..	..	0,9	..	235,8	654,1	869,3	524,4
Institutions de l'UE	227,5	203,5	233,8	214,9	1 448,5	1 308,7	1 470,9	1 434,7
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	14,8	16,1	20,9	15,2	..	..	..	..
ONUDI	..	..	..	..	..	..	..	..
PNUD	3,4	4,7	3,1	2,0	11,5	12,6	13,9	14,6
PNUE	..	..	..	..	1,2	3,4	1,7	1,1
UNPBF	..	..	0,4	0,1	1,3	5,0	0,4	0,1
Autres donateurs multilatéraux	0,9	..	..	..	..	143,0	167,2	114,1
SOUS-TOTAL	**302,0**	**332,5**	**364,0**	**369,0**	**3 860,4**	**5 131,8**	**6 116,5**	**5 815,2**
TOTAL	**773,3**	**931,5**	**1 237,7**	**982,5**	**12 597,4**	**15 123,7**	**18 795,8**	**17 741,0**

TABLEAU A.2B Aide pour le commerce par donateur et par catégorie *(page 2 sur 2)*

Versements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION				AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE				TOTAL			
	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD												
Allemagne	1 140,7	1 364,1	1 476,3	1 515,0	..	..	..	..	1 855,0	2 314,1	3 196,3	3 056,5
Australie	182,3	177,9	292,8	311,1	0,3	0,0	1,3	0,3	323,9	391,7	524,6	585,1
Autriche	32,6	53,0	60,8	41,8	..	..	..	..	44,6	67,0	75,0	65,2
Belgique	160,3	356,8	312,6	336,4	..	..	..	..	201,5	470,6	402,8	446,5
Canada	259,5	333,9	725,4	487,0	0,0	0,1	0,0	..	335,5	427,2	825,9	854,8
Corée	50,3	66,3	70,3	72,6	..	..	..	..	188,0	285,4	353,6	411,6
Danemark	152,4	178,8	239,5	277,9	..	..	..	..	302,7	319,8	369,8	453,2
Espagne	253,2	381,9	885,3	427,3	..	..	..	..	561,5	1 040,5	1 316,9	590,8
États-Unis	1 926,5	1 734,9	2 131,7	2 039,8	..	..	..	..	4 038,8	3 661,9	4 217,2	3 997,5
Finlande	48,3	91,6	110,3	119,1	..	..	..	1,3	68,6	118,9	163,3	174,4
France	612,3	667,4	457,6	754,2	..	..	..	..	1 023,7	1 198,6	1 078,6	1 542,0
Grèce	12,0	7,5	1,3	0,4	..	..	..	..	21,7	18,5	20,5	21,2
Irlande	43,7	59,0	66,5	67,6	..	..	..	..	47,7	60,3	68,0	70,1
Italie	111,8	68,5	106,8	102,4	..	..	..	..	280,5	134,7	196,6	180,0
Japon	1 523,5	1 515,9	1 599,3	1 563,2	..	..	..	0,4	5 489,8	5 838,9	7 290,9	6 351,0
Luxembourg	29,0	33,4	34,5	34,6	..	..	..	..	35,8	34,3	39,8	41,0
Nouvelle-Zélande	20,2	18,7	19,4	44,5	..	..	..	..	31,2	45,5	36,6	79,6
Norvège	239,8	430,5	495,5	538,2	..	..	..	..	528,1	576,3	712,9	837,0
Pays-Bas	376,5	403,7	282,9	340,4	..	..	..	..	562,3	632,7	460,7	583,9
Portugal	3,9	6,2	2,9	3,1	..	..	..	..	41,0	32,7	91,7	56,4
Royaume-Uni	755,7	987,3	616,4	784,1	..	..	..	..	952,5	1 388,3	1 291,9	1 352,8
Suède	255,1	318,1	210,4	258,0	..	..	0,0	0,1	390,6	481,5	353,1	406,0
Suisse	205,9	199,4	191,2	249,6	..	..	..	3,0	279,2	259,7	247,9	307,0
SOUS-TOTAL	**8 395,6**	**9 454,7**	**10 389,8**	**10 368,3**	**0,3**	**0,1**	**1,3**	**5,0**	**17 604,1**	**19 799,2**	**23 334,6**	**22 463,5**
Autres donateurs bilatéraux												
Émirats arabes unis	..	0,6	41,9	44,8	..	..	..	..	..	219,3	111,4	154,2
Islande	..	..	..	5,0	..	..	..	..	..	..		7,8
Koweït	..	..	46,9	32,2	..	..	..	..	..	..	481,6	364,0
République tchèque	..	..	0,1	7,2	..	..	..	..	..	..	0,2	12,2
Turquie	..	3,0	6,1	..	..	..	..	..	..	30,7	111,4	..
SOUS-TOTAL	**..**	**3,7**	**95,0**	**89,2**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**250,0**	**704,5**	**538,2**
Donateurs multilatéraux												
BADEA	..	..	..	17,6	..	..	..	..	..	..	..	49,6
BAFD	227,2	1 380,0	434,6	356,5	..	..	..	..	426,3	1 843,9	1 016,4	1 162,8
Banque isl. de dév.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	1 673,3	2 344,0	1 899,4	1 756,5	..	..	..	1,4	3 668,9	4 761,8	4 144,0	3 914,7
BAsD	..	..	199,9	292,4	..	..	..	..	..	..	800,9	821,5
BID	..	80,7	147,4	194,9	..	..	..	..	..	263,5	366,9	486,0
CEE-ONU	0,1	0,4	0,9	1,2	..	..	..	..	1,5	5,7	4,3	4,0
CESAO	..	0,1	0,3	0,2	..	..	..	..	0,1	0,2	0,3	0,3
CESAP	0,1	0,1	..	0,3	..	..	..	..	0,2	0,5	0,4	0,7
FAO	126,4	267,1	263,9	247,7	..	..	..	..	147,8	310,0	311,2	292,2
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fonds arabe	30,6	91,5	86,6	173,8	..	..	..	..	266,4	745,6	956,9	698,1
Institutions de l'UE	910,2	1 291,0	1 112,9	1 190,1	8,8	36,7	71,0	11,0	2 595,1	2 840,0	2 888,7	2 850,8
ITC	33,2	56,5	55,4	61,1	..	..	..	..	33,2	56,5	55,4	61,1
OMC	..	..	..	..	..	..	..	..	14,8	16,1	20,9	15,2
ONUDI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
PNUD	18,0	29,5	22,8	21,2	..	..	..	..	32,9	46,7	39,7	37,8
PNUE	1,6	3,2	5,4	5,7	..	..	..	..	2,8	6,6	7,1	6,7
UNPBF	0,2	1,0	0,3	0,1	..	..	..	..	1,5	6,0	1,1	0,3
Autres donateurs multilatéraux	4,5	83,2	46,9	48,2	..	..	..	..	5,4	226,2	214,2	162,3
SOUS-TOTAL	**3 025,6**	**5 628,2**	**4 276,7**	**4 367,5**	**8,8**	**36,7**	**71,0**	**12,5**	**7 196,9**	**11 129,3**	**10 828,4**	**10 564,2**
TOTAL	**11 421,2**	**15 086,6**	**14 761,6**	**14 825,0**	**9,1**	**36,8**	**72,3**	**17,4**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854613

TABLEAU A.3 Aide pour le commerce par donateur et par région *(page 1 sur 4)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	AFRIQUE					AMÉRIQUE				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD										
Allemagne	415,9	467,0	466,5	1 155,3	857,3	95,2	285,3	503,5	392,0	299,6
Australie	13,0	0,8	2,3	39,4	44,5	0,3	0,2	2,5	1,2	8,5
Autriche	10,1	16,5	20,9	29,6	11,3	5,1	6,0	9,0	11,6	2,1
Belgique	128,6	187,1	297,2	223,9	250,1	50,9	38,3	42,3	57,7	54,6
Canada	168,5	141,5	336,2	345,4	219,0	77,2	110,6	93,6	194,3	108,0
Corée	..	69,7	178,2	213,6	258,9	..	14,5	77,2	23,7	148,5
Danemark	273,1	192,5	271,2	265,3	217,1	44,5	6,3	8,2	41,7	5,0
Espagne	130,3	363,1	469,1	366,8	455,4	110,5	139,1	255,5	313,2	146,4
États-Unis	550,8	1 408,5	1 440,8	1 685,2	831,8	279,2	501,6	504,5	463,0	668,9
Finlande	23,3	53,0	197,5	150,6	168,5	12,3	10,2	39,4	24,2	32,0
France	469,0	971,7	1 028,4	1 208,4	425,7	34,5	65,8	51,6	71,9	370,9
Grèce	0,9	1,3	2,4	0,6	..	..	0,0	..	..	..
Irlande	24,0	32,7	50,4	46,7	50,3	0,7	3,2	2,6	4,5	6,3
Italie	158,1	110,3	36,8	22,3	26,4	43,5	13,9	20,9	35,6	15,3
Japon	431,7	1 197,6	738,1	2 411,5	719,7	135,3	287,5	228,1	343,1	116,3
Luxembourg	8,9	19,3	10,3	12,3	18,1	2,0	4,0	3,8	4,0	5,3
Nouvelle-Zélande	0,2	0,1	..	0,0	2,5	0,6	1,5	0,8	0,7	0,1
Norvège	161,0	264,3	461,2	274,8	395,2	25,6	24,6	111,2	282,8	250,2
Pays-Bas	94,9	123,5	191,7	54,6	129,2	46,6	45,2	60,6	19,8	6,7
Portugal	27,4	29,7	91,3	55,4	23,5	0,2	0,0	0,1	0,2	0,2
Royaume-Uni	237,6	295,5	982,4	449,7	284,6	70,4	20,2	69,0	80,8	49,5
Suède	100,7	167,3	92,0	213,7	152,0	15,8	9,9	27,8	19,0	4,3
Suisse	80,3	74,3	52,2	64,3	54,7	52,2	44,0	36,7	76,2	23,1
SOUS-TOTAL	**3 508,3**	**6 187,3**	**7 417,0**	**9 289,6**	**5 595,7**	**1 102,8**	**1 631,8**	**2 149,0**	**2 461,2**	**2 321,8**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	81,3	181,2	10,0	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	3,7	..	..	..	..	0,7
Koweït	..	..	..	564,3	119,0	..	..	..	..	10,0
République tchèque	..	..	0,0	..	2,4	..	..	..	..	0,2
Turquie	..	..	0,1	1,7	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**81,4**	**747,2**	**135,1**	**..**	**..**	**..**	**..**	**10,9**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	82,7	..	..	..	..	..
BAFD	166,2	794,0	2 309,3	1 770,4	925,1	..	..	..	..	..
Banque isl. de dév.	..	..	..	136,7	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	2 331,8	2 626,0	4 799,8	3 632,0	3 313,5	147,3	100,3	119,7	112,9	273,3
BAsD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
BID	..	..	..	..	..	272,8	124,7	255,5	397,2	485,1
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FIDA	157,0	213,3	294,9	415,6	466,0	13,5	20,1	16,1	7,5	33,7
FMI	..	4,4	7,4	6,5	7,3	..	2,1	2,1	1,4	2,9
Fonds arabe	..	310,0	477,5	1 018,8	818,5	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	1 781,4	2 018,1	1 584,3	1 241,5	1 503,2	289,0	309,2	502,3	288,1	346,6
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	5,1	3,9	5,9	4,2	..	3,2	1,5	2,6	1,6
ONUDI	..	17,4	43,9	13,7	21,2	..	2,2	10,6	1,1	1,8
PNUD	5,2	14,3	22,2	14,0	15,8	0,2	0,8	1,1	0,6	0,5
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	3,7	0,3	3,3	..	..	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	0,7	0,2	181,9	234,1	233,9	0,2	0,1	117,8	289,1	43,6
SOUS-TOTAL	**4 442,3**	**6 006,6**	**9 725,5**	**8 492,6**	**7 391,5**	**722,8**	**562,7**	**1 026,6**	**1 100,7**	**1 189,1**
TOTAL	**7 950,6**	**12 193,9**	**17 223,9**	**18 529,4**	**13 122,3**	**1 825,6**	**2 194,5**	**3 175,6**	**3 561,9**	**3 521,8**

TABLEAU A.3 Aide pour le commerce par donateur et par région *(page 2 sur 4)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ASIE					EUROPE				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD										
Allemagne	645,6	1 046,4	1 236,1	1 455,4	1 273,8	112,7	334,1	184,2	603,9	534,1
Australie	122,7	198,7	462,1	377,9	255,6	..	0,0	..	..	..
Autriche	30,1	18,1	10,0	21,4	23,8	4,1	14,0	27,7	20,9	10,0
Belgique	35,0	21,4	35,6	36,5	38,6	1,9	3,0	1,3	1,4	0,6
Canada	141,0	145,5	93,5	150,1	81,4	1,7	11,7	31,1	1,6	11,7
Corée	..	367,3	867,3	512,9	346,7	..	3,7	0,5	0,3	0,8
Danemark	134,4	98,3	56,1	57,3	41,5	0,2	1,0	26,4	13,4	22,2
Espagne	115,9	114,4	132,0	108,0	33,4	74,5	167,7	14,3	190,9	0,2
États-Unis	2 806,0	3 343,2	2 350,9	3 103,5	1 727,8	157,9	140,3	168,8	476,8	106,0
Finlande	36,6	42,6	78,9	29,8	76,5	2,8	2,9	5,5	7,9	4,3
France	196,8	402,5	217,9	312,4	118,1	24,1	147,9	15,6	3,3	72,3
Grèce	3,7	5,8	3,4	0,8	0,5	10,0	14,1	12,0	19,2	20,7
Irlande	2,3	8,8	5,5	7,4	6,2	0,3	0,3	0,1	..	..
Italie	33,8	75,2	209,3	75,6	42,0	52,0	66,2	11,6	50,5	4,9
Japon	4 983,1	5 976,7	5 557,5	6 721,9	6 547,1	401,3	20,0	164,7	531,9	373,1
Luxembourg	3,6	5,3	7,6	7,2	6,5	4,0	3,0	4,5	3,8	2,4
Nouvelle-Zélande	7,5	9,6	5,1	12,9	45,3	..	..	..	..	..
Norvège	83,8	141,6	78,1	134,2	147,7	41,9	29,7	25,3	12,1	26,8
Pays-Bas	119,2	83,4	87,7	38,5	46,2	20,4	16,9	5,2	0,0	0,0
Portugal	3,1	1,9	1,0	0,9	1,2	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	315,0	384,0	722,4	393,3	204,7	6,7	6,2	4,0	0,7	0,8
Suède	67,3	57,6	17,4	59,8	40,0	32,1	29,8	37,2	41,3	23,1
Suisse	116,5	94,2	55,3	93,1	118,8	33,3	28,2	16,1	32,8	43,4
SOUS-TOTAL	**10 002,9**	**12 642,1**	**12 291,0**	**13 711,0**	**11 223,3**	**999,0**	**1 040,7**	**756,0**	**2 012,8**	**1 257,4**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	428,1	27,7	126,6	..	..	..	..	50,0
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Koweït	..	..	..	227,9	124,4	..	..	..	1,5	..
République tchèque	..	..	0,0	0,0	5,9	..	..	0,0	0,1	3,9
Turquie	..	..	28,7	107,5	..	..	..	1,9	1,6	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**456,9**	**363,2**	**256,9**	**..**	**..**	**2,0**	**3,2**	**53,9**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
BAFD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque isl. de dév.	..	..	..	41,5	..	..	..	..	5,8	..
Banque mondiale	2 290,2	1 893,8	2 162,1	1 851,3	3 579,4	259,6	84,4	47,4	26,0	24,8
BAsD	815,2	564,6	780,5	1 480,5	1 400,6	..	..	..	..	..
BID	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CEE-ONU	..	0,0	0,1	0,1	0,1	..	1,5	5,6	4,2	4,0
CESAO	..	0,0	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAP	..	0,1	0,5	0,4	0,8	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FIDA	119,9	172,8	217,1	164,9	274,8	11,1	16,0	..	18,0	13,5
FMI	..	3,4	3,4	3,7	3,8	..	1,2	1,6	2,2	1,0
Fonds arabe	..	124,7	581,1	184,1	348,0	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	292,7	319,1	310,9	363,0	239,6	389,0	666,9	677,5	888,9	731,2
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	1,8	2,1	1,7	2,9	..	0,5	0,0	0,4	0,0
ONUDI	..	6,3	42,9	20,3	12,0	..	0,6	1,3	2,0	1,9
PNUD	7,3	11,0	16,2	15,6	11,2	0,5	0,8	1,1	0,8	0,3
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	..	..	..	0,4	..	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	0,3	0,1	144,3	133,5	107,0	..	..	6,5	16,6	32,2
SOUS-TOTAL	**3 525,6**	**3 097,6**	**4 261,3**	**4 260,6**	**5 980,6**	**660,2**	**771,8**	**741,0**	**964,8**	**808,8**
TOTAL	**13 528,5**	**15 739,8**	**17 009,2**	**18 334,8**	**17 460,7**	**1 659,2**	**1 812,5**	**1 499,0**	**2 980,8**	**2 120,2**

TABLEAU A.3 Aide pour le commerce par donateur et par région *(page 3 sur 4)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	OCÉANIE					MONDE (NON ALLOUÉ)				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD										
Allemagne	1,8	0,7	0,9	7,3	0,4	77,9	152,5	281,3	1 075,0	763,8
Australie	121,4	138,2	52,4	181,3	157,6	5,3	59,1	58,5	102,1	118,9
Autriche	0,0	0,1	0,6	0,4	..	1,4	5,1	16,1	17,9	23,7
Belgique	0,0	..	0,0	..	..	48,8	42,0	186,7	127,9	133,9
Canada	0,3	0,0	2,4	0,0	2,8	14,9	33,2	10,3	57,9	314,2
Corée	..	1,0	3,1	1,1	1,6	..	3,4	7,6	1,0	1,9
Danemark	..	..	..	..	..	28,8	15,2	3,8	3,1	16,8
Espagne	0,0	..	..	..	..	9,8	15,3	58,6	427,7	8,2
États-Unis	4,5	26,8	2,9	18,8	18,7	152,7	159,9	187,6	190,2	260,6
Finlande	..	0,0	0,0	0,1	0,0	12,2	32,8	47,2	66,8	48,2
France	13,6	3,7	8,2	6,5	7,8	67,1	112,3	230,8	204,3	289,3
Grèce	..	0,0	..	..	..	..	0,5	0,7	..	..
Irlande	0,0	..	..	..	..	2,3	2,8	1,8	9,3	7,4
Italie	..	..	..	..	..	3,9	0,6	0,2	0,2	0,3
Japon	53,8	143,4	85,9	42,4	63,1	59,6	64,7	41,1	85,1	79,9
Luxembourg	..	..	..	..	..	0,9	4,2	8,2	12,4	8,7
Nouvelle-Zélande	13,9	33,9	29,9	55,9	137,9	0,6	0,9	1,0	1,1	1,4
Norvège	0,0	0,0	0,3	0,6	..	41,3	123,3	223,7	347,6	268,1
Pays-Bas	0,1	..	..	..	..	343,3	540,6	340,6	484,5	999,9
Portugal	..	..	..	..	..	1,6	0,8	0,9	0,6	0,9
Royaume-Uni	8,2	0,8	0,6	1,6	0,1	104,2	221,3	226,7	85,0	247,9
Suède	..	..	..	..	..	52,1	123,8	239,1	88,0	128,7
Suisse	..	..	..	..	..	56,3	61,3	70,9	74,8	199,9
SOUS-TOTAL	**217,7**	**348,9**	**187,2**	**316,0**	**390,1**	**1 085,1**	**1 775,7**	**2 243,3**	**3 462,4**	**3 922,5**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	..	..	5,0	..	..	0,5	3,9	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3,4
Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	0,0	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,1
Turquie	..	..	..	0,5	..	..	..	..	0,0	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**..**	**0,5**	**5,0**	**..**	**..**	**0,5**	**4,0**	**3,5**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
BAFD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque isl. de dév.	..	..	..	..	..	..	..	..	6,3	..
Banque mondiale	5,8	36,3	..	69,5	166,6	..	..	..	..	..
BAsD	26,9	20,8	120,8	115,1	50,1	..	..	..	..	..
BID	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	..	..	..	..	..	0,0	0,2	0,3	0,3
CESAP	..	..	..	..	..	..	0,3	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	147,8	310,0	311,2	292,2
FIDA	..	..	..	16,1	..	..	..	..	..	..
FMI	..	0,2	0,7	0,8	0,5	..	0,2	..	..	..
Fonds arabe	..	..	..	..	..	..	0,0	6,5	3,1	8,8
Institutions de l'UE	41,2	26,2	72,1	53,5	13,3	150,8	252,9	1 060,6	289,4	353,0
ITC	..	..	..	..	..	..	33,7	56,5	59,7	64,7
OMC	..	0,3	0,2	0,4	..	..	4,0	8,4	9,9	6,4
ONUDI	..	..	..	..	..	..	3,8	15,9	6,4	11,0
PNUD	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	..	..	5,3	3,5	3,3
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	0,1	0,0	..	4,1	18,9	..	0,5	1,3	32,0	34,5
SOUS-TOTAL	**74,2**	**84,0**	**194,0**	**259,5**	**249,4**	**150,8**	**443,2**	**1 464,8**	**721,7**	**774,1**
TOTAL	**291,9**	**432,9**	**381,2**	**576,0**	**644,5**	**1 235,9**	**2 219,0**	**3 708,6**	**4 188,0**	**4 700,1**

TABLEAU A.3 Aide pour le commerce par donateur et par région *(page 4 sur 4)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	TOTAL				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD					
Allemagne	1 349,1	2 286,0	2 672,5	4 688,9	3 729,0
Australie	262,7	397,1	577,8	701,9	585,1
Autriche	50,8	59,8	84,3	101,7	70,9
Belgique	265,2	291,9	563,1	447,4	477,9
Canada	403,5	442,5	567,0	749,3	737,2
Corée	0,0	459,6	1 134,0	752,6	758,5
Danemark	481,0	313,3	365,6	380,9	302,6
Espagne	441,0	799,7	929,6	1 406,5	643,6
États-Unis	3 951,0	5 580,3	4 655,6	5 937,5	3 613,8
Finlande	87,3	141,4	368,5	279,4	329,5
France	805,2	1 703,9	1 552,4	1 806,9	1 284,0
Grèce	14,7	21,7	18,5	20,5	21,2
Irlande	29,6	47,7	60,3	68,0	70,1
Italie	291,3	266,2	278,9	184,2	88,9
Japon	6 064,9	7 689,8	6 815,4	10 135,8	7 899,3
Luxembourg	19,4	35,8	34,3	39,8	41,0
Nouvelle-Zélande	22,8	46,0	36,9	70,6	187,1
Norvège	353,6	583,5	899,8	1 052,2	1 088,0
Pays-Bas	624,5	809,6	685,8	597,5	1 181,9
Portugal	49,4	32,4	93,3	57,1	25,8
Royaume-Uni	742,0	928,0	2 005,1	1 011,2	787,6
Suède	268,1	388,5	413,6	421,8	348,1
Suisse	338,6	302,1	231,3	341,2	439,8
SOUS-TOTAL	**16 915,7**	**23 626,6**	**25 043,6**	**31 252,9**	**24 710,8**
Autres donateurs bilatéraux					
Émirats arabes unis	..	..	509,9	212,8	191,6
Islande	..	..	..	..	7,8
Koweït	..	..	..	793,8	253,4
République tchèque	..	..	0,1	0,2	12,5
Turquie	..	..	30,7	111,4	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**540,7**	**1 118,1**	**465,2**
Donateurs multilatéraux					
BADEA	..	..	..	..	82,7
BAFD	166,2	794,0	2 309,3	1 770,4	925,1
Banque isl. de dév.	..	..	..	190,4	..
Banque mondiale	5 034,7	4 740,8	7 129,0	5 691,8	7 357,6
BAsD	842,1	585,4	901,3	1 595,5	1 450,7
BID	272,8	124,7	255,5	397,2	485,1
CEE-ONU	..	1,5	5,7	4,3	4,0
CESAO	..	0,1	0,2	0,3	0,3
CESAP	..	0,4	0,5	0,4	0,8
FAO	..	147,8	310,0	311,2	292,2
FIDA	301,5	422,2	528,1	622,1	788,0
FMI	..	11,5	15,2	14,6	15,5
Fonds arabe	0,0	434,7	1 065,1	1 206,0	1 175,3
Institutions de l'UE	2 944,2	3 592,4	4 207,7	3 124,5	3 186,8
ITC	..	33,7	56,5	59,7	64,7
OMC	..	14,8	16,1	20,9	15,2
ONUDI	..	30,3	114,6	43,5	47,9
PNUD	13,4	27,1	46,2	34,7	31,2
PNUE	..	..	..	..	..
UNPBF	..	3,7	0,3	3,3	0,4
Autres donateurs multilatéraux	1,2	0,9	451,8	709,3	470,1
SOUS-TOTAL	**9 576,0**	**10 965,9**	**17 413,2**	**15 800,0**	**16 393,6**
TOTAL	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854632

TABLEAU A.4 Aide pour le commerce par donateur et par groupe de revenu *(page 1 sur 3)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	PAYS LES MOINS AVANCÉS					AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD										
Allemagne	232,6	229,9	246,7	308,1	369,6	33,2	41,6	41,4	82,8	178,4
Australie	33,0	42,2	39,6	134,2	120,8	2,0	0,0	1,5	20,5	17,6
Autriche	17,6	11,1	8,4	10,1	6,2	0,3	0,4	0,7	0,2	0,1
Belgique	75,0	115,3	222,2	181,1	204,9	4,3	7,8	39,0	11,7	6,1
Canada	106,0	203,8	323,1	385,3	140,1	10,0	7,3	4,9	2,6	23,1
Corée	..	179,6	308,4	353,4	321,4	..	1,7	0,4	0,9	2,4
Danemark	246,3	197,4	119,7	133,3	81,3	10,3	15,6	7,3	83,4	36,3
Espagne	46,4	62,1	59,9	192,4	122,6	0,1	6,3	0,0	3,3	0,0
États-Unis	542,1	1 912,9	1 933,3	2 626,8	1 631,0	60,9	36,5	95,0	114,6	180,8
Finlande	9,9	31,6	127,3	70,4	86,8	8,4	5,3	19,7	40,5	5,7
France	150,4	219,9	178,4	294,9	254,1	21,9	45,0	103,3	214,8	79,4
Grèce	0,2	0,2	0,6	..	..	0,0	0,1	..	..	..
Irlande	24,2	34,9	48,6	46,0	49,7	0,8	2,6	3,0	4,3	5,7
Italie	114,3	78,0	66,8	58,8	49,5	1,0	6,5	0,2	0,9	2,2
Japon	424,0	698,8	1 188,6	1 757,3	1 295,3	48,7	174,1	40,1	761,4	51,3
Luxembourg	5,7	10,5	11,0	8,9	14,9	..	0,0	..	..	..
Nouvelle-Zélande	4,9	20,0	18,9	35,5	77,8	0,2	0,0	..	0,1	0,4
Norvège	153,1	205,1	269,6	246,4	332,7	5,1	5,5	13,9	7,1	20,0
Pays-Bas	86,4	79,0	179,0	25,2	78,7	1,8	1,7	1,1	0,5	4,0
Portugal	9,9	6,0	5,5	3,1	8,5	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	177,1	243,5	565,2	140,9	112,1	14,9	7,0	117,6	26,0	8,6
Suède	77,5	108,4	81,6	189,3	69,2	10,2	34,9	9,6	1,4	10,4
Suisse	70,9	61,8	21,2	89,8	67,4	26,7	10,1	10,1	5,1	9,2
SOUS-TOTAL	**2 607,5**	**4 752,0**	**6 023,8**	**7 291,1**	**5 494,5**	**260,9**	**409,8**	**508,8**	**1 382,2**	**641,7**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	369,8	22,4	41,4	..	..	..	26,6	..
Islande	..	..	..	..	3,0	..	..	..	..	..
Koweït	..	..	..	303,5	72,6	..	..	..	40,5	17,1
République tchèque	..	..	..	..	4,1	..	..	0,0	..	..
Turquie	..	..	0,0	2,0	..	..	..	0,0	0,2	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**369,8**	**327,9**	**121,1**	**..**	**..**	**0,1**	**67,3**	**17,1**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	56,3	..	..	..	..	15,1
BAFD	123,3	408,7	1 050,3	1 032,8	630,2	26,3	91,5	83,0	..	129,0
Banque isl. de dév.	..	..	..	137,9	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	2 463,1	2 425,1	3 141,7	3 340,2	3 635,0	152,4	165,0	530,3	466,3	378,1
BAsD	408,4	169,5	135,2	768,6	905,0	42,7	53,6	31,1	202,2	175,0
BID	41,6	6,6	30,4	105,3	219,5	..	..	..	..	..
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	0,0	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAP	..	0,0	..	..	..	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FIDA	164,0	206,5	305,5	414,2	407,3	5,7	14,6	8,6	31,9	..
FMI	..	4,0	5,9	6,7	5,6	..	0,2	0,7	0,5	0,4
Fonds arabe	..	289,7	144,2	167,3	889,0	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	1 123,7	1 213,3	1 298,1	685,6	839,7	51,6	46,1	170,0	125,8	67,2
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	2,8	0,9	2,5	..	..	0,1	0,1	0,4	..
ONUDI	..	12,0	21,1	5,5	15,3	..	0,0	0,2	0,3	2,0
PNUD	6,4	16,4	25,9	18,1	17,9	0,9	2,2	2,4	2,5	1,3
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	3,7	0,3	3,3	..	..	..	..	..	0,4
Autres donateurs multilatéraux	0,6	0,2	151,8	191,0	244,5	0,0	0,0	24,8	23,1	26,4
SOUS-TOTAL	**4 331,2**	**4 758,6**	**6 311,2**	**6 879,1**	**7 865,4**	**279,6**	**373,3**	**851,1**	**853,1**	**795,0**
TOTAL	**6 938,7**	**9 510,6**	**12 704,9**	**14 498,1**	**13 481,0**	**540,5**	**783,0**	**1 360,0**	**2 302,6**	**1 453,8**

TABLEAU A.4 Aide pour le commerce par donateur et par groupe de revenu *(page 2 sur 3)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE					PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD										
Allemagne	551,6	664,4	849,6	1 216,3	1 136,8	415,5	736,7	726,0	1 508,5	683,2
Australie	174,9	254,1	446,7	324,9	274,0	11,6	19,0	10,9	5,4	5,4
Autriche	19,4	11,9	17,9	15,3	20,5	9,7	12,7	8,9	24,6	3,6
Belgique	60,3	53,3	49,0	86,3	85,8	53,6	53,6	36,2	33,1	20,7
Canada	118,9	104,2	97,0	163,9	115,6	78,4	18,7	24,8	13,1	44,9
Corée	..	248,8	782,5	364,5	377,9	..	23,4	32,3	30,9	52,2
Danemark	159,7	66,3	137,2	112,8	56,6	22,8	15,2	36,1	13,3	6,6
Espagne	128,9	203,4	268,5	162,9	69,3	240,6	482,4	375,0	309,0	64,5
États-Unis	2 736,6	2 899,4	1 657,7	2 168,0	979,7	328,8	442,4	644,9	652,0	352,7
Finlande	22,3	22,2	73,8	22,0	54,5	23,8	15,2	14,7	7,9	49,0
France	262,1	861,7	706,3	714,3	265,5	272,0	461,6	316,1	374,0	379,8
Grèce	3,7	5,1	4,9	1,3	0,5	10,6	15,4	12,3	19,1	20,7
Irlande	1,6	6,1	3,7	7,1	6,2	0,7	1,1	0,5	0,3	0,5
Italie	64,5	62,0	173,4	42,5	12,5	98,5	115,3	34,4	80,0	18,5
Japon	3 990,2	5 795,0	4 188,4	6 207,9	5 794,0	1 508,2	695,3	1 196,2	1 261,9	472,0
Luxembourg	6,5	11,1	7,1	7,9	9,7	5,5	5,6	4,6	3,5	1,9
Nouvelle-Zélande	9,2	11,4	10,0	15,8	43,9	4,0	3,0	2,1	8,6	28,5
Norvège	44,2	80,0	53,1	105,2	100,2	46,2	39,8	128,9	292,6	256,4
Pays-Bas	119,0	76,3	109,9	39,6	10,2	41,0	35,6	16,1	4,7	4,7
Portugal	19,5	24,8	85,9	52,8	16,1	17,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Royaume-Uni	219,1	214,6	368,2	353,6	195,8	181,1	110,4	228,7	170,2	156,1
Suède	46,0	29,4	50,6	55,5	45,4	32,9	22,8	13,2	33,1	8,5
Suisse	80,4	67,5	53,5	79,2	85,1	46,2	43,5	29,9	34,6	33,5
SOUS-TOTAL	**8 838,9**	**11 773,1**	**10 194,9**	**12 319,6**	**9 755,8**	**3 449,0**	**3 368,9**	**3 892,7**	**4 880,5**	**2 664,1**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	22,7	159,9	39,5	..	..	116,8	..	110,7
Islande	..	..	..	..	0,7	..	..	..	..	0,1
Koweït	..	..	..	392,5	139,7	..	..	..	57,3	24,0
République tchèque	..	..	0,1	0,1	4,5	..	..	..	0,1	3,8
Turquie	..	..	0,0	1,9	..	..	..	2,0	1,4	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**22,9**	**554,4**	**184,3**	**..**	**..**	**118,8**	**58,8**	**138,6**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	10,3	..	..	..	..	0,1
BAFD	8,2	43,0	136,3	322,0	26,7	..	..	..	..	1,7
Banque isl. de dév.	..	..	..	27,4	..	..	..	..	18,8	..
Banque mondiale	2 095,4	2 049,5	3 387,1	1 800,7	3 241,0	266,2	83,8	69,8	84,5	85,6
BAsD	384,1	355,6	719,8	624,7	369,7	7,0	6,8	15,3	..	1,0
BID	231,2	118,0	152,7	185,8	165,8	..	..	48,5	48,1	62,3
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	0,0	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAP	..	..	..	..	0,0	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FIDA	101,0	141,7	180,9	176,0	347,8	30,7	59,4	33,2	..	32,9
FMI	..	3,2	4,7	3,8	5,3	..	3,1	3,9	3,6	4,2
Fonds arabe	..	98,0	648,4	881,3	125,1	..	47,0	266,0	154,3	152,5
Institutions de l'UE	485,7	701,7	514,3	720,4	567,5	694,7	744,6	669,4	858,7	804,8
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	2,5	0,6	3,4	0,0	..	4,7	0,9	4,1	0,1
ONUDI	..	6,4	48,3	21,5	6,9	..	5,2	23,3	4,3	7,5
PNUD	4,0	4,9	9,1	8,3	6,1	2,1	3,5	3,5	2,3	1,8
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	0,4	0,0	219,9	137,6	50,8	0,1	0,0	49,5	184,3	72,1
SOUS-TOTAL	**3 309,9**	**3 524,4**	**6 022,0**	**4 912,8**	**4 923,1**	**1 000,8**	**958,2**	**1 183,4**	**1 363,0**	**1 226,5**
TOTAL	**12 148,8**	**15 297,5**	**16 239,8**	**17 786,9**	**14 863,2**	**4 449,8**	**4 327,0**	**5 194,9**	**6 302,3**	**4 029,2**

TABLEAU A.4 Aide pour le commerce par donateur et par groupe de revenu *(page 3 sur 3)*

Engagements, en millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	MONDE (NON ALLOUÉ)					TOTAL				
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD										
Allemagne	116,2	613,4	808,8	1 573,2	1 360,9	1 349,1	2 286,0	2 672,5	4 688,9	3 729,0
Australie	41,3	81,7	79,1	216,9	167,3	262,7	397,1	577,8	701,9	585,1
Autriche	3,7	23,7	48,4	51,6	40,4	50,8	59,8	84,3	101,7	70,9
Belgique	72,0	61,9	216,7	135,2	160,4	265,2	291,9	563,1	447,4	477,9
Canada	90,3	108,5	117,1	184,2	413,5	403,5	442,5	567,0	749,3	737,2
Corée	..	6,1	10,4	2,8	4,6	..	459,6	1 134,0	752,6	758,5
Danemark	41,8	18,8	65,4	38,1	121,7	481,0	313,3	365,6	380,9	302,6
Espagne	25,1	45,4	226,2	739,0	387,2	441,0	799,7	929,6	1 406,5	643,6
États-Unis	282,6	289,2	324,6	376,2	469,7	3 951,0	5 580,3	4 655,6	5 937,5	3 613,8
Finlande	22,8	67,0	133,0	138,5	133,5	87,3	141,4	368,5	279,4	329,5
France	98,8	115,8	248,3	209,0	305,1	805,2	1 703,9	1 552,4	1 806,9	1 284,0
Grèce	0,1	1,0	0,7	0,1	..	14,7	21,7	18,5	20,5	21,2
Irlande	2,3	2,9	4,5	10,3	7,9	29,6	47,7	60,3	68,0	70,1
Italie	13,0	4,4	4,1	2,0	6,3	291,3	266,2	278,9	184,2	88,9
Japon	93,8	326,6	202,2	147,3	286,6	6 064,9	7 689,8	6 815,4	10 135,8	7 899,3
Luxembourg	1,6	8,5	11,6	19,4	14,5	19,4	35,8	34,3	39,8	41,0
Nouvelle-Zélande	4,6	11,6	5,9	10,6	36,6	22,8	46,0	36,9	70,6	187,1
Norvège	104,9	253,2	434,3	400,9	378,7	353,6	583,5	899,8	1 052,2	1 088,0
Pays-Bas	376,3	617,0	379,8	527,4	1 084,4	624,5	809,6	685,8	597,5	1 181,9
Portugal	2,8	1,5	1,8	1,3	0,9	49,4	32,4	93,3	57,1	25,8
Royaume-Uni	149,6	352,6	725,3	320,5	315,1	742,0	928,0	2 005,1	1 011,2	787,6
Suède	101,4	193,0	258,6	142,4	214,7	268,1	388,5	413,6	421,8	348,1
Suisse	114,5	119,2	116,6	132,6	244,6	338,6	302,1	231,3	341,2	439,8
SOUS-TOTAL	**1 759,5**	**3 322,9**	**4 423,3**	**5 379,4**	**6 154,8**	**16 915,7**	**23 626,6**	**25 043,6**	**31 252,9**	**24 710,8**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	0,5	3,9	..	..	..	509,9	212,8	191,6
Islande	..	..	..	..	4,0	..	..	..	..	7,8
Koweït	..	..	..	0,0	..	..	..	..	793,8	253,4
République tchèque	..	..	..	..	0,1	..	..	0,1	0,2	12,5
Turquie	..	..	28,7	105,8	..	..	..	30,7	111,4	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**29,1**	**109,8**	**4,1**	**..**	**..**	**540,7**	**1 118,1**	**465,2**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	0,8	..	..	..	..	82,7
BAFD	8,4	250,9	1 039,7	415,6	137,4	166,2	794,0	2 309,3	1 770,4	925,1
Banque isl. de dév.	..	..	..	6,3	..	..	..	..	190,4	..
Banque mondiale	57,5	17,4	..	..	18,0	5 034,7	4 740,8	7 129,0	5 691,8	7 357,6
BAsD	..	..	..	..	..	842,1	585,4	901,3	1 595,5	1 450,7
BID	..	..	23,8	58,1	37,4	272,8	124,7	255,5	397,2	485,1
CEE-ONU	..	1,5	5,7	4,3	4,0	..	1,5	5,7	4,3	4,0
CESAO	..	0,1	0,2	0,3	0,3	..	0,1	0,2	0,3	0,3
CESAP	..	0,3	0,5	0,4	0,8	..	0,4	0,5	0,4	0,8
FAO	..	147,8	310,0	311,2	292,2	..	147,8	310,0	311,2	292,2
FIDA	..	..	..	..	..	301,5	422,2	528,1	622,1	788,0
FMI	..	1,1	..	..	..	..	11,5	15,2	14,6	15,5
Fonds arabe	..	0,0	6,5	3,1	8,8	..	434,7	1 065,1	1 206,0	1 175,3
Institutions de l'UE	588,5	886,6	1 555,9	733,9	907,7	2 944,2	3 592,4	4 207,7	3 124,5	3 186,8
ITC	..	33,7	56,5	59,7	64,7	..	33,7	56,5	59,7	64,7
OMC	..	4,7	13,6	10,4	15,2	..	14,8	16,1	20,9	15,2
ONUDI	..	6,7	21,8	12,0	16,2	..	30,3	114,6	43,5	47,9
PNUD	0,0	0,0	5,3	3,5	4,1	13,4	27,1	46,2	34,7	31,2
PNUE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UNPBF	..	..	..	..	..	..	3,7	0,3	3,3	0,4
Autres donateurs multilatéraux	0,0	0,6	5,8	173,3	76,1	1,2	0,9	451,8	709,3	470,1
SOUS-TOTAL	**654,4**	**1 351,5**	**3 045,4**	**1 791,9**	**1 583,6**	**9 576,0**	**10 965,9**	**17 413,2**	**15 800,0**	**16 393,6**
TOTAL	**2 413,9**	**4 674,3**	**7 497,9**	**7 281,1**	**7 742,5**	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854651

TABLEAU A.5A Les 20 bénéficiaires principaux de l'aide pour le commerce en 2011, par engagements

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

			ENGAGEMENTS				
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Inde	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 784,7	2 758,8	1 957,2	3 504,3	3 779,1
Viet Nam	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 747,6	2 028,3	2 775,8	1 843,9	3 443,1
Afghanistan	Asie	Pays les moins avancés	792,8	1 522,7	1 538,7	2 052,5	1 955,9
Bangladesh	Asie	Pays les moins avancés	828,0	858,0	971,2	1 274,7	1 910,3
Philippines	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	395,9	262,2	963,4	154,0	852,4
Kenya	Afrique	Autres pays à faible revenu	335,7	543,6	1 033,9	1 750,0	825,1
Congo, Rép. dém.	Afrique	Pays les moins avancés	531,8	317,2	746,4	756,1	808,1
Haïti	Amérique	Pays les moins avancés	92,4	105,1	344,2	401,5	779,3
Serbie	Europe	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	460,0	304,0	111,1	314,2	672,7
Sri Lanka	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	545,9	438,8	390,3	395,3	659,8
Indonésie	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 317,7	980,3	1 417,1	871,5	648,1
Soudan	Afrique	Pays les moins avancés	25,2	235,9	247,9	391,4	627,1
Tanzanie	Afrique	Pays les moins avancés	434,3	814,6	847,3	1 502,6	607,8
Pakistan	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	647,0	792,6	733,4	1 041,5	601,9
Ghana	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	297,6	634,8	799,5	884,7	552,5
Nigéria	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	257,7	360,8	1 051,2	348,6	486,0
Éthiopie	Afrique	Pays les moins avancés	559,9	799,9	791,8	975,1	466,8
Ouganda	Afrique	Pays les moins avancés	278,2	465,9	1 041,5	803,4	458,8
Zambie	Afrique	Pays les moins avancés	233,2	245,3	317,5	182,9	456,7
Népal	Asie	Pays les moins avancés	183,1	224,5	315,1	463,0	453,4
SOUS-TOTAL			**11 748,5**	**14 693,3**	**18 394,4**	**19 911,2**	**21 044,9**
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE			**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**
Part du total de l'aide pour le commerce			**44,3 %**	**42,5 %**	**42,8 %**	**41,3 %**	**50,6 %**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854670

TABLEAU A.5B Les 20 bénéficiaires principaux de l'aide pour le commerce en 2011, par versements

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

			VERSEMENTS			
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Inde	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 444,1	2 063,7	2 463,7	2 231,7
Viet Nam	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 253,3	1 502,0	1 843,5	2 069,1
Afghanistan	Asie	Pays les moins avancés	1 013,8	1 747,7	1 818,6	1 590,2
Maroc	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	472,2	650,6	785,0	964,2
Indonésie	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	952,5	905,0	1 214,3	860,2
Ghana	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	363,8	429,0	584,8	705,3
Éthiopie	Afrique	Pays les moins avancés	542,9	1 086,0	593,9	650,5
Égypte	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	597,8	692,1	942,2	623,5
Tanzanie	Afrique	Pays les moins avancés	440,8	598,5	779,9	611,5
Pakistan	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	379,9	411,4	343,2	605,6
Kenya	Afrique	Autres pays à faible revenu	312,4	371,2	416,1	534,0
Chine	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	916,4	660,2	543,0	504,9
Irak	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 846,8	372,6	486,7	503,3
Bangladesh	Asie	Pays les moins avancés	406,1	313,2	497,8	479,9
Mali	Afrique	Pays les moins avancés	259,2	277,2	354,3	479,0
Sri Lanka	Asie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	342,8	481,6	390,8	472,4
Ouganda	Afrique	Pays les moins avancés	420,8	483,1	452,3	460,8
Turquie	Europe	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	448,7	825,6	774,6	403,2
Congo, Rép. dém.	Afrique	Pays les moins avancés	218,0	488,4	306,4	385,1
Ukraine	Europe	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	171,7	278,3	291,2	367,3
SOUS-TOTAL			**12 804,0**	**14 637,3**	**15 882,2**	**15 501,8**
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE			**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**
Part du total de l'aide pour le commerce			**51.6 %**	**46.9 %**	**45.6 %**	**46.2 %**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854689

TABLEAU A.6A Aide pour le commerce par habitant: les 20 bénéficiaires principaux en 2011, par engagements

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

			ENGAGEMENTS PAR HABITANT					POPULATION (000)
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	2011
Nioué	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	1 667,0	1 347,9	3 767,7	4 109,7	10 265,6	1
Tokelau	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 314,5	1 138,1	1 134,6	570,0	9 791,5	1
Sainte-Hélène	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	5 387,4	1 929,2	2 969,7	1 094,3	8 051,7	8
Tuvalu	Océanie	Pays les moins avancés	479,2	651,7	166,6	146,1	1 734,5	10
Îles Cook	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	74,5	42,8	728,6	463,9	1 494,5	11
Kiribati	Océanie	Pays les moins avancés	101,2	93,6	99,6	49,6	1 093,1	101
Tonga	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	32,2	159,1	41,5	315,2	751,4	105
Montserrat	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	879,0	1 813,3	513,1	16,8	437,4	5
Wallis-et-Futuna	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	491,9	119,5	202,9	323,9	340,3	15
Samoa	Océanie	Pays les moins avancés	95,7	186,0	28,9	138,7	164,2	184
Sao Tomé-et-Principe	Afrique	Pays les moins avancés	55,2	44,7	153,0	28,9	150,7	169
Grenade	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	87,5	16,1	141,7	16,1	149,5	105
Nauru	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	208,8	913,8	566,9	39,2	146,8	9
Îles Salomon	Océanie	Pays les moins avancés	31,4	57,2	16,7	89,7	124,8	552
Guyana	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	62,0	78,3	62,4	57,0	103,3	756
Serbie	Europe	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	61,6	41,2	15,2	43,1	92,6	7 261
Cabo Verde	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	180,5	150,0	258,2	143,4	91,7	501
Mauritanie	Afrique	Pays les moins avancés	42,0	44,7	17,2	20,0	88,8	3 542
Vanuatu	Océanie	Pays les moins avancés	35,7	203,3	128,9	84,0	81,2	246
Haïti	Amérique	Pays les moins avancés	10,1	10,9	34,9	40,2	77,0	10 124

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854708

TABLEAU A.6B Aide pour le commerce par habitant: les 20 bénéficiaires principaux en 2011, par versements

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

			ENGAGEMENTS PAR HABITANT				POPULATION (000)
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	2011
Sainte-Hélène	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	1 904,3	2 074,1	1 198,7	9 423,6	8
Nioué	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	2 013,2	669,5	4 973,2	9 382,4	1
Tokelau	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2 384,3	989,3	1 046,5	5 857,6	1
Montserrat	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	707,8	1 956,4	2 202,8	2 104,1	5
Îles Cook	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	87,1	174,6	282,0	801,8	11
Wallis-et-Futuna	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	119,5	203,2	449,3	693,4	15
Tuvalu	Océanie	Pays les moins avancés	642,2	741,8	176,1	384,8	10
Micronésie, États fédérés de	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	98,1	79,1	147,0	246,4	112
Dominique	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	144,7	351,6	290,5	220,8	68
Samoa	Océanie	Pays les moins avancés	60,5	122,8	192,9	195,5	184
Cabo Verde	Afrique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	136,9	157,0	335,3	174,0	501
Tonga	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	79,7	111,2	352,7	159,0	105
Nauru	Océanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	881,9	608,6	116,5	145,8	9
Kiribati	Océanie	Pays les moins avancés	129,9	72,2	39,7	129,6	101
Antigua-et-Barbuda	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	13,7	24,8	81,6	121,1	90
Guyana	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	24,0	85,3	73,0	119,9	756
Sao Tomé-et-Principe	Afrique	Pays les moins avancés	45,4	19,9	35,2	112,8	169
Bhoutan	Asie	Pays les moins avancés	44,0	57,0	128,6	95,5	738
Îles Salomon	Océanie	Pays les moins avancés	41,5	49,5	54,8	91,5	552
Grenade	Amérique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	10,9	27,8	100,9	91,2	105

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854727

TABLEAU A.7 Aide pour le commerce par bénéficiaire individuel *(page 1 sur 3)*

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Afghanistan	792,8	1 522,7	1 538,7	2 052,5	1 955,9	1 013,8	1 747,7	1 818,6	1 590,2
Afrique du Sud	136,3	167,8	168,2	223,0	112,7	203,6	130,3	133,9	156,9
Albanie	141,4	127,9	46,5	220,4	133,6	96,9	136,4	159,9	122,9
Algérie	110,8	152,7	13,9	27,3	38,3	129,5	105,6	45,4	51,6
Angola	21,1	90,1	21,3	77,8	19,4	34,3	59,9	87,6	41,4
Anguilla	1,5	6,0	0,1	0,1	..	2,9	1,1	8,9	..
Antigua-et-Barbuda	3,0	0,3	17,0	0,4	1,1	1,2	2,2	7,3	10,9
Arabie saoudite	1,9	1,4	..	..	..	1,5	..	..	..
Argentine	49,6	28,8	30,6	77,9	27,4	36,1	32,2	60,5	33,3
Arménie	122,7	224,3	181,9	172,8	97,6	113,1	243,8	176,7	124,2
Azerbaïdjan	153,5	100,2	160,9	107,8	181,4	86,5	120,9	65,7	157,7
Bangladesh	828,0	858,0	971,2	1 274,7	1 910,3	406,1	313,2	497,8	479,9
Barbade	0,5	11,8	2,4	0,5	..	0,2	9,2	11,0	..
Belarus	0,6	8,7	20,1	61,7	4,6	4,6	8,6	29,3	13,4
Belize	9,5	10,1	25,0	27,2	8,9	6,4	10,1	13,7	9,2
Bénin	120,8	204,2	244,9	254,1	164,0	126,1	185,7	194,4	275,2
Bhoutan	47,7	47,8	80,4	59,1	49,7	30,2	40,7	93,3	70,4
Bolivie	269,7	170,7	274,4	275,1	411,1	153,3	230,4	259,8	216,9
Bosnie-Herzégovine	123,2	179,1	259,9	249,3	170,4	101,5	111,5	130,2	116,0
Botswana	16,7	6,1	5,3	22,2	5,6	12,6	23,6	26,6	15,8
Brésil	54,9	73,1	288,7	493,4	299,4	81,7	185,7	280,1	240,2
Burkina Faso	244,6	178,7	603,0	356,6	343,1	216,3	234,1	246,4	252,2
Burundi	54,5	92,1	137,2	214,2	205,4	77,2	91,3	129,6	122,3
Cabo Verde	83,6	72,7	127,0	71,1	46,0	66,2	77,2	166,3	87,2
Cambodge	208,8	234,2	275,2	496,7	257,4	147,3	146,8	226,2	256,4
Cameroun	120,3	305,7	365,9	170,9	356,4	143,6	146,7	168,9	148,1
Chili	42,1	35,9	72,7	31,7	18,9	59,5	38,0	105,8	33,4
Chine	899,6	610,0	611,9	634,7	181,2	916,4	660,2	543,0	504,9
Cisjordanie et Bande de Gaza	67,1	94,0	237,5	193,2	86,5	73,4	143,3	223,8	178,8
Colombie	85,4	156,7	184,1	207,1	339,6	132,1	192,0	151,9	218,6
Comores	3,9	6,5	33,0	7,3	5,7	4,2	4,6	8,4	4,9
Congo	41,4	40,2	48,0	29,1	53,0	31,2	28,4	19,5	34,9
Congo, Rép. dém.	531,8	317,2	746,4	756,1	808,1	218,0	488,4	306,4	385,1
Corée, Rép. pop. dém.	34,9	9,3	4,1	0,8	0,2	9,3	4,9	4,7	1,8
Costa Rica	54,7	24,2	14,2	18,1	55,5	49,1	94,1	84,6	20,2
Côte d'Ivoire	57,3	115,9	283,8	240,3	219,7	101,3	215,6	194,4	125,2
Croatie	68,7	120,9	79,0	78,1	..	40,8	24,7	46,6	..
Cuba	10,1	12,5	14,6	29,9	11,4	10,6	24,2	35,6	18,7
Djibouti	23,8	7,1	26,9	60,5	56,7	9,6	45,1	39,5	15,9
Dominique	15,6	6,9	9,5	0,2	0,4	9,9	23,9	19,8	15,0
Égypte	603,6	916,0	500,2	1 979,2	351,1	597,8	692,1	942,2	623,5
El Salvador	31,0	200,8	137,3	60,6	49,6	61,0	85,3	143,1	140,2
Équateur	55,2	62,8	76,9	96,1	35,4	43,9	58,3	68,7	67,2
Érythrée	54,0	37,6	68,0	16,8	3,3	20,1	21,1	26,1	10,7
États de l'ex-Yougoslavie	58,3	2,3	2,9	2,8	..	5,0	3,0	2,8	..
Éthiopie	559,9	799,9	791,8	975,1	466,8	542,9	1 086,0	593,9	650,5
Fidji	8,9	12,9	6,6	21,6	19,3	10,1	6,4	10,6	11,3
Gabon	43,3	54,3	23,3	42,6	4,9	25,8	18,8	59,2	27,0
Gambie	29,1	13,2	35,9	77,6	59,2	16,5	35,2	35,8	59,3
Géorgie	104,8	239,3	551,2	465,9	85,5	156,6	237,7	249,9	178,7
Ghana	297,6	634,8	799,5	884,7	552,5	363,8	429,0	584,8	705,3
Grenade	9,0	1,7	14,7	1,7	15,7	1,1	2,9	10,5	9,6
Guatemala	31,9	60,9	98,9	88,2	54,6	29,6	66,1	91,5	53,7
Guinée	64,8	73,2	41,4	11,5	124,2	46,2	58,9	66,2	74,1
Guinée-Bissau	28,0	16,6	15,9	26,7	13,5	36,0	35,4	13,9	26,3

TABLEAU A.7 Aide pour le commerce par bénéficiaire individuel *(page 2 sur 3)*

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Guinée équatoriale	1,0	0,3	1,3	0,5	1,6	0,5	0,6	0,5	1,6
Guyana	46,0	58,7	47,0	43,0	78,1	18,0	64,2	55,1	90,6
Haïti	92,4	105,1	344,2	401,5	779,3	62,9	174,0	332,3	332,6
Honduras	193,3	75,8	166,9	219,3	114,2	81,9	162,3	194,5	177,6
Îles Cook	1,6	0,5	8,7	5,1	16,4	1,4	2,1	3,1	8,8
Îles Marshall	5,5	1,4	23,7	1,2	1,5	2,0	4,9	12,3	3,8
Îles Salomon	14,2	28,1	8,7	48,3	68,9	20,5	25,9	29,5	50,5
Îles Turques et Caïques	0,1	..	..	..	..	0,0	..	..	..
Inde	1 784,7	2 758,8	1 957,2	3 504,3	3 779,1	1 444,1	2 063,7	2 463,7	2 231,7
Indonésie	1 317,7	980,3	1 417,1	871,5	648,1	952,5	905,0	1 214,3	860,2
Iran	5,7	2,5	2,9	13,2	7,3	2,4	2,7	2,8	5,1
Irak	2 181,9	2 291,8	417,5	854,7	116,6	1 846,8	372,6	486,7	503,3
Jamaïque	36,4	37,3	41,7	48,7	52,3	49,0	71,1	55,9	32,1
Jordanie	46,4	116,5	205,2	152,8	186,0	74,1	121,1	388,0	145,7
Kazakhstan	37,7	114,1	57,6	210,5	9,6	96,9	91,9	59,9	36,7
Kenya	335,7	543,6	1 033,9	1 750,0	825,1	312,4	371,2	416,1	534,0
Kiribati	9,1	8,9	9,8	5,0	110,4	12,3	7,1	4,0	13,1
Kosovo	..	..	149,6	64,0	115,5	..	75,0	61,2	89,1
Laos	168,8	139,3	112,3	285,7	260,7	136,8	118,0	160,7	156,6
Lesotho	7,2	35,1	23,4	32,3	36,6	19,0	12,5	26,2	37,9
Liban	27,7	88,5	57,9	87,0	27,4	57,8	93,8	89,7	95,6
Libéria	0,9	78,3	302,3	199,3	202,8	46,7	79,1	115,7	129,9
Libye	2,3	4,7	8,5	18,1	3,1	12,3	15,3	29,7	1,1
Macédoine, ERY	53,7	50,5	47,6	91,7	89,6	35,0	29,6	29,2	42,3
Madagascar	313,9	280,7	59,4	38,5	71,7	308,8	141,4	135,6	110,0
Malawi	122,1	150,1	192,5	290,8	318,9	110,6	141,2	197,5	178,6
Malaisie	14,9	45,4	48,7	33,7	6,4	169,6	128,4	54,9	8,9
Maldives	9,4	16,6	28,2	17,4	2,1	4,3	11,2	34,8	7,3
Mali	178,4	522,2	662,5	336,6	267,0	259,2	277,2	354,3	479,0
Maroc	338,2	924,2	1 047,2	1 380,6	312,5	472,2	650,6	785,0	964,2
Mauritanie	122,7	143,7	57,9	69,3	314,6	85,1	114,3	124,6	161,8
Maurice	56,2	36,0	113,7	36,8	7,4	7,1	24,0	17,7	30,3
Mayotte	20,6	26,0	22,7	53,4	..	21,7	37,1	53,6	..
Mexique	28,3	52,1	75,0	177,7	38,1	29,0	50,5	42,2	89,3
Micronésie, États fédérés de	14,9	20,6	22,0	1,8	2,8	10,8	8,8	16,3	27,6
Moldova, Rép. de	67,9	48,6	64,0	391,5	100,3	43,6	55,7	75,7	113,7
Mongolie	63,7	286,7	134,8	319,5	116,3	76,9	135,0	144,5	154,8
Monténégro	7,2	31,9	29,6	26,5	8,8	24,4	29,1	22,4	20,6
Montserrat	7,9	12,5	2,6	0,1	2,2	4,8	9,8	11,0	10,5
Mozambique	365,0	482,7	395,4	693,9	335,8	378,5	360,7	368,1	362,4
Myanmar	13,2	18,9	23,5	36,3	58,9	19,8	30,4	48,2	85,8
Namibie	34,6	89,1	135,6	90,8	57,7	32,2	64,4	64,9	113,3
Nauru	2,7	12,8	7,9	0,4	1,3	12,3	8,5	1,0	1,3
Népal	183,1	224,5	315,1	463,0	453,4	139,5	171,3	270,9	278,2
Nicaragua	210,4	213,7	215,1	295,5	199,3	151,7	201,6	235,1	233,1
Niger	113,3	115,5	134,3	67,9	153,0	96,9	87,8	135,5	106,8
Nigéria	257,7	360,8	1 051,2	348,6	486,0	252,6	263,6	455,2	349,6
Nioué	2,5	2,0	3,8	4,1	10,3	2,3	0,7	5,0	9,4
Oman	2,9	6,7	202,8	4,6	..	8,2	230,4	24,3	..
Ouganda	278,2	465,9	1 041,5	803,4	458,8	420,8	483,1	452,3	460,8
Pakistan	647,0	792,6	733,4	1 041,5	601,9	379,9	411,4	343,2	605,6
Palaos	7,9	7,7	10,4	1,9	1,4	10,1	5,1	8,7	1,4
Panama	11,2	13,4	18,7	18,8	26,6	9,0	11,4	14,6	19,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	149,6	161,2	182,8	258,8	182,6	121,1	107,1	140,8	151,0
Paraguay	18,6	109,2	79,9	130,9	19,4	41,3	92,4	42,8	27,3

TABLEAU A.7 Aide pour le commerce par bénéficiaire individuel *(page 3 sur 3)*

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pérou	135,5	137,6	225,6	156,6	103,8	202,7	116,3	174,5	152,3
Philippines	395,9	262,2	963,4	154,0	852,4	598,3	628,9	414,5	356,6
République centrafricaine	36,3	63,8	92,7	17,9	92,4	37,5	28,9	36,8	93,5
République dominicaine	46,1	36,4	72,4	92,0	240,8	57,8	49,7	47,6	142,2
République kirghize	56,6	87,0	111,5	175,2	190,3	59,4	61,7	86,7	131,1
Rwanda	81,5	139,4	440,4	226,3	315,9	110,2	175,3	215,8	304,1
Saint-Kitts-et-Nevis	2,0	0,3	..	0,7	1,1	2,5	3,4	2,9	2,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	7,4	8,7	1,7	0,4	0,5	10,9	12,9	4,4	8,5
Sainte-Hélène	41,8	15,4	23,8	8,8	64,4	15,2	16,6	9,6	75,4
Sainte-Lucie	9,9	9,4	0,8	3,9	7,2	7,9	19,5	23,8	10,6
Samoa	17,2	33,7	5,3	25,4	30,2	11,0	22,4	35,3	36,0
Sao Tomé-et-Principe	8,2	7,0	24,9	4,8	25,5	7,1	3,2	5,8	19,1
Sénégal	196,3	256,1	424,4	836,6	246,2	238,7	223,3	260,4	316,0
Serbie	460,0	304,0	111,1	314,2	672,7	257,1	237,2	277,4	229,1
Seychelles	3,4	6,8	2,5	1,6	1,4	3,8	11,0	5,6	7,5
Sierra Leone	100,8	87,8	36,5	178,4	88,5	57,1	113,5	122,8	101,9
Slovénie	6,1	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	4,7	15,2	40,8	14,7	39,3	6,6	18,6	26,0	33,6
Soudan	25,2	235,9	247,9	391,4	627,1	88,9	232,2	293,2	219,8
Soudan du Sud	..	..	..	..	126,0	..	..	..	129,8
Sri Lanka	545,9	438,8	390,3	395,3	659,8	342,8	481,6	390,8	472,4
Suriname	24,5	19,5	62,2	0,4	6,3	25,1	50,5	25,3	28,2
Swaziland	18,8	23,5	24,5	26,2	78,3	13,9	12,6	11,2	27,2
Syrie	18,9	31,1	291,5	193,3	113,1	49,5	99,9	89,9	130,3
Tadjikistan	102,2	126,3	92,4	252,5	233,6	50,2	78,3	183,3	129,4
Tanzanie	434,3	814,6	847,3	1 502,6	607,8	440,8	598,5	779,9	611,5
Tchad	96,3	33,8	103,8	16,1	183,1	55,0	80,3	28,4	59,2
Thaïlande	430,3	298,9	808,9	397,2	26,9	212,7	126,0	215,6	263,3
Timor-Leste	36,8	37,9	34,1	98,6	55,0	27,8	35,1	47,2	49,1
Togo	6,0	35,1	63,4	160,6	78,5	38,3	29,6	39,2	50,6
Tokelau	1,6	1,3	1,1	0,6	9,8	2,6	1,0	1,0	5,9
Tonga	3,2	16,3	4,3	32,8	78,9	8,1	11,6	36,7	16,7
Trinité-et-Tobago	16,8	9,8	16,0	25,1	..	2,3	2,0	1,4	..
Tunisie	231,1	316,7	315,4	551,9	276,9	226,8	376,3	525,1	275,9
Turquie	522,0	438,4	289,6	1 013,8	422,1	448,7	825,6	774,6	403,2
Turkménistan	2,7	1,9	2,6	19,5	5,6	2,0	3,2	2,8	3,0
Tuvalu	4,8	6,5	1,7	1,5	17,3	6,4	7,4	1,8	3,8
Ukraine	96,1	253,8	307,3	181,5	291,8	171,7	278,3	291,2	367,3
Uruguay	6,7	4,7	15,5	11,9	5,8	7,3	13,1	25,7	7,6
Ouzbékistan	171,6	57,6	132,4	533,3	64,5	56,7	76,4	93,4	73,2
Vanuatu	7,2	44,9	30,2	20,2	20,0	24,7	55,9	38,1	17,8
Venezuela	2,8	1,9	1,8	1,8	2,5	2,6	2,5	2,2	1,8
Viet Nam	1 747,6	2 028,3	2 775,8	1 843,9	3 443,1	1 253,3	1 502,0	1 843,5	2 069,1
Wallis-et-Futuna	7,9	1,8	3,0	4,9	5,1	1,8	3,0	6,7	10,4
Yémen	53,1	155,4	679,0	330,8	262,4	81,0	139,6	187,5	90,1
Zambie	233,2	245,3	317,5	182,9	456,7	162,1	139,9	125,0	178,5
Zimbabwe	11,0	16,9	118,1	124,2	78,5	12,4	55,3	86,2	91,5
TOTAL	**24 136,1**	**29 920,5**	**35 502,5**	**40 892,7**	**33 827,1**	**21 403,1**	**25 486,6**	**28 529,2**	**27 335,5**
Engagements mondiaux/ régionaux non alloués	2 355,6	4 672,0	7 495,0	7 278,3	7 742,5	3 397,9	5 691,9	6 338,3	6 230,3
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854746

TABLEAU A.8A Aide pour le commerce: programmes multi-pays par région

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Afrique	626,7	1 319,4	2 715,9	1 549,0	1 873,5	779,7	2 204,3	1 477,7	1 768,0
Amérique	205,7	425,1	527,4	525,7	515,1	293,8	485,5	417,1	475,0
Asie	200,1	390,1	400,1	587,8	474,6	357,9	275,0	478,1	410,8
Europe	54,0	246,3	91,8	285,2	110,9	199,1	169,4	260,6	172,7
Océanie	33,2	72,1	51,2	142,7	68,3	60,4	29,0	52,4	68,3
Monde (non alloué)	1 235,9	2 219,0	3 708,6	4 188,0	4 700,1	1 706,9	2 528,7	3 652,3	3 335,6
TOTAL	**2 355,6**	**4 672,0**	**7 495,0**	**7 278,3**	**7 742,5**	**3 397,9**	**5 691,9**	**6 338,3**	**6 230,3**
Part du total de l'aide pour le commerce									
Afrique	26,6 %	28,2 %	36,2 %	21,3 %	24,2 %	22,9 %	38,7 %	23,3 %	28,4 %
Amérique	8,7 %	9,1 %	7,0 %	7,2 %	6,7 %	8,6 %	8,5 %	6,6 %	7,6 %
Asie	8,5 %	8,3 %	5,3 %	8,1 %	6,1 %	10,5 %	4,8 %	7,5 %	6,6 %
Europe	2,3 %	5,3 %	1,2 %	3,9 %	1,4 %	5,9 %	3,0 %	4,1 %	2,8 %
Océanie	1,4 %	1,5 %	0,7 %	2,0 %	0,9 %	1,8 %	0,5 %	0,8 %	1,1 %
Monde (non alloué)	52,5 %	47,5 %	49,5 %	57,5 %	60,7 %	50,2 %	44,4 %	57,6 %	53,5 %
TOTAL	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854765

TABLEAU A.8B Aide pour le commerce: programmes multi-pays par catégorie

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Politique commerciale et réglementations	283,6	541,3	725,0	938,8	861,4	380,2	514,0	763,4	569,3
Infrastructure économique	519,3	1 011,3	2 127,8	2 142,7	1 492,5	526,2	926,1	1 755,9	1 690,0
Renforcement de la capacité de production	1 552,8	3 119,4	4 642,2	4 195,7	5 377,9	2 491,4	4 251,7	3 818,9	3 969,7
Ajustement lié au commerce	..	0,1	..	1,1	10,7	0,0	0,1	..	1,3
TOTAL	**2 355,6**	**4 672,0**	**7 495,0**	**7 278,3**	**7 742,5**	**3 397,9**	**5 691,9**	**6 338,3**	**6 230,3**
Part du total de l'aide pour le commerce									
Politique commerciale et réglementations	12,0 %	11,6 %	9,7 %	12,9 %	11,1 %	11,2 %	9,0 %	12,0 %	9,1 %
Infrastructure économique	22,0 %	21,6 %	28,4 %	29,4 %	19,3 %	15,5 %	16,3 %	27,7 %	27,1 %
Renforcement de la capacité de production	65,9 %	66,8 %	61,9 %	57,6 %	69,5 %	73,3 %	74,7 %	60,3 %	63,7 %
Ajustement lié au commerce	..	0,0 %	..	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	..	0,0 %
TOTAL	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854784

TABLEAU A.9 Répartition de l'aide pour le commerce par région

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Afrique									
Politique commerciale et réglementations	378,5	375,0	649,3	390,6	355,0	223,4	314,6	395,5	327,7
Infrastructure économique	3 932,4	6 734,7	9 413,8	11 371,9	6 217,2	4 129,8	5 347,8	6 258,7	6 383,7
Renforcement de la capacité de production	3 639,7	5 082,6	7 160,1	6 766,8	6 534,6	3 791,3	5 962,3	5 159,9	5 563,3
Ajustement lié au commerce	..	2,5	0,7	0,1	15,5	13,0	31,8	55,9	3,1
SOUS-TOTAL	**7 950,6**	**12 193,9**	**17 223,9**	**18 529,4**	**13 122,3**	**8 153,2**	**11 656,5**	**11 870,0**	**12 277,8**
Amérique									
Politique commerciale et réglementations	69,5	119,0	229,2	78,7	237,9	89,3	106,5	113,4	76,0
Infrastructure économique	512,6	801,7	1 313,6	1 178,0	1 523,0	503,8	992,6	1 294,4	1 317,0
Renforcement de la capacité de production	1 243,5	1 273,3	1 617,3	2 280,8	1 717,9	1 146,4	1 548,5	1 640,5	1 528,7
Ajustement lié au commerce	..	0,6	15,5	24,4	43,0	..	0,9	12,8	6,5
SOUS-TOTAL	**1 825,6**	**2 194,5**	**3 175,6**	**3 561,9**	**3 521,8**	**1 739,5**	**2 648,5**	**3 061,1**	**2 928,2**
Asie									
Politique commerciale et réglementations	174,0	267,3	292,3	442,2	207,0	187,3	215,7	348,7	227,5
Infrastructure économique	8 341,4	9 705,6	11 287,2	12 645,8	11 690,5	6 783,1	7 156,3	8 423,0	7 939,9
Renforcement de la capacité de production	5 013,1	5 766,6	5 429,7	5 240,3	5 559,7	4 484,4	4 679,2	4 946,3	4 723,4
Ajustement lié au commerce	..	0,5	..	6,5	3,5	0,7	2,7	1,5	6,2
SOUS-TOTAL	**13 528,5**	**15 739,8**	**17 009,2**	**18 334,8**	**17 460,7**	**11 455,2**	**12 053,8**	**13 719,6**	**12 897,0**
Europe									
Politique commerciale et réglementations	30,3	89,7	75,0	35,4	75,0	29,9	36,5	79,5	39,8
Infrastructure économique	949,2	938,5	722,3	1 963,7	1 314,9	816,1	1 155,5	1 505,8	953,8
Renforcement de la capacité de production	679,7	784,3	701,6	981,7	729,4	582,3	790,8	574,8	695,2
Ajustement lié au commerce	..	..	..	..	0,8	..	1,3	1,0	1,5
SOUS-TOTAL	**1 659,2**	**1 812,5**	**1 499,0**	**2 980,8**	**2 120,2**	**1 428,3**	**1 984,1**	**2 161,1**	**1 690,4**
Océanie									
Politique commerciale et réglementations	4,0	5,1	9,0	93,1	11,6	2,7	8,4	7,2	19,5
Infrastructure économique	161,1	264,5	252,0	257,3	440,1	170,4	198,0	261,0	266,3
Renforcement de la capacité de production	126,8	163,3	120,3	225,6	192,8	144,9	100,5	134,1	151,2
Ajustement lié au commerce	..	0,0	0,0	0,0	..	..	..	1,1	..
SOUS-TOTAL	**291,9**	**432,9**	**381,2**	**576,0**	**644,5**	**317,9**	**306,9**	**403,4**	**437,0**
Monde (non alloué)									
Politique commerciale et réglementations	158,7	278,1	282,7	423,3	426,9	240,7	249,8	293,4	292,0
Infrastructure économique	221,7	282,4	463,5	1 195,3	772,3	194,2	273,6	1 052,8	880,3
Renforcement de la capacité de production	855,5	1 658,5	2 962,3	2 569,4	3 500,8	1 272,0	2 005,4	2 306,1	2 163,2
Ajustement lié au commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	0,0
SOUS-TOTAL	**1 235,9**	**2 219,0**	**3 708,6**	**4 188,0**	**4 700,1**	**1 706,9**	**2 528,7**	**3 652,3**	**3 335,6**
TOTAL	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854803

TABLEAU A.10 Répartition de l'aide pour le commerce par groupe de revenu

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays les moins avancés									
Politique commerciale et réglementations	94,3	215,9	335,3	228,9	124,8	129,8	132,3	136,6	183,1
Infrastructure économique	3 821,2	5 598,5	7 110,1	8 461,6	8 001,8	3 412,1	4 361,1	5 059,9	5 129,5
Renforcement de la capacité de production	3 023,3	3 694,5	5 258,8	5 801,1	5 353,7	2 904,7	4 197,1	4 134,7	4 130,1
Ajustement lié au commerce	..	2,6	0,6	6,6	0,6	13,4	31,8	51,6	2,2
SOUS-TOTAL	**6 938,7**	**9 510,6**	**12 704,9**	**14 498,1**	**13 481,0**	**6 455,5**	**8 722,3**	**9 382,8**	**9 445,0**
Autres pays à faible revenu									
Politique commerciale et réglementations	28,9	5,3	10,8	5,3	5,1	4,9	8,9	9,3	8,1
Infrastructure économique	290,9	473,6	863,9	1 603,7	1 035,9	207,5	291,8	405,0	611,0
Renforcement de la capacité de production	220,8	304,1	485,2	693,5	412,8	231,2	270,7	358,0	398,5
Ajustement lié au commerce	..	0,1	0,0	0,0	0,0	..	..	4,5	0,0
SOUS-TOTAL	**540,5**	**783,0**	**1 360,0**	**2 302,6**	**1 453,8**	**443,6**	**571,4**	**776,8**	**1 017,6**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure									
Politique commerciale et réglementations	298,1	214,1	308,8	222,0	190,7	160,8	153,0	207,4	142,1
Infrastructure économique	7 050,8	9 615,2	10 359,0	12 445,9	9 491,8	6 273,9	6 817,9	8 308,2	7 960,7
Renforcement de la capacité de production	4 800,0	5 468,2	5 572,0	5 119,0	5 173,4	3 866,9	4 309,5	4 628,8	4 633,3
Ajustement lié au commerce	..	0,1	0,0	0,0	7,3	0,0	1,2	2,3	6,2
SOUS-TOTAL	**12 148,8**	**15 297,5**	**16 239,8**	**17 786,9**	**14 863,2**	**10 301,7**	**11 281,6**	**13 146,7**	**12 742,4**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure									
Politique commerciale et réglementations	110,2	157,6	157,8	68,4	131,4	97,6	123,3	121,0	79,9
Infrastructure économique	2 392,0	2 028,6	2 991,6	3 958,0	1 936,1	2 176,2	2 726,7	3 266,7	2 349,6
Renforcement de la capacité de production	1 947,5	2 140,5	2 030,1	2 252,6	1 917,6	1 923,3	2 054,7	1 818,3	1 693,4
Ajustement lié au commerce	..	0,6	15,5	23,3	44,1	0,3	3,7	14,0	7,6
SOUS-TOTAL	**4 449,8**	**4 327,0**	**5 194,9**	**6 302,3**	**4 029,2**	**4 197,4**	**4 908,4**	**5 220,0**	**4 130,6**
Non alloué par groupes de revenu									
Politique commerciale et réglementations	283,6	541,3	725,0	938,8	861,4	380,3	514,0	763,4	569,3
Infrastructure économique	563,5	1 011,5	2 127,8	2 142,7	1 492,5	527,6	926,1	1 755,9	1 690,0
Renforcement de la capacité de production	1 566,8	3 121,4	4 645,1	4 198,5	5 377,9	2 495,0	4 254,6	3 821,7	3 969,7
Ajustement lié au commerce	..	0,2	..	1,1	10,7	0,0	0,1	..	1,3
SOUS-TOTAL	**2 413,9**	**4 674,3**	**7 497,9**	**7 281,1**	**7 742,5**	**3 402,8**	**5 694,9**	**6 341,1**	**6 230,3**
TOTAL	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854822

TABLEAU A.11 Dons et autres apports accordés au titre de l'aide pour le commerce, par catégorie

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Politique commerciale et réglementations									
Dons	728,0	1 088,4	1 455,2	1 379,3	1 269,4	737,3	878,0	1 178,8	925,9
Autres apports	87,0	45,7	82,4	84,1	43,9	36,0	53,5	59,0	56,6
SOUS-TOTAL	**815,0**	**1 134,2**	**1 537,6**	**1 463,4**	**1 313,3**	**773,3**	**931,5**	**1 237,7**	**982,5**
Infrastructure économique									
Dons	5 333,2	7 744,9	8 151,2	9 032,9	8 025,5	5 536,8	5 914,3	6 861,7	7 219,3
Autres apports	8 785,1	10 982,5	15 301,2	19 579,1	13 932,6	7 060,6	9 209,4	11 934,1	10 521,7
SOUS-TOTAL	**14 118,3**	**18 727,4**	**23 452,5**	**28 612,0**	**21 958,1**	**12 597,4**	**15 123,7**	**18 795,8**	**17 741,0**
Renforcement de la capacité de production									
Dons	6 769,4	8 682,8	11 901,6	12 273,8	10 933,5	7 344,4	10 062,2	9 733,2	9 510,9
Autres apports	4 788,9	6 045,8	6 089,6	5 790,9	7 301,9	4 076,8	5 024,4	5 028,4	5 314,0
SOUS-TOTAL	**11 558,4**	**14 728,6**	**17 991,2**	**18 064,7**	**18 235,3**	**11 421,2**	**15 086,6**	**14 761,6**	**14 825,0**
Ajustement lié au commerce									
Dons	..	3,5	16,2	30,9	52,1	13,7	36,8	72,3	16,2
Autres apports	..	..	..	..	10,7	..	..	..	1,3
SOUS-TOTAL	**..**	**3,5**	**16,2**	**30,9**	**62,8**	**13,7**	**36,8**	**72,3**	**17,4**
TOTAL	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854841

TABLEAU A.12 Dons et autres apports accordés au titre de l'aide pour le commerce, par groupe de revenu

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays les moins avancés									
Dons	3 869,9	6 185,8	8 301,5	8 611,6	7 994,8	4 346,9	6 039,7	6 584,9	6 567,8
Autres apports	3 068,8	3 324,8	4 403,3	5 886,5	5 486,2	2 108,6	2 682,5	2 798,0	2 877,2
SOUS-TOTAL	**6 938,7**	**9 510,6**	**12 704,9**	**14 498,1**	**13 481,0**	**6 455,5**	**8 722,3**	**9 382,8**	**9 445,0**
Autres pays à faible revenu									
Dons	222,8	293,8	551,7	790,9	677,7	239,0	269,7	418,6	606,6
Autres apports	317,7	489,2	808,3	1 511,7	776,1	204,7	301,6	358,2	411,0
SOUS-TOTAL	**540,5**	**783,0**	**1 360,0**	**2 302,6**	**1 453,8**	**443,6**	**571,4**	**776,8**	**1 017,6**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure									
Dons	4 800,3	5 461,9	4 463,9	5 431,0	3 539,5	4 682,0	3 742,8	4 435,3	3 960,4
Autres apports	7 348,5	9 835,6	11 775,9	12 355,8	11 323,8	5 619,6	7 538,7	8 711,4	8 782,0
SOUS-TOTAL	**12 148,8**	**15 297,5**	**16 239,8**	**17 786,9**	**14 863,2**	**10 301,7**	**11 281,6**	**13 146,7**	**12 742,4**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure									
Dons	1 780,0	2 107,0	2 399,7	2 845,3	2 178,3	1 812,5	2 152,3	2 019,2	1 701,2
Autres apports	2 669,8	2 220,0	2 795,2	3 457,0	1 850,8	2 384,9	2 756,1	3 200,8	2 429,4
SOUS-TOTAL	**4 449,8**	**4 327,0**	**5 194,9**	**6 302,3**	**4 029,2**	**4 197,4**	**4 908,4**	**5 220,0**	**4 130,6**
Non alloué par groupes de revenu									
Dons	2 157,6	3 470,0	5 807,4	5 038,1	5 890,3	2 547,2	4 686,7	4 388,0	4 836,4
Autres apports	256,3	1 204,4	1 690,5	2 243,0	1 852,2	855,6	1 008,2	1 953,1	1 394,0
SOUS-TOTAL	**2 413,9**	**4 674,3**	**7 497,9**	**7 281,1**	**7 742,5**	**3 402,8**	**5 694,9**	**6 341,1**	**6 230,3**
TOTAL	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854860

TABLEAU A.13A Dons accordés au titre de l'aide pour le commerce, par donateur

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD									
Allemagne	700,4	796,4	1 073,7	1 197,0	1 268,0	748,2	1 062,7	1 025,3	1 000,9
Australie	262,7	397,1	246,6	701,9	523,1	320,8	337,6	486,6	523,1
Autriche	50,5	56,9	80,0	97,5	70,9	43,1	62,6	69,1	63,8
Belgique	233,2	275,6	534,2	416,8	477,9	193,8	436,3	400,3	440,7
Canada	395,7	442,5	567,0	749,3	737,2	335,5	427,2	825,9	854,8
Corée	,,	128,4	132,0	157,5	141,6	89,3	104,7	129,1	113,5
Danemark	454,2	313,3	365,6	380,9	302,6	302,7	319,8	369,8	453,2
Espagne	146,9	210,3	413,0	565,2	190,9	218,2	367,9	444,6	205,1
États-Unis	3 951,0	5 580,3	4 655,6	5 937,5	3 613,8	4 038,8	3 661,9	4 217,2	3 997,5
Finlande	76,8	105,9	340,0	246,7	274,9	58,6	92,4	124,7	135,0
France	310,4	532,1	396,2	451,5	423,3	485,9	369,8	467,1	383,6
Grèce	14,7	21,7	18,5	20,5	21,2	21,7	18,5	20,5	21,2
Irlande	29,6	47,7	60,3	68,0	70,1	47,7	60,3	68,0	70,1
Italie	84,9	106,3	131,0	106,3	88,9	103,8	58,3	82,6	86,9
Japon	1 093,5	1 296,8	1 480,8	1 885,1	1 430,8	1 160,7	1 167,5	1 822,8	1 342,8
Luxembourg	19,4	35,8	34,3	39,8	41,0	35,8	34,3	39,8	41,0
Nouvelle-Zélande	22,8	46,0	36,9	70,6	187,1	31,2	45,5	36,6	79,6
Norvège	309,6	426,8	718,3	922,5	770,4	336,8	522,2	592,8	553,2
Pays-Bas	624,5	809,6	685,8	597,5	1 181,9	562,3	632,7	460,7	583,9
Portugal	15,3	8,9	8,4	4,8	9,9	8,9	8,4	4,8	9,9
Royaume-Uni	532,3	607,5	1 405,5	442,1	476,9	476,1	788,7	722,7	1 042,2
Suède	264,9	349,0	309,6	406,3	301,9	350,0	377,0	337,6	359,8
Suisse	301,8	268,4	211,5	292,0	368,1	245,4	227,5	213,1	235,2
SOUS-TOTAL	**9 895,2**	**12 863,0**	**13 904,9**	**15 757,0**	**12 972,3**	**10 215,3**	**11 183,8**	**12 961,6**	**12 596,6**
Autres donateurs bilatéraux									
Émirats arabes unis	..	..	433,3	15,7	39,5	..	185,1	46,9	66,3
Islande	..	..	..	..	7,8	..	..	..	7,8
Koweït	..	..	..	14,8	6,8	..	..	3,8	3,2
République tchèque	..	..	0,1	0,2	12,5	..	..	0,2	12,2
Turquie	..	..	30,7	111,4	..	..	30,7	111,4	..
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**464,1**	**142,1**	**66,5**	**..**	**215,8**	**162,3**	**89,4**
Donateurs multilatéraux									
BADEA	..	..	..	..	2,7	..	..	..	2,7
BAfD	58,5	137,2	917,9	654,7	340,3	57,8	1 167,6	187,4	299,6
Banque isl. de dév.	..	..	..	10,5	..	..	..	..	..
Banque mondiale	528,8	894,4	1 156,5	1 470,7	1 662,9	525,0	937,4	771,0	957,6
BAsD	..	..	..	444,7	834,3	..	..	263,0	236,3
BID	..	..	99,9	207,7	309,1	..	67,3	153,0	197,6
CEE-ONU	..	1,5	5,7	4,3	4,0	1,5	5,7	4,3	4,0
CESAO	..	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,3
CESAP	..	0,4	0,5	0,4	0,8	0,2	0,5	0,4	0,7
FAO	..	147,8	310,0	311,2	292,2	147,8	310,0	311,2	292,2
FIDA	1,5	63,5	174,9	158,1	170,1	..	..	..	..
FMI	..	11,5	15,2	14,6	15,5	..	..	..	..
Fonds arabe	..	2,2	8,4	3,1	52,1	1,4	8,2	7,3	9,2
Institutions de l'UE	2 332,2	3 286,5	4 207,7	3 124,5	3 186,8	2 588,0	2 840,0	2 888,7	2 850,8
ITC	..	33,7	56,5	59,7	64,7	33,2	56,5	55,4	61,1
OMC	..	14,8	16,1	20,9	15,2	14,8	16,1	20,9	15,2
ONUDI	..	30,3	114,6	43,5	47,9	..	..	..	..
PNUD	13,4	27,1	46,2	34,7	31,2	32,9	46,7	39,7	37,8
PNUE	..	..	..	..	..	2,8	6,6	7,1	6,7
UNPBF	..	3,7	0,3	3,3	0,4	1,5	6,0	1,1	0,3
Autres donateurs multilatéraux	1,2	0,9	24,7	251,1	211,2	5,3	22,9	11,2	14,3
SOUS-TOTAL	**2 935,5**	**4 655,6**	**7 155,2**	**6 817,9**	**7 241,7**	**3 412,3**	**5 491,7**	**4 722,1**	**4 986,3**
TOTAL	**12 830,7**	**17 518,5**	**21 524,2**	**22 716,9**	**20 280,5**	**13 627,6**	**16 891,3**	**17 846,0**	**17 672,3**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854879

TABLEAU A.13B Autres apports au titre de l'aide pour le commerce, par donateur

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD									
Allemagne	648,8	1 489,5	1 598,8	3 492,0	2 461,0	1 106,9	1 251,4	2 171,0	2 055,6
Australie	..	..	331,2	..	62,1	3,1	54,1	38,1	62,1
Autriche	0,2	2,9	4,3	4,3	..	1,5	4,3	5,9	1,5
Belgique	32,0	16,3	28,9	30,7	..	7,7	34,3	2,5	5,8
Canada	7,8	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	331,2	1 002,0	595,1	616,8	98,7	180,7	224,5	298,1
Danemark	26,8	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	294,2	589,4	516,6	841,4	452,7	343,3	672,6	872,2	385,8
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	10,5	35,5	28,5	32,7	54,6	10,0	26,5	38,6	39,5
France	494,8	1 171,8	1 156,2	1 355,4	860,6	537,7	828,9	611,5	1 158,4
Italie	206,4	159,8	147,8	77,9	0,0	176,7	76,4	114,0	93,1
Japon	4 971,3	6 393,1	5 334,7	8 250,8	6 468,5	4 329,0	4 671,4	5 468,1	5 008,2
Norvège	44,0	156,8	181,5	129,6	317,7	191,3	54,1	120,0	283,8
Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	34,1	23,5	84,9	52,4	15,9	32,1	24,3	86,9	46,5
Royaume-Uni	209,7	320,5	599,6	569,1	310,7	476,4	599,6	569,1	310,7
Suède	3,2	39,5	104,0	15,6	46,2	40,6	104,5	15,6	46,2
Suisse	36,8	33,7	19,8	49,2	71,7	33,8	32,2	34,8	71,7
SOUS-TOTAL	**7 020,5**	**10 763,6**	**11 138,7**	**15 495,9**	**11 738,5**	**7 388,8**	**8 615,4**	**10 373,0**	**9 866,9**
Autres donateurs bilatéraux									
Émirats arabes unis	..	..	76,6	197,1	152,1	..	34,2	64,4	87,9
Koweït	..	..	..	779,0	246,6	..	..	477,8	360,9
SOUS-TOTAL	**..**	**..**	**76,6**	**976,1**	**398,7**	**..**	**34,2**	**542,2**	**448,8**
Donateurs multilatéraux									
BADEA	..	..	..	..	80,0	..	..	..	46,9
BAfD	107,7	656,8	1 391,4	1 115,7	584,8	368,5	676,3	829,0	863,2
Banque isl. de dév.	..	..	..	179,9	..	..	..	..	..
Banque mondiale	4 505,9	3 846,4	5 972,5	4 221,0	5 694,7	3 143,9	3 824,4	3 373,0	2 957,1
BAsD	842,1	585,4	901,3	1 150,8	616,4	..	..	537,9	585,2
BID	272,8	124,7	155,6	189,6	176,0	..	196,2	213,9	288,4
FIDA	300,0	358,7	353,2	464,0	617,8	..	..	..	..
Fonds arabe	..	432,6	1 056,8	1 202,9	1 123,2	265,0	737,4	949,6	689,0
Institutions de l'UE	612,0	305,8	..	..	..	7,1	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	..	..	427,1	458,3	258,9	0,2	203,3	203,0	148,0
SOUS-TOTAL	**6 640,5**	**6 310,3**	**10 257,9**	**8 982,1**	**9 151,8**	**3 784,6**	**5 637,6**	**6 106,3**	**5 577,8**
TOTAL	**13 661,0**	**17 074,0**	**21 473,2**	**25 454,0**	**21 289,1**	**11 173,4**	**14 287,2**	**17 021,5**	**15 893,6**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854898

TABLEAU A.14 Circuits d'acheminement de l'aide pour le commerce

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Institutions du secteur public	1 536,6	21 060,6	24 429,1	29 271,9	22 270,1	8 934,1	17 233,9	18 406,2	17 776,1
ONG et société civile	109,9	1 003,9	1 478,0	1 486,2	1 692,0	925,6	1 786,9	2 019,0	1 928,1
Partenariats et réseaux public-privé	1,0	26,0	150,2	376,2	405,9	12,5	114,6	454,4	455,9
Organisations multilatérales	225,3	1 593,5	3 411,9	3 981,2	4 740,6	1 292,6	2 666,1	3 649,1	3 882,8
Autres	1 753,6	2 244,7	4 064,7	3 879,3	2 829,6	2 771,5	2 984,5	4 615,6	4 507,8
Circuits non notifiés	22 865,4	8 663,8	9 463,6	9 176,2	9 631,5	10 864,7	6 392,5	5 723,1	5 015,3
TOTAL	**26 491,7**	**34 592,5**	**42 997,4**	**48 171,0**	**41 569,6**	**24 801,0**	**31 178,5**	**34 867,5**	**33 565,9**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854917

TABLEAU A.15 Aide pour le commerce: APD ventilable par secteur et APD totale

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Aide pour le commerce totale	26 491,7	34 592,5	42 997,4	48 171,0	41 569,6	24 801,0	31 178,5	34 867,5	33 565,9
APD ventilable par secteur	79 810,8	108 323,4	132 962,5	138 873,0	124 210,3	84 700,0	104 180,9	113 107,4	108 531,4
Aide pour le commerce en % de l'APD ventilable par secteur	**33,2 %**	**31,9 %**	**32,3 %**	**34,7 %**	**33,5 %**	**29,3 %**	**29,9 %**	**30,8 %**	**30,9 %**
APD totale	124 569,7	155 485,6	174 235,8	177 331,0	160 410,9	150 099,7	147 018,0	157 260,1	150 862,9
Aide pour le commerce en % de l'APD totale	**21,3 %**	**22,2 %**	**24,7 %**	**27,2 %**	**25,9 %**	**16,5 %**	**21,2 %**	**22,2 %**	**22,2 %**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854936

TABLEAU A.16 AASP liés au commerce, AASP ventilables par secteur et AASP totaux

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
AASP liés au commerce	17 040,1	27 265,1	50 376,8	45 977,2	37 692,5	10 531,5	29 596,5	32 589,3	28 190,8
AASP ventilables par secteur	32 264,3	41 900,6	79 814,1	75 000,5	54 657,7	17 717,1	48 131,8	57 154,1	44 055,6
AASP liés au commerce en % des AASP ventilables par secteur	**52,8 %**	**65,1 %**	**63,1 %**	**61,3 %**	**69,0 %**	**59,4 %**	**61,5 %**	**57,0 %**	**64,0 %**
AASP totaux (bilatéraux et multilatéraux)	33 914,6	43 766,2	85 947,8	76 326,2	55 319,9	21 678,4	48 774,4	58 587,2	45 798,7
AASP liés au commerce en % des AASP totaux	**50,2 %**	**62,3 %**	**58,6 %**	**60,2 %**	**68,1 %**	**48,6 %**	**60,7 %**	**55,6 %**	**61,6 %**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854955

TABLEAU A.17 Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Politique commerciale et réglementations									
Politique commerciale et gestion administrative	352,7	155,3	690,3	55,2	147,3	62,9	315,6	52,0	117,5
Facilitation des échanges	108,7	32,1	409,0	254,3	97,6	18,3	120,6	345,3	94,0
Accords commerciaux régionaux	90,0	0,0	45,8	..	..	0,0	23,9	6,4	20,1
Négociations commerciales multilatérales	..	13,2	10,8	..	..	12,5	..	..	..
SOUS-TOTAL	**551,4**	**200,6**	**1 155,9**	**309,5**	**244,8**	**93,8**	**460,0**	**403,7**	**231,6**
Infrastructure économique									
Transport et entreposage	6 420,7	8 904,8	12 258,6	11 610,2	11 726,0	2 850,6	4 779,8	7 797,6	8 217,8
Communications	760,5	724,0	659,7	612,0	553,0	253,4	648,3	709,5	685,0
Production et distribution d'énergie	2 352,7	6 398,6	14 977,3	13 965,8	9 126,8	1 309,1	7 384,7	5 863,3	5 817,3
SOUS-TOTAL	**9 533,9**	**16 027,4**	**27 895,6**	**26 187,9**	**21 405,8**	**4 413,1**	**12 812,8**	**14 370,4**	**14 720,1**
Renforcement de la capacité de production									
Entreprises et autres services	666,7	1 028,6	2 079,0	1 331,8	916,7	492,0	1 775,7	1 319,0	894,5
Banque et services financiers	2 707,4	2 777,0	12 361,6	6 443,8	6 090,4	1 882,5	8 268,3	8 084,9	5 061,1
Agriculture	1 308,6	1 201,0	2 049,3	2 784,4	1 491,1	811,8	1 035,3	1 532,7	1 135,0
Sylviculture	95,9	76,5	19,7	523,9	360,6	58,0	62,9	263,9	217,4
Pêche	8,7	1,7	88,1	46,5	6,8	1,8	6,6	55,3	7,0
Industrie	1 731,0	4 846,7	3 535,4	5 301,2	5 023,4	2 090,1	4 087,2	4 599,7	4 447,5
Industries extractives	306,1	1 015,9	1 073,8	2 473,8	1 803,3	628,9	992,1	1 835,3	1 372,7
Tourisme	130,5	89,6	118,4	574,4	349,6	59,6	95,6	124,3	103,9
SOUS-TOTAL	**6 954,9**	**11 037,1**	**21 325,2**	**19 479,8**	**16 041,9**	**6 024,7**	**16 323,6**	**17 815,2**	**13 239,1**
TOTAL	**17 040,1**	**27 265,1**	**50 376,8**	**45 977,2**	**37 692,5**	**10 531,5**	**29 596,5**	**32 589,3**	**28 190,8**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854974

TABLEAU A.18 Autres apports du secteur public liés au commerce, par donateur

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Pays CAD									
Allemagne	..	1 205,3	1 341,1	1 014,6	1 258,1	943,4	1 454,3	1 270,0	1 279,5
Autriche	1,5	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	..	..	..	0,0	..	..	..	..	..
Corée	..	1 956,3	2 383,1	4 019,9	5 887,4	1 784,7	2 149,1	3 879,9	4 702,3
Danemark	8,3	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	5,4	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	173,6	364,7	702,5	741,3	574,5	115,8	278,2	396,7	314,5
Finlande	17,7	33,5	91,3	39,7	6,7	32,7	68,4	46,3	19,2
France	284,2	320,6	503,8	678,9	43,5	303,3	472,2	491,4	..
Grèce	..	1,7	..	..	..	1,7	..	..	..
Italie	..	..	..	0,5	0,9	..	..	..	1,3
Japon	1 254,7	2 097,3	..	..	..	56,6	..	..	..
Pays-Bas	9,2	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	559,8	0,7	..	..	559,8	0,7
Suède	1,9	..	..	..	3,5	..	..	..	..
Royaume-Uni	210,5	15,2	351,7	1,3	0,7	- 5,7	351,7	1,2	0,7
SOUS-TOTAL	**1 961,8**	**5 999,9**	**5 373,5**	**7 056,0**	**7 775,8**	**3 232,5**	**4 773,9**	**6 645,3**	**6 318,3**
Donateurs multilatéraux									
BAfD	376,9	1 054,4	7 081,3	1 299,2	3 371,5	547,5	3 699,6	1 667,8	1 744,5
Banque isl. de dév.	..	..	..	2 891,2	..	..	..	..	..
Banque mondiale	6 438,6	8 156,1	21 276,3	18 360,2	9 379,2	6 046,6	11 545,9	12 011,9	7 716,2
BAsD	3 768,8	4 250,8	4 193,0	4 538,7	6 036,4	..	..	3 474,9	3 776,5
BERD	..	..	4 074,0	6 157,0	4 931,9	..	3 709,2	3 814,4	3 978,9
BID	1953,2	3 021,8	7 589,7	5 150,5	5 116,6	..	5 516,6	4 610,0	3 507,2
FIDA	25,1	39,4	87,4	67,7	59,5	..	..	..	..
Institutions de l'UE	2 515,8	4 742,6	..	..	672,8	704,9	..	..	635,6
Autres donateurs multilatéraux	..	..	701,5	456,7	348,8	..	351,2	365,0	513,4
SOUS-TOTAL	**15 078,4**	**21 265,2**	**45 003,3**	**38 921,2**	**29 916,7**	**7 299,1**	**24 822,5**	**25 944,0**	**21 872,4**
TOTAL	**17 040,1**	**27 265,1**	**50 376,8**	**45 977,2**	**37 692,5**	**10 531,5**	**29 596,5**	**32 589,3**	**28 190,8**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932854993

TABLEAU A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire individuel *(page 1 sur 3)*

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Afghanistan	8,2	26,6	8,8	52,9	..	14,9	17,9	27,1	7,1
Afrique du Sud	166,3	221,9	3 140,6	4 055,6	1 128,4	24,8	885,6	1 039,2	904,0
Albanie	13,3	33,6	130,3	68,6	130,8	11,2	99,5	80,9	116,6
Algérie	117,1	0,0	..	..	..	4,0	..	..	..
Angola	..	7,3	6,1	66,9	..	..	..	71,7	11,8
Argentine	584,8	1 524,2	776,9	1 153,1	713,9	184,8	913,8	1 285,8	943,2
Arménie	..	16,0	204,2	141,4	328,6	17,0	127,7	225,6	157,5
Azerbaïdjan	14,9	512,4	263,0	533,2	329,7	34,0	255,6	323,9	351,8
Bangladesh	108,1	284,5	..	427,2	565,0	14,7	53,4	154,8	151,5
Barbade	..	4,9	21,5	58,6	..	..	0,2	49,7	..
Belarus	..	26,8	288,6	202,7	154,4	12,0	137,0	60,2	48,0
Belize	2,7	1,0	14,5	..	10,0	0,0	4,4	4,6	2,1
Bénin	..	..	14,0	..	..	..	..	..	..
Bhoutan	..	..	54,9	..	..	..	..	22,4	15,1
Bolivie	15,2	12,1	121,1	73,6	7,1	7,0	7,1	12,2	..
Bosnie-Herzégovine	57,5	186,8	204,3	203,7	133,4	48,0	211,1	160,7	176,2
Botswana	14,6	2,4	2 101,6	220,3	..	..	1 050,6	2,9	60,5
Brésil	2 000,9	1 580,2	1 309,1	4 958,3	2 250,1	494,9	2 306,0	2 476,5	2 029,3
Burkina Faso	..	..	15,0	6,7	..	..	..	..	..
Cabo Verde	..	..	30,5	32,4	41,7	..	31,1	2,9	66,9
Cambodge	6,2	1,3	23,4	6,0	23,3	5,1	16,2	6,0	16,3
Cameroun	5,2	10,8	..	24,0	36,6	18,8	59,9	24,6	33,8
Chili	65,7	292,6	7,0	197,3	232,3	71,6	15,1	177,0	338,4
Chine	2 435,7	3 306,0	3 322,2	3 816,2	3 797,1	1 670,9	1 876,3	3 225,4	3 458,5
Cisjordanie et Bande de Gaza	..	113,1	..	30,6	..	..	..	..	..
Colombie	412,5	517,3	899,1	308,9	1 070,0	349,4	599,6	263,4	520,1
Comores	..	..	..	5,6	..	..	..	2,8	..
Congo	..	0,7	..	..	..	..	..	..	..
Congo, Rép. dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Costa Rica	60,2	32,9	234,1	79,7	37,1	22,0	53,2	226,8	260,2
Côte d'Ivoire	..	2,2	..	16,8	..	1,7	..	..	..
Croatie	183,0	506,9	486,9	628,9	..	115,1	468,9	660,8	..
Cuba	1,2	..	..	..	..	..	..	..	..
Djibouti	..	3,9	104,8	..	..	..	112,6	22,7	7,6
Dominique	0,4	..	..	..	..	..	..	..	..
Égypte	642,5	1 151,4	1 431,9	2 857,1	565,8	490,7	923,1	949,9	472,1
El Salvador	50,5	149,0	104,6	48,5	209,6	8,1	213,5	31,7	100,0
Équateur	40,5	82,6	445,1	237,2	204,0	13,6	23,1	90,4	204,4
Érythrée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États de l'ex-Yougoslavie	66,5	..	..	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	..	19,7	..	10,7	39,8	..	..	..	93,8
Fidji	6,6	12,2	18,9	28,6	..	..	..	7,9	9,2
Gabon	19,2	153,8	..	..	..	10,1	71,2	38,6	94,7
Gambie	..	..	..	0,7	..	..	5,3	..	6,8
Géorgie	0,3	40,7	441,0	446,0	245,0	20,2	316,5	199,7	277,0
Ghana	4,3	104,5	108,1	102,9	25,0	35,4	89,3	52,1	20,4
Grenade	0,5	..	..	14,2	..	0,0	3,9	2,2	0,0
Guatemala	212,3	61,6	196,5	46,5	82,3	83,0	215,4	132,8	41,7
Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée équatoriale	..	..	23,8	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	0,5	..	..	..	..	..	..	..	..
Guyana	..	6,6	16,0	13,3	..	..	3,4	9,0	0,0
Haïti	..	0,2	..	10,2	..	- 0,1	..	3,4	3,5
Honduras	2,9	69,8	42,0	181,6	30,0	4,1	20,2	45,2	33,9

TABLEAU A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire individuel *(page 2 sur 3)*

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Îles Cook	..	..	9,3	..	4,7	..	..	0,0	5,6
Îles Marshall	..	..	9,2	..	..	..	9,2	..	..
Îles Salomon	..	..	..	2,1	1,8	..	..	2,1	1,8
Inde	2 599,3	2 471,8	7 451,2	2 637,8	4 033,1	1 222,7	1 523,5	4 836,0	1 974,8
Indonésie	427,1	849,9	1 116,9	1 816,6	2 622,6	707,2	849,4	1 194,9	820,8
Irak	13,0	333,0	71,4	187,8	20,5	17,3	2,6	116,4	3,6
Iran	79,0	..	..	391,8	502,5	38,3	22,9	18,8	11,4
Jamaïque	33,8	35,4	434,5	131,8	122,7	1,0	139,0	73,7	141,8
Jordanie	24,2	60,4	646,7	..	..	10,8	256,5	267,1	31,5
Kazakhstan	69,3	71,3	3 257,2	1 496,6	859,5	115,9	413,7	1 325,1	1 370,0
Kenya	14,6	46,9	36,9	114,4	58,4	33,2	101,8	38,4	9,4
Kosovo	..	..	21,2	..	..	..	9,9	..	..
Laos	29,1	8,9	18,9	..	..	11,2	6,1	15,7	0,1
Lesotho	..	..	..	21,3	..	..	..	..	..
Liban	77,7	170,0	79,4	26,2	..	48,0	17,4	32,8	26,1
Libéria	..	19,4	125,2	1,9	90,0	0,6	26,2	1,6	30,2
Libye	..	..	0,0	..	..	0,2	0,0	..	..
Macédoine, ERY	15,6	74,4	55,2	49,2	359,9	22,5	49,3	61,7	118,5
Madagascar	1,0	376,7	475,4	64,8	81,6	126,8	469,7	220,3	204,4
Malaisie	188,2	36,8	0,0	..	30,0	0,3	0,0	..	11,0
Malawi	0,7	0,5	..	..	10,0	1,8	..	..	..
Maldives	..	24,9	..	..	..	..	12,5	..	..
Mali	0,3	..	..	31,7	15,7	..	..	..	..
Maroc	378,0	468,3	780,8	676,2	1 192,9	235,5	559,6	311,2	731,6
Maurice	8,0	17,2	125,5	91,8	..	9,9	55,6	102,1	33,5
Mauritanie	8,7	10,0	136,7	15,9	..	10,0	13,8	24,8	29,1
Mayotte	3,3	2,0	..	..	..	1,0	..	3,3	..
Mexique	1 437,2	625,4	4 623,8	1 695,1	1 175,3	611,2	3 752,1	1 442,5	1 748,4
Micronésie, États fédérés de	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Moldova, Rép. de	0,9	16,7	73,8	99,3	90,1	1,1	17,3	95,2	61,1
Mongolie	..	..	46,5	194,2	85,6	..	57,2	195,1	40,2
Monténégro	..	20,9	85,8	182,1	144,7	15,7	47,6	36,3	62,8
Mozambique	50,3	11,3	0,3	612,6	4,2	22,0	6,4	597,4	0,7
Namibie	22,8	18,4	..	..	..	23,4	0,8	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nicaragua	2,8	36,3	61,8	94,8	20,9	14,7	7,3	26,9	24,4
Niger	..	..	..	19,9	..	..	..	15,8	..
Nigéria	58,8	139,7	289,1	107,1	103,5	26,6	194,5	135,0	95,3
Oman	15,4	432,5	6,1	..	..	211,7	99,2	..	..
Ouganda	2,8	110,5	14,2	..	55,6	18,4	54,8	38,4	20,0
Ouzbékistan	116,0	59,0	9,9	599,7	500,3	31,6	71,9	44,5	71,7
Pakistan	773,9	838,8	266,6	699,3	832,0	155,0	129,9	326,2	528,4
Panama	37,8	315,5	776,4	77,2	83,2	20,0	272,4	64,0	149,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	18,8	34,8	..	26,6	80,9	11,5	1,8	19,5	10,3
Paraguay	10,9	153,7	85,1	265,6	112,5	6,4	110,4	122,0	100,5
Pérou	289,8	451,2	648,1	792,7	336,6	161,4	648,8	940,3	217,3
Philippines	125,7	1 405,7	282,2	63,9	282,3	152,6	33,6	195,1	311,1
République centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République dominicaine	143,2	38,5	551,4	176,5	373,0	52,5	125,8	169,1	318,4
République kirghize	..	..	28,3	10,8	69,1	..	19,8	23,0	62,2
Rwanda	3,2	3,4	26,9	..	47,0	..	..	..	11,6
Saint-Kitts-et-Nevis	1,9	..	..	..	16,1	0,5	0,0	0,0	0,1
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,6	..	..	..	..	1,0	..	0,0	0,0
Sainte-Lucie	1,0	0,1	..	1,6	..	0,1	..	1,7	0,1
Sénégal	..	0,1	12,9	213,2	166,4	8,1	24,9	5,9	29,2

TABLEAU A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire individuel *(page 3 sur 3)*

En millions de dollars EU (dollars constants de 2011)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-05	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011	Moyenne 2006-08	2009	2010	2011
Serbie	26,7	229,5	992,2	802,2	731,2	10,8	324,8	664,3	651,1
Seychelles	..	..	23,9	4,8	11,3	..	11,5	5,6	..
Sierra Leone	..	..	..	5,0	..	..	..	..	..
Slovénie	73,4	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	..	2,6	9,8	174,4	..	2,3	8,4	5,9	22,6
Sri Lanka	141,6	267,4	145,4	142,7	246,5	9,6	16,2	185,3	199,0
Suriname	..	1,6	..	..	40,0	..	12,3	23,0	44,3
Swaziland	0,1	..	..	..	..	10,9	6,8	4,6	2,3
Syrie	149,5	41,5	28,4	7,0	..	..	41,3	3,5	3,1
Tadjikistan	..	..	20,1	14,9	25,6	..	21,7	14,4	17,8
Tanzanie	7,0	18,3	10,4	6,0	..	17,3	20,2	2,9	..
Tchad	0,8	5,4	..	54,5	..	5,4	..	..	..
Thaïlande	29,0	76,4	18,7	359,0	338,3	23,6	31,1	19,5	138,8
Togo	..	50,9	..	..	28,0	..	123,5	..	22,3
Trinité-et-Tobago	..	4,9	..	..	..	0,8	..	0,2	..
Tunisie	343,9	429,5	858,6	852,4	410,4	223,3	677,9	472,0	283,8
Turquie	1 316,2	2 998,9	1 889,2	2 497,1	2 669,6	1 313,4	2 172,2	2 111,8	2 425,7
Turkménistan	..	..	3,1	8,6	398,4	..	..	9,0	27,9
Ukraine	64,6	474,7	2 292,9	1 041,2	1 482,9	218,1	1 706,7	667,9	1 142,9
Uruguay	264,7	153,2	312,8	44,7	365,9	66,1	406,0	13,9	158,8
Vanuatu	0,1	..	..	..	..	..	..	..	..
Venezuela	14,8	298,7	1 076,8	745,7	..	0,0	297,4	565,1	358,5
Viet Nam	33,3	791,6	952,8	1 777,6	2 093,8	202,3	343,2	1 061,7	818,1
Wallis-et-Futuna	0,0	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	..	153,4	23,7	..	..	168,7	89,7	0,0	5,3
Zambie	16,1	35,5	21,0	10,5	25,0	25,9	5,8	9,2	..
Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	0,0	..	..
TOTAL	**16 887,8**	**26 905,2**	**48 030,8**	**43 605,2**	**35 842,8**	**10 245,2**	**27 719,6**	**31 153,2**	**26 775,1**
Engagements mondiaux/ régionaux non alloués	152,3	359,9	2 345,9	2 372,0	1 849,7	286,3	1 876,8	1 436,1	1 415,7
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	**17 040,1**	**27 265,1**	**50 376,8**	**45 977,2**	**37 692,5**	**10 531,5**	**29 596,5**	**32 589,3**	**28 190,8**

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932855012

ANNEXE B.
LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR GROUPE DE REVENU

PAYS LES MOINS AVANCÉS

Afghanistan
Angola
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Comores
Congo, Rép. dém. du
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Guinée
Guinée équatoriale
Guinée-Bissau
Haïti
Îles Salomon
Kiribati
Laos
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Ouganda
Rép. centrafricaine
Rwanda
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tanzanie
Tchad
Timor-Leste
Togo
Tuvalu
Vanuatu
Yémen
Zambie

AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU (RNB PAR HABITANT <= 1 005 $EU EN 2010)

Corée, Rép. dém. de
Kenya
Rép. kirghize
Soudan du Sud
Tadjikistan
Zimbabwe

PAYS ET TERRITOIRES À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE (RNB par habitant entre 1 006 et 3 975 $EU en 2010)

Arménie
Belize
Bolivie
Cabo Verde
Cameroun
Cisjordanie et bande de Gaza
Congo, Rép. du
Côte d'Ivoire
Égypte
El Salvador
Fidji
Géorgie
Ghana
Guatemala
Guyana
Honduras
Îles Marshall
Inde
Indonésie
Iraq
Kosovo[1]
Maroc
Micronésie, États fédérés de
Moldova
Mongolie
Nicaragua
Nigéria
Ouzbékistan
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Philippines
Sri Lanka
Swaziland
Syrie
Tokélaou*
Tonga
Turkménistan
Ukraine
Viet Nam

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE
(RNB par habitant entre 3 976 et 12 275 $EU en 2010)

Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Anguilla*
Antigua-et-Barbuda
Argentine
Azerbaïdjan
Bélarus
Bosnie-Herzégovine
Botswana
Brésil
Chili
Chine
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
Équateur
Ex-République yougoslave de Macédoine
Gabon
Grenade
Îles Cook
Iran
Jamaïque
Jordanie
Kazakhstan
Liban
Libye
Malaisie
Maldives
Maurice
Mexique
Monténégro
Montserrat*
Namibie
Nauru
Nioué
Palaos
Panama
Pérou
République dominicaine
Sainte-Hélène*
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Serbie
Seychelles
Suriname
Thaïlande
Tunisie
Turquie
Uruguay
Venezuela
Wallis-et-Futuna*

Notes :
** Territoire*
1. Sans préjudice du statut du Kosovo en droit international.

ANNEXE C.
LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR RÉGION

AFRIQUE

Nord du Sahara

Algérie
Égypte
Libye
Maroc
Tunisie

Sud du Sahara

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cameroun
Comores
Congo, Rép. dém. du
Congo, Rép. du
Côte d'Ivoire
Djibouti
Guinée équatoriale
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Guinée
Guinée-Bissau
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
Rép. centrafricaine
Rwanda
Sainte-Hélène
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan du Sud
Soudan
Swaziland
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

AMÉRIQUE

Amérique du Nord et Amérique centrale

Anguilla
Antigua-et-Barbuda
Belize
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Grenade
Guatemala
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Montserrat
Nicaragua
Panama
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines

Amérique du Sud

Argentine
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Équateur
Guyana
Paraguay
Pérou
Suriname
Uruguay
Venezuela

ASIE

Asie extrême-orientale

Cambodge
Chine
Indonésie
Malaisie
Mongolie
Philippines
RDP lao
République démocratique de Corée
Thaïlande
Timor-Leste
Viet Nam

Moyen-Orient

Cisjordanie et bande de Gaza
Iran
Iraq
Jordanie
Liban
Syrie
Yémen

Asie du Sud et Asie centrale

Afghanistan
Arménie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Géorgie
Inde
Kazakhstan
Maldives
Myanmar
Népal
Ouzbékistan
Pakistan
République kirghize
Sri Lanka
Tadjikistan
Turkménistan

EUROPE

Albanie
Bélarus
Bosnie-Herzégovine
Ex-République yougoslave de Macédoine
Kosovo
Moldova
Monténégro
Serbie
Turquie
Ukraine

OCÉANIE

Fidji
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Micronésie, États fédérés de
Nauru
Nioué
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Samoa
Tokélaou
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Wallis-et-Futuna

ANNEXE D.
CODES-OBJET SNPC LIÉS À L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE

Code SNPC	Description	Clarifications/notes supplémentaires sur la couverture
POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION COMMERCIALES ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE		
33110	Politique commerciale et gestion administrative	Politique commerciale et planification ; soutien aux ministères et départements responsables de la politique commerciale ; législation et réformes réglementaires dans le domaine du commerce ; analyse politique et mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux, par exemple sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires sauf au niveau régional (voir 33130) ; intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement (par exemple, cadres stratégiques de la lutte contre la pauvreté) ; commerce de gros et de détail ; activités non spécifiées dans le domaine du commerce et de la promotion du commerce.
33120	Facilitation du commerce	Simplification et harmonisation des procédures internationales d'importation et d'exportation (par exemple, évaluations de douane, procédures de licences, formalités de transport, paiements, assurances) ; soutien aux départements douaniers ; réformes tarifaires.
33130	Accords commerciaux régionaux	Soutien aux accords commerciaux régionaux [par exemple, *Southern African Development Community* (SADC), *Association of Southeast Asian Nations* (ASEAN), Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique/Union européenne (ACP/UE)] ; y compris le travail sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires au niveau régional ; élaboration de règles d'origine et introduction de traitement spécial et différencié dans les accords commerciaux régionaux.
33140	Négociations commerciales multilatérales	Soutien à la participation effective des pays en développement aux négociations commerciales multilatérales, y compris la formation de négociateurs, l'évaluation de l'impact des négociations ; accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux autres organisations multilatérales liées au commerce.
33181	Éducation/formation dans le domaine du commerce	Développement des ressources humaines dans le domaine du commerce non compris dans les codes ci-dessus. Comprend les programmes universitaires dans le domaine du commerce.
33150	Ajustement lié au commerce	Contributions au budget du gouvernement non réservées afin de soutenir la mise en œuvre des propres réformes commerciales du bénéficiaire et de ses ajustements aux politiques commerciales des autres pays ; assistance à la gestion des déficits de la balance des paiements dus au changement de l'environnement mondial du commerce.

INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE		
	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	
21010	Politique des transports et gestion administrative	Politique des transports, planification et programmes ; aide aux ministères du transport ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; transports non spécifiés ; activités qui recouvrent le transport routier, le transport ferroviaire, le transport par voies d'eau et/ou le transport aérien.
21020	Transport routier	Infrastructure routière, véhicules ; transport routier de voyageurs, voitures particulières.
21030	Transport ferroviaire	Infrastructure ferroviaire, matériel ferroviaire, locomotives, autre matériel roulant ; y compris les tramways et les métropolitains.
21040	Transport par voies d'eau	Ports et docks, systèmes de guidage, navires et bateaux ; transport sur voies navigables intérieures, bateaux de voies d'eau intérieures.
21050	Transport aérien	Aéroports, systèmes de guidage, avions, équipement d'entretien des avions.
21061	Stockage	Associé ou non au transport..
21081	Éducation/formation dans les transports et le stockage	
	COMMUNICATIONS	
22010	Politique des communications et gestion administrative	Politique des communications, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; y compris développement des services postaux ; activités de communications non spécifiées.
22020	Télécommunications	Réseaux de téléphones, satellites, stations terrestres.
22030	Radio, télévision, presse écrite	Liaisons et équipement ; journaux ; imprimerie et édition.
22040	Technologies de l'information et de la communication (TIC)	Matériel informatique et logiciels ; accès Internet ; formations aux TI. Lorsque le secteur ne peut pas être spécifié.
	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉNERGIE	
23010	Politique de l'énergie et gestion administrative	Politique de l'énergie, planification et programmes ; aide aux ministères de l'énergie ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; activités non spécifiées dans le domaine de l'énergie y compris les économies d'énergie.
23020	Production d'énergie (sources non renouvelables)	Centrales thermiques (lorsque la source de chaleur ne peut être déterminée) ; centrales alimentées au gaz et au charbon.
23030	Production d'énergie (sources renouvelables)	Y compris politique et planification, programmes de développement, études et primes. Production de bois de chauffage et de charbon de bois devrait être incluse dans sylviculture (31261).
23040	Transmission et distribution d'électricité	Distribution de la source d'énergie au consommateur ; lignes de transmission.
23050	Distribution de gaz	Distribution au consommateur.
23061	Centrales alimentées au fuel	Y compris les centrales alimentées au gasoil.
23062	Centrales alimentées au gaz	
23063	Centrales alimentées au charbon	
23064	Centrales nucléaires	Y compris la sécurité nucléaire.

23065	Centrales et barrages hydroélectriques	Y compris les installations sur les barges.
23066	Énergie géothermique	
23067	Énergie solaire	Y compris les cellules photovoltaïques et les pompes à énergie solaire.
23068	Énergie éolienne	Énergie éolienne pour l'hydrodynamique et la production d'électricité.
23069	Énergie marémotrice	Y compris la conversion de l'énergie thermique marine, la puissance des marées et des vagues.
23070	Biomasse	Technologies de densification et utilisation de la biomasse pour la production d'énergie directe, y compris le gaz obtenu par fermentation de la canne à sucre et d'autres résidus végétaux, et par anaérobie.
23081	Éducation et formation dans le domaine de l'énergie	Se rapporte à tous les sous-secteurs de l'énergie et à tous les niveaux de formation.
23082	Recherche dans le domaine de l'énergie	Y compris inventaires et études.
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION (Y COMPRIS LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE)		
	BANQUES ET SERVICES FINANCIERS	
24010	Politique des finances et gestion administrative	Politique des finances, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; marchés et systèmes financiers.
24020	Institutions monétaires	Banques centrales.
24030	Intermédiaires financiers officiels	Tous les intermédiaires financiers dans le secteur formel ; lignes de crédit ; assurance, crédit-bail, capital-risque, etc. (sauf ceux spécialisés dans un seul secteur).
24040	Intermédiaires financiers du secteur informel et semi formel	Microcrédits, coopératives d'épargne et de crédit, etc.
24081	Éducation/formation bancaire et dans les services financiers	
	ENTREPRISES ET AUTRES SERVICES	
25010	Services et institutions de soutien commerciaux	Soutien aux associations de commerce et d'entreprises, chambres de commerce ; réformes juridiques et réglementaires afin d'améliorer les activités liées à l'entreprise ; renforcement des capacités institutionnelles du secteur privé et conseils ; information commerciale ; réseaux de liaison entre les secteurs public et privé y compris les foires commerciales ; commerce électronique. Quand le secteur ne peut pas être spécifié : soutien général aux entreprises du secteur privé. En particulier, pour les entreprises du secteur industriel, c'est le code 32130 qui doit être utilisé.
25020	Privatisation	Lorsque le secteur ne peut être spécifié. Y compris programmes de restructuration d'entreprises publiques et de démonopolisation ; planification, programmation, conseils.

	AGRICULTURE	
31110	Politique agricole et gestion administrative	Politique agricole, planification et programmes ; aide aux ministères de l'agriculture ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; activités d'agriculture non spécifiées.
31120	Développement agricole	Projets intégrés ; développement d'exploitations agricoles.
31130	Ressources en terres cultivables	Y compris la lutte contre la dégradation des sols ; amélioration des sols ; drainage des zones inondées ; dessalage des sols ; études des terrains agricoles ; remise en état des sols ; lutte contre l'érosion, lutte contre la désertification.
31140	Ressources en eau à usage agricole	Irrigation, réservoirs, structures hydrauliques, exploitation de nappes phréatiques.
31150	Produits à usage agricole	Approvisionnement en semences, engrais, matériel et outillage agricoles.
31161	Production agricole	Y compris céréales (froment, riz, orge, maïs, seigle, avoine, millet, sorgho) ; horticulture ; légumes ; fruits et baies ; autres cultures annuelles et pluriannuelles. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]
31162	Production industrielle de récoltes/récoltes destinées à l'exportation	Y compris sucre ; café, cacao, thé ; oléagineux, graines, noix, amandes ; fibres ; tabac ; caoutchouc. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]
31163	Bétail	Toutes formes d'élevage ; aliments pour animaux.
31164	Réforme agraire	Y compris ajustement structurel dans le secteur agricole.
31165	Développement agricole alternatif	Projets afin de réduire les cultures illicites (drogue) à travers d'autres opportunités de marketing et production agricoles (voir code 43050 pour développement alternatif non agricole).
31166	Vulgarisation agricole	Formation agricole non formelle.
31181	Éducation et formation dans le domaine agricole	
31182	Recherche agronomique	Étude des espèces végétales, physiologie, ressources génétiques, écologie, taxonomie, lutte contre les maladies, biotechnologie agricole ; y compris recherche vétérinaire (dans les domaines génétiques et sanitaires, nutrition, physiologie).
31191	Services agricoles	Organisation et politiques des marchés ; transport et stockage ; établissements de réserves stratégiques.
31192	Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne	Y compris la protection intégrée des plantes, les activités de protection biologique des plantes, la fourniture et la gestion de substances agrochimiques, l'approvisionnement en pesticides ; politique et législation de la protection des plantes.
31193	Services financiers agricoles	Intermédiaires financiers du secteur agricole, y compris les plans de crédit ; assurance récoltes.
31194	Coopératives agricoles	Y compris les organisations d'agriculteurs.
31195	Services vétérinaires (bétail)	Santé des animaux, ressources génétiques et nutritives.

	SYLVICULTURE	
31210	Politique de la sylviculture et gestion administrative	Politique de la sylviculture, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; études des forêts ; activités sylvicoles et agricoles liées à la sylviculture non spécifiées.
31220	Développement sylvicole	Boisement pour consommation rurale et industrielle ; exploitation et utilisation ; lutte contre l'érosion, lutte contre la désertification ; projets intégrés.
31261	Reboisement (bois de chauffage et charbon de bois)	Développement sylvicole visant à la production de bois de chauffage et de charbon de bois.
31281	Éducation et formation en sylviculture	
31282	Recherche en sylviculture	Y compris reproduction artificielle et amélioration des espèces, méthodes de production, engrais, coupe et ramassage du bois.
31291	Services sylvicoles	
	PÊCHE	
31310	Politique de la pêche et gestion administrative	Politique de la pêche, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; pêche hauturière et côtière ; évaluation, études et prospection du poisson en milieu marin et fluvial ; bateaux et équipements de pêche ; activités de pêche non spécifiées.
31320	Développement de la pêche	Exploitation et utilisation des pêcheries ; sauvegarde des bancs de poisson ; aquaculture ; projets intégrés.
31381	Éducation et formation dans le domaine de la pêche	
31382	Recherche dans le domaine de la pêche	Pisciculture pilote ; recherche biologique aquatique.
31391	Services dans le domaine de la pêche	Ports de pêche ; vente des produits de la pêche ; transport et entreposage frigorifique du poisson.
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	
32110	Politique de l'industrie et gestion administrative	Politique de l'industrie, planification et programmes ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; activités industrielles non spécifiées ; industries manufacturières non spécifiées ci-dessous.
32120	Développement industriel	
32130	Développement des petites et moyennes entreprises (PME)	Soutien direct au développement des petites et moyennes entreprises dans le secteur industriel, y compris la comptabilité, l'audit et les services de conseil.
32140	Artisanat	
32161	Agro-industries	Industries alimentaires de base, abattoirs et équipements nécessaires, industrie laitière et conserves de viande et de poisson, industries des corps gras, sucreries, production de boissons, tabac, production d'aliments pour animaux.
32162	Industries forestières	Industrie et travail du bois, production de papier et pâte à papier.
32163	Industrie textile, cuirs et produits similaires	Y compris bonneterie.

32164	Produits chimiques	Production industrielle et non industrielle ; y compris fabrication des pesticides.
32165	Production d'engrais chimiques	
32166	Ciment, chaux et plâtre	
32167	Fabrication d'énergie	Y compris liquéfaction du gaz ; raffineries de pétrole.
32168	Produits pharmaceutiques	Matériel médical et fournitures médicales ; médicaments et vaccins ; produits d'hygiène corporelle.
32169	Industrie métallurgique de base	Sidérurgie, éléments de construction métallique.
32170	Industries des métaux non ferreux	
32171	Construction mécanique et électrique	Fabrication de machines électriques et non électriques, moteurs et turbines.
32172	Matériel de transport	Construction de navires, construction de bateaux de pêche ; construction de matériel ferroviaire ; véhicules automobiles et voitures particulières ; construction aéronautique ; systèmes de navigation et de guidage.
32182	Recherche et développement technologiques	Y compris les standards industriels ; gestion et contrôle de qualité ; métrologie ; accréditation ; certification.
	INDUSTRIES EXTRACTIVES	
32210	Politique de l'industrie extractive et gestion administrative	Politique du secteur des industries extractives, planification et programmes ; législation et cadastre, recensement des richesses minérales, systèmes d'information ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; exploitation des ressources minérales non spécifiées.
32220	Prospection et exploration des minerais	Géologie, géophysique et géochimie ; à l'exclusion de hydrogéologie (14010) et géologie de l'environnement (41010), production et extraction minérales, infrastructure, technologie, économie, sécurité et gestion de l'environnement.
32261	Charbon	Y compris lignite et la tourbe.
32262	Pétrole et gaz	Pétrole, gaz naturel, condensés, GPL (gaz de pétrole liquéfié), GNL (gaz naturel liquéfié) ; y compris derricks et plates-formes de forage.
32263	Métaux ferreux	Fer et alliages.
32264	Métaux non ferreux	Aluminium, cuivre, plomb, nickel, étain et zinc.
32265	Métaux et minerais précieux	Or, argent, platine, diamant et pierres précieuses.
32266	Minerais industriels	Baryte, chaux, feldspath, kaolin, sable, gypse, gravier, pierres d'ornement.
32267	Engrais minéraux	Phosphates, potasse.
32268	Ressources des fonds marins	Nodules métalliques, phosphorites, sédiments marins.
	TOURISME	
33210	Politique du tourisme et gestion administrative	

ANNEXE E.
ESTIMATIONS PAR RÉGRESSION

TABLEAU E.1 Effet de l'aide pour le commerce sur les exportations (sauf les minerais et le pétrole) des pays en développement *(page 1 sur 2)*

(classification de 1995)

Variable dépendante Exportations du pays i (DEV95) à destination du pays j (TOUS) pendant l'année t	(1) Gravité	(2) Gravité augmentée	(3) Aide pour le commerce	(4) Aide pour le commerce + pas de variables muettes « aide »
ln PIB_i	0,353*** (0,017)	0,376*** (0,017)	0,368*** (0,017)	0,364*** (0,017)
ln PIB_j	0,296*** (0,014)	0,337*** (0,014)	0,329*** (0,014)	0,329*** (0,014)
ln POP_i	-0,762*** (0,067)	-0,467*** (0,064)	-0,555*** (0,065)	-0,535*** (0,067)
ln POP_j	0,169*** (0,049)	0,396*** (0,047)	0,340*** (0,048)	0,339*** (0,048)
ln distance_ij	-1,146*** (0,004)	-0,819*** (0,005)	-0,819*** (0,005)	-0,819*** (0,005)
Tous deux enclavés		-0,623*** (0,025)	-0,622*** (0,025)	-0,622*** (0,025)
ln isolement ij		0,597*** (0,057)	0,603*** (0,058)	0,604*** (0,058)
Frontière commune		0,889*** (0,019)	0,889*** (0,019)	0,889*** (0,019)
Colonisateur commun		0,393*** (0,012)	0,393*** (0,012)	0,393*** (0,012)
Relations coloniales		0,783*** (0,028)	0,783*** (0,028)	0,783*** (0,028)
Langue commune		0,402*** (0,010)	0,402*** (0,010)	0,402*** (0,010)
Conflit i		-0,098*** (0,016)	-0,092*** (0,016)	-0,092*** (0,016)
Conflit J		-0,005 (0,018)	0,001 (0,018)	0,000 (0,018)
Variable muette ACR		0,611*** (0,011)	0,613*** (0,011)	0,613*** (0,011)

TABLEAU E.1 Effet de l'aide pour le commerce sur les exportations (sauf les minerais et le pétrole) des pays en développement *(page 2 sur 2)*

(classification de 1995)

Variable dépendante Exportations du pays i (DEV95) à destination du pays j (TOUS) pendant l'année t	(1) Gravité	(2) Gravité augmentée	(3) Aide pour le commerce	(4) Aide pour le commerce + pas de variables muettes « aide »
ApC reçue par i en t-3			**0,028***** (0,003)	**0,030***** (0,003)
Aucune ApC reçue par i en t-3				0,021 (0,019)
ApC reçue par j en t-3			**0,012***** (0,003)	**0,008**** (0,004)
Aucune ApC reçue par j en t-3				-0,029* (0,017)
Autre APD reçue par i			**-0,016***** (0,004)	**-0,018***** (0,005)
Aucune autre APD reçue par i				-0,033 (0,036)
Autre APD reçue par j			**0,020***** (0,004)	**0,014***** (0,005)
Aucune autre APD reçue par j				-0,033 (0,024)
Effets fixes importateur et exportateur	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes année	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	142 448	142 448	142 448	142 448
R-carré	0,709	0,734	0,734	0,734

TABLEAU E.2 Effet de l'Aide pour le commerce sur les exportations, par groupe de revenu

(classification de 1995)

Variable dépendante Exportations du pays i (DEV95) à destination du pays j (TOUS) pendant l'année t	(1) PFR95	(2) PRITI95	(3) IDA95	(4) PFR95+ PRITI95	(5) DEV95
ApC reçue par i en t-3	**0,055***** (0,007)	**0,022***** (0,005)	**0,052***** (0,006)	**0,035***** (0,004)	**0,030***** (0,003)
Aucune ApC reçue par i en t-3	0,078 (0,062)	0,207*** (0,034)	0,172*** (0,039)	0,196*** (0,029)	0,021 (0,019)
ApC reçue par j en t-3	**0,009** (0,007)	**0,013**** (0,006)	**0,002** (0,006)	**0,009**** (0,005)	**0,008**** (0,004)
Aucune ApC reçue par j en t-3	0,038 (0,032)	-0,085*** (0,026)	-0,056* (0,029)	-0,040* (0,021)	-0,029* (0,017)
Autre APD reçue par i	**-0,025*** (0,014)	**-0,036***** (0,009)	**-0,074***** (0,010)	**-0,042***** (0,008)	**-0,018***** (0,005)
Aucune autre APD reçue par i	(dropped)	-0,167*** (0,056)	0,094 (0,145)	-0,132*** (0,049)	-0,033 (0,036)
Autre APD reçue par j	**0,005** (0,010)	**0,024***** (0,008)	**0,024***** (0,009)	**0,016**** (0,007)	**0,014***** (0,005)
Aucune autre APD reçue par j	0,038 (0,050)	-0,050 (0,038)	-0,007 (0,043)	-0,022 (0,031)	-0,033 (0,024)
Toutes les variables de contrôle du tableau E.1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes importateur et exportateur	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	37 131	57 452	48 799	94 583	142 448
R-carré	0,668	0,758	0,687	0,722	0,734

TABLEAU E.3 Effet de chaque catégorie de l'Aide pour le commerce sur les exportations, par groupe de revenu

(classification de 1995)

Variable dépendante Exportations du pays i (DEV95) à destination du pays j (TOUS) pendant l'année t	(1) PFR95	(2) PRITI95	(3) IDA95	(4) PFR95+ PRITI95	(5) DEV95
ApC "infrastructure économique" reçue par i en t-3	**0,023***** (0,006)	**0,017***** (0,004)	**0,016***** (0,005)	**0,021***** (0,003)	**0,016***** (0,003)
ApC "renforcement de la capacité de production" reçue par i en t-3	**0,039***** (0,009)	**0,005** (0,006)	**0,033***** (0,007)	**0,016***** (0,005)	**0,021***** (0,004)
Autre ApC reçue par i en t-3	**0,046***** (0,011)	**0,028***** (0,007)	**0,078***** (0,008)	**0,028***** (0,006)	**0,023***** (0,006)
Aucune ApC reçue par i en t-3	0,049 (0,062)	0,189*** (0,033)	0,123*** (0,038)	0,173*** (0,029)	0,014 (0,018)
ApC reçue par j en t-3	**0,009** (0,007)	**0,013**** (0,006)	**0,002** (0,006)	**0,009**** (0,005)	**0,008**** (0,004)
Aucune ApC reçue par j en t-3	0,039 (0,032)	-0,083*** (0,026)	-0,054* (0,028)	-0,039* (0,021)	-0,028* (0,017)
Autre APD reçue par i	**-0,025*** (0,014)	**-0,033***** (0,009)	**-0,059***** (0,010)	**-0,040***** (0,008)	**-0,018***** (0,005)
Aucune autre APD reçue par i	(dropped)	-0,161*** (0,056)	0,107 (0,145)	-0,133*** (0,049)	-0,033 (0,036)
Autre APD reçue par j	**0,005** (0,010)	**0,023***** (0,008)	**0,023**** (0,009)	**0,016**** (0,007)	**0,014**** (0,005)
Aucune autre APD reçue par j	0,038 (0,050)	-0,050 (0,038)	-0,008 (0,043)	-0,022 (0,031)	-0,033 (0,024)
Toutes les variables de contrôle du tableau E.1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes importateur et exportateur	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	37 131	57 452	48 799	94 583	142 448
R-carré	0,668	0,758	0,688	0,722	0,734

TABLEAU E.4 Effet de l'Aide pour le commerce sur les exportations de parties et de composants des pays en développement *(page 1 sur 2)*

(classification de 1995)

Variable dépendante Exportations de biens intermédiaires du pays i (DEV95) à destination du pays j (TOUS) pendant l'année t	(1) Gravité	(2) Gravité augmentée	(3) Aide pour le commerce	(4) Aide pour le commerce + variables muettes
ln PIB_i	0,552*** (0,017)	0,571*** (0,017)	0,552*** (0,017)	0,547*** (0,017)
ln PIB_j	0,208*** (0,015)	0,270*** (0,015)	0,266*** (0,015)	0,262*** (0,015)
ln POP_i	-0,771*** (0,072)	-0,565*** (0,071)	-0,723*** (0,072)	-0,796*** (0,074)
ln POP_j	-0,060 (0,048)	0,133*** (0,047)	0,098** (0,049)	0,099** (0,049)
ln distance_ij	-0,750*** (0,004)	-0,590*** (0,006)	-0,589*** (0,006)	-0,590*** (0,006)
Tous deux enclavés		-0,156*** (0,037)	-0,153*** (0,037)	-0,155*** (0,037)
ln isolement ij		1,311*** (0,059)	1,297*** (0,059)	1,230*** (0,060)
Frontière commune		0,336*** (0,017)	0,335*** (0,017)	0,335*** (0,017)
Colonisateur commun		0,365*** (0,014)	0,365*** (0,014)	0,366*** (0,014)
Relations coloniales		0,307*** (0,025)	0,307*** (0,025)	0,307*** (0,025)
Langue commune		0,203*** (0,011)	0,202*** (0,011)	0,202*** (0,011)
Conflit i		-0,070*** (0,016)	-0,058*** (0,016)	-0,053*** (0,016)
Conflit j		-0,008 (0,020)	-0,004 (0,021)	-0,001 (0,021)
Variable muette ACR		0,279*** (0,012)	0,283*** (0,012)	0,281*** (0,012)

TABLEAU E.4 Effet de l'Aide pour le commerce sur les exportations de parties et de composants des pays en développement *(page 2 sur 2)*

(classification de 1995)

Variable dépendante Exportations de biens intermédiaires du pays i (DEV95) à destination du pays j (TOUS) pendant l'année t	(1) Gravité	(2) Gravité augmentée	(3) Aide pour le commerce	(4) Aide pour le commerce + variables muettes
ApC reçue par i en t-3			**0,035***** (0,003)	**0,036***** (0,004)
Aucune ApC reçue par i en t-3				0,002 (0,025)
ApC reçue par j en t-3			**0,007*** (0,004)	**0,016***** (0,004)
Aucune ApC reçue par j en t-3				0,071*** (0,021)
Autre APD reçue par i			**-0,006** (0,004)	**0,025***** (0,005)
Aucune autre APD reçue par i				0,304*** (0,038)
Autre APD reçue par j			**0,001** (0,004)	**0,012**** (0,006)
Aucune autre APD reçue par j				0,050 (0,031)
Effets fixes pays	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes année	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	82 322	82 322	82 322	82 322
R-carré	0,580	0,596	0,597	0,597

TABLEAU E.5 Effet de l'Aide pour le commerce dans les situations de bonne gestion sur les exportations des pays en développement, par groupe de revenu

(utilisation de l'indicateur supplétif "efficacité du gouvernement")

Variable dépendante Exportations du pays i (DEV95) à destination du pays j (TOUS) pendant l'année t	(1) PFR95	(2) PRITI95	(3) IDA95	(4) PFR95+ PRITI95	(5) DEV95
ApC reçue par i en t-3	**-0,054** (0,023)	**-0,017** (0,020)	**-0,082***** (0,021)	**-0,020** (0,015)	**0,016** (0,011)
ApCi en t-3* eff.gouvernement_i	**0,245***** (0,053)	**0,077*** (0,042)	**0,300***** (0,047)	**0,113***** (0,032)	**0,023** (0,021)
Aucune ApC reçue par i en t-3	0,043 (0,062)	0,178*** (0,034)	0,153*** (0,039)	0,161*** (0,029)	0,006 (0,019)
ApC reçue par j en t-3	**0,010** (0,007)	**0,013**** (0,006)	**0,002** (0,006)	**0,010**** (0,005)	**0,009**** (0,004)
Aucune ApC reçue par j en t-3	0,044 (0,032)	-0,083*** (0,026)	-0,051* (0,028)	-0,037* (0,021)	-0,027 (0,017)
Autre APD reçue par i	**-0,118***** (0,021)	**-0,059***** (0,020)	**-0,113***** (0,017)	**-0,093***** (0,013)	**-0,075***** (0,010)
APDi* eff.gouvernement_i	**0,249***** (0,038)	**0,045** (0,036)	**0,083***** (0,032)	**0,118***** (0,024)	**0,121***** (0,016)
Aucune autre APD reçue par i	*(non pris en compte)*	-0,230*** (0,061)	-0,011 (0,145)	-0,233*** (0,051)	-0,090** (0,036)
Autre APD reçue par j	**0,005** (0,010)	**0,024***** (0,008)	**0,024***** (0,009)	**0,016**** (0,007)	**0,014***** (0,005)
Aucune autre APD reçue par j	0,045 (0,050)	-0,049 (0,038)	-0,006 (0,043)	-0,019 (0,031)	-0,030 (0,024)
Toutes les variables de contrôle du tableau E.1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes importateur et exportateur	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	37 131	57 452	48 799	94 583	142 448
R-carré	0,670	0,758	0,688	0,722	0,735

ANNEXE F
MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE

La présente annexe donne des précisions sur les données et les procédures utilisées pour l'analyse économétrique de ce chapitre. Le tableau F.1 compare la présente étude avec trois études similaires publiées récemment concernant l'incidence de l'Aide pour le commerce sur les résultats à l'exportation des pays afin de démontrer les similitudes et les différences. Par rapport aux études antérieures, la présente analyse couvre l'assistance apportée aux pays en développement au titre de l'Aide pour le commerce au cours des années les plus récentes. Elle couvre 16 années d'assistance, en commençant par 1995, c'est-à-dire l'année du premier ensemble de données sur l'Aide pour le commerce du Système de notification des pays créanciers (SNPC). Comme dans d'autres études, notre définition de l'Aide pour le commerce englobe toute l'assistance bilatérale fournie par les donateurs dans le cadre du SNPC aux pays en développement inclus dans ce système. Il convient de noter que les données concernent uniquement l'assistance fournie par des pays de l'OCDE déclarants qui sont membres du Comité d'aide au développement ; par conséquent, les données des donateurs hors OCDE, tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et le Koweït et certains organismes multilatéraux, ne peuvent pas être incluses. En outre, les données de notification multilatérales des premières années sont incomplètes et l'assistance multilatérale récente prend la forme d'un soutien budgétaire et/ou de prêts sectoriels, dont le lien avec l'Aide pour le commerce est difficile à établir.

Helble *et al.* (2012) ont créé leur propre série de données sur les décaissements remontant jusqu'en 1990 en utilisant la base de données SNPC de l'OCDE. Cependant, les données antérieures à 2002 relatives aux projets d'Aide pour le commerce sont systématiquement incomplètes dans la mesure où les projets multilatéraux n'étaient alors pas notifiés. Cali et te Velde (2010) ont utilisé les données sur les décaissements de la période 2002-2007, en décalant d'un an les effets sur les exportations. Vijil (2012), comme dans notre analyse, a utilisé les informations sur les engagements pour tirer parti d'une plus longue période. Une autre différence importante par rapport à l'analyse de Cali et te Velde est que ces derniers utilisent comme variable indépendante les volumes d'exportation globaux de chaque pays de leur échantillon tandis que nous utilisons des données sur le commerce bilatéral d'exportation par paires de pays en développement et du reste du monde, ce qui nous permet d'examiner les effets de l'Aide pour le commerce reçue par les pays importateurs inclus dans l'analyse. En outre, tout comme Helble *et al.* (2012) et Vijil (2012), nous avons pris en compte les flux d'aide publique au développement (APD) qui ne relèvent pas de l'assistance reçue au titre de l'Aide pour le commerce.

Le tableau F.2 indique la source des données utilisées dans la présente analyse. Les quatre sources principales sont la base de données Comtrade de l'Organisation des Nations Unies, pour les exportations bilatérales des pays en développement ; les Indicateurs du développement dans le monde, pour des renseignements tels que le PIB et la population des deux partenaires commerciaux ; les ensembles de données du CEPII pour les variables de gravité et les mesures de la distance bilatérale ; et le SNPC de l'OCDE pour l'Aide pour le commerce et les autres formes d'aide au développement fournies par les pays de l'OCDE aux pays en développement. Les ensembles de données des Indicateurs mondiaux de gouvernance et des évaluations de la politique et des institutions nationales sont utilisés pour mesurer la gestion et les résultats des pouvoirs publics. L'ensemble de données du projet *Correlates of War* est utilisé pour créer une variable muette pour les pays touchés par un conflit externe ou interne au cours d'une période donnée. En se basant sur les flux d'aide reçus par les pays en développement d'après l'ensemble de données du SNPC de l'OCDE, une variable muette a été créée pour les pays ne recevant pas de flux d'Aide pour le commerce ou d'APD et ces contrôles sont inclus dans l'analyse par régression, comme l'ont suggéré entre autres Cali et te Velde ainsi que Vijil. Les exportations de minerais et minéraux relevant des positions 26 et 27 du SH sont exclues de l'analyse, tout comme les pays dont la part des exportations de pétrole est supérieure à 75 % des exportations totales. La variable muette pour les accords régionaux de libre-échange est établie sur la base des renseignements publiés par l'Organisation mondiale du commerce, et sa valeur est égale à 1 lorsque les deux pays d'une paire de partenaires commerciaux sont parties au même accord.

La partie inférieure du tableau F.3 présente la liste complète des pays classés selon leur niveau de revenu par la Banque mondiale en 1995, d'après les seuils historiques publiés par cette institution. La partie supérieure du tableau présente les statistiques récapitulatives pour les variables les plus pertinentes, à savoir : les exportations (hors minéraux et pétrole), en milliards de dollars EU courants ; la distance moyenne des flux d'exportation, en milliers de kilomètres ; le PIB, en milliards de dollars EU courants ; la population totale, en millions d'habitants ; et les flux d'Aide pour le commerce et d'autre aide publique au développement, en millions de dollars EU courants.

L'observation de ces moyennes fait ressortir certaines tendances claires, qui sont valables lorsqu'on compare les groupes de pays classés selon leur revenu par la Banque mondiale ou même en observant les résultats des pays les moins avancés. La première de ces tendances est que les pays qui se trouvent à des stades plus avancés de développement enregistrent des exportations plus importantes et que les résultats par habitant sont supérieurs aux résultats globaux à mesure que diminue la population totale des pays à des niveaux de développement plus élevés. La distance moyenne des exportations augmente légèrement avec le niveau de développement. Enfin, il existe une tendance claire de soutien aux pays les moins avancés, qui reçoivent en général des flux importants d'Aide pour le commerce et d'autre aide publique au développement.

Le tableau F.4 permet d'observer des corrélations partielles entre les exportations totales des pays en développement et certaines variables explicatives utilisées en appliquant le modèle de gravité pour expliquer les flux commerciaux. Le PIB et la population du pays exportateur sont les variables pour lesquelles la corrélation avec la valeur totale des exportations est la plus élevée. Les flux d'Aide pour le commerce et d'autre aide publique au développement affichent également une corrélation positive avec les niveaux des exportations, mais à un degré moindre. D'autres corrélations significatives peuvent être observées entre les deux flux d'aide au développement, ainsi qu'entre les flux d'aide et la population totale du pays, comme on pouvait s'y attendre étant donné que le montant des engagements d'aide varie selon la taille du pays.

Le cadre de base pour notre analyse empirique est présenté dans le tableau E.1. La colonne 1 de ce tableau permet d'observer les résultats du modèle de gravité, dans lequel les exportations bilatérales des pays en développement sont fonction de la taille de l'économie exportatrice, de la taille de l'économie importatrice, et de la distance entre les deux pays selon la formule suivante:

$$X_{ij} = G\frac{Y_i^{\alpha}Y_j^{\beta}}{T_{ij}^{\theta}}$$

où X_{ij} représente les exportations (hors minéraux et pétrole) du pays i vers le pays j, G est la constante gravitationnelle entre les deux pays, Y_i et Y_j sont la taille des économies exportatrice et importatrice, respectivement, et T_{ij} mesure les obstacles au commerce entre les deux pays. Initialement, nous utilisons la distance de la base de données du CEPII comme indicateur supplétif des obstacles au commerce pour l'estimation de la version log-linéaire du modèle de gravité. Toutes les régressions comprennent les effets fixes par exportateur, importateur et année. La colonne 2 ajoute à la formule de référence certaines variables de contrôle couramment utilisées, comme une frontière commune, une langue commune, des relations coloniales et l'absence de littoral. Elle ajoute aussi d'autres variables de contrôle, telles que l'éloignement des pays, calculé comme le produit des distances pondérées par le PIB entre chacun des pays et tous les autres partenaires commerciaux, une variable muette pour les conflits (variant dans le temps) et une variable muette pour les accords commerciaux régionaux figurant sur la liste établie par l'Organisation mondiale du commerce. La colonne 3 contient les flux d'aide reçus par les pays exportateurs et importateurs, exprimés en logarithmes des flux d'Aide pour le commerce et d'autre aide publique au développement ayant fait l'objet d'engagements des donateurs bilatéraux.

La colonne 4 comprend des variables muettes pour les pays ne recevant pas de flux d'aide ; cela touche principalement les pays importateurs étant donné que la plupart des pays exportateurs reçoivent des flux d'aide. Afin d'éviter d'éventuels problèmes d'endogénéité liés aux flux d'Aide pour le commerce, nous avons utilisé les engagements en matière d'Aide pour le commerce avec un décalage de trois ans. Une analyse de sensibilité des exportations aux engagements différés en matière d'Aide pour le commerce est présentée dans le tableau F.5. Elle démontre que des augmentations des exportations apparaissent plus nettement après un certain délai (trois ans) et que l'incidence des engagements augmente au fil du temps.

TABLEAU F.1 Comparaison de l'analyse de l'OCDE avec d'autres études récentes

	Helble *et al.* (2012)	**Cali et te Velde (2010)**	**Vijil (2012)**	**OCDE (2013)– Newfarmer–Ugarte**
Période couverte	1990-2005	2002-07	1995-2005	1995-2011
Pays couverts	170 pays commerçants	120 pays en développement	Tous les flux commerciaux positifs	109 pays en développement exportant vers tous les pays
Observations	108 304	508	95 280	142 448
Variable expliquée	Importations annuelles du pays j en provenance du pays i	Exportations totales d'un pays au cours d'une année donnée	Exportations du pays i vers le pays j durant l'année t	Exportations du pays i vers le pays j durant l'année t
Flux commerciaux nuls	Non	(non mentionné)	Non	Non
Aide pour le commerce	Flux reçus par l'importateur et l'exportateur	Flux reçus par l'exportateur	Flux reçus par l'importateur et l'exportateur	Flux reçus par l'importateur et l'exportateur
Définition de l'Aide pour le commerce	Décaissements (calculés à partir des données du SNPC pour 1990-2005) ; politique et réglementation commerciales, développement commercial et infrastructure économique	Décaissements (2002-2007) ; facilitation des échanges, politique et réglementation commerciales, capacité de production et infrastructure économique	Engagements (1995-2005) ; politique et réglementation commerciales, capacité de production et infrastructure économique	Engagements (1995-2010) différés de 3 ans ; capacité de production, développement commercial et autre Aide pour le commerce
Désagrégation de l'Aide pour le commerce dans les exportations	Non, mais plusieurs agrégations des catégories précédentes sont testées	Oui. Capacité de production et infrastructure	Oui. Institutions, capacité de production et infrastructure	Oui. Capacité de production, infrastructure et autre Aide pour le commerce
APD	Tous les autres flux d'aide non inclus dans l'Aide pour le commerce pour les 2 pays	Non	Tous les autres flux d'aide non inclus dans l'Aide pour le commerce pour les 2 pays	Tous les autres flux d'aide non inclus dans l'Aide pour le commerce pour les 2 pays
Variables muettes pour les pays ne recevant pas d'Aide pour le commerce ni d'APD	Non	Oui	Oui	Oui
Effets fixes	Effet fixe par année et effet fixe bilatéral (5 ans)	Année et exportateur	Année	Année, exportateur et importateur

TABLEAU F.2 Définition des variables *(page 1 sur 2)*

Variable	Description	Source
Ln Exportations_ijt	Exportations totales du pays i vers le pays j durant l'année t, en millions de $EU courants (exprimées en logarithme). Les exportations de pétrole et de minéraux sont exclues. Seules les valeurs positives sont prises en compte.	Base de données Comtrade des Nations Unies
LN PIB_it	PIB du pays i lors de l'année t, en millions de $EU courants (exprimé en logarithme).	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale
Ln POP_it	Population totale du pays i lors de l'année t (exprimée en logarithme).	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale
Ln Distance_ij	Distance entre le pays i et le pays j (exprimée en logarithme).	CEPII
Sans littoral (i et j)	Variable muette dont la valeur est égale à 1 si au moins l'un des 2 pays n'a pas de littoral.	CEPII
Frontière commune	Variable muette pour la contiguïté.	CEPII
Colonisateur commun	Variable muette pour l'existence d'un colonisateur commun.	CEPII
Relation coloniale	Variable muette pour l'existence d'une ancienne relation coloniale.	CEPII
Langue officielle	Variable muette pour l'existence d'une langue officielle commune.	CEPII
Aide pour le commerce reçue par i (durant l'année t)	Montant total de l'Aide pour le commerce reçue par le pays i de la part de tous les donateurs bilatéraux durant l'année t, en millions de $EU courants (exprimé en logarithme).	Ensemble de données du SNPC de l'OCDE
Autre APD reçue par i (durant l'année t)	Montant total de l'aide publique au développement, hors Aide pour le commerce, reçue par le pays i de la part de tous les donateurs bilatéraux lors de l'année t, en millions de $EU courants (exprimé en logarithme).	Ensemble de données du SNPC de l'OCDE
Aucune Aide pour le commerce (autre APD) reçue par i (durant l'année t)	Variables muettes dont la valeur est égale à 1 si le pays i n'a pas reçu de flux d'Aide pour le commerce (autre APD) durant l'année t.	Ensemble de données du SNPC de l'OCDE
Efficacité des pouvoirs publics (durant l'année t)	Efficacité des pouvoirs publics (qualité des services publics, qualité de l'administration publique et degré d'indépendance par rapport aux pressions politiques, qualité de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique, et crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics concernant ces politiques). Sa valeur est comprise entre -2,5 et 2,5, mais elle a été ici normalisée entre 0 et 1.	Indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale
Variable muette pour les ACR	Variable muette dont la valeur est égale à 1 pour un ACR en vigueur.	OMC

TABLEAU F.2 Définition des variables *(page 2 sur 2)*

Variable	Description	Source
Conflit dans le pays i (lors de l'année t)	Variable muette pour les pays touchés par un conflit lors de l'année t. Les guerres entre États et les guerres civiles sont prises en compte. Un pays est considéré comme en guerre lorsque le conflit entraîne au moins 1 000 décès sur une période de 12 mois. Voir *http://www.correlatesofwar.org/COW2%20Data/WarData_NEW/COW%20Website%20-%20Typology%20of%20war.pdf.*	*Correlates of War* 4.0
Exportateurs de pétrole exclus	Algérie, Angola, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Congo, Rép. du, Gabon, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Kazakhstan, Koweït, Libye, Nigéria, Norvège, Oman, Qatar, Russie, Venezuela, Yémen. Ces pays sont d'importants exportateurs de pétrole ou la part des exportations de pétrole dans leurs exportations totales est égale ou supérieure à 75 %.	Calculs propres sur la base de données commerciales

TABLEAU F.3 Statistiques récapitulatives des principales variables, par groupe de pays classés selon leur revenu (1995)

Groupe de revenu		Exportations totales (milliards de $EU courants)	Distance (milliers de km)	PIB (milliards de $EU courants)	Population (millions d'habitants)	Aide pour le commerce reçue (millions de $EU courants)	Autre APD reçue (millions de $EU courants)
Pays à faible revenu	Moyenne	5,2	6,2	43,9	65,1	160,4	443,6
	Écart type	*19,7*	*1,4*	*185,4*	*210,5*	*358,7*	*559,5*
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Moyenne	29,1	7,1	119,1	58,8	153,4	323,5
	Écart type	*148,8*	*2,2*	*558,9*	*217,2*	*279,3*	*415,3*
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	Moyenne	26,0	7,6	147,5	24,0	44,3	123,1
	Écart type	*48,7*	*2,4*	*311,7*	*43,8*	*103,0*	*192,6*
Pays les moins avancés	Moyenne	0,7	6,2	6,1	15,5	64,4	303,0
	Écart type	*1,5*	*1,4*	*9,8*	*24,2*	*100,5*	*387,5*
Pays membres de l'IDA	Moyenne	18,7	6,2	77,2	47,9	98,5	338,5
	Écart type	*138,4*	*1,6*	*520,9*	*201,6*	*204,5*	*412,5*
Tous les pays en développement	Moyenne	20,5	6,9	102,2	51,8	127,3	310,3
	Écart type	*100,4*	*2,1*	*410*	*186,3*	*281,4*	*444,4*

Pays à faible revenu	Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République kirghize, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan, Tadjikistan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Albanie, Arménie, Bélarus, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Cabo Verde, Cameroun, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Djibouti, El Salvador, Équateur, Ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Guatemala, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Indonésie, Jordanie, Kiribati, Lesotho, Maroc, Moldova, Mongolie, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Philippines, République arabe d'Égypte, République arabe syrienne, République dominicaine, Samoa, Sénégal, Sri Lanka, Swaziland, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Ukraine, Vanuatu.
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	Afrique du Sud, Argentine, Belize, Botswana, Brésil, Bulgarie, Chili, Costa Rica, Cuba, Dominique, Fidji, Grenade, Liban, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Maldives, Maurice, Mexique, Namibie, Panama, Pologne, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Surinam, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Uruguay.
Pays les moins avancés	Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo, Tanzanie, Tuvalu, Vanuatu, Zambie.
Pays membres de l'IDA	Albanie, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chine, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Kenya, Kiribati, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Moldova, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République arabe d'Égypte, République centrafricaine, République kirghize, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tadjikistan, Tanzanie, Togo, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Zambie.

TABLEAU F.4 Matrice de corrélation des variables d'intérêt

	Exportations totales	Distance moyenne	PIB	Population	APC reçue	APD reçue
Exportations totales	1,00					
Distance moyenne	0,20	1,00				
PIB	0,94	0,22	1,00			
Population	0,64	0,18	0,71	1,00		
APC reçue	0,23	0,18	0,32	0,60	1,00	
APD reçue	0,27	0,15	0,30	0,40	0,48	1,00

Notes : La matrice de corrélation est calculée à partir des valeurs globales ou moyennes des variables pour tous les pays exportateurs. En ce sens, les exportations totales correspondent aux exportations globales d'un pays en développement au cours d'une année donnée. La distance moyenne désigne la distance moyenne de tous les flux d'exportation bilatéraux d'un pays en développement au cours d'une année donnée. Le PIB et la population correspondent au produit intérieur brut et à la population totale de chaque pays pour chacune des années. L'APC reçue et l'APD reçue sont le montant total des flux d'Aide pour le commerce et d'autre aide publique au développement reçus par le pays exportateur lors de chaque période examinée ici.

TABLEAU F.5 Effet différé de l'Aide pour le commerce sur les exportations des pays en développement (1995)
(page 1 sur 2)

Variable dépendante Exportations du pays i (en développement, 1995) vers le pays j durant l'année t	(1) APC t-1	(2) APC t-2	(3) APC t-3	(4) APC t-4	(5) APC t-5	(6) Total de l'effet différé
Autre APD reçue par i	**-0,015***** (0,006)	**-0,018***** (0,005)	**-0,018***** (0,005)	**-0,018***** (0,005)	**-0,015***** (0,005)	**-0,018***** (0,006)
Aucune autre APD reçue par i	-0,039 (0,037)	-0,039 (0,036)	-0,033 (0,036)	-0,041 (0,035)	-0,043 (0,035)	-0,037 (0,037)
Autre APD reçue par j	**0,015***** (0,006)	**0,016***** (0,005)	**0,014***** (0,005)	**0,013**** (0,005)	**0,012**** (0,005)	**0,005** (0,006)
Aucune autre APD reçue par j	-0,029 (0,024)	-0,027 (0,024)	-0,033 (0,024)	-0,031 (0,024)	-0,038 (0,024)	-0,036 (0,024)
APC reçue par i durant l'année t-1	**0,005** (0,003)					**-0,004** (0,004)
Aucune APC reçue par i durant l'année t-1	-0,007 (0,020)					-0,014 (0,021)
APC reçue par i durant l'année t-2		**0,018***** (0,003)				**0,004** (0,004)
Aucune APC reçue par i durant l'année t-2		0,015 (0,020)				0,011 (0,021)
APC reçue par i durant l'année t-3			0,030*** (0,003)			0,015*** (0,004)
Aucune APC reçue par i durant l'année t-3			0,021 (0,019)			0,012 (0,021)
APC reçue par i durant l'année t-4				**0,033***** (0,003)		**0,013***** (0,004)
Aucune APC reçue par i durant l'année t-4				0,026 (0,019)		0,021 (0,021)
APC reçue par i durant l'année t-5					**0,043***** (0,003)	**0,034***** (0,003)
Aucune APC reçue par i durant l'année t-5					0,044** (0,019)	0,045** (0,021)
APC reçue par j durant l'année t-1	**0,007*** (0,004)					**0,006** (0,004)
Aucune APC reçue par j durant l'année t-1	-0,028					-0,010

TABLEAU F.5 Effet différé de l'Aide pour le commerce sur les exportations des pays en développement (1995)
(page 2 sur 2)

Variable dépendante Exportations du pays i (en développement, 1995) vers le pays j durant l'année t	**(1) APC t-1**	**(2) APC t-2**	**(3) APC t-3**	**(4) APC t-4**	**(5) APC t-5**	**(6) Total de l'effet différé**
	(0,018)					(0,018)
APC reçue par j durant l'année t-2		**0.003** (0,004)				**-0.003** (0,004)
Aucune APC reçue par j durant l'année t-2		-0,041** (0,017)				-0,017 (0,019)
APC reçue par j durant l'année t-3			**0,008**** (0,004)			**0,003** (0,004)
Aucune APC reçue par j durant l'année t-3			-0,029* (0,017)			0,002 (0,019)
APC reçue par j durant l'année t-4				**0,007*** (0,004)		**-0,001** (0,004)
Aucune APC reçue par j durant l'année t-4				-0,048*** (0,017)		-0,029 (0,018)
APC reçue par j durant l'année t-5					**0,012***** (0,004)	**0,010**** (0,004)
Aucune APC reçue par j durant l'année t-5					-0,032* (0,016)	-0,018 (0,018)
Toutes les variables de contrôle du tableau E.1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes par importateur et exportateur	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes par année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	142 448	142 448	142 448	142 448	142 448	142 448
Racine carrée	0.734	0,734	0,734	0,734	0,735	0,735

RÉFÉRENCES

Cali, M. et D.W. te Velde (2010), « *Does Aid for Trade Really Improve Trade Performance?* », *World Development*, Vol. 39 (5), pages 725-740.

Helble, M., C. Mann et J. Wilson (2012), « *Aid for Trade Facilitation* », *Review of World Economics*, Vol. 148, n° 2, pages 357-376.

Vijil, M. (2012), « *Aid for Trade Effectiveness : Complementarities with Economic Integration* », document préparé pour l'atelier « *Aid for Trade : What have we Learnt? Which Way Ahead?* », 6 décembre 2012, Genève. Révisé en janvier 2013. Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et C

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre, où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les meilleures pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'Organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la plupart des nations commerçantes et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités.

À cet effet, l'OMC :

- administre les accords commerciaux ;
- offre un cadre pour les négociations commerciales ;
- ègle les différends commerciaux ;
- assure le suivi des politiques commerciales nationales ;
- mène des activités d'assistance technique et de formation en faveur des pays en développement ; et
- coopère avec d'autres organisations internationales.

L'OMC compte 159 Membres, qui assurent 97 % du commerce mondial. La plupart d'entre eux sont des États, mais certains sont des territoires douaniers.

Publications de l'OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16
ISBN OMC – 978-92-870-3869-2 ISBN OECD – 978-92-64-20220-7 (version imprimée); 978-92-64-20221-4 (PDF)

PANORAMA DE L'**AIDE POUR LE COMMERCE** 2013

SE CONNECTER AUX CHAÎNES DE VALEUR

Cette publication conjointe OCDE-OMC est un coup de projecteur sur l'Aide pour le commerce visant à évaluer ce qui se passe, ce qui ne se passe pas, et où des améliorations sont nécessaires. L'analyse porte plus particulièrement sur les tendances des politiques, programmes et pratiques dans le domaine de l'Aide pour le commerce. Elle montre que l'initiative Aide pour le commerce produit des résultats tangibles en améliorant les résultats commerciaux et les conditions de vie des gens, en particulier des femmes, dans les pays en développement.

Il ressort du rapport que l'Aide pour le commerce joue un rôle important en permettant aux entreprises des pays en développement de se connecter aux chaînes de valeur et de s'élever dans ces chaînes. En fait, l'émergence des chaînes de valeur renforce la légitimité de l'Aide pour le commerce.

Les parties prenantes continuent à participer activement à l'initiative Aide pour le commerce. L'exercice de suivi de 2013 était basé sur les auto évaluations de 80 pays en développement, 28 donateurs bilatéraux, 15 donateurs multilatéraux et 9 fournisseurs de coopération Sud-Sud. À cela s'ajoutaient les avis exprimés par 524 entreprises (fournisseurs) de pays en développement et 173 entreprises dominantes, pour la plupart des pays de l'OCDE.

Table des matières

Chapitre 1. L'Aide pour le commerce s'adapte-t-elle aux nouvelles réalités?
Chapitre 2. Flux et financement de l'Aide pour le commerce
Chapitre 3. Les chaînes de valeur et la voie du développement
Chapitre 4. Stimuler les chaînes de valeur au moyen de l'Aide pour le commerce au niveau régional
Chapitre 5. Évaluer l'efficacité de l'Aide pour le commerce
Chapitre 6. La voie à suivre
Aide pour le commerce – Fiches analytiques par pays

Annexe A. Principales données relatives à l'aide pour le commerce
Annexe B. Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, par groupe de revenu
Annexe C. Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, par région
Annexe D. Codes-objet SNPC liés à l'aide pour le commerce, par catégorie
Annexe E. Estimations par régression
Annexe F. Méthodologie utilisée pour l'analyse économétrique

Merci de citer cet ouvrage comme suit:

OCDE/Organisation mondiale du commerce (2013),
Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 : Se connecter aux chaînes de valeur
http://dx.doi.org/10.1787/aid_glance-2013-fr

OCDE ISBN - 978-92-642-0220-7

OMC ISBN - 978-92-870-3869-2

www.aid4trade.org

